RÉMI KAUFFER

DICTIONNAIRE MONDIAL DE L'ESPIONNAGE

PERRIN

Rémi Kauffer

DICTIONNAIRE MONDIAL DE L'ESPIONNAGE

PERRIN

Du même auteur

1939-1945. La guerre mondiale des services secrets, Perrin, 2024.
Les Espions de Cambridge. Cinq taupes soviétiques au cœur des services secrets de Sa Majesté, Perrin, 2022 ; Perrin, coll. « Tempus », 2025.
Les Grandes Affaires des services secrets, Perrin, 2021.
Les Femmes de l'ombre. L'histoire occultée des espionnes, Perrin, 2019 ; Perrin, coll. « Tempus », 2022.
Les Hommes du président. Les chefs d'État et leurs services secrets, Perrin, 2018.
Les Maîtres de l'espionnage, Perrin, 2017 ; Perrin, coll. « Tempus », 2020.
Paris la Rouge. Capitale mondiale des révolutionnaires et des terroristes, Perrin, 2016.
Histoire mondiale des services secrets, Perrin, 2015 ; Perrin, coll. « Tempus », 2017.
Le Siècle des quatre empereurs. Sun Yat-sen, Chiang Kai-shek, Mao Zedong, Deng Xiaoping, Perrin, 2014.
Archimède 1968, JC Lattès, 2012.
La Saga des Hachémites. La tragédie du Moyen-Orient 1909-1999, Stock, 2009 ; Perrin, coll. « Tempus », 2012.
Le Réseau Bucéphale, Seuil, 2006.
OAS. Histoire d'une guerre franco-française, Seuil, 2002.
André Malraux 1901-1976. Le roman d'un flambeur, Hachette Littératures, 2001.
L'Arme de la désinformation. Les multinationales américaines en guerre contre l'Europe, Grasset, 1999.
O.A.S. Histoire d'une organisation secrète, Fayard, 1986.

En collaboration avec Roger Faligot :
Kang Sheng. Le maître espion de Mao, Perrin, coll. « Tempus », 2014.
L'Hermine rouge de Shanghai, Les Portes du large, 2005.
Le Marché du diable, Fayard, 1995.
Histoire mondiale du renseignement, tomes 1 et 2, Robert Laffont, 1993 et 1994.
Éminences grises, Fayard, 1992.
As-tu vu Cremet ?, Fayard, 1991.
Le Croissant et la Croix gammée, Albin Michel, 1990.
Les Résistants, Fayard, 1989.

Kang Sheng et les services secrets chinois, Robert Laffont, 1987.
Porno Business, Fayard, 1987.
KGB. Objectif Pretoria, Pierre-Marcel Favre, 1986.
Service B, Fayard, 1985.
Au cœur de l'État l'espionnage, Autrement, 1983.
Euskadi la spirale, J.-L. Lesfargues, 1982.

En collaboration avec Roger Faligot et Jean Guisnel :
Histoire politique des services secrets français. De la Seconde Guerre mondiale à nos jours, La Découverte, 2012 (en poche, La Découverte, 2013).

© Perrin, un département de Place des Éditeurs, 2025
92, avenue de France
75013 Paris
Tél. : 01 44 16 08 00

EAN : 978-2-262-11271-4

« Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre, est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la Propriété Intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales. »

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.

SOMMAIRE

Titre

Du même auteur

Copyright

Introduction

A

Affaire Dreyfus

Afghanistan

Agee Philip (1935-2008)

Agents dormants

Agents noirs

Al-Kindi, Abou Youssouf Ya'qub ibn Ishaq

Ames Aldrich (1941-)

Andropov Iouri (1914-1984)

Appartement conspiratif

Arméniens au service secret de la cause communiste

Atkins Vera (1908-2000)

Attachés militaires

B

Beyer Georges (1905-1976)

Bipeurs

Brown Irving (1911-1989)

Byzance

C

Cabinet noir

Câbles sous-marins

César, Auguste et les services secrets de Rome

Chalutiers espions

Cheval de Troie

Chine avant 1945

Chine de 1945 à 2012

Chine de 2012 à 2025

CIA et les débuts de l'Union européenne (La)

CIA et les présidents américains (La)

Cinq de Cambridge (Les)

Contre-espionnage (CE) et contre-terrorisme (CT)

Corona et la naissance du renseignement satellitaire

Covert Actions

D

Daech

Dansey Claude Edward Marjoribanks (1876-1947)

De Gaulle et les services secrets

Démenti plausible

Désinformation

Dissidents soviétiques en France

Drogue et services secrets

Dulles Allen (1893-1969)

E

Espionnage

F

Farewell, Vladimir Vetrov, dit (1932-1985)

Faux drapeau

Femmes et espionnage

Feuvrier Charles, général (1915-1997)

Foccart Jacques (1913-1997)

Fourcade Marie-Madeleine (1909-1989)

Front uni – Département du travail de

G

Gladio – réseaux Stay behind

Grossin Paul, général (1901-1990)

Guerre froide, subversion et services secrets

H

Hamas

Harel Isser (1912-2003)

Honorables correspondants

I

Inde jusqu'en 1966

Inde d'Indira Gandhi à Narendra Modi

Intelligence artificielle et espionnage

Iran jusqu'en 1979

Iran depuis Khomeiny

J

Jacquier Paul, général (1910-1995)

K

Kang Sheng (1898-1975)

Kompromat

L

Le Clerc du Tremblay François, dit le « Père Joseph » (1577-1638)

LSD

M

Marenches Alexandre de, comte (1921-1995)

Mata Hari (1876-1917)

MI6 – Secret Intelligence Service

Mossad de 1948 à 1988

Mossad de 1988 à 2025

Moukhabarat – Services secrets arabes

O

Opérations « mouillées » de sang, Mokrie Diela

Ordre de bataille

P

Pakistan

Parcours de sécurité

Passy, André Dewavrin, dit colonel (1911-1998)

Penkovsky Oleg (1919-1963)

Polices parallèles

Poutine, les « organes de force » et le « mage du Kremlin »

Présidents français et la DGSE (Les)

Proxys

R

Renseignement médical

Résistance – réseaux de renseignement de la

RYaN – opération

S

Service action

Sexpionnage

Soustelle Jacques (1912-1990)

T

Totalitarisme et services secrets

Turquie de 1926 à 1939

Turquie dans la Seconde Guerre mondiale

Turquie de 1945 à l'ère Erdoğan

U

U-2

V

Vikings

W

Walk-ins

Y

« Yellow cake »

Yu Zhensan (1939-2013)

Bibliographie

Table analytique des notices

Introduction

Un pays ne peut avoir qu'une seule armée sur son sol, dit-on : soit la sienne, soit celle d'un autre pays. C'est souvent vrai, mais pas toujours. Un pays peut avoir plusieurs armées sur son sol : les siennes, et cela s'appelle la guerre civile. Il peut opposer ses forces armées, régulières ou non, à celles d'un ou plusieurs pays agresseurs, et cela s'appelle la résistance.

Beaucoup de nations ont connu ces deux cas de figure. La nôtre, par exemple, ce qui lui apporte une certaine expérience. Assez pour comprendre qu'en matière de renseignement, la formule s'inverse. En temps de paix, un pays a forcément plusieurs services secrets à l'œuvre sur son sol : les siens, et ceux des autres pays qui l'espionnent. Telle est précisément la matière du présent livre.

Comme tous les dictionnaires, celui que vous tenez entre les mains recèle quelque chose de subjectif. Fort d'une connaissance ancienne et, croit-il, reconnue du sujet, l'auteur a en effet sélectionné les notions, les définitions, les séquences, les services, leurs techniques et les personnages les plus pertinents selon lui pour se familiariser avec l'univers complexe de l'espionnage à l'échelle planétaire.

Dictionnaire et non encyclopédie, car ce livre ne prétend pas à une exhaustivité totale d'ailleurs impossible. Dictionnaire *mondial* parce qu'il a pour ambition d'appréhender les grands services secrets des diverses parties de la planète, leur histoire, leurs méthodes, leurs chefs, leurs objectifs, leurs

lignes de force. Mais sans vouloir décrire par le menu *tous* les services secrets de *tous* les pays du monde. Concernant par exemple la guerre d'Ukraine, il est encore trop tôt pour définir un modèle proprement ukrainien. Celui-ci se dessine néanmoins par dégagement des schémas soviétiques et par imprégnation des modèles occidentaux, fruit du travail commun avec les services de renseignement de l'Ouest. La communauté ukrainienne du renseignement est en devenir. Un devenir accéléré par l'agression russe.

Par contraste, le livre aborde aussi le cas des services de renseignement de certains mouvements non étatiques comme le Fatah, le Hamas, le Hezbollah ou Daech. Mais là encore, pas de tous.

Dictionnaire et non *Who's Who* : s'il inclut les portraits des personnages les plus significatifs selon le jugement de l'auteur, l'ouvrage n'est en aucun cas une collection complète de biographies. Dictionnaire, enfin, et non résumé des livres précédents de l'auteur. Sa double ambition, c'est que le lecteur peu informé des mécanismes et des coulisses de l'espionnage y acquière une meilleure compréhension de cet univers, et que ceux qui en savent plus long y trouvent quand même matière à information et à réflexion.

Rien de plus profane en effet que les services secrets. L'attention que l'auteur leur porte depuis les années 1980 se veut la plus dépassionnée, la plus rationnelle possible. Décrire la manière dont ils ont opéré hier et dont ils travaillent aujourd'hui encore, montrer l'envers du décor comme son endroit, tordre le cou à certains clichés romanesques comme aux fantasmes complotistes représente, croit-il, un service rendu à la démocratie. Un tout petit service, c'est entendu, mais un service quand même.

De A, comme Affaire Dreyfus, à Y, comme Yu Zhensan transfuge chinois aux services américains, ce dictionnaire alterne des entrées thématiques : bipeurs, désinformation, drogue et services secrets, femmes et espionnage, proxys, opérations clandestines, guerre froide, subversion et

services secrets. Des entrées transversales : Arméniens au service secret de la cause communisme, chalutiers espions, câbles sous-marins, de Gaulle et les services secrets, renseignement satellitaire, réseaux « Gladio ». Des portraits : al-Kindi, Aldrich Ames, Irving Brown, le père Joseph, les espions de Cambridge, le colonel Passy, Allen Dulles, Jacques Foccart, Marie-Madeleine Fourcade, Iouri Andropov, Oleg Penkovsky, Vladimir Vetrov, *alias* « Farewell ». Des moments historiques : le renseignement à Rome, à Byzance, chez les Vikings. Des définitions : agents dormants, agents noirs, appartements conspiratifs, contre-espionnage, honorables correspondants, parcours de sécurité, démentis plausibles, faux pavillons. Des articles consacrés à la communauté du renseignement de certains pays clés, à son histoire, à sa culture, à son action présente : la CIA et les présidents américains de Roosevelt à Donald Trump ; Poutine, les « organes de force » et le « mage du Kremlin » ; les services britanniques, mais aussi chinois, indiens, iraniens, israéliens, pakistanais, turcs et naturellement, français.

Éclatement du monde bipolaire, guerre d'Ukraine, changement de cap brutal du pouvoir américain, épuisement d'anciennes alliances, naissance de nouvelles : tout cela se dessine aujourd'hui sous nos yeux en traits plus ou moins nets. L'Occident avait gagné la guerre froide, il se fracture. Les « démocraties illibérales » affrontent la démocratie tout court. Les dictatures, elles, s'épaulent mutuellement. Dans un monde où les services de renseignement, comme les armées, l'économie, le *soft power* et la science, sont des attributs de souveraineté, l'Union européenne commence enfin à réaliser, contrainte et forcée, à quel point sa longue obstination à ne pas devenir une puissance lui nuit. Cette question de la puissance, la Russie de Poutine, la Chine de Xi Jinping, l'Inde de Narendra Modi, l'Iran des Gardiens de la révolution, la Turquie de Recep Erdoğan et même l'Israël de Benyamin Netanyahou ne se la sont jamais posée. Quant aux États-Unis de Donald Trump, ils se la posent, eux, en termes ahurissants : les alliés d'hier

comme adversaires, l'État contre ses propres services secrets, voire contre sa propre armée.

Un dictionnaire se doit d'être utile. Le vœu que je forme, c'est que celui-ci aide à comprendre le sens de tous ces changements, dans la sphère des services secrets et bien au-delà. Au lecteur de le feuilleter dans l'ordre qui lui convient. L'auteur, lui, le commence logiquement par la lettre A…

A

Affaire Dreyfus

Elle va diviser la France. L’affaire commence comme un épisode de la guerre franco-allemande d’espionnage et de contre-espionnage. En septembre 1894, Marie Bastian, *alias* « Auguste », agente de la Section de statistiques et de reconnaissances militaires (SSRM), nom à l’époque du service de renseignement tricolore, travaille comme femme de ménage à l’ambassade d’Allemagne de Paris. Alsacienne, Mme Bastian manie bien la langue de Goethe. Un jour, fouillant les corbeilles à papier de l’ambassadeur pour le compte de la SSRM, elle dégotte des brouillons griffonnés de la main de l’attaché militaire du Reich, Maximilian von Schwartzkoppen. Rien de plus facile pour elle que d’exfiltrer, comme d’habitude, ces pièces à conviction à l’intérieur des corsets qui moulent la taille des dames de cette époque entre les aisselles et les hanches. Les documents montrent qu’un officier français dévoyé s’est vendu à Schwartzkoppen et aux Allemands. Le chef de la SSRM, le colonel Jean Sandherr, ordonne une enquête. Bâclée et partiale, celle-ci désigne faussement le capitaine Alfred Dreyfus comme le traître qui renseigne Schwartzkoppen. Pas tout à fait par hasard : Dreyfus est juif et Sandherr, alsacien comme lui, mais de famille plus modeste, un antisémite farouche.

Très malade de surcroît, ce qui attise sa haine envers le capitaine, il quittera la SSRM en 1895 avant de mourir deux ans plus tard. Reste qu'en 1894, Dreyfus serait selon lui doublement coupable : traître puisque juif, félon par nature comme ses coreligionnaires. Les dirigeants des services de renseignement sont des êtres humains, c'est entendu. Mais quand ils se laissent guider à ce point par leurs aversions personnelles, cela n'augure rien de bon. Le rejet des Juifs est largement partagé à l'époque. Précisons cependant que cet antisémitisme-là, y compris celui de Sandherr, n'impliquait en rien l'extermination systématique nazie.

Résultat quoi qu'il en soit : l'acharnement, la curée. Dreyfus est condamné dans la fièvre et la hâte, sa dégradation publique dans la cour de l'École militaire fournissant l'occasion de débordements haineux sous les yeux de Theodor Herzl, écrivain israélite hongrois qui nourrira de ce spectacle son projet de construction d'un État juif en Palestine.

L'« Affaire », comme on dira bientôt, est lancée. Sans conduire le pays jusqu'à la guerre civile, elle oppose les antidreyfusards, persuadés de la culpabilité du capitaine, et les dreyfusards, certains de son innocence. Un traumatisme si profond que la réhabilitation officielle de Dreyfus en 1906, après des années de procédures et de polémiques, ne suffira pas à refermer la plaie ainsi ouverte au sein de la société française (pensons en particulier à ses conséquences à l'époque de la Seconde Guerre mondiale sous le régime de Vichy).

L'impact de l'« Affaire » se manifestera aussi, pour ce qui nous concerne, sur le plan des questions de renseignement et de services secrets. La méfiance qu'elle a accrue entre la classe politique de la III^{e} République, notamment son pilier le Parti radical, et la hiérarchie militaire conduit à ce pacte implicite : les parlementaires ne se mêleront pas des affaires militaires, sauf naturellement pour voter le budget des armées, et les militaires n'interféreront pas dans les affaires civiles, sauf pour obtenir les crédits financiers qu'ils estiment nécessaires à la défense nationale.

Une manière de dire que les deux parties se regardent en chiens de faïence, sans dialogue autre que les contacts personnels et les relations de famille. Pour les militaires, la politique est taboue, pire, elle a quelque chose de sale. Pour beaucoup de civils, l'armée, dangereuse par nature, doit être surveillée comme le lait sur le feu.

De telles simplifications de part et d'autre pèsent sur les deux parties. Héritier de la SSRM, le Service de renseignement, le SR, reste strictement militaire. Il réserve les informations qu'il collecte, et dont certaines sont pourtant de nature politique, au seul état-major de l'armée. Lequel les répercutera au gouvernement, mais à sa façon. Autant dire que les renseignements fournis au SR par deux de ses agents qui pourraient figurer au panthéon des grands espions du XX^{e} siècle : l'Allemand Hans-Thilo Schmidt, employé à la Chiffrierstelle, la section allemande du chiffre et fournisseur des clés de la machine à crypter Enigma, et notre compatriote Madeleine Richou-Bihet, compagne d'Erwin Lahousen von Vivremont, officier autrichien et adjoint de l'amiral Canaris, chef du renseignement militaire du III^{e} Reich, l'Abwehr, ne pourront être exploités contre l'Allemagne nazie au niveau où ils auraient dû l'être. Très performant en dépit de sa taille réduite, le SR n'atteindra ainsi jamais l'influence pratique du MI6 britannique, beaucoup mieux connecté que lui sur les élites dirigeantes du Royaume-Uni, tandis que leurs homologues françaises boudent volontiers ceux qui lui paraissent des aventuriers en fausse-barbe (voir « MI6 – Secret Intelligence Service »).

Afghanistan

Conflit à double versant, l'un soviétique, puis l'autre américain, la longue guerre d'Afghanistan (1979-2021) précède et annonce la fin de l'URSS. Elle commence par le pari stupide de l'intervention russe. Et

s’achève quatre décennies plus tard sur le retour de bâton qui va conduire au départ des Américains, désastreux pour l’image des États-Unis.

Saison 1. Le pari stupide

Le saut russe dans l’inconnu commence par la *Résolution N P176/125 du Politburo concernant la situation en « A »*. Daté du 12 décembre 1979, ce texte stipule qu’à condition de mettre au pouvoir Babrak Karmal, homme lige du KGB et chef de la fraction Parcham (Drapeau) du Parti démocratique populaire d’Afghanistan, le parti communiste local, et d’assassiner son prédécesseur Hafizullah Amin, leader de la tendance rivale du PDPA, le Khalq (Peuple), l’URSS peut intégrer à court terme l’Afghanistan au sein du bloc de l’Est.

Leonid Brejnev, le numéro 1, et son bras droit Alexeï Kossyguine hésitent. Mais le ministre de la Défense, le général Dimitri Oustinov, et Iouri Andropov, le patron du KGB, insistent (voir « Andropov Iouri »). Le 26 décembre pour finir, le bureau politique prend une décision contraire aux prudences de l’ère brejnévienne. Ce coup de poker ne concerne en principe qu’un front périphérique. Pour Moscou, le face-à-face avec « l’ennemi principal » (*glavny protivnik*) : les États-Unis restent en effet la priorité absolue.

Cinq divisions seront engagées dans la manœuvre de déstabilisation afghane, nom de code *Tempête 333*. Le 27 décembre, les forces spéciales russes, les spetsnaz (*Spetsialnogo naznacheniya*, soit « Destination spéciale ») donnent l’assaut au palais présidentiel. Retranché avec une poignée de ses fidèles du Khalq, Amin finit par succomber sous des tirs tellement nourris et tellement croisés qu’ils tueront ou blesseront une centaine de soldats soviétiques. Dont le directeur du cours de formation des forces spéciales, le colonel Grigori Boyarinov, venu en simple observateur et qui repartira d’Afghanistan les pieds devant. Tout un symbole…

Le problème pour les Soviétiques, c'est que « l'ennemi principal », loin de se coucher comme prévu, va fournir argent, appui logistique, armes, renseignements et matériels aux insurgés, les moudjahidine. Dès le 4 janvier 1980, moins d'un mois après l'assassinat d'Amin, le président américain Jimmy Carter annonce officiellement des sanctions contre l'URSS. Dans le même temps s'engagent les manœuvres clandestines américaines sous l'égide de John McMahon, le directeur adjoint des opérations de la CIA. Les services secrets anglais, français, mais aussi saoudiens s'en mêlent aussi. Sans oublier les Pakistanais, parfois même les Chinois, ravis de jouer un bon tour aux Soviétiques.

À ce jeu, les Pakistanais se montrent à la fois les plus efficaces et les plus ambigus. Efficaces puisque le chef de leur service de renseignement militaire, l'Army's Directorate for Inter-Services Intelligence (ISI) depuis juin 1979, le général Akhtar Abdur Rahman, soutenu par le chef de l'État, le général Zia ul-Haq, s'assure le contrôle de l'Afghanistan Bureau de l'ISI en écartant dès 1983 son premier responsable, le colonel Syed Ali Raza. Créée dix ans plus tôt sous le nom de Special Operations Bureau, cette structure passe sous le commandement d'un fidèle de Rahman, le général Mohamed Youssaf (voir « Pakistan »).

Ambiguïté maximale puisque Islamabad, la capitale pakistanaise et celle de l'ISI, entame avec Washington un long double jeu. Zia ul-Haq entend s'appuyer sur la puissance américaine non seulement pour contrer l'envahisseur soviétique, mais aussi pour accroître l'influence pakistanaise dans le monde musulman, dont il se veut le porte-drapeau. Une ligne de conduite sinueuse qui passe par le soutien de l'ISI aux mouvements de résistance afghane les plus fondamentalistes. En particulier le Hezb-e-Islami de Gulbuddin Hekmatyar, que le service a commencé à entraîner militairement bien avant l'invasion russe. Plus discrètement, par l'aide d'Islamabad au Bureau des services pour les combattants (*Maktab al-Khadamat*), première mouture d'al-Qaida créée à Peshawar à l'été 1984 par

le Saoudien Oussama ben Laden. Une organisation qui bénéficie pour l'instant de l'attention bienveillante du prince Turki ben Fayçal, chef des services secrets saoudiens, la Direction du renseignement général (*Ri'asat al-Istikhbarat al-Amah*), en principe, alliés de la CIA.

Mal renseignés sur les réalités du terrain afghan et pour cause, les Américains fournissent à l'aveugle une aide matérielle de plus en plus importante. L'ISI en a obtenu le monopole. Comme le confiera avec son accent texan inimitable William Casey, patron de la CIA jusqu'en 1987, au comte de Marenches, directeur général du SDECE, le service secret français : « *We need the Paks* » (On ne peut pas se passer des Pakistanais). Pas question, autrement dit, de se montrer trop regardant. Or, voici comment les choses évoluent sous la direction du général Youssaf : l'Afghanistan Bureau, qui distribuait au début de la guerre les armes, les munitions (10 000 tonnes en 1983 et 65 000 en 1987), mais aussi les fonds de la CIA à 300 groupes différents de moudjahidine, n'en « arrose » bientôt plus que sept, tous islamistes de choc.

Sur le terrain afghan, région sur laquelle l'impérialisme britannique a longtemps louché au XIX^e^ siècle, quitte à s'y casser les dents, le MI6 colle étroitement à la CIA. Ses responsables au Pakistan : Anthony Hawkes, puis à la fin de la guerre, Mark Heathcote. Leur poulain : Younes Khalis, chef d'une aile dissidente du Hezb-e-Islami. Directement ou par le biais américain, les Anglais fourniront aux moudjahidine quelque 250 Blowpipe, des missiles portatifs sol-air d'une portée de 3 kilomètres assez complexes à mettre en œuvre. Des détachements du Special Air Service (SAS), les commandos d'élite de Sa Majesté, entraîneront les Afghans à l'usage de ces armes, ainsi qu'aux techniques d'embuscades contre des convois militaires.

Les Français tentent de contourner les Pakistanais

Le SDECE, puis la DGSE qui va lui succéder en novembre 1982 préfèrent, eux, miser sur Ahmed Shah Massoud, ancien élève du lycée français de Kaboul. Le commandant Massoud dirige l'Alliance du Nord, musulmane, mais de tendance plus modérée. Appartenant toutefois à une ethnie minoritaire, les Tadjiks, impossible pour celui qu'on appelle le « Lion du Panchir » de s'imposer à l'ensemble de l'Afghanistan. C'est pourquoi la « Piscine », sobriquet médiatique de la DSGE, entretient parallèlement des contacts avec le Pachtoun Mohammed Amin Wardak, chef du Front national islamique d'Afghanistan (*Mahaz e-milli islami Afghanistan*) pour la province de Wardak, au sud-ouest de Kaboul.

Contrairement aux Anglo-Américains, les Français s'efforcent en effet de contourner les Pakistanais. Ils disposent dans cette optique d'un atout original : un pacte implicite, quoique plus restreint qu'on ne l'a dit, avec l'organisation humanitaire Médecins sans frontières. Les « French Doctors » sont parmi les seuls à avoir accès aux zones insurgées. Entre compatriotes, ils en rapportent aux hommes de notre attaché militaire adjoint au Pakistan, le commandant Pierre-Dominique Boullenger, quantité de micro-renseignements. Avec beaucoup d'exagération, les Soviétiques dénonceront également comme cache-sexe du renseignement français la Guilde du raid (plus tard Solidarité Afghanistan), une association sans rapport avec le SDECE ou la DGSE, mais à laquelle se sont greffés quelques proches du service action de la Piscine. Un de ces jeunes activistes périra en 1986, assassiné par les hommes du Hezb-e-Islami.

Résulte dans ce contexte du soutien « sélectif » de l'ISI aux éléments les plus radicaux de la résistance un durcissement religieux flanqué d'une corruption galopante. Tandis que les dollars de l'Oncle Sam engraissent certains chefs afghans antisoviétiques, une partie notable d'entre eux « s'égare » dans les poches de l'ISI. De quoi permettre au service secret d'Islamabad de mener ses opérations clandestines où il le veut sans en référer à la CIA. Ce, pour des sommes de plus en plus importantes car la

guerre secrète contre l'invasion soviétique de l'Afghanistan va bientôt constituer la *Covert Action* la plus coûteuse de l'histoire des services secrets des États-Unis (voir « *Covert Actions* »).

Pour prix de sa coopération exclusive avec la CIA, l'Army's Directorate for Inter-Services Intelligence se réserve bien entendu les sujets les plus intéressants. En particulier l'interrogatoire du général Ghumal Siddiq Miraki. Fin 1982, ce numéro 3 du KHAD (*Khedemat-e Etela'at-e Dawlati*), le Service de sécurité de l'État communiste afghan, fait défection. Il livre aux Pakistanais des révélations sur le directeur du KHAD, le Dr Mohammed Najibullah, ainsi que sur le centre de détention et de torture de Pul-e-Charkhi où des « conseillers » russes mettent la main à la pâte.

Les moudjahidine se servent de préférence d'armes provenant de pays communistes qui leur sont familières : kalachnikovs soviétiques, lance-roquettes chinois, mitrailleuses tchèques. En échange, les Américains livrent des équipements modernes à l'armée égyptienne d'Anouar as-Sadate. Laquelle renouvelle ainsi ses arsenaux tout en les vidant de leurs matériels anciens qui dataient de la lune de miel du Caire avec Moscou. Tout bénéfice. Un vieux proverbe colonial britannique assure que « le loup afghan se chasse avec un lévrier d'Afghanistan ». Pour justifier son monopole, l'ISI ne se prive pas de le seriner aux alliés américains : sans l'Afghanistan Bureau, pas de moudjahidine.

Peut-être, mais faute de missiles portatifs sol-air Stinger capables de clouer au sol les hélicoptères d'assaut de l'Armée rouge, principal moyen d'action des Soviétiques sur ce terrain montagneux où chaque vallée est coupée de ses voisines par des éminences difficiles d'accès, les qualités de tireurs d'élite des moudjahidine ne suffisent pas à emporter la décision. Après avoir tenté en vain d'écraser les mouches de la guérilla sous un rouleau compresseur digne de la Seconde Guerre mondiale, l'Armée rouge s'est en effet adaptée. Elle gagne en mobilité ce qu'elle perd en puissance. Des unités de choc : parachutistes, fusiliers marins et spetsnaz lancent des

raids héliportés meurtriers. D’autres fois, cheminant à pied à travers les montagnes, ces troupes d’élite dressent des embuscades aux caravanes de ravitaillement de la guérilla. Sur des objectifs précis, on constitue des groupements tactiques, d’où une utilisation plus judicieuse des troupes motorisées. Plus des trois quarts du corps expéditionnaire demeurent néanmoins astreints à des missions tactiques de surveillance et de garde, ce qui oblitère d’autant le rendement des opérations de contre-guérilla. Un phénomène classique que les Français ont rencontré en Indochine, puis en Algérie, et les Américains au Viêtnam. C’est au tour des Russes d’y faire face.

Sur ce Charles Wilson, un élu démocrate du Texas, va jouer un grand rôle dans la décision de la Maison-Blanche qui change tout : équiper la résistance afghane en armes modernes. En particulier lors du second mandat de Ronald Reagan, les fameux Stinger. Une arme plus efficace et plus simple à actionner que les vieux Redeye américains ou les Blowpipe anglais. Selon une confidence à l’auteur du regretté Jean-François Deniau, qui a effectué à l’époque pour le compte du gouvernement français plusieurs missions clandestines, en particulier dans la province de Wardak, les moudjahidine, guerriers-nés, avaient d’ailleurs inventé une technique bien à eux pour brouiller les repérages soviétiques : tirer en même temps un Stinger et un Blowpipe.

À propos des Stinger, notons ce détournement partiel de nature à concrétiser une fois de plus le double jeu pakistanais. En 1992, le tout nouveau directeur de l’ISI, Javed Nasir, se rend en Corée du Nord. Dans ses bagages : un lot complet de Stinger. S’ensuit un contrat aux termes duquel les Nord-Coréens produiront des contrefaçons du missile américain moyennant le versement de royalties à l’ISI. Un avenant ultérieur au contrat sera paraphé avec l’Iran. Deux pays dont les Pakistanais savent parfaitement les graves contentieux avec les États-Unis.

En juin 1986, Milton Bearden a été nommé coordinateur de toute la guerre américaine secrète en Afghanistan par Clair George, le patron des opérations de la CIA. Loin d'une Allemagne plus que jamais épicentre de la guerre froide, le front périphérique afghan commence à peser son poids dans le processus de décomposition finale de l'URSS.

Un front qui coûte désormais trop cher. Nouveau numéro 1 à Moscou, Mikhaïl Gorbatchev décide le retrait de ses troupes. Bien préparé par des négociations avec l'Occident et une couverture médiatique épargnant aux soldats soviétiques les images humiliantes qui ont marqué pour les Américains la fin de la guerre du Viêtnam, le repli commence en mai 1988 pour s'achever en février 1989. L'Armée rouge n'a pas complètement perdu la face, mais ce conflit de neuf ans lui aura officiellement coûté 26 000 hommes et 50 000 blessés. Le vrai bilan des victimes russes de la guerre soviétique d'Afghanistan se monte au double de ces chiffres, soit presque l'équivalent des pertes américaines en Indochine. On sait comment le mouvement des « mères de soldats » a pesé d'un poids considérable dans le choix du retrait des troupes russes.

Adieu guêpier afghan pour l'URSS. Pas pour les États-Unis, qui vont bientôt payer le prix de leur éclatante victoire sur « l'empire du mal ».

Saison 2. Le retour de bâton

Le départ des Soviétiques ne marque pas la fin de la guerre. Elle se prolonge entre Afghans. Le nouveau chef de l'ISI, le général Hamid Gul, s'est persuadé qu'une offensive classique des moudjahidine sur la ville de Jalalabad, à 50 kilomètres côté afghan de la frontière avec le Pakistan, obtiendrait un succès rapide. Assez pour y installer le Gouvernement intérimaire afghan, créé en février 1989 et largement financé en dollars américains par les Saoudiens, mais qui siège encore sur le territoire pakistanais, à Peshawar.

La Première ministre pakistanaise Benazir Bhutto, qui succède à Zia ul-Haq, disparu en août 1988 dans un accident (ou un sabotage) de son avion, est de cet avis. Paris, Londres et Washington aussi. Le hic, c'est qu'Hamid Gul comme Bhutto sous-estiment la capacité de résistance des communistes afghans. Sous la présidence de Mohammed Najibullah, aux manettes depuis 1986, et avec l'aide de conseillers du GRU, le renseignement militaire russe, ils se sont dotés d'un vrai service de secret militaire, le Khad e-Nezami. Quatre mois après son commencement au début mars 1989, le siège de Jalalabad débouche sur un échec sanglant : 3 000 morts et blessés parmi les moudjahidine.

Mécontente, Benazir Bhutto retire le dossier afghan des mains d'Hamid Gul et de l'ISI pour le confier directement au commandant en chef de l'armée pakistanaise, le général Mirza Aslam Beg. Celui-ci prend l'initiative plutôt insolite d'emmener plusieurs chefs des moudjahidine négocier… à Téhéran ! Les Iraniens se sont toujours intéressés à l'Afghanistan, ancienne province de l'Empire perse. Ils avancent l'idée d'une partition provisoire du pays entre une zone confiée aux Tadjiks de l'Alliance du Nord, proposition que le commandant Massoud accepte, et le Sud, qui serait gouverné par un conseil des autres mouvements de résistance. Mais le gouvernement Bhutto tombant en août 1990, l'accord, qui n'aurait sans doute guère plu aux Américains, ne sera pas suivi d'effet.

En avril 1992, finalement, les moudjahidine arrivent à peu près unis aux portes de Kaboul, dernier bastion des communistes afghans. La phase postsoviétique de la guerre d'Afghanistan est bel et bien terminée. Mais, libéré de l'ingérence russe, le pays reste divisé en chefferies. Apparaît sur ce un élément unificateur : les talibans. Pourquoi ? Paradoxalement parce que le nouveau chef de l'ISI depuis mai 1993, le général Javed Ashraf Qazi, est las de l'interpénétration entre les groupes afghans les plus islamistes, comme le Hezb-e-Islami de Gulbuddin Hekmatyar, qui n'a guère fait ses preuves au combat, et les responsables de l'Afghanistan Bureau. Selon lui,

le Pakistan, principal vainqueur dans l'ombre de la guerre d'Afghanistan, n'en tire pas de bénéfices suffisants à cause de la division du pays visé : cet Afghanistan dont il convient de faire, entre coreligionnaires, un protectorat qui ne dira pas son nom. De retour au pouvoir, Benazir Bhutto et surtout son mari, Asif Zardari, sont sur la même ligne, quoique pour des raisons essentiellement électorales.

Fin 1994, les premiers contacts sont établis par le ministre de l'Intérieur du gouvernement Bhutto, Naseerullah Khan Babar, avec les partisans du mollah Mohammed Omar. Né en 1959, ce musulman très pieux a fait le coup de feu à Jalalabad dans les rangs du Hezb-e-Islami, il a même perdu un œil au combat. Déçu de la corruption et de l'incompétence des chefs de son ancien mouvement, Omar est retourné dans son village ouvrir une école coranique avant de monter une organisation de secours à ses compatriotes dénués de tout pour cause de vingt ans de guerre. Ses premiers fidèles : des élèves des medersas, les écoles religieuses afghanes ou pakistanaises. D'où le nom de talibans – « étudiants en religion » – qu'ils se donnent.

En échange d'un appui financier important du Pakistan à son œuvre humanitaire, Omar accepterait-il d'ouvrir les hostilités envers ce Hezb-e-Islami dont l'attitude irresponsable l'écœure ? C'est oui. Couvert par les plus hautes autorités de l'armée et de l'ISI, Babar lui offre l'accès au camp de Spin Buldak, un vaste dépôt pakistanais d'armes et de munitions sur le sol afghan. Il suffit d'en chasser les quelques membres du Hezb-e-Islami qui, parrainés par l'Afghanistan Bureau, s'en étaient vu confier la garde.

En novembre 1994, un envoyé du mollah Omar rencontre Javed Ashraf Qazi au QG de l'ISI à Islamabad. Armés et entraînés par des militaires pakistanais, les talibans sont prêts à l'action. Outre le trafic de drogue, leurs subsides proviennent du Pakistan et de l'Arabie saoudite. De brefs combats, et surtout le versement de sommes substantielles aux défenseurs de Kandahar, ne tardent pas à leur ouvrir les portes de la ville. Les « étudiants en religion » y mettent la main sur d'importantes quantités de chars, de

canons, de munitions. Quelques mois plus tard, Omar et les siens contrôlent une quinzaine de provinces. En août 1996, ils s'en prennent aux combattants tadjiks de l'Alliance du Nord du commandant Massoud, un de leurs adversaires les plus déterminés.

Le règne de l'islam radical s'annonce sanglant. Neuf dixièmes du pays sont désormais aux mains des talibans sous l'œil approbateur des « parrains » de l'ISI et de l'armée pakistanaise. Cette même année 1996, Omar fait bon accueil à Oussama Ben Laden, que l'ISI a laissé gagner l'Afghanistan sous réserve que sa nouvelle organisation, al-Qaida, ne s'en prenne ni aux intérêts américains ni aux intérêts saoudiens.

Ben Laden : le 11 septembre, et après ?

C'est en Afghanistan qu'au mépris de la promesse qu'il a faite à l'ISI, probablement pas dupe, Ben Laden va programmer ses attentats antiaméricains, dont les plus coûteux en vies, ceux du 11 septembre 2001. En échange de la protection du mollah Omar, donc indirectement de celle de l'ISI, al-Qaida s'est engagé à éliminer le commandant Massoud, dont la ténacité contrarie aussi bien les Pakistanais que les talibans. Chose faite dès le 9 septembre, quand deux faux journalistes marocains venus pour une interview du chef de l'Alliance du Nord le tuent lors d'un attentat-suicide typique d'al-Qaida. L'assassinat donne le signal à l'attaque aérienne des tours du Wall Trade Center.

Par ce retour de bâton – contre les États-Unis cette fois et plus contre les Russes –, la guerre d'Afghanistan prend un nouveau visage. Pas question en effet pour le président George W. Bush de rester inerte après de tels massacres de ses compatriotes. De retour sur le terrain afghan dès la fin du mois de septembre avec une équipe paramilitaire baptisée *Jawbreaker* (Casse-mâchoires), forte de treize cellules de huit agents, la CIA précède de onze jours les frappes aériennes, qui ne commencent que le 7 octobre. Cent

dix « casseurs de mâchoires » et trois cents soldats des forces spéciales aident ensuite à neutraliser les planques et autres caches d'armes des talibans en déroute.

Pour autant, l'opération n'aboutit pas, comme escompté, à la capture du mollah Omar. Encore moins à celle de Ben Laden, manqué de peu dans son repaire des grottes de Tora Bora par manque de coordination entre la CIA et l'US Army. De nouveau, le chef d'al-Qaida a bénéficié du parapluie pakistanais. Une aile au moins de l'ISI, que commande depuis octobre le général Mahmoud Ahmed, continue en effet à jouer la carte des talibans et celle d'al-Qaida. Assez pour se mettre en porte-à-faux avec le général Pervez Mousharraf, président du Comité des chefs d'état-major partisan, lui, de l'entente avec les États-Unis aux dépens de l'Inde, l'ennemie de toujours.

Mousharraf se veut réaliste. Il n'empêche : les rapports de forces internes à l'armée sont tels qu'il ne peut interdire complètement le soutien de ces subordonnés indociles à al-Qaida.

Cette indépendance relative de l'ISI, État dans l'État pakistanais, la CIA est bien obligée d'en tenir compte. Pour jouer son rôle de shérif en capturant Ben Laden et en l'amenant devant un tribunal américain, Langley, quartier général de la CIA en Virginie, a toujours autant besoin des « Paks ». Or, les jeux d'influence à Islamabad comme au sein même de l'ISI s'avèrent si complexes que l'Agence finit par ne plus rien y comprendre.

La longue traque à Ben Laden est lancée tandis que les États-Unis, après l'URSS, commencent à s'engluer dans la saison 2 de la guerre d'Afghanistan. Pendant plus de vingt ans, des agents secrets et des soldats américains vont arpenter les montagnes et les collines afghanes sans parvenir à éteindre l'insurrection islamiste. Quelques centaines de soldats français aussi : forces spéciales ou parachutistes, dont dix trouveront la mort en août 2008 dans une des embuscades les plus meurtrières de cette

guerre du bout du monde. Une guerre sans buts de guerre : le pire des cas de figure. Ces conflits-là finissent le plus souvent par lassitude, sans résultats palpables.

Reste Ben Laden. Sa longue traque va ressembler à un jeu de cache-cache non seulement avec le maître terroriste lui-même, mais aussi avec ses semi-protecteurs de l'ISI, au jeu toujours aussi trouble. Qui peut en effet croire que le renseignement militaire pouvait ignorer dans quelles conditions le chef d'al-Qaida vivait sous le nez de l'armée pakistanaise dans cette bâtisse d'Abbottabad ? Là où la CIA a fini par le repérer. À moins – autre hypothèse – que les Pakistanais se soient résolus à livrer leur ex-poulain, aussi inutile qu'encombrant désormais.

Mortifiée, l'agence de renseignement américaine se voit tout de même contrainte d'avouer que ses équipes de contre-terrorisme ne sont pas en mesure de mener à bien l'assaut du repaire de Ben Laden – notamment du fait qu'un de ses sous-traitants se trouve en prison au Pakistan depuis le 27 janvier sous l'inculpation de triple meurtre (prenant les devants, Raymond Davis a abattu des assaillants potentiels). L'opération *Geronimo* – le nom de code du chef d'al-Qaida – est donc confiée aux forces spéciales de la Navy.

Le 1er mai 2011 peu après 14 heures, Barack Obama s'assied aux côtés du vice-président Joe Biden et de la secrétaire d'État Hillary Clinton dans une petite pièce adjacente à la salle de crise de la Maison-Blanche pour suivre en temps réel sur des équipements sécurisés le déroulement de l'opération. Objectif : Ben Laden. Mission : élimination physique du cerveau des attentats du 11 septembre 2001, car c'est décidé, on ne prendra ni risques ni gants.

Mis à part un hélicoptère H-60 au tapis de l'équipe 6 des Navy Seals, la crème de la crème des forces spéciales américaines, *Geronimo* se déroule comme prévu. Symbole important, ce sont des soldats américains en uniforme et non un missile qui ont abattu Oussama Ben Laden. Transporté

sur un porte-avions de l'US Navy et dûment identifié, son corps sera livré à la mer dans le strict respect des rites funéraires musulmans. Le même jour, deux soldats américains tomberont sur le sol afghan, car là-bas, la guerre continue avec un nouvel intervenant de plus en plus actif du côté des talibans : l'Iran. Pour les États-Unis, elle ne cesse qu'en 2021, avec le retrait des troupes américaines décidé unilatéralement et sans concertation avec ses alliés par le président Biden, persuadé sur la foi des demi-mensonges pakistanais que les talibans lui laisseraient sauver la face.

On sait que le contraire se produit à la mi-août avec les vues spectaculaires de la capture de Kaboul par les islamistes qui rappellent, dans l'imaginaire américain, celles du départ précipité du Viêtnam en 1975. Un retour au passé dont les Afghanes seront les premières victimes en dépit des promesses islamistes. Après les Soviétiques, les États-Unis viennent à leur tour de perdre la guerre d'Afghanistan, au prix de 2 403 tués américains et 1 136 alliés occidentaux. Or, quelques jours après la chute de Kaboul aux mains des talibans, l'ISI pakistanais est déjà installé dans la capitale afghane par Faiz Hamid, son directeur depuis 2019.

Agee Philip (1935-2008)

Avec Aldrich Ames (voir « Ames Aldrich »), Philip Agee va devenir l'un des deux architraîtres au sein de la CIA. Une Agence centrale de renseignement américaine que ce jeune homme né en 1935 en Floride intègre en 1957. En Amérique latine tout au long des années 1960, comme beaucoup de jeunes Américains, Agee subit, de plein fouet, la crise morale générée par la guerre du Viêtnam. En poste à Mexico, il propose ses services de *walk-in*, c'est-à-dire d'agent double volontaire, à l'ambassade soviétique (voir « *Walk-ins* »). Craignant une tentative d'infiltration, le KGB décline l'offre, mais à tout hasard refile cette recrue malgré tout

prometteuse aux Cubains. Lesquels décident de la « traiter », mais avec des pincettes – à savoir une période de probation assez longue.

Celle-ci se révèle positive : non seulement Agee connaît des dizaines de noms d'officiers de la CIA en poste en Amérique latine, mais il se déclare prêt à les livrer en pâture au public. De quoi envisager une opération de propagande de grande ampleur. Quittant Mexico en décembre 1971, Agee s'installe à Paris quelques mois, puis en Angleterre, où il rédige *CIA Diary* (*Journal de la CIA*). Publié en 1975, ce livre aux allures d'almanach de la dénonciation révèle des dizaines de patronymes d'officiers des services secrets américains. Traduit dans vingt-sept langues, il sert la propagande « anti-impérialiste » du bloc de l'Est. Pendant la rédaction de *Dirty Work 1* et *Dirty Work 2* (tome 1, *La CIA en Europe occidentale* et tome 2, *La CIA en Afrique*), Agee effectue plusieurs séjours à La Havane. Il systématise dès lors son travail pour la Dirección General de Inteligencia cubaine qui, à partir de ce moment, lui vaudra d'être considéré par ses ex-collègues de l'Agence comme l'un des pires renégats de leur histoire. De fait, les castristes vont partager avec les Soviétiques les renseignements qu'il leur fournit.

Sur pressions états-uniennes, Londres l'expulse en 1978. Privé de son passeport américain, le gouvernement marxiste procubain de la Grenade, dans les Caraïbes, lui accorde la nationalité. En 1983, quand les Américains débarquent à la Grenade, Agee s'enfuit au Nicaragua sandiniste. Époux en 1990 d'une danseuse allemande et bénéficiaire à ce titre d'un passeport de la République fédérale, il crée en 2000 une agence de tourisme qui organise les séjours illégaux de citoyens américains chez ses protecteurs cubains. Agee meurt en 2008 à La Havane.

Agents dormants

Un agent dormant est un agent dont le service secret qui l'emploie n'attend aucun résultat immédiat. Au contraire, il a été formé et, dans certains cas, s'est formé lui-même, pour attendre des années avant de se mettre à espionner quand son employeur l'exigera. Cet agent peut être originaire du pays où il « dort ». Il peut aussi y avoir été introduit sous sa vraie identité, ou autre cas, sous identité fictive. Sa mission première : attendre le moment du « réveil » sans s'impatienter. Et dans l'intervalle, mener la vie la plus banale possible, prendre un travail, mener une existence sociale, se trouver des amis, des relations, être bien vu des habitants de sa rue, de son quartier, de son immeuble. Devenir une personne quelconque, en bref, tout en restant disponible. Au besoin, fonder une famille, ce qui vaudra à l'agent dormant une plus grande insertion sociale encore.

Progéniture ou non, rester en tout cas le plus gris possible dans la nuit où tous les chats espions sont gris. Mais se tenir toujours prêt parce que le réveil peut sonner à n'importe quel moment, fût-ce le plus inopportun au regard de sa vie personnelle. Des caractéristiques énumérées ci-dessus, il résulte que seules les centrales de pays puissants peuvent garder des agents dormants sous le coude. Les autres ont trop besoin de renseignements à court terme, et pas assez de moyens financiers et humains pour s'autoriser un tel luxe. Seule exception peut-être : le Mossad israélien, qui peut s'appuyer sur la diaspora juive pour y puiser des agents aptes à travailler sur le long terme. En cela, il ressemble aux services secrets chinois quoique, dans leur cas, la diaspora soit beaucoup plus fournie et le pays utilisateur, bien plus peuplé et bien plus puissant.

L'existence d'agents dormants est liée à la solidité du sentiment national : l'intérêt matériel étant leur ressort principal, les mercenaires dénués de patriotisme sont mal taillés pour ce rôle. Si la France, par exemple, ou la Grande-Bretagne peuvent toujours disposer aujourd'hui d'honorables correspondants, les volontaires pour le rôle d'agent dormant y sont plus rares (voir « Honorables correspondants »).

Autre facette du monde des agents dormants : les pays dictatoriaux sont les plus à même de les mettre en place. Contrairement à celles des démocraties soumises à la loi des élections libres et donc susceptibles de discontinuité dans l'espionnage, leurs centrales de renseignement peuvent attendre. Pour cette raison, on peut sans conteste accorder la palme du recrutement d'agents dormants à feu l'URSS. Une vieille tradition maintenue par l'actuelle Russie avec cette différence : la motivation idéologique y est moins forte alors qu'à l'époque de Staline, voire de Khrouchtchev, elle constituait un ressort puissant. On peut en effet différencier deux sortes d'agents dormants : ceux qui n'ont jamais distendu le lien qui les unit à leur centrale et ceux qui ont pris leur « retraite » du service tout en étant malgré tout disponibles en cas d'urgence.

Artem et Anna Doultsev, que Vladimir Poutine a accueillis théâtralement un bouquet de fleurs à la main ainsi que leurs deux enfants, Daniel, 9 ans, et Sophie, 11, à Moscou en août 2024, étaient des agents illégaux, des *nelegany*. Ils venaient d'être libérés à la suite d'un mégaéchange négocié avec l'Ouest. Des agents dormants ? Pas *stricto sensu* semble-t-il, puisque après avoir pris assez peu de temps pour se bâtir une solide légende de « citoyens argentins », ils se sont très vite mis au travail d'espionnage dès leur arrivée en Slovénie, lui comme fondateur d'une société d'informatique, et elle, comme galeriste d'art.

Dormants, Andreï Bezroukov et Elena Vavilova l'étaient un peu plus profondément. Formés eux aussi comme *nelegany*, ils émigrent séparément au Canada munis de faux passeports canadiens au nom de deux personnes décédées d'à peu près leur âge. Nous sommes à la fin de l'année 1989, celle qui voit la chute du mur de Berlin. À Toronto, Andreï et Elena se remarient, selon la loi canadienne cette fois. Leur premier fils, Tim, naît en juin 1990. Le problème, c'est que l'URSS s'effondre l'année suivante, que leur ancien employeur, la PGU (première direction principale du KGB), disparaît. Pas complètement puisqu'elle devient le Service de renseignements étrangers

(*Sloujba vnechnoï razvedki, SVR*), mais suffisamment pour que les liens se distancient et que le couple, laissé à lui-même, doive se débrouiller pour assurer sa subsistance. S'ils « dorment » encore trois ou quatre années, c'est donc contraints et forcés. En 1995, après la naissance de leur second fils, le SVR, qui a renoué avec eux, les envoie à Paris, puis aux États-Unis, où Andreï prend la direction d'un *think tank* tandis qu'Elena travaille dans l'immobilier. Pas sûr que les renseignements auxquels ils ont pu avoir accès, de niveau assez faible croit-on, aient valu l'investissement du SVR. Comme la spectaculaire Anna Kouchtchenko épouse Chapman, leur cadette de vingt ans, sexy-star de l'espionnage russe, ils sont arrêtés puis échangés en juin 2010 à l'aéroport de Vienne avant de regagner la mère patrie.

Officiellement apatride, leur grand ancien à tous, Georges de Staal, intellectuel marxiste né à Moscou en 1900, l'était encore au milieu des années 1930, quand il intègre une structure clandestine de l'Internationale communiste, le Komintern, avant de passer en 1942, à l'INO, le service de renseignement extérieur soviétique. Sous le pseudonyme de « commandant Pagès », on le retrouve en 1943 chef pour la zone nord du service de renseignement des Mouvements unis de la Résistance, le réseau Kasanga, puis membre du 2e bureau des FFI, les Forces françaises de l'intérieur. C'est après la Libération que, naturalisé en raison de ses faits de résistance, il se met en « sommeil », quittant le service secret soviétique. Non sans avoir dûment « blanchi » devant les commissions d'épuration de la police Joseph Curinier, un ancien inspecteur des Brigades spéciales anticommunistes de Vichy impliqué dans la mort brutale de militants du PCF. Passé à la Résistance et notamment au réseau Kasanga, Curinier avait monnayé son entrée dans l'orbite communiste en « balançant » ses ex-collègues des Brigades spéciales. Depuis, de Staal et lui sont restés en cheville. De Staal représente justement une deuxième catégorie d'agents dormants : ceux dont on sollicite le réveil en cas d'extrême urgence, même s'ils n'ont plus de relation permanente avec le service. Sans doute n'étant plus au contact

direct et quotidien des Russes, risquait-il moins d'attirer l'attention des services de sécurité locaux (dans son cas, la DST française, matrice de l'actuelle DGSI).

Comme l'auteur l'a révélé dans ses *Espions de Cambridge*, de Staal va accepter que les Soviétiques l'éveillent momentanément pour superviser – et avec brio ! – la partie française de la cavale vers l'URSS de deux des Cinq, Donald Maclean et Guy Burgess, avec l'aide probable de Curinier. Tout indique en effet qu'après ce dernier service rendu à la cause communiste au nom de l'internationalisme, notre homme a replongé dans son « sommeil » pour ne plus en sortir.

Agents noirs

Du côté français, ainsi appelait-on les émigrés anticommunistes des pays du bloc de l'Est que les services occidentaux espéraient introduire clandestinement derrière le rideau de fer lors des premières années de la guerre froide. Les colonels René Bertrand et Jacques Pomès-Barrère, initiateurs pour le SDECE de l'opération *Minos* (Matériel d'informations normalisées pour les opérations spéciales), comptaient sur les Baltes du VLIK (Comité suprême pour la libération de la Lituanie) basé à Wurzburg, dans la zone d'occupation française en Allemagne ; sur les Tchécoslovaques du réseau Kudláček sis, eux, à Baden-Baden, Vienne et Salzbourg ; sur les tchetniks serbes, fidèles autrefois du général Draža Mihailović, premier résistant de Yougoslavie exécuté par Tito en 1946 ; ou encore sur les Polonais de Liberté et Souveraineté (*Wolność i Niezawisłość*).

De jeunes vétérans comme Joël Le Tac, ancien agent action de la France libre, Raymond Laverdet, spécialiste des explosifs, issu du BCRA, puis de la Résistance intérieure, ou Robert Maloubier, ancien du SOE britannique, mais aussi cofondateur des nageurs de combat français, instruisent ces

recrues aux techniques du renseignement, de la clandestinité, du sabotage, des liaisons. Pendant ce temps-là, l'escadrille spéciale Vaucluse du SDECE se prépare à les larguer dans leurs pays d'origine.

Côté anglo-américain aussi, on s'affaire. Dans le cadre de l'opération *Valuable*, la CIA et le MI6 misent par exemple sur les réseaux du Balli kombëtar, un mouvement de résistance de droite fidèle au roi Ahmed Zogu I^{er}. Sauf que *Valuable* est trahi depuis le départ par Kim Philby, une des cinq taupes soviétiques de Cambridge alors représentant du MI6 à Washington. De sorte que le Sigurimi, la police secrète du dictateur communiste Enver Hoxha, les cueille dès leur débarquement.

Pour désastreuse qu'elle ait été, la trahison de Philby ne suffit pas à expliquer à elle seule l'hécatombe des « agents noirs » qui interviendra à la fin des années 1940 et au tout début des années 1950. Aucun des groupes infiltrés par voie aérienne ou, plus souvent, par voie maritime ne parviendra en effet à maintenir les liaisons avec la CIA, le MI6 ou le SDECE. Aucun, probablement, ne survivra tout court, sinon par le repli individuel et, dans le cas d'un des agents noirs de Wolność i Niezawisłość, par une auto-exfiltration de Pologne jusqu'en France.

Les raisons de cet échec sanglant qui s'accompagne d'exécutions sommaires et de condamnations à mort après procès mis en valeur par la propagande de l'Est ? On peut les trouver dans l'efficacité des services secrets et des polices politiques des « démocraties populaires », entièrement calqués sur leurs homologues soviétiques qui leur imposaient au surplus du personnel de contrôle et d'encadrement. Mais elles résident aussi dans une erreur de départ. Les services occidentaux avaient conçu l'infiltration des agents noirs derrière le rideau de fer comme une réplique de la résistance antinazie d'autrefois. Dans cette optique, les communistes des pays de l'Est apparaissaient comme des corps étrangers, de nouveaux occupants. Or, s'ils obéissaient au doigt et à l'œil à Staline, les partis communistes des « démocraties populaires » avaient pris soin de revêtir la dictature totalitaire

d’atours nationaux. Grâce à ce rideau de fumée derrière le rideau de fer, ils égaraient dans une certaine mesure le sentiment national de leurs compatriotes. Le résultat, c’est que les agents noirs, loin de baigner dans les populations comme des poissons dans l’eau, n’y trouvaient que des relais très faibles. Beaucoup moins que leurs devanciers de la résistance à l’occupation hitlérienne.

Al-Kindi, Abou Youssouf Ya’qub ibn Ishaq

Né vers 800 à Koufa (Irak actuel), ce fondateur de l’école philosophique arabo-musulmane du Moyen Âge, la falsafa, voit parfois son nom romanisé en Alcindius. Brillant intellectuel, c’est par le biais religieux qu’il en vient à se pencher sur la science du déchiffrage. L’analyse linguistique peut en effet servir à vérifier l’authenticité de tel ou tel propos attribué à Mahomet par les hadiths, soit l’ensemble des récits ou actes rapportés par les compagnons du Prophète qui constituent la base de la sunna, la tradition, l’une des sources fondamentales du droit musulman sunnite. Pratiquant cette méthode dans un souci philosophico-religieux, al-Kindi en vient à ce qu’on nomme aujourd’hui la cryptanalyse. Pour lui, celle-ci commence par l’examen de la fréquence des lettres dans la langue arabe, celle du Coran. Une science nouvelle qui, en se développant, peut permettre de tirer au clair les messages secrets. Chaque langue alphabétique recèle en effet une lettre plus usitée que les autres, une autre un peu moins et ainsi de suite (en français, ce sera d’abord le « e », puis le « a », puis le « i »). Pour peu que le texte secret à décrypter soit rédigé dans la langue de Molière et que sa longueur apparaisse comme suffisante pour lui donner prise, on peut le soumettre à l’analyse des fréquences.

En voici le principe, explicité dans *Révéler ce qui est caché*, un traité savant publié vers 860 et qu'on examine ici encore sous l'angle français. Si notre message crypté comporte très souvent la lettre « x », rare dans la langue de Molière, il y a gros à parier que ce « x » soit en fait la transposition de notre « e ». Remplaçons donc systématiquement « x » par « e » avant d'appliquer la même méthode à la lettre qui revient en deuxième position, logiquement rétablie en « a », puis à la troisième, rétablie en « i » et ainsi de suite.

Martingale ? Certainement pas. Encore faut-il apporter à ce travail divers correctifs – parfois très longs – et faire preuve d'astuce, d'ingéniosité d'esprit, de déduction, de logique avant d'aboutir à une transcription en clair du message crypté. Reste qu'al-Kindi, précurseur, a ouvert la voie près de quinze cents ans avant notre époque.

Ames Aldrich (1941-)

L'un des deux plus grands traîtres identifiés de l'histoire de la CIA, l'autre se trouvant être Philip Agee (voir « Agee Philip »). En 1962, Aldrich, Rick pour les amis, intègre l'Agence centrale de renseignement américaine en qualité d'analyste civil à temps partiel. Titularisé en 1968 malgré des performances très moyennes, on le mute au département contre-espionnage de la Soviet and East European Division. Il y suit les dossiers des Russes recrutés par le contre-espionnage, le CE. Chef des opérations antisoviétiques de la station de Mexico en septembre 1981, Rick Ames s'éprend d'une attachée culturelle de l'ambassade de Colombie, Maria del Rosario Casas Dupuy. Rappelé aux États-Unis deux ans plus tard, il entame une procédure de divorce avec Nancy, sa femme devant la loi. Maria le rejoint à Washington, l'épouse et devient donc états-unienne, son rêve de toujours. Comme les dépenses de la jeune Colombienne en

vêtements, bijoux et autres sorties ne tardent pas à grever le budget du couple, Ames contracte emprunt sur emprunt. Une pente tellement vertigineuse que, dans l'espoir de combler ses dettes, il imagine de vendre des renseignements aux Russes. Le 16 avril 1985, à l'issue d'un premier rendez-vous manqué avec un diplomate soviétique, Ames remet au réceptionniste de l'ambassade d'URSS à Washington une enveloppe préparée au nom de famille du responsable de la ligne KR, le contre-espionnage, Viktor Cherkachine. À l'intérieur, une autre enveloppe au pseudonyme de Cherkachine, qu'il connaît par les dossiers de CE de la CIA. L'enveloppe contient la liste des officiers de la SE Division avec leurs numéros de téléphone, dont les siens surlignés. De fil en aiguille, Ames va balancer moyennant finances à la PGU, le département d'espionnage à extérieur du KGB, les noms de toutes les taupes de la CIA ou du FBI en sa possession. Plus d'une dizaine d'agents doubles qu'il envoie délibérément à la mort afin de se protéger lui-même. Aucun de ces malheureux, s'il savait par hasard que les Russes disposent d'une taupe au sein CIA, ne sera désormais en mesure d'en informer ses « officiers traitants » de l'Agence. Et s'il l'ignorait, tant pis pour lui : les cadavres ne parlent pas.

Les dollars de la trahison passent en produits de luxe pour Maria et pour Rick, en voitures de sport. Sans parler de la villa du couple, payée 540 000 dollars cash. Sauf que, confrontée à l'épidémie qui frappe ses agents doubles à l'Est, la CIA en est venue à la conclusion qu'un de ses officiers la trahit. Une structure d'enquête commune FBI-CIA est mise sur pied. Le travail de contre-espionnage commence. Une œuvre de patience : éplucher tous les dossiers, savoir qui les a compulsés, bâtir une chronologie détaillée, établir les correspondances possibles, recenser les cas suspects (sur le plan romanesque, John Le Carré a rendu compte de ce travail de fourmi dans *La Taupe*). Le dispositif Van Eck de captation à petite distance – une camionnette garée dans la rue –, des radiations des touches frappées sur un clavier d'ordinateur et des signaux du tube cathodique pour

reconstituer des textes rédigés sur le même PC, est mis en œuvre. Il permettra de retrouver les messages que l'agent double tirait et déposait dans ses boîtes aux lettres à l'usage de ses traitants russes. Des textes qu'il croyait détruits, mais qui restaient dans la mémoire de son ordinateur (pour la première fois de l'histoire judiciaire américaine, le tribunal les retiendra d'ailleurs comme pièces à conviction).

Fin 1993, la religion des chasseurs de taupes est faite : Ames, déjà muté par prudence en tant que suspect au département de lutte antidrogue de la CIA, travaille bel et bien pour les Russes. PGU du KGB d'abord, puis depuis décembre 1991, Service du renseignement extérieur (*Sloujba vnechneï razvedki*) de la Fédération de Russie. Sous l'œil des caméras, le FBI arrête Aldrich et Maria Ames le 21 février 1994. Un bon coup de pub pour le Bureau fédéral, pas fâché de faire la nique à la CIA. Or, à chacun son traître : une autre taupe russe, Robert Hanssen, sévit d'ores et déjà au sein du FBI. Ames passe aux aveux. Le 28 avril, devant la cour fédérale d'Alexandria, il plaide coupable. Se sachant condamné, son souci est désormais de protéger Maria, raison de son passage à l'ennemi et mère de son enfant. Jugé responsable de la mort d'au moins une dizaine d'agents exécutés par le KGB (les malheureux qu'il a dénoncés de peur qu'ils mettent le CE américain sur sa piste), le traître écope de la prison à vie. Maria, de six années pour complicité. Mais à la CIA, certains, dont Robert Baer, vétéran des opérations clandestines au Moyen-Orient, estiment aujourd'hui que le travail de CE a été mené à l'époque de façon si maladroite et si incomplète qu'une autre taupe russe en son sein serait passée inaperçue, tirant profit à sa manière de la chute de Rick Ames. Un traître peut en cacher un autre…

Andropov Iouri (1914-1984)

Fin 1982, Iouri Vladimirovitch Andropov devient le premier et seul dirigeant de l'appareil de sécurité et de répression communiste à accéder au poste de secrétaire général du Parti communiste d'Union soviétique. Après la mort de Staline en 1953, Lavrenti Beria, le chef du NKVD, la police politique, a bien tenté de lui succéder, mais il a échoué. Ses chers camarades avaient peur de lui : Nikita Khrouchtchev en tête, ils s'en sont débarrassés en le faisant fusiller.

À 69 ans, Andropov n'est jeune qu'eu égard à l'âge moyen de la gérontocratie au pouvoir à Moscou. Depuis la disparition de Staline, la peine de mort n'existe plus, dans les rangs de la haute nomenklatura du moins. Comme il n'est prévu aucun passage de dirigeants à la retraite, le régime survit au rythme du vieillissement de leurs artères. C'est un cénacle de septuagénaires qui, trois ans plus tôt en décembre 1979, décidait d'intervenir militairement en Afghanistan. Dans la foulée des deux idéologues du Politburo : Boris Ponomarev, 74 ans, et Mikhaïl Souslov, 77, Andropov s'était alors prononcé en faveur de cette aventure qui ajoutera quelques clous au cercueil de l'Union soviétique. De quoi douter de la clairvoyance du KGB, en théorie bon connaisseur du monde.

À l'heure où ses ambitions atteignent leur zénith, le nouveau secrétaire général souffre de la maladie de Parkinson et, pire, ça se voit à l'œil nu. Un handicap qui ne décourage pourtant pas les thuriféraires occidentaux, perpétuellement à l'affût d'un vent de progrès et de démocratie qui, soufflant de l'Est, « réhabiliterait » le marxisme-léninisme. Écoutez-les clamer en chœur la modernité d'Andropov. Un amateur de jazz et de whisky écossais, pensez ! Certains poussent même le bouchon plus loin en assurant que l'ancien patron des « organes » incarnerait le « réformisme policier » dans le prolongement, paraît-il, des tsars modernisateurs.

Dans cette optique, seules les hautes sphères « guébistes » seraient en effet à même de connaître la vérité sur la situation soviétique et internationale, donc d'y remédier. Autant faire confiance aux SS et à la

Gestapo pour humaniser le nazisme, mais passons ! À la vérité, si Andropov a montré une dose de pragmatisme dans le développement de l'espionnage scientifique et technologique à l'étranger pendant sa période à la tête du KGB (1967-1982), c'était par souci d'efficacité, pas par ouverture d'esprit. Rien n'indique en outre qu'il n'ait jamais nourri la moindre velléité de desserrer l'étau sur les peuples de l'Union soviétique.

Né en 1914, peu avant l'éclatement de la Grande Guerre, il aurait collectionné les petits boulots : employé du télégraphe, batelier sur la Volga, assistant-réalisateur de cinéma et cameraman avant d'adhérer au Parti en 1939. On le crédite, mais sans détails précis, du commandement d'unités de partisans en Carélie pendant la « Grande Guerre patriotique ». Une région finlandaise limitrophe de l'URSS qui sera entièrement annexée en 1945 sous la houlette de son mentor, le vieil apparatchik finno-soviétique Otto Kuusinen. De là, Andropov passe dans les rangs de la diplomatie. Représentant de l'URSS dans la « république sœur » hongroise en 1956, moment de la grande révolte anticommuniste populaire, on l'a vu cloîtré dans son ambassade de Budapest avec quelques collaborateurs de confiance, dont Vladimir Krioutchkov, futur patron du KGB et futur putschiste anti-Eltsine en août 1991 ! Leur espoir : l'intervention musclée de l'Armée rouge. Un vœu bientôt exaucé par Khrouchtchev au prix du sang. Parmi les disparus, Imre Nagy, l'ancien dignitaire communiste hongrois rebelle qu'Andropov s'est employé à inonder de promesses fallacieuses et qui sera fusillé dans la plus pure tradition bolchevique. Tromper son monde, histoire de gagner du temps, telle fut la véritable mission du camarade ambassadeur, et c'est peu dire qu'il l'a parfaitement remplie.

De la diplomatie au KGB

Après Budapest, Andropov bifurque pour passer au département des pays socialistes au Comité central. Alors que couve la rupture sino-soviétique, il fait partie de la délégation russe qui fait face à la délégation chinoise conduite par Deng Xiaoping. Ce jour de juillet 1963 à Moscou, le futur président du KGB se trouve ainsi en présence de Kang Sheng, ancien et futur chef d'une grande partie des services secrets de Mao (voir « Kang Sheng »). Futur président du KGB puisqu'en 1967, Andropov remplace Vladimir Semitchastny, écarté par Brejnev.

Le KGB, c'est-à-dire dans la terminologie russe les « structures de force » ou les « organes ». Sa nouvelle mission : les rendre plus efficaces aussi bien dans leur rôle de police politique que dans leurs activités d'espionnage à l'étranger. Dès l'été 1967, ainsi crée-t-il une structure spécifique chargée de la répression des « éléments antisoviétiques », la cinquième direction du KGB. Dans la mesure où les contestataires nient le bien-fondé historique du communisme, on les internera comme dans des prisons psychiatriques. L'opposition politique au régime comme « maladie mentale », il fallait y penser ! Andropov l'a fait.

Hors idéologie toutefois, l'homme montre un certain bon sens dans la gestion du KGB. En 1972, il préside au déménagement de son département de renseignement extérieur. La PGU, chargée de l'espionnage à l'étranger, quitte le berceau historique trop exigu de la Loubianka, place Dzerjinski, pour prendre racine à Iassenevo, à une trentaine de kilomètres de Moscou dans des bâtiments qui rappellent… ceux de la CIA à Langley. Mimétisme peut-être, mais face à l'« ennemi principal » (*glavny protivnik*), c'est-à-dire les Américains, pourquoi lésiner sur les moyens ? À l'image d'Oleg Kalouguine, « correspondant de Radio Moscou » aux États-Unis de 1960 à 1969, puis directeur du contre-espionnage étranger à Moscou à partir de 1973, les officiers de renseignement postés outre-Atlantique reconnaîtront qu'à l'ère Andropov, ils disposaient de moyens appréciables et d'une existence matérielle privilégiée. Une preuve parmi d'autres que le

président du KGB avait pris la peine de se documenter sur les conditions de l'espionnage à l'étranger.

En 1978, par son zèle, le KGB cesse d'être rattaché au Conseil des ministres pour devenir un organisme du Parti, le « KGB du Parti communiste de l'URSS ». Un statut plus flatteur puisqu'en Russie, le Parti décide de tout. En foi de quoi, soucieux de préparer l'avenir, Andropov appuie, voire parraine, l'ascension de Mikhaïl Gorbatchev, secrétaire du PCUS chargé de l'agriculture.

Président du KGB, Andropov est, avec le ministre de la Défense, le maréchal Dimitri Oustinov, de ceux qui poussent un Leonid Brejnev hésitant à intervenir en Afghanistan en décembre 1979. Sur le plan intellectuel, il développe une forme aiguë de paranoïa. Persuadé que les Occidentaux prépareraient une attaque nucléaire surprise contre l'URSS, il va commettre la pire erreur possible pour un chef de service secret, et bientôt pour un chef d'État et de gouvernement : imposer un sens obligatoire à ses officiers de renseignement. Cette erreur porte un nom de code : opération *RYaN* (voir « *RYaN* – opération »)…

Depuis l'entrée de Ronald Reagan à la Maison-Blanche en janvier dernier, explique ainsi Andropov en mai 1981, l'« ennemi principal » ourdit, croit-il, une guerre atomique à court terme contre l'URSS. À la PGU du KGB de corroborer les intuitions de son chef en prouvant qu'une telle agression est imminente, et en en déterminant la date et l'heure de manière suffisamment précise pour que l'URSS puisse frapper la première. *RYaN* peut déboucher sur l'apocalypse, fuite en avant pire que l'affaire afghane. D'où Andropov tire-t-il pareille certitude ? Du sentiment bien ancré, et d'ailleurs justifié, de l'infériorité soviétique dans le nucléaire militaire. Et à parts égales, d'une appréciation sans nuance, en tout point inexacte, de Reagan vu comme un boutefeu. Sous le titre *Mission opérationnelle permanente pour découvrir les préparatifs de l'OTAN en vue d'une attaque de missiles nucléaire visant l'URSS*, un document interne au département

extérieur du KGB énumère les vingt indices d'attaque imminente à surveiller de près. Un nouveau service alloué à cette tâche sera en outre mis sur pied : le dixième département de la PGU. Le tout dans un contexte marqué, le 1er septembre 1983, par le crash du vol 007 de la Korean Air Lines. Abattu par la chasse russe avec ses deux cent quarante-neuf passagers et vingt-neuf membres d'équipage, le Boeing 747 chute en mer d'Okhotsk, cœur de la flotte soviétique du Pacifique. Bien qu'elle l'ait prétendu, l'URSS ne parviendra jamais à établir la validité de sa thèse : celle d'un vol volontairement détourné de sa route par les services occidentaux dans le but de tester le système de défense antiaérien russe.

La fin tragique du vol 007 n'est que le premier des fruits vénéneux de l'opération *RYaN*. Celle-ci manque en effet de faire bien pire en novembre 1983, quand un exercice de routine de l'OTAN intitulé *Able Archer* (l'Archer compétent) se trouve à deux doigts de déboucher sur un feu nucléaire russe préventif. Pour anticiper cet « assaut surprise », l'URSS commence à mobiliser ses forces. Soixante-dix missiles SS-20 sont pointés en direction de l'Ouest. Chemine-t-on en aveugle vers le désastre absolu ? Presque. Un reste de sagesse l'ayant tout de même emporté chez Andropov et les membres du Politburo, *Able Archer* se termine sans coup férir à la date prévue du 11 novembre. Moins par la grâce d'Andropov, soyons francs, que par l'action clandestine d'Oleg Gordievsky, une recrue du MI6 au sein de la *rezidentoura* londonienne du KGB. Gordievsky a tenu les Britanniques au courant de la paranoïa grandissante de son chef. Informée par le MI6 de la qualité et de la fiabilité des renseignements provenant de cette source, Margaret Thatcher a personnellement répercuté ces informations capitales auprès de Ronald Reagan. Lequel évitera dès lors toute phrase assez ambiguë pour nourrir l'obsession andropovienne d'une frappe surprise occidentale. En cette fin 1983, le sang-froid et la sagesse étaient à l'Ouest, certainement pas chez l'adepte supposé du « réformisme

policier ». Lequel disparaît en février 1984, certain que l'URSS, perle de la pensée humaine, est en grand danger.

Mikhaïl Gorbatchev, qui fut sinon son protégé, du moins l'un d'entre eux, partage la même crainte, mais pour des raisons opposées. Les vingt années d'immobilisme depuis le limogeage de Khrouchtchev l'obligent à aller très vite dans la mission qu'il s'est assignée : sauver le communisme russe. En soulevant prestement le couvercle de la marmite soviétique, il fera sauter tout le système. On sait comment des pans entiers de l'appareil répressif perfectionné par Andropov parviendront cependant à survivre sous Boris Eltsine pour s'épanouir à nouveau sous Vladimir Poutine, le deuxième dirigeant suprême russe issu du KGB.

Appartement conspiratif

Issu de la clandestinité bolchevique du temps des tsars, ce synonyme de « planque sûre » est devenu usuel dans l'Internationale communiste (*Kommounistitcheskii internatsional*, fondée en 1919 et officiellement dissoute par Staline en mai 1943). Dans les services secrets soviétiques, puis russes aussi bien. C'est par le biais de la Direction de la surveillance du territoire, ancêtre de l'actuelle DGSI, que le terme « appartement conspiratif » est passé dans le vocabulaire du contre-espionnage français, forgé tout au long de la guerre froide dans la lutte contre les infiltrations de l'Est. Et de là, dans celui des magistrats du parquet antiterroriste et des médias, qui l'utilisent couramment aujourd'hui. Un curieux parcours sémantique des communistes à leurs adversaires, puis des adversaires du communisme à ceux du terrorisme, islamiste en particulier.

Arméniens au service secret de la cause communiste

Les minorités ethniques, culturelles ou nationales représentent autant de viviers potentiels pour les services de renseignement. La cause communiste a beaucoup joué sur ce registre. Témoin l'utilisation particulièrement habile qu'elle a faite de « ses » Arméniens.

Le plus activiste d'entre eux : Simon Ter-Petrossian (1882-1922). Sous le nom de guerre de « Kamo », il commande l'équipe de pilleurs de banques de la fraction bolchevique du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, dirigée par Lénine. Déguisé en uniforme d'officier tsariste le sabre à la main, Ter-Petrossian lance ses hommes : une moitié de militants et l'autre de truands copains de Staline, alors surnommé « Sosso », à l'attaque. Leur objectif : le convoi transportant la paie des mineurs de Tchiatoura et de leur escorte de cosaques. Leur bilan : 5 morts et 19 blessés ce 13 juin 1907 à Tiflis (aujourd'hui Tbilissi). Interné pour avoir tenté d'écouler en Allemagne une partie des billets du hold-up, Kamo parviendra à se faire passer pour fou. Mort en 1922, ce militant-aventurier n'aura connu que les débuts du pouvoir communiste. Autre fine gâchette, Souren Spandarian (1882-1916) n'aura même pas cette possibilité. Membre du Comité central bolchevique en 1912, il lui servira simultanément d'exécuteur des basses œuvres, mais mourra un an avant le coup d'État d'octobre 1917.

Le plus ambigu des Arméniens liés aux services soviétiques ? Assurément, Drastamat Kanayan (1884-1956). Membre éminent de la Fédération révolutionnaire arménienne (*Dachnaktsoutioun*), il fait aujourd'hui figure de héros national à Erevan. Ministre de la Défense dans le gouvernement de la République d'Arménie de 1918 à 1920, ses liens avec l'URSS ne passent pas par l'appareil de la police politique, Tcheka, GPU ou du NKVD, mais par la personne même de Staline, qu'il connaît bien à titre personnel. Surnommé le « général Dro », Kanayan entre pendant

la Seconde Guerre mondiale dans les rangs de l'Abwehr, le renseignement militaire du III[e] Reich. Avec l'aval de Staline pour infiltrer l'Allemagne hitlérienne ? On ne sait. Patriote avant tout, Kanayan espérait sans doute éviter que les nazis exterminent les Arméniens comme ils le faisaient des Juifs. Ne pouvant décemment gagner l'URSS après une telle compromission, ce personnage assez étonnant va travailler contre elle avec les services américains pendant les débuts de la guerre froide (même question : d'accord ou pas avec Staline ?). Il meurt à Boston en 1956, trois ans après la disparition du dictateur rouge.

À peine moins déroutant : Georgi Agabekov (1896-1937). Du nom de son père arménien Aroutianov, version russifiée d'Aroutiounian, Georgi naît au Turkménistan. Polyglotte arménien, russe, farsi et turc, le voilà bientôt à la section orientale de la Tcheka, la police politique de Lénine. De quoi contribuer dès 1922 à la mort d'Enver Bey, un des organisateurs Jeunes-Turcs du génocide arménien. *Rezident* depuis 1926 de l'INO (l'*Inostrannyi Otdel*, l'espionnage soviétique à l'étranger) à Téhéran, il est rappelé à Moscou en avril 1926 pour prendre la tête de la section Proche-Orient de l'OGPU. En octobre 1929, *rezident* illégal à Istanbul, Agabekov se fait passer pour un riche commerçant arménien, Nerses Ovsepian. Tombé, semble-t-il, amoureux d'une jeune Anglaise, c'est en juin 1930 qu'il fait défection pour gagner Paris. La publication d'un livre très documenté sur l'OGPU publié en français puis en anglais lui vaut l'ire de l'INO. Alexandre Korotkov, un des officiers les plus doués du service secret soviétique, est chargé de son assassinat. Cette « opération mouillée » aurait eu lieu en France à l'été 1937 (voir « Opérations "mouillées" de sang, *Mokrie Diela* »). Selon une autre version, Agabekov aurait survécu un an après s'être mis au service de la police secrète roumaine.

Membres de la garde rapprochée de Lavrenti Beria, le chef du NKVD, deux Arméniens : les frères Koboulov, Bogdan (1904-1953) et Amaïak (1906-1955) vont s'impliquer tant dans les affaires de services qu'au sein

de la police politique soviétique. Bogdan et Amaïak sont nés d'un tailleur arménien installé en Géorgie. Engagé dans l'Armée rouge en 1921 puis remarqué dix ans plus tard par Beria, Bogdan devient en 1937 le chef du département politique secret du NKVD de sa Géorgie natale. Muté à Moscou l'année suivante, Beria le charge des basses besognes : massacre de milliers d'officiers polonais à Katyń et autres lieux d'extermination, ou confection minutieuse du dossier à charge contre Nikolaï Iejov, le prédécesseur de Beria. Et, par la suite, déportation des Tchétchènes. Patron, la guerre finie, du directoire des biens soviétiques en Allemagne, Bogdan Koboulov est arrêté en juin 1953 à Moscou au même temps que Beria avant de connaître le même sort funeste que lui.

Nommé responsable de la *rezidentoura* de Berlin en septembre 1939, soit dès la signature du pacte Hitler-Staline, son frère cadet Amaïak, ancien premier adjoint au chef du NKVD d'Ukraine, va briller dans la capitale allemande, mais par son incompétence. Le rappel à Moscou d'un véritable spécialiste germanophone du renseignement, Alexandre Korotkov, n'arrange pas les choses comme d'ailleurs l'ignorance de la langue de Goethe par Koboulov. Sous le pseudonyme de « Lycéen », Amaïak recrute en effet Oreste Berlinks. Or, cet agent double letton (« Petr » pour ses employeurs allemands) est une pièce maîtresse de la manœuvre de désinformation nazie qui préservera le secret de l'opération *Barbarossa*, l'invasion de l'URSS. Koboulov livre à Beria des renseignements rassurants qu'il croit fiables alors qu'il s'agit d'intox. Rappelé à Moscou en juin 1941, aussitôt après le déclenchement de la guerre germano-soviétique, le voilà directeur adjoint du département « prisonniers de guerre » du NKVD. Un organisme chargé, entre autres, de recruter des agents parmi les captifs. En juin 1953, Beria envoie cet homme de confiance enquêter sur la révolte des ouvriers est-allemands contre le communisme. Le même jour que son frère Bogdan, il est arrêté à Berlin, mais ne sera exécuté qu'en 1955.

Deux grosses pointures

Avec Gaïk Ovakimian, les services soviétiques tiennent, au contraire des Koboulov, un agent de haut niveau. Né en août 1898 près d'Erevan, alors sous domination tsariste, Gaïk adhère au parti bolchevique à 18 ans. Premières armes au sein du détachement arménien de la Tcheka au début des années 1920. En 1925, ce brillant sujet intègre le directoire économique de la police politique avant d'achever ses études à l'École des hautes études techniques Bauman, puis à l'Institut Mendeleïev de chimie, dont il sort docteur en sciences. Muté à la mission commerciale soviétique en Allemagne, Ovakimian recrute pour le renseignement technologique de l'URSS plusieurs grosses pointures allemandes, dont certaines se retrouveront au sein du réseau berlinois l'Orchestre rouge. Un travail parallèle à celui du BB-Apparat, l'organisme d'espionnage industriel du KPD, le Parti communiste d'Allemagne. En 1933, Artour Artouzov, le directeur de l'INO, le département extérieur du NKVD, envoie Ovakimian aux États-Unis créer la ligne KhU, la filière d'espionnage scientifique et technologique russe en liaison avec un autre « spécialiste » des mêmes domaines déjà sur place, Stanislav Choumovsky.

À cause de son savoir-faire dans le travail clandestin, le FBI a surnommé Ovakimian « l'Arménien rusé ». En mai 1941, le Bureau fédéral finit quand même par le pincer en flagrant délit de réception de documents secrets. Relâché en échange de la libération de deux étudiants états-uniens à Moscou pris comme otages – une méthode qui connaîtra de beaux jours –, il devient alors le chef du département Amérique du Nord à l'INO. Échappant aux purges staliniennes, Ovakimian meurt à Moscou en mars 1967. Soit un an avant cet autre as arménien des services soviétiques, Ivan Agayants.

Né en août 1911, Agayants entre en 1930 au département économique de l'INO. Outre le russe et naturellement l'arménien, ce fils de prêtre manie le perse, le turc et le français. Entre 1937 et 1940, il opère depuis l'ambassade d'URSS à Paris, puis en 1941 gagne l'Iran. L'histoire

soviétique le crédite d'avoir désamorcé une conspiration nazie pour assassiner Churchill, Roosevelt et Staline lors de la conférence interalliée de Téhéran en novembre-décembre 1943. Pure invention, car ce complot n'a jamais existé. L'intox était conçue pour pousser le président américain Roosevelt à s'abriter dans les locaux de l'ambassade soviétique dans la capitale iranienne, truffée de micros comme il se doit. Tous les matins vers 8 heures, Staline recevait donc un compte-rendu écrit des propos tenus la veille par la délégation américaine. L'épisode du complot fictif fournira quand même le prétexte de la coproduction franco-helvético-soviétique *Téhéran 1943 nid d'espions*, où Alain Delon joue le rôle d'un policier parisien.

En août 1943, Agayants se voit dépêché à Alger. Sa nouvelle mission : un dialogue indirect entre Staline et de Gaulle. L'Arménien francophone et le Général s'entretiennent souvent en tête-à-tête, ce qui ouvre la porte à toutes les interprétations sur la nature de leurs échanges. En 1946, voici Agayants, décidément incontournable, chargé de repenser le dispositif soviétique de désinformation. Ainsi patronne-t-il *J'ai choisi la potence*, les faux Mémoires en français du général ex-soviétique Andreï Vlassov, passé du côté allemand pendant la Seconde Guerre mondiale.

En 1947-1949, rebaptisé Avalov, Agayants devient l'ambassadeur d'URSS à Paris. C'est là qu'il supervisera le recrutement définitif de Georges Pâques, l'espion français des Russes le plus haut placé au sein de l'OTAN (il ne sera confondu par la DST qu'en 1963). Celui également d'une jeune pousse des médias bientôt proche de Pierre Mendès France, de François Mitterrand ou de Valéry Giscard d'Estaing : Philippe Grumbach de *L'Express*, magazine qui aura l'honnêteté intellectuelle de révéler en mai 2024 le passé d'agent soviétique de son ancien rédacteur en chef puis directeur.

Aux origines de la désinformation

Un beau tableau de chasse. De retour à Moscou, l'Arménien se spécialise dans le maniement de la désinformation, qu'il développe en une technique originale, celle de la boule de billard. Voici comment elle se décompose. Phase 1. Un petit journal du tiers-monde où vous avez des accointances publie une fausse allégation nuisible à l'Occident. Où ? Par exemple en Inde, pays où les services soviétiques sont particulièrement actifs, tenant les ficelles d'une dizaine de petites publications qui n'ont souvent de ronflant que le titre. En 1968, le département A refilera ainsi au *Free Press Journal* de Bombay un faux document signé de Gordon Goldstein, de l'Office of Naval Research états-unien, accréditant l'usage d'armes bactériologiques au Viêtnam par l'US Army. Autre possibilité : l'Amérique latine. Ce subcontinent où l'on n'aime pas particulièrement les Yankees constitue une autre rampe de lancement pour les campagnes de désinformation. À condition de se mettre en tête que la désinformation n'est pas une guerre *de* l'info, mais une guerre *par* l'info.

En cas de réussite de la phase 1, pour en revenir à la technique de la boule de billard, passons à la phase 2. Par le biais des réseaux soviétiques internationaux, l'information biaisée se répand à travers le monde.

Phase 3. Dans le meilleur des cas, à l'issue d'un parcours sinueux, parfois d'un continent à un autre d'où l'image de la boule de billard, elle finit par être reprise par de grands médias de réputation internationale. Ce qui advient en mai 1968 au faux document attribué à Goldstein, cité dans le *Times* de Londres.

Phase 4. S'ensuit si réussite une réaction en chaîne. Les médias soviétiques reprennent en chœur le document Goldstein, s'appuyant sur les extraits du *Times* qu'ils sacralisent alors qu'il s'agit simplement d'une mention. Le tout en passant sous silence la primopublication dans le *Free Press Journal*, feuille trop modeste sur le plan international et trop proche des communistes pour être présentée en source sérieuse.

Si ce stade n’est pas atteint, la presse communiste officielle répercute l’article dans le cadre général de la *dezinformatsia*. C’est la phase 5. Comme elle présente cet article comme indépendant et étranger à elle, difficile de détecter la supercherie. Des décennies plus tard d’ailleurs, à l’ère du numérique roi, des réseaux sociaux, de ChatGPT et consorts, la méthode Agayants donne toujours d’excellents résultats.

Exemple documenté par une commission d’enquête sénatoriale américaine : en 1958, un petit journal birman publie une fausse lettre du général Laurence Frost, chef du renseignement naval des États-Unis, au colonel indonésien rebelle Kawilarang. Le « document » contrefait suggère un plan de déstabilisation du régime de gauche du président Ahmed Sukarno au pouvoir à Djakarta. Une fois la lettre rendue public, les journaux prosoviétiques du monde entier pourront reprendre cette « information » : n’émane-t-elle pas d’une source « non communiste » ? La lettre bidon ressortira du placard en octobre 1965, quand un coup d’État militaire va conduire à la destruction du puissant Parti communiste indonésien, le PKI (Partai Komunis Indonesia). Un épisode particulièrement sanglant – 300 000 exécutions sommaires –, dont il sera alors plus facile d’attribuer à rebours la responsabilité aux ingérences américaines.

En 1959, Agayants crée la direction du département A de la première direction principale du NKVD, puis du KGB, chargée de ce domaine de l’action secrète. Une *dezinformatsia* particulièrement adaptée à l’époque khrouchtchévienne, où les affrontements avec le monde libre doivent se faire de façon plus feutrée, plus subtile, moins frontale. Cette figure éminente des services secrets soviétiques meurt à Moscou en mai 1968.

Atkins Vera (1908-2000)

La réputation de cette figure controversée tient pour beaucoup au destin malheureux de la section française du Special Operations Executive (SOE), le service action créé par Churchill en 1940 pour « mettre le feu » à l'Europe occupée par les nazis. Née Rosenberg en juin 1908 en Roumanie, Vera est la fille d'un homme d'affaires et armateur juif qui lui a fait suivre des études en France et en Suisse. En 1932, Max Rosenberg fait banqueroute, puis meurt l'année suivante. En 1937, Vera émigre à Londres avec sa mère Hilda, juive britannique. Elle prend le nom d'Atkins. Deux ans plus tard, elle aurait effectué une mission en Pologne. En février 1941, elle entre au SOE comme secrétaire pour en devenir rapidement le bras droit de Maurice Buckmaster, chef de la French Section. Son fiancé pilote de la RAF, Richard Ketton-Cremer, tué en mai 1941, miss Atkins ne se mariera jamais. Naturalisée britannique en août 1944 seulement, cas assez unique pour une responsable d'un service secret, elle effectue une longue tournée en France et en Allemagne entre 1946 et 1947 pour éclaircir les conditions dans lesquelles 118 agents ou agentes de la F Section sont morts au combat, assassinés pour beaucoup dans les camps nazis. Fréquemment taxée d'insensibilité, cette femme au naturel froid qui dissimulait un passé assez mystérieux dans l'Europe d'avant-guerre s'attirera de la méfiance, voire de la haine. Peut-être souffrait-elle du complexe de la « pas-vraiment-anglaise », d'autant que certaines remarques antisémites ont pu la blesser.

Démobilisée en 1947, Vera Atkins sera trois ans plus tard conseillère du film *Odette*, qui retrace les missions en France de l'agente de la F Section Odette Samson. En 1958, elle joue un rôle analogue pour *Carve Her Name with Pride*, qui illustre cette fois l'héroïsme de Violette Szabo, autre figure du SOE assassinée par les nazis.

Attachés militaires

Dits aujourd'hui « attachés de défense », les attachés militaires sont des sortes d'espions officiels chargés, depuis plus de deux siècles, de représenter leurs armées respectives dans les États étrangers auprès des armées étrangères, donc d'en observer le fonctionnement. L'usage veut que le pays étranger concerné fournisse aux attachés militaires des autres États certains renseignements non confidentiels en échange d'autres renseignements qui le sont aussi.

Constituant un facteur de trêve relative entre puissances aux relations diplomatiques parfois tendues, le principe de l'accréditation mutuelle d'attachés militaires est rarement remis en cause. C'est pourtant arrivé en France dès mars 1899, Marcel Sembat proposant alors, au nom du groupe socialiste à la Chambre des députés, de réduire le crédit de 222 400 francs prévu à cette fin au chapitre 3 du budget de la Guerre. Dénonçant une sorte de « promiscuité en raison de la confraternité d'armes », Sembat pensait qu'à trop fréquenter les officiers étrangers, les attachés français risquaient de leur livrer des renseignements trop précis. Sa proposition sera toutefois rejetée après que le ministre de la Guerre, Charles-Louis de Freycinet, s'est porté garant de la moralité des attachés militaires français.

S'agissant de bons professionnels, *a priori* du moins, le péril principal qui guette les attachés militaires n'est pas l'indiscrétion par sympathie ou inconscience. C'est l'activisme forcené dans le recueil de renseignements – autrement dit, l'espionnage illicite franchissant les limites de l'espionnage officiel. Leur liberté d'action dépend d'ailleurs de l'état des relations entre les États. Des États dont ils transgressent en effet parfois les règles à leurs risques et périls. Risques limités d'ordinaire, car une « exploration » trop audacieuse se conclut le plus souvent par une expulsion en bonne et due forme pour violation du statut diplomatique.

B

Beyer Georges (1905-1976)

Ingénieur chimiste à l’issue d’excellentes études à Paris, ce fils d’un ébéniste et d’une couturière adhère au PCF en 1925. Permanent CGT, il effectue à ce titre des missions à Genève auprès du Bureau international du travail. Démobilisé après la défaite de 1940, Beyer est nommé commissaire technique santé-armement-renseignement de l’OS (Organisation spéciale), la structure d’autodéfense du PCF, puis des Francs-tireurs et partisans (FTP), l’aile armée du parti. À ce titre, c’est lui qui, sous le pseudonyme de « Bernard », va superviser l’organisme de renseignement des FTP, le Service B. En 1945, il devient responsable du service de sécurité interne du parti, impliqué notamment dans l’étouffement du scandale causé pendant la guerre par le passage à la Gestapo de Lucian Iltis, membre éminent de l’appareil international du Komintern. Exclu du Comité central dans la foulée de la liquidation politique de son beau-frère Charles Tillon, ancien chef des FTP contre lequel il a témoigné en mai 1951, Beyer conserve néanmoins sa carte d’adhérent. Il meurt en 1976, sans avoir révélé un seul des « secrets de parti » dont il était détenteur.

Bipeurs

Issu de la préhistoire des dispositifs de transmission numérique des messages, le terme « bipeurs » remonte aux années 1980-1990. Or, à la fin de l'été 2024, ces appareils *low tech* jugés obsolètes reviennent sur le devant de l'actualité. Le mardi 17 septembre quelque 4 000 bipeurs ne comportant en théorie ni caméra ni micro susceptible d'amplification à distance, explosent en effet simultanément dans tout le Liban. Des déflagrations à 15 h 30 à Beyrouth, dans la plaine de la Bekaa et au sud du pays. Autant de zones où l'organisation chiite libanaise pro-iranienne, le Hezbollah, ennemi farouche de l'État d'Israël, s'est implantée en profondeur depuis sa naissance au début des années 1980.

L'origine de cette série noire qui va choquer le monde entier par le truchement d'images violentes ? Des messages cryptés d'apparence anodine. Pour les mettre au clair, l'utilisateur de ce modèle AR-924 devait le tenir des deux mains, d'où de nombreuses amputations après qu'ils ont explosé. Une minute plus tard, un signal électronique déclenche la détonation instantanée d'autres bipeurs qui, eux, n'avaient pas encore fait l'objet d'un essai immédiat de décryptage. Ceux-là font explosion au hasard, parfois dans les poches, parfois dans les mains, parfois au visage. Bilan : une quarantaine de morts. Des milliers de blessés graves aussi. Beaucoup de destinataires des messages piégés ont subi d'importantes lésions à la tête, avec souvent perte d'un œil, voire des deux yeux.

Victimes de ces « dommages collatéraux » : des enfants, des épouses, des mères, des frères, des sœurs, des parents, des amis, des passants dans la rue, des collègues de travail, des compagnons de trajet dans les transports en commun, des voisins dans la file d'attente d'un magasin, d'autres devant l'étal d'un commerçant du marché. Beaucoup de personnes qui ne figuraient pas sur la longue liste des cibles ont été frappées en même temps que les vrais *hezbollahis*.

Rien de plus effrayant que ces explosions simultanées frappant les militants chiites engagés dans un combat anti-israélien, mais aussi des innocents. La panique saisit tout le pays. La rumeur ne fait qu'amplifier l'affolement, effet secondaire sans doute recherché.

Le lendemain mercredi 18 septembre, comme si le passé revenait encore sous forme létale, un autre terme démodé ressurgit à la une. Les talkies-walkies qui équipaient les cadres d'un rang plus élevé du Hezbollah explosent à leur tour, causant de terribles dégâts eux aussi. Inquiets de la rupture des liaisons internes du mouvement intervenue la veille à la suite de la déflagration des bipeurs trafiqués, ces responsables s'étaient rabattus sur ce système rudimentaire dans l'espoir de renouer d'urgence le lien entre eux. Un moyen sécurisé par la technologie basique des talkies-walkies, croyaient-ils. Or, le bilan s'établit déjà à plus de 15 morts et de 450 blessés.

Deux lames de rasoir viennent de trancher tour à tour dans la chair du Hezbollah, celles du 17 septembre et celles du 18. Qui les maniait ? La communauté israélienne du renseignement. Elle ne s'en vantera pas en public, bien sûr. D'abord parce que c'est son habitude : ne jamais rien déclarer officiellement, mais faire filtrer plus tard quelques informations bien choisies par des journalistes amis. Ensuite parce que revendiquer ces deux séries d'explosions reviendrait à s'exposer à des poursuites pénales pour crime contre des populations civiles, détournement d'objets usuels en armes létales, voire terrorisme. Du fait que son ambassadeur au Liban, Mojtaba Amani, a perdu un œil, la République islamique d'Iran, pour ne citer qu'elle, ne manquerait pas de s'appuyer sur toute forme explicite de reconnaissance, fût-elle minime, par un dirigeant israélien pour obtenir une condamnation judiciaire de l'État hébreu.

Saisissantes par leur ampleur et leur côté inédit, les deux opérations successives marquent à coup sûr la revanche d'Israël sur le pogrome du 7 octobre 2023 perpétré par le Hamas à partir de la bande de Gaza (voir « Hamas »). Sauf que de pareils « coups tordus », pour parler le langage des

services secrets, ne s'improvisent pas en moins d'un an. Ils sont le résultat d'un long travail de renseignement, d'élaboration technique, de création de leurres, de montages financiers, de sociétés de couverture. Le fruit d'une véritable stratégie en bref.

Changement d'échelle

Cette stratégie correspond en l'espèce à un changement radical d'échelle. On passe en effet d'assassinats ciblés par le piégeage de téléphones individuels, méthode ancienne dans laquelle le Mossad a déjà fait ses preuves, à la fourniture de très grandes quantités de matériel trafiqué à de très grands nombres d'individus.

La méthode individuelle : s'arranger pour que l'adversaire trouve « par hasard » un dispositif de communication piégé à l'explosif n'est pas toute neuve. Pendant la guerre d'Algérie, le service action du SDECE français l'a déjà utilisée avec succès. En mars 1956 (opération *Cantate*), une supposée « erreur de largage » permet aux maquisards de la willaya 1 du FLN de récupérer un émetteur-récepteur radio. En manque de moyens de communication, ils le portent à leur chef, Mostepha Ben Boulaïd. Dès que ce dernier met l'appareil en marche, une explosion le tue ainsi que les membres de son état-major.

Le paradoxe veut qu'en février 1999, l'unité 8200, le département d'interception et de cybersurveillance de l'État hébreu, ait elle-même été victime du piégeage d'un talkie-walkie. Pariant sur la précipitation de leur ennemi, le Hezbollah avait bourré d'explosifs un de ces appareils, abandonné à dessein aux alentours du siège d'une milice chrétienne. Sans respecter les mesures de précaution routinières, l'appareil est porté au local de l'unité 8200 situé au nord de Tel-Aviv. Il explose dès sa mise en marche, causant de graves blessures.

Avec les bipeurs et les talkies-walkies, les services secrets de l'État hébreu effectuent une véritable révolution copernicienne.

Comment fait-on pour atteindre son adversaire sur une échelle aussi vaste que les 17 et 18 septembre au Liban ? D'abord en connaissant ses besoins. C'est la base de tout travail de renseignement sérieux : savoir ce que l'on recherche, point 1, et point 2, comprendre ce que recherche la partie adverse. Par leurs agents infiltrés, par des agents doubles recrutés au sein du mouvement chiite ou par des interceptions électromagnétiques, des indiscrétions téléphoniques, les services israéliens savaient, en amont, que les dirigeants *hezbollahis*, obsédés par la sécurité des communications internes de leur mouvement, envisageaient de recourir à des technologies *low tech*. Un réflexe encouragé à dessein par l'unité 8200. Par le biais de robots, la force de guerre numérique de l'État hébreu diffusait en effet pléthore de messages en arabe, attirant l'attention des Libanais sur la capacité d'espionnage des téléphones cellulaires par Israël.

Connaissant l'impératif sécuritaire que leur ennemi s'était assigné lui-même, la mission des services de l'État hébreu était de l'aiguiller simultanément dans le choix de matériels rustiques, en principe moins vulnérables à distance que les systèmes numériques de pointe. Grâce à des agents de terrain en chair et en os ? Possible et même probable. Mais dans ce cas précis, leur identité n'apparaîtra pas de sitôt, ne serait-ce que pour préserver leur existence.

Parallèlement, les Israéliens, jouant au billard entre Taïwan, la Bulgarie, la Norvège, la Hongrie, le Moyen-Orient et que sait-on encore, car l'enquête sur les dessous de cette affaire est loin d'être achevée, bâtissaient patiemment une véritable toile d'araignée de sociétés commerciales. Des entreprises gigognes de vente et de fourniture du matériel. Objectif : aller par intermédiaires au-devant des désirs du Hezbollah pour l'inciter à acquérir auprès des sociétés-écrans les bipeurs et les talkies-walkies piégés.

Une affaire portant sur des milliers d'appareils atteints certes de péremption, mais indispensables aux yeux du Hezbollah.

En raison de la tendance arabo-musulmane à voir la main du Mossad partout, les *hezbollahis* sont particulièrement méfiants. Aussi fallait-il prévoir une ou deux premières fournitures « à blanc » de lots assez importants de bipeurs et de talkies-walkies non trafiqués. Ce, afin qu'ils puissent disséquer ce matériel avec leurs mentors, les Gardiens de la révolution iraniens, avant de passer commande d'autres bipeurs et d'autres talkies-walkies – piégés ceux-là. L'inconvénient était bien sûr que ces appareils « neutres » seraient remis en priorité à des responsables de rang moyen, voire plus élevé dans la hiérarchie du Hezbollah. Autant de cibles « intéressantes » susceptibles d'échapper à la mort, mais c'était le prix opérationnel à payer.

Dans le même temps, Israël accumulait une quantité énorme de données personnelles de cibles : noms, numéros de bipeurs, coordonnées des talkies-walkies, niveau de responsabilité de leurs détenteurs au sein de la hiérarchie du Hezbollah. Des masses de métadonnées collectées pendant des années de longue patience. L'intelligence artificielle contribuera à leur traitement, sans écarter toutefois le risque de dégâts collatéraux, comme la suite de l'histoire le montrera. Pour ne citer que cet exemple, l'écoute à distance des conversations a permis aux Israéliens, notamment ceux de l'unité 8200, experte en interceptions de tout genre, d'enregistrer les « signatures vocales » de nombreux interlocuteurs adverses, de les classer dans des banques de données et de les analyser pour en tirer les premières conclusions.

Agir dès ce stade restait contre-indiqué, car seuls les imbéciles dévoilent leurs batteries trop tôt. On ne peut le faire qu'au travers d'une coordination interservices calculée au millimètre près, les divers acteurs de la communauté israélienne du renseignement, civils comme militaires, avançant au même rythme les uns que les autres jusqu'à ce que tout soit

prêt. Un alignement des planètes opérationnelles sans doute plus facile à créer dans un pays de petite taille comme Israël que dans une grande puissance. Et ce, alors que Hassan Nasrallah, la tête politique du Hezbollah, avait mis en garde ses propres militants en février 2024 : votre téléphone portable est votre pire ennemi, méfiez-vous de lui.

Sans détails plus précis, on ne peut faire qu'une évaluation « à la louche » de la durée totale de préparation : une dizaine d'années peut-être à partir des premières ébauches du plan. On parlait plus haut de deux lames de rasoir. Le premier objectif : paralyser les communications adverses est atteint coup sur coup les 17 et 18 septembre, pourquoi ne pas préparer une troisième lame, Hassan Nasrallah lui-même ? Une cible de « très haute valeur » dans le jargon des services secrets. Face au maelström qui frappait son organisation tout entière au travers de ses canaux de communication, le leader devait d'urgence en resserrer les rangs. D'où la prise de risque de sa part. Comme cette réunion du 27 septembre à Beyrouth connue des services de l'État hébreu où il devait périr dans les ruines d'un immeuble beyrouthin pilonné par l'aviation israélienne avec des bombes américaines à forte puissance de pénétration souterraine. Et pas Nasrallah seul puisqu'une autre cible à haute valeur sera frappée à ses côtés ce jour-là : Abbas Nilforoushan, chef pour le Liban de la Force al-Qods, le département extérieur des Gardiens de la révolution (voir « Iran depuis Khomeiny »). Coup double pour une opération en trois temps, sans parler des autres responsables du Hezbollah et des Gardiens de la révolution tués au même moment au même endroit.

Subsiste un dernier problème. Pour quels motifs exacts le gouvernement israélien de Benyamin Netanyahou, très embarrassé politiquement à cette époque en raison de son incapacité à prévenir le pogrome du 7 octobre 2023, a-t-il décidé le déclenchement des trois tirs successifs des 17, 18 et 27 septembre 2024 ? L'Histoire le dira peut-être. Ce qu'elle retiendra à coup sûr, c'est que l'affaire des bipeurs, comme celle des talkies-walkies, a fait

franchir à la guerre de l’ombre un pas supplémentaire dans le sens du durcissement. Durcissement qui n’était, en outre, que le prologue aux bombardements israéliens puis américains des sites nucléaires de l’Iran. Une opération impliquant elle-même une quantité accrue de renseignements de haute valeur.

Brown Irving (1911-1989)

Né en novembre 1911 dans le quartier populaire du Bronx à New York, Irving Brown, membre de la Labor Branch, l’aile syndicale de l’OSS, les services secrets américains du temps de la Seconde Guerre mondiale, fut jusqu’aux années 1980 un proche compagnon de route de la CIA au sein du monde syndical tant européen qu’africain. Fondatrice en novembre 1944 du Comité des syndicats libres (*Free Trade Unions Committee*), l’équipe dirigeante antihitlérienne et antistalinienne du Syndicat international de la confection pour dames (*International Ladies Garment Workers’ Union*) met dès octobre 1945 en orbite ce militant trempé dans les luttes revendicatives de l’automobile. Le voilà représentant pour l’Europe de l’American Federation of Labor. Puis, après l’unification de cette puissante centrale avec son rival de gauche, le Congress of Industrial Organizations, celui de l’AFL-CIO. À ce titre, Brown contribuera à répartir les « fonds de contrepartie » votés au Parlement pour assurer les conditions pratiques de la mise en œuvre du plan Marshall. Des sommes consistantes gérées par l’Office of Policy Coordination, puis par la CIA directement. Ainsi Brown peut-il apporter le soutien financier américain à la tendance « confédérée » de la CGT française, animée par Robert Bothereau. En avril 1948, les confédérés quittent la centrale, alors dominée par le PCF, pour créer la CGT-Force ouvrière. Brown restera jusqu’à sa mort un ami personnel de l’emblématique secrétaire général de FO, André Bergeron. Basé à Paris, il

parrainera dès 1951 l'entrée de l'Union générale des travailleurs tunisiens au sein de la Confédération internationale des syndicats libres. Puis, en 1956, celle de l'Union générale des travailleurs algériens, émanation du Front de libération nationale, le FLN. Un engagement en faveur de l'indépendantisme maghrébin qui lui vaut la méfiance des autorités françaises. Et même deux attentats manqués jamais élucidés, l'un à Genève et l'autre à Paris. En Afrique noire à partir de janvier 1965, cet activiste du mouvement ouvrier pro-occidental soutient aussi bien le syndicaliste kenyan et futur ministre de l'Économie Tom Mboya que les leaders des guérillas angolaises rivales de Holden Roberto (un proche de la CIA) et Jonas Savimbi (allié, lui, du SDECE français par le biais de son service action représenté par Ivan de Lignières), en lutte contre le MPLA prosoviétique au pouvoir à Luanda. Un glissement vers l'Afrique qui, pour ce compagnon de route de la CIA, constitue le moyen de contrer la stratégie « tiers-mondiste » du Kremlin lancée par Khrouchtchev et poursuivie par son successeur Leonid Brejnev.

Faisant flèche de tout bois, l'Américain de Paris mobilise aussi bien des militants issus de la résistance syndicale sous l'Occupation que d'anciens adeptes du corporatisme vichyssois à la même époque. L'anticommunisme constitue en effet son seul critère. Brown ne lésine jamais sur les moyens. Ainsi, au début des années 1950, s'est-il appuyé sur le gang des frères Antoine et Barthélémy Guérini pour casser les reins de la CGT des dockers de Marseille. L'objectif de cet acoquinement : garantir le trafic de marchandises nécessaire à la mise en œuvre du plan Marshall. En réponse, à partir d'un fond de vérité épicé par une dose massive d'exagération, le PCF et la CGT brosseront de lui le portrait d'un faux syndicaliste aux valises bourrées de dollars. Persuadé qu'un jour ou l'autre, le communisme va craquer dans les « démocraties populaires » d'Europe de l'Est par le biais du mouvement syndical, Brown aide financièrement le KOR (Comité de défense des ouvriers, le précurseur de Solidarność, créé par des intellectuels

polonais après l’écrasement par le régime communiste des révoltes ouvrières à l’été 1976). Toujours pragmatique, il appuiera dans les années 1970-1980 aussi bien l’Union nationale interuniversitaire, l’UNI, classée à droite que l’UNEF-ID, la branche trotskiste « lambertiste » opposée – parfois très violemment – aux étudiants communistes. Ce syndicaliste très spécial meurt en février 1989 à Paris, sa ville d’adoption pour près d’un demi-siècle. Il ne verra ni la fin du bloc de l’Est ni la chute de l’URSS, ultimes objectifs de son engagement. Sa réponse quand on l’interrogeait sur ses rapports avec la CIA : « Si je vous disais que j’en ai fait partie, ce ne serait pas vrai, mais si je prétendais n’avoir jamais eu de lien avec elle, vous éclateriez de rire. »

Byzance

Pour survivre dans un environnement géostratégique particulièrement difficile, l’Empire romain d’Orient, celui de Byzance, met en place un système de renseignement multivisées. Ses composantes : une diplomatie secrète très active, un espionnage des pays alentour grâce notamment au Bureau des affaires barbares (*Scrinium barbarorum*) et un appareil de renseignement militaire. Une unité d’interprétariat aussi, chargée des décryptements. Au carrefour des civilisations occidentales et orientales, les Byzantins ont en effet des compétences linguistiques étendues. Ils sont réputés très habiles dans l’art de tirer les messages au clair ou au contraire, de les rendre inintelligibles. Un corps de police interne et de contre-espionnage complète l’ensemble. L’une de ses missions essentielles : préserver le secret de la composition comme de la propulsion du feu grégeois, mélange inflammable qui constituait l’atout technologique militaire numéro 1 de l’Empire romain d’Orient.

Historien byzantin du VI^e^ siècle de notre ère, Procope de Césarée écrit : « Un certain nombre d'espions furent envoyés en mission en pays ennemi, particulièrement à la cour de Perse, sous prétexte d'affaires, afin d'observer ce qui se passait. À leur retour, ils devaient être en mesure de rapporter les plans les plus secrets des ennemis. » Procope était le secrétaire de Bélisaire (500-565), le plus grand chef de guerre byzantin, vainqueur en Afrique du Nord, en Italie, en Perse. Constamment à la tête de troupes moins nombreuses que celles de ses adversaires, Bélisaire compensait cette infériorité numérique en s'enfermant dans des places fortifiées. Une manière très efficace de provoquer l'assaut ennemi qu'il repoussait alors, lui causant des pertes énormes. Cette stratégie suppose une excellente qualité de renseignement. Auteur d'une étude sur les grands capitaines de l'Histoire, Archibald Wavell, général britannique de la Seconde Guerre mondiale, a écrit de lui : « Bélisaire est un de mes favoris. Il semble avoir eu plus d'originalité et plus imagination qu'aucun autre général que je connaisse. Il a toujours trouvé les moyens de duper l'ennemi et atteindre son objectif par stratagème aussi bien qu'en livrant des batailles. »

La surprenante longévité de l'Empire byzantin – pas loin de mille cent ans – a indéniablement tenu à la qualité de ses services. Si l'observation permet d'appréhender l'efficacité de cette communauté très spécifique du renseignement, on en connaît néanmoins mal le *modus operandi*. Reste que les dirigeants de la « deuxième Rome » étaient conscients à un haut degré de l'obligation de se tenir constamment à l'écoute. « Ne renvoie jamais un homme libre ou un esclave, de jour comme de nuit, que tu sois au lit, à table ou au bain s'il te dit qu'il a quelque chose à te faire savoir », écrivait ainsi l'empereur Nicéphore II Phocas (963-969). Grand chef de guerre à l'extérieur, Nicéphore se montra cependant moins vigilant en interne puisqu'il périt assassiné.

Outre ses ennemis extérieurs, dont bientôt les Ottomans, l'Empire romain d'Orient était en effet miné par des luttes de clans et des conflits

interfamiliaux d’une intensité et d’une férocité rares. Bien que la ville soit entourée d’une ceinture de fortifications puissantes et réputées, ses forces militaires propres sont assez réduites. Constantinople se met à dépendre de plus en plus de mercenaires génois ou vénitiens. Aussi efficaces soient-ils, ses services secrets se voient peu à peu égalés par ceux des sultans ottomans, lesquels bénéficient de nombreuses sources à Galata, le quartier génois à l’extérieur des murs de Constantinople. En 1453, le jeune sultan Mehmet II l’emporte sur l’empereur Constantin XI. La « deuxième Rome » va devenir Istanbul.

C

Cabinet noir

Apparu au XVIII^e^ siècle seulement, le terme désigne l'ancêtre des écoutes téléphoniques et des interceptions d'échanges privés sur le Net d'aujourd'hui. En mots plus crus : le viol des correspondances privées.

L'émergence du cabinet noir illustre les rapports historiques étroits entre la qualité des services postaux et le degré de centralisation du renseignement. En même temps qu'il crée au milieu des années 1460 un service de courrier d'État, Louis XI nomme des commis chargés de décacheter, de lire, de recopier puis de recacheter les missives des personnes mises sous surveillance. Le tout sans laisser de trace. En interceptant les lettres du cardinal Jean La Balue, ces espions de bureau permettront de confondre l'ecclésiastique comploteur, même si ce dernier ne pourrira pas dans une cage de fer contrairement à la légende. En sens inverse, le cabinet noir du duc de Bourgogne, Charles le Téméraire, prendra connaissance des encouragements épistolaires du roi de France aux Liégeois en lutte contre leur maître bourguignon. Confondu à son tour, Louis XI devra désavouer les Liégeois, ses alliés secrets d'hier, en se montrant aux côtés du Téméraire.

Richelieu confie la responsabilité des interceptions au surintendant des Postes Arnoul de Nouveau. Sous Louis XIV, le marquis de Louvois innove par la création du « Bureau d'en dedans ». Réquisitionnant quelques pièces de l'hôtel des Intendants des postes, près des Halles, il dote cette structure désormais pérenne d'une dizaine d'employés triés sur le volet et eux-mêmes soumis à un contrôle étroit.

Ce viol du courrier répond en premier lieu à des mobiles politiques : indirectement ou de façon plus personnelle, le roi prend connaissance du contenu des missives de personnalités en vue. Pour n'en citer qu'une, cette graphomane célèbre : la marquise de Sévigné. Mais le contrôle postal s'étend aussi à la correspondance militaire, à préserver à tout prix dans le cadre de grosses opérations coordonnées mettant en branle des armées entières.

Sous Louis XV, l'intendant des Postes Janel se voit chargé de cette surveillance avant de céder la place à son neveu, Rigoley d'Ogny. Louis XVI tente bien de limiter l'interception des messages, mais à rebours de leurs vertueuses déclarations de principe, la Révolution, le Consulat et l'Empire poursuivent et aggravent cette pratique. Sous le Directoire, elle incombe à l'écrivain Restif de La Bretonne. Son successeur sous Napoléon, le directeur des Postes, Antoine-Marie Chamans de Lavalette, prend en main les destinées du cabinet noir. Un terme désormais courant. Édicté sous l'égide du même Napoléon, le Code pénal punissait le viol des correspondances. On n'en était donc pas à une contradiction près, d'autant que Lavalette se trouvait être… conseiller d'État ! D'un point de vue général, le Premier Consul puis Empereur a beaucoup amélioré le fonctionnement et la célérité des envois postaux. De son point de vue particulier, cela exigeait le renforcement au prorata du cabinet noir. À la Restauration, Lavalette cédera sa place à Jacques Beugnot, directeur de la police puis des postes en juillet 1815.

Les royaumes de Prusse, d’Autriche, d’Espagne ou d’Angleterre ne s’étant guère montrés plus délicats pour ce qui concerne la vie privée, le chiffrement de la correspondance royale secrète s’imposait. Les Rossignol, Antoine le père et Charles-Bonaventure le fils, sont donc chargés de construire deux systèmes cryptographiques d’importance hiérarchisée : le Petit Chiffre pour les communications à caractère simplement confidentiel, et le Grand Chiffre pour les messages ultrasecrets.

Anobli, Antoine Rossignol des Roches (1589-1682) s’établit en 1630 dans une maison de maître de Juvisy-sur-Orge, en région parisienne. Louis XIII se déplacera à plusieurs reprises pour visiter son chiffreur, marque d’estime plutôt rare. Après la construction du château de Versailles sous Louis XIV, les Rossignol y travailleront en alternance avec leur propriété de Juvisy.

Les secrets de confection et le mode d’emploi du Grand Chiffre disparaissent cependant en même temps que Charles-Bonaventure (1649-1705), leur ultime détenteur. C’est à partir de 1890 seulement qu’un as de la cryptologie française, Étienne Bazeries (1846-1931), mettra au clair une série de lettres de Louis XIV à son ministre Louvois cryptées selon le chef-d’œuvre des Rossignol. Un bon exemple de ce que la science du décryptage peut apporter à l’Histoire.

Les Rossignol père et fils affrontent de redoutables adversaires en la personne de leurs homologues anglais, le grand mathématicien John Wallis puis son propre petit-fils. Professeur à Oxford, John Wallis (1616-1703) fut le briseur de codes en chef de John Thurloe, le patron des services secrets d’Oliver Cromwell. Après la mort du lord-protecteur d’Angleterre, en 1658, le retour de la monarchie en Angleterre et l’éviction consécutive de Thurloe, Wallis, travailleur inlassable, s’illustrera trois décennies encore au service secret de la Couronne britannique. Par exemple en 1689, en décryptant une correspondance secrète entre le roi de France Louis XIV et son ambassadeur en Pologne.

Le grand briseur de codes anglais disparaît en 1703, vingt ans après son redoutable vis-à-vis Antoine Rossignol. Une affaire de famille, là encore : né en 1683, le petit-fils de Wallis, William Blencowe, reprend le flambeau de son prestigieux, mais aussi très discret grand-père. Quand William met fin à ses jours en 1712, John Keill (1671-1721) lui succède et ainsi de suite. La guerre du cryptage et du décryptage est sans fin…

Câbles sous-marins

Au moment du déclenchement de la guerre de 1914-1918, la Royal Navy règne sur les mers, condition de la survie de l'Empire britannique. La Grande-Bretagne donne alors la priorité aux transmissions par câbles sous-marins, qu'elle contrôle mieux, sur les transmissions radio. Dans le même temps, la position anglaise dominante au sein des compagnies télégraphiques internationales confère à Londres le contrôle de la majorité des câbles transocéaniques sous-marins.

En 1900, sur 357 000 kilomètres de câbles posés, 220 000 constituaient le réseau britannique, apanage soit du gouvernement de Sa Majesté, soit du secteur privé. Dix ans plus tard, Paris et Berlin ébaucheront bien d'autres solutions en direction de l'Afrique et de l'Amérique du Sud, mais sans aller plus loin. La guerre mondiale mettra évidemment fin à ces projets. Un simple coup d'œil sur les cartes permet de comprendre pourquoi les communications allemandes sont particulièrement vulnérables. La Kaiserliche Marine se veut en plein essor, mais son implantation portuaire reste limitée au goulot d'étranglement de la Baltique. C'est seulement après l'invasion de 1914 qu'elle s'étendra aux côtes belges. Pour une stratégie navale planétaire, c'est peu.

Dès les premières heures du conflit, la Royal Navy accentue son avantage. Sur ordre de l'Amirauté, le câblier *Telconia* coupe les cinq lignes

sous-marines allemandes voisines des côtes du Reich. Peu après, un autre navire, l'*Anstrae*, bombarde la station radio allemande de Dar es-Salaam, et un troisième, le *Minotaur*, celle de Yap, dans les îles Carolines. Simultanément, une petite force venue de Nouvelle-Zélande s'empare d'une troisième station dans l'archipel des Samoa. Sans être coupée du monde, l'Allemagne en est tenue beaucoup plus à l'écart. La Kaiserliche Marine tente bien de se venger en envoyant peu après l'audacieux croiseur *Emden* venu de Chine saboter les installations télégraphiques et radio anglaises des îles Cocos, qui relient l'Afrique du Sud et l'Australie. Mais ce coup, quoique rude, n'aura jamais la même portée.

Interdite de télégraphe hors de sa zone d'influence en Europe, l'Allemagne ne peut désormais compter, pour ses communications à longue distance, que sur les câbles transocéaniques américains en plein développement. Mais peu sûrs, ils deviendront impraticables après l'entrée en guerre des États-Unis. Reste la radio. L'Allemagne émet donc beaucoup par ce dernier canal, au point d'en devenir fortement tributaire.

Cette limitation va déboucher sur un épisode majeur du conflit mondial : celui du câblogramme Zimmermann. Le mercredi 17 janvier 1917, trois tubes pneumatiques atterrissent à tour de rôle dans la corbeille de métal réservée à cet effet à l'intérieur des anciens locaux de l'Amirauté qui abritent la Naval Intelligence Division. Au début de l'année précédente, la section 25, création de Winston Churchill connue d'un très petit nombre d'initiés sous le nom de « Room 40 », a décrypté les communications privées entre le président américain Woodrow Wilson et son conseiller personnel, le faux colonel texan Edward Mandell House. Et ce n'était qu'un début, car les trois interceptions de ce 17 janvier concernent un même message allemand qui, crypté de manière identique, grave erreur, a emprunté la veille trois voies différentes. Soit une transmission radio et deux transmissions télégraphiques, la première à travers un câble transocéanique suédois et la seconde par le truchement d'un câble

Danemark-États-Unis usité par l'ambassadeur américain à Berlin, qui le met parfois à disposition des autorités allemandes en ces temps où son pays ne figure pas encore parmi les puissances belligérantes.

Les deux câbles transitant par la Grande-Bretagne, les services britanniques n'ont eu aucun mal à les intercepter, de même que l'émission radio, d'où les trois tubes successifs déposés dans la corbeille de la Room 40 ! Or, expédié à l'ambassadeur du Kaiser aux États-Unis, le comte Johann von Bernstorff, par Arthur Zimmermann, le secrétaire d'État allemand aux Affaires étrangères, le message contient les germes d'un véritable *casus belli* avec les États-Unis.

« N° de référence 13042. Ministère des Affaires étrangères le 16 janvier 1917. À déchiffrer par vous-même. Très secret pour votre information personnelle et à transmettre au ministre impérial à Mexico [l'ambassadeur allemand Heinrich von Eckardt] avec… par une voie sûre. Nous avons l'intention de commencer le 1er février une guerre sous-marine sans restriction. Malgré cela, il sera tenté de conserver la neutralité des États-Unis… Pour le cas où cela ne devrait pas… nous proposerons [au Mexique ? s'interrogent les décrypteurs anglais d'après le contexte]… une alliance sur les bases suivantes : faire la guerre [ensemble ?]… conclure la paix [ensemble ?]… Votre Excellence doit informer secrètement le président [mexicain ?]… La guerre avec les États-Unis… et au même moment négociations entre nous et le Japon… Dites au président que… nos sous-marins vont contraindre l'Angleterre à la paix d'ici quelques mois. Accusez réception. 97 556 [la signature chiffrée de Zimmermann] »

Un peu plus tard, les spécialistes de la Room 40 décryptent des éléments encore plus édifiants : « Support financier généreux et engagement de notre part que le Mexique pourra reconquérir les territoires perdus au Texas, au Nouveau-Mexique et en Arizona. »

Le 1er mars 1917, le télégramme Zimmermann est rendu public et, cerise sur le gâteau pourtant épicé des services secrets, son auteur, honnête

dans sa malhonnêteté, mais maladroit à l'extrême, en admet la véracité. Le mal est fait. De l'autre côté de l'Atlantique, l'indignation populaire prévaut. La vague de colère se fait tempête, et les États-Unis entrent dans la Grande Guerre le 6 avril. La section des câbles transocéaniques allemands a fini par déboucher sur cet épisode très favorable à la cause britannique.

Les fonds marins, théâtres de guerres modernes

Pendant la guerre froide, le renseignement technologique s'intéresse justement beaucoup aux fonds marins. Les Américains, pour ne citer qu'eux, se montrent avides d'informations sur la flotte russe, dont le développement en bâtiments de surface et surtout en submersibles équipés d'engins nucléaires fait peur.

Le 11 avril 1968, le sous-marin soviétique *K-129*, un lanceur de missiles balistiques atomiques, mais à propulsion diesel, explose lors d'un séjour en surface à 1 000 kilomètres au nord-ouest d'Haïti. Le submersible, ses soixante-dix hommes d'équipage, ses trois têtes nucléaires et ses livres de code ont sombré à une profondeur voisine des 5 000 mètres. Or, l'US Navy est parvenue à localiser l'épave, mais pas la marine russe, moins présente dans l'océan Pacifique.

À partir de ce drame, Carl Duckett, le directeur de la CIA pour la science et la technologie, imagine une expédition visant à repêcher les restes du sous-marin. Il contacte un de ses prédécesseurs au département scientifique, Albert Wheelon, désormais patron de la firme de construction aéronautique Hughes Aircraft. De leurs conciliabules naît le projet *Azorian*. Hughes met en chantier un navire plate-forme particulièrement stable sur l'eau. Ce *Glomar Explorer* est équipé d'une sorte de derrick capable de percer la coque du sous-marin et de remonter des objets engloutis. Il sera flanqué d'une immense barge submersible d'une centaine de mètres recouverte d'un dôme ovale. Le *HMS-1*, son nom de code, porte un

gigantesque grappin capable, espère-t-on, de saisir le sous-marin dans ses serres pour le ramener à la surface.

Le 20 juin 1974, le *Glomar Explorer* et le *HMS-1* appareillent de conserve. Seule la partie avant du *K-129* s'avère récupérable. Mais loin d'être bredouilles, Duckett et la CIA ont repêché trois torpilles nucléaires, le journal de bord de l'officier d'armement ainsi que divers éléments techniques concernant les procédures russes en matière atomique.

À la même époque, la CIA abandonne son projet de pose d'un système d'écoute sur un câble sous-marin soviétique en mer d'Okhotsk, entre la côte est de l'URSS et la péninsule du Kamtchatka voisine du Japon. Mais l'US Navy et la National Security Agency, la NSA, les « grandes oreilles » de l'Amérique, s'associent pour reprendre le flambeau. Un sous-marin enveloppe le dispositif d'écoute autour du câble, mais sans contact direct avec lui : c'est l'opération *Ivy Bells* (Clochettes de lierre). Deux fois par an, un plongeur se rend sur place à bord d'un submersible de poche récupérer les bandes enregistrées soit directement, soit grâce à un robot. En cas d'opération routinière de maintenance russe sur le câble, le dispositif se détachera automatiquement, tombant ni vu ni connu dans les profondeurs marines. Ainsi les Soviétiques ne se rendront-ils pas compte qu'ils ont été espionnés. De fait, persuadés que leur câble est inaccessible, ils s'envoient des messages faiblement cryptés, voire pas du tout.

Une aubaine, mais ici l'être humain va trahir le renseignement technique. Le 16 janvier 1980, Ronald Pelton, un ancien de l'US Air Force passé à la NSA, prend en effet contact avec l'ambassade d'URSS à Washington, pour lui vendre la mèche moyennant finances. Le jargon des services américains désigne ce genre d'agent double volontaire comme un *walk-in* (voir « *Walk-ins* »). S'il ne connaît que l'emplacement approximatif du câble à des dizaines de kilomètres près, ses indications permettront à la marine soviétique de localiser le système d'écoute. Pour ne pas griller la précieuse source Pelton, les Russes patientent le temps suffisant pour que

leur découverte semble fortuite. En 1981 cependant, une image satellite américaine montre plusieurs bâtiments de la flotte russe opérant à l'endroit exact de l'écoute. Arrêté en 1985, Pelton écopera l'année suivante de trois longues peines de prison qu'il ne purgera d'ailleurs pas jusqu'au bout. Il est mort en septembre 2022.

Une actualité nouvelle

Aujourd'hui, ce type d'opérations sur les câbles sous-marins qu'on avait cru rangé au rayon des techniques d'antan prend au contraire une actualité nouvelle. Attribués aux Russes bien que les soupçons se soient d'abord portés vers les Chinois en raison de la présence sur zone d'un de leurs porte-conteneurs, les sabotages presque simultanés du câble sous-marin reliant la Suède et la Lituanie *via* l'île de Gotland le dimanche 24 novembre 2024, puis du câble reliant l'Allemagne et la Finlande attirent au moins un instant l'attention du public. En particulier sur la vulnérabilité des connexions par Internet, dont 95 % passent sous les océans et les mers de la planète au travers de 550 câbles. Une suprématie toutefois contestée par le lancement de constellations de satellites de télécommunications dont le plus bel exemple est Starlink, mis en œuvre par SpaceX et son dirigeant Elon Musk. Des itinéraires sous-marins longtemps plus concurrentiels, donc infiniment plus usités que leurs équivalents satellitaires, contrairement aux idées reçues. Tout ou presque les emprunte, y compris la majeure partie des images de drones fussent-elles prises au-dessus de la surface de la terre, des mers et des océans.

En janvier 2024, huit pays riverains de la Baltique, tous membres de l'OTAN, ont déjà décidé de coordonner leurs efforts contre la « flotte fantôme » russe, chargée, sous divers pavillons de complaisance (Panama, Liberia, Gabon, Îles Marshall, etc.), des exportations illégales d'hydrocarbures, mais aussi d'autres manœuvres contraires au droit

maritime. À cet égard, comme à d'autres, la flotte fantôme constitue une forme supplémentaire d'agression hybride.

Fin décembre 2024, le numéro 2 de l'OTAN, James Appathurai, appelle à « clarifier la zone grise » à propos de l'arraisonnement par les forces spéciales finlandaises du tanker *Eagle S*, bourré de matériel militaire russe, de dispositifs d'interceptions et soupçonné d'avoir sectionné le câble électrique Estlink 2 qui relie l'Estonie à la Finlande. Battant pavillon des îles Cook, l'*Eagle S* appartenait à la flotte fantôme moscovite. Il aurait cumulé trois missions différentes : transport illicite de pétrole, espionnage et sabotage. En parallèle, des « navires scientifiques » battant pavillon russe naviguent ostensiblement le long des tracés des câbles les plus importants de manière à faire planer la menace d'éventuels sabotages. Moscou ne détient pas l'exclusivité totale des détériorations sous-marines, témoin, en septembre 2022, celui du gazoduc Nord Stream 1 mais aussi d'un des pipelines de Nord Stream 2 par les services ukrainiens. Pour autant, Kiev n'est pas suspecte dans la quinzaine de sabotages de câbles Internet en mer Baltique intervenus depuis le début de 2024. Mais Moscou, si.

Pour ne citer que cet exemple, les spécialistes estiment que cette forme spécifique de sabotage pourrait viser les câbles au travers desquels transitent les millions d'échanges quotidiens du réseau interbancaire international SWIFT, du moins tant que la Russie demeure exclue de ce système depuis sa tentative d'invasion de l'Ukraine. Un procédé rêvé pour semer le chaos dans le cadre de ce qu'on nomme aujourd'hui « guerre hybride », une guerre multidirectionnelle aussi.

Les risques de sabotage concernent en particulier les Américains, dotés d'un avantage stratégique majeur du fait que beaucoup de câbles sous-marins transitent par le territoire des États-Unis, soit sur leur façade atlantique (sur 14 câbles transatlantiques, 11 aboutissent par exemple sur la côte est des États-Unis), soit sur leur façade pacifique. De quoi favoriser, en sens inverse, la pose de dispositifs d'interception par les services américains

à partir des stations où aboutissent les câbles sous-marins ou des centres de gestion des réseaux. En 2013, Edward Snowden, le consultant de la National Security Agency bientôt célèbre dans le monde entier, accusait d'ailleurs les Américains et leurs alliés britanniques de procéder sur une grande échelle à de telles interceptions. Après sa « désertion », Snowden, prototype du « lanceur d'alerte » pour certains et traître à son pays pour d'autres, vit en Russie. Une puissance agressive dont on doute, soit dit en passant, qu'elle s'abstienne d'interceptions pour raisons morales.

La triple façade maritime de la France métropolitaine – Atlantique, Manche et Méditerranée – fait également d'elle l'objectif potentiel d'espionnage naval et de sabotage. Avertie des dangers, la Marine nationale s'efforce d'y parer malgré des moyens matériels insuffisants. Qu'un bateau, voire un sous-marin, battant pavillon de la Russie s'approche trop près de nos côtes, elle s'emploie à prévenir la tentation de pénétrer « par erreur » dans les eaux territoriales.

Faute d'un accord international fiable et stable très difficile à obtenir, la guerre secrète de demain ne passera donc pas seulement par l'espace, mais aussi par la *Seabed Warfare*, la « guerre des grandes profondeurs ». Un théâtre d'opérations qu'on aurait tort de qualifier de « nouveau », comme le montre ci-dessus ce rappel des attaques contre les câbles transocéaniques dès 1914.

Seule différence avec la Première Guerre mondiale, les branchements pirates à des fins d'interceptions semblent à craindre aujourd'hui au moins autant que les sabotages. Au printemps 2025, la Royal Navy découvre par exemple dans les fonds sous-marins voisins de la bande côtière anglaise des capteurs mis en place par les Russes, croit-elle, pour épier les mouvements des sous-marins nucléaires de Sa Majesté. Et là encore, de forts soupçons pèsent sur le navire espion *Yantar*, doté de véhicules sous-marins autonomes et de deux minisubmersibles capables de plongées jusqu'à 6 000 mètres. Face à ces menaces, les pays qui se sentent, voire se savent,

visés ne peuvent que développer des contre-mesures efficaces. Depuis l'invasion pourtant terrestre de l'Ukraine de février 2022, on commence à comprendre que, secrète ou pas, la guerre est de retour 20 000 lieues sous nos mers aussi.

César, Auguste et les services secrets de Rome

Pour peu qu'on les lise entre les lignes, les *Commentaires sur la guerre des Gaules* de Jules César en disent long sur la pratique du renseignement dans la Rome antique. Parfois séculaire, la présence des fils de la louve parmi les tribus gauloises a grandement favorisé le tissage de réseaux romains d'espionnage militaire, politique, mais économique aussi. Particulièrement concernés par ces échanges : les Éduens, dernière confédération gauloise à se joindre à la mobilisation protonationale de 52 avant J.-C. Sans oublier les rivaux de toujours, les Arvernes, tribu de Vercingétorix, l'âme du soulèvement. Par le biais de ces liens très anciens, César disposait d'intelligences au sein du « Conseil de toutes les Gaules ». Un organisme fédérateur dont il avait suscité la création dans l'espoir de contrôler l'ensemble du pays, mais qui, première erreur d'appréciation de sa part, se retournera contre lui.

Le conquérant était remarquablement bien informé sur les faits et gestes des cités et des tribus, leurs dissensions, leurs rivalités, leurs fractures internes. Une qualité de renseignement que l'on saisit à travers les affirmations toutes laconiques des *Commentaires*, telles que « César apprit ». De qui ? Comment ? Pourquoi ? Autant de précisions que le vainqueur de la guerre des Gaules nous cache, protégeant ses sources ainsi qu'il convient à un chef de guerre devenu son propre mémorialiste.

Par déduction à partir des *Commentaires*, on comprend cependant à quel degré les services de renseignement césariens ont dysfonctionné au moment du cinglant échec des légions devant Gergovie (700 morts romains avoués, chiffre à coup sûr très sous-évalué). En sens inverse, lors du siège d'Alésia, ils vont jouer en faveur de « *l'imperator* », averti très en amont de l'arrivée de l'armée de secours gauloise en marche pour dégager Vercingétorix. De sa composition, de ses effectifs aussi : peut-être 240 000 hommes, chiffre faramineux pour l'époque. Autant de renseignements détaillés qui vont offrir au Romain un avantage stratégique considérable. Grâce à eux, César peut en effet suivre presque heure par heure les débats du Conseil de toutes les Gaules réuni à Bibracte, capitale des Éduens. Et quasiment jour par jour la levée de l'armée de secours. Celle-ci se présentera devant Alésia cinq semaines seulement après l'appel au secours de Vercingétorix. Informé par ses agents de cet exploit logistique, César s'est trouvé malgré tout en mesure de calquer le rythme d'édification de la double ceinture fortifiée intérieure et extérieure romaine autour de l'*oppidum* assiégé sur celui de l'avancée gauloise en direction d'Alésia. Quand l'armée de secours se présente effectivement sur site dans la deuxième quinzaine de septembre de l'année − 52, la double boucle est bouclée, le piège tendu. Affaire de légionnaires bâtisseurs émérites, c'est vrai. Mais d'espionnage pas moins. Car en l'absence de renseignements fiables, aucun chef de guerre censé, fût-il l'*imperator* lui-même, n'aurait pris le risque d'immobiliser ses légions sur place. Sauf s'il savait – et tel était justement le cas – qu'elles auraient le temps de terminer leurs travaux de fortification avant d'avoir à affronter la levée en masse gauloise.

Si Vercingétorix et la garnison d'Alésia souffraient de la faim, leurs assiégeants aussi. Les lignes de communication traditionnelles des Romains étaient coupées en raison du soulèvement général, ce qui les isolait de la tribu des Lingons, leurs fournisseurs habituels en blé et en fourrage. Autres habitués du commerce avec les Romains, les Éduens, eux, étaient passés du

côté de la révolte. Les renseignements collectés par César lui permirent néanmoins de calculer que ses légions ne seraient pas contraintes de lever le siège pour cause de famine. Leurs réserves de nourriture étaient suffisantes pour attendre de pied ferme l'irruption de la puissante force gauloise mobilisée.

Ni Vercingétorix ni son cousin Vercassivellaunos, commandant des troupes les plus ardentes et les mieux organisées de la coalition accourue devant Alésia, ne possédait ne serait-ce que le quart de renseignements de cette valeur. Les chefs rebelles naviguaient pour ainsi dire « au jugé ». D'autant que, même après qu'ils ont basculé dans la révolte ouverte, on ne peut exclure que les Éduens, ou du moins certains d'entre eux, aient joué une sorte de double jeu entre César et Vercingétorix. Un pied dans chaque camp : la longue accointance de la plupart des tribus gauloises, Arvernes inclus, avec les fils de la louve rendait en effet possible toutes sortes de retournements de situation. Et ces volte-face, les services romains étaient les mieux à même de les préparer, puis de les exploiter.

Auguste prend le relais

Pour garantir la sécurité de ses communications, le vainqueur de la guerre des Gaules avait mis au point le procédé de cryptage qui porte, dans l'histoire des codes secrets, le nom de « chiffre de César ». Un système simple de « substitution cryptographique » où chaque lettre du document original se voyait remplacée par une autre. Écrivant pour l'occasion en grec, langue encore moins connue de ses ennemis gaulois que le latin, César décalait tout simplement l'alphabet de trois lettres α (alpha) se transformant par exemple en δ (delta), β (bêta) en ε (epsilon) et ainsi de suite jusqu'à 24, le nombre total de lettres helléniques. Un décalage fixé à l'avance par convention avec le destinataire ou l'émetteur des messages – par exemple son bras droit Titus Labienus, surnommé « la ruse » par les Gaulois tant ils

craignaient sa rouerie, jugée supérieure à celle de César. De quoi transformer les messages en séries de caractères inintelligibles pour qui ignorait la langue grecque et ne possédait pas la clé du chiffre.

César, pour autant, n'était pas infaillible. Mal renseigné, il risquait l'échec. On l'a vu plus haut à Gergovie. Avant Alésia, on l'a déjà constaté en 55 avant J.-C., quand une reconnaissance superficielle du terrain, doublée de prévisions climatiques erronées, fit avorter sa première tentative d'irruption en Angleterre. L'*imperator* parviendra certes à un succès l'année suivante, mais uniquement parce que le poste de commandement secret du leader de la résistance britannique, Cassivellaunos, lui sera livré par trahison. L'exploitation d'une telle félonie supposait bien entendu une bonne qualité du renseignement romain sur place. Pour un résultat d'ailleurs éphémère, puisque César rembarque sans prendre racine en Grande-Bretagne. Notons enfin que, fataliste ou mal informé, trop certain peut-être de la faveur des dieux, il ne parviendra pas à désamorcer le complot qui va aboutir à son assassinat lors des ides de mars de l'année 44 avant notre ère.

Un système d'espionnage romain centralisé n'apparaît que sous le règne de son petit-neveu et fils adoptif Auguste. L'émergence du régime impérial coïncide alors, et ce n'est pas un hasard, avec l'édification d'un système postal à l'échelle de l'empire, le *cursus publicus*. Le développement de cette filière postale étatique se double de la mise en place d'une véritable police politique : les *delatores*, dont le nom donnera « délateurs » en français.

Les techniques impériales de renseignement militaire se perfectionnent avec l'émergence d'éclaireurs de métier, les *spectaculores*, bientôt transformés en bras armé du pouvoir, sorte de prégarde prétorienne spécialiste des coups de main, des exécutions sommaires, des enlèvements. Et aussi par la mutation des *frumentarii*, unités de ravitaillement devenues organes spécialisés de reconnaissance.

Le pouvoir impérial pratique aussi la manipulation des citoyens par le biais des *acta diurna*. Ancêtres des journaux muraux placardés sur les murs du centre de la capitale, ces « actes du jour » diffusent un mélange bien dosé d'éléments authentiques touchant la vie personnelle de figures connues et d'insinuations plus ou moins fondées. Une sorte d'info-intox sous strict contrôle de l'État pour orienter la rumeur et formater l'opinion publique.

Au fur et à mesure de l'extension géographique de l'empire, chaque gouverneur de province va disposer d'un *officium*. Chargé entre autres de l'espionnage et du renseignement, cet organisme rassemble plusieurs dizaines de fonctionnaires militaires et civils. Le tout sans garantie de succès puisque intoxiqué par le jeune chef de la nation des Chérusques Arminius (Hermann pour les Allemands), l'incompétent préfet romain de Germanie, Publius Quintilus Varus, conduit dans un mégatraquenard ses trois légions. Près de 20 000 morts romains, dont Varus lui-même : l'hécatombe aura lieu dans la forêt de Teutobourg en 9 après J.-C.

Variable donc, la qualité du renseignement impérial romain perdurera encore près de quatre siècles à un niveau minimal d'exigence. Quand ce niveau s'effondrera, l'empire chutera avec lui.

Chalutiers espions

Les gars de la marine sont parfois des gars des services secrets. Il existe deux sortes de navires espions. Ceux qui ne se cachent pas vraiment de l'être, et ceux qui dissimulent leur véritable mission sous l'aspect d'innocents bateaux de pêche. Une coutume séculaire pour la surveillance discrète des côtes adverses qui a connu un regain au XX^{e} siècle. Pendant la Seconde Guerre mondiale, les liaisons maritimes entre Londres et les réseaux de la Résistance française sont en effet vitales. En zone nord, Bretagne et Normandie, la « flottille secrète » de la section « C » de la

Naval Intelligence Division assure ces liaisons. En particulier grâce au *N-51* du lieutenant de vaisseau français Daniel Lomenech. Aux ordres du commander Frank Slocum, la section « C » mobilise une série de chalutiers spécialement profilés et aménagés qui transportent des personnes, du matériel et des documents. Au-dessus de la ligne de flottaison, ils n'ont rien que de très banal, mais en dessous, la Royal Navy a installé des moteurs très puissants.

En Méditerranée, la Coastal Watching Flotilla (CWF) use d'embarcations de pêche de style local désignées comme des « felouques ». La CWF prendra un essor beaucoup plus grand après le débarquement allié au Maghreb. Ses équipages sont majoritairement composés de marins polonais.

La guerre froide venue, les chalutiers espions reprennent du service aussi bien côté soviétique que côté occidental. Un excellent moyen de suivre, voire de contrarier les évolutions des navires adverses et d'intercepter leurs communications radio. Parfois même de les brouiller. Ainsi, pendant la guerre américaine d'Indochine, des chalutiers soviétiques spécialement « aménagés » permettent-ils de repérer la trajectoire des bombardiers géants B-52 venus de l'île de Guam et d'en informer les responsables nord-vietnamiens dans l'espoir d'atténuer les dégâts des frappes massives. Les Soviétiques peuvent comparer ces repérages avec les horaires des B-52 que leur apporte John Walker, employé à Norfolk, en Virginie, la plus grande base navale du monde. Comme cette taupe fournit depuis 1968 aux Russes les clés cryptographiques de la flotte américaine du Pacifique, les déplacements en mer de leurs chalutiers espions se font encore plus discrets.

À deux reprises, en octobre 1969 et en avril 1970, les Sud-Vietnamiens, alliés et, dans une large mesure, clients des Américains s'en prennent aux « chalutiers » battant pavillon rouge à faucille et marteau. Des navires espions dont le nombre va grimper à vingt-cinq en 1975. De façon plus

ouverte, les protagonistes mettent désormais en œuvre sous le pavillon national des navires de surveillance bourrés d'équipements électroniques de plus en plus perfectionnés. Certains d'entre eux deviendront célèbres dans le petit milieu du renseignement à l'image du *Vertikal*, rattaché à la flotte soviétique du Nord. Ou, en sens inverse, de l'USS *Liberty*, gravement endommagé en juin 1967 par l'aviation israélienne lors d'une mission de surveillance le long de la côte égyptienne. Et même l'USS *Pueblo*, capturé avec son équipage et tous ses équipements de bord par les Nord-Coréens en janvier 1968. Quant à l'USS *Maddox*, célèbre par l'« incident du Tonkin » d'août 1964 qui a servi comme prétexte à l'intervention américaine massive au Viêtnam, il effectuait bel et bien à cette époque une mission d'interception des messages nord-vietnamiens quand des vedettes de la marine de Hanoï l'ont menacé.

Des incidents très rares. Car à condition qu'ils n'empiètent pas sur les eaux territoriales et ne se risquent pas à approcher de trop près les navires de guerre adverses, l'usage des bateaux de renseignement fait désormais partie du domaine de l'espionnage toléré par accord tacite. Croisant au ras des eaux territoriales lors de la guerre civile algérienne des années 1990, par exemple, le navire d'interception électromagnétique français, le *Berry*, captait les échanges des généraux de l'armée gouvernementale. Ces hauts gradés s'exprimant le plus souvent dans la langue de Molière, il n'était pas nécessaire d'engager de gros frais de traduction. Les conversations portaient sur le domaine militaire, mais aussi sur les familles des grosses légumes installées en France et sur leurs appartements et autres acquisitions dans les beaux quartiers parisiens.

Le recours à des bateaux espions, moins fréquent aujourd'hui en raison de la surveillance d'Internet et des téléphoniques mobiles, fait partie de l'espionnage toléré en temps de paix. De paix ou de « guerre hybride » contre l'Ukraine, car à l'occasion de ce conflit, la Russie de Poutine va remettre les chalutiers espions au goût du jour. Parmi les bâtiments de la

« flotte fantôme » russe naviguant sous pavillons de complaisance pour livrer du pétrole malgré les sanctions internationales, certains ont en effet une nature duale, voire triple : transport d'hydrocarbures, mais aussi interception des communications de l'OTAN, en particulier dans la mer Baltique, voire sabotage des câbles sous-marins de fibre optique ou de câbles électriques (voir « Câbles sous-marins »). Une nouveauté dans la mesure où, traditionnellement, les navires espions ne faisaient que de l'espionnage technologique, pas du sabotage, mission confiée à des unités spécialisées. Des bateaux naviguant en outre sous pavillon de leur pays, ce qui leur assurait une certaine protection en regard du droit maritime international, et pas sous pavillon de complaisance.

Cheval de Troie

Exemple écrit le plus ancien de manœuvre combinée : intoxication-infiltration-coup de commando. Un épisode probablement légendaire, mais qui fera école. Rappelons les faits – ou plutôt la mythologie : depuis l'enlèvement de la belle Hélène, épouse du roi de Sparte Ménélas, des armées venues de toute la Grèce assiègent la puissante cité de Troie. Rien ne venant briser la résistance troyenne, un des assiégeants suggère cette ruse de guerre : l'édification d'un cheval de bois géant capable d'abriter dans ses flancs une petite unité de combattants d'élite dirigée par le roi d'Ithaque, Ulysse, guerrier célèbre pour son sens de la ruse. Tandis que les armées et la flotte grecques font ostensiblement mine d'abandonner le siège par lassitude, le cheval est abandonné sur la plage voisine de Troie. Un cousin d'Ulysse, Sinon, se laisse alors délibérément capturer par les Troyens. Interrogé par le roi de Troie, Priam, il fait mine de parler. À en croire ses aveux biaisés, le cheval ne serait rien d'autre qu'une supplication à la déesse Athéna afin qu'elle donne la victoire aux Hellènes. Mais

attention : selon l'agent double, si les Troyens introduisaient le quadrupède de bois à l'intérieur de leurs murs, le processus s'inverserait, aboutissant à la défaite totale de la coalition grecque. Malgré les avertissements de la prêtresse Cassandre et du grand-prêtre Laocoon, les Troyens, ivres de ce qu'ils croient être leur victoire, tirent le cheval à l'intérieur de la cité non sans avoir détruit préalablement la porte et une partie des remparts afin de l'y faire entrer. La nuit venue, Sinon ouvre les flancs de l'animal, puis s'en va agiter sa torche, prévenant le gros de l'armée grecque secrètement revenue à la faveur de l'obscurité, du succès de la ruse. Éliminant les sentinelles troyennes, Ulysse et son commando ouvrent alors à leurs compatriotes les portes de la cité endormie. Le massacre peut commencer.

Depuis ce récit d'Homère dans l'*Illiade*, l'expression « Cheval de Troie » (en anglais, « *Trojan Horse* ») est passée dans le langage courant. On sait qu'elle désigne aujourd'hui les virus espions informatiques.

Chine avant 1945

L'Art de la guerre de maître Sun constitue l'un des traités de stratégie les plus anciens au monde. Nous ignorons l'identité de Sun Zi, signataire de ce texte du IV^{e} siècle avant J.-C. S'agissait-il d'un théoricien unique et, dans ce cas, de qui ? D'un général familier du champ de bataille ? D'un civil ? D'un collectif d'auteurs ? Faute d'information, impossible de trancher. Mais ce document a, sans nul doute, marqué la culture chinoise. Bien au-delà même, puisque aujourd'hui, *L'Art de la guerre* est cité comme un modèle dans certains ouvrages surtout anglo-saxons qui traitent… des méthodes de management en entreprise.

Une perspective plutôt inattendue pour l'enseignement de maître Sun. Dans la tradition philosophique chinoise, si le cours d'une rivière contrarie vos projets, détourner ce cours par petites touches vers la direction voulue

vaut beaucoup mieux que construire un barrage dans l'espoir de le contraindre. Dans une optique comparable, Sun Zi souligne l'intérêt qu'il y a à soumettre l'ennemi sans combattre. Et si on est vraiment contraint à l'usage des armes, l'avantage qu'il y a à éviter le choc frontal en choisissant des tactiques inattendues par l'ennemi. Car si on perd la guerre, à quoi bon s'être comporté héroïquement puisque finalement, le vrai héros, c'est celui qui remporte la guerre ?

Sous cet angle très différent du point de vue des Occidentaux, le renseignement joue un rôle majeur. Le chapitre 13 de *L'Art de la guerre* s'intitule « De l'utilisation des espions ». Il détaille les cinq variétés d'agents secrets qu'un général digne de ce nom se doit de mettre en œuvre : les agents locaux enrôlés au coup par coup ; les agents de l'intérieur recrutés dans les sphères décisionnaires ennemies ; les agents doubles ; les agents sacrifiés – parfois délibérément ; les agents infiltrés en profondeur dans le dispositif adverse, donc à préserver à tout prix dans la mesure où l'on escompte que de retour de mission, ils apporteront des renseignements aussi précis que précieux. Mais au-delà de cette classification technique, ce qui se dessinait déjà dès cette époque à travers le concept de succès sans combat, c'était l'idée-force de la désinformation même si Sun Zi n'a jamais utilisé ce terme (voir « Désinformation »).

L'époque Zhanguo des « Royaumes combattants » (III^{e}-IV^{e}-V^{e} siècles avant notre ère) sous-tend *L'Art de la guerre*. Une confrontation prolongée entre les royaumes de Han, Zhao, Wei, Qi, Yan, Chu et Qin, tous de force à peu près équivalente au départ. Elle a été ponctuée de combats livrés, mais aussi de combats évités, de ruses de guerre, d'alliances, de renversements d'alliances, de retournements d'alliances, d'espionnage et de trahisons. Historiquement parlant, cette période tourmentée constituait le prélude à l'unification de l'empire du Milieu sous la houlette de Shi Huangdi, le roi de Qin. Vainqueur du conflit, il devient le premier empereur de Chine.

Un singulier retour en force de l'histoire veut qu'aujourd'hui, la stratégie chinoise au sein de notre monde multipolaire dénote une référence marquée, explicite, à la période Zhanguo, si lointaine pourtant. Au début des années 2000, deux colonels de l'armée de l'air, Qiao Liang et Wang Xiangsui, s'étaient déjà inspirés en partie de l'ère des « Royaumes combattants » pour théoriser les « guerres hybrides » de l'avenir. Un quart de siècle après cette première ébauche, les dirigeants actuels de la République populaire de Chine, Xi Jinping en tête, s'imaginent en fondateurs d'une nouvelle dynastie impériale capable, comme Qin Shi Huangdi, de plier à sa volonté les autres « royaumes ». Des pays non chinois en l'occurrence, tels les États-Unis, l'Europe, la Corée du Sud, le Viêtnam, voire l'Inde, rivale numéro 1 en Asie, mais que la politique de Donald Trump rapproche aujourd'hui de Pékin.

Les péripéties des « Royaumes combattants » ont nourri de grands textes classiques chinois où le renseignement et le recours aux stratagèmes jouent un rôle appréciable, tel le roman *Les Trois Royaumes* (*Sanguo yanyi*). Des procédés d'espionnage déjà mis en œuvre, sans doute, en amont de la période Zhanguo. De là l'idée que la tradition chinoise en matière de services secrets remonterait à des temps immémoriaux avec son lot de ruses, de trahisons, de retournements. Sur cette période « héroïque » passablement mythifiée, les sources documentaires écrites n'abondent, il est vrai, guère. Elles ne viendront que dans la foulée de *L'Art de la guerre*. Et avec parcimonie encore.

Précision importante : l'ouvrage de Sun Zi traite du renseignement militaire, pas du renseignement d'État à proprement parler. Or, sur ce plan, la longue histoire de l'empire du Milieu et de ses dynasties régnantes met surtout en évidence une conception policière de l'espionnage. Dans les rares textes qui l'abordent, le renseignement apparaît en effet comme un procédé de surveillance interne bien plus que comme un moyen d'investigation du

monde extérieur, ce dernier étant principalement dévolu aux ambassades officielles.

Sous les dynasties Ming (1368-1644) et Qing (jusqu'à la révolution républicaine de 1911), les eunuques, aussi nombreux qu'influents à la cour impériale, animent pour le compte exclusif du souverain, le « Fils du Ciel », des réseaux dont les ramifications s'étendent bien au-delà des murs de la Cité interdite, lieu géométrique du pouvoir. Ainsi renseignent-ils quotidiennement l'empereur sur ce qui se trame au sein des élites dirigeantes, la classe des lettrés et des mandarins en particulier. Un espionnage politique mis en musique dans des structures *ad hoc* dites, par exemple, Dépôt de l'est ou Dépôt de l'ouest.

À l'usage, ce dispositif, que nous connaissons assez mal faute de documents écrits même si les sinologues en ont repéré quelques traces, s'avère plutôt efficace. N'a-t-il pas assuré au régime impérial des siècles de survie ? Son inconvénient majeur, c'est qu'il coupe peu à peu le Fils du Ciel et son proche entourage, confinés dans la Cité interdite, des réalités extérieures. À la fin du XIX^{e} siècle, les tentatives de modernisation sous l'égide du mouvement des « Affaires océaniques » – des affaires occidentales autrement dit – échouent. Quant à l'alliance entre l'impératrice douairière Cixi et la société secrète xénophobe des Poings de justice et d'équité, dite des « Boxers », la voilà défaite en 1901 par un corps expéditionnaire européen, russe, nord-américain et japonais. L'empire Qing vacille. Dix ans plus tard, le « Double Dix » (10 octobre 1911) marque le début de la révolution républicaine antimandchoue qui va mettre à bas tout le système.

Ancien haut fonctionnaire impérial en sa qualité de vice-roi du Zhili, Yuan Shikai parvient à capter cette lame de fond à son profit. Sans doute dispose-t-il d'espions bien placés dans l'entourage direct de ses rivaux potentiels puisque le plus dangereux d'entre eux, le réformiste Song Jiaoren, est assassiné le 19 mars 1913 à la gare de Shanghai. Cofondateur

sept mois plus tôt avec Sun Yat-sen du parti nationaliste, le Guomindang, Song allait prendre le train pour Pékin afin d'y former un gouvernement. Après cette tragique disparition, Yuan peut imposer une dictature personnelle, laquelle ne prendra fin qu'avec sa mort à la suite d'une maladie en 1916. Ce qui était encore voici peu un empire éclate sur ce en principautés et autres gouvernorats militaires, fiefs des « seigneurs de la guerre » dont chacun dispose de sa propre armée, de ses propres forces de police et de son propre service secret. Une redite moderne de la période des « Royaumes combattants ».

Outre la refondation du Guomindang par Sun Yat-sen, le fait nouveau sera, à partir de juillet 1921, l'émergence du Parti communiste chinois (PCC). Et donc le magistère qu'exerce la Russie bolchevique sur ce PCC tout neuf. Cette influence passe par le Département des liaisons internationales du Komintern (OMS) et l'aile extérieure de la police politique soviétique, la Tcheka (INO). Un parrainage qui éclate au grand jour en janvier 1923 avec les accords conclus à Canton, fief du Guomindang dans le sud chinois, entre Sun Yat-sen et Adolf Joffé, un diplomate soviétique homme lige de Trotski, alors au faîte de sa puissance.

Cette alliance stratégique entre Moscou et le Guomindang se concrétise dès octobre 1923 avec le débarquement à Canton de Mikhaïl Gruzenberg, *alias* « Borodine » et de son équipe de conseillers militaires et civils, les *sovietniki*. Favorable aux communistes chinois, encore très peu nombreux, le principe de la double appartenance PCC-Guomindang leur permet de se renforcer par un noyautage en règle du parti nationaliste. Ce sera en particulier le cas du jeune Mao Zedong, fonctionnaire de l'Institut paysan du Guomindang.

L'alliance débouche également sur la création dans l'île de Whampoa, près de Canton, d'une académie militaire avec comme objectif la constitution d'une Armée nationale révolutionnaire. Le directeur de l'académie de Whampoa est un jeune officier d'artillerie nationaliste formé

au Japon, Chiang Kai-shek, flanqué d'un directeur politique adjoint, le communiste Zhou Enlai. Deux noms qui, pendant un demi-siècle, ne cesseront de défrayer la chronique chinoise (Chiang mourra en 1975, et Zhou en 1976).

GUOMINDANG ET PCC, FIN DE LA LUNE DE MIEL

Sun Yat-sen rend l'âme en mars 1925, un an après Lénine. Plusieurs candidats à sa succession, dont Chiang Kai-shek. Or, autrefois gauchiste, un séjour en URSS vient de le convaincre de la rouerie communiste, à laquelle il se tient prêt à répondre par une duplicité au moins égale. En 1926, l'Armée nationale révolutionnaire (ANR) entame sous son commandement la Beifa, l'expédition du Nord censée la mener jusqu'à Pékin. Son objectif : unifier le pays sous le drapeau du Guomindang en passant, s'il le faut, sur le corps des seigneurs de la guerre. Dirigé par Zhou Enlai, le PCC entend, lui, couper l'herbe sous le pied de Chiang en s'emparant avant l'ANR de la grande cité portuaire de Shanghai, où le parti s'est enfin ménagé une base ouvrière conforme aux théories marxistes-léninistes.

Et voici que, décidé à en finir avec les rouges, Chiang prend secrètement des contacts avec les autorités du Settlement, la concession internationale de Shanghai. En parallèle, il renoue ses liens déjà anciens avec la Bande verte, une des deux plus puissantes triades de la ville-port que dirige sa « tête de dragon », Du Yuesheng, allié de longue date des nationalistes. Le 12 avril 1927, les affidés de la Bande verte et les soldats de l'ANR attaquent les rouges par surprise. En quelques heures, ils les écrasent, la répression qui s'ensuit causant quelque 10 000 voire 20 000 morts dans toute la province.

Cet épisode tragique, Malraux le décrira dans *La Condition humaine*, prix Goncourt 1933, quitte à magnifier les communistes dont il est proche à l'époque. Chen Lifu, un des deux fils adoptifs de Chiang, justifiera pour sa

part l’extrême degré de violence de la répression par le manque de renseignements précis sur les structures internes du PCC. Pour remédier à ce défaut, Chen, directeur du département d’organisation du Guomindang, crée sans attendre le Zhong Tong (*Zhongguo guomindang zhongyang zhixing weiyuanhui diaocha tongji ju*), soit Bureau d’investigations et de statistiques du Bureau central du Parti. Une police secrète particulièrement efficace.

En guise de riposte côté communiste, Zhou Enlai fonde le Département des opérations spéciales du PCC (*Tewu Gongzuo chu*) auquel succède le Département des affaires spéciales du Comité central (*Zhongyuang Teke*). Le Teke s’articule en quatre sections : logistique ; espionnage et contre-espionnage ; chiffre, communications et liaisons radio ; opérations, chargées des actions terroristes et de l’élimination des traîtres, œuvre des pistoleros de la Garde rouge dite « Groupe d’extermination des chiens errants ».

Ancien affidé de la Bande verte converti au communisme et formé en URSS, Gu Shunzhang pilote le département opérations du Teke. Comme Zhou Enlai, il œuvre en liaison étroite avec le consulat russe de Shanghai, nid d’agents de l’INO et surtout du renseignement militaire soviétique, lequel fournit aux Tchon, acronyme russe pour les « détachements à destination spéciale » du PCC, des armes achetées au marché noir. Ancien membre du bureau politique du PCF, membre du conseil municipal de Paris et chef du réseau d’espionnage militaire en France démasqué par la Sûreté en 1927, le Breton Jean Cremet figure en bonne place parmi les agents soviétiques dédiés à ce trafic.

Les communistes chinois parviennent à infiltrer au sein du Zhong Tong un trio d’agents de haut niveau. Ces « trois héros du repaire du dragon » leur seront particulièrement précieux quand Xu Enzeng, un des responsables du Zhong Tong, tardera par paresse à exploiter cette réussite inattendue de son service : l’arrestation puis le « retournement » en

avril 1931 de Gu Shunzhang. Avertis par les « trois héros », Zhou Enlai et ses adjoints, dont le nouveau responsable du Teke, Kang Sheng, parviennent à sauvegarder en catastrophe une partie de l'appareil clandestin du PCC. À titre d'avertissement aux « renégats du Parti », Zhou ordonne alors l'assassinat de quinze membres de la famille de Gu.

Pour autant, la pression nationaliste contraint la direction du PCC, Zhou en tête, à quitter Shanghai. Abandonnant la « conquête de la classe ouvrière », elle doit se réfugier dans les maquis ruraux maoïstes du Jiangxi où mijote déjà la stratégie alternative d'« encerclement des villes par les campagnes ».

Dai Li, le maître espion nationaliste

Fidèle des fidèles de Chiang, mais aussi concurrent direct du clan des frères Chen Lifu et Chen Guofu dit « clique CC », Dai Li a créé le Bureau d'enquête et de statistiques de la commission militaire du gouvernement national (*Guomin zhengfu junshi weiyuanhui diaocha tongji ju*). Le Juntong dispose d'un bras armé : les Chemises bleues du Guomindang chinois, référence assez maladroite, mais très révélatrice aux Chemises noires de Mussolini. Contre les restants de l'appareil communiste de Shanghai que dirige Kang Sheng, un as du camouflage et de la dissimulation, les Chemises bleues mènent des opérations ciblées de terrorisme urbain auxquelles répond, par les mêmes méthodes expéditives, le Groupe d'extermination des chiens errants. Mais il n'empêche : le communisme chinois urbain a vécu. En juillet 1933, Kang Sheng, dernier dignitaire du PCC encore posté à Shanghai, se voit contraint de quitter la Chine pour l'URSS où il va devenir un des dirigeants de l'Internationale communiste côté cour et élève des écoles de formation aux techniques d'espionnage côté jardin.

Maître de Pékin, la capitale du Nord, à l'issue de la Beifa, Chiang Kai-shek a maintenant les mains libres pour lancer cinq campagnes successives d'« annihilation des bandits communistes », enserrant progressivement les « bases rouges » du Jiangxi. Menacé d'étranglement, le PCC entame en octobre 1934 sa Longue Marche, une transhumance qui va mener l'Armée rouge chinoise du sud au nord du pays, consacrant au passage, en janvier 1935, la prise totale du pouvoir par Mao Zedong. Maître incontesté du PCC, celui-ci devient le « président Mao », de même que Chiang Kai-shek va s'autoproclamer le « Généralissime ». Autant dire que les deux hommes se préparent, chacun de son côté et l'un contre l'autre, à devenir une sorte de nouvel empereur de Chine.

Une énième agression nipponne encore plus grave que les autres vient, sur ce, rebattre les cartes. Elle s'élargit en guerre ouverte. En décembre 1936, l'incident de Xi'an (séquestration de Chiang par un seigneur de la guerre procommuniste, le « jeune maréchal » Zhang Xueliang) contraint le chef du Guomindang à accepter un front uni antijaponais avec les maoïstes. Il leur concède en particulier la cité troglodyte de Yan'an, dans le nord de la Chine, aussitôt rebaptisée « grande base rouge ».

Le PCC ayant perdu presque tous ses agents dans les zones dites « blanches » contrôlées par le Guomindang, Zhou Enlai ne se fait pas prier pour céder le contrôle des appareils communistes de sécurité à un autre dirigeant proche de Mao, Wang Shudao. Au titre du Front uni, Zhou ne tarde d'ailleurs pas à s'installer par intermittence aux côtés du Généralissime à Chongqing, capitale de la résistance chinoise à l'envahisseur nippon. Contre le Généralissime plutôt car Zhou, homme habile s'il en est, parvient à truffer l'administration politique et militaire du Guomindang d'agents de haut vol qui se révéleront particulièrement utiles pendant la guerre civile entre communistes et nationalistes.

La résilience nationaliste à l'agression nipponne doit beaucoup à l'activité inlassable, mais contestable, de Dai Li. Rebaptisé *Baomiju* (Bureau de préservation des secrets), son service ne se contente pas de lutter contre les Japonais. Parallèlement, il s'emploie à l'assassinat méthodique des opposants à Chiang Kai-shek, ce chef suprême auquel Dai voue une fidélité de fanatique. S'il lutte sur le terrain contre les Japonais, parfois au prix de terribles pertes dans son armée et plus encore dans la population civile, le Généralissime privilégie en effet toujours le « front intérieur ». Son objectif : homogénéiser la Chine sous la férule du Guomindang pour mieux affronter à l'avenir le PCC, ennemi principal de demain. Comme le dira Chiang en mai 1933 : « Si nous voulons résister au Japon, nous devons éliminer ce fléau de base que sont les bandits [les communistes NdA]. L'invasion japonaise est extérieure, et ressemble à une maladie de peau qui suppure de plus en plus. Les troubles du banditisme sont internes : c'est une maladie cardiaque. C'est parce que cette maladie interne n'a pas été éliminée que le désordre venu de l'extérieur n'a pas pu être guéri. »

Dans le cadre de cette guerre multifront, un rapport étrange de connivence-affrontement unit autour du contrôle du trafic de drogue, Dai Li aux services secrets de Wang Jingwei, ancien animateur de l'aile gauche du Guomindang et rival de Chiang devenu, à Shanghai, la marionnette des Japonais. Blotti sous l'aile nipponne, le Tewu de Wang Jingwei dit « Jessfield 76 », le nom anglais et le numéro de la rue de Shanghai où est installé son QG, répond aux ordres de deux anciens adjoints de Gu Shunzhang au sein du Groupe d'extermination des chiens errants.

Ding Mocun et son second Li Shiqun ont été « retournés » par les nationalistes en 1934, après le départ de Kang Sheng en URSS. Li mourra empoisonné par son propre officier traitant nippon en septembre 1943. Ding en 1947, fusillé par le Guomindang pour trahison au profit des Japonais à l'époque de « Jessfield 76 ». Non sans avoir entretenu, pendant la guerre, une filière de contact avec Pan Hannian, le dirigeant communiste chargé des

opérations antinipponnes à Shanghai auquel il fournissait des renseignements de première main sur l'occupant.

Au-delà des belles déclarations moralistes à l'usage des Occidentaux, américains notamment, la mainmise sur le trafic d'opium est le fait des hommes de Wang Jingwei et de Dai Li, lequel opère sur ce terrain en accord avec le parrain mafieux Du Yuesheng, toujours chef de la Bande verte. Mais les maoïstes s'y adonnent eux aussi de bon cœur : c'est le moyen de contrer le Guomindang tout en remplissant les caisses du PCC, allié en l'occurrence à certaines sociétés secrètes baptisées « patriotes ». Une méthode appelée à de beaux jours (voir « Front uni – Département du travail de »).

Le retour de Kang Sheng

Outre Zhou Enlai, un adversaire communiste à la mesure de Dai Li fait irruption à Yan'an en novembre 1937. Nul autre que Kang Sheng, de retour d'URSS. Kang qui, constatant que le véritable pouvoir au sein de la « base rouge » est celui de Mao, retourne sa veste, abandonnant le clan stalinien de Wang Ming qu'il était censé soutenir. En présentant à Mao sa compatriote du Shandong Jiang Qing, Kang s'attire les faveurs du président. Directeur du Bureau de la sécurité publique de l'État (*Guojia zhengzhi baoweiju*) en août 1938, il fonde cinq mois plus tard le Département des affaires sociales (*Zhonggong zhongyang shehuibu*). Un ensemble plus vaste chargé du contre-espionnage, de la surveillance des cadres du parti, du renseignement en zones blanches ou japonaises, du chiffre et des communications.

Conformément à sa politique du diviser pour régner, Mao a réparti les postes d'adjoints au sein des Affaires sociales entre partisans de Kang et de Zhou Enlai. En février-mars 1942, il charge Kang du lancement de la « Campagne de rectification du style de travail ». Une purge massive qui, officiellement conclue au printemps 1945 lors du VII^{e} congrès du PCC, va faire entre 40 000 et 80 000 victimes. Trop compromis dans ce bain de

sang, Kang Sheng sera alors mis de côté de sorte que Mao puisse sauver la face.

Le fondateur du Shehuibu avait pourtant suivi à la lettre l'ordre présidentiel : reléguer la lutte antijaponaise au second rang de façon à ménager les armées communistes dans l'optique de la guerre civile à venir contre le Guomindang. Et développer tout spécialement à cette fin l'aile de son organisation chargée de la police politique. Une ligne de conduite propre à déplaire à la mission soviétique installée à demeure à Yan'an à partir de mai 1942 : Staline craignait en effet qu'un effondrement précoce de la résistance nationaliste libère des troupes nipponnes susceptibles d'attaquer l'URSS. Conduite par Piotr Vlassov, cette mission disposait d'une liaison radio avec Moscou. Pour autant, elle s'est révélée impuissante à contraindre Mao à l'obéissance aveugle aux consignes du Kremlin.

Dans le camp nationaliste, Dai Li, toujours en faveur, mais faveur relative seulement, doit non seulement affronter la « clique CC », mais aussi le clan familial de Soong May-ling, l'épouse du Généralissime. Très pro-occidental – issues d'une riche famille, May-ling et ses sœurs ont suivi d'excellentes études aux États-Unis –, le clan Soong perd la partie quand Dai Li parvient à écarter de Chine le SOE asiatique, la Force 136, et l'OSS. Mais par contraste, le contrôle de l'organisme centralisé de décryptage des communications japonaises, le Bureau de la recherche technologique du conseil militaire (*Tezhong jishu yanjiushi*), fondé en mars 1940, lui échappe au profit du clan Soong malgré des efforts acharnés.

Dai prend toutefois sa revanche en juillet 1943, avec la création de la Sino-American Cooperative Organization (SACO). Un organisme de renseignement et d'action dont il est le numéro 1, le commander Milton Miles, de l'Office of Naval Intelligence états-unien (ONI), devenant son adjoint. Même si l'OSS parvient à mettre le pied dans le pays en fournissant des officiers instructeurs à la SACO, Dai Li en oriente les activités de la manière qui lui convient : une moitié de lutte contre les Japonais et l'autre,

moins visible, mais tout aussi concrète, de préparation à la guerre civile par homogénéisation « à main armée » de la Chine.

Cet agenda caché échappe aux Américains : ONI, OSS et US Army. Incarnée par le déploiement en juillet-décembre 1944 de la mission *Dixie* à Yan'an, la cécité de Washington, qui croit naïvement réconcilier le Guomindang et le PCC, ne fait qu'accélérer la marche vers la guerre civile. Le temps du grand règlement de comptes sino-chinois est proche, mais, du fait des Américains, pas immédiat…

Chine de 1945 à 2012

Le 28 août 1945, moins de trois semaines après la capitulation japonaise, Mao Zedong débarque d'un C-47 états-unien à Jiulongbo, un des deux aéroports de Chongqing, capitale de guerre de la résistance chinoise à l'envahisseur nippon. Convaincus de la bonne volonté communiste, les Américains attendent beaucoup des entretiens du leader du PCC avec Chiang Kai-shek, réticent à ce face-à-face, mais qui n'a pas pu dire non à la grande puissance occidentale amie. D'un mois de négociations sino-chinoises ne sort d'ailleurs, le 10 octobre, qu'un accord insipide dit du « Double Dix » – date anniversaire, on s'en souvient, de la révolution républicaine antimandchoue de 1911.

Pourquoi un échec aussi prévisible ? Parce que nationalistes comme communistes n'ont qu'un seul projet en tête : la guerre civile (voir « Chine avant 1945 »). Une nouvelle négociation tripartite entre Zhou Enlai, George Marshall, ancien chef d'état-major de l'armée américaine missionné par le président Truman, et le général nationaliste Zhang Qun aboutit *a minima*, le 10 janvier 1946, à un cessez-le-feu de façade que personne n'a l'intention de respecter.

Qui profite de la naïveté américaine ? Pas le Guomindang, mais les communistes. Si elle avait attaqué Yan'an en 1945, l'Armée nationale de Chiang Kai-shek, l'aurait probablement emporté à quatre soldats contre un en dépit de ses graves faiblesses internes et de la structuration solide de son ennemie communiste. Mais les simulacres de réconciliation de Chongqing ont offert à l'Armée rouge le temps de se regrouper, le général Lin Biao profitant au surplus de l'arrivée des Soviétiques en Mandchourie pour récupérer auprès d'eux un armement moderne. La capitulation de l'empire du Soleil-Levant vient en effet d'ôter une fâcheuse épine du pied de Staline. N'ayant plus à craindre une attaque japonaise contre l'URSS, il peut lâcher la bride aux communistes chinois.

De son côté, pendant ses années de présence intermittente à Chongqing, Zhou Enlai est parvenu à tisser en profondeur des réseaux de renseignement parmi les instances civiles et militaires du Guomindang. Autant d'agents pour l'heure en sommeil, mais que la guerre civile réveillera le moment venu. En sens contraire, Chiang perd la part la plus vigilante de ses yeux et de ses oreilles le 16 mars 1946, quand le C-47 de Dai Li s'écrase au sol. Accident ? Sabotage ? Côté nationaliste en tout cas, le combat est bien mal engagé sur le front de l'espionnage et du contre-espionnage.

De fait, avec son lot de retournements de généraux et autres dignitaires nationalistes, parfois sous la pression de leurs propres enfants secrètement gagnés au communisme, la guerre civile révèle le haut degré d'incompétence et le niveau élevé de corruption des élites du Guomindang. Un parti, une armée et un gouvernement qui s'affaissent littéralement sur eux-mêmes, tandis qu'une armada de taupes rouges creuse des galeries sous leurs pieds. Devenus généraux, les anciens cadets de l'académie de Whampoa n'échappent pas à cette dilution générale. Résultat : les nationalistes perdent la guerre civile.

La République populaire de Chine, la RPC, est proclamée à Pékin par Mao le 1er octobre 1949. Vaincu, Chiang s'est replié à Taïwan avec ce qui

restait de ses armées. En 1955, Zheng Jiemin, un ancien adjoint de Dai Li, y créera le Bureau de la sécurité nationale (*Zhonghua Minguojia anquanbu*).

Sur le continent, le rideau de bambou vient de s'abattre. En matière de renseignement, la priorité du régime communiste nouveau-né ne peut être que la police politique, à l'image de la Russie de Lénine, créatrice de la Tcheka deux mois à peine après la révolution d'Octobre. Fondé dès le 20 octobre, le ministère de la Sécurité publique, le Gonganbu, sera commandé par Luo Ruiqing. Écarté du renseignement militaire par Kang Sheng à l'époque de Yan'an, cet officier de l'Armée rouge, rebaptisée Armée populaire de libération (APL), jette aussitôt les bases du goulag chinois, le laogai. La compétence du Gonganbu s'étend à la surveillance globale de la population, un département spécial restant réservé à celle des cadres du PCC dans la veine stalino-maoïste.

Côté renseignement extérieur, un protégé de Zhou Enlai, Li Kenong, ancien directeur adjoint du Département des affaires sociales et vice-ministre des Affaires étrangères, crée en 1955 le Service d'investigation central du Parti (*Zhongyang diaochabu*). Un organisme aux structures plus souples que l'INO soviétique, et qui comprend une cellule dans chaque représentation diplomatique chinoise. Déjà vieux de plus de dix ans, le Département du travail de front uni du Comité central du PCC n'en revêt que plus d'importance en tant qu'outil de pénétration des pays étrangers et des communautés chinoises à l'extérieur du pays (voir « Front uni – Département du travail de »).

Autre nid d'espions de la jeune RPC : Xinhua (Chine nouvelle). Fondée à Yan'an, cette agence de presse joue désormais un rôle particulier à Hong Kong, encore sous la tutelle d'une Grande-Bretagne qui, de peur d'une invasion par l'APL, a reconnu dès janvier 1950 le nouveau régime chinois. Couverture pour les agents du Diaochabu côté cour et ambassade non officielle de la RPC côté jardin, Chine nouvelle présente dans la colonie

britannique un double visage. Elle constitue de fait un des rares lieux de contact entre la RPC et l'Occident.

Dans toute la Chine, Mao fait l'objet d'un culte de la personnalité puissance dix où se conjuguent la vénération ancestrale de l'empereur « Fils du Ciel » et l'embrigadement de masse stalinien. En pleine exaltation idéologique, le « Grand Timonier » entend réaliser à court terme le communisme intégral de ses rêves. Or, avec ses 30 à 40 millions de morts de faim, le « Grand Bond en avant » des années 1958-1961, pièce maîtresse de l'utopie maoïste, ne sera pour les Chinois qu'un cauchemar. Liu Shaoqi et Peng Zhen en tête, les hiérarques du régime, marxistes-léninistes plus orthodoxes, tentent alors de réduire le Grand Timonier à une simple figure de proue : qu'il parade, mais ne préside plus.

Ce crime de lèse-majesté, pas question de l'accepter. C'est pour reconquérir son pouvoir absolu que Mao lance en 1966 la Grande Révolution culturelle prolétarienne. Une entreprise inédite de destruction des structures d'État existantes qui prendra comme levier la jeunesse fanatisée et décervelée des gardes rouges.

La Révolution culturelle bouleverse la donne

Depuis 1958, date où Mao l'a enfin sorti du placard après des années de disgrâce et de séjour en hôpitaux psychiatriques, Kang Sheng a repris sa longue marche vers les sommets du pouvoir. En sous-main, il fut l'artisan du processus de construction de la bombe A chinoise par le biais de ses réseaux occultes (la première explosion a eu lieu le 16 octobre 1964, neuf mois après la reconnaissance de la RPC par le général de Gaulle).

On a aussi vu Kang jouer un rôle public dans la rupture sino-soviétique, allant jusqu'à narguer Khrouchtchev à Moscou en compagnie des Zhou Enlai, Peng Zhen et autres Deng Xiaoping. La Révolution culturelle marque pour lui une étape décisive. Cinquième de la « Bande des Quatre »,

directeur du Groupe central de contrôle des dossiers, instrument privilégié de chantage politique, Kang s'emploie à disloquer à son profit le Diaochabu. D'abord par la disparition de son directeur Zou Dapeng, opportunément assassiné par des gardes rouges, puis par le limogeage du numéro 2 du service, Kong Yuan.

Comme autrefois, l'influence de maître Kang reste néanmoins contrebalancée par celle de Zhou Enlai. Inamovible Premier ministre et ministre des Affaires étrangères de la RPC, Zhou tente de limiter autant que possible ce « grand chaos sous le ciel » – Mao dixit – qu'est la Révolution culturelle. Ainsi parvient-il à protéger le numéro 3 du Diaochabu, Luo Qingchang. Un Diaochabu qui passe d'ailleurs sous le contrôle des militaires, autre facteur important de sa survie.

L'échec ne décourage pas Kang, surnommé le Maître des ténèbres tant il inspire de terreur à ses compatriotes. Faute de prendre en main les leviers de commande du Diaochabu, le directeur du Groupe central de contrôle des dossiers entretient une assez bonne relation avec Xie Fuzhi, nouveau directeur du Gonganbu à la place de Luo Ruiqing, arrêté et torturé. De même avec Wang Dongxing, l'homme de confiance du Grand Timonier, vice-ministre du Gonganbu depuis dix ans et chef de l'unité 8431. Une force spéciale armée de 8 000 membres chargée de la protection des hauts dignitaires, mais aussi, s'il le faut, de leur mise sous les verrous, voire de leur liquidation physique.

Kang parvient à mettre la main sur le Département du travail de front uni, ainsi que sur le Département des liaisons internationales (DLI), le *Zhonglianbu*. Deux instruments majeurs de la politique extérieure chinoise. Le DLI gère les rapports avec les autres partis communistes du monde entier. Tout en contrecarrant dans une certaine mesure les menées soviétiques, et bientôt celles des castristes cubains, de plus en plus proches de Moscou, Kang Sheng veut aller plus loin. N'ambitionne-t-il pas de mettre sur pied un mini-Komintern prochinois à base de groupes dits

« marxistes-léninistes » ? Par exemple le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF), principalement composé de nostalgiques du stalinisme, ou l'Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes (UJCml), à base d'étudiants sis dans leur QG parisien de l'École normale supérieure, rue d'Ulm. Les formations « ml » essaiment un peu partout en Europe de l'Ouest, en Asie et en Amérique latine. Une concurrence sérieuse pour les groupes trotskistes et castristes au sein de la jeunesse universitaire, et des groupes latino-américains de guérilla en particulier.

Faute de personnel chinois, trop facilement repérable par les polices de pays concernés, impossible sauf exception pour les émissaires de Kang d'intervenir trop visiblement sur le terrain pour contrôler les « ml ». Le DLI met alors sur pied un système de financement occulte qui transite par les « camarades albanais », le dictateur de Tirana, Enver Hoxha, ayant choisi le camp de Pékin dans la lutte fratricide avec Moscou. À cet effet, Kang Sheng intensifie d'ailleurs la coopération avec la Sécurité d'État albanaise (*Drejtoria e Sigurimit të Shtetit*). Un centre purement chinois de financement et d'espionnage pour l'Europe occidentale est néanmoins implanté à Berne.

Les résultats ne sont cependant pas au niveau des espoirs de Kang. À l'heure de la rupture sino-soviétique, les groupes « ml » pèsent en effet assez peu. Moins encore après le renversement d'alliance surprise entre Pékin et Washington de 1971, prélude à l'entrée de la Chine populaire à l'ONU (et à terme, facteur clé de l'effondrement de l'URSS). Le président américain Nixon et son conseiller à la Sécurité nationale, Henry Kissinger, ont conçu ce renversement de leur politique extérieure en fonction d'une analyse des rapports de force mondiaux, mais aussi sur la base des renseignements fiables fournis depuis dix ans par Dimitri Poliakov. « Tamponné » en 1961 par le FBI et traité ensuite par la CIA, ce général du GRU dirigeait depuis l'été 1969 la section chinoise du service secret de l'Armée rouge. Grâce à lui, les dirigeants américains jouissaient d'une vue

imprenable sur la Chine elle-même, mais aussi sur la manière dont Moscou comprend l'évolution de son ex-alliée, source majeure de préoccupation pour l'URSS.

Après avoir mis en orbite les Khmers rouges, le Maître des ténèbres meurt à Pékin en décembre 1975. Ce gros fumeur rend l'âme moins d'un mois avant Zhou Enlai, lequel n'a jamais cessé de lutter pour l'empêcher de mettre la main sur la communauté chinoise des services secrets tout entière. Le rôle de l'Armée populaire ne cessant de croître au fur et à mesure de la reconstruction de l'appareil d'État en ruines, le renseignement militaire (*Qingbaobu*) est d'ailleurs resté hors d'atteinte des griffes de Kang Sheng. En septembre 1976, la mort de Mao clôt le cycle de la Révolution culturelle, marqué, cinq ans plus tôt, par la tentative manquée de défection aux Soviétiques de l'ancien dauphin du Grand Timonier, le maréchal Lin Biao, dont l'avion s'était écrasé en Mandchourie.

L'irruption de Deng Xiaoping

Fin décembre 1978, le « Petit Timonier » Deng Xiaoping devient à son tour le maître de la RPC. Des années de lutte et d'idéologie à haute dose l'ont rendu pragmatique. Un réalisme qu'il affiche en martelant le proverbe chinois : « Qu'un chat soit noir, blanc ou roux, qu'importe ; s'il attrape les rats, c'est un bon chat. »

Le programme Deng : grâce aux « bons chats », faire de la Chine une puissance de rang mondial. La méthode Deng : libéraliser l'économie grâce à un contrôle plus souple du Parti sur les entreprises. La tactique Deng : obtenir *gratis pro Deo* d'importants transferts de technologie en misant sur la commisération occidentale envers cette « malheureuse Chine », ainsi que sur la fascination des grosses sociétés américaines et européennes envers le « plus grand marché du monde ».

Une absurdité, soit dit en passant : pourquoi la RPC se résignerait-elle à un rôle aussi secondaire de « coolie » des pays occidentaux alors que, de toute évidence, elle peut viser beaucoup plus haut à condition de libérer en interne l'esprit d'entreprise ? Avançons, dit justement le Petit Timonier, mais masqués. Fin 1989, il résumera son programme en vingt-quatre caractères et six consignes. Soulignons-en deux, particulièrement révélatrices. Un, « dissimuler nos véritables capacités », et deux, « connaître l'art et la manière de conserver un profil bas ». Une troisième vaut conclusion : « Ne jamais devenir le leader. » Pour cette période, s'entend, car une fois en situation de force, la chanson de Pékin sera bien entendu toute différente. Quelques mois après le massacre de la place Tian'anmen, Deng sait que l'idéal communiste ne séduit plus la jeunesse de son pays. Mais, estime-t-il en revanche, le PCC peut manier à l'avenir le levier du nationalisme chinois.

À condition d'accélérer le développement économique, bien sûr. Justement, la méthode de transferts de technologie « à l'amiable » qu'il préconise dès son arrivée au pouvoir à la fin des années 1970 se diffuse de haut en bas. Et pour cause : les entrepreneurs chinois comprennent qu'en insistant, ils finissent par obtenir beaucoup de concessions de leurs partenaires occidentaux potentiels, incapables de réfréner leur appétit pour le marché chinois. Tablant sur la naïveté des Occidentaux, et souvent sur leur méconnaissance de la langue de Confucius – attention au diable qui se niche volontiers dans des traductions approximatives –, les Chinois pratiquent une forme d'intelligence économique à la Sun Zi.

Et l'espionnage proprement dit ? Le voilà. Pour aller plus loin dans le domaine du renseignement, les services secrets se doivent d'agir dans l'ombre. Là où les transferts technologiques par la méthode douce s'avèrent insuffisants pour combler le retard chinois, on durcira le ton par l'espionnage et le pillage industriels. Or, qui dit espionnage dit aussi services secrets efficaces, et qui dit condescendance occidentale dit

également manque de vigilance face aux activités des services chinois, considérés un peu légèrement par leurs homologues de l'Ouest comme beaucoup plus artisanaux que le KGB. Sauf que, passé la désorganisation et le repli sur soi de la Chine pendant la Révolution culturelle, les organes chinois de renseignement vont progresser très vite.

Un nouveau service secret réellement professionnel naît d'ailleurs en juin 1983 : le ministère de la Sécurité d'État (MSE, soit *Guojia Anquanbu*, en abrégé *Guoanbu*). Sous la houlette de Ling Yun, ancien dirigeant du secteur renseignement du Département des affaires sociales purgé pendant la Révolution culturelle, puis réhabilité, le MSE connaît des débuts modestes avec ses 7 000 membres. Modestes à l'échelle chinoise, s'entend, et cela évoluera d'ailleurs très vite pour atteindre peut-être aujourd'hui le chiffre de 200 000 ! Dès sa naissance, le nouveau service dispose des conseils avisés de Kong Yuan, une des anciennes bêtes noires de Kang Sheng réhabilité lui aussi. De ceux de Luo Qingchang, un proche de Zhou Enlai, patron du Diaochabu depuis 1969 et qui quittera son poste en 1984.

Articulé en douze bureaux, dont le plus prometteur, le dixième est consacré à la collecte des renseignements scientifiques et technologiques, le MSE opère bientôt en liaison étroite avec le ministère pour les Relations économiques étrangères et le Commerce, conçu sur le modèle de l'Organisme du commerce extérieur japonais, le *Nihon Bōeki Sinkōkai* (JETRO pour les Anglo-Américains). En nettement plus intrusif toutefois, ligne Deng Xiaoping de renseignement tous azimuts oblige.

« Poissons de hauts fonds »

Au Guoanbu incombe en bonne logique la manipulation des « poissons de hauts fonds », ces agents implantés en profondeur à l'issue d'un travail prolongé de plusieurs années. Ce qui n'empêche d'ailleurs pas certaines défections, comme en 1985-1986, le passage à la CIA, puis le transfert

clandestin aux États-Unis du chef du bureau pékinois des affaires étrangères du service, Yu Zhensan. Nul autre, pour la petite histoire, que le fils adoptif de Kang Sheng (voir « Yu Zhensan »).

À la mort de Deng Xiaoping en février 1997, le nouveau numéro 1 Jiang Zemin, autrefois maire de Shanghai, souhaite se doter d'une vision stratégique mondiale. Dès 1997-1998, le MSE connaît donc une refonte approfondie doublée, à la communiste chinoise, d'une purge interne. Trop de ses cadres ont en effet noué des liens personnels rémunérateurs avec les sociétés industrielles et commerciales proches du service. Sous la houlette du nouveau patron, Xu Yongyue, on s'emploie donc à élaguer ces relations, établissant une forme de distinguo entre liens utiles au MSE à sauvegarder et liens superflus à couper.

La privatisation de certaines entreprises à la suite des réformes économiques de l'ère Deng Xiaoping offre en effet des perspectives d'enrichissement alléchantes. Dans la périphérie de l'APL aussi, les officiers prennent goût à l'irruption de l'armée dans la sphère industrielle et commerciale. Ne leur procure-t-elle pas de copieux revenus complémentaires ? La corruption prolifère. Lutter contre ce phénomène déjà ancien dans l'empire du Milieu sera une des nouvelles missions du MSE, lequel joue à ce titre pendant la période de l'après-Deng Xiaoping un rôle de plus en plus important au sein même de la société chinoise.

Ainsi marche-t-il sur les plates-bandes du Gonganbu, l'inamovible ministère de la Sécurité publique. Dans le même temps, la refonte du MSE en interne déclenche un double phénomène de décentralisation et de spécialisation géographiques. À cette aune, les bureaux régionaux de la Sécurité d'État prennent chacun en charge un secteur géostratégique déterminé. Celui de Shanghai vise par exemple les États-Unis et plusieurs autres pays occidentaux. Celui de Qingdao, au Shandong, province natale de feu Kang Sheng : la Corée du Sud et le Japon. Celui de Canton : Hong Kong, de retour dans la « mère patrie » depuis 1997, mais qui bénéficie

encore pour un temps d'un statut d'autonomie, héritage de Deng Xiaoping ; Taïwan dont on escompte le ralliement prochain à la RPC ; et l'Asie du Sud-Est.

Le processus de mondialisation favorise le renseignement extérieur chinois par le biais des acquisitions industrielles et commerciales directes de compagnies étrangères ; des négociations et des accords avec des sociétés de *joint-venture*, voire des sociétés entièrement non chinoises ; de la mise en place de compagnies-écrans ; plus modestement, mais non sans efficacité, par le recours aux stagiaires espions dans les entreprises occidentales ou par le débriefing des ressortissants de la RPC « retours de l'étranger » (culturellement, un Chinois est quasi incapable de se dérober aux questions des services officiels). Bientôt, par la pénétration coordonnée des réseaux téléphoniques mobiles et numériques internationaux, l'Internet chinois subissant, lui, le contrôle d'un puissant dispositif qui élimine toute information jugée nocive, le « Bouclier d'or ».

De là l'essor des sociétés chinoises dans le domaine du numérique et de l'intelligence artificielle, où elles ne tardent pas à s'assurer des positions dont les Occidentaux, tout à leur émerveillement de l'accès au marché chinois, tarderont à prendre en compte. Or, dans l'optique de Pékin, les avantages économiques sur les marchés internationaux doivent surpasser les concessions sur le marché intérieur chinois. Un calcul pertes-bénéfices qui s'étend bien entendu à l'espionnage industriel et commercial : à lui de rapporter infiniment plus qu'il ne coûte.

Dans les pays occidentaux, les méthodes du Guoanbu semblent d'emblée un peu moins raides que celles de l'ex-KGB. En cause : la moindre insertion initiale du service au sein des sociétés visées, ses agents ayant parfois du mal à en comprendre les codes alors que les Soviétiques, eux, les possédaient à fond. Très vite, cependant, les choses s'améliorent. Effaçant la mauvaise image du « grand chaos » de la Révolution culturelle par celle, plus séduisante, d'une Chine en quête d'ouverture sur le monde,

les agents en mission du MSE agissant soit sous couverture diplomatique, soit de manière clandestine reçoivent de leurs supérieurs hiérarchiques des consignes de patience, de prudence et de calcul dans les opérations de recrutement.

En France, par exemple, ceux du Guoanbu doivent distinguer le niveau 1 de contact souhaitable avec les non-Chinois : une simple relation d'« amitié » avec les sinobéats dans le but de collecter quelques confidences auprès d'eux. Le niveau 2 : recrutement dans la classe politique d'agents d'influence, mais pas agents de renseignements proprement dits (à cet égard, le MSE fera, moyennant finances et avantages annexes, quelques belles « prises de guerre » qui s'en iront vanter sur les écrans de télévision hexagonaux la Chine, sa culture millénaire, sa philosophie pacifique, son industrie florissante, son marché aux perspectives radieuses). Et enfin le niveau 3 : le recrutement en bonne et due forme d'officiers ou ex-officiers de renseignement occidentaux. Agissant simultanément sur les niveaux 1, 2 et 3, les réseaux d'espionnage et d'influence chinois marqueront aussi des points dans des pays comme l'Australie ou le Royaume-Uni, non sans quelques scandales retentissants à la suite de révélations des médias. Aux États-Unis également, où on les a vus jouer dès 1997 un rôle de financement indirect par milliardaires « amis » interposés dans la campagne présidentielle de Bill Clinton (épisode dit du « Chinagate »).

Le MSE travaille de concert avec le Département du travail de front uni, qui vise en particulier les communautés chinoises à l'étranger, où il supplante à présent les réseaux taïwanais. Certains officiers du Guoanbu sont d'ailleurs organiquement membres du Front uni. Autant dire que la communauté chinoise du renseignement, au-delà de ses contradictions internes – il y en a comme partout –, opère de façon groupée dans les pays étrangers ciblés.

Les dragons chassent en meute, si on s'autorise ce raccourci…

Chine de 2012 à 2025

En dépit d'un décollage économique impressionnant à partir des années Deng Xiaoping, l'empire du Milieu n'est pas guéri du virus maoïste de la dictature radicale, du pouvoir personnel absolu et donc du contrôle des populations. C'est même l'inverse, car contrairement à beaucoup d'illusions répandues en Occident, l'essor industriel et commercial n'engendre pas automatiquement l'envolée parallèle de la démocratie.

S'inspirant de l'exemple de Mao, voici justement un nouvel aspirant dictateur qui commence à pointer son nez au début des années 2000. Né en juin 1953, Xi Jinping est le fils d'un dignitaire communiste purgé dès la fin 1962 sur l'insistance… de Kang Sheng ! En décembre, Xi fils, craignant non sans raison les foudres de maître Kang, anticipe la mobilisation des jeunes instruits des grandes villes à la campagne. Là où ils doivent être « rééduqués » à force de travail manuel dans les « écoles du 7 mai ». De lui-même, il part donc avec quelques camarades dans le Shaanxi pour y passer sept longues années.

De retour dans la capitale en 1975, quand le tumulte meurtrier de la Révolution culturelle commence à s'apaiser, Xi entame des études d'ingénieur chimiste – ici comme en URSS, l'accession aux responsabilités politiques passe souvent par l'ingénierie. En avril 1979, Xi sort de l'école diplôme en poche. Réhabilité, son père figure alors parmi la garde rapprochée de Deng Xiaoping. Bien que disposant d'une bonne planque au secrétariat du Bureau des affaires générales de la très puissante Commission militaire centrale du PCC, le jeune Xi sollicite à la surprise générale son envoi en province comme vice-secrétaire de district. Un choix d'apparence hasardeuse alors que la plupart des autres rejetons de dignitaires, les « fils de princes », se pressent à Pékin. Mais qui va se révéler bénéfique. Dix-sept ans responsable dans la province côtière du Fujian, en face de Taïwan, Xi se taille, au prix de péripéties parfois ardues, une réputation d'efficacité, de

modernisme, mais aussi de sagesse, d'humilité et de respect du peuple. Un cocktail de vertus parfaitement compatibles avec l'idéologie du système.

Commence alors sa progression dans l'appareil d'État. En septembre-octobre 2007, le XVII^{e} congrès du Parti communiste chinois le voit accéder au Comité permanent du bureau politique. Dès cette époque, un de ses rivaux les plus agressifs n'est autre que Bo Xilai, lui-même héritier d'un des « Huit Immortels », les rescapés les plus en vue de la tourmente révolutionnaire.

Un 18-Brumaire à la chinoise ?

Cette même année 2007, Bo ne parvient cependant qu'à décrocher le poste de maire de Chongqing, l'ancienne capitale de Chiang Kai-shek pendant la guerre antijaponaise (32 millions d'habitants, tout de même !). Fort de son alliance avec Zhou Yongkang, ancien ministre du Gonganbu qui, numéro 3 dans la hiérarchie communiste, contrôle une grande partie des services secrets ainsi que la police armée populaire et les gardes-frontières, Bo, très ambitieux, entend accélérer son ascension vers les sommets du pouvoir.

En vue du XVIII^{e} congrès du Parti à venir en novembre 2012, Zhou Yongkang et lui mijotent donc une série de manœuvres d'appareil. Objectif : déstabiliser Xi Jinping, désormais numéro 1, et le Premier ministre Li Keqiang. Zhou disposant d'importantes forces armées, les deux compères préparent-ils un 18-Brumaire à la chinoise ? On les en accusera : en Chine aussi, la roche Tarpéienne n'est jamais loin du Capitole. L'empoisonnement, pour des raisons sentimentales, d'un homme d'affaires britannique par l'épouse de Bo Xilai fait en effet capoter les plans de son mari. Roger Faligot, le meilleur connaisseur des services secrets chinois en France, l'a révélé en avril 2015 : au consulat américain dans la province voisine de Chengdu, un accord est intervenu entre un émissaire du MSE et

Wang Lijun, un adjoint de Bo en délicatesse avec son patron. Il débouche sur la chute commune de Bo Xilai et de Zhou Yongkang en février 2012. Réduits au silence, jugés, condamnés, les deux hommes sont jetés en prison. L'affaire ne fera que renforcer le crédit du MSE auprès de Xi Jinping.

Maître absolu de la Chine désormais, Xi la « remaoïse » à toute vapeur sur le plan idéologique en même temps qu'il la contrôle par une cybersurveillance de masse perfectionnée jusqu'au délire. Son système de pensée combine en effet trois éléments : une forme extrême de léninostalinisme, un retour au confucianisme qui pousse les Chinois à obéir sans discuter au pouvoir, et une hypertechnicisation des appareils répressifs.

Le retour au maoïsme intervient aussi sur le plan économique avec la mise sous tutelle des capitaines d'industrie, contraints de capituler devant les exigences du Parti tandis qu'à l'ère Deng Xiaoping, ils disposaient d'une marge de manœuvre, gage de développement du pays.

Dirigeant pressé à l'inverse de son illustre prédécesseur, Xi choisit de brûler les étapes au risque de provoquer l'effondrement du système tout entier. Particulièrement nuisible à une croissance chinoise de plus en plus molle, la dictature technologique de type orwellien 2.0 qu'il impulse pèse toujours plus sur une population vieillissante, dont les maigres retraites ne sont pas du tout garanties par une natalité en berne. Pour autant, elle n'a rencontré que des gestes sporadiques de révolte et de mauvaise humeur. Par exemple les réactions spontanées à la politique de la Covid zéro, contraignante et finalement, inefficace en dépit des satisfecit officiels. Mais Xi, nouvel empereur rouge de la RPC par définition infaillible, ne peut pas se tromper. D'autant que les campagnes successives contre la corruption dites « chasse aux tigres [les puissants prévaricateurs] autant qu'aux mouches [les petits combinards] » sont pour lui un moyen commode d'éliminer toute opposition au sein du Parti. Autrefois victime de la Révolution culturelle, il se souvient de la manière dont Liu Shaoqi, Peng Zhen et même Deng Xiaoping avaient tenté de marginaliser Mao après le

terrible échec du Grand Bond en avant. Pas question qu'une mésaventure analogue puisse l'affecter à son tour, alors il prend ses précautions.

Renforcée par la répugnance des autorités de la RPC à laisser enquêter sur les origines de la Covid, la piste d'un virus trouvant son origine dans une expérience ratée au sein d'un laboratoire chinois de Wuhan cloné à partir du modèle P4, d'ailleurs fourni par la France, n'est pas prouvée. Mais elle reste sérieuse, aucune autre explication de cette épidémie meurtrière n'étant convaincante.

Aujourd'hui, la communauté du renseignement de la RPC est lancée dans un affrontement direct, quoique feutré avec ses homologues américaines et occidentales, France comprise. Pas toujours feutré d'ailleurs : en juillet 2020 par exemple (et sans doute pour l'exemple), la cour d'assises spéciale de Paris, chargée notamment des affaires d'atteinte à la Sûreté de l'État, a ainsi condamné deux anciens officiers de la DGSE, l'un, ex-chef du poste de Pékin, à huit ans de prison, et l'autre, ancien responsable de la sécurité interne du service, à douze pour « crimes et délits de trahison ». Ces deux agents doubles s'étaient laissé recruter moyennant finances par le Guoanbu, auquel ils avaient apporté quantité d'informations de première main sur le fonctionnement et les activités de la centrale française de renseignement.

Le combat chinois de l'ombre ne se mène pas seulement à coup d'agents doubles, ou par le démantèlement par le contre-espionnage du Gonganbu et du Guanbo des réseaux de la CIA, seule agence de renseignement occidentale capable de recruter des agents dans le pays. De plus en plus hybride, ce combat se joue aussi sur le terrain des cyberattaques. Une forme d'agression silencieuse menée en particulier par des unités spécialisées de l'APL, maîtresses du SIGINT – (pour Signals Intelligence), en français ROEM (renseignement d'origine électromagnétique) – chinois. Sur celui de la propagande intensifiée et

modernisée par le recours aux réseaux sociaux et à l'intelligence artificielle, technologie où la Chine excelle.

De quoi lui permettre des « ingérences fantômes » de plus en plus marquées dans divers pays cibles. Tout spécialement Taïwan, cette « île rebelle » où l'avènement de la démocratie sur les décombres de la dictature de Chiang Kai-shek, disparu en 1975, semble narguer celle de Pékin. Le paradoxe veut d'ailleurs que le meilleur allié du PCC sur l'île soit aujourd'hui… le Guomindang, d'accord avec les communistes sur la nécessité de ramener Taïwan dans le giron de la « mère patrie ». C'est en son sein que le Guoanbu recrute ses meilleurs agents d'influence, sinon ses meilleurs agents tout court. Ajoutons que la politique du président des États-Unis Donald Trump laisse planer de sérieux doutes sur l'appui américain à Taïwan en cas de durcissement de Pékin.

Si l'enjeu en vaut la peine, la communauté chinoise du renseignement peut associer plusieurs méthodes. Pays particulièrement concerné par la présence d'un million et demi d'Ukrainiens sur son sol, le Canada a ainsi connu diverses attaques hybrides. Frontales après 2018 et l'interpellation à Vancouver, à la demande des États-Unis, de l'héritière de l'équipementier Huawei, puis l'arrestation en Chine comme monnaie d'échange de plusieurs de ses ressortissants, rituellement accusés d'espionnage.

Plus discrètes avec l'action propagandiste souterraine des mafias chinoises. Très présentes à Vancouver, à Toronto, mais aussi à Montréal, elles y œuvrent de concert avec le Département du travail de front uni (voir « Front uni – Département du travail de »). Dans les élections fédérales de 2019 et de 2021, on avait d'ailleurs repéré de possibles ingérences chinoises au profit du parti libéral du Premier ministre Justin Trudeau.

La Chine investit massivement dans l'intelligence artificielle, pour le secteur du renseignement comme, de manière plus générale, pour le domaine militaire. De même dans le secteur du « hacking » de masse, et pas seulement au travers de l'unité 61398 de l'Armée populaire de

libération, spécialisée dans ce type d'activités. En 2017, les hackers chinois ont ainsi réalisé une opération de haute intensité, avec la saisie à distance des coordonnées personnelles de 150 millions d'Américains ayant contracté des crédits. Plus ciblée encore en novembre 2023, la saisie des banques de données de l'Office of Personnel Management, qui gère les accréditations de sécurité de la fonction publique américaine – à l'époque, 32 millions de dossiers et 5 millions d'empreintes digitales.

Offensive tous azimuts

Une opération du même ordre quoique de plus petite envergure a été évitée en France, quand la DGSI a obtenu que le traitement des données des personnels de sécurité des Jeux olympiques de Paris ne soit pas confié à une entreprise chinoise. Un épisode qui en dit long sur l'inconscience de hautes autorités françaises obsédée par le « moins coûtant » quitte à sacrifier la sécurité la plus élémentaire. Ne pas être naïf à l'égard des Chinois ne signifie pas être « antichinois », mais prudent tout simplement. La même DGSI met d'ailleurs en garde les Français, jeunes ou moins jeunes, qui mettent trop d'informations personnelles en ligne sur les réseaux sociaux, en particulier LinkedIn. Non seulement nourrissent-ils ainsi « gratuitement » les banques de données de pays étrangers, mais ils s'exposent à des tentatives individuelles de « tamponnage ». De jeunes diplômés à la recherche d'emplois bien rémunérés sont parfois invités tous frais payés en Chine pour des entretiens d'embauche. Certains de ces déplacements ne sont en réalité que prétextes à une tentative de recrutement par les services secrets : loin de chez soi dans un pays qu'on ne connaît pas, on est bien plus facilement manipulable, voire plus facile à soumettre à une opération de chantage. Les Soviétiques étaient particulièrement doués dans ce domaine (voir « Sexpionnage »). Sauf accès de racisme antiasiatique, il n'y a aucune raison de prétendre que les Chinois soient moins habiles

qu’eux. Par ailleurs, sans que cela concerne spécifiquement la Chine, la Direction du renseignement et de la sécurité de la défense (DRSD), qui veille à la contre-ingérence et à la protection des armées, notait en avril 2025 un regain des opérations d’espionnage de petite envergure dans le domaine spatial ou aérien.

On parlait plus haut d’Ukrainiens. L’affrontement de l’ombre s’est aggravé avec la guerre que mène Poutine contre ce pays. Xi Jinping profite d’un conflit aux portes de l’Europe qui affaiblit la Russie pour élargir son influence et se poser en leader du « Sud global ». Dans le couple Moscou-Pékin, la dominante est désormais la capitale chinoise, et de loin. Une revanche très appréciée sur les années Khrouchtchev, quand le numéro 1 soviétique prenait encore de haut la « république populaire-sœur » avant qu’intervienne la rupture entre les deux régimes communistes.

Reste qu’après des années de dictature personnelle néomaoïste de Xi Jinping, il semble que la tendance actuelle à Pékin soit celle d’un effacement au moins relatif du numéro 1 et d’un mouvement d’appareil propice au retour à une direction plus collective. L’avenir dira si cette orientation potentielle est appelée à se confirmer.

Officiellement, Pékin travaille à la réalisation de l’« Agenda 1949 ». Soit la RPC première puissance mondiale pour le centième anniversaire de sa proclamation par Mao Zedong. Pour ce faire, misant sur le long terme face à des États-Unis désormais erratiques et une Europe qui a longtemps refusé le concept même de puissance, la Chine développe une stratégie économico-politique globale. Même s’il ne lui a pas apporté tous les avantages attendus, le programme des « routes de la soie » va de pair avec la croissance des activités de renseignement dans les pays déjà concernés comme dans les pays visés. Sans oublier le contrôle sur les métaux critiques, et notamment les terres rares, dont la Chine fournit à l’heure actuelle 70 % du total planétaire.

Autre élément majeur de l’Agenda 1949 plus lourd de conflits encore, le « retour de Taïwan à la mère patrie ». De gré, ou plutôt de force, compte tenu de la répugnance croissante des Taïwanais, instruits par l’étouffement brutal des mouvements démocratiques de Hong Kong, à avaliser ce processus. Signe des temps : les entreprises taïwanaises qui investissaient massivement sur le continent s’en retirent de plus en plus depuis cinq ans. Elles préfèrent trouver de nouveaux débouchés et de nouveaux partenaires, en Asie du Sud-Est notamment. Or, nul ne l’ignore, le parrainage chinois tente de moins en moins les pays de cette région, à commencer par le Viêtnam. Et on ne parle pas du Japon…

Ramener Taïwan dans le giron chinois : pour Pékin, cela implique l’intensification de l’espionnage continental sur « l’île rebelle ». Les autorités de Taipeh annonceront ainsi avoir recensé 1 706 tentatives de « tamponnage » de Taïwanais par les services chinois entre janvier 2022 et juin 2024. Là où Mao a échoué, Xi et ses collègues du bureau politique espèrent réussir. En bons élèves de maître Sun, les dirigeants de la RPC ont longtemps nourri l’espoir de gagner la bataille de la réunification avec « l’île rebelle » sans avoir à combattre les armes à la main dans l’esprit de maître Sun. Mais le croient-ils encore aujourd’hui ? Ils n’ont pas l’éternité devant eux. Du coup, la mer de Chine devient un des points les plus chauds de la planète.

CIA et les débuts de l’Union européenne (La)

Le 28 février 2025, quand Donald Trump et le vice-président J. D. Vance molestent verbalement Volodymyr Zelensky dans le Bureau ovale de la Maison-Blanche au nom de la toute-puissance américaine,

chacun comprend qu'une page vient de se tourner entre les États-Unis et le Vieux Continent.

Cette résurgence spectaculaire de la tradition isolationniste nord-américaine ferme-t-elle une parenthèse ouverte à partir de l'entrée des États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale ? C'est probable, tant il s'agit d'une tendance lourde. On peut donc penser aussi que la CIA, autrefois un des instruments de la mondialisation américaine, sera amenée à modifier son attitude envers les pays d'Europe. Pour longtemps ? C'est une autre histoire.

Il se trouve que, dans un passé pas si ancien, les services secrets américains incitaient au contraire le Vieux Continent à s'unir. Une opération semi-clandestine qui commence dès l'été 1948 à l'initiative commune d'Allen Dulles, ancien chef pour l'Europe à Berne de l'Office of Strategic Services (OSS), l'agence de renseignement états-unienne du temps de guerre, matrice de la toute jeune CIA, et de Duncan Sandys, le gendre de Winston Churchill (voir « Dulles Allen »).

Dès l'automne, un petit cénacle new-yorkais jette les bases de l'American Committee for United Europe (ACUE). L'existence de l'ACUE sera officialisée le 5 janvier 1949. Politiques, juristes, banquiers et syndicalistes se mêlent au sein de son Conseil de direction. De hautes figures gouvernementales aussi, comme Robert Patterson, le secrétaire à la Guerre ; James Webb, le directeur du Budget ; Paul Hoffman, le chef de l'administration du plan Marshall.

Derrière cette façade rassurante, l'ossature du comité est constituée d'hommes des services secrets. À commencer par son président. Nul autre que « Wild Bill » Donovan, fondateur de l'OSS en 1942 (voir « CIA et les présidents américains »). Autre vétéran de l'OSS branché à titre personnel sur l'univers pictural d'avant-garde, Tom Braden prend en charge le fonctionnement pratique de l'ACUE. Un organisme qu'Henri Frenay,

fondateur pendant la guerre du mouvement de résistance Combat, décrira dans les années 1980 à l'auteur comme le « Comité américain ».

Le vice-président de l'ACUE s'appelle Walter Bedell Smith. Ancien chef d'état-major du général Eisenhower, puis ambassadeur à Moscou, Bedell Smith va justement prendre les commandes de la CIA à partir d'octobre 1950. L'année où des universitaires issus de la branche analyse et recherche de l'OSS, tel Frederick Burkhardt, et surtout William Langer lanceront la section culturelle de l'ACUE… Au sein du comité, ces grosses pointures du renseignement américain côtoient d'autres figures déjà familières : David Dubinsky et Irving Brown ou Arthur Goldberg, militants syndicaux et compagnons de route de l'OSS puis de la CIA (voir « Brown Irving »).

L'ACUE allie une certaine forme de messianisme américain avec la défense des intérêts des États-Unis. Messianique, la volonté bien ancrée de mettre le Vieux Continent à l'école du Nouveau Monde. Phare de la liberté menacée, l'Amérique a trouvé, la première, la voie d'une fédération d'États, succès si resplendissant que l'Europe n'a plus qu'à l'imiter. Un paternalisme new-look aux antipodes de l'idée d'une Union européenne conçue par ses promoteurs pour « profiter des États-Unis » telle que la développe aujourd'hui l'administration Trump. Cet européanisme comporte sa part de sincérité : « Ils m'appellent le père du renseignement centralisé, mais je préférerais qu'on se souvienne de moi à cause de ma contribution à l'unification de l'Europe », soupirera ainsi Wild Bill Donovan en octobre 1952.

Sa part d'utilitarisme aussi. Une forme de construction européenne peut constituer, Donovan *dixit* quatre ans plus tard, « un rempart contre les menées agressives du monde communiste ». Le vide politico-économique du Vieux Continent ne profite qu'à Staline. L'union des pays d'Europe occidentale doit, en dernier ressort, protéger les États-Unis tout en contribuant à leur soft power.

Allen Dulles et l'ACUF ont d'abord joué la prestigieuse carte de Winston Churchill, créateur de l'United Europe Movement (UEM) aux côtés de l'Italien Alcide De Gasperi, de l'Allemand Konrad Adenauer, du Français Léon Blum et du Belge Paul-Henri Spaak. Mais à l'exception de Spaak, cette tendance dite « unioniste » ne propose que des objectifs européens limités sans transferts, même partiels, de souveraineté.

Reste la tendance « fédéraliste », dont Frenay émerge comme la figure emblématique. Après la Libération, l'ancien résistant s'est lancé dans une croisade européaniste aux côtés d'Alexandre Marc, un théoricien né en Ukraine. Fin 1946, les deux hommes lancent l'Union européenne des fédéralistes (UEF). Orientée à gauche, elle va tenir son congrès à Rome en septembre 1948. Frenay devient président du bureau exécutif, flanqué d'Altiero Spinelli, un opposant à Mussolini, et de l'Autrichien Eugen Kogon, ancien déporté auteur de *L'État SS*.

Qui choisir entre le Vieux Lion et le pionnier de la Résistance intérieure française ? En mars 1949, Churchill rencontre Donovan à Washington. En juin, il lui écrit pour solliciter le versement de fonds d'urgence. Quelques jours plus tard, Sandys appuie par courrier la demande de son beau-père : de l'argent, sinon l'United Europe Movement s'effondre.

La CIA, bailleuse de fonds, débloque alors une première tranche équivalente à 2 millions de nos euros. Par la suite, elle va monter des circuits financiers complexes : 5 millions d'euros entre 1949 et 1951, le même montant annuel par la suite. Des sommes d'abord réparties sous le manteau par les têtes de l'UEM : Churchill ; Sandys ; Joseph Retinger, le secrétaire général ; Edward Beddington-Behrens, le trésorier.

En octobre 1951, le retour de Churchill à Downing Street ne tarira pas ce flot. Entre 1949 et 1953, la CIA va en effet verser aux unionistes l'équivalent de plus de 15 millions d'euros, à charge pour eux d'en redistribuer une partie fixée d'avance à leurs rivaux de la « Fédération », la tendance de droite du fédéralisme français, laquelle reverse à son tour sa

quote-part à l'UEF. Un montage alambiqué pour des sommes substantielles, mais sans commune mesure avec la manne que l'URSS investit au même moment dans le financement occulte des partis communistes nationaux et des innombrables « fronts de masse », comme la Fédération syndicale mondiale de Prague, le Mouvement de la paix, les mouvements de jeunes, d'étudiants, de femmes…

L'UEF n'est pas riche. Le salut financier viendra-t-il encore de l'allié américain ? Oui, assurent dès l'été 1950 les hommes de l'ACUE. À partir de novembre 1950, le « Comité américain » va financer secrètement à hauteur de 600 000 euros une des initiatives majeures de Frenay et des fédéralistes de gauche : la création à Strasbourg d'un Congrès des peuples européens, aussi appelé Comité européen de vigilance. S'associeront à ce projet des socialistes, comme Édouard Depreux, des religieux, tels le R. P. Chaillet, des syndicalistes, des militants du secteur coopératif, des représentants du patronat. Et même deux gaullistes qu'on n'aurait pas attendus là, Michel Debré et Jacques Chaban-Delmas…

En juillet 1951, Frenay effectue à son tour le pèlerinage des États-Unis sous les auspices du Congrès pour la liberté de la culture, une structure mitoyenne de la CIA sur le front de la lutte anticommuniste parmi les intellectuels. L'occasion de rencontrer les dirigeants du « Comité américain » pour leur faire part des besoins matériels des fédéralistes. En foi de quoi, l'année suivante, l'ACUE va financer l'éphémère Comité d'initiative pour l'assemblée constituante européenne, avec Spaak comme président et Frenay comme secrétaire général.

Brouillés avec la « Fédération », intermédiaire jusque-là pour le versement des fonds CIA-ACUE *via* le mouvement churchillien, Frenay et ses amis sont pourtant vite au bord de l'asphyxie. Pour parer à l'urgence se met en place une procédure de versements directs aux fédéralistes de gauche par des antennes paragouvernementales américaines. À Paris, plaque tournante des opérations de la CIA en Europe, on opérera par le

truchement de l’Office of the Special Representative, conçu à l’origine pour servir d’interface avec la toute jeune Communauté européenne du charbon et de l’acier, aïeule de l’Union européenne, ou de l’US Information Service. Par la suite, un bureau ACUE proprement dit sera ouvert dans la capitale française.

Frenay et le Comité d’initiative soutiennent à cette époque le projet d’armée supranationale prévu par le traité de Londres de mars 1952. Un thème actuel aujourd’hui, mais largement prématuré à l’époque. Cette Communauté européenne de défense, la CED, comprendrait des contingents allemands. Frenay s’engage avec enthousiasme dans ce nouveau combat. Difficile cependant de faire ratifier un tel traité par les parlements nationaux. Surtout quand on se heurte au général de Gaulle, qui refuse la CED au nom de la souveraineté nationale, ainsi qu’aux communistes, hostiles par principe à tout ce qui contrarie l’URSS.

Après l’enterrement définitif de la CED en 1954, Frenay, découragé, abandonne la présidence de l’UEF. Quatre ans plus tard, le retour aux affaires du Général annihile les derniers espoirs de l’UEF et de ses soutiens américains. Dissolution de l’ACUE dès mai 1960, puis cessation des financements par la CIA s’ensuivent. En douze ans, l’Agence aura quand même versé aux européanistes de toutes tendances quelque 50 à 60 millions d’euros.

Un investissement aux résultats mitigés, mais peu coûteux en regard de la puissance financière américaine. Les temps ont changé, et les États-Unis aussi. Aujourd’hui, sous la présidence Trump, la CIA serait considérée par la Maison-Blanche comme coupable d’avancer ne fût-ce qu’un malheureux petit dollar pour aider l’Europe à se construire…

CIA et les présidents américains (La)

L’ancêtre de la CIA, l’Office of Strategic Services (OSS), a été fondé par William Donovan, héros de la Grande Guerre. « Wild Bill » Donovan n’appartenait pas au parti démocrate, mais c’était un camarade d’études de Franklin D. Roosevelt (FDR) à la Columbia Law School University. FDR confie d’abord à cet Irlando-Américain catholique deux missions non officielles de *fact-finding*. La première en Europe à l’été 1940 (conclusion de Wild Bill : face à l’Allemagne nazie, l’Angleterre de Churchill tiendra). La deuxième en Méditerranée fin 1940-début 1941 (nouvelle conclusion : dotons-nous de services secrets à la hauteur des périls à venir).

A kind of superintelligence organization : Roosevelt est pour, mais il reste un politique. À ses yeux, rien ne compte plus que l’opinion publique. Il faut donc attendre les suites de Pearl Harbor pour qu’en juin 1942, Wild Bill puisse créer officiellement l’OSS. En trois ans de guerre, les effectifs de l’Office vont grimper à plus de 12 000 officiers, agents et administratifs répartis sur tous les continents.

Le président américain meurt en avril 1945. La guerre mondiale terminée par la capitulation japonaise en septembre, son successeur, Harry Truman, ne veut pas reconduire l’OSS en temps de paix. Craignant une « Gestapo » états-unienne, il écarte donc le plan de construction d’une agence centrale de renseignement proposé par Donovan. Dès l’automne 1945, l’OSS est dissoute. Sur ses ruines et à concurrence de 10 % seulement de ses effectifs, naît la Strategic Services Unit. Un petit organisme de renseignement placé à titre provisoire sous la coupe du ministère de la Défense et qui changera bientôt de nom pour devenir le Central Intelligence Group. Notez l’adjectif « central », déjà essentiel dans le projet de Donovan : le père de l’OSS considérait en effet que l’éparpillement des structures de renseignement avait mené les États-Unis tout droit au désastre de Pearl Harbor.

Deux ans plus tard, la loi de Sécurité nationale du 19 septembre 1947 crée la Central Intelligence Agency. Que s’est-il passé dans l’intervalle ?

D’abord l’entrée dans la guerre froide (voir « Guerre froide, subversion et services secrets »). La deuxième raison du revirement de Truman : cette volonté très américaine d’équilibre des pouvoirs. L’armée, candidate au contrôle total de la communauté américaine du renseignement, et le FBI de John Edgar Hoover, qui nourrit la même ambition, doivent être tous deux contrebalancés par une troisième force. Dans le cas d’espèce, une agence placée sous la tutelle du National Security Council, donc de la présidence, pas des militaires ni du FBI.

D’Eisenhower à Nixon

Successeur de Truman en 1953, Dwight Eisenhower, l’ancien commandant en chef interallié en Europe, voit la chose sous le même angle. Il en rajoute même un troisième : l’appétit pour les *Covert Actions*, les opérations clandestines (voir « *Covert Actions* »).

Il s’agit de manœuvres de déstabilisation, voire de renversement des régimes qui dérangent, taxés en bloc de communisme. Elles seront mises en musique par Allen Dulles, directeur de la CIA depuis février 1953 (voir « Dulles Allen »). Le successeur d’Eisenhower, John F. Kennedy, est fasciné par le monde de l’espionnage et de ses coups tordus. Ainsi mettra-t-il un point d’honneur à rencontrer Ian Fleming, ancien de la Naval Intelligence Division britannique pendant la Seconde Guerre mondiale et, surtout, créateur de James Bond 007 dans une série romanesque très remarquée. En avril 1961, le débarquement manqué à la baie des Cochons signe toutefois la fin de l’ère Dulles, que le jeune président limoge au profit de John McCone. Partisan convaincu du renseignement technique, le TECHINT, par opposition à l’HUMINT, l’espionnage humain, ce technocrate californien, ancien directeur de l’Atomic Energy Authority, ôte à sa manière un clou de la chaussure présidentielle. Non seulement c’est lui, McCone, qui insiste à bon escient pour que les vols d’avion espion U-2 au-

dessus de Cuba, interrompus sur ordre de la Maison-Blanche, reprennent, mais ces vols vont prouver la présence des rampes de missiles balistiques soviétiques sur l'île caraïbe (voir « U-2 »).

Aussi efficace soit-il, McCone ignore bien des choses au sein de sa propre agence. En particulier les détails du plan *Mangouste* de déstabilisation de Cuba, voire d'assassinat de Fidel Castro. Car voici une étrangeté de l'ère Kennedy : Robert, le cadet des deux frères, a la haute main sur le plan *Mangouste*. Pas banal pour un ministre de la Justice d'œuvrer à la mise à mort d'un chef d'État étranger ! La différence entre les deux fratries, celle des Kennedy et celle des Castro, c'est que les Kennedy seront tous deux assassinés, John en novembre 1963 et Bob en juin 1968, tandis que Fidel et Raúl Castro échapperont aux balles comme au poison des tueurs.

McCone quitte ses fonctions en avril 1965, remplacé jusqu'en juin 1966 par l'amiral William Raborn, puis par Richard Helms (1966-1973).

À cheval sous les présidences Johnson et Nixon, Helms dirige une agence confrontée à la guerre du Viêtnam. Rugueux et intransigeant, ce vétéran de l'OSS s'est persuadé que, dans une telle situation, des mesures illégales sont nécessaires. Y compris, sur le sol américain, la surveillance postale et téléphonique des mouvements antiguerre. Ou, sur le terrain indochinois, le plan *Phoenix* : 20 000 civils réputés « rouges » exécutés par de véritables escadrons américano-vietnamiens de la mort.

Élu en 1968 sur ce slogan : « Les boys de retour à la maison dans l'honneur », c'est-à-dire invaincus, Richard Nixon est un vieux *Cold Warrior*, un combattant de la guerre froide. Mais pour autant, pas un fana des opérations clandestines. Tout au long de ses deux mandats, il supprimera d'ailleurs quelque mille postes d'agent des *Covert Actions*. Son point faible : sa haine envers l'establishment, enfant de milieu modeste élevé à la dure et qui s'est hissé à la présidence par son travail. Elle s'étend

à la CIA qui, à ses yeux, serait l'apanage immérité des fils de patriciens, produits des universités élitistes de la côte est ou de la Californie.

Pour le président républicain, dont la réflexion s'étend bien au-delà des frontières de son pays, les clés du conflit vietnamien se trouvent à Moscou et à Pékin, d'où seraient tirées toutes les ficelles. Une vision qui fait bon marché de l'indépendance des communistes indochinois par rapport aux deux Mecque rouges rivales. Ce bras de fer sino-soviétique pour le contrôle du mouvement communiste mondial, Nixon l'a pourtant finement analysé avec son conseiller à la Sécurité nationale, Henry Kissinger.

S'ils lancent ce coup de tonnerre lourd de menaces pour le futur de l'URSS : l'établissement des relations entre Washington et Pékin, les deux hommes prônent des solutions brutales en Amérique du Sud, toujours considérée comme l'arrière-cour des États-Unis. En septembre 1973, le coup de force sanglant du général Pinochet contre le président élu Salvador Allende discréditera largement la CIA. Sans en être l'organisatrice directe, l'Agence avait en effet largement financé la déstabilisation du gouvernement de gauche de l'Unité populaire.

Les « plombiers » du Watergate

Nixon prépare sa réélection, ulcéré par le déluge d'informations dans la presse qui dévoilent la responsabilité de ses prédécesseurs démocrates, Kennedy et Johnson, dans l'escalade au Viêtnam. Antérieurs à son arrivée à la Maison-Blanche, ces documents ne le mettent pas en cause, mais ils heurtent son sens de l'État. La détestation de l'establishment reprenant le dessus, Nixon lâche la bride aux « plombiers ». Une équipe de bras cassés, dont certains issus de la CIA, du FBI ou du milieu des anticastristes cubains, se croient tout permis du fait qu'ils ont l'aval d'Egil Krogh, le chef de l'unité spéciale « antifuites » de la Maison-Blanche. Fin mai 1972, les « plombiers » s'introduisent au sixième étage du Watergate Office Building,

quartier général de la convention démocrate. Comme les clichés pris illégalement ce jour-là sont flous et que le combiné téléphonique « pincé » n'est pas le bon, ils reviennent à la charge en juin. Et là, cinq d'entre eux sont arrêtés en flagrant délit d'espionnage politique. Le long scandale du Watergate va déboucher sur la démission de Nixon, réélu triomphalement, mais menacé d'*impeachment*.

Son successeur en août 1974, Gerald Ford, préside les États-Unis sans relief jusqu'en janvier 1977. Les enquêtes sur les activités de la CIA se succèdent. Cette cascade de révélations s'effectue au travers des médias, mais aussi de la commission d'enquête du nouveau vice-président, Nelson Rockefeller, de la commission d'enquête du Sénat présidée par Frank Church, ou de la commission d'enquête de la Chambre des représentants dirigée par Otis Pike. Au contraire de Richard Helms, fidèle à la loi du silence, consubstantielle selon lui aux services secrets, William Colby, son successeur en septembre 1973, accepte de fournir aux parlementaires la plupart des informations qu'ils demandaient. Pour beaucoup à l'Agence, cet ancien des équipes interalliées *Jedburgh*, parachuté en France en 1944, fait désormais figure de mou, voire de traître.

Tant dans l'opinion américaine que dans le reste du monde, la cote de la CIA, secouée par de graves crises de conscience en interne, est au plus bas. Entré à la Maison-Blanche en janvier 1977, Jimmy Carter croit trouver la solution dans le TECHINT, le renseignement technique, jugé moins « sale » que l'HUMINT, le renseignement humain. Un nettoyage qu'il confie à l'amiral Stansfield Turner. Hélas, cette bonne volonté se fracasse en 1979 sur la révolution islamique d'Iran avec la prise d'otages de l'ambassade américaine de Téhéran, puis sur l'invasion soviétique de l'Afghanistan (voir « Afghanistan »).

Du bon et du mauvais usage des services secrets

Carter ne sera pas réélu. Son successeur, Ronald Reagan, autre *Cold Warrior* de gros calibre, confie les rênes de la CIA à un partisan de la manière forte : William Casey, ancien de l'OSS. Jusqu'en janvier 1987, l'Agence va mener des actions illégales de soutien aux « contras » face aux sandinistes du Nicaragua, guérilleros parvenus au pouvoir qui, de leur côté, instaurent une dictature marxiste. Le comble sera atteint avec l'Irangate : le financement des « contras » grâce aux achats d'armes américaines par l'Iran de Khomeiny, en guerre avec l'Irak de Saddam Hussein, lui-même soutenu par les États-Unis décrits à Téhéran comme le « Grand Satan »…

Depuis 1985, la donne a cependant changé sur le plan international avec l'accession de Mikhaïl Gorbatchev à la tête de l'URSS. L'heure est à la détente. Après quelques hésitations, Reagan est de ceux qui le comprennent. Mieux, peut-être, que le successeur de Casey à la CIA, Robert Gates, spécialiste du monde soviétique qui aura du mal à admettre que le système contre lequel son agence lutte depuis quarante ans est proche de disjoncter. Abusée par les statistiques officielles russes qu'elle ne corrige qu'à la marge, la CIA croit le régime encore solide sur le plan économique alors qu'il agonise. Du coup, elle ne jouera quasiment aucun rôle dans la chute du mur de Berlin en 1989, puis dans celle de l'URSS en 1991.

Président des États-Unis depuis 1989, George Bush a dirigé l'Agence un an, de 1976 à 1977. Parmi les hôtes de la Maison-Blanche, il se distingue par un intérêt marqué pour la géopolitique. Son ambition : un « nouvel ordre mondial ». Mais lui aussi commet une erreur de taille : convaincre les Ukrainiens de céder leur arsenal nucléaire aux Russes moyennant la reconnaissance par Moscou de leur souveraineté. L'accord final sera conclu par l'administration Clinton. Le 4 décembre 1994, le mémorandum de Budapest, cosigné par la Russie, les États-Unis, la Grande-Bretagne (et plus tard par la France et la Chine), stipule en effet que les puissances cosignataires garantissent, en contrepartie de la renonciation de Kiev à l'arme atomique, « l'indépendance et la souveraineté ukrainienne dans ses

frontières actuelles ». On sait aujourd'hui de quel marché de dupes il s'agissait.

De Clinton à Trump

Avec Clinton, une nouvelle génération accède à la Maison-Blanche. Celle des protestataires contre la guerre du Viêtnam. Le nouveau président démocrate n'aime pas la CIA, qui ne lui paraît utile que sur deux registres : l'espionnage économique et industriel au profit des entreprises américaines, et l'aptitude à la protection de rencontres discrètes entre négociateurs israéliens et palestiniens préparatoires aux accords de Wye Plantation d'octobre 1998.

La Maison-Blanche a commencé par snober le directeur de l'Agence, James Woolsey. En décembre 1996, George Tenet, ancien numéro 2 de l'Agence sous John Mark Deutch, le successeur de Woolsey depuis 1995, est promu à la tête de la CIA. Il ne tarde pas à comprendre la règle du jeu : Clinton, dont l'optimisme à tout crin séduit l'électorat, déteste qu'on lui apporte de mauvaises nouvelles.

Bad news ? Pour ne citer qu'eux, les attentats terroristes antiaméricains d'al-Qaida, l'organisation d'Oussama Ben Laden, aux liens avec l'Arabie saoudite passablement troubles. Mais se brouiller avec Riyad, c'est-à-dire avec le pétrole, pas question : Clinton refuse donc d'écouter les Cassandre de Langley, d'ailleurs mollement soutenues par Tenet. Tenet que le successeur de Clinton, George W. Bush, maintient à la tête de l'Agence moyennant sa docilité. Le 11 septembre 2001, c'est la stupeur. Vite suivie d'une vigoureuse opération militaire contre l'Afghanistan des talibans. Ben Laden, lui, reste introuvable.

Obsédés par leur mirifique projet de « reformatage » du Moyen-Orient, George W. et son entourage néoconservateur désignent déjà une autre cible : l'Irak de Saddam Hussein. Bagdad, veulent-ils croire à toute force,

disposerait d'armes de destruction massive. Alors, ils tordent le bras de Tenet, tenu d'accréditer leurs fantasmes sous peine de renvoi.

La CIA et son directeur s'inclinent. Des informations et des photos biaisées sont fournies au ministre des Affaires étrangères, le général Colin Powell. Lequel assurera le 5 février 2003 à l'assemblée générale de l'ONU que les Irakiens disposeraient de laboratoires mobiles de fabrications d'armes biologiques et chimiques. Ces labos que malgré des années de recherche acharnées, la CIA ne retrouvera jamais. Quant à l'opinion publique états-unienne, traumatisée par le 11 septembre, elle accepte, dans le cadre de la *Global War on Terror*, la généralisation de la surveillance de ses échanges numériques. En parallèle, la CIA implante des prisons secrètes dans des pays tiers. Des « sites noirs » où on pratique la torture, considérée comme un moyen acceptable d'obtenir des résultats face au terrorisme.

C'est dans ce contexte qu'intervient le scandale du Plamegate : la fourniture à certains médias de l'identité de Valerie Plame par les communicants de la Maison-Blanche. Plame, un officier *non-official cover* (NOC, classification top secret interne à la CIA) dont le mari diplomate, Joseph Wilson, ancien du Conseil national de sécurité sous Clinton, a eu le tort de mettre en doute le soi-disant marché irako-nigérien de « yellow cake », un concentré jaune à 75 % d'uranium, sur lequel fantasmait l'entourage présidentiel (voir « Yellow cake »). Pendant quinze ans, le scandale va défrayer la chronique médiatique et juridique. Le témoignage de Valerie Plame, *Fair Game: My Life as a Spy, My Betrayal by the White House*, sera porté à l'écran en novembre 2010 par Doug Liman avec Naomi Watts dans le rôle de la NOC trahie. Quant au dernier communicant mis en cause par la justice américaine, Lewis « Scooter » Libby, il sera définitivement gracié par Donald Trump en 2018.

Il est vrai qu'au sein des dix-huit services de la communauté états-unienne du renseignement, la CIA a perdu dès cette époque beaucoup de son poids spécifique au profit de la National Security Agency créée, elle, en

novembre 1952. L'espionnage technologique des « grandes oreilles » de la NSA se fait toujours plus intrusif, ainsi que le montrera en 2013 la défection d'Edward Snowden. Mais du coup, moins voyant que les opérations clandestines.

Une réalité qui n'échappe pas au président démocrate Barack Obama quand il succède, pour deux mandats d'affilée, à George W. Bush. Tandis que la NSA multiplie les « interceptions » (y compris sur les téléphones portables d'Angela Merkel ou de Nicolas Sarkozy), la *Global War on Terror* n'est plus menée par des commandos, mais par des drones tueurs. Des machines qui ciblent leurs objectifs, en Afghanistan, en Irak, au Pakistan et au Yémen. Le tout au prix de nombreux « dommages collatéraux » – plusieurs centaines de victimes. Ils n'honorent pas vraiment un prix Nobel de la Paix décerné « d'office » à Obama sans tenir compte de ce que pourrait être le contenu à venir de sa présidence. Une nomination qui, aujourd'hui encore, ulcère Donald Trump, persuadé que le Nobel devrait lui revenir – véritable obsession personnelle qui n'échappe ni à Moscou ni à Pékin.

L'élimination en mai 2011 de Ben Laden, ennemi public numéro 1 depuis sa capture en décembre 2003, sera cependant le fruit d'une opération de commando classique. Fait rare, la CIA et les forces spéciales ont travaillé de concert : l'Agence pour la traque du chef d'al-Qaida, les Navy Seals pour l'abattre. Mais au cours de ses deux mandats successifs, le premier président noir des États-Unis n'a pas toujours fait preuve de la même détermination. En Syrie notamment face à Bachar al-Assad, dont la dictature va gagner dix ans de survie en 2013 grâce au recul de dernière heure de la Maison-Blanche et, de façon parallèle, mais subsidiaire, de l'Élysée de François Hollande. En Crimée aussi, Obama ne réagit pas à l'annexion surprise de cette région d'Ukraine par Vladimir Poutine. Le président américain se montrera cependant plus résolu dans la réduction de Daech par des procédés militaires conventionnels (voir « Daech »).

TRUMP SAISON 1

Bien avant la première entrée de Donald Trump à la Maison-Blanche, en janvier 2017, certains hiérarques de la communauté américaine du renseignement le soupçonnaient de complaisance, voire de complicité envers les Russes. Inquiets de sa possible accession à la Maison-Blanche, les services, CIA et FBI notamment, explorent quatre pistes d'ailleurs mutuellement compatibles. La première : un *kompromat* à caractère sexuel par les Russes (voir « *Kompromat* »). La deuxième : le blanchiment d'argent sale de la Mafiya russe au travers des sociétés appartenant au milliardaire, lourdement endettées, mais sauvées par des apports substantiels venus de l'Est. La troisième : des liens avec la mafia nord-américaine, presque inévitables pour un promoteur immobilier à New York, où la « pieuvre » contrôle une grande partie des syndicats ouvriers du bâtiment.

La quatrième piste serait encore plus lourde de conséquences : Trump « tenu » par Poutine et le FSB. Elle n'est pas écartée. Or, si ce qui n'est pour l'heure qu'une théorie non prouvée devait l'être un jour, il est évident que nous nous trouverions devant la plus grande réussite des services secrets de l'Histoire : le « tamponnage » du futur chef d'État le plus puissant de la planète. En octobre 2025, soit presque huit ans plus tard, rien n'est établi. Subsiste néanmoins cette certitude : une forme de collusion existe entre le dictateur russe et le candidat républicain à la Maison-Blanche. Ou en d'autres termes : jusqu'à quel point la Russie a-t-elle barre sur Donald Trump ?

Par moments en effet commence à émerger cette impression très gênante que c'est Poutine qui, ventriloque, s'exprimerait par la bouche du président américain. Déjà présente, elle se développera plus encore pendant le deuxième mandat de Trump.

Quels que soient la nature et le degré de ces liaisons si dangereuses pour les États-Unis, ni la CIA, ni le FBI, ni aucune autre agence américaine de

renseignement ne rassemblera un dossier suffisamment étayé pour que Trump soit contraint de déclarer forfait. Pour autant, de grosses pointures, à commencer par John Brennan, ancien directeur de la CIA sous Obama, critiquent ouvertement le nouveau président dans les médias, attitude tout à fait inhabituelle. Au vu des propos trumpiens favorables à Poutine et défavorables à la communauté américaine du renseignement à l'issue du face-à-face entre les deux chefs d'État de 2018 à Helsinki, Brennan ira jusqu'à parler de « trahison ». Un mot lourd de sens que Trump ne pardonnera jamais à ses propres services secrets. Ils viennent nourrir sa hantise personnelle d'un « État profond » qui conspirerait sans cesse contre lui, cible privilégiée de l'establishment auquel il a tenté de s'intégrer, mais qui n'a pas voulu de lui.

Avec Joe Biden, vieux routier de la politique, la confiance entre la CIA et la Maison-Blanche semble renaître. C'est ainsi qu'à la veille de la tentative d'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022, l'Agence, et le renseignement américain dans son ensemble, inaugurent une nouvelle méthode : révéler à l'avance, et à juste titre, l'assaut poutinien en préparation. Sans doute s'agissait-il de restaurer leur crédibilité, tombée très bas après la débandade afghane d'août 2021.

TRUMP SAISON 2

Il n'empêche : les images de ce fiasco afghan ont apporté de l'eau au moulin de Donald Trump. Réélu en novembre 2024, il va placer d'emblée son deuxième mandat sous le signe de l'inversion : agir en sens rigoureusement contraire de ce qui se pratiquait auparavant. Considérée depuis la guerre froide comme une puissance hostile et dangereuse, la Russie devient potentiellement une puissance amie, voire partenaire. L'Ukraine ? Un pays qui ne songerait qu'à une seule chose : capter l'argent des contribuables américains. Et on ne parle pas de l'animosité personnelle

de Trump envers Volodymyr Zelensky, coupable de ne pas avoir monté pour le candidat républicain un dossier accablant contre le fils du président sortant, Hunter Biden. Mêmes reproches en bloc à l'Union européenne, cette looseuse, cette profiteuse.

Trump revient à la Maison-Blanche obsédé par le règlement de ses comptes personnels. Enfant de famille très modeste, on l'a vu, Nixon détestait l'establishment, abhorrant les rejetons de la Ivy League, les grandes universités de la côte est. Mais s'étant lui-même élevé au travers d'excellentes études, jamais il ne serait venu à l'idée de ce méritocrate de régenter le fonctionnement interne des universités, même s'il déplorait leur caractère de foyers antiguerre du Viêtnam. Né au contraire avec une cuiller de dollars dans la bouche, Trump en veut aux familles patriciennes, coupables de ne pas lui avoir fait d'emblée une place en leur sein, ainsi qu'au monde universitaire, jugé responsable de la médiocrité de ses propres études.

Sa grande idée : mettre la Chine au pas grâce à la guerre tarifaire. Il ne vient pas à l'esprit de la nouvelle administration que cet adversaire stratégique des États-Unis n'a plus qu'à attendre, campé sur une stratégie ancestrale (voir « Chine avant 1945 »). À propos des Américains, Mao Zedong disait : « Les impérialistes sont tellement bêtes qu'ils soulèvent une pierre pour se la laisser tomber sur les pieds. » Gageons que, sur ce point comme sur d'autres, Xi Jinping se veut en plein accord avec le Grand Timonier. Considérée comme la panacée en matière économique, la guerre tarifaire sera loin de mettre la Chine à genoux. En revanche, elle frappera de plein fouet les pays de l'Union européenne, alliés des États-Unis au sein de l'OTAN pour la plupart. La volonté de détruire l'UE apparaît il est vrai comme une sorte de programme commun entre Trump et Vladimir Poutine. La brutalité même de la nouvelle politique américaine offre à la Chine l'opportunité de se présenter comme la seule grande puissance « raisonnable ». Un point de plus pour Pékin.

À l’intérieur, Trump, revanchard, reprend aussitôt sa croisade contre « l’État profond ». Mais en l’aggravant dans des proportions considérables. Le président s’entoure de courtisans loyaux à sa seule personne, à moins qu’il ne se laisse influencer, voire manipuler, par celles et ceux qui parlent à son oreille. La grande purge commence immédiatement.

Comme souvent Trump lui-même, les membres de sa cour reprennent mot pour mot les argumentaires du Kremlin. Tout se passe désormais comme si, en nommant tel ou tel nouveau responsable à la tête de tel ou tel organe de renseignement, l’étrange président ne cherchait pas à deviner ce que l’intéressé pourrait faire d’utile *pour* le pays ou *pour* la Maison-Blanche, mais ce qu’il ou elle peut faire *contre* le service dont on lui confie la charge.

Tulsi Gabbard, à l’attirance moscoutaire connue, se voit ainsi bombardée directrice du renseignement national. Nouveau patron du FBI, Kash Patel se fixe, lui, comme mission de démanteler le Bureau fédéral. À commencer par son service de contre-espionnage, excellente nouvelle pour le SVR, le FSB ou le GRU russes, comme pour le Guoanbu chinois ! Retoqué une première fois en juillet 2019 car son éventuelle nomination faisait polémique, John Ratcliffe prend la tête de la CIA, dont il devient le 30e directeur.

Et ce n’est pas tout. Songeons au « Signalgate » de mars 2025, quand le secrétaire à la Défense, Pete Hegseth, et son entourage montrent un mépris abyssal des procédures de sécurité les plus élémentaires. Un journaliste, Jeffrey Goldberg, est mis dans une boucle non sécurisée qu’impulse Mike Waltz, le conseiller à la Sécurité nationale, sur la messagerie Signal, non sécurisée. De hauts dirigeants américains : Waltz lui-même ; J. D. Vance, le vice-président : Pete Hegseth ; Marco Rubio, le ministre des Affaires étrangères ; Steve Witkoff, le négociateur spécial de Trump et son partenaire de golf ; Tulsi Gabbard et onze autres responsables ou supposés tels y échangent, plans d’attaque, détails et horaires à l’appui, à propos de

frappes imminentes sur les Houthis du Yémen. Le tout sans se préoccuper des risques d'interception ou de fuite. Pire encore, on s'apercevra bientôt qu'Hegseth avait partagé les mêmes renseignements sur un autre groupe d'échanges Signal de treize personnes, dont sa femme et son avocat, non habilités au secret défense, ainsi que son frère qui l'était à peine plus.

Début avril 2025, coup terrible pour la communauté américaine du renseignement propre à fragiliser les défenses américaines, c'est le licenciement express du directeur de la National Security Agency, le général Timothy Haugh. Il aurait été dénoncé comme déloyal au président par Laura Loomer. Une influenceuse extrémiste alors bien en cour, mais dans l'entourage de Donald Trump, faveur et défaveur se succèdent à une cadence infernale, de sorte que la seule influence constante au sein de son administration, c'est l'influence russe, parfois contrariée par des « coups de gueule » présidentiels aux conséquences pratiques très relatives, sauf dans le cas des bombardements des sites nucléaires iraniens de juin 2025.

Un personnel politique prêt à couper des têtes, comme celle du général Charles Brown, le chef d'état-major interarmées, mais qui n'a – c'est un euphémisme – pas pris la mesure des responsabilités qui l'attendent à ce niveau d'exercice du pouvoir. Qui se méfie de tout ce qui n'est pas lui.

Sécurité zéro au sommet de l'État fédéral, considéré comme l'ennemi numéro 1 des États-Unis. D'où cette question : Trump et les siens pourront-ils se plier ne serait-ce qu'un jour au respect de mesures de précautions élémentaires ? L'avenir le dira. N'empêche que ces premiers scandales n'augurent rien de bon.

Dans l'aréopage des sectateurs du président Trump, un seul est (peut-être) conscient par héritage familial des questions de sécurité et d'espionnage : sous-secrétaire d'État à la Défense chargé des affaires politiques, Elbridge Colby se trouve en effet être le petit-fils de William Colby, patron de la CIA entre septembre 1973 et janvier 1976. Un directeur contesté de son vivant dans la mesure où il avait accepté de révéler aux

commissions d’enquête parlementaire post-Watergate les secrets parmi les plus gênants de l’Agence, et dont la mort par noyade lors d’une partie de pêche dans le Maryland en avril 1996 donna lieu à diverses supputations. Quant au nouveau chef d’état-major, le général Dan Caine, ancien de l’US Air Force, du moins a-t-il occupé le poste de responsable des affaires militaires à la CIA.

Voilà en tout cas la communauté américaine du renseignement dans le doute et l’inquiétude. Suspecte par principe, la CIA, qui espérait célébrer sereinement son 80e anniversaire en septembre 2027, voit aujourd’hui ses effectifs réduits, ses analyses tenues pour quantité négligeable. Même aux pires moments de l’après-Watergate, jamais n’avait-elle connu une telle méfiance doublée d’un tel dédain. Une inquiétude qui s’étend à ses partenaires traditionnels, au premier rang desquels figure le MI6 britannique : à l’avenir, comment partager des renseignements top secret avec des gens aussi inconscients, inconséquents, imprudents et provocateurs ?

Cinq de Cambridge (Les)

Portrait de groupe avec trahison. En 1933, le département extérieur du NKVD, l'INO (*Inostrannyi Otdel*), parvient à « tamponner » Kim Philby, frais émoulu du Trinity College, un établissement très huppé de Cambridge University. C'est sa propre épouse Litzi, une militante communiste autrichienne, qui a indiqué à l'INO ce sujet particulièrement intéressant, fils de St. John Philby qui fut, en 1918, un rival de Lawrence d'Arabie au service secret de Sa Majesté. À son tour, Kim se fait dénicheur de talents pour harponner l'étudiant marxiste écossais et fils d'ancien ministre, Donald Maclean. Homosexuel flamboyant et provocateur, un troisième larron pareillement membre de la *gentry*, Guy Burgess, se recrute lui-même autant qu'il est recruté. Son ancien amant, Anthony Blunt, amateur raffiné de peinture, devient ensuite le quatrième homme du réseau. Il en recrutera le cinquième élément : un autre étudiant écossais issu d'un milieu plus modeste et spécialiste de la littérature française, John Cairncross.

Le pari des Soviétiques : en recrutant en pleine jeunesse des membres de l'aristocratie britannique, on a la certitude qu'à l'avenir, profitant de l'esprit de caste, ils monteront très haut dans la hiérarchie sociale. Une condition : faire oublier leurs engagements marxistes du temps de l'université. Devenu journaliste, Philby profite de reportages favorables à Franco pendant la guerre civile espagnole pour virer faussement à l'extrême droite. Avec plus d'éclat encore, c'est son style, Burgess se droitise lui aussi en trompe-l'œil. Pas de meilleure couverture pour ce dragueur impénitent qui boit comme un trou et ne passe jamais inaperçu : le comble pour un agent secret ! Animateur d'une émission d'interviews de personnalités à la BBC, il en profite pour nouer des liens avec les milieux conservateurs. Maclean, lui, réussit à faire gober en 1935 au jury du concours d'entrée au

Foreign Office qu'il serait en voie de guérison de son gauchisme d'antan. Parmi le personnel diplomatique, il retrouvera Cairncross, infiltré pareillement. Quant à Blunt, c'est en fréquentant les cercles passionnés par l'art pictural qu'il se fait connaître et apprécier de l'establishment.

S'ils travaillent chacun de leur côté à espionner leur propre pays pour le compte de l'URSS, les « Cinq magnifiques », comme on les désignera bientôt à l'INO, savent se faire mutuellement la courte échelle. Burgess, qui a des liens avec les services secrets britanniques par ses « amis » conservateurs, parvient à faire entrer Philby au sein du Special Operations Executive (SOE), le service action churchillien, puis au MI6 où il va faire une carrière éblouissante. Après 1939, Blunt intègre le MI5 sans vraiment l'avoir cherché. Subtilement, il parvient à pousser Philby au poste de chef de la section espagnole du MI6, arguant de ses bonnes relations avec Franco au temps de la guerre civile. Après la guerre, Philby devient le patron du contre-espionnage chargé de repérer les « taupes » soviétiques… dont il est une des plus éminentes ! En poste à l'ambassade du Royaume-Uni à Washington de 1944 à 1948, Maclean fournira de son côté des renseignements à haute valeur ajoutée sur le programme anglo-américain *Manhattan* de construction de la bombe atomique. Autant d'informations confirmées par Cairncross, membre du secrétariat de lord Maurice Hankey, qui supervise le programme de recherches scientifiques de la Grande-Bretagne en guerre. Muté par la suite à Bletchley Park, le centre de décryptage anglais des communications allemandes, et notamment celles de la machine électromécanique Enigma, l'Écossais livre encore des brassées de précieux renseignements. Admis à son tour au Foreign Office, Burgess apporte sa pierre à l'œuvre commune de trahison. Y compris ses provocations, qui manqueront de compromettre Philby quand il sera muté à l'ambassade britannique à Washington en août 1950. Responsable dans la capitale américaine des liaisons entre le MI6 et la CIA depuis neuf mois, Kim a vu d'un mauvais œil l'irruption soudaine de son complice. En raison

de ses frasques répétées, Guy obère en effet les relations privilégiées que Philby entretient avec James Angleton, le patron du contre-espionnage de la CIA. Une source particulièrement prolifique : bouffi d'admiration envers l'Anglais qui l'a formé au renseignement à Londres pendant la guerre quand lui-même n'était qu'un jeune débutant de l'OSS, le service secret américain de l'époque, Angleton livre en effet par le menu à son ancien mentor les plans d'infiltration d'agents originaires des pays de l'Est derrière le rideau de fer. Le fruit de ces indiscrétions passe bien entendu à Moscou (voir « Agents noirs »). Cueillis dès leur insertion derrière le rideau de fer, plus de 200 anticommunistes de retour au pays les paieront au prix du sang : des Cinq de Cambridge, c'est Philby qui aura le plus de morts sur la conscience.

Repérés par les décryptements

La *gentry* s'est révélée un ventre mou facile à pénétrer. Sauf que les militaires américains du Signal Intelligence Service ont conservé, la guerre mondiale finie, les enregistrements des communications des représentations diplomatiques soviétiques aux États-Unis interceptées pendant le conflit. À partir de novembre 1946, un surdoué du décryptage, Meredith Gardner, commence à tirer au clair ces messages. Ils mettent en évidence le rôle d'un agent qui, sous le pseudonyme de « Homère », renseignait jusqu'en 1948 les Soviétiques sur le programme *Manhattan*. Philby et Burgess pâlissent : « Homère », c'est Maclean. Par un de ces scandales dont il a le secret : une série d'excès de vitesse délibérés au volant d'une voiture de location, Burgess obtient son rapatriement en Angleterre pour prévenir son complice écossais, de retour dans les bureaux du Foreign Office. Sur ordre de Iouri Modine, leur officier traitant, Maclean, laissant sa femme Mélinda enceinte, et Burgess quittent clandestinement l'Angleterre le vendredi 25 mai 1951. Ils prennent place à bord d'un bateau de croisière transmanche qui fait

escale à Saint-Malo. Un peu de publicité personnelle : l'auteur du présent dictionnaire s'enorgueillit d'avoir identifié en 2022, pour la première fois au monde, Angleterre incluse, l'agent communiste dormant qui leur fera traverser la France, Georges de Staal, dont il publiera de surcroît une photo dans le *Figaro Magazine* (voir « Agents dormants »). À Zurich, les deux fugitifs prennent un vol pour Prague où les Soviétiques les récupèrent. De là, ils gagneront Moscou.

Résultat du sacro-saint week-end anglais : leur désertion n'est découverte que le lundi, alors qu'ils sont déjà hors d'atteinte. Énorme scandale à Londres, mais à Washington aussi. Même si Blunt, malin comme toujours, parvient à se faufiler dans l'enquête grâce à de vieilles relations au sein du MI5, les soupçons pèsent immédiatement sur Philby. Certains l'appellent déjà le « troisième homme ». Mais protégé une fois de plus par l'entre-soi de l'establishment dont les Cinq ont toujours tiré le meilleur parti, l'agent soviétique échappe à l'arrestation malgré les articles de presse qui s'accumulent. De peur du scandale, le MI6 se contente de l'expédier à Beyrouth comme journaliste. En janvier 1963, le KGB l'exfiltre à sa demande à Moscou. Une fois de plus, le MI5 se voit contraint de rouvrir le dossier Cambridge. Blunt finit par reconnaître sa trahison moyennant l'impunité. Et pour cause : dans l'intervalle, il est devenu le conseiller de la reine Élisabeth II pour ses achats de tableaux ! Enseignant en littérature française dans une université américaine, Cairncross bénéficie de la même indulgence.

Alcoolique au dernier degré, Burgess est déjà mort à Moscou en août 1963. Maclean décède, à Moscou aussi, le 9 mars 1983. Quinze jours plus tard, une crise cardiaque emporte Blunt à Londres. Le 11 mai 1985, à Moscou de nouveau, c'est le tour de Philby. Dix ans plus tard, le 8 octobre 1995, Cairncross rend son dernier souffle en Angleterre, où il a eu l'autorisation de revenir après un long exil en France.

Disparus sans autre condamnation que morale, ce qui ne les gênait sans doute guère, les cinq traîtres de Cambridge ont fait très mal à l'establishment anglais, qu'ils abhorraient, mais dont ils possédaient tous les codes. Très mal à la Grande-Bretagne en révélant aux Soviétiques quelques-uns de ses secrets les plus précieux. Très mal à la CIA par raccroc, puisque, réalisant enfin à l'occasion de la défection de Philby qu'il avait été sa dupe, James Angleton, maître du contre-espionnage de l'Agence jusqu'à sa mise à la retraite d'office en 1974, va verser dès lors dans une paranoïa totale. À force de voir des taupes partout, lui qui n'avait pas su identifier celle qui opérait sous ses yeux c'est-à-dire son « ami » Kim Philby, Angleton n'a pas été loin de mener la CIA à sa destruction.

Les Cinq de Cambridge peuvent être classés sans hésitation dans la catégorie des très grands espions du XX^{e} siècle. Le rappel de leur itinéraire a de quoi servir d'avertissement. Même entre gens du même monde, la trahison reste toujours possible : Judas n'était-il pas le meilleur disciple du Christ ?

À noter que, pendant la guerre froide, les services occidentaux ont certes réussi quelques beaux coups, mais rien qui aurait pu s'apparenter à l'affaire des Cinq : le recrutement très en amont de jeunes pousses soviétiques voire chinoises capables de grimper à l'avenir très haut dans l'appareil communiste de renseignement. Avantage Moscou sur ce plan, c'est incontestable.

Contre-espionnage (CE) et contre-terrorisme (CT)

Il en existe deux variétés, d'ailleurs complémentaires. Le CE « défensif » consiste à repérer et à mettre hors d'état de nuire, par voie de

justice, mais aussi de « retournement », les réseaux d'espionnage adverses à l'œuvre sur le sol national. Il est l'œuvre du service de sécurité intérieure du pays concerné.

La mission du CE « offensif » est, elle, l'infiltration des organismes qui actionnent les opérations d'espionnage adverses. Il s'agit de dénicher des intelligences au sein des services secrets des autres pays. C'est le travail du service de renseignement extérieur. On peut présenter de même, par analogie, les missions du contre-terrorisme. Le CT « intérieur » doit repérer les réseaux de terreur agissant sur le sol national. Le CT « offensif » doit infiltrer les groupes terroristes implantés à l'étranger. Aux États-Unis, le CT « défensif » est l'apanage d'un secteur du FBI ; le CT « offensif », celui des services de renseignement comme la CIA ou la NSA.

En Grande-Bretagne, le CT « défensif » est mené par le British Security Service, couramment appelé MI5 ; le CT « offensif » par le Secret Intelligence Service dit aussi MI6 (voir « MI6 – Secret Intelligence Service »).

En France, la DGSI est chargée du CE « défensif », et la DGSE du CE « offensif ». Il en va de même pour le contre-terrorisme. La coordination de leur travail est essentielle. Elle passe par des contacts directs entre les deux organismes, l'un rattaché au ministère de la Défense, la DGSE, et l'autre au ministère de l'Intérieur. Mais aussi, depuis 2008, par l'activité du coordonnateur national du renseignement et de ses collaborateurs. La nomination à la tête de la DGSE en janvier 2024 de Nicolas Lerner, qui présidait depuis plus de trois ans aux destinées de la DGSI, allait évidemment dans ce sens.

Sur le plan international, le travail comporte les échanges de renseignements et les opérations communes avec les services de CE et de CT « offensif » et « défensif » des pays alliés dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Le djihadisme, en particulier, se veut planétaire, ce qui implique une riposte multinationale. La DGSE et surtout la DGSI attachent

par exemple beaucoup d'importance à leur coopération en la matière avec les services algériens, menacée au début de 2025 par la grave crise entre Paris et Alger, née de la reconnaissance par la France de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental, puis l'incarcération-prise d'otage de l'écrivain binational Boualem Sansal. Autre sujet de préoccupation : à l'ère Trump, comment travailler avec les Américains ?

Corona et la naissance du renseignement satellitaire

Bernard Schriever peut être considéré comme le père des satellites espions américains, une des formes modernes de l'IMINT (*Imagery Intelligence*, soit le renseignement par l'image). C'est en effet cet officier d'aviation qui, par son acharnement, donna l'impulsion décisive en la matière. Né en septembre 1910 en Allemagne, naturalisé états-unien en 1923, Schriever se veut un modèle de non-conformisme, de pugnacité et de technicité. Quittant le service actif en 1935, il revêt à nouveau l'uniforme en 1936-1937, puis regagne le civil. Bifurquant vers des études d'ingénierie aéronautique à Stanford, il en sort diplômé en juin 1941. Pilote de bombardier dans le Pacifique l'année suivante, on le verra engagé dans plusieurs missions de combat. En 1946, le voilà au Pentagone, officier scientifique au sein de la force aérienne, bientôt promue au rang d'armée à part entière par séparation de l'armée de terre. L'United States Air Force (USAF) a justement commandé à la Rand Corporation, un *think tank* associé aux milieux de la défense, une étude sur l'utilité de vaisseaux spatiaux. Le verdict tombe en mars 1954 : à l'avenir, les satellites peuvent constituer un moyen de reconnaissance précieux au-dessus des territoires potentiellement ennemis, comme l'URSS ou la Chine. De son côté, la CIA

a lancé depuis quatre ans déjà son programme d'avion espion U-2 (voir « U-2 »).

Des résultats partiels de la longue étude de la Rand Corporation ont déjà activé en 1953 le programme *Weapons Systems 117L*, ébauche du renseignement spatial. Malheureusement, Schriever, son responsable, a trouvé le moyen de se heurter de front au général Curtis LeMay, bientôt patron du Strategic Air Command, le SAC. En particulier à propos du B-52, le bombardier lourd commandé à Boeing en janvier 1949. Avec ses 8 réacteurs pour un rayon d'action de 8 000 kilomètres et sa capacité d'emport de plus de 30 tonnes de bombes, la « Stratofortress » séduisait LeMay, stratège des bombardements conventionnels sur le Japon en 1945. Schriever, non. Résulte de ces réticences l'ire de LeMay, qui va tenter à plusieurs reprises, mais en vain, de faire muter cet esprit rebelle loin des États-Unis.

Le 29 juin 1955, un premier B-52 est livré au SAC. À cette date, cela fait un an déjà que Schriever, toujours en poste, préside aux destinées de la Western Development Division, chargée du projet *WS 117L*. Hélas, le Département de la défense refuse les crédits prévisionnels qu'il demande pour 1957 et 1958. Si le président Dwight D. Eisenhower reconnaît l'utilité de l'espionnage U-2 ou satellitaire, il privilégie toujours le « franc jeu », proposé, en vain d'ailleurs, à l'URSS, ainsi qu'au Royaume-Uni et à la France. Chacun des quatre grands remettrait aux trois autres la carte détaillée de ses installations militaires, qu'ils seraient autorisés à survoler aux fins de vérification.

Croire que Schriever va renoncer serait mal le connaître. Regardez-le ourdir un plan B avec le soutien de James Killian, le président du prestigieux Massachusetts Institute of Technology. Autorité scientifique déjà impliquée à fond dans le programme U-2, Killian jouit de la confiance de la Maison-Blanche. Ce plan B sera camouflé sous le nom du programme *Discovery*. Sa couverture : d'anodines expériences biomédicales dans

l’espace. C’est qu’après le vol de *Spoutnik 1* le 4 octobre 1957, l’Amérique, souffletée par cette éclatante réussite soviétique, entend rattraper au plus vite son retard.

Feu vert du Département de la défense

Cette fois, le Département de la défense donne le feu vert au projet de satellite de renseignement rebaptisé d’un nom de code anodin *Corona*. Consciente qu’un jour ou l’autre les Soviétiques parviendront à abattre un U-2, la CIA s’engage elle aussi à fond dans ce nouveau projet. Évoluant à très haute altitude autour de la terre, les satellites espions ne présentent-ils pas l’immense avantage d’échapper aux règles qui limitent la souveraineté des États à 100 kilomètres en matière d’espace aérien ? *Corona*, ça reste de l’espionnage, bien entendu. Mais de l’espionnage « légal ». Et de leur côté, les Soviétiques ont lancé leur propre programme de renseignement spatial, *Zenit*.

Le 18 août 1960, à la suite de treize essais infructueux, mais prometteurs, le satellite *Discoverer 14* muni d’un appareil photographique à haute résolution KH 1 dit *Keyhole* est placé sur orbite. Nous sommes trois mois et demi après la crise diplomatique générée par le crash de l’U-2 de Francis Powers, abattu par la DCA soviétique. Mais cette fois, plus question de scandale international. À l’issue de dix-sept tours de la Terre en vingt-quatre heures, la capsule protégeant le dispositif photo est éjectée. Le parachute s’ouvre correctement. La capsule localisée grâce à son signal radio, un C-119 de l’US Air Force spécialement conçu lance son crochet au vol et la récupère.

Discoverer a photographié plus de 4 millions de kilomètres carrés, repéré 64 aérodromes militaires et 26 sites de missiles sol-air jamais identifiés jusque-là. Ses photos sont certes moins nettes que celles des U-2, plus sombres, mais en dix-sept tours de la Terre, le satellite a « couvert »

plus de terrain soviétique que l'ensemble des 24 vols de U-2 effectués entre 1956 et mai 1960 ! Ce, sans courir le risque d'un nouvel incident diplomatique.

C'est le coup d'envoi pour 145 missions spatiales jusqu'à la dernière, le 25 mai 1972. La technologie satellitaire ne cesse de s'affiner. Pour scruter l'URSS, les pays du bloc de l'Est, la Chine et bien entendu le Viêtnam, encore lui, on aligne désormais des KH-5 *Argon*, satellites de cartographie, des KH-6 de survol à basse altitude et des KH-7 *Gambit* à très haute résolution. Des dispositifs dits *Keyholes* (trous de serrure) en raison des caméras qui les équipent et dont les clichés, enserrés par des capsules protectrices, sont éjectés vers la terre, puis récupérés en cours de route par des avions spécialement équipés.

Au début des années 1970 arrive la nouvelle génération, les KH-8 à caméras stéréoscopiques donnant des images haute résolution en relief. Bientôt équipés de capteurs et d'antennes qui interceptent les rayonnements électromagnétiques au sol, ces engins connaîtront de nouveaux perfectionnements pour devenir les KH-9. Naîtra ensuite la famille des KH-11 à images numériques, beaucoup plus nettes et qui ne mettent que quelques instants à parvenir au sol en transitant par des satellites de communication. Du James Bond dans la version un peu SF de *Moonraker*, film sorti sur les écrans en 1979 avec Roger Moore dans le rôle de 007 et Michael Lonsdale dans celui du méchant.

Retraité depuis 1966, Schriever, le père de toutes ces technologies, s'est reconverti comme consultant pour diverses sociétés. On verra réapparaître un temps ce pionnier du renseignement au sein du staff des conseillers scientifiques du président Reagan. Il rend l'âme en juin 2005.

Covert Actions

L’aide clandestine de la France aux « insurgents », les indépendantistes américains en lutte contre la Couronne britannique, figurait en bonne place dans les premiers *cursus* de formation de la toute jeune CIA, créée en septembre 1947.

Organisme de renseignement français apparu sous Louis XV et développé par son petit-fils et successeur Louis XVI, le Secret du roi a en effet mené à cette époque toute une gamme d’opérations sous couverture contre la Couronne britannique. La plus marquante de ces *Covert Actions* reste la Roderigue Hortalez et Cie : une compagnie de navigation privée qui affrétait des navires bourrés d’armes, de vêtements, de munitions à destination des colonies rebelles. Compagnie privée donc n’engageant pas l’État, mais, en l’occurrence son principal actionnaire, Louis Caron, bientôt de Beaumarchais, écrivain illustre, mais membre éminent du Secret du roi aussi.

Pour la CIA naissante, le concept de *Covert Action* légitime une opération clandestine pour peu qu’elle serve la cause de la liberté. C’est dans cette optique que l’Agence nouvelle-née envisage ses opérations futures sous couverture, justifiées à ses yeux dès lors qu’elles sont dirigées contre le communisme totalitaire et liberticide. En cas de complication, voire d’échec, le concept de *Covert Action* implique la sauvegarde des apparences, donc la possibilité d’un *Plausible Denial* (voir « Démenti plausible »). D’un autre côté, il est bon pour l’Agence, en particulier pour ses financements par le gouvernement fédéral, que ses réussites soient connues. Un équilibre parfois difficile à maintenir.

Valises de billets et coups d’État

Le premier succès en la matière va se faire très discret. Même si l’argent n’a pas d’odeur, il provient tout de même de quelque part : du coup, qui irait se vanter publiquement du transport de valises de billets ? Depuis 1947-

1948 justement, l'Agence mène par ce biais des opérations clandestines d'influence en Italie. Objectif : contrer le dynamisme d'un parti communiste auréolé de sa participation à la résistance au régime mussolinien. Grâce à de fortes sommes en liquide versées de la main à la main à des intermédiaires démocrates-chrétiens, voire, mais en quantité moindre, aux dissidents du Parti socialiste des ouvriers italiens de Giuseppe Saragat, les élections générales du 18 avril 1948 permettent d'endiguer une première fois la progression du Front démocratique populaire. Un FDP qui associe le parti communiste – le loup – à la majorité des socialistes – les agneaux. Le dollar remplace ainsi ce qu'était la « cavalerie de saint Georges » au temps de la splendeur de l'Empire britannique : l'argent comme mode d'action des services secrets.

L'année 1948 est aussi celle du coup de Prague, le putsch communiste qui fait basculer derrière le rideau de fer la Tchécoslovaquie, seul pays d'Europe orientale à la forte tradition démocratique. Ce drame, la CIA le prend comme un camouflet. Germe en elle dès l'époque l'idée d'un « coup de Prague à l'envers », sorte de réponse du berger américain à l'ours russe qui, par un dosage de pression organisée de la rue et de menace d'insurrection armée, ferait reculer le communisme de la même manière que celui-ci a aboli la démocratie tchèque.

L'occasion se présente à Téhéran en août 1953. Deux ans auparavant, le gouvernement de gauche du Dr Mohammed Mossadegh a beaucoup contrarié Londres et Washington en nationalisant les puits de pétrole perses. Assez pour déclencher une *Covert Action* anglo-américaine (opération *Ajax* pour la CIA et *Boots* pour le MI6). Un mélange de provocations, de pression de la rue – 200 000 manifestants anti-Mossadegh – et de menaces de coup d'État militaire par les officiers supérieurs groupés depuis février au sein du Comité pour le sauvetage de la patrie (*Komite-ye Najat e-Vatan*). Parmi ces gradés, le chef du contre-espionnage militaire, le colonel Nasser Moghaddam. Des hommes de main grassement payés sur les fonds secrets

d’Anthony Cuomo, le chef de la station de la CIA domiciliée à l’ambassade des États-Unis, tabassent des mollahs en se faisant passer pour des membres du parti communiste, le Toudeh. Objectif : braquer les cléricaux contre les toudehis. En parallèle, on fait courir des rumeurs sur l’asservissement supposé de Mossadegh à Moscou. Pendant ce temps, Fazlollah Zahedi mobilise la hiérarchie militaire contre le gouvernement. Ce général, kidnappé en 1943 par les services spéciaux britanniques en raison de ses sympathies d’alors pour l’Allemagne nazie, brandit la copie d’un *firman* (décret) du shah d’Iran. Avant de courir piteusement se réfugier à Rome, l’empereur l’aurait nommé Premier ministre à la place de Mossadegh. Une alliance de circonstance se noue sur ce avec une partie du clergé chiite, dont l’ayatollah Behbahâni, un monarchiste, ou même le jeune imam Khomeiny. Autant dire qu’on joue à fond l’hostilité à l’athéisme marxiste. Résultat : après un face-à-face dramatique devant sa résidence ponctué de coups de feu qui feront une cinquantaine de morts, Mossadegh jette l’éponge. Le 19 août, trois jours après le début des troubles, il s’enfuit. Le lendemain, il se rend à la police. Le shah peut regagner Téhéran sans risque.

Le succès de l’opération *Ajax* tient surtout à la chance. Très hasardeuse, elle aurait pu aussi bien se retourner contre ses instigateurs, et notamment son maître d’œuvre côté américain, Kermit Roosevelt, le chef de la division Moyen-Orient de la CIA présent pour l’occasion à Téhéran. Mais puisque l’affaire a réussi, pourquoi chercher la petite bête ? Pourquoi s’interroger sur les 100 à 150 morts qu’elle aura causés ? Son prix pour le trésor américain : entre 700 000 et 1 000 000 de dollars. Beaucoup plus en tout cas que les 60 000 que la CIA concédera officiellement dans l’espoir de prouver contre toute évidence qu’*Ajax* aurait été le fruit d’un soulèvement populaire anticommuniste spontané.

Le coup de Prague inversé a réussi. Tournons à présent nos regards vers le Guatemala, où le gouvernement de gauche du colonel Jacobo Arbenz Guzmán s’est permis, l’insolent, de nationaliser les propriétés de l’United

Fruit Company, puissante firme agro-industrielle états-unienne. Si on rééditait là-bas le coup de Téhéran ? En juin 1954, la *Covert Action*, *Success*, supervisée par Frank Wisner et Richard Bissell, mérite largement son nom de code. *Exit* Arbenz Guzmán comme Mossadegh l'année dernière.

La martingale des opérations clandestines

À la CIA, on exulte. En proie à la martingale des opérations clandestines, Allen Dulles et ses adjoints se croient détenteurs d'une sorte de billet de loterie perpétuellement gagnant. La Maison-Blanche aussi : pendant ses huit années de présidence des États-Unis, le général Eisenhower donnera son aval à 170 *Covert Actions*. « Ike » – son surnom – raisonne en effet comme le commandant en chef interallié en Europe qu'il fut. Selon lui, la politique de *containment* a été une bonne décision quand il s'agissait d'encaisser le choc imposé par l'URSS et de reconstituer les forces de l'Occident (voir « Guerre froide, subversion et services secrets »). Mais cette régénération acquise, il est temps de passer à la contre-offensive par le biais d'attaques limitées et ponctuelles. Regagner l'initiative stratégique, les opérations clandestines le permettent à son avis.

Toutes ne sont d'ailleurs pas aussi brutales que celles d'Iran ou du Guatemala. L'opération commune MI6-CIA *Gold*, par exemple. Soit le creusement d'un tunnel de 600 mètres de long partant de la limite du secteur américain pour atteindre la zone soviétique. Tout près autrement dit de la ligne « Ve-Che » (pour *Vysoskaiia Chastota*, soit « haute fréquence ») qui relie Moscou au quartier général des forces russes d'Allemagne de l'Est, basé à Wünsdorf au sud de Berlin. Merveille d'espionnage technologique, les *intercepts Gold* apportent une moisson considérable de renseignements. Mais trahis par une taupe soviétique au sein du MI6, George Blake, ils cesseront de porter leurs fruits en avril 1956. Les Russes

orchestrent alors la découverte « fortuite » du tunnel anglo-américain. Une manière astucieuse de protéger leur taupe tout en dévoilant le pot aux roses anglo-américain.

En janvier 1961, John Kennedy succède à Eisenhower. Avec des soutiens aussi douteux que celui de la mafia de Chicago, grande pourvoyeuse pour l'occasion de bulletins de vote, le jeune sénateur démocrate bat sur le fil son rival républicain, le vice-président Richard Nixon. Bernés par Fidel Castro, qu'ils ont laissé prendre le pouvoir à Cuba parce qu'ils voyaient en lui un réformateur modéré, Allen Dulles et la CIA brûlent d'en finir avec son régime. Ils ressortent du placard le plan *Pluto* d'invasion de l'île caraïbe avalisé en mars 1960 par Eisenhower, mais que ce dernier s'est vu contraint d'ajourner en raison de ce revers majeur du renseignement technologique : le crash de l'U-2, l'avion espion abattu par la DCA soviétique (voir « U-2 »).

Du désastre de la baie des Cochons à l'opération *Phoenix*

Renverser Castro, Kennedy n'est pas contre. Dans un mélange des genres assez extravagant, il a chargé son frère cadet Robert, pourtant ministre de la Justice, de la direction de l'opération *Mangouste*, qui vise la déstabilisation du régime castriste avec à la clé l'assassinat du Líder Maxímo. Mais par prudence, le jeune président édulcore beaucoup l'opération *Pluto*. Rebaptisée *Zapata*, celle-ci aboutit, en avril 1961 dans la baie des Cochons, à un ratage humiliant. Les États-Unis et leur agence centrale de renseignement perdent la face. Traités de « vers de terre » par Castro, les émigrés anticastristes survivants de la brigade 2506 sont échangés contre des tracteurs américains. Tout le bloc de l'Est en rigole, et pas seulement lui.

Furieux, Kennedy limoge Dulles et le remplace par John McCone (voir « Dulles Allen »). Une décision qui ne signifie en rien la fin des *Covert Actions* : pendant ses presque trois années de présidence, JFK en autorise en effet 160, quasiment autant qu'Eisenhower en huit ans. En parallèle, le goût du président démocrate pour les forces spéciales, encouragé par son ami et camarade de guerre le général des marines Victor « Brute » Krulak, l'incite à voir en elles une nouvelle martingale. Ainsi met-il la main dans l'engrenage vietnamien.

Bientôt, le plan *Phoenix* (*Phung Hoang*, en vietnamien) est mis en place. Les services secrets du Sud pro-occidental, et notamment la branche spéciale de la police et les forces spéciales, le *Luc Luong Dac Biet* (LLDB), créé en février 1963, sont les acteurs de ce plan. Des transfuges du Front national de libération du Sud-Viêtnam (FNL), un front communiste de masse créé en décembre 1960, vont servir d'hommes de main. Ce sont les *Sat Cong* (Mort aux communistes), devise qu'ils portent tatouée sur la poitrine à l'issue de cérémonies initiatiques.

Soucieux avant tout de bétonnage juridique, les Américains évitent de se salir directement les mains. À leur place, les hommes des Sat Cong et du LLDB se glissent dans les villages, interrogeant et exécutant les Viêt-cong (militants communistes) supposés. Leurs techniques d'interrogatoires s'inspirent des méthodes en vigueur au centre de Yon Don Thou, près de Séoul en Corée du Sud. Là, les officiers de la CIA croisent leurs homologues de l'équivalent sud-coréen de l'Agence, la KCIA, créée en 1961.

Le résultat de ces *Covert Actions* : un massacre. En seulement deux années, 1968 et 1969, le plan *Phoenix* mène à l'exécution de plus de 20 000 civils réputés « rouges » (chiffre confirmé en 1975 par William Colby, alors directeur de la CIA, devant une commission d'enquête parlementaire). Un carnage sans résultat probant du reste, puisque les communistes ont continué leur progression sur le terrain.

Après l'assassinat de Kennedy en novembre 1963 à Dallas, le conflit indochinois mobilise une grande partie tant de la CIA que des forces spéciales. Un piège dont Nixon tente d'extirper les États-Unis par le recours à des guerres parallèles illégales, comme les bombardements massifs au Cambodge dans l'espoir – jamais comblé malgré les pilonnages aériens et les coups de commando des forces spéciales – de couper la piste Hô Chi Minh, artère logistique vitale pour les communistes.

Stratégie anticastriste en Amérique latine

Dès 1970, le tandem formé par Nixon et par son conseiller à la Sécurité nationale, le très brillant, mais aussi très cynique Henry Kissinger, est préoccupé par le Chili. Un pays du sud de l'Amérique du Sud où Salvador Allende, marxiste proche de Fidel Castro et soutenu par le KGB, pourrait gagner les élections à la faveur d'une querelle financière, au sein d'une droite épaulée par la CIA, à propos de ses campagnes.

Le paradoxe chilien veut qu'une fois n'étant pas coutume, le KGB, d'ordinaire assez chiche, va dépenser autant d'argent pour aider Allende, candidat de l'Union populaire (socialistes, communistes, diverses formations de gauche chrétienne ou non avec le soutien sans participation au gouvernement de l'extrême gauche castriste) que la CIA pour tenter de le faire battre. Finalement, Allende est élu en septembre 1970 par un gros tiers des voix contre deux petits tiers pour chacun de ses rivaux. Sans être la « victoire du peuple » célébrée par la propagande de l'Unité populaire, c'est un beau succès. Ordonnée à la CIA par la Maison-Blanche au directeur de la CIA Richard Helms et dirigée par Thomas Karamessines, le patron des opérations clandestines de l'Agence, l'opération *Track I* visant à faire invalider son élection échoue. L'opération *Track II* : un coup d'État militaire « à l'ancienne », ne fonctionne pas mieux. Seul résultat tangible : l'assassinat du commandant en chef loyaliste de l'armée chilienne, le

général René Schneider, lors d'une tentative de kidnapping par des putschistes.

Pas d'autre solution, croit-on à Langley, le siège de la CIA, que d'autres *Covert Actions* pour déstabiliser l'Unité populaire, toujours minoritaire en voix malgré sa progression aux législatives. Tablant sur l'effondrement économique du gouvernement de gauche, effondrement qu'elle s'emploie à accélérer, l'Agence arrose les mouvements protestataires anti-Allende, comme la grève des camionneurs. Le groupe d'extrême droite Patria y Libertad aussi, qui, lui, ne cache pas son désir d'élimination physique des responsables de gauche. Son slogan : « Opération Djakarta ». Une référence au massacre en 1965 de 300 000 à 500 000 communistes indonésiens par les militaires, qui fournira plus tard la toile de fond du film australien de Peter Weir, *L'Année de tous les dangers*.

Coup d'État au Chili

La CIA, on le voit, n'est pas trop regardante sur ses alliés chiliens. Bien entendu, ses agents sur place ont des accointances chez les militaires. Mais pas vraiment avec le général Augusto Pinochet, le remplaçant de Schneider. Un homme très secret, et pas seulement parce qu'il porte souvent des lunettes noires. Au vu de sa réaction à plusieurs mini-tentatives de putschs assez « artisanales », Allende le considère comme le type même du militaire loyaliste. Comme le président chilien lui a confié plusieurs missions de liaison à Cuba, Pinochet connaît assez bien Castro et la nomenklatura du régime castriste. Par le renseignement militaire, il sait que la garde présidentielle d'Allende, formée de militants de gauche et d'extrême gauche, est encadrée par des agents secrets cubains. Un dispositif qui ne flatte guère le sentiment national chilien.

Bien qu'elle ait tout fait pour renverser l'Unité populaire, la CIA ne sera pas l'organisatrice directe du coup d'État militaire qui porte Pinochet au

pouvoir en septembre 1973. Ainsi se trouve-t-elle dans une situation un peu analogue à celle de la fin 1963, quand les Américains, las de l'inefficacité de la dictature anticommuniste sud-vietnamienne des frères Ngô Dinh Diêm (président) et Ngô Dinh Nhû (son cadet, chef de la police politique), avaient décidé leur chute. La CIA savait que les militaires mécontents tramaient un putsch, elle les y encourageait, mais à part certains de ses agents, au contact direct avec eux à Saigon, elle n'imaginait pas que le coup d'État militaire irait jusqu'à l'assassinat des deux frères. La nouvelle de ce double crime bouleversa, paraît-il, JFK, mais lui-même n'avait que quinze jours à vivre.

Reste que la répression sanglante à laquelle dix ans plus tard se livre le régime pinochetiste entre plutôt bien dans le cadre de la nouvelle doctrine états-unienne : une stratégie continentale prolongée d'éradication des guérillas procastristes non pays par pays, mais à l'échelle de toute l'Amérique latine. Efficace, elle va mener une quinzaine d'années d'affilée la CIA à une myriade de *Covert Actions* de soutien direct aux dictatures de droite avec formation de leurs personnels chargés de la contre-insurrection en milieu urbain comme en milieu rural. Leurs corollaires : généralisation de la torture, assassinat, « disparition » de milliers d'opposants politiques de gauche. Une forme de *Covert Actions* dont le film de Costa-Gavras *État de siège*, tourné au Chili sous Allende avec Yves Montand dans le rôle d'un Américain de l'ombre, rendra bien compte quoique dans une optique très militante. Pour cause, d'ailleurs : son principal conseiller historique, Alain Labrousse, ancien professeur de français à Montevideo, était un fin connaisseur des Tupamaros, la guérilla urbaine en Uruguay.

À partir de 1975-1976, la CIA appuie l'opération *Condor*, modèle d'organisation continentale de la torture, mais sans la diriger. Les services spéciaux des dictatures militaires de droite de Bolivie, du Brésil, du Paraguay, d'Uruguay et du Chili créent un pool transnational de transfert de prisonniers. Chaque service torture et assassine à l'intérieur de ses frontières les ressortissants des autres associés du plan *Condor* et

réciproquement. Un bon moyen de se prémunir d'éventuelles poursuites juridiques internes dans un monde où les instances de droit internationales balbutient encore.

Global War on Terrorism

Sous les huit années de mandat de Ronald Reagan, le budget de la CIA sera multiplié par plus de deux. Une grande partie de cette manne va aux opérations clandestines. Ordonnées par le directeur de la CIA et ancien de l'OSS, William Casey, ami personnel du président, les *Covert Actions* contre la guérilla sandiniste au pouvoir au Nicaragua constitueront un des principaux volets de cette stratégie globale anticastriste. Complication supplémentaire : la Maison-Blanche s'embourbe alors dans le scandale de l'Irangate, le financement illégal des « contras » antisandinistes grâce aux achats d'armes américaines par… l'Iran de Khomeiny. Par contrecoup, Reagan va ordonner, pendant son second mandat, le « démontage » progressif de l'opération continentale anticastriste. Celle-ci a atteint son objectif : la quasi-fin des guérillas et du terrorisme procubains. Elle ne sert plus à rien. Et puis les dictatures, le président républicain n'aime pas vraiment ça…

Sans doute se souvient-il aussi comment une espèce d'ivresse des opérations clandestines a conduit Nixon et son équipe à concevoir l'espionnage politique contre le parti démocrate au sein même des États-Unis comme, à tout prendre, une *Covert Action* « comme les autres » ! Nixon l'a payé de sa démission. Beaucoup plus pondéré que son prédécesseur républicain, Reagan fera certes de la dissimulation, mais sans verser dans des menées aussi antidémocratiques.

Débutées sous le mandat de Jimmy Carter, les opérations clandestines de la CIA sur le front afghan vont s'intensifier à l'ère Reagan. L'Agence contribue ainsi de façon substantielle à la défaite soviétique à Kaboul. Par

exemple, en intensifiant la campagne de rumeurs sur le thème : pays communiste athée, la Russie en veut particulièrement à l'islam. Un argument un peu schématique, car l'URSS comprend plusieurs républiques musulmanes, dont elle enverra d'ailleurs des ressortissants combattre en Afghanistan. Surtout, la CIA livre clé en main aux moudjahidine les fameux missiles antiaériens portatifs Stinger, mortels pour les hélicoptères de l'Armée rouge (voir « Afghanistan »). Le problème, c'est que, galvanisée par la perspective de victoire sur le terrain, l'Agence ne comprend goutte aux fondamentalistes musulmans. On sait que ces derniers, à l'image du fondateur du Hezb-e-Islami, Gulbuddin Hekmatyar, ou encore d'un certain Oussama ben Laden, ne tarderont pas à mordre la main invisible américaine qui les a nourris. Après la chute de l'URSS en 1991, la CIA œuvre, sur ordre du président George Bush père, son ancien directeur en 1976-1977, pour que les stocks nucléaires soviétiques restent entre les mains des nouveaux dirigeants russes. La contre-prolifération devient un sujet en soi. La plus étonnante *Covert Action* menée à ce titre sera, en 1994, l'opération *Sapphire* : avec les conseils techniques d'experts du Département américain de l'énergie et l'accord du président kazakh, la CIA transfère d'urgence aux États-Unis par avion 600 kilos d'uranium entreposés au Kazakhstan et sur lesquels guignaient les services iraniens, avides de doter leur pays et son régime de l'arme nucléaire.

Les attentats du 11 septembre 2001, jour anniversaire par coïncidence du coup d'État de Pinochet au Chili, lancent l'Agence dans une stratégie antiterroriste mondialisée encore plus globale que la stratégie anticastriste des années 1970. Pas de quartier pour qui ose frapper les États-Unis. La NSA, la CIA et le FBI multiplient les *intercepts*, en particulier ceux des téléphones cellulaires et des communications par Internet. Le Patriot Act du 26 octobre 2001, texte liberticide arraché à une Amérique déboussolée par la violence du coup qui vient de l'atteindre, leur en fournit les moyens légaux. Le nouveau système permet d'intercepter beaucoup plus largement

les communications téléphoniques vocales ou écrites sous forme de textos ; les métadonnées téléphoniques (numéros contactés ou contactants, géolocalisation, etc.) ; les échanges Internet : courriels, chats en ligne, recherches sur sites Web ainsi que les métadonnées qui correspondent (adresses contactées, fréquence et destinataires des messages, centres d'intérêt). Autrement dit, les contenus, ceux qui les génèrent et leur environnement numérique, lequel, scruté à la loupe, génère à son tour des contenus et ainsi de suite.

Sites noirs

À l'heure de la *Global War on Terrorism*, toutes les *Covert Actions* sont par ailleurs permises. On torture dans des « sites noirs » disséminés hors du sol américain pour des raisons de protection juridique des exécutants : à Guantánamo ; dans des pays « amis » comme l'Afghanistan ; la Thaïlande ; la Pologne ; la Roumanie ; la Lituanie ; dans la base américaine sur le territoire à administration britannique de Diego Garcia, dans l'océan Indien. Ou encore à bord de navires de l'US Navy croisant dans les mers internationales – vieille technique des services soviétiques remise au goût du jour. Dans d'autres « *Black Sites* » non répertoriés aussi. Notamment en Jordanie ou en Égypte, où les *moukhabarat* (non arabe générique pour les services de renseignement. Voir « Moukhabarat – Services secrets arabes ») agissent en qualité de sous-traitants avec implication limitée sur le terrain de la CIA, pourvoyeuse de fonds, maître d'œuvre, mais, dans ces deux cas précis, pas opératrice directe.

Ancien patron du contre-terrorisme à la CIA, Jose Rodriguez a créé le National Clandestine Service for Foreign Intelligence and Covert Action (NCS), le nouveau nom de la direction des opérations de l'Agence. Les renseignements recueillis, voire arrachés, sont transmis à un groupe spécial de la CIA, l'unité Global Djhad, bientôt commandée par Alfreda Bikowsky.

Une femme dont le comportement va soulever beaucoup de questions. Il n'est pas interdit de penser que *Zero Dark Thirty*, le film de Katryn Bigelow sorti sur les écrans en 2012 où le personnage principal est interprété – de façon d'ailleurs remarquable – par Jessica Chastain, fut un des moyens de désamorcer, *via* Hollywood, les questions gênantes sur l'unité Global Djihad, ses méthodes et sa patronne.

Zero Dark Thirty s'achève sur les scènes où les Navy Seals, crème des forces spéciales US, et non la CIA, donnent en mai 2011 l'assaut final à la planque pakistanaise de Ben Laden à Abbottabad. Mais en amont, c'est l'Agence qui a fourni la plupart des renseignements qui ont permis de localiser le chef d'al-Qaida. Pendant la longue traque du terroriste islamiste sous l'administration Obama, qui a succédé à celle de George Bush Jr., la CIA a largement usé des drones comme vecteur d'opérations clandestines numérisées de type nouveau. Mais pas cette fois, estimant que le retentissement mondial d'une opération conduite en uniforme s'avérerait plus favorable qu'une frappe fantôme.

Pour en revenir au point de départ de cet article, on peut s'interroger. Dans quelle mesure les *Covert Actions* ont-elles correspondu, près de sept décennies après la fondation de la CIA à leur projet initial : des menées clandestines au service de la liberté exclusivement ?

Chacun se fera son opinion. On peut quand même citer au moins deux cas précis militant en faveur de la continuité. En mars 1967, c'est la CIA qui a organisé le transfert d'Inde aux États-Unis de Svetlana Allilouïeva, la fille de Staline fuyant l'URSS. Une réussite spectaculaire de nature à embarrasser Moscou ! En 1985, après la répression sanglante du Printemps de Pékin, c'est encore l'Agence qui a exfiltré de Chine l'astrophysicien mondialement connu Fang Lizhi, sa femme Li Shuxian et le leader étudiant Wu'er Kaixi. Sans être à l'origine du réseau *Yellow Bird*, composé d'amateurs de plusieurs nationalités, dont au moins un diplomate français, elle a soutenu ses efforts. Or, *Yellow Bird* a permis de faire passer à Hong

Kong, encore libre de la domination communiste, près de 80 dissidents menacés. Une filière dite par ces rescapés, le « métro Pékin-Shenzhen ».

Certaines triades chinoises puissantes, dont la 14K ou la Sun Yee On, ont contribué dans une certaine mesure et moyennant finances à cette fuite vers la liberté. Mais dans le même temps, elles négociaient avec le service de renseignement extérieur chinois, le Guoanbu, échangeant la libération de certains de leurs affidés contre des informations sur les dissidents.

De nos jours, une telle collaboration entre les mafias et un service occidental serait rigoureusement impossible. Mais entre les triades et le Guoanbu, si (voir « Front uni – Département du travail de »).

D

Daech

Métastase fin 2006 de la branche irakienne d'al-Qaida alors dirigée par le Jordanien Abou Moussa al-Zarqaoui, Daech pratique, comme son ex-maison mère, un terrorisme de type international-islamiste. Ce modèle diffère toutefois de celui de l'organisation créée par Oussama Ben Laden.

Le fondamentalisme musulman implique un retour constant à la trajectoire de Mahomet et de ses premiers compagnons, les « Ancêtres », qu'il convient de reproduire. Le Prophète s'est d'abord assuré le contrôle de Médine avant de prendre La Mecque. À son exemple, il faut disposer d'un ancrage territorial solide comme base de départ d'un djihad plus étendu. Or, contrairement à al-Qaida, contrainte à un partenariat avec les talibans afghans, Daech régnera seul sur la zone géographique la plus vaste qu'une organisation terroriste ait jamais contrôlée à cheval entre l'Irak et la Syrie. Jusqu'à la riposte militaire occidentale du moins.

Dans l'intervalle, Daech aura rompu avec al-Qaida en assassinant Abou Saïd al-Hadrami, l'arbitre désigné pour régler le différend par Ayman al-Zawahiri, principal continuateur d'Oussama ben Laden après sa mort en 2009. Et tenté en vain de soumettre par la force une des principales organisations islamistes de résistance armée au régime syrien de Bachar al-

Assad : l'Organisation de libération du Levant (*Hayat Tahrir al-Cham*) d'Abou Mohammed al-Joulani, elle-même issue en 2017 d'un autre rameau d'al-Qaida avec un passage par Daech. De son vrai nom Ahmed al-Charaa, al-Joulani est aujourd'hui, après le renversement de la dictature d'Assad, l'homme (relativement) fort à Damas avec le soutien turc, voire sous la coupe d'Ankara, mais sous la pression israélienne.

À cheval entre l'Irak et la Syrie : de là le nom « officiel » d'État islamique en Irak et au Levant (*Ad-Dawla al-islâmiyya fi al-'Iraq wa ach-Châm*, dont l'acronyme arabe donne Daech). À son apogée, l'organisation terroriste divisera ainsi la Syrie en trois provinces et l'Irak en quatre, chacune aux mains de responsables nommés. Avant que la Turquie choisisse de soutenir Hayat Tahrir al-Cham et Al-Joulani, les services secrets d'Ankara esquisseront une alliance tactique avec Daech contre les combattants kurdes (voir « Turquie de 1945 à Erdoğan »).

Réfugié en Syrie fin 2012, un ancien colonel baasiste irakien, Samir Abed Mohammed al-Khlifaoui, *alias* « Hadj Bakr », a conçu le schéma organisationnel de Daech. Cet ex-officier de l'armée de l'air de Saddam Hussein imagine un totalitarisme nouveau contre les populations musulmanes. Son projet séduira le chef charismatique de Daech, l'Irakien Ibrahim Ali al-Badri dit « Abou Bakr al-Baghdadi ». Si bien que ce dernier osera franchir le pas, se proclamant « calife » (commandeur des croyants) en juin 2014 après la prise de Mossoul, la deuxième ville d'Irak, par Daech. À ce titre, il exige qu'al-Qaida en général et Hayat Tahrir al-Cham en particulier lui fassent allégeance. Offre qui sera refusée.

Pour ce qui nous concerne, le schéma de Daech, fondé sur une obéissance aveugle des exécutants aux ordres, accorde une large place aux organismes de renseignement au sens large, et d'action au sens de terrorisme individuel comme de masse. Un terrorisme fondé sur les attentats-suicides, lesquels présentent l'immense avantage de diminuer drastiquement le risque qu'un de leurs exécutants capturés par la partie

adverse – contre-espionnage, police, armée, groupe rival – ne révèle les secrets de l'organisation. Le terrorisme suicidaire, en d'autres termes, est plus étanche que le terrorisme « traditionnel » où les exécutants conservent quelques chances de survie après l'accomplissement de leur mission.

Suicidaire, mais spectaculaire aussi. Pour définir les formes modernes du terrorisme, Raymond Aron l'a présenté comme « une action de violence dont les effets psychologiques sont hors de proportion avec les résultats purement physiques ». Il y a peu de chance pour que les dirigeants de Daech aient lu Aron. Mais la spectacularisation de la terreur qu'ils ont pratiquée à grand renfort d'images de décapitations largement diffusées sur les réseaux sociaux correspondait à sa définition. Avec cette spécificité, on l'a dit, que l'État islamique (EI) atteindra, un temps, le stade de proto-État, soit plus qu'un mouvement terroriste de pure contestation sans base territoriale fixe.

Un appareil très élaboré

L'appareil de sécurité interne-renseignement-terrorisme intérieur et extérieur de l'État islamique était l'Amniyat. Sa division de « contre-espionnage » sera un temps commandée par un Français, Salim Benghalem. Le département des opérations extérieures (*Amn al-Kharji*) obéira, lui, au Belge Oussama Atar. Il sera notamment associé pour les opérations en Europe à cet autre Belge, Abdelhamid Abaaoud, probable cerveau à distance des attentats de janvier 2015 à *Charlie Hebdo* ou à l'Hypercacher de la porte de Vincennes, puis chef d'orchestre sur place de ceux du Bataclan et autres lieux des massacres de novembre 2015 à Paris. Notons au passage que, dans la détermination des cibles à frapper, l'EI semble avoir fait un usage judicieux des algorithmes.

Quelque 250 Français ont rejoint les rangs de l'organisation terroriste sur les 2 000 ressortissants étrangers à son service. Ils lui apporteront,

comme d'ailleurs ses affidés belges, allemands, britanniques, turcs et autres, un regard plus incisif sur les sociétés où ils ont vécu. Un avantage en matière de communication et de propagande, y compris de terreur. Le complète, à l'usage des membres ou des sympathisants, une documentation « technique » exhaustive, voire éclectique, disponible elle aussi sur Internet. Concernant le repérage de cibles à Paris ou à Bruxelles, enfin, l'apport des membres européens de Daech reste appréciable.

Tant que l'État islamique disposera d'une base territoriale à Raqqa, Alep ou Mossoul, l'Amniyat va faire preuve d'une redoutable efficacité. C'est à partir de ces villes, en effet, et sous une forme très centralisée que l'Amn al-Kharji choisit ses cibles, met au point ses attentats et en désigne les responsables comme les exécutants. Là aussi, côté répression, Daech dispose d'un système carcéral d'une parfaite inhumanité. Tortures et exécutions sommaires en constituent le lot quotidien, comme d'ailleurs dans la Syrie ennemie de Bachar al-Assad.

Sauf peut-être un sujet britannique repéré et exécuté, il ne semble pas que les services occidentaux aient réussi à détenir une taupe profonde au sein de l'appareil sécuritaire de Daech. Le groupe terroriste répond en effet aux ordres d'une hiérarchie assez imperméable pour poser de sérieux problèmes aux CE occidentaux : qui est qui dans l'organisation à tel ou tel moment ? Extrêmement cloisonné, il se révèle capable de produire de bonnes synthèses sur la base de ses informateurs en terres de *Djihad al-Harb* (pays à conquérir, occidentaux en particulier). Ses fiches numériques sont tenues à jour, le fait de disposer d'un territoire autonome permettant d'entreposer les bases de données dans des endroits sûrs. Un système carcéral est également mis en place, avec un goût raffiné pour la torture. Nos compatriotes, qui ont survécu à leur prise en otage par Daech, en feront l'amère expérience dans les sous-sols de l'hôpital d'Alep à l'instar de Didier François, aujourd'hui consultant pour LCI, la chaîne d'informations

télévisées continues. Ou encore Nicolas Hénin, dont un des geôliers passera la main le long de l'arête de son nez pour voir s'il ne serait pas juif.

Crimes, mutilations et exécutions sommaires en constitueront le lot quotidien. Ici comme d'ailleurs dans la Syrie ennemie de Bachar al-Assad, la souffrance et la vie humaines comptent d'autant moins que la paranoïa propre à tous les systèmes totalitaires sévit sous forme aiguë : les ennemis et leurs espions seraient partout.

Deux effets complémentaires

À propos d'ennemis, puisqu'en face, les contre-espionnages s'avèrent de plus en plus efficaces, car de mieux en mieux coordonnés entre les pays cibles, l'Amniyat mise sur deux effets complémentaires.

1. La saturation : des rumeurs ou des projets d'attentats tous azimuts filtrant au travers de conversations téléphoniques ou numériques potentiellement interceptées.
2. La diversion : de vrais attentats perpétrés ailleurs que sur les sites « désignés » par ces rumeurs et ces faux projets.

L'objectif de cette combinaison : épuiser les pays occidentaux, en manque chronique d'effectifs qualifiés pour l'antiterrorisme et le CE. Tant que subsistera la base territoriale de Daech, cet objectif sera en partie atteint, sans toutefois aveugler les services compétents comme c'était l'ambition.

Écrasé par la force militaire des pays démocratiques et donc privé de cette base territoriale, l'État islamique en est revenu aujourd'hui à des formes d'organisation et de cloisonnement moins sophistiquées. Pour autant, la structure organisationnelle clandestine Daech a survécu à la disparition de sa structure protoétatique.

Pour toutes ces raisons depuis l'effondrement fin 2024 du régime de Bachar al-Assad en Syrie, les services de renseignement occidentaux, mais

aussi russes et turcs, ont renforcé leur vigilance. En cause : le possible regain de l'islamisme radical. Il peut se manifester par des métastases de l'EI *via* Internet, dont la tragique nuit de la Saint-Sylvestre 2024-2025 à La Nouvelle-Orléans a donné un exemple. Ou encore par une tentative de renaissance organisationnelle de Daech dans le Nord-Est de la Syrie à la faveur de la recomposition régionale. Une résurgence pour l'instant contrariée par l'attitude hostile du groupe Hayat Tahrir al-Cham, nouveau maître de la Syrie, et ennemi juré de l'État islamique. Mais tant qu'on n'est pas mort, on peut encore mordre. Pour revenir en force, Daech mise sur une reprise de la guerre civile. Quant à sa branche afghane et caucasienne, l'État islamique au Khorassan, auteur entre autres de l'attentat meurtrier de mars 2024 au Crocus City Hall de Moscou et de ses 145 morts, il concentre un vrai potentiel destructif, comme le soulignent les experts de l'ONU.

Dansey Claude Edward Marjoribanks (1876-1947)

Directeur opérationnel du MI6 de 1939 à 1945, « Uncle Claude » – son surnom – a pesé beaucoup plus lourd que son supérieur hiérarchique Stewart Menzies, directeur du service, sur le destin de la Seconde Guerre mondiale. D'où sa place dans ce dictionnaire. Elle retrace une existence pour le moins contrastée et mouvementée. Surpris en pleine expérience homosexuelle en 1894, Dansey ne peut intégrer Sandhurst, le Saint-Cyr britannique. Son initiation militaire, il la fera quand même dans les opérations de contre-guérilla pendant la guerre des Boers. Le 29 novembre 1900, il intègre les rangs du renseignement militaire, la Military Intelligence. Son existence aventureuse le conduit ensuite en Somalie. Fin 1909, le capitaine Dansey regagne Londres, muni de cinq citations.

« Officier en retraite », il fait ses classes au MI6 comme agent itinérant au Maroc, au Mexique et au Congo belge. Fin 1911, le voilà régisseur près de New York d'un domaine privé fréquenté par des milliardaires, lieu de recueil idéal pour le renseignement. C'est là qu'il rencontre une jolie divorcée américaine, Pauline Cory Ulman, qu'il épousera en 1915.

Entre-temps, la Grande Guerre a éclaté. Rentré en Angleterre, le major Dansey passe du MI6 au MI5 comme chef de la section E chargée de la surveillance des étrangers. En novembre 1919, le voilà « prospecteur pétrolier ». Il effectue bien d'autres missions jusqu'au jour de 1936 où le petit monde de Broadway Buildings, l'immeuble du MI6, apprend par la rumeur cette nouvelle stupéfiante : Hugh « Quex » Sinclair, qui dirige le service depuis 1923, l'aurait viré pour malversations financières ! Ce limogeage est en réalité le fruit d'une ruse. Dans l'optique d'un conflit armé avec l'Allemagne nazie, Dansey, *alias* « Z 1 », s'emploie à marier divers intérêts privés à ceux de la Couronne au sein d'un réseau parallèle moins compromettant et surtout moins visible, le réseau « Z ».

Exilé à Rome d'abord, puis en Suisse, le « colonel Z » étend ses tentacules dans toute l'Europe. À Prague, Zurich, Berne, Lausanne, Bâle, Bruxelles, Copenhague, Rome, Vienne jusqu'au rattachement de l'Autriche à l'Allemagne en 1938, La Haye, Madrid et Lisbonne. Et même outre-Atlantique à New York et Ottawa. Il dispose d'un mode spécifique de financement, de son propre chiffre, de ses propres moyens de communication avec Londres.

En octobre 1939, peu après la déclaration de guerre à l'Allemagne, Uncle Claude réintègre toutefois Broadway Buildings à la surprise quasi générale, pour être aussitôt nommé directeur des opérations. Une raison de plus selon lui pour déplorer la mise sur pied du Special Operations Executive (SOE), le service action churchillien du temps de guerre, qu'il considère comme une dangereuse bande d'amateurs.

Un des rares destinataires des *intercepts* issus de la mise au clair des messages cryptés par la machine électromécanique allemande, Enigma, Uncle Claude met toutes ses forces non dans l'anéantissement complet du SOE, mission impossible tant Churchill tient à « son » service action, mais dans des manips subtiles, comme celle de l'agent triple français, Henri Déricourt, instrument au printemps 1943 d'une manœuvre à double détente : l'intoxication du Sicherheitsdienst, le service secret de la SS, côté cour et l'affaiblissement du SOE, côté jardin.

La Suisse, terrain qu'il connaît de longue date, est par ailleurs commode pour Uncle Claude afin de nouer des liens avec l'aile antinazie de l'Abwehr. Des contacts qui, rapport de force interallié oblige, passent par certaines formes de partage de renseignement avec Allen Dulles, chef de l'OSS en Europe basé à Berne (voir « Dulles Allen »). Dansey suit avec attention les exploits de travail de la London Controlling Section and Joint Security Control, qui joue un rôle clé dans la désinformation stratégique des nazis (voir « Désinformation »).

Ainsi le MI6 s'emploiera-t-il sous sa direction à manipuler des agents doubles de haute volée, quitte à sacrifier aux fins d'intox certains réseaux du SOE, en France et en Hollande notamment. Le 1er mars 1945, le Tout-Londres, sidéré, reçoit un faire-part de (re)mariage. Les heureux futurs époux s'appellent Mrs Frances Gurney Rylander, 35 ans, kinésithérapeute attitrée du MI6, et sir Claude Dansey, son ancien patient. « Si je venais à disparaître, allez au coffre-fort et brûlez les papiers qui s'y trouvent », a demandé le septuagénaire à son épouse.

Il s'éteint le 11 juin 1947. Fidèle à sa parole, lady Frances, s'exécute. Ainsi disparaissent les documents sans doute éclairants qu'Uncle Claude a choisi de faire sombrer dans l'obscurité.

De Gaulle et les services secrets

Affecté en 1929-1931 au commandement des 2e et 3e bureaux à l'état-major du général Louis de Bigault du Granrut, commandant supérieur des troupes françaises en Syrie et au Liban alors sous mandat français, le chef de bataillon Charles de Gaulle ne pouvait se désintéresser des organes de renseignement. Et pour cause, puisqu'il en avait un sous ses ordres. Pour autant, son image des services n'est pas fameuse : n'ont-ils pas été au cœur de l'affaire Dreyfus, qui a tant divisé la France et les Français (voir « Affaire Dreyfus ») ? Les histoires de service, c'est, pour reprendre une de ses expressions favorites, une « boîte à chagrin ».

De retour en France, de Gaulle, fantassin par choix, innove en prônant la force mécanique. Autrement dit, la guerre des chars. Mais sur les questions de renseignement, y compris le renseignement tactique en relation avec les offensives de blindés, il reste sec. Quant au rôle de l'aviation, il le mentionne à peine. Alors le renseignement aérien, pensez…

Après son appel fondateur du 18 juin 1940, la France libre n'est rien d'autre qu'une maison à bâtir. Le 1er juillet 1940, le Général nomme André Dewavrin à la tête du 2e bureau des Forces françaises libres (FFL). Des FFL pour lesquelles le « Grand Charles » n'imagine, pour l'heure, qu'un rôle militaire assez classique. La mue politique gaullienne : la France libre pensée comme l'embryon d'un État à reconstruire du plancher au plafond contribuera, ainsi que des circonstances sans cesse mouvantes, à changer la physionomie de ce 2e bureau, voire sa nature. Il deviendra le Bureau central de renseignement et d'action militaire (BCRAM), puis le Bureau central de renseignement et d'action tout court, le BCRA. Des métamorphoses successives fruit du travail de Dewavrin, *alias* « Passy » et de son équipe en direction notamment de la France occupée (voir « Passy, André Dewavrin, dit colonel »). Ces néophytes en matière de services secrets ont tout à apprendre. Or, au fur et à mesure qu'ils se dégagent de la tutelle du MI6 britannique, sourdement envahissante, on les a vus se hausser à la hauteur des circonstances en autodidactes doués qu'ils sont.

Première chausse-trappe

Dans l'intervalle, de Gaulle aura dû s'extirper d'une série de chausse-trappes. Anglaises d'abord bien entendu, puis américaines. Fin 1940-début 1941, le premier de ces coups fourrés, dont l'auteur du présent dictionnaire a révélé les détails pièces à l'appui en 2012-2013, sera l'œuvre conjointe du MI6 et du MI5. Le but de ce complot dit « affaire Howard » n'était pas de détruire la France libre et son fondateur dans une période où l'Angleterre, seule en guerre face au III^{e} Reich, ne croulait pas vraiment sous les soutiens. Il s'agissait de faire passer le « Mouvement de Gaulle » sous les fourches Caudines du gouvernement de Sa Majesté. En clair, transformer les Français libres en supplétifs et certainement pas en alliés véritables comme ils l'espéraient.

Regardons cette vilaine affaire de plus près. « Howard » ? Rien d'autre que le pseudonyme de Jacques Meffre. Très probritannique, ce Français libre là est sous l'influence du commander Kenneth Cohen, chef de la section française du MI6 et mentor de Passy, alors novice en matière d'espionnage. Cohen qui a imposé à dessein Meffre à la tête du service de sécurité de la France libre, écartant le moins malléable Robert Jobez. En sa qualité d'ancien responsable de la police de la concession française de Shanghai et d'excellent anglophone, Jobez en connaissait un rayon sur les coups tordus des hommes de Sa Majesté.

Aimablement fournie par Cohen, la secrétaire anglaise bilingue du service de sécurité, Penelope Lloyd-Thomas, ne possède pas seulement beaucoup de charme – une carte que les Britanniques n'hésitent pas à jouer systématiquement contre les Français libres, jeunes célibataires pour la plupart. Au trop naïf « Howard », miss Lloyd-Thomas va en effet refiler des éléments aussi saisissants que bidon. Ils impliquent à tort l'amiral Émile Muselier, rival de De Gaulle au sein des FFL. Chef des Forces navales françaises libres, l'amiral œuvrerait en sous-main avec Vichy. Pour prix de sa supposée trahison, il aurait même touché 2 000 livres.

Ces faux ont été fabriqués par l'adjudant FFL Lucien Collin, *alias* « Serge Treize ». Un personnage douteux déjà convaincu avant-guerre de falsification dans une affaire célèbre, le scandale de l'Aéropostale.

Sur cette base pour le moins hasardeuse, Muselier est jeté en prison par les Anglais dès le 2 janvier 1941. On prétend même le faire juger par des tribunaux britanniques. Le but de la magouille : contraindre de Gaulle à se désolidariser de l'amiral, donc à accepter la mainmise anglaise sur la France libre. Les FFL seraient ensuite faciles à réduire à une sorte de Légion étrangère au service de la Couronne. Après une longue hésitation que Muselier ne lui pardonnera jamais, le Grand Charles finit par deviner ce coup tordu *made in England*. Se solidarisant de l'amiral, il exige avec force sa libération. Et l'arrache à des dirigeants conservateurs anglais comme Anthony Eden, proche de Churchill gêné d'une manœuvre aussi grossière.

Fin de la crise ? Non, car l'épisode Howard ne peut que renforcer le manque d'enthousiasme initial de De Gaulle envers les services de renseignement. Recevant Kenneth Cohen le 8 janvier 1941, il lui annonce que la France libre cessera de coopérer avec les services britanniques tant que ces derniers n'en reviendront pas à de meilleurs sentiments envers elle.

Ces affaires de services, le Général les déteste, désignant avec dédain leurs activités en anglais comme des traquenards d'*Intelligence*. Dans ses *Mémoires de guerre*, il concédera néanmoins plus tard que la vogue des romans d'espionnage avant 1939 avait contribué à la Résistance en facilitant « le recrutement des missions spéciales ». Sauf qu'à l'en croire, cette vogue aurait introduit du même coup dans les réseaux clandestins trois péchés capitaux, « le romantisme, la légèreté, parfois l'escroquerie ». On est assez loin d'un panégyrique…

La méfiance croît au point que de Gaulle envisage un moment de renvoyer des FFL tous ceux qui seraient mariés avec des sujettes de Sa Majesté, considérées en bloc comme des agentes de l'Intelligence Service !

Si la mesure s'appliquait aussi aux petites amies du moment, elle contribuerait, c'est certain, à une désorganisation totale de la France libre.

Parallèlement, le Général s'indigne des agissements des Anglais qui, sous prétexte d'interrogatoires de sécurité menés par leur contre-espionnage, tentent de s'annexer nos compatriotes venus en Angleterre prendre rang au sein des FFL. Il hausse le ton. « En conséquence, vous avertirez les services britanniques que nous cessons toute relation de quelque nature que ce soit avec eux jusqu'à ce que nous soient rendus les Français en question », ordonne-t-il ainsi à Passy par courrier manuscrit du 24 octobre 1941. Un chantage à la « grève du renseignement » qui n'atteindra d'ailleurs son objectif qu'à demi, le MI6, le MI5 et autres SOE continuant leur entreprise de satellisation de résistants français quoique de façon un peu moins voyante. Lors de son passage obligé à la Royal Victoria Patriotic School, le centre de triage du MI5 à Wandsworth, chaque nouvel arrivant de l'Hexagone se voit en effet proposer en priorité l'option passage dans les rangs des services de Sa Majesté. Tel sera le cas – d'ailleurs en vain – pour des hommes du calibre d'un Jean Moulin ou d'un Pierre Brossolette. Trop français pour se laisser suborner par l'allié britannique, nous les retrouverons bientôt frères ennemis au sein de la France libre.

Du bon usage du BCRA

Peu à peu, l'homme du 18 Juin va revenir sur son aversion de départ à l'*Intelligence*. Tandis que Passy structurait le BCRAM avec l'aide de son bras droit André Manuel, le Grand Charles a en effet réalisé l'intérêt de cette nouvelle structure. D'autant que, rebaptisé, on l'a vu, BCRA tout court en juillet 1942, le service se dote à cette date d'une aile politique qui lui confère un caractère assez original. Désormais, le Général entend transformer le BCRA à la fois en instrument de prise de pouvoir et en outil

diplomatique. De quoi dépasser largement le cadre du renseignement *stricto sensu*.

Dans l'optique du débarquement en France de préférence à tout autre pays côtier d'Europe, les Alliés ont en effet un besoin impérieux des informations collectées par les soixante réseaux de la Résistance intérieure liés au service secret gaulliste, plus présent sur le terrain français avec ses 35 000 agents que le MI6, le SOE voire l'OSS. Cet atout, le Général va le monnayer habilement selon un donnant-donnant diplomatique. Et là, pour le coup, les services secrets s'avèrent diablement utiles à une France combattante trop dépendante des Anglo-Américains à son goût.

Au fur et à mesure qu'il prend conscience de l'importance politique du facteur renseignement, le fondateur de la France libre s'enhardit. Voici par exemple comment il présente les choses le 23 juillet 1942, lors d'une entrevue londonienne avec le général George Marshall en une période où de Gaulle est loin de percevoir l'hostilité profonde que lui voue la Maison-Blanche. Et d'expliquer au chef d'état-major américain que la France combattante, extension officielle de la France libre à la Résistance intérieure intervenue le 14 à l'occasion de la fête nationale, aurait « un grand nombre de réseaux de renseignement qui fonctionnent bien, au point que presque tous les renseignements qui parviennent aux Alliés sur l'ennemi cantonné en France sont pratiquement fournis par nous ». Excessif, cet optimisme n'en est pas moins fondé. Plus les Alliés progresseront dans la préparation du jour J, et plus ils réaliseront que, sans l'apport en renseignement des réseaux gaullistes, la libération de la France serait beaucoup plus coûteuse en vies britanniques ou américaines.

De Gaulle incontournable : même Allen Dulles chef pour l'Europe de l'OSS basé à Berne, pour qui seul compte l'intérêt des États-Unis, et Claude Dansey, le directeur opérationnel du MI6, pour qui seul compte l'intérêt de son service secret, ne tarderont pas à s'en rendre compte (voir « Dulles Allen » et « Dansey Claude Edward Marjoribanks »). Pour qu'ils acquièrent

tous deux pareille certitude, il faudra néanmoins que de Gaulle parvienne à prendre le dessus sur Henri Giraud, son rival au sein de la France combattante.

Baroudeur au courage physique légendaire, le général d'armée Giraud a été capturé par les Allemands en 1940. Mais en avril 1942, il fausse compagnie à ses geôliers de la forteresse prussienne de Königstein. Pris en charge de l'autre côté de la frontière par le colonel Roger Masson, chef des services de renseignement de l'armée helvétique, le fugitif s'achemine en zone française non occupée. Furieux de ce coup d'éclat, Hitler exige son assassinat. À défaut d'y parvenir, il fera déporter une grande partie de sa famille…

Une fois en France, Giraud écarte l'indécente suggestion du chef du gouvernement collaborationniste de Vichy, Pierre Laval : retourner se constituer prisonnier en Allemagne dans l'espoir de calmer la colère du Führer ! Décidé à reprendre le combat, démarche qui suffit à elle seule à l'opposer à l'esprit maréchaliste de capitulation, Giraud noue au contraire des contacts discrets avec les agents spéciaux du Département d'État américain, toujours présents à Vichy à cette date en raison du maintien des relations diplomatiques avec Washington.

L'évadé prépare son exfiltration en Afrique du Nord où les Alliés, sur le point de débarquer, lui donneront, croit-il, le commandement des opérations. Sauf que Dwight Eisenhower dit Ike, le commandant en chef américain, n'escompte rien de plus de Giraud que le ralliement des troupes françaises d'Afrique du Nord à la cause alliée.

Montée par le MI6 avec le concours sur le terrain du service de renseignement clandestin l'Alliance que dirige Marie-Madeleine Fourcade, l'opération *Minerve* réussit parfaitement. Récupéré au large du Lavandou par un sous-marin britannique déguisé en submersible américain, histoire de sauver les apparences, l'évadé de Königstein gagne Gibraltar, puis en avion l'Algérie, où il se voit d'ailleurs hué par des troupes françaises encore

fidèles à Vichy. C'est seulement après l'assassinat de l'amiral Darlan le 24 décembre 1942 au palais d'été d'Alger par Fernand Bonnier de La Chapelle, jeune résistant manipulé par certains monarchistes, comme l'étrange abbé Pierre-Marie Cordier, certains gaullistes comme deux des frères d'Astier de La Vigerie ainsi que par la mission nord-africaine *Massingham* du SOE, que Giraud prendra les leviers de commande au Maghreb avec le titre insolite de « commandant en chef civil et militaire ».

L'idéal, l'auteur a eu l'occasion de l'écrire maintes fois, aurait été que de Gaulle et Giraud s'entendent au motif d'un égal patriotisme. Mais on ne refait pas l'Histoire, les hommes sont tels qu'ils sont. Commence donc un long bras de fer entre les deux généraux pour le contrôle de la France combattante.

Giraud, de Gaulle et les services spéciaux

Leur conflit a ses implications dans le domaine des affaires secrètes. Après l'invasion de la zone non occupée en novembre 1942 consécutive au débarquement allié en Afrique du Nord, les chefs du SR-SCR (le service de renseignement et de contre-espionnage militaire français d'avant-guerre, rebaptisé 5e bureau au début des hostilités) sont parvenus à gagner Alger. Depuis l'armistice de 1940, ces officiers : le colonel Louis Rivet, numéro 1 ; Georges Ronin, patron du SR air ; le commandant Paul Paillole, professionnel du contre-espionnage qui les rejoint en Algérie après un passage à Londres, menaient un combat antiallemand clandestin toléré du bout des doigts par une aile des autorités vichyssoises (voir « Résistance – réseaux de renseignement de la »).

Soutenu par ces officiers, Giraud voit très classiquement dans les services une émanation de l'armée comme c'était le cas avant-guerre. Pas par stupidité de brute galonnée, comme l'insinueront les gaullistes, toujours

impitoyables envers les adversaires du Grand Charles. Giraud n'a rien d'un crétin, mais, de dix ans plus âgé que de Gaulle, il reste le produit de son éducation militaire dans la France de l'après-affaire Dreyfus. Pas question pour l'armée de se mêler de politique, ce serait revivre cette période de déchirement entre Français, pas question pour un officier d'en connaître même les rudiments. C'est là que réside ce que Giraud désignera lui-même dans ses Mémoires comme son « inconcevable naïveté politique ».

En vertu de ses instructions de « commandant en chef civil et militaire », le colonel Louis Rivet prend donc le contrôle de la Direction des services de renseignement et de sécurité militaire (DSR-SM), nouveau nom du SR-SCR. Paillole, pour sa part, continue un certain temps de présider aux destinées des deux secteurs les plus performants : le CE et la Sécurité militaire. En France occupée, les réseaux de renseignement liés à l'Organisation de résistance de l'armée, l'ORA, se considèrent comme le prolongement clandestin de l'armée française. À ce titre, Giraud leur apparaît comme leur patron « naturel ». En revanche, les autres grands mouvements réservent ce rôle de dirigeant à l'homme du 18 Juin. À l'exception bien sûr des réseaux du MI6 et du SOE, mais aussi du Service B, l'organe de renseignement des Francs-tireurs et partisans français, lesquels renvoient les deux généraux dos à dos pour mieux les affaiblir (voir « Beyer Georges »).

Associé-adversaire de Giraud au sein du Comité français de la libération nationale (CFLN), embryon gouvernemental de compromis que les deux rivaux étoilés président de concert à partir de juin 1943, de Gaulle développe une conception beaucoup plus politique du rôle des services. Sans doute moins compétents sur le plan technique que les vieux routiers de la DSR-SM encore que Passy et son adjoint André Manuel aient fait de sérieux progrès depuis 1940, les animateurs du BCRA lui paraissent à la fois fidèles et fiables. Plus au contact des réalités de la France occupée aussi, et cela compte beaucoup.

L’audace fait partie de l’ADN français libre. Pour la plupart issus de la société civile, autre particularité de ce service décidément très spécial, ces hommes et ces femmes raisonnent en effet d’instinct s’agissant de période révolutionnaire où rien ne fonctionne selon les règles habituelles, les gens comme les structures. Pour parachever le tout, de Gaulle peaufine sa vision étatique du problème : les services spéciaux ne sauraient dépendre que d’une instance gouvernementale, pas de l’état-major, comme c’était le cas du « vieux SR » d’avant 1940.

Une conception qu’il ne pourra développer qu’après avoir supplanté Giraud en s’appuyant notamment sur la Résistance intérieure. Or, côté gaulliste aussi, les différences d’appréciation se font jour. On parlait plus haut de Pierre Brossolette. Il « était d’une intelligence aiguë avec parfois un peu de condescendance envers les gens moins intelligents que lui », a confié le colonel Passy à l’auteur en 1998, peu avant sa mort. Brossolette, journaliste socialiste antimunichois avant-guerre, dont il fera son conseiller pour l’action parapolitique.

Depuis son arrivée à Londres en avril 1942, la nouvelle recrue du BCRA reste fermement opposée aux partis politiques anciens, vomis comme autant de « sépulcres blanchis », y compris la SFIO dont il provient. Cet homme au caractère bien trempé n’est pas du tout diplomate. Pour avoir pris l’initiative d’écrire à de Gaulle en novembre 1942 une lettre critiquant son attitude trop hautaine, Brossolette, désormais plus gaulliste que le Grand Charles, va finir de s’aliéner une bonne part de l’empathie initiale du chef de la France combattante. Or, parallèlement, le Général prête une oreille de plus en plus attentive aux messages de l’ancien préfet de Chartres, Jean Moulin, qu’il a fait le délégué en France du Comité national français, la première mouture du CFLN. Moulin qui va proposer la création d’un Conseil de la Résistance réintroduisant non seulement les mouvements, mais aussi les partis politiques d’avant-guerre.

Passy et Brossolette contre Jean Moulin

Pendant ce temps, le lien personnel entre Passy et Brossolette sort renforcé de leur travail commun en France occupée à l'occasion de la mission *Arquebuse* (Brossolette) – *Brumaire* (Passy) – de février-mars 1943. Objectif : évaluer sur place et orienter la réalité résistante. Pour ce qui concerne l'espionnage en particulier, il s'agit d'organiser au sein de chacun des grands mouvements « généralistes » un réseau exclusivement consacré au travail de renseignement. Rattaché au BCRA bien entendu : la transmission des messages de ces réseaux à Londres doit d'ailleurs être facilitée par la mise sur pied par le service de « centrales » disposant d'un matériel radio et d'un personnel technique compétent.

Résulte de la mission *Arquebuse-Brumaire* et de l'activité clandestine de Moulin ce chassé-croisé entre Londres et la France : Brossolette part pour la France en premier, Passy le rejoint ; Moulin et le général Delestraint quittent, eux, provisoirement la France pour l'Angleterre, Manuel revient clandestinement dans l'Hexagone, Passy et Brossolette repartent pour Londres.

Ces deux derniers s'opposent de front au projet de Conseil de la Résistance défendu par Moulin. Sans attendre le retour prochain de la zone sud de l'ex-préfet de Chartres, ils s'empressent de mettre en place, le 26 mars, un Comité de coordination des mouvements de la zone nord quasi contradictoire avec ses efforts. Voici pourquoi, soumis à la pression terrible de la clandestinité, Brossolette et Moulin en sont venus à se haïr. Lors d'une rencontre le 30 mars 1943 à Paris, les deux hommes s'affrontent durement sous l'œil effaré de Passy. Le ton monte au point que le chef du BCRA se prend à craindre que les voisins, alertés par ce vacarme, alertent la police.

Apparaissent ainsi de façon brutale les contradictions inhérentes au gaullisme de guerre. Ce d'autant qu'André Manuel va se ranger du côté de Moulin. Finalement, l'ancien préfet de Chartres finira par l'emporter, mais au prix de sa vie. Avant de disparaître, il aura rendu un ultime service à de

Gaulle dans son conflit contre Giraud en anticipant d'une bonne quinzaine de jours la naissance du Conseil national de la Résistance.

Sous la plume de Moulin, le CNR, qui ne s'est pourtant pas encore réuni même si cette échéance est proche, demande dès le 8 mai 1943 la formation immédiate d'un gouvernement provisoire à Alger sous la présidence du général de Gaulle et avec Giraud comme chef militaire. Et Moulin d'ajouter : « Quel que soit le résultat de cette négociation – sur la composition dudit gouvernement provisoire –, de Gaulle demeurera pour tous le seul chef de la Résistance française. » Le temps d'être transmis et déchiffré, le message parviendra à Londres quelques jours plus tard, soit avant la véritable réunion constitutive du CNR, le 27 mai 1943.

Les gaullistes vont donner une large publicité à ce message qui arrange si bien leur cause. Effet immédiat : la presse britannique et américaine reprend les principaux éléments de ce texte émanant d'une sorte de préparlement clandestin à tendance démocratique. Une pierre dans le jardin de Giraud.

Assez tortueusement, l'homme du 18 Juin va mettre à profit la libération de la Corse, affaire réussie par son rival seul en septembre-octobre 1943, pour l'écarter de la coprésidence du CFLN. C'est chose faite le 9 novembre. Giraud, qui reste quand même commandant en chef, vient de perdre une grande partie de ses prérogatives. Dans le domaine du renseignement, par exemple, il n'est plus à même d'imposer ses vues. Résultat : le 20 novembre 1943 à Alger, Jacques Soustelle prend, par décision conjointe des deux généraux, la tête de la Direction générale des services spéciaux, la DGSS. Spécialiste des civilisations précolombiennes, ce Cévenol fut, au Mexique, un honorable correspondant du vieux SR (voir « Soustelle Jacques »). Lié depuis cette époque aux officiers giraudistes, il le sera ensuite à la France libre, rejointe à Mexico dès juillet 1940 avant de gagner Londres à la fin de cette même année. L'homme idoine, pense-t-on, pour marier deux cultures radicalement différentes du renseignement en

cumulant le savoir-faire des vétérans du SR-SCR en matière de contre-espionnage et de sécurité militaire avec celui du BCRA dans le double domaine de l'action et des liens avec la société civile. Ses adjoints seront Rivet et Passy, chef du seul BCRAL, l'aile londonienne de la DGSS et vite promu directeur technique des services spéciaux. Deux postes clés, car c'est de Londres plus que d'Alger que partent les missions vers la France occupée. En particulier vers la zone nord, essentielle dans l'optique du futur débarquement allié. Le colonel en profite pour renforcer les liens avec les Britanniques, qui passent surtout par le SOE.

Mars-avril 1944 l'éloigne toutefois un peu du domaine des services secrets. Chef d'état-major du général Pierre-Marie Koenig, le vainqueur de la bataille de Bir Hakeim, délégué français auprès des états-majors alliés qu'assiste Henri Ziegler, plus tard cofondateur d'Airbus, le voilà responsable des Forces françaises de l'intérieur, les FFI. En août, donc après le débarquement, il prendra le commandement en second de la mission interalliée *Aloès* en Bretagne, comblant ainsi son désir de combattre les armes à la main sur le sol français.

Quels services pour l'après-guerre ?

Le 3 juin 1944, de Gaulle, qui vient d'évincer définitivement Giraud, prend la tête du tout nouveau Gouvernement provisoire de la République française avant de gagner l'Angleterre. Là, il apprend de la bouche de Churchill l'imminence et le lieu exact du débarquement allié. La date exacte du jour J, l'homme du 18 Juin l'ignorait, mais son lieu, non. Grâce au travail de Passy, d'André Manuel et de toute l'équipe du BCRAL « décryptant » leur travail commun avec les services et les forces spéciales alliés, de Gaulle savait à l'avance que ce serait la Normandie.

Après la réussite du débarquement, la voie est désormais libre pour lui. Il devra quand même triompher d'une dernière embûche tendue, sur ordre

supérieur de Washington, par Allen Dulles. Ce mois d'août 1944, intervient l'ultime tentative pour tirer le tapis sous les pas de De Gaulle avant qu'il arrive à Paris en triomphateur. Un Grec d'origine correspondant de l'OSS, Andreas Enfieropoulos, dit « André Enfières », doit manigancer une passation directe « à l'amiable » du pouvoir de Pierre Laval, le chef du gouvernement collaborateur, à Édouard Herriot, dernier président en date de la Chambre des députés, personnalité politique de gauche de la III^{e} République connue à Washington qu'on ferait venir à Paris avec l'accord des Allemands. La manœuvre serait alors présentée au public américain comme « légale ». Elle va tourner court en raison du caractère timoré d'Herriot, mais aussi de l'opposition résolue du futur président de la République, René Coty. Le Général arrive sur ce dans Paris libéré qui l'acclame : impossible de le mettre hors circuit.

Cet épisode contribuera à nourrir la méfiance, voire l'hostilité, de De Gaulle envers les Américains en général, et leurs services secrets en particulier.

Le 26 octobre 1944, la DGER (Direction générale des études et recherches) prend la suite de la DGSS. Dès le 20 avril 1945, Soustelle, homme politique beaucoup plus qu'homme d'action, rétrocède sur ordre de De Gaulle les leviers de commande à Passy, qui vient de boucler deux tournées successives à l'étranger : l'une aux États-Unis et l'autre en Extrême-Orient. Parallèlement, le 22 novembre, Roger Warin dit « Wybot », ancien résistant au sein du Bureau des menées antinationales de Marseille puis patron très contesté du contre-espionnage du BCRA, obtient de porter sur les fonts baptismaux la Direction de la surveillance du territoire, matrice de l'actuelle DGSI.

Tandis que Wybot s'affaire à structurer « sa » DST de façon efficace, Passy réduit de façon drastique le gonflement numérique de la DGER, qui avait atteint le nombre astronomique de 10 000 fonctionnaires. Assez pour faire planer le spectre d'une superpolice politique alors qu'il s'agit surtout,

dans le contexte de l'après-Libération, d'un organisme de liquidation administrative des réseaux de résistance liés à l'ex-BCRA. Chaque chef de réseau survivant doit en effet, sous sa responsabilité et celle de ses adjoints, établir la liste nominative des anciens agents, préciser leurs états de service et les répartir selon les catégories PO (occasionnels), P1 (agents conservant une activité professionnelle en marge de leur travail clandestin régulier) ou P2 (permanents dotés de moyens d'existence par leur organisation).

Moins la DGER a de missions de renseignement à accomplir, et plus elle estime avoir besoin de locaux ! Histoire de faire le ménage, Passy remet à la disposition des nouvelles autorités 101 immeubles de bureaux sur les 105 qu'occupait jusqu'à son arrivée la DGER. La mise à l'écart de nombre d'anciens résistants s'impose. Vrais, mais parfois supposés, car ici comme ailleurs, le copinage sévit, de sorte que la DGER est devenue une espèce d'organisme de bienfaisance offrant un toit et un salaire aux uns et aux autres. Les effectifs tombent alors à un peu moins de 2 000, chiffre beaucoup plus raisonnable déjà.

De Gaulle refuse les projets de Passy

Quid de l'avenir ? Influencé par le modèle anglais, l'ex-chef du BCRA voudrait que le service de renseignement extérieur moderne à créer opère sous l'égide du Quai d'Orsay, comme le MI6 travaille sous l'aile du Foreign Office. Passy sait-il que le service secret britannique, inquiet d'une éventuelle poussée des Soviétiques vers l'Ouest, s'interroge déjà sur la constitution de réseaux clandestins préparés pour une nouvelle résistance dans le dos de l'Armée rouge ? Ce, dans le cadre d'une entreprise typiquement anglaise de valorisation des rapports d'empathie nés de la lutte en commun d'hier contre l'Axe. C'est ainsi qu'une gaulliste aussi ardente que Marie-Madeleine Fourcade, dont le réseau Alliance est passé début 1944 de la tutelle du MI6 à celle du BCRA, a révélé à l'auteur

quarante-cinq ans plus tard comment, aux premiers temps de la guerre froide, elle continuait à fournir des renseignements sur le PCF à Kenneth Cohen, l'ancien chef de la section française du service secret de Sa Majesté (voir « Fourcade Marie-Madeleine »).

Le 29 novembre 1945, Passy s'ouvre de ses propres projets au Général. Lequel lui rétorque que la DGER, dont le statut reste flou, doit être rattachée à l'état-major de la Défense nationale pour devenir son service de renseignement et de contre-espionnage. « Dès lors, note alors Passy dans ses carnets personnels, le chef de ce service serait rattaché en fait directement au général de Gaulle et serait membre du Comité de défense nationale. » Une solution qu'il n'approuve pas. Ce refus de contrôle par l'Assemblée nationale se doublerait en effet du rejet formel d'une commission d'enquête sur la DGER que Passy, vilipendé par les communistes, demande parce qu'elle ferait litière de diverses accusations qui la visent alors « que nous n'avons rien à nous reprocher et que nous sommes restés toujours dans le cadre de nos attributions ».

Passy est très mécontent de la solution gaullienne qui jetterait les services français dans « les bras vichystes de l'état-major de la Défense nationale, donc revenir en fin de compte à la mauvaise solution d'avant-guerre » au lieu de créer un grand Intelligence Service français auquel, il en est persuadé, « tous les partis, même le parti communiste y souscriraient car l'utilité nationale en serait évidente ». Une intuition qu'il croit vérifier le 27 décembre 1945 en rencontrant personnellement Maurice Thorez, le secrétaire général du PCF, rentré depuis un an d'URSS où il avait passé quasiment toute la guerre.

L'obstination de Passy dans la recherche d'un service secret « consensuel » adapté au monde d'après-guerre n'est pas récompensée. Au contraire, de Gaulle corrige à la main le projet de mise sur pied du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage tel qu'il le conçoit. Le 4 janvier 1946, le SDECE est créé par décret non publié au *Journal officiel*.

Que cela lui plaise ou non, Passy sera son chef. Pas très longtemps d'ailleurs, car on le sait, le général de Gaulle démissionne à grand fracas de la présidence du Conseil. Fidèle, Dewavrin le suit.

En avril 1946, Pierre Fourcaud, un ancien Français libre des premiers temps, traverse la Manche. Directeur technique et numéro 2 du SDECE désormais, il vient enquêter sur une affaire de dépôts non comptabilisés officiellement à la base londonienne du service. Après examen approfondi des comptes, il apparaît qu'en effet, des sommes datant de l'époque de la DGER se sont évaporées. Voyant l'opportunité de mouiller le Grand Charles dans cette affaire, le gouvernement tripartite MRP-PCF-socialistes SFIO opte pour la manière forte. Passy allait se remarier ; on le jette aux arrêts de rigueur dans une forteresse de Metz. De quel droit cet enfermement dans une enceinte militaire puisque l'ancien officier de carrière et chef du BCRA a officiellement quitté l'armée ? Mystère. S'il oppose un mutisme de plomb, son ancien adjoint André Manuel craque, avouant aux enquêteurs que, fin 1944, Passy lui aurait ordonné de constituer trois dépôts d'argent clandestins « pour former un trésor de guerre, en invoquant la raison d'État ». Et d'en fournir les coordonnées exactes. La brouille entre les deux hommes dès lors sera définitive. Ils ne se reverront, a révélé en 1998 à l'auteur la veuve de Manuel, Jeanine, que pour une brève entrevue sans lendemain organisée par leur ami commun Stéphane Hessel, lui-même ancien du BCRA.

Ravi de l'aubaine, le président SFIO du Conseil Félix Gouin fait filtrer par la presse de fausses informations, laissant entrevoir un plan imaginaire de coup de force gaulliste. Directeur général du SDECE depuis janvier 1946 et la démission de Passy, l'ancien résistant socialiste Henri Ribière accélère l'enquête. La rumeur parle de financement politique gaulliste occulte.

On évoque aussi un enrichissement personnel, mais de preuve, aucune. En août 1946, Passy retrouve la liberté. Sur le plan judiciaire, l'affaire qui

porte son nom n'aura aucune autre suite. Le résultat obtenu : de Gaulle éclaboussé *via* Passy, personne au gouvernement n'avait en effet intérêt à pousser le bouchon jusqu'à la destruction du SDECE.

De Gaulle, les services secrets et l'Algérie

Faute d'être rappelé en catastrophe ainsi qu'il l'escomptait, le Général entame ses douze ans de « traversée du désert ». Au contraire de Churchill, qui disposait même dans ses pires moments d'informateurs bien placés au sein de l'appareil d'État britannique, ses soutiens, réduits aux fidèles de la croix de Lorraine, se font plus rares. Une fois par semaine, le Grand Charles se rend rue de Solférino dans les locaux du Rassemblement du peuple français, le mouvement gaulliste de masse créé fin 1947. La rumeur courra plus tard que son bureau aurait été sonorisé par la DST. Une assertion jamais vérifiée, mais qui écartera de la galaxie des anciens Français libres Roger Wybot, toujours patron de la Surveillance du territoire qui, de gaulliste atypique, deviendra du coup un gaulliste pestiféré.

Comme on le sait, la « traversée du désert » prend fin en mai-juin 1958. Dernier président du Conseil de la IV^{e} République avant de devenir le premier président de la V^{e}, le Général maintient à la direction générale du SDECE Paul Grossin, en poste depuis septembre 1957 (voir « Grossin Paul, général »). Franc-maçon proche des socialistes SFIO, ce général l'arrange dans la mesure où il a lancé le service action de la centrale dans une guerre meurtrière contre le FLN, le mouvement indépendantiste algérien dominant. Des attentats menés sous le pavillon d'un groupement d'extrême droite factice : la « Main rouge », astucieuse manière de détourner l'attention des médias tout en niant la responsabilité française dans ces opérations clandestines meurtrières. Affaiblir le FLN tant que de Gaulle n'a pas encore défini sa politique algérienne, c'est tout bénéfice. Le Grand Charles laisse donc faire.

Une fois à l'Élysée, il se garde d'ailleurs de piloter en direct les services secrets. Le Premier ministre, Michel Debré, s'est assuré en la matière le concours d'un descendant de l'immigration russe blanche. Coordonnateur des affaires de renseignement à Matignon, Constantin Melnik tient de la mouche du coche : il exagère son rôle, se composant aux yeux des médias le personnage de patron de l'ombre du SDECE qu'il n'est pas. Le service action commandé par le colonel Robert Roussillat ayant perpétré plusieurs attentats contre des responsables du FLN en Allemagne de l'Ouest, la propension de Melnik à se mettre en avant lui vaudra, à rebours, l'attention de la presse d'outre-Rhin. Les Allemands ne jouent pas franc jeu avec les Français, il est vrai : allié en principe du SDECE contre le bloc de l'Est, leur Bundesnachrichtendienst (BND) appuie en effet le FLN en sous-main. Il héberge des nationalistes algériens et crée des filières à l'usage des déserteurs allemands de la Légion étrangère. Pour en revenir au vibrionnant Melnik, les gaullistes pur sucre le soupçonnent d'avoir partie liée avec les Américains du fait qu'il a travaillé pour la Rand Corporation, un institut réputé proche de la communauté américaine du renseignement. Pendant la période de l'OAS, le conseiller du Premier ministre, arroseur arrosé, sera en outre mis sous écoute à la demande conjointe du ministère de l'Intérieur et de la Sécurité militaire.

Déchiré entre sa fidélité à l'Algérie française et sa fidélité au Grand Charles, Debré tente une dernière fois de dégager une « troisième force » musulmane hostile au FLN par le biais du service action du SDECE. Lequel manipule sous le nom de Front algérien d'action démocratique (FAAD) certains militants issus du Mouvement nationaliste algérien d'Ahmed Mesli dit « Messali Hadj ». Comme ce leader indépendantiste en perte de vitesse, mais toujours prestigieux, refuse catégoriquement de prêter son concours à l'opération FAAD, ébauche de constitution d'une sorte de « FLN anti-FLN », celle-ci débouche sur un échec. En octobre 1961, Grossin ordonne

de stopper l'affaire. Les « faadistes » sont abandonnés à leur sort, funeste, on l'imagine volontiers.

Plus question de « troisième voie » en effet : l'Élysée a choisi la négociation avec le seul FLN. Une décision qui passe très mal chez les pieds-noirs et dans une grande partie de l'armée. Les années 1961-1962, période finale de la guerre d'Algérie, voient ainsi la naissance de l'Organisation armée secrète, l'OAS, qui rassemble les jusqu'au-boutistes de l'Algérie française.

La lutte anti-OAS

Qui pour lutter contre l'OAS, laquelle multiplie en France et en Algérie les attentats, y compris contre la personne même du chef de l'État ? Des fonctionnaires loyalistes, mais pas forcément gaullistes regroupés au sein d'un bureau de liaison où se côtoient des membres « sûrs » de la DST ; des Renseignements généraux, de la 4e section de la PJ ; de la Sécurité militaire, la SM ; de la préfecture de Police ainsi que de la « Mission C », une force policière métropolitaine spécialement dépêchée en Algérie contre l'activisme. Pas de représentant du SDECE dans cet aréopage, son directeur général Paul Grossin ayant refusé de mêler le service secret extérieur à une affaire interne. Position partagée par le chef du service action, le colonel Robert Roussillat, qui a porté tant de coups durs au FLN. En mars 1985, Roussillat se justifiera en ces termes dans une lettre à l'auteur : « Les membres de l'OAS étaient français et se reconnaissaient comme tels [contrairement à ceux du FLN il s'entend]. S'ils commettaient des délits, c'était aux services de police de les poursuivre. »

Les gaullistes « inconditionnels », comme on dit à l'époque, sont bien entendu sur tous les fronts de cette guerre civile en gestation, Soustelle virant, lui, du côté de l'activisme. Avec l'accord du ministre de l'Intérieur, Roger Frey, des mercenaires civils, les « barbouzes », sont envoyés à Alger

et à Oran faire du contre-terrorisme. Foccart multiplie ses réseaux. Quant au ministre des Armées, Pierre Messmer, il mobilise la SM que commande le général Charles Feuvrier pour des actions qui frisent volontiers l'illégalité, comme l'enlèvement en février 1963 à Munich du colonel Antoine Argoud, un des principaux leaders de l'activisme (voir « Feuvrier Charles, général »).

Le manque d'enthousiasme du SDECE pour la lutte anti-OAS a-t-il accéléré le départ de Grossin ? C'est possible, mais autant se rappeler qu'après la décision du général de Gaulle : négocier avec le FLN et sa représentation à l'extérieur le Gouvernement provisoire de la République algérienne, le GPRA, les opérations *homo* (assassinats ciblés contre les responsables nationalistes) ou *arma* (destruction des filières qui leur acheminait l'armement) dans laquelle Grossin et Roussillat avaient excellé n'étaient plus si utiles. Grossin est remplacé par le général Paul Jacquier, un « gaulliste inconditionnel » appelé à chuter plus tard dans l'affaire Ben Barka (voir « Jacquier Paul, général »). Soupçonné non sans quelques raisons d'avoir abrité en son sein plusieurs activistes, le 11e bataillon parachutiste de choc, bras armé du service action, sera pour sa part dissous à la fin 1963. Le paradoxe fut qu'après le fiasco de l'affaire Greenpeace, les socialistes reconstitueront cette unité en 1985.

L'indépendance algérienne effective en juillet 1962, le Général semble se désintéresser de la question comme deux décennies plus tôt, il s'était désintéressé du Conseil national de la Résistance, ponctuellement utile à ses yeux, mais sans plus. Plus surprenant encore de la part d'un dirigeant aussi pointilleux dès lors qu'il s'agit de la souveraineté nationale : par lassitude et sans doute par commodité, de Gaulle ne s'oppose pas à ce que la France laisse la Sécurité militaire, pilier de l'État fraîchement indépendant, faire en quelque sorte la « police » de la communauté algérienne sur notre sol. S'étant libéré du boulet que représentaient les trois ex-départements français et de la guerre prolongée qu'impliquait le maintien sur cette rive de

la Méditerranée, le Général ne veut plus de complications de ce côté-là. Cette passivité n'est pas si étonnante : la même logique prévalait déjà avec le lâchage des harkis. Un abandon dans lequel le Général porte sa part de responsabilité, mais qu'il serait injuste d'imputer à lui seul, car c'est la France tout entière qui a abandonné ceux qui avaient combattu à ses côtés.

À l'Élysée en tout cas, on peut s'occuper plus sérieusement de l'Afrique noire.

Des affaires africaines à l'affaire Ben Barka

Les affaires africaines, c'est le terrain de Foccart (voir « Foccart Jacques »). Un domaine dont ce dernier rend compte au chef de l'État lors de leurs entretiens quasi quotidiens du soir, tout en évitant les détails superflus : de Gaulle ne doit en aucun cas être éclaboussé par la boue. Le Continent noir est, notons-le, la seule zone géographique où le Grand Charles concède quelque efficacité à ses services de renseignement. La Françafrique est en train de naître. Elle se traduira par le maintien au pouvoir des dirigeants jugés « favorables » et par des manœuvres de déstabilisation de la Guinée prosoviétique de Sékou Touré. Plus meurtrier encore – plusieurs milliers de morts –, dans la guerre spéciale contre l'Union des populations du Cameroun marxisante dont le leader, Félix-Roland Moumié, sera empoisonné à Genève en octobre 1960 par un agent contractuel du SDECE.

Et puis, on peut toujours compter sur les anciens Français libres pour éclairer l'Élysée. Avant que la CIA soit enfin parvenue à détecter l'implantation de fusées soviétiques à Cuba grâce à ses avions espions U-2, le colonel André Houel, qui combattit autrefois dans les rangs de la 2e DB du général Leclerc, l'avait fait savoir à l'Élysée par le truchement que son supérieur, l'attaché militaire français à Washington, le général Henri de Rancourt de Mimerand, compagnon de la Libération. De retour d'une

mission dans l'île caraïbe choyée jusque-là par de Gaulle au titre de l'antiaméricanisme, Houel tenait ce renseignement capital d'émigrés cubains. Ce qui explique pourquoi le Grand Charles n'a pas bougé un cil le 22 novembre 1962 quand Dean Acheson, l'ex-ministre des Affaires étrangères américain et conseiller du président Kennedy flanqué de Sherman Kent, le directeur du département analyses de la CIA, est venu à l'Élysée lui présenter les clichés des rampes de lancement de missiles russes pris par les U-2 (voir « U-2 »). Des documents que le Général a examinés à la loupe en raison de sa mauvaise vue avant de laisser tomber : « Vous pouvez dire à votre président que la France le soutiendra dans tous les cas. » Pas de meilleure surprise pour les deux émissaires de John Kennedy, qui s'attendaient à une position beaucoup plus en retrait.

Sinon chaleureux du moins acceptables, les rapports de l'homme du 18 Juin avec ses services français subissent cependant un grave coup de torchon. Voici que Jacquier perd peu à peu le contrôle de deux départements clés du SDECE : le 3 A (affaires arabes) et le 7 (viol des correspondances et ouverture des valises diplomatiques). Nouvelle contrariété majeure du Général en matière de renseignement, l'affaire Ben Barka va résulter de cette double carence (voir « Jacquier Paul, général »). L'enlèvement du leader de l'opposition marocaine en plein Paris le 29 octobre 1965, puis sa disparition, son corps n'étant jamais retrouvé, contrecarrent les projets élyséens – en gros, soutenir tout ce qui, dans le tiers-monde, peut échapper à l'influence américaine. Or, mal informées, la presse, l'opinion publique et bien entendu l'opposition attribuent la responsabilité du kidnapping au chef de l'État !

Côté français, ainsi qu'il le dira le 21 février 1966 lors d'une conférence de presse, l'affaire n'a effectivement rien eu que de « vulgaire et de subalterne » : quelques comparses policiers ou agents du SDECE manipulés par les services spéciaux marocains du général Mohamed Oufkir. L'opinion, pour autant, reste incrédule. Le régime gaulliste connaît en effet le début du

processus d’usure qui culminera en mai-juin 1968. Du coup, la voix du Général porte moins bien. Les rumeurs enflent. Les médias comparent l’action des « barbouzes » anti-OAS des années 1961-1962 et celle des auteurs de l’enlèvement de l’opposant marocain, dont plusieurs rescapés de la « Carlingue », les truands au service de l’occupant nazi.

Dans ce contexte difficile, un grand coup de balai s’impose. Le successeur de Jacquier à la tête du SDECE en janvier 1966, le général Eugène Guibaud, en est chargé. De Gaulle, excédé, entend aller beaucoup plus loin qu’une enquête de routine. Pour superviser ce nettoyage des écuries non pas d’Augias, mais du SDECE, il pense à Pierre Messmer, le ministre des Armées. Gaulliste de juin 1940, cet ancien de la bataille de Bir Hakeim est membre à part entière de la « famille » ! Messmer, c’est la solution pour mettre fin à la « chienlit », terme familier au Général qu’il réutilisera en 1968. Voilà pourquoi, à contre-courant de la plupart des pays occidentaux, le président va retirer la tutelle du SDECE aux « civils » (en l’occurrence, le Premier ministre Georges Pompidou, successeur de Michel Debré à Matignon) pour la confier au ministre des Armées. Comme « l’affaire Passy » vingt ans plus tôt, c’est donc un autre scandale, l’affaire Ben Barka, qui pèse dès lors sur la restructuration de la communauté française du renseignement. Parant au plus pressé, le Grand Charles a procédé à ce changement dans l’urgence, sans réflexion sérieuse sur le rôle des services de renseignement dans un État moderne. Démissionnaire le 28 avril 1969, le lendemain même de l’échec de son référendum sur les régions et le Sénat, l’homme du 18 Juin quitte l’Élysée. Dans ce pays où le provisoire dure souvent des éternités, aucun président n’a remis en question la tutelle administrative de la Défense sur le service de renseignement extérieur.

Démenti plausible

Avant toute opération clandestine risquée, les services secrets prennent la précaution de préparer, au cas où, un argumentaire susceptible de dégager leur responsabilité, fût-elle flagrante. Une hypocrisie d'État qui ne trompe pas grand monde, mais vise à sauvegarder les apparences. Rumeur maligne ? Attentat ? Coup d'État ? Subversion ? Déstabilisation ? Sonnez à une autre adresse : ce n'est pas nous. « Plausible », ce démenti l'est évidemment plus ou moins selon les parties concernées et la situation locale. Il s'accompagne volontiers de l'existence d'un « proxy », un mouvement tantôt allié, tantôt vassal, tantôt client susceptible de perpétrer un acte qui, d'une manière ou d'une autre, fera les choux gras de la « maison mère » qu'est le service de renseignement étatique affairé à le manipuler (voir « Proxys »).

Prenez le cas de la CIA, maître d'œuvre du débarquement des Cubains anticastristes de la baie des Cochons en avril 1961. La voilà contrainte par les réticences du jeune président John Kennedy de diviser par deux l'implication états-unienne directe sur le terrain. Donc d'improviser une nouvelle formule de démenti plausible. La défaite sur le terrain des anticastristes survenant très vite, cette précaution permet effectivement de diluer la responsabilité nord-américaine dans la tentative manquée de renversement du régime de La Havane, mais pas de la nier.

Sur le même continent latino-américain, la lettre d'adieu que Che Guevara, en partance pour le Congo dans l'espoir d'y d'impulser des guérillas procastristes, ressemble fort, elle aussi, à une version latino du démenti plausible. Cette missive, Fidel Castro l'authentifiera à dessein le 3 octobre 1965, à la tribune du congrès de fondation du Comité central du nouveau parti communiste cubain. En particulier ce paragraphe qui dégageait de façon formelle la responsabilité de l'État cubain dans les aventures guévaristes présentes autant que celle à venir en Bolivie : « Je renonce officiellement à mes responsabilités à la direction du Parti, à mon poste de ministre, à mon grade de commandant, à ma condition de Cubain.

Plus rien ne me rattache légalement à Cuba, seulement des liens d'une autre espèce qui, contrairement aux postes officiels, ne peuvent être cassés. » Le choix des adverbes « officiellement » et « légalement » n'était certainement pas dû au hasard. D'autant qu'un peu plus loin, Guevara récidivait en termes à peu près semblables à l'usage de ceux qui auraient mal compris : « Je répète que je décharge Cuba de toute responsabilité. » L'hypothèse de l'auteur, c'est que celui qu'on surnommait le « Che », peu familier avec les procédures en vigueur dans les services secrets, a été inspiré dans la teneur de son texte, sinon dans sa forme nettement personnelle, par les « professionnels » de l'Aparato, le complexe d'espionnage et de répression castriste.

Exemple français de démenti plausible. En septembre 1979, le président Valéry Giscard d'Estaing ordonne le renversement de Jean-Bedel Bokassa, le président centrafricain autoproclamé « empereur ». Alain de Gaigneron de Marolles, le chef du service action du SDECE, confie l'opération à son adjoint, le colonel Ivan de Lignières, *alias* « Lionel », *alias* « M. Deham ». On n'est pas loin de l'époque des Bob Denard et autres mercenaires au premier rang de l'actualité sur le Continent noir. Les soldats engagés dans l'opération, dont une partie proviennent du 1er RPIMa, la réserve opérationnelle du service action, sont donc équipés comme s'il s'agissait de soldats de fortune : uniformes disparates, armes d'origines diverses (pistolets mitrailleurs israéliens Uzi, kalachnikovs, fusils belges FAL, etc.). En cas de pépin, Paris pourra toujours nier sa responsabilité, arguant qu'il s'agirait d'une énième affaire de mercenariat. Un démenti plausible inutile en l'occurrence, le SA réalisant sa mission en un temps record avant de regagner la France par avion *via* Djerba, en Tunisie.

Le but du démenti plausible n'est pas forcément de duper de A jusqu'à Z la communauté internationale, mais de sauver les apparences de l'État commanditaire de sorte qu'on ne puisse pas le mettre en cause sur le plan juridique. C'est une forme d'art spécifique. Tout le monde ne le pratique

pas avec la même aisance, ni d'ailleurs le même cynisme. On pourrait multiplier les exemples. En voici justement un qui concerne la France. À l'été 1985, l'affaire Greenpeace met en grande difficulté la DGSE, incapable de pondre un argumentaire, fût-il vague, de nature à dégager la responsabilité étatique française dans l'attentat contre le *Rainbow Warrior* dont elle était l'organisatrice sur ordre du ministre de la Défense, Charles Hernu, et avec le feu vert du président Mitterrand à son chef, l'amiral Pierre Lacoste. La presse d'investigation jouant alors son rôle auprès du public, le pouvoir socialiste se voit obligé de reculer pas à pas. Ce, jusqu'au demi-aveu final du Premier ministre Laurent Fabius reconnaissant la paternité de la DGSE dans un désastre qui a coûté la vie au photographe Fernando Pereira. Toutes les explications susurrées à l'oreille des médias « amis » : complot d'extrême droite, responsabilité soviétique ou même britannique n'ayant pas pris, il fallait bien que le gouvernement français finisse par avouer une partie de la vérité.

Bien entendu, le cynisme d'État peut se montrer plus efficace. En 2014, lors de l'invasion de la Crimée ukrainienne par la Russie, les « petits hommes verts » pouvaient, en cas de graves difficultés, donner la vague impression qu'on avait uniquement affaire à des volontaires venus au secours de leurs frères russes. Sauf qu'ils étaient encadrés par les spetsnaz, les soldats des forces spéciales de la Fédération de Russie (ici, celles du GRU, le renseignement militaire). L'opération surprise atteignant ses objectifs rapidement et sans anicroche, Moscou ne sera pas réellement mis en cause par l'Occident, stupéfait et inerte.

En Afrique, les opérations russes ont d'abord été menées sous le drapeau de la milice Wagner d'Evgueni Prigojine. Wagner n'avait aucune existence légale en Russie, les milices privées étant alors hors la loi en Russie (voir « Proxys »). Les Sociétés militaires privées (SMP), nom pudique pour les compagnies de mercenariat, représentent de nos jours un démenti plausible fait sur mesure pour leurs employeurs étatiques. Notons

cependant qu'il est plus difficile pour les régimes démocratiques de pratiquer le démenti plausible que pour les dictatures, capables – c'est dans leur nature – de nier l'évidence avec aplomb du fait qu'elles ne risquent pas d'être contredites en interne par des médias libres et une opinion publique active. En Russie, allez dire à M. Poutine que vous ne croyez pas un mot de ce qu'il raconte, et la colonie pénitentiaire vous tend aussitôt les bras quand ce n'est pas l'élimination physique pure et simple…

Désinformation

Une jungle à débroussailler, car il y a désinformation, désinformation et encore désinformation. De manière générale, elle s'est développée au fur et à mesure que les procédés techniques de diffusion des nouvelles lui fournissaient un support. Un processus d'accélération qui s'auto-accélère lui-même aujourd'hui.

Entre 1450 et 1500, on a imprimé en Europe quelque 12 millions de livres, soit un total supérieur à celui des ouvrages copiés à la main jusque-là. Ce qui conduira Karl Marx à écrire dans sa *Lettre à Kugelmann* le 27 juillet 1871 : « On a cru jusqu'ici que la formation des mythes chrétiens sous l'Empire romain n'a été possible que parce que l'imprimerie n'était pas encore inventée. C'est tout le contraire. La presse quotidienne et le télégraphe qui en répand instantanément les inventions à travers tout le globe fabriquent plus de mythes en une journée qu'on a pu en réaliser autrefois en un siècle. »

Bien observé, camarade Marx. Mais alors, que dire de la photo, de la radio, du téléphone filaire, de la télévision, du téléphone cellulaire, d'Internet ? Que dire des réseaux sociaux, de création encore plus récente : Facebook, né en 2004, Twitter, futur X, en 2006, Instagram en 2010, Snapchat l'année suivante, et bien sûr TikTok ? C'est dans ce contexte

d’accélération permanente, de multiplication-extension des vecteurs qu’il convient d’appréhender la désinformation. Entre le début du XX^e^ siècle et celui du XXI^e^, on est en effet passé du stade de l’information denrée rare, ce renseignement qu’il fallait arracher par le truchement de services spécialisés, à l’information massive facile d’accès, dans laquelle il faut trier et trier sans cesse pour séparer le bon grain de l’ivraie. Or, si l’information véritablement rare l’est toujours autant, l’information abondante, elle, tend à nous submerger. En particulier ses versions biaisées, falsifiées, déformées, tronquées, c’est-à-dire la désinformation.

DÉSINFORMATION STRATÉGIQUE

Parlons d’abord de la désinformation stratégique. Son objectif : conduire où l’on souhaite les élites dirigeantes d’un pays tiers, voire ennemi, pour les maintenir dans l’erreur sur un terme plus ou moins long. Un bon exemple de désinformation à cette échelle : la manière dont, en juin 1941, Hitler va nourrir le blocage intellectuel de Staline. Ce blocage qui interdit au dictateur rouge d’imaginer l’attaque nazie en préparation, l’opération *Barbarossa*, pourtant annoncée par au moins soixante sources de ses propres services secrets. Les nazis diffusent de fausses informations dosées de manière assez subtile pour prendre racine dans le cerveau du dictateur soviétique, puis le maintenir dans cette certitude erronée : Hitler ne rompra pas son pacte de 1939 avec lui. Pas avant plusieurs années du moins, pas tout de suite. On sait ce qu’il en est advenu, mais il s’agissait en l’occurrence d’un coup unique que le Führer, joueur de poker sans esprit de continuité, ne rééditera jamais. Pour stratégique qu’elle fût, la désinformation *Barbarossa* tenait principalement de la tactique, comme d’ailleurs toute l’action militaire allemande au cours de la Seconde Guerre mondiale.

Deuxième exemple de désinformation militaire réussie : les préparatifs de la guerre du Kippour d'octobre 1973 par les Égyptiens. Alors que son armée s'entraîne d'arrache-pied, peaufinant ses plans et fourbissant ses armes, Le Caire multiplie les signaux donnant l'impression de la normalité. Ainsi la presse égyptienne abonde-t-elle en routines rassurantes, comme la libération de 20 000 soldats du contingent le 4 octobre, soit deux jours avant la date de début de l'offensive. Diverses manifestations militaires rituelles aussi : défilés, cérémonies, remises de décorations, bal annuel des officiers, mariages et autres compétitions de polo, le sport favori des gradés formés par les Anglais. Autre nuage de fumée : la visite du ministre de la Défense roumain, officiellement fixée à l'agenda du 8 octobre. Le président Anouar as-Sadate lui-même joue le jeu : tandis que la rumeur annonce qu'il serait malade, des rendez-vous sont effectivement pris dans des établissements hospitaliers européens réputés. L'Aman, le renseignement militaire israélien, et son chef Eliyahou Zeïra vont se laisser prendre à cette intox bien conçue. Zeïra qui tentera des années durant, en vain bien entendu, de convaincre ses divers interlocuteurs (dont l'auteur à Paris en 1994) qu'il avait raisonné de façon logique en affirmant que les Arabes n'attaqueraient pas. Logique si l'on veut, mais logique fausse donc mauvaise logique. Quant au Mossad, bien que disposant d'un agent très haut placé dans l'establishment égyptien – rien de moins que le gendre de l'ancien président Nasser –, il ne sera averti qu'au dernier moment. Trop tard donc pour empêcher la surprise.

La manœuvre d'intox égyptienne s'appuie sur une analyse en trois temps.

1. Depuis leur victoire foudroyante dans la guerre des Six Jours de 1967, les Israéliens, en proie à un complexe de supériorité, pensent les Arabes incapables d'une action véritablement offensive contre eux.
2. L'attention de leurs services secrets, celle du Mossad en particulier, reste polarisée sur l'opération *Colère de Dieu* (la liquidation

méthodique des organisateurs palestiniens de la tuerie des Jeux olympiques de Munich en septembre 1972 [voir « Mossad de 1948 à 1988 »]).

3. Sadate gruge aussi son allié syrien, Hafez al-Assad, père du dictateur déchu en décembre 2024. Alors que le raïs égyptien vise une victoire limitée de terrain propre à lui ouvrir la porte de négociations avec Tel-Aviv, il assure à son homologue damascène vouloir la défaite militaire totale de l'État hébreu.

Le style britannique

Au-delà de réussites ponctuelles de cette sorte, la désinformation stratégique des élites adverses sur le long terme exige le développement graduel d'un véritable processus d'encerclement mental qu'il faudra alimenter de façon continue par des flux d'intox. En période de guerre officiellement déclarée, le meilleur exemple de désinformation stratégique reste la *deception* des sommets de l'Allemagne nazie entre 1940-1945 par la communauté britannique du renseignement, épaulée ensuite par l'allié américain. D'abord simple empirisme de survie : exagérer les maigres effectifs de l'armée britannique dans l'espoir de décourager le débarquement allemand un instant possible en Angleterre, cette *deception* s'est peu à peu développée en manœuvre de long terme au travers d'une galaxie de fausses unités militaires, de vrais agents doubles, mais aussi d'espions imaginaires, de messages trompeurs, d'alertes de toute sorte aux quatre coins de l'Europe occupée. Son point culminant : l'opération *Fortitude*. Des mois en amont du jour J, elle va préserver le secret du débarquement : en Normandie et non dans le Pas-de-Calais. Et même, réussite inespérée, faire croire à Hitler jusqu'à six semaines après son déclenchement qu'il ne s'agissait que d'une attaque de diversion.

L’initiateur de la désinformation militaire stratégique anglaise : un simple colonel, mais un colonel de génie qui a fait avec succès ses premières armes au Moyen-Orient. Dudley Clarke, son nom, est soutenu par Winston Churchill lui-même et par la fraction la plus imaginative de l’establishment britannique. Dans une lettre au major général américain Lowell Books publiée en juillet 1987 par la revue anglaise *Intelligence and National Security*, ce personnage presque inconnu exposera les conditions *sine qua non* selon lui d’une bonne manœuvre de *deception*. À savoir :

1. Éviter de confondre l’action psychologique qui s’adresse à la masse et l’intoxication, qui vise les hautes sphères ennemies en passant obligatoirement par ses services de renseignement dans la mesure où ils constituent pour elles le principal capteur en direction du camp opposé.
2. Ne pas chercher à faire croire quelque chose à l’ennemi, mais le pousser à agir dans le sens qui vous arrange.
3. Pour éviter toute confusion nuisible, ne créer en aucun cas un organisme unique chapeautant à la fois la désinformation et la guerre psychologique.
4. Reconnaître l’intox comme un art et non une science, et ses praticiens comme des artistes et non des scientifiques.
5. Donner la responsabilité de telle ou telle manœuvre de *deception* précise à un opérateur unique.

En vertu de ces principes, le Premier ministre confie la conduite de la manœuvre globale de désinformation des Allemands au seul MI5, lui-même chapeauté par un comité restreint *ad hoc*, la London Controlling Section, qui œuvre en coordination avec la A Force de Clarke, active au Moyen-Orient. Sur le front extrême-oriental, dans le même temps, l’équipe de Peter Fleming, frère du futur créateur de James Bond, conçoit et dirige la *deception* stratégique des Japonais. Contrairement aux Américains, fervents de la guerre psychologique de masse, les Britanniques n’escomptent pas

influencer le « Japonais moyen », trop fanatisé selon eux, mais uniquement les sommets de la hiérarchie militaire impériale.

La méthode soviétique

Certaines guerres à caractère idéologique se dispensent de formalité officielle. Dans ce cadre, on peut attribuer sans conteste la palme de la désinformation à l'URSS. La cible de ses attaques : les élites des pays « capitalistes ». Leur concepteur : l'un des cerveaux les plus fertiles de la communauté du renseignement russe né en 1891 et disparu dans les purges staliniennes en 1936, Arturo Fraucci, dit « Artour Artouzov ». C'est lui qui, dès 1921, a eu l'idée d'infiltrer les réseaux clandestins russes blancs pour diffuser à l'Ouest des fausses informations. Au-delà du service secret estonien allié de ces réseaux, l'intoxication visait ses protecteurs britanniques.

L'objectif d'Artouzov : décourager tout projet d'intervention militaire occidentale dans un contexte où la jeune Armée rouge, épuisée par sa victoire dans la guerre civile, se trouvait en situation de faiblesse face à d'éventuels assaillants « capitalistes ». Comment ? En exagérant les capacités militaires réelles de l'URSS. Une manœuvre qui va passer par une étroite coordination entre le bureau de *dezinformatsia* de la Tcheka, la police politique ancêtre du KGB, et son département de contre-espionnage.

Cet objectif initial atteint, pourquoi s'arrêter en si bon chemin ? La pratique va s'étendre. Désormais, la désinformation stratégique devient une arme politico-militaire majeure du système soviétique. Sur le front de la *dezinformatsia* – en abrégé : la *deza* –, les services secrets, services de propagande, affaires étrangères et départements idéologiques opèrent de concert. Les résultats à long terme vont s'avérer d'autant plus remarquables qu'ils ne sont pas, ou peu, remarqués dans les pays cibles. Abusée par des décennies de fausses statistiques, la CIA ne croyait-elle pas

l'URSS encore puissante et son système encore assez solide à la veille de la chute du mur de Berlin ? Or, seuls restaient performants à cette époque – et encore – le KGB, l'Armée rouge et l'*oboronka*, le complexe militaro-industriel.

Mode d'action global, la désinformation soviétique ne visait pas les seules élites dirigeantes adverses. Une *dezinformatsia* tactique de masse s'adressait simultanément aux populations des pays « impérialistes ». Dans l'entre-deux-guerres, s'appuyant sur la force de frappe propagandiste des partis communistes et des organisations satellites, les « fronts de masse », liées à Moscou, il s'est d'abord agi d'imposer aux opinions publiques le diptyque fascisme/antifascisme, le premier de ces termes accablant toute force « de droite », tandis que le deuxième faisait entrer dans le jeu mental soviétique, cet antifascisme-là s'identifiant avec le soutien, si possible inconditionnel, à l'URSS, « pays avide de paix ».

Entre 1939, signature du pacte Hitler-Staline et 1941, date de l'invasion de l'Union soviétique par les nazis, le faux dilemme antifascisme avec Moscou ou soumission au fascisme contre l'URSS aura certes du mal à fonctionner. Mais après 1945, Moscou parvient de nouveau à imposer une vision du monde tout aussi simpliste, symétrique et tranchée : impérialisme/anti-impérialisme. Qui est contre l'impérialisme occidental ne peut être qu'avec l'URSS, et qui est contre l'URSS est forcément un agent impérialiste conscient ou non.

L'apport d'Agayants

À cette époque émerge Ivan Agayants, le deuxième grand maître ès *deza*, héritier d'Artouzov (voir « Arméniens au service secret de la cause communiste »). Résident du NKVD, puis ambassadeur d'URSS à Paris, ce polyglotte jette en effet les bases du renouveau de la désinformation soviétique adaptée au contexte de la guerre froide. De retour à Moscou, il

développe une méthode originale de jeu de billard dont les boules – de fausses allégations ou des allégations excessives nuisibles à l'Occident – circulent au travers de feuilles journalistiques « amies », voire carrément subventionnées, jusqu'à des supports de presse plus importants qui constituent les cibles principales de la manœuvre.

Créateur et patron en 1959 de la direction du département A, de la première direction principale du KGB chargée du domaine de l'action secrète, Agayants comprend que, désormais, les affrontements avec le monde libre doivent se faire de façon plus feutrée. Dans le cadre nouveau de la « coexistence pacifique » qui met la guerre psychologique au premier plan, il portera la désinformation au rang d'arme privilégiée de la période khrouchtchévienne. Au point que l'ennemi va voir la main du KGB partout, même là où elle ne se trouve pas.

La plus grande ruse du diable consiste à faire croire qu'il n'existe pas. La plus grande ruse de Khrouchtchev et des siens fut de persuader une partie des opinions occidentales que l'URSS avait abandonné le programme marxiste-léniniste, cœur d'une guerre Est-Ouest née en 1917. Une guerre « de classe » que les dirigeants russes poststaliniens entendaient bel et bien poursuivre, mais par des moyens moins dangereux qu'un conflit militaire direct avec les États-Unis. D'où le rôle accru de la désinformation. Dans ce nouveau cadre, des opérations seront menées avec succès. Citons, à partir de 1963, la campagne autour de la pièce de l'Allemand Rolf Hochhuth *Le Vicaire*, qui mettait en cause de façon simpliste et partiale l'attitude du pape Pie XII face au génocide nazi. Un bon exemple de complémentarité entre pays du bloc de l'Est : demandée par la Pologne communiste, pays catholique, pour affaiblir le Vatican, cette campagne sera conduite par la HvA, le département extérieur de la Stasi dirigé par Markus Wolf. Avec efficacité, puisque nombre de consciences chrétiennes en seront durablement troublées.

Toujours à l'actif de la Stasi, la campagne contre les « revanchards nazis » au pouvoir en Allemagne de l'Ouest. En mai 1957, l'explosion d'une boîte de cigares piégée à l'usage de son époux coûte ainsi la vie à Henriette Trémeaud, la femme du préfet du Bas-Rhin. Par cet attentat, la Stasi voulait donner de la consistance matérielle à son travail de sape. Dans les années 1970, l'URSS se trouvant sur la sellette en raison de son refus de laisser les Juifs soviétiques émigrer en Israël, la *rezidentoura* du KGB aux États-Unis expédie de même des courriers anonymes à la presse et aux associations juives, laissant à penser que les véritables antisémites étaient les États-Unis eux-mêmes. Pour accréditer cette thèse, des voyous bien payés iront tracer des croix gammées sur certaines synagogues ou certains cimetières juifs. Une méthode reprise, mais en sens inverse, pendant la guerre contre l'Ukraine où des contractuels non russes des services de Moscou iront bomber à la peinture des étoiles de David sur certains murs de la banlieue parisienne. Sans parler des têtes de cochon devant des mosquées.

La *deza* repose parallèlement sur l'infiltration et l'orientation des mouvements pour le désarmement nucléaire unilatéral. Par exemple, la Campaign for Nuclear Disarmament, fondée en 1958 et très active en Angleterre (mais pas en URSS bien sûr).

En 1972, un dictionnaire à diffusion restreinte à l'usage de la nomenklatura soviétique définissait ainsi la désinformation : « Des données spécialement préparées pour créer, dans la pensée de l'ennemi, des images inexactes, voire fantasmatiques, de la réalité, sur les bases desquelles l'ennemi peut être conduit à prendre des décisions favorables à l'URSS. »

Qu'en termes galants, ces choses-là étaient dites, avec rappel du mot « ennemi » à l'usage de ceux qui auraient tendance à oublier les nécessités drastiques de la lutte des classes. La *deza* est mise en œuvre au travers d'une panoplie de « mesures actives » (*Aktivnije Meropriiatiia*) incluant, à cette époque pré-Internet, la création de rumeurs, la diffusion de faux

documents, la publication d'articles de presse ou de livres biaisés et malveillants. Parfois le sabotage ou l'attentat comme dans le cas d'Henriette Trémeaud. Les « mesures actives » sont mises en musique par le service A du KGB.

Nouvelle période, vieilles recettes

L'opposition à la guerre du Viêtnam donnera forcément lieu à beaucoup d'entre elles. Mais l'émergence au sein de la jeunesse des mouvements d'extrême gauche de la fin des années 1960 et du début des années 1970 gêne parallèlement les partis communistes pro-Moscou. Alors que le trotskisme, ennemi idéologique ancien, jette ses derniers feux, les groupes gauchistes font souvent référence à Cuba ou à la Chine en révolution culturelle.

Vu de Moscou sous l'angle de la *deza*, l'engouement juvénile pour la cause vietnamienne, et bientôt la cause palestinienne, revêt donc des aspects contradictoires. Il fournit certes un terreau favorable aux « mesures actives ». Mais ce terreau profite en grande partie à La Havane ou à Pékin, qui captent le pouvoir d'attraction subversive exercé autrefois par l'URSS. Désormais chargé de la *deza*, le département 8 du KGB, nouveau nom du département A, conserve tout de même de beaux restes.

La désinformation russe marque encore quelques points notables. En Allemagne de l'Ouest dans les années 1980, le KGB joue sur la peur d'un conflit nucléaire pour relancer, avec un certain succès initial, la campagne en faveur du désarmement unilatéral. Sur la peur du nucléaire tout court à plus forte raison au sein des milieux écologistes alors très actifs et passablement infiltrés. Une agitation antinucléaire encouragée par les Allemands de l'Est et leurs mentors soviétiques. D'où cette remarque lucide du président François Mitterrand : « Je constate que les euromissiles sont à l'Est, et les pacifiques à l'Ouest. »

Dans le monde entier, le KGB lance la rumeur du sida, fruit d'expériences américaines de guerre bactériologique. Une réplique améliorée de la campagne internationale dénonçant l'US Army qui, sur le front de Corée, disséminait, paraît-il, le virus de la peste. Pure invention, mais qui avait bien fonctionné, des millions de gens dans le monde gobant cette *deza*. En particulier les militants et sympathisants du PCF lancés, le 28 mai 1952, dans une manifestation insurrectionnelle contre le passage à Paris du général américain Thomas Ridgway, commandant en chef des forces de l'ONU en Corée, baptisé « Ridgway la peste ».

Effet miroir

Par un effet miroir, les Russes prêtent aux autres leurs propres turpitudes. Comme disent les enfants injustement attaqués : « C'est c'ui-là qui dit qui l'est. » À l'ère Brejnev, l'URSS lance en effet Biopreparat, un vaste complexe civil de confection d'armes biologiques sous contrôle militaire. Disséminés dans de petits laboratoires aux quatre coins du pays et gavés de propagande, ses dizaines de milliers d'employés croyaient bien entendu que leurs recherches relevaient de l'autodéfense, pas de l'agression potentielle. Or, introduites clandestinement dans les pays cibles, ces armes pouvaient être stockées dans des lieux sûrs et actionnées sur ordre par les agents « illégaux » du KGB. Parallèlement, Moscou développe un programme d'armes chimiques aussi important. De là sortira le fameux poison Novitchok (voir « Opérations "mouillées" de sang, *Mokrie Diela* »).

Le courant prosoviétique par idéologie et antichinois par nationalisme est traditionnellement puissant en Inde. Dite *Denver* puis *Infektion*, la *deza* qui présente les États-Unis comme « inventeurs » du sida débute en juillet 1983 dans les colonnes d'un journal indien à financement communiste. Elle se généralise ensuite à partir de reprises partielles dans d'autres publications éloignées du sous-continent indien, mais proches de

l’URSS. Un succès durable puisque cette campagne fournira des années après un terreau favorable aux aberrations antisciences, antiscientifiques et antivaccins des années Covid, dont les trolls des services poutiniens, en particulier ceux du groupe Wagner, encore en odeur de sainteté à l’époque, vont se faire les propagateurs de l’ombre sur les réseaux sociaux. Rien ne se crée, tout se transforme, tout peut se manipuler.

Dans le contexte d’affaiblissement de l’URSS, la désinformation exige tout de même beaucoup de talent, voire une forme de génie. Or, s’ils détiennent un certain savoir-faire, les héritiers d’Artouzov et d’Agayants vont faire preuve sous Gorbatchev d’un degré bien moindre de subtilité que leurs grands maîtres. La *deza* continue, mais un peu par routine. Le nez collé à la vitre, les spécialistes maison du KGB continuent à préparer des opérations, mais comme leurs supérieurs hiérarchiques à commencer par leur président, Vladimir Krioutchkov, ils ont fini par croire en leurs propres mensonges à force de tentatives répétées d’intoxication des autres. Les difficultés financières de l’URSS ? Un complot mondial des banques. La crise agricole ? L’empoisonnement des silos de grain par les services secrets des États-Unis. Tchernobyl en avril 1986 ? Un simple accident dont les médias occidentaux exagèrent l’importance par pur antisoviétisme. Les mères de soldats qui dénoncent le sacrifice de leurs enfants en Afghanistan ? Un coup fourré ourdi à Langley, le siège de la CIA.

Si elle avait vu d’un bon œil, et même favorisé, l’ascension de Gorbatchev dans l’espoir d’un rajeunissement du régime, la place Dzerjinski, référence au site historique des « organes » soviétiques, joue désormais contre lui. Elle se gave de rumeurs de ce complot planétaire occidental permanent qui n’existe pas. Au contraire, les dirigeants américains, à commencer par George Bush père, leader expérimenté et prudent qui sait ce que renseignement veut dire puisqu’il a dirigé la CIA de janvier 1976 à janvier 1977, espèrent non pas l’effondrement brutal de l’URSS, mais son atterrissage en douceur.

En Russie, le scepticisme gagne l'appareil d'État lui-même : difficile de croire que tout-va-très-bien-monsieur-le-secrétaire-général quand l'URSS est à bout de forces. Gorbatchev lui-même est conscient de la nécessité de changer d'urgence de logiciel puisqu'il va lancer en direction de l'Ouest des appels à cesser de se mentir mutuellement. En matière de désarmement par exemple. Autant de propos inacceptables pour Krioutchkov et la fraction dure du régime, qui tenteront en vain de restaurer la vieille Union soviétique lors du putsch raté de l'été 1991.

Ces jours dramatiques voient la fin de l'URSS. Morte avec elle de sa belle mort la *deza* ? Pendant les années Eltsine, on dirait à première vue que oui, à peu près. Mais c'est dans les vieux pots les plus malodorants qu'on fait de la vilaine soupe. En Russie, les racines de la désinformation sont tellement profondes que les hommes des appareils de sécurité, les *siloviki*, désormais aux leviers de commande, n'imaginent même pas d'autre fonctionnement. Alors au début du XXIe siècle, la désinformation russe des élites comme celle des masses renaissent de ses cendres avec l'accession de l'ancien lieutenant-colonel du KGB Vladimir Poutine.

Sa Majesté le numérique

La technique de la boule de billard conçue par Agayants, les médias numériques, les réseaux sociaux actuels et l'intelligence artificielle la multiplient aujourd'hui à la puissance dix, voire mille. Rien de plus facile que de faire un écho maximal à telle ou telle info biaisée mise en ligne sur une galaxie de sites Internet plus ou moins influents et plus ou moins indépendants. Quand la pandémie mondiale de la Covid-19 s'est propagée à partir de l'immense conurbation de Wuhan, la Chine, logiquement mise en cause, a repris sans se troubler la ligne-force de la *deza* soviétique d'hier à propos du sida. Tout aussi infondée, l'accusation était la même : la pandémie fruit d'essais américains d'armes biologiques. Par effet de miroir,

cette énième désinformation fut, entre autres, portée par le général Igor Kirillov, responsable des armes chimiques et biologiques de l'armée russe. Lequel sera exécuté à Moscou le 17 décembre 2024 par le SBU (*Sloujba bezpeky Oukravyiny*), le service secret ukrainien, peut-être sur information du renseignement militaire lors d'une opération restée dans toutes les mémoires : l'assassinat ciblé à la patinette électrique piégée.

En matière de désinformation, la cerise viendra couronner le gâteau quand des dispositifs comme ChatGPT agrégeront des textes et des images de véracité très inégale, certains oui, d'autres pas du tout pour livrer aux utilisateurs des synthèses d'allure objective, mais qui ne le sont pas forcément. Dans le monde du numérique-roi et de l'image-reine, les épandeurs de fausses nouvelles tablent non sans raison (ou déraison) sur la complicité le plus souvent involontaire des complotistes et autres amateurs de « vérités alternatives ». Pour désigner les diverses variétés de compagnons de route du communisme, Lénine parlait avec mépris d'« idiots utiles ». Soupçonnant Julian Assange, le fondateur du site WikiLeaks, haut-parleur numérique de révélations gênantes pour les États-Unis, les Américains vont s'ingénier à lui pourrir la vie jusqu'à sa sortie d'une prison anglaise en juin 2024.

Aujourd'hui, les « idiots utiles » des experts en désinformation sont légion partout dans le monde. Le facteur temps long ou temps court pèse sur les circonstances de leur manipulation. Gavés de marxisme-léninisme érigé au rang de doctrine insurpassable, les dirigeants soviétiques vivaient dans la certitude qu'un jour ou l'autre, le capitalisme s'effondrerait victime de ses contradictions. Dynastie collective intemporelle et non dictature d'un seul homme avec comme seul horizon sa propre existence, ils étaient moins pressés en matière de désinformation. Or, si elle dure depuis un quart de siècle et plus, la dictature poutinienne ne tient qu'à Poutine lui-même. Sa gestion de la *deza* s'en ressent.

Prenez la chaîne de télé Russia Today et ses émissions en langues étrangères. Une bonne idée au départ : on recrute à prix d'or des journalistes et des animateurs des pays concernés sans leur dicter la moindre feuille de route. Leur indépendance – palpable donc rassurante au début – doit créer l'illusion d'une chaîne intellectuellement autonome par rapport au Kremlin. C'est seulement dans une deuxième ou une troisième phase, derrière ce paravent de liberté en trompe-l'œil, qu'il est prévu d'infuser à doses bien calculées le poison lent de la *deza*. Sauf que la guerre d'Ukraine, déclenchée par la volonté de Poutine sur un calcul idéologique et géostratégique hasardeux, viendra précipiter les choses. Passer sans transition d'un poison lent administré à petites doses à un poison puissant, brutal et voyant, c'est comme mettre un feu trop fort sous une casserole : ça attache. Plus exactement en l'occurrence, ça détache. Cette agression à marche forcée ne pouvait qu'engendrer le rejet, donc la rupture avec ceux qui avaient cru en l'illusion. Et au-delà d'eux, perdre l'influence si intelligemment acquise.

Tout compte fait, un faible résultat pour un investissement financier coûteux. Or, en matière de désinformation, le maître-mot reste l'économie de moyens. D'où la nécessité d'associer le dispositif général de *deza* à des cyberattaques de plus en plus massives. Semer autrement dit la confusion grâce à une armée de trolls, comme le fait aujourd'hui l'équipe russe de Storm 1516 et de son mentor, l'ancien policier américain John Dougan, dit « BadVolf » ; affiner les attaques informationnelles sous la ceinture ; booster les « théories » conspirationnistes de tout poil, et Dieu sait si elles sont velues ; accélérer la défiance envers les pouvoirs légitimement en place ; aggraver les conflits sociaux ; saper le travail des organismes d'information sérieux ; multiplier les faux, les demi-faux, les quarts de faux ; peser sur les processus électoraux démocratiques ; jouer sur les frustrations au besoin en les suscitant ; manipuler ressentis et émotions. Une

panoplie très large d'ingérences « fantômes » dont les Chinois ont aussitôt compris et l'intérêt et les modes d'action multisupports.

La méthode, toujours la même, est toujours aussi efficace. Plus efficace, même en raison de la multiplication et de l'accélération rendues possibles par les technologies nouvelles. Sous les dictatures de surcroît, les hackers utilisés par le pouvoir n'ont à craindre aucune décision de justice. Déclenchée en janvier 2022 par Vladimir Poutine, la guerre russe contre l'Ukraine dite « Opération spéciale » constitue un bon exemple d'attaques répétées par l'information et la désinformation. Au fur et à mesure que la température monte en mer de Chine, les attaques de ce type s'intensifient parallèlement autour de la question de Taïwan. La *deza* numérique de notre XXIe siècle n'invente rien, c'est Agayants et son équipe qui en ont posé les bases. Mais avec une puissance de feu que lui-même, docteur Frankenstein à la mode communiste, n'aurait jamais pu imaginer.

DÉSINFORMATION ÉCONOMIQUE

Existe parallèlement à elle une troisième forme de désinformation non plus idéologique et politique, mais économique qui, pour le coup, n'est plus seulement propre à Moscou ou à Pékin. C'est la désinformation industrielle et commerciale. Soit l'art et la manière de discréditer les firmes concurrentes et leurs produits par des rumeurs, des exagérations, des allégations mensongères parfois à base de faits avérés mais déformés. Et même le cas échéant, par la manipulation d'ONG, d'organisations syndicales, d'associations de défense des droits humains, des consommateurs, de l'environnement. L'auteur a identifié cette pratique nouvelle en 1999 dans *L'Arme de la désinformation. Les multinationales américaines en guerre contre l'Europe*.

Inutile de préciser que cette désinformation-là a eu recours aux techniques de pointe très en amont. En cette fin du XXe siècle, on parlait de

MAOs (Menaces assistées par ordinateur) pour désigner les premières techniques numérisées d'attaques de ce type sur les forums Internet. Aujourd'hui, son terrain d'action est mondial : l'ensemble de la Toile. Ses acteurs multiples et multiformes : services secrets bien sûr, mais aussi officines paravent sur Internet.

Désinformation et piratage informatique peuvent en effet faire excellent ménage. C'est le cas en 2015, quand les Russes parviennent à « hacker » les fichiers informatiques du comité national de la candidate démocrate Hillary Clinton. Pour soutenir leur favori Donald Trump, en retard dans les sondages, ils transfèrent alors à WikiLeaks le résultat de leur piraterie, aussitôt mis en ligne au nom de la mission des « lanceurs d'alertes ». Résultat : la controverse médiatique zappe brusquement des liens de Trump avec Moscou aux erreurs de Clinton, qui a notamment commis la faute d'échanger avec ses collaborateurs des courriels à caractère officiel sur sa boîte e-mail personnelle insuffisamment protégée. D'accusatrice, la candidate démocrate devient l'accusée. La conduite parfaitement maîtrisée de cette manœuvre de diversion-désinformation traduit le changement depuis l'époque soviétique, quand le renseignement humain primait sur tout. Les services secrets russes de Vladimir Poutine, eux, entendent jouer simultanément sur les deux registres : l'infiltration humaine (on tisse grâce à des agents d'influence, voire des agents tout court, les réseaux propres à favoriser l'essor des protégés du Kremlin – ici, Donald Trump) et l'infiltration numérique (on détourne l'attention aux dépens de leurs adversaires politiques – ici, Hillary Clinton).

Dans ce domaine, on le constate déjà aujourd'hui, un de ses principaux vecteurs d'accélération réside dans le développement de l'intelligence artificielle. Des manipulateurs experts veulent en faire une arme de désinformation massive. Il n'est pas dit qu'ils échoueront.

Se greffe là-dessus, en particulier dans les pays occidentaux, une désaffection galopante des classes populaires ou des couches moyennes

menacées de déclassement envers les élites politiques et les médias. Des élites et des médias qui ont renforcé cette méfiance par leur propension à n'évoquer que leurs propres sujets de préoccupation, de sorte qu'elle s'est parfois transformée en véritable haine.

Tout cela en boucle. Les algorithmes enferment les utilisateurs des réseaux sociaux dans un univers circulaire clos qui se renvoie constamment à lui-même, ses adeptes ne fréquentant que les sites où l'on parle « comme eux ». Pendant ce temps-là, un sentiment d'abandon conduit beaucoup à vouer aux gémonies les médias classiques, accusés de désinformation permanente. Les cas, malheureusement réels, où ces médias occultent ou déforment des faits par idéologie, voire par paresse, sont ainsi montés en épingle comme si ces errements professionnels relevaient d'un plan global avec volonté délibérée de nuire. Le processus culmine alors dans le culte des « faits alternatifs ». On a vu en novembre 2024 comment il a contribué à conduire pour la deuxième fois Donald Trump à la Maison-Blanche, chacun notant le rôle très important d'Elon Musk dans cette victoire électorale. Musk qui d'une certaine manière a bouclé la boucle en lançant aux millions de visiteurs de son réseau social X : « Désormais, vous êtes les médias. »

Pas d'espionnite surtout, cette cousine du complotisme. L'espionnite explique tout par l'action des services secrets et des polices et le complotisme, par celle de conspirateurs tout-puissants. Les trolls et les services secrets russes n'ont pas « fabriqué » Trump, ce n'est pas eux qui l'ont élu, mais ce sont ses propres compatriotes. Mais ravivant, modernisant et numérisant la tradition soviétique des Artouzov et autres Agayants après des années de creux, les Russes ont mis à profit sans dépenses excessives un terreau fertile d'hostilité aux élites démocrates de la côte est ou de la côte ouest.

Avec ces armes de désinformation massives, les citoyens du XXI^{e} siècle ont du souci à se faire. Raison supplémentaire pour garder son sang-froid,

car l’Histoire nous l’a démontré : la panique aussi peut transformer les combats gagnants en combats perdus. Ce serait tout de même dommage que la démocratie, pire système politique à l’exception de tous les autres, perde ce combat-ci contre les régimes autoritaires post-totalitarisme.

Dissidents soviétiques en France

En l’absence de réseaux de renseignement implantés en profondeur en URSS, certains dissidents soviétiques réfugiés en France ont fait fonction d’analystes pour le compte de nos services secrets. Leur connaissance personnelle du système et de ses dirigeants se révélait en effet précieuse. Tel fut le cas de Boris Bajanov. Né en Ukraine en août 1900, ce militant du Parti communiste soviétique devient le secrétaire de Staline à partir de 1923-1924, période où le futur dictateur pose au sein de l’appareil les jalons de sa marche vers le pouvoir. Comme il possède le privilège d’entrer sans frapper dans le bureau du bientôt *Vojd* (le Guide), Bajanov surprend son chef à l’écoute des conversations de ses ennemis politiques, les Boukharine, Trotski, Zinoviev, Kamenev et autres, grâce à une dérivation sur le réseau téléphonique réservé aux membres de la haute direction du PCUS. Apprenant que l’ingénieur qui a installé le système vient d’être déporté au Goulag, le jeune homme décide de fuir l’URSS. Ce qu’il fait en 1928 *via* l’Iran. Installé à Paris, il devient dès septembre la principale source du 2^{e} bureau et du Service de renseignement, le SR, sur Staline et les hautes sphères moscovites. En 1940, il s’engage dans un corps d’émigrés soviétiques combattant aux côtés de l’armée finlandaise, puis revient à Paris où, semble-t-il, l’Abwehr et le SD ne viendront pas le relancer. Après avoir publié ses Mémoires (*Bajanov révèle Staline*, Gallimard, 1979), il meurt de sa belle mort en décembre 1982.

Cette même année 1982, Michel Heller vient de publier chez Calmann-Lévy *L'Utopie au pouvoir. Histoire de l'URSS de 1917 à nos jours*. Un ouvrage en collaboration avec Aleksandr Nekrich, autre jeune historien soviétique exclu du parti et déchu de tous ses titres universitaires pour avoir publié *22 juin 1941*. Un livre bien informé qui mettait en évidence l'aveuglement de Staline face à l'agression hitlérienne en préparation contre l'URSS… et pour cause, puisqu'une de ses sources était l'ancien chef du GRU à l'époque, le général Filipp Golikov !

Né en janvier 1922 au sein d'une famille juive à Moguilev, en Biélorussie, Mikhaïl Yakovlevich Heller étudie l'histoire à l'université de Moscou entre 1941 et 1945, époque de la Grande Guerre patriotique. Marié et père d'un bébé, auteur en 1946 d'une thèse sur les relations germano-russes, le voilà arrêté en 1950 et déporté au Kazakhstan. Libéré en 1956, Heller se réfugie en Pologne en 1956, puis en France où il enseignera à la Sorbonne jusqu'en 1990. Exemple d'intellectuel vivant au milieu de ses étagères de livres russes dans l'appartement où il recevait ses interlocuteurs du SDECE puis de la DGSE, Heller meurt en janvier 1997. L'ambassade d'URSS à Paris et en l'occurrence la PGU du KGB, puis le SVR n'ont jamais cessé de s'intéresser à lui, toute occasion de le localiser leur semblant bonne.

Jacques Rossi (1909-2004) n'a pas travaillé directement avec la DGSE. Ses travaux n'en ont pas moins aidé à éclairer la réalité concentrationnaire soviétique à l'ère stalinienne. Né Franciszek Ksawery Heyman, c'est le fils d'une Française exilée en Pologne après le décès de son premier mari. En 1926, il adhère au parti communiste. Polyglotte, le Komintern fait de lui un clandestin itinérant. Rappelé en 1937 à Moscou depuis l'Espagne en guerre civile alors qu'il opérait derrière les lignes franquistes, il est interrogé comme suspect et déporté. Une expérience douloureuse, mais édifiante qu'il a révélée en 1998 à l'auteur, alors qu'il venait de publier son premier livre, *Le Manuel du Goulag* : « Il fallait aller au Goulag pour voir

fonctionner le système sans masque. Là résidait sa vérité. C'est autour de 1940, au camp de Norilsk, dans l'Arctique, que j'ai compris qui en étaient les vraies victimes : les paysans frappés par la collectivisation forcée. J'avais collaboré sans le savoir à un système inhumain. » Expérience si marquante que cet ex-détenu profondément traumatisé n'en est jamais revenu psychologiquement : dans son petit appartement de Montreuil, il continuait à dormir sur une paillasse à même le sol. Libéré en 1956, il met six ans à quitter l'URSS pour la Pologne. Là, il peut faire valoir ses droits de citoyen tout en changeant de patronyme à l'état civil. Désormais Jacek Franciszek Rossi, il gagne la France en 1985 pour devenir Jacques Rossi.

Drogue et services secrets

Les deux guerres de l'opium (1839-1842, puis 1858-1860) ont permis à la Grande-Bretagne d'imposer à la Chine cette drogue particulièrement rentable pour ceux qui en font commerce. C'est le début des « traités inégaux » qui, humiliant la dynastie Qing régnante et à travers elle, le pays tout entier, vont cumuler leurs effets avec ceux de la sanglante révolte des Taiping (1851-1864). Les autorités impériales incapables d'en bloquer la dissémination, l'opium a rapidement pris racine dans l'empire du Milieu tout au long des années 1860-1910. Et sur ce plan, la révolution républicaine d'octobre 1911 n'arrange pas les choses, le pays s'enfonçant alors dans une période de chaos, de guerre civile entre communistes et nationalistes et d'invasions japonaises récurrentes.

Dépecé en miniroyaumes militaires aux mains des « Seigneurs de la guerre » quand ce n'est pas directement aux mains des Japonais comme en Mandchourie sous occupation nipponne, l'empire du Milieu se montre plus ouvert encore au trafic d'opium. De négoce rémunérateur, ce trafic va en

outre se transformer en arme de guerre. Tout en affectant le moral des consommateurs, le commerce des stupéfiants remplit en effet les poches de ceux qui les vendent. Du coup, c'est le moral de la nation tout entière qui s'effondre, comme le constate avec accablement dès les années 1930 Chiang Kai-shek, le leader du Guomindang, le parti nationaliste chinois.

Outre ses démons intérieurs, l'ennemi de la Chine se trouve justement être le Japon. De plus en plus brutal et envahissant, celui-ci use du trafic pour asseoir son impérialisme. Un agresseur que les lecteurs d'Hergé vont découvrir en 1934-1935 sous les traits de M. Mitsuhirato, l'agent secret et trafiquant nippon de *Tintin et le lotus bleu*. Personnage de fiction certes, avec sa phrase choc : « Un vrai Japonais sait toujours tout, monsieur Tintin. » Mais qui n'en renvoie pas moins au vrai maître espion du Soleil-Levant en Chine, le colonel Kenji Doihara, chef de la secte xénophobe ultranationaliste du Dragon noir.

Des années 1930 aux années 1940, la guerre civile entre communistes de Mao Zedong et nationalistes de Chiang Kai-shek s'entrecroise en quelque sorte avec la résistance chinoise contre le Japon. Et là aussi, l'opium devient un enjeu. Les grandes villes ont échappé aux rouges, mais dans les régions rurales qu'ils contrôlent aux confins du Shaanxi, du Gansu et du Ningxia dites « zones rouges », les maoïstes cultivent le pavot. Entretenant de bonnes relations avec certaines sociétés secrètes, ils disposent de nombreux relais pour écouler ces produits dans les zones dites « blanches », sous contrôle soit nationaliste, soit japonais. Un travail qui, à partir de 1938, incombe aux hommes de Kang Sheng, maître du Département des affaires sociales, le service secret de Yan'an, la ville troglodyte du nord du pays que Chiang Kai-shek a dû concéder aux rouges (voir « Kang Sheng »). Bras droit, mais aussi adversaire de Kang Sheng au sein du dispositif communiste, le directeur adjoint du Département des affaires sociales, Li Kenong, orchestre les échanges drogue contre argent avec les sociétés secrètes partenaires. En évoquant la « guerre

révolutionnaire de l'opium », Mao justifie ce négoce par des raisons idéologiques. La religion, selon Marx, est peut-être « l'opium du peuple », mais l'opium, lui, remplit les caisses de ses disciples chinois. Et loin d'être marginal, son apport financier avoisinera en 1945 quelque 40 % du budget communiste global.

Trafic et guerre civile

Côté Guomindang, les acteurs du trafic sont multiples. En 1935, Chiang a lancé un plan de sept ans pour l'éradication de l'opium, synonyme à ses yeux d'affaissement du moral chinois. Mais au nom du pragmatisme, il est revenu sur cette position. Une lutte sourde pour le contrôle des réseaux de commercialisation des opiacés et, déjà, de l'héroïne oppose en conséquence les hommes de T.V. Soong, le beau-frère de Chiang, à ceux de Dai Li, son maître espion. Dai travaille depuis longtemps avec Du Yuesheng, dit « Du-Les-Grandes-Oreilles », la tête de dragon d'une des deux plus puissantes mafias de Shanghai, la Bande verte (*Qingbang*), liée depuis les années 1920 au Guomindang. La bande fait profession de nationalisme. En 1941, le bras de fer avec T.V. Soong se conclut par la nomination de Dai Li, basé à Chongqing, la capitale de guerre du Guomindang, comme « responsable national » de la lutte antidrogue. Soit le poste rêvé pour organiser le trafic de concert avec la Bande verte ou, dans la région de Hong Kong et de Canton, avec la Bande rouge.

Des circuits compliqués de contrebande mènent la « marchandise » des lieux de production aux fumeries. La guerre contraint en effet les trafiquants à modifier les routes de la drogue. Ainsi l'occupation de Hong Kong par les Japonais a-t-elle interrompu une filière déjà ancienne. Depuis cette colonie britannique, il était jusque-là assez facile d'embarquer des cargaisons de stupéfiants vers d'autres possessions de Sa Majesté. Ce n'est plus le cas. Transférés des zones d'occupation japonaise aux régions sous contrôle

chinois, l’opium et ses dérivés peuvent désormais emprunter une autre route, du Sichuan ou du Yunnan en direction de la côte est et notamment de Shanghai, où les réseaux enterrés de la Bande verte mènent de front l’approvisionnement des tireurs de bambou et le terrorisme contre les collaborateurs des Japonais.

Dans le domaine du trafic d’opium, les subordonnés de Dai Li ne rechignent pas à unir leurs efforts avec ceux de Ding Mocun, un ancien communiste formé en URSS et désormais chef des services secrets du gouvernement collaborateur de Wang Jingwei, basé à Shanghai occupée par les Nippons. Ex-communiste également, Li Shiqun, l’adjoint de Ding, mourra empoisonné lors d’un repas en septembre 1943. Les Japonais avaient sans doute cessé d’avoir confiance en lui : ce deuxième ancien communiste n’entretenait-il pas un système d’échange de renseignements avec Pan Hannian, fidèle de Zhou Enlai resté à la tête des réseaux clandestins du PCC à Shanghai et lui-même au contact des services japonais dans la grande ville-port ?

La guerre civile chinoise perdue, les troupes nationalistes s’éparpillent où elles le peuvent. Par exemple dans le Yunnan, la province la plus méridionale de la Chine. Le général Li Mi y regroupe ses hommes pour les faire passer en Indochine, où l’armée française va les désarmer. Mais en Birmanie, les forces régulières du pays sont bien trop faibles pour cela, d’autant que le gouvernement les mobilise à cette époque contre les minorités karens en grande partie chrétiennes. Li Mi et le reste de son armée s’installent sur place, réquisitionnant de force les tribus shans. Ainsi se constitue ce qu’on appelle aujourd’hui le « Triangle d’or », une zone géographique de cultures et d’exportation aux confins de la Birmanie, de la Thaïlande et du Laos.

Le « Triangle d’or »

La CIA s'est assuré le concours d'une compagnie aérienne, la Civil Air Transport (CAT), qu'elle ne tardera pas à transformer en pavillon de complaisance. Quant aux hommes de Li Mi, à la recherche de sources de financement stables, ils se mettent à cultiver et à commercialiser le pavot et, par la suite, de l'héroïne. Ainsi, les avions de la CAT venus leur apporter armes, équipements et munitions dans l'optique du combat contre le communisme repartent les soutes bourrées de stupéfiants. Voilà la CIA complice de ce trafic, qu'elle couvre du sceau du secret.

Au début des années 1960, le Triangle d'or produit environ 300 tonnes d'opium. Le 20 novembre 1962, le crash mortel d'un Beechcraft 18 trop lesté près de l'aérodrome de la forêt de Sayaboury, au cœur du Triangle d'or, fait ressurgir quelques fantômes du passé. Devenu convoyeur d'opium, son pilote français, Henri Déricourt, a en effet joué un rôle majeur à l'été 1943 dans la chute du puissant réseau « Prosper » – 2 000 à 3 000 membres – du Special Operations Executive, le service action churchillien du temps de la Seconde Guerre mondiale. Rôle majeur, mais ô combien trouble car Déricourt mangeait à l'époque à trois râteliers : celui du SOE, celui du SD nazi, et enfin celui du MI6 et de Claude Dansey, auxquels allait son ultime allégeance (voir « Dansey Claude Edward Marjoribanks »).

1962, c'est l'époque où émerge une nouvelle figure du Triangle d'or : Chang Chi-fu, potentat moitié chinois, moitié shan qui se fait appeler Khun Sa. « Général » de l'armée Mong Tai, une milice dont les effectifs atteignent les 10 000 hommes, il ne sera contraint d'abandonner le trafic qu'au milieu des années 1990, sous la pression de l'armée birmane, la Tatmadaw. Les intentions de la Tatmadaw sont aux antipodes de la pureté. En 1988, son chef d'état-major, le général Saw Maung, a pris la présidence du State Law and Order Restoration Council (SLORC), l'organisme dont s'est dotée la dictature militaire pour contrôler la Birmanie, rebaptisée Myanmar. Au programme notamment : la reprise en main du trafic de

drogue. Plus exactement, la reprise de ce marché par la junte militaire de Rangoun. Le SLORC va en effet s'en annexer les juteux bénéfices. Ce trafic de drogue en kaki s'opère sous la houlette du Directorate of Defense Intelligence Service, que commande le général Khin Nyunt. Parmi ses auxiliaires, d'anciens dirigeants du Parti communiste birman séduits par le capitalisme doublement sauvage de la drogue ! Naît ainsi une narcodictature prête à tout pour conserver à la fois le pouvoir et les bénéfices que génèrent les stupéfiants. Elle noue des alliances tactiques, comme avec l'ISI, le renseignement militaire pakistanais (voir « Pakistan »).

Tandis que les Pakistanais produisaient de l'héroïne d'assez mauvaise qualité dite « Brown Sugar », les Birmans en étaient déjà au stade de l'héroïne n° 4 de grande pureté dite « chinoise ». Pour régler ces problèmes « techniques », une rencontre a lieu en 1991 entre le lieutenant-colonel Than Tun, du Directorate of Defense Intelligence Service birman, et des officiers de l'ISI, alors commandé par le général Asad Durrani.

Parmi les cibles privilégiées du SLORC, les Karens : moins de 10 % de la population birmane, très souvent chrétiens, qui vivent aux confins de la Thaïlande. Sous l'occupation japonaise, ils ont été de fermes soutiens de la Force 136, la branche asiatique du Special Operations Executive, le service action churchillien.

Depuis les années 1960, la Karen National Liberation Army (KNLA), bras armé de la Karen National Defense Organisation (KNDO) que commande Bo Mya, mène un combat asymétrique contre les militaires birmans. Jusqu'à l'effondrement du bloc de l'Est, elle est appuyée en sous-main par les services occidentaux au titre du combat global contre le communisme, et notamment par l'antenne du SDECE à Phnom Penh, au Cambodge. Son action souterraine s'appuie sur une poignée de volontaires français. Tous issus des unités d'élite, et en particulier des paras, ces jeunes à motivation idéologique – la lutte contre le communisme – ont rejoint les

maquis karens auxquels ils apporteront leur valeur combative et leur expérience du terrain.

En février 2021, le front s'élargit à la suite de la prise de pouvoir du général Min Aung Hlaing. Son coup d'État entraîne en effet l'entrée dans la lutte armée de toutes les oppositions à la dictature militaire. Celles des Chins. De la Kachin Independence Army, branche armée de la Kachin Independence Organisation, soutien depuis la fin des années 1950 du National Socialist Council of Nagaland et de la People's Liberation Army – deux mouvements sécessionnistes qui, depuis les années 1990, sont armés et entraînés par l'ISI, les services secrets militaires pakistanais. Ou encore des Rohingyas musulmans qui bénéficient, eux aussi, de l'attention des autorités pakistanaises. Sans oublier les Shans, dont on a vu plus haut le rôle au sein du « Triangle d'or », mais que les autres minorités en lutte jugent peu fiables. Concernant le trafic de drogue, les objectifs de cette ethnie semblent, de fait, beaucoup moins limpides que ceux des autres opposants en lutte. Quant à la junte militaire, elle s'efforce de tirer le plus grand profit possible de la catastrophe humanitaire engendrée par le tremblement de terre de mars 2025.

Une arme de « pourrissement »

Dans le cadre de leur guerre contre le Viêt-minh (*Viêt Nam Dôc lâp Dông Minh Hôi*, soit Ligue pour l'indépendance du Viêtnam), le front indépendantiste créé en mai 1941 et contrôlé par les communistes de Hô Chi Minh et de son adjoint militaire, Vô Nguyen Giap, les Français aussi vont utiliser l'arme de la drogue. Fondé en avril 1951 par le général de Lattre de Tassigny, commandant en chef du corps expéditionnaire français en Indochine, le groupement de commandos mixtes aéroportés (GCMA) constitue un service action rattaché en principe au SDECE. Sa mission : créer l'insécurité sur les arrières du Viêt-minh. Pour la remplir, le GCMA

s’appuie sur les guérilleros issus des minorités ethniques des hauts plateaux du Viêtnam : les Thaï et les Hmong. Détestés des Vietnamiens qui les désignent sous le nom péjoratif de « Méos », les Hmong, peuple très indépendant, tirent depuis toujours leur subsistance de la culture du pavot. Un accord est vite trouvé entre leur grand chef, Touby Ly Fong, et le commandant du GCMA, Edmond Grall. Les DC-3 de la flottille aérienne du groupement convoient le pavot vers le sud du Viêtnam. Là, il est vendu aux Binh Xuyên, une secte de trafiquants et de gangsters puissante en Cochinchine. Une partie de ces cargaisons repart dans le Triangle d’or, d’où elle empruntera des filières d’export. L’avantage de ce négoce triangulaire Hmong-GCMA-Binh Xuyên est triple.

1. Il prive le Viêt-minh des sources de financement de l’opium, sur lesquelles, s’inspirant du précédent maoïste avant et pendant la guerre civile chinoise, il guigne comme source de financement.
2. Tout en remplissant leur caisse, il ménage l’amour-propre des Hmong qui, guerriers-nés, se voient en frères d’armes des soldats français, et non en supplétifs.
3. Les Français maintiennent de bonnes relations avec les Binh Xuyên, lesquels, après force hésitations, ont fini par se ranger dans leur camp à la suite des habiles manœuvres du commandant Antoine-Marie Savani, patron du 2e bureau des forces terrestres du Sud-Viêtnam.

Cette affaire de service secret, précisons-le, ne comporte aucun enrichissement personnel des hommes du GCMA, qui vivent à la dure dans les maquis Hmong. Mais certains intermédiaires civils et militaires de Saigon en tirent bénéfice. Le scandale éclate en janvier 1953 quand la prévôté de Saigon, informée par le colonel Maurice Belleux, patron du SDECE en Indochine réticent envers une forme de lutte qu’il juge dangereuse faute de véritables débouchés politiques pour les minorités ethniques, met la main sur un important stock d’opium entreposé dans les

locaux du GCMA. On s’indigne publiquement, mais le partenariat avec les Hmong n’en continuera pas moins, quoique de manière plus discrète.

Les États-Unis dans la lice

Après la chute du camp retranché de Diên Biên Phu, les accords de Genève de juillet 1954 instaurent deux zones : le Nord-Viêtnam sous direction communiste et le Sud. En Cochinchine, les services français soutiennent leurs vieux alliés, les peu recommandables Binh Xuyên. Les Américains prennent, eux, le parti de Ngô Dinh Diêm, lequel l’emporte en 1955 avec leur appui. L’Indochine française est morte.

Pendant la guerre américaine du Viêtnam, l’accord avec les Hmong se voit cependant remis au goût du jour par la CIA et les forces spéciales de l’armée US, les Bérets verts. C’est qu’à leurs yeux, face aux communistes, la stratégie indirecte des partisans Hmong conduits par Vang Pao, le successeur de Touby Ly Fong, reste payante. Comme les officiers de l’ex-GCMA, ceux des Bérets verts seront toutefois contraints d’abandonner par ordre supérieur leurs camarades de combat des hauts plateaux. L’Amérique n’avait plus besoin d’eux, d’autant que cette histoire de pavot faisait tout de même mauvais genre à l’heure où le président Nixon se voulait un farouche ennemi du trafic de drogue. Comme l’a rappelé en 2008 *Gran Torino*, le film de Clint Eastwood, une petite partie des Hmong sera finalement exfiltrée aux États-Unis.

De leur côté, dès la première guerre d’Indochine (1946-1954), les communistes vietnamiens ont mobilisé l’arme de la drogue contre le corps expéditionnaire français. Ils vont récidiver pendant la guerre du Viêtnam. Le pavot est cultivé en Chine, mais aussi au Nord-Viêtnam. Avant d’être livré sous forme d’héroïne, l’opium est raffiné soit en Chine, soit au Viêtnam même, dans de petits laboratoires installés dans les zones forestières.

Sur un plan plus général, la guerre du Viêtnam aura cet effet pervers d'accélérer l'importation de drogue aux États-Unis. Tandis qu'une partie de la jeunesse contestataire consommait de la marijuana lors des grands rassemblements pacifistes, une autre théorisait la « libération » par l'usage du LSD, ce poison hallucinogène que la CIA avait cru pouvoir tester en 1953 dans le but d'en inventer l'antidote. Dans l'esprit des dirigeants de l'Agence, il s'agissait alors de parer à une attaque soviétique potentielle de grande ampleur. Mais ce faisant, l'Agence devait contribuer à introduire le LSD dans le pays qu'elle voulait préserver (voir « LSD »).

Aux États-Unis, mais aussi au sein du corps expéditionnaire au Viêtnam, las de cette guerre sans fin qu'ils finissaient par juger immorale contrairement à la croisade antinazie et anti-impérialisme nippon de leurs pères, beaucoup de soldats américains se réfugient dans les paradis artificiels. Selon les rapports, en 1970-1971, 10 à 15 % des soldats américains consommaient de l'héroïne, et 50 % de la marijuana. Même au sein du prestigieux corps d'élite des marines, la drogue se développe au même rythme que les cas d'indiscipline et d'insubordination : une coïncidence qui n'en est évidemment pas une.

Le Front national de libération du Sud-Viêtnam, successeur du Viêt-minh, et l'appareil d'État nord-vietnamien qui le sous-tend l'ont d'ailleurs parfaitement compris. Puisque la drogue mine le moral de l'ennemi états-unien, autant en fournir à profusion à ses soldats. Un excellent moyen de remplir les caisses au détriment des « impérialistes ». Et tant pis pour eux si les militaires à la bannière étoilée vont rapporter ce fléau au pays dans leurs bagages. Tant mieux même : le combat pour la victoire du communisme se passe de pinaillages moraux. À cette aune, on comprend que les autorités fédérales américaines aient très mal pris l'arrestation en avril 1971 dans le New Jersey d'un honorable correspondant du SDECE français : Roger Delouette conduisait une camionnette chargée de près de 45 kilos d'héroïne. Sélectionné par le SDECE pour une vraie mission de renseignement à

Cuba, puis écarté, il semble que Delouette effectuait des « heures sup » non pas pour le service, mais pour l'organisation mafieuse d'Auguste Ricord, un des caïds de la French Connection.

Quoi qu'il en soit de cette ténébreuse affaire, c'est en vertu d'un raisonnement semblable à celui des communistes vietnamiens, mais inversé, que le très antimarxiste patron du SDECE depuis novembre 1970, Alexandre de Marenches, suggère, dès le tout début de la guerre d'Afghanistan, à William Casey, son homologue de la CIA, le lancement d'une campagne secrète de « pourrissement » par le trafic de drogue du corps expéditionnaire russe. Retourner cette arme terrible contre les agresseurs soviétiques ne serait-il pas de bonne guerre ? Trop dangereux, répondront les Américains.

Les réseaux pakistanais

Laisser des alliés « pourrir » l'Armée rouge par la drogue est une chose, mais provoquer soi-même ce « pourrissement » en est une autre, bien différente. Pour lutter contre l'envahisseur russe, estime la CIA, elle a besoin de l'Army's Directorate for Inter-Services Intelligence (ISI), les services secrets pakistanais. Or, depuis le milieu des années 1980, une cellule spéciale consacrée à l'organisation du trafic du pavot afghan et de l'héroïne a été créée au sein de l'ISI sous la houlette du général Imtiaz Ahmed – un officier qui sera chassé par la suite de l'armée pakistanaise, mais pour son implication dans une affaire de corruption politique dite « Midnight Jackal ».

Le commerce de l'héroïne est alors contrôlé par le Joint Intelligence North. Responsable des régions nord du pays, ce département géographique de l'ISI mène simultanément une lutte clandestine féroce contre l'Inde. En particulier dans la province divisée et contestée du Jammu-et-Cachemire. Les sommes générées par le trafic servent à l'entretien des tendances

propakistanaises des moudjahidine, en particulier le Hezb-e-Islami de Gulbuddin Hekmatyar. Une pratique qui vaudra au Pakistan, où l'ISI jouait les faiseurs de rois, la réputation d'être devenu un « narco-État ».

Voici comment. La cellule *ad hoc* du général Imtiaz Ahmed produit de l'héroïne dans les zones contrôlées par les moudjahidine, puis se charge de les écouler dans les zones tenues par les Soviétiques de façon à contaminer l'Armée rouge. Le modèle vietnamien « retourné » cette fois contre les communistes. Les fonds transitent pour blanchiment par la Bank of Credit and Commerce International (BCCI), le plus gros établissement de la finance musulmane au monde créé en 1972 par un Pakistanais. La Banque d'Angleterre en ordonne la fermeture en juillet 1991. Le scandale qui va s'ensuivre met alors en évidence le rôle d'intermédiaire de la BCCI dans le financement de certaines dictatures, comme celle de Saddam Hussein, de narcotrafiquants comme le dictateur panaméen Manuel Noriega ou encore le cartel de Medellín, de groupes terroristes comme le Fatah-Conseil révolutionnaire d'Abou Nidal. Un bel éclectisme !

La CIA sait, mais elle préfère garder les mains (relativement) propres tandis que l'ISI salit les siennes. Au Pakistan, pas de risque de vraies commissions d'enquête parlementaires, comme l'Agence en a connu à ses dépens aux États-Unis dans la foulée du scandale du Watergate.

Le prix à payer pour ce service très secret rendu aux États-Unis est forcément élevé. Assez pour remplir les caisses de l'ISI, lui permettant ainsi des opérations clandestines qui ne vont pas toutes dans le sens des intérêts américains – en particulier le soutien occulte au mouvement des talibans en gestation.

Après le départ d'Afghanistan des Soviétiques, le trafic de pavot et d'héroïne s'intensifie au lieu de s'atténuer. La cellule spéciale de l'ISI et le Joint Intelligence North redirigent en effet l'exportation de ces « produits » vers les pays occidentaux. Une démarche qui inclut des alliances tactiques de l'ISI avec la narcodictature birmane au grand dam de la Drug

Enforcement Administration, chargée de la lutte antidrogue par le gouvernement fédéral américain. Au grand embarras de la CIA, pas moins. Si elle tarde à comprendre comment elle a nourri le serpent islamiste en son sein au nom de la lutte contre l'impérialisme russe, l'Agence réalise assez vite le problème engendré par le double jeu de ses alliés pakistanais. L'ennuyeux, c'est qu'elle est mouillée avec eux jusqu'au cou. Jusqu'à l'exécution par les Navy Seals d'Oussama ben Laden dans son refuge pakistanais en 2009 et même bien après, les rapports CIA-ISI resteront ainsi nimbés d'une gênante ambiguïté. Quant aux talibans, une fois au pouvoir, ils réprimeront certes l'usage des stupéfiants par leurs compatriotes, mais pas leur exportation dans l'Occident haï – un de leurs points d'accord avec les communistes. C'est dans une logique analogue que, durant la guerre civile algérienne, les islamistes achèteront du kif au Maroc pour l'écouler en France, en échange de véhicules volés exportés, eux, en Algérie, grâce à des complicités douanières locales, puis revendus aux fins de financement. Avantage de cette fausse « criminalité de droit commun » : elle échappait pour l'essentiel aux radars des services de renseignement français. L'intervention de l'armée américaine en Afghanistan à la suite du 11 septembre 2001 ne permettra d'ailleurs jamais de juguler complètement le trafic, lequel reprendra avec ardeur dès le retour aux affaires des talibans. Depuis, il continue.

Syrie : du haschisch au fentanyl

La drogue comme moyen de financement, les Moukhabarat al-Amma (Renseignements généraux) de Rifaat al-Assad y ont pensé bien en amont. Oncle de l'ancien dictateur syrien Bachar al-Assad et frère cadet d'Hafez al-Assad, le consolidateur de la Syrie baasiste, Rifaat crée dès 1971 les Brigades pour la défense de la révolution (*Saraya al-Difa 'an al Thawra*). Vite connues comme les « Brigades roses » au motif des taches lie-de-vin

de leurs uniformes, ces unités spécialisées dans la répression et la torture guignent, comme les moukhabarat, sur la plaine libanaise de la Bekaa, site très fertile de culture du haschisch. Hors d'atteinte jusqu'à l'intervention syrienne de juin 1976 au Liban en pleine guerre civile, la Bekaa tombe aux mains des brigades, lesquelles doivent toutefois composer avec le Service de renseignement de l'armée (*Moukhabarat al-Askariyya*, souvent appelé G-2). Aux ordres du colonel Mohammed Ghanem, le G-2 exige en effet sa part du gâteau, ou plus exactement du trafic de haschisch. Cette « marchandise » va souvent jusqu'en Europe.

Au tout début des années 2000, la Syrie, où Bachar al-Assad vient de succéder à son père Hafez, est quasiment maîtresse de tout le Liban. Le chef de ses services secrets au pays du cèdre, le général Ghazi Kanaan, un coreligionnaire alaouite des Assad, peut carrément s'installer à Beyrouth-Sud. Depuis Ramlet al-Baïda, il contrôle le trafic de drogue avec l'aide de deux de ses fils.

Un troisième protagoniste avec lequel la Syrie doit composer, c'est le Hezbollah (Parti de Dieu). Cette structure d'encadrement des chiites libanais liée à Téhéran entend financer le développement de ses milices et de ses groupes armés par le biais du trafic. Les Syriens contraints de se retirer de Beyrouth en 2005, la voilà seule en lice. Elle commence à exporter sa « production » vers certains pays d'Afrique, d'où la drogue repartira vers l'Europe ou les États-Unis. Au fur et à mesure d'une implantation de plus en plus envahissante au sein de la population, mais aussi de l'appareil d'État libanais, le Hezbollah va diversifier le trafic. Comme autrefois les Khmers rouges, il commercialise des diamants et, côté drogue, fabrique et écoule des produits de synthèse, tels que le captagon, un stimulant amphétamine à la fabrication peu coûteuse. La chute du régime de Bachar al-Assad à la fin 2024 a permis d'en savoir plus sur le trafic de captagon. La tête de réseau était au cœur de l'État baasiste, puisqu'il s'agissait de Maher al-Assad, le frère cadet de Bachar. Surnommé « le

Boucher » en raison de la férocité de ses milices personnelles, les Chabiha, Maher contrôlait les laboratoires de production, installés dans de discrètes villas. Ses hommes transportaient alors les chargements de captagon jusqu'au Liban. Là, le Hezbollah, partenaire du trafic à 50/50, se chargeait de son embarquement à l'aéroport et surtout au port de Beyrouth, qu'il contrôlait. Des filières qui menaient jusqu'en Arabie saoudite. On estime à 10 milliards de dollars les revenus du captagon pour la dictature syrienne et à peu près autant pour le Hezbollah.

Ces réseaux et ces sources de financement du mouvement chiite libanais, le Mossad et l'armée israélienne s'emploient aujourd'hui à les contrer ou à les tarir. Le paradoxe veut que le captagon, qui stimule la concentration et diminue la douleur, fût particulièrement prisé des combattants islamistes de Hayat Tahrir al-Cham qui, sous la houlette de l'Organisation nationale du renseignement turque (soit MIT), ont abattu la dictature syrienne. Parvenus au pouvoir, ils assurent aujourd'hui lutter contre le trafic.

Contrer l'usage des drogues de synthèse sur le sol américain, c'est également la mission des services américains spécialisés. Mais comment faire quand ces produits sont synthétisés à l'abri des regards sur le sol chinois, puis commercialisés dans les pays occidentaux par les diverses mafias « patriotiques » de l'empire du Milieu liées au Tongyi Zhanxian Gongzuobu, voire parrainées par cet organisme (voir « Front uni – Département du travail de ») ? Il y a pourtant urgence puisqu'un de ces produits de synthèse, le fentanyl, produit en Chine et introduit aux États-Unis par les cartels mexicains ou colombiens, est d'ores et déjà responsable chaque année de la mort de près de 100 000 Américains, sans parler de la déchéance de dizaines de milliers d'autres. Signe peut-être révélateur : la diffusion massive de la « China White », de l'héroïne coupée de fentanyl. Autant dire que les États-Unis sont loin d'en avoir fini avec le poison de la

drogue, de plus en plus meurtrier en Europe aussi. Le pourrissement n’est pas seulement une arme de guerre déclarée, mais aussi de guerre hybride…

Dulles Allen (1893-1969)

Adolescent, Allen Dulles fait, dans la foulée de John Foster, son aîné de cinq ans, des études de droit à Princeton. En 1916, leur oncle Robert Lansing, ministre des Affaires étrangères, crée la petite structure de renseignement du State Department, le Bureau of Secret Intelligence. Basé à la légation des États-Unis à Berne pendant la Grande Guerre, Allen fait ainsi ses premiers pas dans l'espionnage en liaison avec le MI6. En 1919, il retrouve Foster au sein de la délégation américaine aux négociations de Paris qui aboutiront à la signature du traité de Versailles. Entre 1922 et 1926, sa carrière se poursuit à la division du Proche-Orient au ministère des Affaires étrangères. Il bifurque ensuite vers le privé, intégrant le grand cabinet juridique Sullivan & Cromwell.

Politiquement, ses suffrages et ceux de son frère Foster vont à l'aile anti-isolationniste du parti républicain favorable à l'intervention contre les dictatures européennes et asiatiques. En novembre 1942, après le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord, Allen Dulles retrouve la légation des États-Unis à Berne. Comme chef de l'OSS pour l'Europe, cette fois. Et trouve très vite le contact avec la « délégation en Suisse », sorte d'ambassade de plusieurs mouvements de la Résistance intérieure française. Ce qu'il propose à ces clandestins démunis, c'est son aide financière. Sans contrepartie politique, assure-t-il. L'OSS ne demanderait que des renseignements sur l'ennemi nazi commun. Dulles ne partage ni l'antigaullisme obsessionnel de l'administration Roosevelt ni la préférence que celle-ci accorde au général Giraud, rival de l'homme du 18 Juin pour le contrôle de la France combattante. Hurlant au « coup de poignard dans le dos du Général », Jean Moulin dénonce ces échanges avec les Américains. Reste que l'imbroglio helvétique aura servi à Dulles d'initiation à la

politique en Europe occupée. En août 1944, c'est sans enthousiasme qu'il obéit à l'ordre formel de Washington : tenter une dernière fois de déstabiliser de Gaulle avant qu'il gagne Paris en triomphateur. Et comme il l'avait prévu, cette opération « Enfières-Laval » débouche sur un échec (voir « De Gaulle et les services secrets »).

Ses relations avec la résistance libérale-conservatrice allemande au nazisme dite « Orchestre noir » ne seront guère plus heureuses. Très violemment hostile au communisme, Dulles souhaite un retournement d'alliance où les Anglo-Américains s'uniraient à l'opposition allemande de droite pour stopper l'avancée de l'Armée rouge. Comme Roosevelt reste fidèle à la ligne de « reddition inconditionnelle » de l'Allemagne, cette opposition se voit de fait privée de perspective et même d'espoir. Ce que Dulles explique à Hans Gisevius, le porte-parole de l'aile antinazie du renseignement militaire allemand, l'Abwehr, venu le rencontrer en Suisse en avril, puis en mai 1944. Le chef européen de l'OSS devra se contenter du succès très relatif de l'opération *Sunrise*. Elle aboutit certes à la capitulation des troupes allemandes d'Italie du Nord, mais seulement le 2 mai 1945, soit trois jours après le suicide d'Hitler !

La guerre terminée, Dulles réintègre Sullivan & Cromwell. Pour autant, il ne raccroche pas, gardant un pied dans la jeune CIA où il continue à animer de façon non officielle certaines opérations clandestines. Le 26 février 1953, il devient le troisième directeur de l'Agence, créée en septembre 1947. Seul maître à bord ou presque, d'autant que son frère aîné Foster prend les leviers de commande du Département d'État. Un cumul familial inédit aux États-Unis et qui ne sera dépassé qu'au tout début des années 1960, quand John Kennedy régnera à la Maison-Blanche et son cadet, Robert, au ministère de la Justice ! Le tandem Dulles-Dulles va durer jusqu'en mars 1958, date du décès de Foster.

Allen a des idées bien arrêtées. Jusque-là, au titre de la doctrine du *containment* élaborée par l'administration démocrate, on n'a cherché qu'à

contenir la poussée soviétique (voir « Guerre froide, subversion et services secrets »). Une position trop prudente à ses yeux. Autant la pimenter par des projets plus offensifs. À l'été 1953, la CIA lance une opération clandestine en Iran de concert avec le MI6 britannique (voir « *Covert Actions* »). Elle débouche sur le renversement express du Premier ministre Mohammed Mossadegh, détesté à Washington et à Londres au motif de la nationalisation des pétroles du pays. En juin 1954, une *Covert Action* analogue permet le renversement du colonel Jacobo Arbenz Guzmán, qui, en nationalisant ses vastes propriétés du Guatemala, a déplu à l'United Fruit Company, très influente à la Maison-Blanche.

Ajoutez à ces deux réussites spectaculaires la victoire remportée sur les rebelles communistes des Philippines, et vous comprendrez pourquoi le virus des actions clandestines, considérées comme de véritables martingales, est en train de contaminer la CIA tout entière.

Dans les chasses gardées nord-américaines du moins, car en juin 1953, l'Agence se révèle incapable de soutenir la révolte des ouvriers de Berlin-Est alors qu'elle ébranle le régime de la RDA. Quant au soulèvement hongrois contre les « grands frères soviétiques » d'octobre 1956, il est abandonné à son sort par le président américain, Dwight « Ike » Eisenhower. L'ancien commandant en chef interallié en Europe pendant la Seconde Guerre mondiale ne voulait à aucun prix d'un affrontement direct avec les Russes.

Sachant, et pour cause, que la CIA vient de pousser les Hongrois à la révolte *via* les radios de propagande américaines qu'elle contrôle, Dulles, discipliné, n'en répercute pas moins l'ordre présidentiel. Ajoutons qu'au même moment, l'expédition franco-britannique de Suez contre l'Égypte de Gamal Abdel Nasser dans le style « crépuscule des dieux coloniaux » provoque un rapprochement imprévu entre URSS et États-Unis.

Revers sérieux

Au début des années 1960, deux revers sérieux vont affecter plus encore le patron de la CIA. Le premier, c'est l'affaire de l'U-2, l'avion espion à haute altitude de l'Agence abattu le 25 avril 1960 par les Soviétiques avec son pilote Francis Gary Powers. Coup d'autant plus dur pour Dulles que son adjoint Richard Bissell, ancien haut fonctionnaire de l'administration du plan Marshall, et lui-même avaient insisté auprès de la Maison-Blanche pour qu'elle autorise ce dernier vol avant une rencontre au sommet du général Eisenhower avec le numéro 1 soviétique Nikita Khrouchtchev. Un face-à-face qui sera annulé à la demande des Russes, pas mécontent de jouer les victimes (voir « U-2 »).

En novembre, deux candidats s'affrontent pour la succession d'Eisenhower : côté démocrate, John Kennedy et côté républicain, Richard Nixon. JFK remporte l'élection. Dulles n'aime ni son père Joseph Kennedy, affairiste lié autrefois au milieu et dont les opinions pronazies étaient quasi militantes, ni le jeune président, un blanc-bec qui, assure-t-il en privé, « se prend pour Dieu ». Reste qu'il faut composer avec la Maison-Blanche. La CIA prépare en effet un nouveau « gros coup » : le renversement à main armée de Fidel Castro, qui s'est rapproché de l'URSS et nargue les États-Unis depuis sa prise de pouvoir de janvier 1959.

Le 17 mars 1960, deux mois après l'affaire de l'U-2, Eisenhower avait approuvé les grandes lignes du projet *Pluto* de débarquement d'exilés anticastristes de la brigade 2506 entraînés par la CIA en Floride. À cette réserve près : en aucun cas, la main des États-Unis ne devait apparaître au grand jour. Et voilà que les réticences se font encore plus fortes chez Kennedy. Tellement que Dulles, sûr de lui, s'aventure à mentir au président sur les chances de réussite, qu'il grossit beaucoup. Pas trop rassuré, JFK exige cependant qu'on châtre *Pluto*, rebaptisé *Zapata* : une seule frappe aérienne au lieu de deux et aucun Américain sur le théâtre du débarquement, qui a été déplacé à la baie des Cochons, endroit moins praticable, mais plus éloigné de la capitale, La Havane.

Le 17 avril, l'affaire tourne au cauchemar. Faute du soutien naval et aérien promis à ses chefs par la CIA, mais refusé par le président, la brigade 2506 reste coincée sur les plages. Pendant deux jours, on s'affronte sans merci, les castristes retranchés à l'intérieur et leurs adversaires, les pieds dans l'eau. Commandés par « Che » Guevara, les chars castristes ouvrent le feu. En début d'après-midi du 19 avril, les anticastristes lèvent les bras.

Auréolée de sa victoire sur les « Gringos », la dictature cubaine qu'on voulait abattre sort renforcée de l'aventure. Dulles, lui, n'est pas encore à terre, mais presque. Le 20 novembre, le voilà démis de ses fonctions par un président furieux.

Le vétéran de l'OSS qui a régné neuf années de suite sur la CIA, n'a plus qu'à remâcher son humiliation. Et à ricaner sans retenue de l'incapacité de Robert Kennedy, ministre de la Justice bizarrement chargé de la déstabilisation, voire de l'assassinat de Castro avec l'aide du milieu, à atteindre son objectif.

Le 22 novembre 1963, JFK tombe sous les balles d'un ou de plusieurs tireurs. Certains accusent la CIA d'avoir organisé l'attentat de Dallas – sans preuve d'ailleurs. Faute d'obtenir une certitude sur les véritables causes de la mort violente de leur jeune président, beaucoup d'Américains se perdent en conjectures, en théories, en soupçons. C'est l'amorce de la grande crise de confiance qui éclatera au début des années 1970 sous la présidence Nixon, au moment du scandale du Watergate et du grand déballage des « bavures » de la CIA. Un déballage que Dulles n'aura pas connu. Après avoir figuré parmi les sept membres de la commission Warren chargée d'élucider les circonstances de la mort de Kennedy, il rend son dernier souffle le 29 janvier 1969.

E

Espionnage

Nom commun à réputation mauvaise. Il nous vient du vieux français « espier », qui a donné « épier ». Mais ce sont les autres qui espionnent. Nous, nous ne faisons que contrer leurs espions. Comme tous les pays prétendent la même chose la main sur le cœur quand ils en possèdent un, c’est à se demander si l’espionnage existe vraiment. Le livre que vous tenez entre vos mains ambitionne de vous prouver que oui, c’est bien le cas.

F

Farewell, Vladimir Vetrov, dit (1932-1985)

Vladimir Vetrov est connu du public grâce notamment au film d'Emir Kusturica, l'*Affaire Farewell*. S'il fut agent double français au sein du KGB, Vetrov n'était pas, loin de là, la seule taupe occidentale de son époque à l'intérieur des services secrets soviétiques. En cause : le pourrissement du système communiste et l'effondrement de l'idéologie marxiste-léniniste. Jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'URSS pouvait faire fantasmer, facteur propice à la trahison de nature idéologique, donc au recrutement par les Soviétiques d'agents en Occident. Désormais, c'est l'inverse : ceux qui passent au service secret des Occidentaux franchissent la ligne parce que l'Occident, terre de libertés individuelles, mais aussi paradis de la consommation, fait rêver.

Résultat : un profil différent pour les agents doubles au profit des services occidentaux. Seule source de la CIA au sein du GRU, le colonel Piotr Popov avait été découvert en février 1958, puis exécuté, grâce à un document transmis aux Soviétiques par leur propre agent double au sein du MI6, George Blake. Oleg Penkovsky prend alors le relais avant de tomber à son tour en octobre 1962 (voir « Penkovsky Oleg »). « Tamponné » en novembre 1961 au nom de mobiles similaires, Dimitri Poliakov va devenir

agent double de la CIA au sein du GRU pour un quart de siècle. Avant d'être confondu en 1986 alors qu'il avait atteint le grade de général, il fournira des renseignements qui viendront à l'appui de ceux de Vladimir Vetrov, *alias* « Farewell ».

Au milieu des années 1980, l'Agence américaine de renseignement et le FBI disposent d'une vingtaine de sources au sein des services soviétiques. Dont Boris Ioujine, officier de la PGU, la première direction principale du KGB, sous couverture de journaliste de l'agence Tass à Washington ; Sergueï Motorine, chargé à l'ambassade d'URSS aux États-Unis des « mesures actives », la mise en œuvre de la *dezinformatsia* ; Valery Martinov, troisième secrétaire à la même ambassade ; Leonid Polichtchouk, recruté au Népal en 1974 ; Guennadi Smetanine, colonel du GRU ; Guennadi Varenik, un temps responsable des « illégaux » du KGB en Allemagne fédérale ; Sergueï Vorontsov, de la deuxième direction principale du KGB chargée, elle, de la surveillance des étrangers ; Vladimir Vassiliev, du GRU.

De son côté, le MI6 contrôle Oleg Gordievsky depuis le début des années 1970. En poste à la *rezidentoura* de Londres, c'est cet agent double de très haut niveau qui a informé les services secrets de Sa Majesté de l'opération *RYaN*, deuxième risque de guerre nucléaire généralisée après la crise des fusées de Cuba en 1962 (voir *RYaN* – opération). Exfiltré d'URSS par les Britanniques dans des conditions rocambolesques, Gordievsky survivra. Mais pas la plupart des taupes de la CIA, trahies par Aldrich Ames (voir « Ames Aldrich »), par Robert Hanssen, l'agent double soviétique au sein du FBI, et peut-être par un « troisième » homme que Robert Baer, un vétéran de l'Agence américaine connu pour son expérience de terrain au Moyen-Orient, son talent littéraire, mais aussi son non-conformisme, s'efforce de traquer aujourd'hui encore.

Vladimir Vetrov s'est trahi lui-même. La fin d'un parcours étonnant : né en 1932, il entre à la PGU en 1959. Six ans plus tard, cet ingénieur en

mécanique arrive à Paris accompagné de sa femme Svetlana comme officier de la ligne X sous couverture d'attaché scientifique et technique. La ligne X collecte pour synthèse, analyse et exploitation les informations transmises à la ligne T, créée par le KGB en 1967 pour coordonner, justement, le renseignement scientifique et technologique, vital pour la survie de l'URSS. Dépassée par les Occidentaux, la Russie soviétique compte en effet sur l'espionnage industriel pour rattraper son retard.

Volodia et Svetlana se plaisent dans la capitale française. D'autant qu'on peut y acheter bon marché de petits objets à revendre à Moscou avec un bon bénéfice. Quand il prend ses vacances en URSS, le couple emporte dans ses bagages bijoux, parfums et gadgets à la mode très prisés des Russes, puis revient en France avec des produits russes faciles à écouler dans la capitale moyennant finances : du caviar, par exemple. Un petit trafic dont beaucoup, à l'ambassade, sont coutumiers : chez les Soviétiques, le temps de la pureté idéologique est déjà loin.

Sous prétexte professionnel, le couple a l'autorisation de fréquenter des Français, de déjeuner, de dîner ou de sortir avec eux. Le tout sous réserve que Volodia en rende scrupuleusement compte à Alexeï Krokhine, le patron du contre-espionnage à l'ambassade, la ligne K. Parmi ces Français, Jacques Prévost. Il supervise tous les contrats de la Thomson-CSF avec l'URSS et, à ce titre, en réfère régulièrement au contre-espionnage français, la Direction de la surveillance du territoire, matrice de l'actuelle DGSI.

Un jour d'été 1970, la Peugeot 404 de Volodia est emboutie par un véhicule qui s'évanouit aussitôt. Un incident qu'il est tenu, en principe, de signaler à Krokhine. Or, celui-ci pourrait conclure à une tentative de recrutement par les Français : très mauvais point dans un KGB où tout le monde est en permanence suspect. Inquiet, Vetrov contacte Prévost d'urgence. Ce dernier trouve le moyen de faire réparer les dégâts dans un temps si réduit que nul à l'ambassade n'y verra que du feu. Ce service

personnel, Prévost le signale à la DST. Le contre-espionnage français se trouve ainsi au courant d'un incident que la ligne K ignore.

Rappelés à Moscou

Peu après, Volodia et Svetlana sont rappelés à Moscou. Pour un premier séjour à l'étranger, cinq ans représentent une période assez longue, la durée moyenne étant plutôt de trois. Si le couple regagne le bercail soviétique, c'est avec la nostalgie de leur période parisienne. À Moscou, les Vetrov conservent un train de vie élevé. Leur appartement des beaux quartiers est décoré de façon presque luxueuse par Svetlana. Mais ils n'habiteront le lieu que jusqu'en avril 1974, date de la mutation de Volodia à Montréal sous couverture d'ingénieur à la représentation commerciale soviétique au Canada. Victime d'une vraie tentative de recrutement par le contre-espionnage local, l'Intelligence Division de la Royal Canadian Mounted Police, le couple est rappelé à Moscou. Pour toujours cette fois, ce qui met fin au rêve de revenir en poste à Paris.

Plein d'amertume, Volodia se jette à corps perdu dans les travaux de réfection de la petite maison de campagne, l'isba, que Svetlana et lui ont acquis dès 1977 pour quatre fois son salaire mensuel. Lieutenant-colonel à la ligne T, il s'y fait remarquer par un rapport si dérangeant sur le fonctionnement du service que personne ne veut le prendre en compte, nouvelle occasion de désenchantement envers un système soviétique bloqué par la mainmise de la nomenklatura, hostile à tout bouleversement.

Pourquoi Vetrov, décidé à transmettre aux Occidentaux les informations secrètes dont il dispose, choisit-il les Français ? Parce qu'il en parle la langue d'abord, mais aussi parce qu'il possède chez eux une vieille connaissance : Jacques Prévost. Par nostalgie du « paradis parisien » enfin.

De Budapest, où il effectue une tournée, le beau-frère chanteur de Volodia accepte de poster une lettre à Prévost. Résultat : néant. Mais en

février 1981 au salon du Centre Armand-Hammer de commerce international de Moscou, Vetrov remet une seconde lettre en février 1981 à Alexandre de Paul, représentant de Schlumberger. Cette fois, la DST donne suite par l'intermédiaire de Xavier Ameil, le représentant permanent de Thomson à Moscou. La qualité des presque 300 pages de documents que Vetrov fournit à Ameil achève de convaincre le contre-espionnage français qu'il tient quelque chose de sérieux. Son directeur, Marcel Chalet, décide alors de contourner le SDECE, matrice de l'actuelle DGSE, en travaillant à son insu avec la CIA. D'où le nom de code attribué à l'agent double : Farewell.

L'officier traitant de Vetrov sur place sera Patrick Ferrant, l'attaché militaire français à Moscou depuis août 1980. Commence alors un ballet de rencontres moscovites où Ferrant monte à bord de la Lada du Russe pour des fournitures de documents sortis de la PGU : près de 3 000 pages plus une liste de 250 officiers de renseignement soviétiques, mais aussi de longues digressions personnelles, comme c'est souvent le cas entre un agent et son officier traitant.

Le 14 juillet 1981, en fin d'après-midi de la première garden-party élyséenne de l'ère Mitterrand, le ministre de l'Intérieur, Gaston Defferre, organise un face-à-face discret entre Chalet et le nouveau président socialiste. Autorisation est donnée à la DST de continuer le « traitement » de Vetrov sans avoir à passer le dossier au SDECE, seul habilité en principe au contre-espionnage « offensif » (voir « Contre-espionnage et contre-terrorisme »).

Mettant au jour le système de collecte, de diffusion puis d'utilisation des renseignements scientifiques, technologiques et industriels volés en Occident par les services soviétiques, le résultat est impressionnant. Mitterrand s'en servira dès les 19-22 juillet 1981 pour renouer lors d'une conférence internationale à Ottawa avec le président Reagan, inquiet

comme tous les Américains d’une France à la logique étatiste où le PCF participe au gouvernement.

L’affaire dure assez peu il est vrai. Début 1982, la DST, à laquelle un certain amateurisme de l’action clandestine sur le terrain moscoutaire avait porté bonheur jusque-là, perd le contrôle de « Farewell ». En pleine tourmente amoureuse, Vetrov aurait tenté d’assassiner sa maîtresse, officier du KGB comme lui, dans un parking en plein air de la banlieue de Moscou. Arrêté pour fait de droit commun, il passe ensuite aux aveux. En 1985, une circulaire interne au KGB annonce qu’il a été exécuté pour trahison. Comme Poliakov et une dizaine des agents doubles vendus aux Soviétiques par Aldrich Ames, l’architraître de la CIA.

Faux drapeau

Connu de tous les services secrets du monde, le terme anglais *false flag* (faux drapeau, faux pavillon, fausse bannière) renvoie à l’époque des corsaires et de la marine à voile. Ces temps où la coutume, sinon le droit de la mer, permettait de n’arborer ses véritables couleurs qu’au tout dernier moment avant l’assaut. Quand un service secret mène une opération clandestine, à plus forte raison si cette opération est très risquée et à plus forte raison encore si elle contrevient au droit international, il peut avoir recours à la technique du faux pavillon. Elle consiste à se faire passer soit pour un autre service, soit pour une organisation indépendante de l’État commanditaire.

Les Français ont usé de cette méthode à plusieurs reprises au long de leur histoire. Avant que Louis XVI se décide à déclarer officiellement la guerre ouverte au Royaume-Uni, son aide aux indépendantistes américains emprunte ainsi le pavillon de complaisance d’un affréteur privé, une compagnie partiellement au nom de Pierre-Augustin Caron. Or, sous le

pseudonyme clin d'œil de « Norac », l'écrivain, bientôt anobli sous le nom de Beaumarchais, appartient au Secret du roi, le service de renseignement français de la fin de l'Ancien Régime. En cas de saisie par la Royal Navy d'un navire de la société Roderigue Hortalez et Cie chargé d'armes et de munitions, la responsabilité du royaume de France n'est pas engagée puisqu'il existe un « démenti plausible » (voir « Démenti plausible »).

Autre exemple plus tardif : pendant la guerre d'Algérie, le service action du SDECE crée de toutes pièces une organisation d'extrême droite fictive, la Main rouge. Bien réels, les assassinats ciblés visant le FLN et ses fournisseurs d'armes sont ainsi attribués non pas au gouvernement français, leur véritable commanditaire, mais à de soi-disant fascistes. Le nom de Main rouge ayant été utilisé précédemment au Maroc par des anti-indépendantistes français, le service action en reprend habilement l'emblème : une « main de Fatma ». Écrit par un contractuel étranger au monde des services, un livre revendique les attentats avec – et pour cause – force détails authentiques. Un faux « colonel Mercier, chef de la Main rouge » donne une conférence de presse. Dans le contexte de durcissement de l'extrême droite française opposée à l'indépendance de l'Algérie, le montage semble plausible. De fait, la presse s'en empare, donnant naissance à un mythe qui perdurera longtemps après la fin du conflit algérien.

Parle-t-on en effet d'extrême à des journalistes, surtout des journalistes de gauche, qu'ils ont tendance à voir aussitôt non pas rouge, mais brun. À l'été 1985, empêtrés dans le scandale de l'attentat d'Auckland contre le *Rainbow Warrior*, le navire de Greenpeace, ordonné par le ministère de la Défense, les socialistes tentent d'en attribuer la responsabilité à des « mercenaires d'extrême droite ». Une rumeur met indûment en cause le colonel Philippe Charrier : ancien du triangle de direction du service action du SDECE avec Philippe Rondot et Ivan de Lignières, c'est forcément un « facho ». Certains journalistes mordent à l'hameçon. Sauf que le travail minutieux d'autres confrères, dont Roger Faligot, Pascal Krop ou Jacques-

Marie Bourget, puis Jacques Derogy et Jean-Marie Pontaut fait rapidement litière de cette batterie d'allégations mensongères. Le faux drapeau n'est donc pas une martingale. Bien utilisé, il s'avère toutefois pratique. Dans le cadre de leur entreprise de contre-insurrection en Irlande du Nord face à l'IRA (Irish Republican Army), les Britanniques manipulent divers groupements loyalistes – dont, coïncidence, le « Red Hand Commando » – pour perpétrer et revendiquer des attentats contre les nationalistes. C'est la technique dite des « contre-gangs ». Elle a l'avantage de dégager la responsabilité de la Couronne britannique tout en semant la confusion générale. Quand la guerre semble « illisible » à force de revendications et de contre-revendications, les médias ont tendance à reprendre plus volontiers les explications officielles. Autre exemple de *false flag* à l'ère Thatcher : les assassinats ciblés de militants du Sinn Féin, l'aile politique de l'IRA, ou d'un autre groupement plus gauchiste, l'Irish Republican Socialist Party. Perpétrés par des commandos d'élite du Special Air Service, ces crimes sont faussement attribués à des milices loyalistes. Pour ne citer qu'elle, Bernadette Devlin, célèbre contestataire de la fin des années 1960, échappera de peu à un de ces meurtres d'État sous couleurs soi-disant miliciennes.

Créer la confusion, c'est souvent le cas au Proche et Moyen-Orient. La Syrie de Hafez al-Assad et l'Irak de Saddam Hussein manipulent des groupements palestiniens « proxys », multipliant les signatures alors que ces actions terroristes servent avant tout les intérêts de leurs deux États, frères ennemis issus du courant baasiste (voir « Proxys »). Le Fatah, qui ordonne et organise les attentats de son faux pavillon Septembre noir (*Ayloul al-Aswad*), prétendra longtemps ne rien avoir avec lui. Une fiction qui, il est vrai, ne trompe plus personne depuis longtemps. Mais les stratégies indirectes des Gardiens de la révolution iraniens, elles, persistent encore aujourd'hui.

Au sein du petit monde des services de renseignement, on crédite le Mossad israélien d'un savoir-faire inégalé dans l'usage du *false flag*. Au Proche et Moyen-Orient comme ailleurs, c'est en effet plus facile de « tamponner » un sujet intéressant en se présentant comme officier d'un service de renseignement d'un pays arabe autre que le sien qu'en revendiquant d'emblée son appartenance aux services secrets de l'État hébreu honni.

Forme ancienne d'hybridation de la guerre, les *false flags* ont de beaux jours devant eux. Internet et réseaux sociaux leur fournissent en effet un terreau favorable.

Femmes et espionnage

Deux grands mythes ont façonné la vision des espionnes : celui de Milady de Winter, la fourbe, la traîtresse, et celui de Mata Hari, la danseuse nue, la courtisane. Alexandre Dumas et son documentaliste Auguste Maquet créent le personnage de Milady à partir d'une chronique de La Rochefoucauld. Le mémorialiste y dessinait l'épisode des ferrets de diamants. Cette anecdote en pointillés, les deux complices la transformeront en traits pleins. Or, la voleuse que La Rochefoucauld désignait sous le nom de comtesse de Carlisle a bel et bien existé. Il s'agissait de Lucy Hay, née Percy, fille du duc de Northumberland et, en effet, comtesse de Carlisle. Une des agentes secrètes les plus actives de la monarchie pendant la guerre civile du milieu du XVIII^{e} siècle entre les tenants du roi Charles I^{er} et les partisans de Cromwell. Fidèle de Charles, lady Hay saura se faire passer pour une agente des cromwelliens, collectant d'autant plus d'informations qu'on la prenait, bien à tort, pour une ravissante idiote. Ravissante, c'était le cas. Mais idiote non, et empoisonneuse diabolique à la Milady, encore moins. Ajoutons que si les monarchistes avaient leur escouade féminine,

dont lady Hay, les cromwelliens aussi. Dès cette époque de guerre civile, les Anglais ont d'ailleurs créé deux termes spécifiques qui paraissent encore très novateurs aujourd'hui : ceux de *she-intelligencer* et *female-intelligencer*. Bien au-delà des fantasmes sexuels, sans doute étaient-ils plus conscients que d'autres de l'importance des femmes dans l'espionnage.

Concernant Mata Hari, elle fut une très mauvaise espionne travaillant contre espèces sonnantes et trébuchantes pour deux services, le français et l'allemand. Ainsi que pour un troisième, le russe, mais gratis cette fois. Quant aux raisons pour lesquelles cette aventurière ressortissante d'un pays neutre, la Hollande, a été fusillée, sachons qu'elles ne devaient rien à son travail de renseignement, de valeur d'ailleurs très faible. Et tout à la nécessité de remonter le moral des poilus après les refus d'obéissance de 1917 dits « mutineries » (voir « Mata Hari »).

Si les mythes sont souvent trompeurs, le rôle des *she-intelligencers* constitue une réalité du renseignement aussi ancienne que souvent méconnue. Or, toute l'histoire le montre : si les espionnes ont rarement été considérées comme l'égale de ces messieurs, elles les valent bien sur le plan de l'efficacité.

Les héroïnes des deux guerres mondiales

Une réalité apparue aux yeux des plus aveugles pendant les deux guerres mondiales, quitte à se voir occultée dès le retour à la paix. En 1914-1918, les deux camps mobilisent des agentes secrètes, dont certaines deviendront de remarquables cheffes de réseau. Citons parmi ces soldates de l'ombre côté MI6 britannique Edith Cavell, fusillée par les Allemands en octobre 1915 à Bruxelles. Nos compatriotes Louise de Bettignies, morte en prison en septembre 1918, et son adjointe Marie-Léonie Vanhoutte qui, elle, survivra aux geôles du Kaiser. Toujours côté MI6, citons l'héroïne belge Gabrielle Petit, fusillée par les Allemands en mars 1916. Ou encore Marthe

Cnockaert qui, plus chanceuse que sa compatriote, survivra. N'oublions surtout pas le réseau de la Dame blanche : 904 membres homologués, dont 278 femmes. Il s'était doté d'un membre du « Conseil de réserve » féminin, structure prépositionnée pour que les cheffes prennent le commandement si les chefs tombaient entre les mains de l'occupant : Juliette Durieux, cheffe du réseau d'état-major ; Thérèse de Radiguès de Chennevière, sous-commandante ; Laure Tandel, sous-commandante de réserve. Radiguès, 75 ans en 1940 et Tandel, 65, renoueront d'ailleurs avec le service secret pendant la Seconde Guerre mondiale au sein du réseau Clarence. Une reconstitution de la Dame blanche avec l'apport d'éléments plus jeunes.

C'est peu connu, mais le Service de renseignement français de l'entre-deux-guerres disposait d'une source remarquablement bien placée au sein même de l'Abwehr, le SR militaire du III^{e} Reich : notre compatriote Madeleine Richou, *alias* « MAD », enseignante de français à Vienne. Moins hâbleuse que beaucoup de messieurs, cette personnalité extraordinaire a choisi l'anonymat la guerre finie. Morte en 1987, c'est en 1993 seulement que Roger Faligot et l'auteur du présent ouvrage révéleront son identité.

Joséphine Baker est certes plus connue que « MAD », mais sa notoriété tient plus à sa personnalité, qui scandalisait les uns et fascinait les autres, qu'à l'acte de volontariat pour la guerre secrète qu'elle fit dès le début des hostilités en septembre 1939. Comment ? En entrant de son propre chef au contact des officiers du SR. Sans doute Joséphine fut-elle ensuite une des *she-intelligencers* les plus voyantes du monde, forme paradoxale, mais en l'occurrence très bénéfique d'autoprotection.

Bien oublié ensuite pour cause de « retour à la normale » masculine, l'engagement des agentes alliées de la Grande Guerre s'est prolongé dans celui de leurs héritières du deuxième conflit mondial. Marie-Madeleine Méric (voir « Fourcade Marie-Madeleine ») prend, sous l'Occupation, les

rênes du plus grand réseau en Europe de renseignement de la Résistance dirigé par une femme, le SR Alliance.

Le réseau Jade-Fitzroy est passé, après l'arrestation de son chef, Georges Lamirault, en décembre 1943, sous la direction de son épouse Raymonde née Rousselot et dite « La Panthère », sobriquet qui en dit long sur son caractère. Dans un genre moins recommandable, celui de Mathilde Carré aussi. Surnommée par ses camarades du réseau franco-polonais Famille-Interallié « La Chatte », elle passera au service de l'Abwehr dès son arrestation en novembre 1941. Carré ne fut pas la seule femme d'Interallié à flancher. Reste qu'après la Libération, on lui fit endosser le double costume de Milady de Winter et de Mata Hari. En janvier 1949, son procès devant la cour de justice de la Seine déclenche des tombereaux de misogynie. Condamnée à mort, peine commuée en détention à perpétuité, libérée en 1954, elle mourra en 2007 à l'âge de 97 ans.

Si le MI6 britannique est resté longtemps un bastion machiste, la section française du Special Operations Executive (SOE), le service action churchillien du temps de guerre, comportait 40 % d'agentes de terrain, dont des Françaises, des Anglaises, des Belges, deux Polonaises, une Franco-Hollando-Suisse, une Franco-Tchèque, une Anglo-Espagnole, trois Anglo-Russes, une Irlandaise, une Franco-Anglo-Irlandaise, une princesse indienne soufi. Et même une Américaine, Virginia Hall, qui fera carrière à la CIA de 1951 à 1966, mais restera coincée sous un plafond de verre avec un grade équivalent à celui de lieutenant-colonel, elle qui, depuis 1941, possédait une expérience de la clandestinité bien supérieure à la plupart de ses collègues masculins.

Nombre de ses camarades « saboteuses de Churchill » ont connu des destins tragiques, la section française du SOE enregistrant 118 agents et agentes morts au combat, assassinés pour beaucoup dans les camps nazis. Entre 1946 et 1947, Vera Atkins, adjointe du colonel Buckmaster, chef de la

F Section, effectue une longue tournée en France et en Allemagne pour éclaircir les circonstances de leurs disparitions (voir « Atkins Vera »).

S'ils semblent revenus au machisme traditionnel, les services secrets russes ont connu leur période de féminisation du milieu des années 1920 au milieu des années 1940. Parmi les têtes d'affiche de l'époque : Louise Clarac, Lydia Chkalov baronne Stahl, associées à la direction du réseau d'espionnage en France du 4e bureau (renseignement) de l'Armée rouge créé par Jean Cremet. La camarade colonelle allemande Ruth von Mayenburg dite « la comtesse rouge ». Sa compatriote Ursula Kuczynski, *alias* « Sonya », agente de liaison et maîtresse du maître espion Richard Sorge au Japon, membre pendant la guerre du réseau suisse du renseignement militaire soviétique, dit les « Trois Rouges », puis recyclée en Angleterre dans l'espionnage nucléaire après son mariage avec un britannique, Leon Beurton. Elle coordonnera ses efforts avec ceux d'une autre *female-intelligencer* de haut niveau, Melita Norwood, membre du secrétariat personnel du directeur adjoint puis directeur de la British Non-Ferrous Metals Research, association partenaire du programme nucléaire allié. « Letty » Norwood ne sera démasquée qu'en 1999.

Autre animatrice des « Trois Rouges », Rachel Dübendorfer connaîtra, elle, les horreurs du Goulag. Dans les services soviétiques encore, citons l'Espagnole Caridad Mercader del Río, mère du futur assassin de Trotski. La Bessarabienne Elizaveta Zaroubina, responsable de l'infiltration aux États-Unis du programme nucléaire anglo-américain *Manhattan* pendant la Seconde Guerre mondiale. L'Américaine Mildred Fish, cofondatrice, avec son mari allemand Arvid Harnack, du réseau berlinois l'« Orchestre rouge ». Sa camarade de la direction du réseau, l'Allemande Libertas Schulze-Boysen, comtesse Eulenburg.

Retour à la normale après guerre

La fin de la guerre est marquée partout par un « retour à la normale ». Normale masculine s'entend : moins de femmes dans les services. Dans le cas français, la féminisation se voit en outre retardée par les deux guerres coloniales d'Indochine (1946-1954) puis d'Algérie (1954-1962). Sur ces deux fronts, les opérations sont principalement l'affaire du service action. Des coups de commandos dont la sensibilité de l'époque empêchait qu'ils fussent menés par des femmes exposées, le cas échéant, aux sévices dont le Viêt-minh ou le FLN étaient coutumiers. À deux reprises et à vingt ans d'intervalle, la station de Paris de la CIA se fera remarquer par le contre-espionnage français. En 1975, dix officiers de l'Agence américaine sont expulsés par le ministère de l'Intérieur : dans le cadre d'une tentative d'infiltration du Parti communiste, ils avaient notamment recruté un play-boy chargé de draguer les secrétaires du local parisien du PCF, place du Colonel-Fabien. En 1995, cinq officiers de la CIA sont expulsés à leur tour suite aux activités intrusives d'une agente sous couverture, Mary Ann Baumgartner, laquelle avait recours à son charme personnel auprès de divers responsables français. Le premier officier féminin du service action de la DGSE, la capitaine Dominique Prieur, s'octroiera une notoriété dont elle se serait bien passée. Arrêtée en juillet 1985 par la police néo-zélandaise après le sabotage du *Rainbow Warrior*, le bateau de Greenpeace, sa photo a fait le tour du monde.

Même si le plafond de verre continue à tenir bon, les services américains et anglais progresseront plus vite que leurs homologues français. En 1992, Stella Rimington, un officier de contre-espionnage expérimenté, est désignée à la tête du British Security Service, l'équivalent anglais de la DGSI. En 2018, Gina Haspel prend les commandes de la CIA. Elle démissionnera en 2021, à la veille de la prise de fonctions par le président démocrate, Joe Biden, pour intégrer un cabinet d'affaires juridiques. C'est un diplomate de carrière, William Burns, qui lui succède. Sauf que deux jours plus tard, Avril Haines, ancienne directrice adjointe de la CIA, se voit

nommer directrice nationale du renseignement, un poste de quasi-ministre qui fait d'elle la superviseuse des dix-huit organismes de renseignement états-uniens, dont justement la CIA.

En 2025, la donne change avec la réélection de Donald Trump. S'il remplace Haines par Tulsi Gabbard, c'est avant tout parce qu'elle est loyale à sa personne. Colonelle de réserve, Gabbard s'est illustrée par une certaine sympathie envers la dictature syrienne de Bachar al-Assad, par des thèses mitoyennes de celles du Kremlin à propos de l'Ukraine et… par des attaques virulentes contre les services secrets américains. De quoi laisser perplexe.

Côté russe, on est sur le recul par rapport à la « grande époque » internationaliste. Anna Kouchtchenko épouse Chapman semble l'arbre qui cache la forêt masculine. Agente de qualité très médiocre bien que fille d'un général du KGB, elle sera arrêtée en 2010 par le FBI pour des activités d'espionnage assez maladroites sur le sol américain. Échangée presque aussitôt à Vienne lors d'un mégatroc d'espions, cette belle jeune femme sera pour Vladimir Poutine le prototype de l'agente patriote de charme russe.

Côté français, les effectifs féminins frôlent désormais les 30 % des 7 500 agents de la DGSE. Parallèlement, c'est une policière expérimentée, Céline Berthon, qui a pris en janvier 2024 le commandement de la DGSI.

En Israël, les femmes sont plus nombreuses dans les services que dans ceux des autres pays. Au sein de l'unité 8200, les « geeks » du cyberespionnage, mais aussi du Mossad. Quelques opérationnelles sont devenues célèbres, comme Sylvia Rafael. Formée au photojournalisme par le Kidon, l'aile du Mossad chargée des exécutions, elle sera partie prenante de l'assassinat à Rome en octobre 1972 du représentant en Italie de l'OLP, Wael Zwaiter, puis en janvier 1973, de celui de Mahmoud Hamchari, l'équivalent de Zwaiter à Paris. En juillet 1973, la police norvégienne l'arrêtera après l'assassinat d'un serveur de bar marocain que le Mossad

avait confondu avec le « Prince rouge » Ali Hassan Salameh, ancien chef de Septembre noir, la branche terroriste du Fatah (voir « Mossad de 1948 à 1988 »). Salameh lui-même sera exécuté en janvier 1979 à Beyrouth. Une agente du Kidon d'origine anglaise, Erika Mary Chambers, est réputée avoir déclenché depuis sa chambre d'hôtel l'explosion de sa Chevrolet piégée.

En résumé, la progression des femmes au sein des services secrets ressemble plus à une longue marche qu'à une avancée éclair. À noter cependant cette grande première : une femme, Blaise Metreweli, vient de prendre les commandes du MI6 britannique, longtemps considéré comme un temple du machisme. Un exemple à suivre ?

Feuvrier Charles, général (1915-1997)

Né dans le Doubs, cet aviateur rejoint les Forces françaises libres dès juin 1940 et s'illustre au sein du groupe « Lorraine ». Gaulliste inconditionnel, il entre au cabinet de Pierre Messmer, ministre des Armées, et commandera la Sécurité militaire (SM) jusqu'en 1963. Au sein de la SM (aujourd'hui Direction du renseignement et de la sécurité de la défense), l'ancien des FFL crée la Division des missions et recherches, un secteur à sa main voué à la lutte contre l'OAS, l'organisation armée des jusqu'au-boutistes de l'Algérie française. Une idée de Xavier Deniau, du cabinet de Messmer, s'inspirant en l'occurrence de la brigade du chef autour du commissaire Maigret dans les romans de Simenon.

Feuvrier s'associera à toutes les opérations clandestines anti-OAS. En particulier l'enlèvement du colonel Antoine Argoud à Munich, le 25 février 1963, et à son transfert à Paris. En 1970, il passe dans la réserve. De 1972 à 1981, il « pantoufle » comme directeur central du personnel de Peugeot. Ses

heurts avec les dirigeants syndicaux seront nombreux. Retraité en 1981, il meurt en octobre 1997 à Brethel, dans l'Orne.

Foccart Jacques (1913-1997)

Fils de bonne famille aux accointances antillaises et monégasques, Jacques Foccart, de retour en métropole, codirige pendant la guerre une entreprise de commerce de bois dont les clients sont le plus souvent allemands, ce qui n'en fait certainement pas un gaulliste de 1940 ! En septembre 1943 pourtant, il entre dans la Résistance sous le pseudonyme de « Binot » et s'y adonne à fond, contractant au passage un goût prononcé pour l'action clandestine. Début avril 1945, Foccart prend à Londres le commandement de l'opération *Vicarage*, tentative sans lendemain de parachutage de commandos français de la dernière chance à proximité des camps de concentration nazis. Ce projet lui donne l'occasion de côtoyer des officiers britanniques et français des forces spéciales, une autre de ses passions futures.

Sa famille possédant des intérêts à la Guadeloupe, le « Bacille » ou « La Foque », ses sobriquets dans les milieux gaullistes, devient en 1948 délégué national aux Territoires d'outre-mer du RPF, le mouvement politique de masse d'opposition à la IV^{e} République que le Général vient de lancer. Parallèlement, il monte une entreprise d'importation de bananes et, officier parachutiste de réserve, se montre très assidu aux périodes de formation du service action du SDECE. Son intérêt pour les affaires africaines le met en relation avec le capitaine Maurice Robert, chef de poste du service français à Dakar à cette époque où le Sénégal n'est pas encore indépendant.

Fin 1953, le général de Gaulle place le RPF en sommeil. Un an plus tard, il nomme Foccart secrétaire général de cette coquille qui, quoique vide, peut toujours se remplir en cas de besoin. Resté proche de l'homme du

18 Juin, La Foque l'encourage à rester dans la course pour le pouvoir. Il lui organise même une tournée en Afrique, où la population française fait un accueil enthousiaste au Général. On ne s'étonnera donc pas de voir impliqué le « Bacille » dans le double jeu gaulliste de mai-juin 1958 qui va amener le Grand Charles à Matignon. Homme de l'ombre de De Gaulle, il assume en particulier les liaisons dangereuses avec les protagonistes de l'opération *Résurrection*. En d'autres termes, les préparatifs d'un coup d'État militaire si la légalité ne suffisait pas à ramener le Général aux affaires.

Tout compte fait, de Gaulle n'aura pas besoin de *Résurrection*, qui servira quand même à intimider la classe politique. En janvier 1959, installé cette fois à l'Élysée, il nomme Foccart conseiller technique. Puis, de 1961 à 1969, secrétaire général de la présidence pour la Communauté et les Affaires africaines et malgaches, ce qui permet au « Bacille » de continuer à travailler avec Maurice Robert, patron de la section Afrique du SDECE. Conseiller de l'ombre avec un statut de contractuel et non de fonctionnaire, Foccart voit le chef de l'État presque une fois par jour, l'informe, écoute ses conseils et comprend ce qu'il doit impulser, en particulier en matière de services secrets. Le tout sans jamais recevoir de consigne précise qui engagerait le Général. Entre les deux hommes, tout se dit à demi-mot.

Membre fondateur du Service d'action civique, le SAC, Foccart constate avec amertume que, quelques militants mis à part comme Charles Pasqua dans le sud de la France, ce service d'ordre pourtant très musclé du parti présidentiel ne s'engage pas dans la lutte contre l'OAS. Un combat de l'ombre qu'il mène, lui, par le truchement de ses filières personnelles, les « réseaux Foccart ». Mais aussi comme trait d'union entre le Général et les principaux pôles de lutte contre l'activisme : le ministère de l'Intérieur avec Roger Frey et son conseiller anti-OAS Alexandre Sanguinetti ou le ministère des Armées autour du cabinet de Pierre Messmer et de la Sécurité militaire, commandée par un ancien Français libre, le général Feuvrier (voir

« Feuvrier Charles, général »). Sans omettre l'avocat Pierre Lemarchand, créateur des « barbouzes », ces mercenaires contractuels sans rapport avec le SDECE que les commandos « Delta » OAS du lieutenant déserteur Roger Degueldre vont s'employer à détruire, ce qui offrira plus de champ libre aux éléments officiels de la police, de la gendarmerie et de la SM. Le SDECE, lui, ne s'impliquera pas dans cette guerre franco-française (voir « De Gaulle et les services secrets »).

Cible de l'extrême droite

La Foque fait désormais partie des cibles favorites de l'extrême droite, qui voit en lui un agent soviétique. Une rumeur que les Américains prennent au sérieux au fur et à mesure qu'ils s'irritent de la politique de « non-alignement » de De Gaulle. Passé du côté de la bannière étoilée, Philippe Thyraud de Vosjoli, ancien chef de poste du SDECE à Washington, apporte un semblant de crédibilité à cette rumeur. Elle sera le cœur de *Topaz*, roman d'espionnage antigaulliste de Leon Uris porté au grand écran en 1969 par Alfred Hitchcock. Comme on ne prête qu'aux riches, beaucoup verront aussi la main de Foccart derrière l'enlèvement à Paris en 1965 de l'opposant marocain Mehdi ben Barka. Était-il réellement « au parfum », comme l'a dit la rumeur ? Cela ne sera jamais prouvé.

Viennent les événements de mai-juin 1968. Ce pilier secret du gaullisme soutient le projet de contre-manifestation des « trois P » (Dominique Ponchardier, résistant émérite et ancien chef des « barbouzes » d'Alger, Charles Pasqua et Voltaire Ponchel, beaucoup moins connu que ses deux compagnons, mais pas moins actif qu'eux). Le 30 mai, sur les Champs-Élysées, il marche en tête du cortège parmi les « barons gaullistes ».

Pas question pour autant de stopper ses « affaires africaines », qui sont celles du Général, mais en beaucoup plus brutal. Foccart était-il déjà, en octobre 1960, derrière l'empoisonnement mortel par un contractuel du

SDECE à Genève de Félix-Roland Moumié, le leader en exil de l'Union des populations du Cameroun ? C'est probable. Affaire foccartienne en tout cas le soutien aux séparatistes biafrais en lutte contre le gouvernement central nigérian. De même le soutien aux séparatistes katangais de Moïse Tshombé, y compris par la mobilisation d'officiers issus ou sympathisants de l'OAS. Ou encore les tribulations africaines, et même yéménites, du célèbre mercenaire Bob Denard, lequel tentera sur le tard de se poser de manière abusive en « corsaire de la République ».

Bête noire de l'extrême droite, La Foque l'est désormais tout autant de la gauche et de l'extrême gauche anticolonialistes. Des centristes également : dès le départ du Général pour Colombey en avril 1969, le président du Sénat et bientôt candidat à la présidentielle Alain Poher le renvoie à sa propriété de Luzarches, en région parisienne (rappelons que, simple contractuel, Foccart peut facilement être remercié). La nomination à la tête du SDECE d'Alexandre de Marenches par Georges Pompidou semble une pierre dans son jardin. Marenches, qui a une vision très personnelle du rôle du service et une vision très politique de son rôle personnel, ne ressent nul besoin des conseils d'un Foccart (voir « Marenches Alexandre de, comte »). Valéry Giscard d'Estaing, qui succède à Pompidou malade en 1974, guère plus. Son ancien adjoint René Journiac remplace certes La Foque, mais comme simple conseiller technique lui aussi, et comme haut fonctionnaire. Foccart n'en continue pas moins à cultiver ses relations personnelles avec les chefs d'État de cette Françafrique dont il est, plus que tout autre, le fondateur.

Bien lui en prend d'ailleurs, puisque le Premier ministre Jacques Chirac, qui voue une certaine affection à ce pilier secret du gaullisme et ne conçoit pas la politique africaine sans lui, l'aide à reprendre pied sur le continent africain à partir de 1975. Ses bases arrière se reconstituent autour de la firme pétrolière Elf et du « clan des Gabonais », un groupe non officiel, mais très puissant où l'on retrouve son ami Maurice Robert, qui

« pantoufle » hors du SDECE. Ce groupe qui soutient un des plus éminents françafricains, le président Omar Bongo.

Le problème, c'est que VGE a pris goût aux affaires de l'Afrique et qu'il n'a aucune intention de les abandonner à un autre. Tandis que Marenches contrecarre les menées des Angolais, alliés des Soviétiques, par le truchement d'Ivan de Lignières, chef du détachement du service action à Kinshasa, « Giscard l'Africain » se révèle. En 1978, c'est le président qui, après une longue hésitation, donne le feu vert au largage très risqué des légionnaires parachutistes du 2e régiment étranger de parachutistes (REP) sur Kolwezi. L'année suivante voit l'opération *Barracuda* : le renversement du dictateur centrafricain Jean-Bedel Bokassa. Là encore, Lignières joue les premiers rôles, comme il les joue aussi dans le soutien du SDECE à l'UNITA en guerre de guérilla sous le commandement de son leader Jonas Savimbi contre le régime marxiste angolais.

Autant d'épisodes où la main de Foccart, qu'on imaginait partout en Afrique pendant la décennie précédente, brille surtout par son absence. Après l'arrivée de François Mitterrand au pouvoir, notre pilier secret du gaullisme doit-il se résigner à prendre sa retraite ? Pas tout à fait car il entretient de bonnes relations avec Guy Penne, le « Monsieur Afrique » des socialistes et qu'en 1986, la victoire de l'opposition aux législatives ramène Jacques Chirac à Matignon. Toujours fidèle à Foccart s'entend car pour le reste… le nouveau Premier ministre le rappelle à 72 ans comme conseiller personnel. Un rôle qu'il ne jouera cependant pas au-delà de la présidentielle de 1988, qui voit la réélection de Mitterrand et la déconfiture chiraquienne. Et là, surprise : l'homme de l'ombre qu'on croyait muré dans ses secrets autorise la publication *post mortem* des comptes-rendus de ses discussions avec le général de Gaulle. L'auteur du présent dictionnaire a interviewé plusieurs fois Jacques Foccart. Pour constater que cet animal à sang froid et au regard morne et inexpressif ne s'animait qu'au seul nom de De Gaulle. Et une fois, bizarrement, d'André Malraux. Un étrange personnage

vraiment : attaqué très durement dans un livre du regretté journaliste-écrivain Pierre Péan qui se faisait écho d'un libelle mettant en doute les conditions de sa naissance, Foccart, très ému apparemment, confiait : « Ce n'est pas à Péan que j'en veux de prétendre que ma mère n'était pas ma mère, c'est à celui qui a commandé et fait circuler ce torchon. » Le suspect du coup fourré à l'en croire : le ministre de l'Intérieur Roger Frey, fidèle du Général lui aussi. Les gaullistes, disait-on, « chassaient en meute ». Ça ne les empêchait pas de se poignarder dans le dos à l'occasion.

Fourcade Marie-Madeleine (1909-1989)

Née Bridou, elle épouse à 17 ans un jeune officier colonial, le capitaine Méric. Le couple aura deux enfants, mais mal assorti se brise. En 1936, Marie-Madeleine rencontre Georges Loustaunau-Lacau. Héros de la Grande Guerre, c'est le créateur des réseaux Corvignolles. Cette organisation, qu'on appellera plus tard la « Cagoule militaire », se veut le fer de lance de l'anticommunisme au sein de l'armée. Partageant les mêmes convictions, Méric et Loustaunau-Lacau lancent ensemble un mouvement très droitier, l'Union militaire française dite « La Spirale ». C'est sur cette base que va s'appuyer, dès février 1941, le SR Alliance. En avril, ce réseau de renseignement entre en contact avec le MI6 britannique. Loustanau arrêté par la police de Vichy, Marie-Madeleine prend le commandement de l'Alliance. C'est en décembre 1941 lors d'un rendez-vous clandestin à Madrid que les Anglais découvrent que « POZ 55 », son numéro de code, est une femme ! Celle que ses camarades de réseau connaissent comme « Hérisson ». En novembre 1942, l'Alliance organise pour le compte du MI6 l'embarquement clandestin pour Gibraltar du général Giraud, évadé d'Allemagne et qui deviendra le rival de De Gaulle au sein de la France combattante (voir « De Gaulle et les services secrets »). Le réseau s'est

développé dans le Sud-Ouest, en Bretagne, dans le Nord, le Midi. À son zénith, il comprendra dix-sept secteurs : Paris, Lille, Autun, Verdun, Lyon, Grenoble, Vichy, Ussel, Tulle, Bordeaux, La Rochelle, Pau, Bayonne, Toulouse, Marseille, Nice avec une extension sur l'Italie. Pour les opérations aériennes dites *pick-up* : pose et dépose nocturne d'agents et de courriers par des appareils de la RAF travaillant pour le MI6, il se dote même d'une structure dite AVIA. En juillet 1943, « Hérisson » gagne l'Angleterre. Elle ne reviendra en France qu'en août 1944, époque où l'Alliance est passée depuis six mois du MI6 à la France combattante, apanage désormais du seul général de Gaulle. Arrêtée par la police de Vichy à Aix-en-Provence, Marie-Madeleine s'évade. Officier liquidateur du réseau, elle en homologuera les 2 405 agents et agentes, dont 440 occasionnels, 92 permanents 1 (conservant une activité professionnelle en marge de leur travail clandestin) et 1 045 permanents 2 (dotés de moyens d'existence par l'organisation). L'Alliance a été le plus grand réseau de renseignement dirigé par une femme de toute l'Europe occupée.

Parmi les préoccupations de Marie-Madeleine à l'époque, le sort des résistantes et des parentes ou compagnes de résistants. « Tout de suite, dans l'après-guerre, s'est posé un problème dramatique, celui des femmes de résistants », confiera-t-elle à l'auteur en février 1988. « Elles avaient aidé leurs maris, participé au travail des réseaux, pris des risques au même titre que les hommes. Mais rien n'était prévu pour elles, aucune loi, aucun statut. À l'époque, bien sûr, rares étaient les femmes qui travaillaient à l'extérieur. C'était le rôle du mari. Mais celles-ci étaient veuves, privées le plus souvent de moyens d'existence. »

Divorcée d'Édouard-Jean Méric, Marie-Madeleine épouse Hubert Fourcade le 20 novembre 1947. Vice-présidente de l'Union internationale de la Résistance et de la déportation, membre de l'Amicale des anciens chefs de réseau, elle milite ardemment en 1958 pour le retour aux affaires du général de Gaulle. L'année suivante paraît sur le grand écran *Marie-*

Octobre, un film de Julien Duvivier dont le personnage principal, interprété par Danielle Darrieux, lui doit l'essentiel de sa substance. Marie-Madeleine Fourcade meurt en juillet 1989 au Val-de-Grâce.

Front uni – Département du travail de

Le Tongyi Zhanxian Gongzuobu apparaît comme un perfectionnement asiatique du modèle communiste russe. Pour Mao et ses successeurs, ce « Département du travail de front uni du Comité central du Parti communiste chinois » sera ce que l'Internationale communiste, le Komintern, était pour Staline. Un vecteur d'influence, une courroie de transmission, un paravent et enfin un vivier de recrutement pour les services secrets. Le DTFU naît en 1938, après que le parti nationaliste de Chiang Kai-shek, le Guomindang, a conclu un accord dit de « Front uni antijaponais » avec le Parti communiste chinois. Un PCC militarisé à outrance que dirige Mao Zedong depuis sa « base rouge » de Yan'an, à près de 1 000 kilomètres de Pékin. Concepteur du DTFU, Zhou Enlai en expérimente aussitôt le mode opératoire. Au titre de l'accord Guomindang-PCC, il a pris ses quartiers à Chongqing, la capitale de la résistance nationaliste à l'envahisseur nippon. C'est là, très loin de Yan'an, que le futur Premier ministre de la République populaire de Chine tisse ses réseaux d'influence tout en recrutant des agents de renseignement au sein même de l'appareil du Guomindang. Une manière d'enchâsser l'espionnage dans des activités qui paraissent, de prime abord, relever de la simple propagande politique. Pas de procédé d'infiltration plus efficace, en effet, que le « Front uni » : systématisé à l'échelon du PCC, ce travail permet aux maoïstes d'infiltrer en profondeur le dispositif nationaliste. Une gangrène silencieuse qui va grandement favoriser leur victoire militaire de 1948-1949 dans la guerre civile.

Dans une deuxième phase sous l'égide de Li Weihan (1896-1984), son directeur entre 1948 et 1964, le DTFU étend son domaine à la diaspora chinoise d'outre-mer : Asie dans son ensemble, États-Unis, mais aussi Canada. Pendant l'ère Deng Xiaoping des années 1980-1990, les Occidentaux favorisent par leur naïveté à courte vue cette progression masquée. Ne s'imaginent-ils pas en effet que la Chine, partenaire commercial soumis, accepterait de borner ses ambitions au statut peu valorisant d'« atelier du monde » et de marché passif pour leurs produits industriels. Or, pourquoi le ferait-elle ? Dès les années 1980, les autorités taïwanaises, alors aux mains du Guomindang, constatent, effarées, leur perte d'influence sensible au sein de la diaspora. Les services secrets de Taipeh s'inquiètent en particulier de la mainmise progressive et concertée de Pékin sur les établissements d'enseignement du chinois à l'étranger, mainmise identifiée comme un des vecteurs de pénétration du DFTU.

Les bases sont posées de l'extension planétaire actuelle du Front uni, sorte de « cinquième colonne » du régime de Pékin : gentillesse apparente contre réalité très efficace. À l'étranger, le DTFU opère au travers d'une myriade d'associations, d'ONG, de groupes d'amitié, de rassemblements plus ou moins bouddhistes, de structures d'enseignement de la langue, d'initiatives culturelles diverses, d'officines douteuses, de contacts parfois limites avec des personnalités politiques locales, des parlementaires, des universitaires, des chercheurs, des scientifiques, des journalistes, des industriels ou encore des admirateurs de l'art asiatique. Autant d'agents d'influence potentiels à repérer d'abord et le cas échéant, à traiter. De préférence ceux et celles qui épousent ouvertement les thèses de Pékin sur la question de Taïwan. Et si possible, sur le Tibet ou sur le sort des musulmans ouïghours. Dans le cas de personnalités politiques connues dans leur pays, élus, responsables de partis, voire anciens ministres, l'alignement à 100 % sur les positions de Pékin n'est pas indispensable. Pour être utiles, il suffit que ces figures dont l'accès aux médias est facile s'expriment de

temps à autre dans un sens globalement favorable aux thèses chinoises. En échange de ces prestations, de gros avantages peuvent leur être consentis. Financiers par exemple car si le gouvernement chinois lutte, en principe du moins, contre la corruption au sein de l'empire du Milieu, il n'a rien contre son développement à l'extérieur.

Outre l'entretien méthodique de cette kyrielle de sinobéats, voire d'agents d'influence de la République populaire de Chine, le DTFU surveille et contrôle les étudiants chinois à l'étranger. Il multiplie les pressions sur les autorités locales afin de censurer ceux qui déplaisent à Pékin : par exemple le dalaï-lama tibétain, les défenseurs des Ouïghours ou encore la secte Falun Gong. Autant de fronts à l'intérieur du Département du travail de front uni qui font du DTFU, en symbiose avec le Guoanbu (voir « Chine de 1949 à 2012 »), auquel certains de ses animateurs sont d'ailleurs affiliés, un service secret original, moitié réseau d'influence, moitié courroie de recrutement d'agents de renseignement proprement dite. Rappelons à cet égard qu'en vertu de la loi chinoise du 28 juin 2017, « tout citoyen doit soutenir, assister et coopérer au travail du renseignement national ».

Infiltration « douce »

En France, l'infiltration « douce » du Front uni est très avancée. Et légion les adeptes de la sinobéatitude qui font, consciemment ou non, le jeu de Pékin. Certains moyennant finances, séjours gratuits en Chine, petits ou grands « cadeaux », avantages matériels, flatteries, voire tout bonnement chantage. D'autres au nom de certitudes idéologiques prochinoises et antioccidentales. Des avancées qui s'accompagnent bien entendu de cyberpropagande et de désinformation au travers des réseaux sociaux.

L'autre versant du travail de front uni et pas le moindre, c'est la collaboration avec les triades. Autrefois proches du Guomindang, ces

sociétés secrètes mafieuses furent, après 1948, l'objet d'une féroce lutte souterraine entre les services de renseignement de Taïwan et ceux de Pékin. Un long bras de fer que les communistes ont fini par remporter. Baptisées « sociétés secrètes patriotiques », les triades se muent de ce fait aujourd'hui en autant d'outils de pénétration du PCC.

Un parti qui autorise, voire parraine, les activités criminelles des mafieux pourvu qu'ils se plient aux directives du DTFU. Pour accréditer leur caractère national, on a réécrit l'histoire de façon à faire apparaître les polices des concessions occidentales de Shanghai d'antan comme au service exclusif de l'impérialisme, et les triades comme des forces de résistance patriotiques. C'est ainsi que le chef mafieux des années 1920-1940 Du Yuesheng, tête de dragon de la Bande verte, redeviendra dès 2012 au grand écran un personnage positif dans *Da Shang Hai* (*Le Dernier Tycoon*), lui qui avait été un allié stratégique du Guomindang et de Chiang Kai-shek contre les communistes…

À Hong Kong, directement pris en main par le PCC depuis le « retour à la mère patrie » de 1997, les triades opèrent sous le contrôle des autorités locales avec lesquelles ils partagent les bénéfices de leurs divers trafics : racket, jeux, prostitution, drogue. À Taïwan, fortes d'une implantation déjà ancienne, elles s'activent à contrer les mouvements indépendantistes pro-occidentaux par la propagande, mais aussi l'intimidation et la violence. Ailleurs, comme en France où, après 1989 et le massacre des étudiants rebelles de la place Tian'anmen, les mafieux chinois surveilleront les dissidents en exil et leurs soutiens français pour le compte des services secrets de Pékin. Une ingérence qui faisait suite à l'opération *Yellow Bird*, soit l'exfiltration de Chine de quelque 80 rebelles par des réseaux occidentaux non étatiques aidés par la CIA, le MI6 anglais, la DGSE française, mais aussi de puissantes sociétés secrètes chinoises comme la 14K et la Sun Yee On. En sens inverse, ces mêmes triades, désormais en odeur de sainteté à Pékin, ont œuvré, de concert, avec les services secrets de

Deng Xiaoping, pour préparer le « retour de Hong Kong à la mère patrie ». Et par la suite, à la répression puis à l'étouffement des mouvements démocratiques hongkongais de contestation de la mainmise de Pékin sur l'ex-colonie britannique. On verra alors les hommes de main de ces gangs mafieux tabasser les manifestants. À Taïwan enfin, l'association DTFU et mafia pèse sur les résultats électoraux.

En concertation avec le DTFU toujours, la pénétration des diasporas chinoises par les triades « patriotiques » s'est intensifiée. Les diasporas des pays occidentaux par exemple : Canada où les mafieux chinois disposent d'une sorte de base au grand désespoir des services de sécurité locaux, États-Unis où la communauté sino-américaine est importante, Angleterre, Pays-Bas, Belgique et même Japon où les triades ont conclu des partenariats avec les yakuzas. Paris aussi, où la prostitution chinoise s'affiche ouvertement dans le quartier de Belleville. Leurs menées criminelles, filières de la drogue en particulier, conduisent également les triades dans toute l'Asie. Elles s'y adonnent à la fois à leur frénésie d'argent et à la propagande pro-Pékin. Sans oublier l'aide pratique à l'extension des « routes de la soie », pièce maîtresse quoiqu'un peu encalminée de la géostratégie du régime. Une aide qui passe par la collecte de renseignements, spécialité ancienne de leurs structures clandestines, et les amène à collaborer étroitement avec le DFUT, avec le Guoanbu et avec toute la très large gamme des agences chinoises d'espionnage. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'en l'espèce, il y a là ampleur, largeur de vues, cohérence et convergence dans la subversion.

G

Gladio – réseaux *Stay behind*

Ces réseaux anticommunistes clandestins dits « enterrés » ont défrayé la chronique italienne au début des années 1990. Liés aux innombrables complots d'extrême droite de la péninsule du plan *Solo* de l'été 1964 pour substituer avec l'appui des États-Unis un pouvoir militaire à la démocratie parlementaire aux putschs manqués du prince Valerio Borghese, ancien chef des nageurs de combat pendant la guerre : opération *Tora Bora* de 1970, complot de la *Rose des vents* en 1972, les réseaux portaient, chez nos voisins transalpins, le nom de Gladio. Le pluriel latin pour « glaive », la courte épée des légionnaires romains.

De quoi donner une réputation sinistre à ce plan de l'OTAN destiné à contrer pendant la guerre froide une éventuelle poussée militaire soviétique à l'Ouest. Comme leur nom l'indiquait, les réseaux *Stay behind* étaient des structures clandestines prépositionnées dans les divers pays de l'Alliance atlantique. Munis de systèmes de liaison, de matériel radio et photographique, de caches d'armes et de planques, bref de tout ce dont la résistance antinazie européenne des années de la Seconde Guerre mondiale s'était trouvée dépourvue à sa naissance faute de préparation, ils devaient frapper l'Armée rouge dans le dos en cas d'invasion par l'URSS.

Une nouvelle application de la doctrine de *containment*, élaborée dans les premiers temps du face-à-face Est-Ouest (voir « Guerre froide, subversion et services secrets »). À l'inverse des Gladio italiens, l'ensemble des réseaux *Stay behind* n'obéissaient, en principe du moins, à aucune logique antidémocratique. D'inspiration anglo-américaine, ils se voulaient anticommunistes, c'est tout. Un choix très répandu à l'époque.

– Aux Pays-Bas, la Section des affaires générales (*Sectie Algemene Zaken*) pilote une partie des réseaux enterrés néerlandais sous la direction du renseignement extérieur Inlichtingendienst, les autres étant animés par la Sécurité intérieure, Bureau Nationale Veiligheid. Aucune interférence dans la politique intérieure hollandaise.

– En Allemagne fédérale, 75 petits groupes enterrés mis en place par l'OG (Organisation Gehlen, du nom de son fondateur, le général Reinhard Gehlen), matrice du service de renseignement fédéral, le Bundesnachrichtendienst, le BND. D'autres *Stay behind* seront, eux, contrôlés à partir de sa fondation en 1956 par l'Amt für Sicherheit der Bundeswehr (ASBw), le renseignement militaire. Pas d'interférence non plus, même si la Stasi est-allemande n'a cessé de dénoncer la « renaissance du nazisme » à l'Ouest.

– En Belgique, une branche parallèle du Service de documentation, de recherche et d'action, le renseignement militaire. Baptisée SDRA-8, elle œuvrera en concurrence avec les réseaux enterrés de la Sûreté de l'État, dépendante, elle, du ministère de la Justice. À noter cette fois, un dérapage mortel en août 1950, quand deux membres des réseaux assassinent le président du Parti communiste belge. En pleine « querelle léopoldiste » divisant le pays sur l'attitude du roi Léopold III pendant la Seconde Guerre mondiale, Julien Lahaut avait, croyaient ces jeunes gens qui s'expatrieront en France, crié « Vive la République ! » en plein parlement. Le meurtre du dirigeant communiste ne résultait pas d'une action concertée, mais de deux initiatives individuelles prises dans un climat passionnel confinant à la

guerre civile. De surcroît, il constituait une mauvaise affaire pour le SDRA, qui avait recruté une secrétaire de Lahaut.

Membre de l'OTAN, la France va développer ses propres réseaux enterrés indépendamment des Anglo-Américains. Ils seront soit d'inspiration gaulliste, André Dewavrin, *alias* « colonel Passy » ayant ébauché leur création dès 1945 (voir « Passy, André Dewavrin, dit colonel »). Soit d'inspiration socialiste quand ces derniers vont s'assurer la mainmise sur le SDECE : Rose des vents, Arc-en-ciel ou réseaux bis. Tous volontaires non rémunérés, leurs 4 500 membres suivent une formation basique en matière de photo, de transmissions, de codage, d'implantation de dépôts de matériel et de repérage de zones pour d'éventuels parachutages. Ils sont entraînés par des agents du service 29, le service action du SDECE. Certaines de ces cellules dormantes sont intégrées aux forces françaises d'occupation en Allemagne sous le nom de Mission 48. Après le retrait de la France de l'organisation intégrée de l'OTAN en 1966 par le général de Gaulle, les réseaux sont mis en sommeil.

Là encore, aucun débordement sur la politique intérieure à signaler. Dans la foulée du scandale italien Gladio, le président Mitterrand, dont l'ami François de Grossouvre avait appartenu aux *Stay behind* à la française, dissoudra ces réseaux sans incident. Infiniment plus qu'une menace pour la République, ils représentaient un énième exemple de conservatisme bureaucratique « bien de chez nous ». Leurs membres avaient vieilli, leur équipement aussi, mais on les maintenait par habitude sans s'interroger sur le pourquoi de leur mission et sans leur fournir de moyens modernes.

Certains pays neutres, le plus souvent non-membres de l'OTAN, sont également concernés, avec à chaque fois leurs modalités spécifiques :

– En Norvège, le Bureau 4, patron du Forsvarets Overkommando II, le 2e bureau du haut commandement de la Défense.

– En Suède, le Motständ Natet.

– En Suisse, le « Projet-26 » dépendant des services secrets, le Groupe de renseignement et de sécurité du Département militaire fédéral.

– En Autriche, une implantation originale, PILGER, appuyée sur les milieux syndicaux soutenus par Irving Brown et la grande centrale nord-américaine AFL-CIO (voir « Brown Irving »).

– En Espagne, les réseaux Red Quantum en lien étroit entre la CIA et les services franquistes (la Secunda bis de l'armée de terre, le Servicio de Información de la Guardia Civil et la Dirección General de Seguridad) au titre d'un accord avec les États-Unis de 1953.

– Au Portugal, leur fonctionnement sous le couvert de l'agence de presse Aginter, à laquelle participeront dans les années 1960 certains émigrés français issus de l'OAS, l'organisation des jusqu'au-boutistes de l'Algérie française.

Outre l'assassinat de Julien Lahaut et la dangereuse trajectoire extrême droitière des Gladio italiens, signalons deux cas de graves dérives des réseaux anticommunistes enterrés. Ironie du destin, ils interviendront chez les deux ennemis héréditaires : Turquie et Grèce.

En Turquie, la dérive des *Stay behind* du Département de guerre spéciale de l'armée va les impliquer directement dans plusieurs coups d'État militaires (voir « Turquie de 1945 à l'ère Erdoğan »).

En Grèce, l'accord « Peau de Mouton », dit aussi « Toison rouge », intervient en 1955 entre la CIA et le Service central d'informations grec (*Kentriki Ypiresia Pliroforion*, KYP). Il débouche sur la mise en place de l'IDEA, une organisation clandestine composée pour l'essentiel d'ex-collaborateurs des nazis. La force rêvée pour un coup d'État militaire, lequel interviendra le 21 avril 1967. Outre sa cheville ouvrière, Georghis Papadopoulos, officier du KYP, tous les chefs de la dictature militaire qui sévira jusqu'en 1974 : Georghis Ladas, Ulysse Evanghelis, Nikólaos Makarézos et le dernier en date, Dimítrios Ioannídis, provenaient de l'IDEA.

En résumé, si les réseaux Gladio et ceux du Département de la guerre spéciale de l'armée menaçaient bel et bien la démocratie italienne, mais sans en venir à bout, les *Stay behind* ont, eux, carrément étranglé la démocratie grecque pour sept longues années.

Grossin Paul, général (1901-1990)

Un pied-noir né à Oran le 1er janvier 1900. Fils d'officier, il reste sous les drapeaux à l'issue de son service militaire. Sous-lieutenant du génie breveté de l'école de Versailles, commandant, fait prisonnier en juin 1940, il s'évade en octobre pour gagner l'Afrique du Nord. Membre fondateur du groupe Combat d'Afrique du Nord, radié des cadres par Vichy en décembre 1941, il rallie les FFL. Au cabinet du gaulliste André Diethelm, ministre de la Guerre, en 1944. Au cabinet du socialiste Félix Gouin, président du gouvernement provisoire, début 1946, ce franc-maçon est nommé général de brigade en mars 1946. Au cabinet de Vincent Auriol, président de la République, de 1947 à 1954. En 1949, Grossin est nommé général de division à l'âge plutôt jeune de 48 ans. De mars 1957 à février 1962, il lance le service action du SDECE dans des assassinats ciblés contre le FLN algérien. Il meurt en janvier 1990 à Paris.

Guerre froide, subversion et services secrets

Parce qu'à l'ère de l'arme atomique, aucun des deux blocs antagonistes ne pouvait envisager un affrontement militaire frontal sous peine de

destruction mutuelle, l’espionnage est devenu un théâtre d’opérations privilégié de cette période.

Le 3 septembre 1949, un bombardier américain WB-29 équipé pour le recueil d’échantillons atmosphériques aux abords de l’espace aérien de l’URSS, détecte une radioactivité très supérieure à la normale. Vingt jours plus tard, le président Truman annonce que les États-Unis ont cessé d’être la seule puissance nucléaire sur la planète.

Viendront bientôt, de part et d’autre, les vecteurs aériens et les flottes sous-marines équipées de têtes nucléaires. Les missiles balistiques intercontinentaux aussi, dont les négociations SALT (Strategic Arms Limitation Talks), entamées en novembre 1969 entre États-Unis et URSS, tendront par la suite à limiter le nombre.

Puisqu’on parle de guerre, même froide, autant en définir les protagonistes. Appelons Est les régions soumises aux diverses variantes du marxisme-léninisme-stalinisme, idéologie totalitaire fondée sur la terreur. Dans les pays communistes, embrigadement et militarisation du peuple sont la règle. Pas d’opposition politique, pas de syndicats représentatifs avec des responsables élus, pas de liberté de parole, pas de liberté des médias, pas de liberté d’entreprendre, pas de liberté tout court. Dans les années 1960, le schisme Moscou-Pékin viendra cependant ébranler le monolithisme d’un système de domination initialement conçu par la suprématie soviétique et pour elle seule.

En face : l’Ouest. À cette époque, il s’agit d’un ensemble qui se reconnaît dans des systèmes économiques comparables où l’État n’est pas le seul acteur économique, la liberté d’entreprendre jouant un rôle plus ou moins important selon les pays. C’est aussi une forme de modération en interne : démocratie représentative, élections libres, presse libre, syndicats indépendants, liberté d’association, reconnaissance des droits de l’individu et des libertés civiles.

Pendant la guerre froide, les Occidentaux se présentent comme « le monde libre » même si cette liberté ne saute pas aux yeux dans certains cas. Des dictatures anticommunistes inféodées aux États-Unis sont ainsi considérées comme parties prenantes du monde libre. Pour ne citer que lui : le régime sud-vietnamien de Ngô Dinh Diêm jusqu'à son assassinat en 1963 par une junte militaire d'ailleurs aussi antidémocratique que lui. Et on ne parle pas de la dictature de Franco en Espagne et de Salazar au Portugal qui ont sévi durant des décennies ! La Corée du Sud, pour sa part, ne deviendra pas une démocratie d'emblée : elle subira jusqu'aux années 1960 la dictature de Syngman Rhee, largement sous-tendue par les services secrets et à laquelle succéderont une série de gouvernements autoritaires. Reste qu'en décembre 2024, la mobilisation populaire au coup de force du président Yoon Suk-yeol attestera de l'enracinement de la démocratie dans le pays.

Taïwan de même, soumise jusqu'en 1975 à Chiang Kai-shek et dont le passage à la démocratie, bien réel aujourd'hui, exigera plusieurs étapes. Désormais, les résultats des élections sont respectés par tous, même si cela déplaît à Pékin, qui tente de les influencer par la menace militaire et par les menées de son Département du travail de front uni en liaison parfois avec les triades (voir « Front uni – Département du travail de »). Et on ne parle même pas de l'Afrique du Sud où sévissait l'apartheid.

Pour que ce panorama soit complet, parlons aussi des dictatures proétats-uniennes d'Amérique latine. De longue date, les Américains considèrent cette région comme leur « arrière-cour ». Obsédés par le contre-exemple cubain, ils soutiendront jusqu'aux années 1980 des juntes plus policières que militaires car adeptes de la guerre civile contre leur propre population (voir « *Covert Actions* »).

Depuis 1945, la bombe atomique fait partie du paysage géostratégique planétaire. L'humanité se sait condamnée à vivre avec. Dans ces conditions, comment contrer les avancées soviétiques en Europe de l'Est et en Asie ?

Les dirigeants américains écartent les aspects les plus radicaux d'un plan stratégique de *Roll Back*. En français : de refoulement frontal de la mainmise russe, trop dangereux car susceptible de déclencher l'holocauste nucléaire.

La grille de compréhension globale du nouveau conflit sera produite dès février 1946 par George Kennan, ancien chargé d'affaires russophone américain à l'ambassade de Moscou, dans son célèbre « long télégramme » de 8 000 mots. Sur ses conseils, Washington opte pour la doctrine du *containment*. Soit l'endiguement de l'expansionnisme soviétique le temps nécessaire avant qu'il s'écroule, victime de ce que les marxistes-léninistes appelleraient ses « contradictions internes ». Quinze à vingt ans à son avis, mais on sait aujourd'hui que l'auto-écroulement prendra plus de quatre décennies.

La « guerre politique »

Le corollaire de l'endiguement, selon Kennan, c'est la « guerre politique » (*Political Warfare*). Une stratégie subversive tous azimuts qui doit prendre les Soviétiques à leur propre jeu, contrant leurs poulains et soutenant leurs adversaires. Le tout en se gardant du pas de trop, qui pourrait être fatal à l'humanité.

Le raisonnement est le suivant : la subversion étant consubstantielle au projet communiste, pourquoi l'Occident s'en priverait-il ? Cette stratégie indirecte se veut à l'échelle de la planète. En foi de quoi, l'extension du domaine de la lutte contre la subversion communiste ne tardera pas à concerner le « tiers-monde ».

Le corollaire du corollaire de la méthode Kennan, c'est un service secret efficace lui-même doté d'un service action puissant. Sauf que la guerre mondiale finie, l'Amérique ne dispose plus d'un tel instrument. Le 20 septembre 1945, quatorze jours seulement après la défection d'Igor

Gouzenko, le chiffreur du GRU d'Ottawa, qui révélait, preuves écrites en main, l'ampleur de l'espionnage soviétique au Canada et aux États-Unis, le président Truman a en effet dissous l'Office of Strategic Services de crainte d'une « Gestapo américaine ». Seule une structure de renseignement provisoire, la Strategic Services Unit (SSU), subsistera le temps de liquider les dossiers en cours. Résultat : les effectifs des services secrets fondent. Des 12 000 officiers de l'OSS à son apogée, on passe aux 2 000 du Central Intelligence Group, le successeur de la SSU.

L'instrument adéquat naît en septembre 1947 avec la création de la CIA par Truman, revenu à des conceptions moins angéliques. Apparaît ainsi l'Office of Policy Coordination, une interface entre la CIA et le ministère des Affaires étrangères chargée de la « guerre politique » que la directive du 18 juin 1948 du Conseil national de sécurité américain définira en ces termes : « Propagande, guerre économique, action directe préventive incluant sabotage, antisabotage, mesures de destruction et d'évacuation, subversion contre les États hostiles incluant aide aux mouvements souterrains de résistance, guérilla et groupes de libération des réfugiés. »

Version élargie de la doctrine Kennan, la doctrine Truman ne se limite cependant pas à la seule « guerre politique ». En matière d'endiguement, elle suppose aussi des projets moins belliqueux. Au premier chef, l'aide à la reconstruction des pays d'Europe dévastés par la guerre : un moyen pour les États-Unis de soutenir leur économie et d'exporter leurs produits matériels, voire culturels, en évitant que l'Europe de l'Ouest tombe sous la coupe des Russes pour cause de misère matérielle. Tête aussi froide de la guerre à mener, le général George Marshall, ministre des Affaires étrangères, saura mettre en pratique ce projet « gagnant-gagnant ».

Le plan Marshall inclut officiellement des « fonds de contrepartie », qui doivent en financer la mise en œuvre pratique. Ces sommes, quelque 5 % du total, les services secrets américains les répartiront en fonction des acteurs et des circonstances. Par exemple, en aidant financièrement les

tendances syndicales non communistes ou mieux, anticommunistes. En France, Irving Brown, compagnon de route du renseignement états-unien et représentant en Europe des syndicats américains, appuiera par exemple de ses conseils, mais aussi de ses dollars, la tendance réformiste « confédérée » de la CGT. Conduits par Robert Bothereau et par le jeune André Bergeron, les confédérés feront scission en avril 1948 pour créer Force ouvrière (voir « Brown Irving »).

Staline analyse le plan Marshall comme un dessein machiavélique contre l'URSS. Par les agents américains de ses services secrets, et notamment Harry Dexter White, conseiller du ministère du Trésor américain, le dictateur rouge est au courant des projets de réorganisation qui ont déjà abouti à la conférence de Bretton Woods de juillet 1944, ébauche d'un processus de mondialisation. À la conférence fondatrice de l'ONU entre avril et juin 1945, on retrouve le même White, flanqué d'un autre haut fonctionnaire américain et agent soviétique, Alger Hiss.

Mobilisant les partis communistes au sein du Kominform, version « remastérisée » du Komintern dissous en 1943, Staline fera du rejet ou de l'acceptation du plan Marshall une ligne de partage. Le rideau de fer achève de s'affaisser, expression lancée par Winston Churchill dès son discours de Fulton de mars 1946 et qui passera dans l'Histoire.

Quatre décennies sous la menace du champignon atomique. Pour éviter cette catastrophe planétaire, les deux blocs choisissent, malgré certaines périodes de crise aiguë, de conjurer le « réchauffement ». Entre juin 1948 et mai 1949, le blocus de Berlin, décrété par Staline dans le but de satelliser l'Allemagne, frise une première fois l'affrontement ouvert interblocs. Depuis ses débuts et jusqu'à sa fin, la guerre froide tourne en effet autour de l'enjeu allemand : qui mettra l'Allemagne tout entière dans sa besace sortira vainqueur du conflit. Face au blocus stalinien, les États-Unis réagissent de manière posée en jouant sur un de leurs points les plus forts : la logistique. Ainsi parviennent-ils à ravitailler sans coup férir Berlin-Ouest assiégée par

l’organisation d’un pont aérien d’ampleur exceptionnelle. L’affaire accélère par ailleurs la naissance en 1949 de l’OTAN, volet essentiel du *containment*.

De 1950 à 1953, la guerre de Corée marque un réchauffement plus marqué encore. Staline a interprété de travers un renseignement apporté par Donald Maclean, une des cinq taupes du réseau de Cambridge (voir « Cinq de Cambridge »). Le tsar rouge croyait qu’après la victoire de Mao Zedong dans la guerre civile chinoise, Washington se désintéressait de l’Asie. Or, c’est le contraire qui se produit, les États-Unis intervenant en Corée sous le drapeau de l’ONU. Tout se passe ensuite comme si les communistes et les Occidentaux avaient décidé de décharger une fois pour toutes leur agressivité mutuelle sur ce coin de la planète afin d’écarter le spectre d’une guerre ouverte.

On approche du point de rupture avec l’offensive surprise de 300 000 « volontaires » chinois, les combats aériens entre pilotes américains et pilotes soviétiques déguisés en « aviateurs nord-coréens », puis la campagne publique du général américain Douglas MacArthur en faveur d’une frappe nucléaire contre la Chine qui aboutira à son limogeage par le président Truman.

« Coexistence pacifique » : les habits neufs de la guerre froide

Le point culminant atteint, la température baisse. La mort de Staline amène son successeur, Nikita Khrouchtchev, à théoriser la « coexistence pacifique » avec les États-Unis. Selon lui, le risque de destruction mutuelle contraint le conflit Est-Ouest à une succession de luttes indirectes, meurtrières, mais moins dangereuses. Parmi ces formes détournées, le recours à l’action subversive : soutien aux guérillas, appui encore plus discret aux organisations terroristes, assassinats, déstabilisations de régimes,

renversements de gouvernements, propagande, désinformation de masse et désinformation au sommet, coups tordus en tout genre (voir « Désinformation »). Une stratégie multiforme qui passe par la guerre secrète des services de renseignement en vertu de cette règle implicite : on tire la ficelle, mais jamais au point d'amorcer le dérapage vers un conflit planétaire généralisé.

Les efforts de celui qu'on surnomme en France « Mr K. » se tournent en particulier vers le tiers-monde émergent, négligé par Staline. Une manière de contrer les Occidentaux, mais bientôt les concurrents chinois aussi.

La prudence relative que s'impose le Kremlin va toutefois souffrir une exception : la crise des fusées de Cuba de 1962, où le monde entier retient son propre souffle dans la crainte du souffle nucléaire. Mal informé par le KGB, le numéro 1 soviétique considère Kennedy comme une personnalité falote. Or, bien conseillé, entre autres par la CIA, le jeune président saura trouver la parade. L'US Navy oblige les bateaux russes transporteurs de missiles à faire demi-tour moyennant, tout de même, le retrait en douce de têtes nucléaires américaines de Turquie. S'ajoutant à l'échec de sa politique agricole, l'« aventurisme » khrouchtchévien dans les Caraïbes va coûter son poste au dirigeant soviétique.

À partir de 1965 commence en URSS l'ère Brejnev, faite de poussées communistes raisonnées et de négociations de désarmement mutuel avec les États-Unis : les discussions SALT I (1969-1972) et SALT II (1973-1979).

Si Moscou aide Hanoï à contrebattre la puissance américaine pendant la guerre du Viêtnam, c'est avec d'autant plus de prudence que le schisme sino-soviétique éclate au grand jour dès 1969. En plein chaos de Révolution culturelle, Pékin, craignant une frappe nucléaire massive de l'Armée rouge, limite volontairement son soutien aux Nord-Vietnamiens. En développant la « stratégie du fou » : pousser ses adversaires à croire qu'il serait assez déséquilibré pour utiliser n'importe quel moyen, même le pire, Nixon tire le

meilleur parti de l'immobilisme brejnévien, assoiffé de « stabilité », comme des craintes de maoïstes obsédés par le danger soviétique.

Par la reconnaissance officielle de la République populaire de Chine, Nixon et son conseiller Henry Kissinger vont porter à l'URSS un coup fatal à terme. Mais à plus longue échéance, ayant partiellement donné suite aux exigences maoïstes concernant Taïwan, les deux hommes ont contribué à faire de « l'île rebelle », comme dit aujourd'hui Pékin, le lieu d'où pourrait surgir une troisième guerre mondiale.

Amorcé sous Mao et Zhou Enlai, le rapprochement de Washington avec Pékin va s'accélérer à partir de 1978, quand Deng Xiaoping, extirpant son pays des ornières de la Révolution culturelle, le remet dans le sens de la marche. En 1983, Deng fonde les services secrets chinois modernes, le Guoanbu. Le conflit Est-Ouest primant encore dans les esprits à cette époque, rares sont ceux qui comprennent que l'émergence postmaoïste, élément géostratégique important de la période finale de la guerre froide, est en train de devenir un facteur clé du monde d'après.

Tandis que Deng modernise la Chine avec le soutien américain, la gérontocratie régnante à Moscou fonce tête baissée en décembre 1979 dans l'aventure afghane. Outre les moudjahidine, l'Armée rouge et le KGB devront alors affronter l'ISI, les services secrets pakistanais, et la CIA (voir « Afghanistan »).

Très peu connue, la crise de 1983 met une nouvelle fois le monde à deux doigts de l'holocauste. Rompant avec la doctrine Brejnev de contrôle mutuel du désarmement nucléaire, l'opération *RYaN* résulte de la paranoïa de l'ex-chef du KGB devenu secrétaire général du Parti communiste soviétique. Iouri Andropov n'est pas loin d'obtenir du Politburo le déclenchement d'une frappe nucléaire préventive contre les Occidentaux (voir « Andropov Iouri »). Et pourquoi ? Pour anticiper une frappe de l'OTAN imaginaire, mais dont il a imposé l'idée à ses propres services secrets.

Sortie du communisme mal négociée

La guerre froide de l'espionnage et du contre-espionnage fut une guerre asymétrique. Moins habiles que leurs adversaires de l'Est dans le recrutement et le maniement des sources humaines, les services secrets occidentaux se montrèrent-ils supérieurs à eux dans le domaine de l'espionnage technologique ? C'est sujet à discussion, car le SIGINT (*Signals Intelligence*) reste un vecteur de renseignement particulièrement insaisissable.

Pour ce qui est de l'espionnage par sources humaines, l'asymétrie jouait en faveur des communistes : chez eux, pas de limitation des prérogatives et du champ d'action des services en raison de l'état de droit, du respect des individus, de leur liberté d'association, des contre-pouvoirs médiatiques et autres balivernes bourgeoises.

Dans le droit soviétique, était légal tout ce qui pouvait concourir au triomphe de la cause. La formation juridique du KGB, que suivit, pour ne citer que lui, le jeune Vladimir Poutine, reposait sur cet axiome. Pour faire porter à Staline et à lui seul, le chapeau des innombrables crimes commis en URSS où dans les pays du glacis, son ancien affidé Nikita Khrouchtchev s'était cependant vu contraint d'avancer dès 1956 le concept de « légalité socialiste ». De là à expliquer en quoi consistait au juste cette légalité, il y avait le pas que le nouveau maître du Kremlin, sans doute conscient qu'on ne sort de l'ambiguïté qu'à son détriment, se garda bien de franchir. Le fait est néanmoins qu'il limita les pouvoirs des « organes » en les rétrogradant du statut de ministère de l'Intérieur (NKVD) à celui de Comité d'État (KGB).

Dans le domaine de l'espionnage, ce repli ne change pas grand-chose, tous les coups restant permis. Mais dans le domaine de la police politique proprement dite, on peut noter là un certain recul auquel Iouri Andropov va s'efforcer de remédier pendant sa période à la tête du KGB (1967-1982) en

inventant de nouveaux concepts, comme celui de la contestation du régime considérée comme une maladie mentale relevant de la psychiatrie.

Les années de *containment* états-unien et de relative retenue des Soviétiques ont permis de sauvegarder la paix mondiale – relativement là encore car les formes de guerre indirecte ont coûté la vie à des millions d'hommes. Même si Kennan s'est trompé sur les délais, son pronostic d'effondrement de l'URSS sous le poids d'un système économiquement contre-productif et dictatorial socialement se profile dès les années 1980. Une perspective que la CIA, arc-boutée contre le bloc de l'Est depuis sa création, ne perçoit guère. En proie au conservatisme bureaucratique, l'Agence passe à côté des soulèvements citoyens qui, en 1989, débouchent sur la fin de la RDA et la réunification de l'Allemagne.

La CIA se trouve déboussolée une nouvelle fois en 1991, quand l'URSS s'effondre et que le bloc de l'Est commence à éclater. Mais le KGB a-t-il mieux compris qu'elle cette séquence inédite : une révolution pacifique pour mettre fin au communisme ? Si George Kennan, décédé en 2005, avait été à même de pousser son analyse jusqu'au bout, sans doute se serait-il interrogé sur la ligne de conduite à aborder dans la période de sortie de guerre froide. Une réflexion quasi inexistante en Occident. Entre économisme – les idéologies sont mortes à jamais, seul compte à présent le bien matériel de l'humanité – et certitude béate du triomphe de la démocratie, on était loin du compte. En foi de quoi, l'après-guerre froide sera aussi mal négociée à l'Ouest qu'elle l'était à l'Est.

Dans l'ex-URSS, les années Eltsine : privatisations sauvages, vente à l'encan des entreprises, clientélisme familial, fascination pour le capitalisme le plus sauvage, corruption, emprise mafieuse, appauvrissement populaire, font en quelque sorte le lit des « organes de force », les *siloviki* apparaissant ainsi comme les seuls hommes véritablement solides du pays (voir « Poutine, les "organes de force" et le "mage du Kremlin" »).

Habitués au joug dictatorial bien avant la victoire des bolcheviques, et à plus forte raison après des décennies de totalitarisme, les peuples de la Fédération de Russie se sont pliés en fin de compte à l'idéologie faussement religieuse, mais en réalité mi-kagébiste, mi-mafieuse de Vladimir Poutine.

À l'Ouest aussi, nul ne s'est réellement contraint à penser la nouvelle donne créée par la fin du communisme. Cette guerre froide, nous l'avions gagnée, pourquoi donc se creuser la tête ? En août 1991, la fin de l'URSS coïncide avec l'échec du putsch contre Gorbatchev des durs du régime. Le moment où la foule moscovite abat, place Loubianka, la statue de Félix Dzerjinski, le fondateur et saint patron de la Tcheka, l'ancêtre du KGB. Le communisme était certes mort au sens idéologique du terme. Pour autant, l'empreinte de sept décennies de marxisme-léninisme subsistait au sein des élites dirigeantes russes. Avec son corollaire, l'inversion de la formule de Clausewitz, « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens » devenant « la politique est la continuation de la guerre par d'autres moyens ». Pour la rationalité occidentale, la fin de la guerre froide signifiait la fin du grand affrontement entre l'Est et l'Ouest et pour certains, la fin de l'histoire. Mais aux yeux de Poutine, cette « catastrophe » qu'était l'effondrement de l'URSS ne signait pas la fin du bras de fer commencé en 1917 et qui aujourd'hui, en 2025, constitue par sa durée une nouvelle guerre de Cent Ans.

La plus grande ruse du diable, on le sait, est de faire croire qu'il n'existe pas. La plus grande ruse de Vladimir Poutine fut de faire gober aux dirigeants occidentaux que la Russie acceptait leurs règles du jeu. Du moins jusqu'en 2014 et à la conquête de la Crimée. Le monde d'après guerre froide que nous connaissons aujourd'hui avec le retour de la guerre en Europe à la suite de la nouvelle agression russe contre l'Ukraine de février 2022 n'a rien de ce qu'il espérait et qu'à vrai dire, nous espérions tous. Avec l'affaiblissement du multilatéralisme, la montée du « Sud global » contre l'Occident, la tentative de constitution d'une alliance entre

les régimes autoritaires, voire totalitaires, qui ne peut que profiter à la Chine, la notion d'équilibre mondial s'estompe. Surtout quand l'incroyable chamboule-tout de Donald Trump met à mal les systèmes d'alliances qui prévalaient jusqu'à son élection.

Cet équilibre avait pourtant abouti, autre conséquence, à une certaine régulation de l'espace sous forme d'accord tacite. Or, dans ce domaine vital pour l'avenir, les États ne sont plus seuls à décider aujourd'hui. Des entreprises comme SpaceX d'Elon Musk ou Blue Origin jouent à ce titre un rôle croissant. Un équilibre rompu de plus.

H

Hamas

Tristement connu du grand public depuis l'assaut surprise massif du 7 octobre 2023 contre Israël suivi du pogrome antijuif qui causera la mort de 1 200 personnes et la prise de 240 otages, le Hamas (*Harakat al Moukawama al Islamiya*, soit Mouvement de la résistance islamique) est officiellement né en décembre 1987. Donc au moment de la première Intifada, marquée par le soulèvement de jeunes Palestiniens, leurs jets de pierre contre l'armée israélienne et les ripostes surdosées de cette dernière sous l'œil des caméras de la presse internationale.

Cet épisode de guerre asymétrique entre le militairement fort et le médiatiquement pas-si faible-que-ça va apporter à l'organisation islamiste beaucoup de ses futurs cadres. En particulier ceux de sa branche armée fondée, elle, en 1989 : les brigades Ezzedine al-Qassam. Le nom de cette aile du mouvement chargée de la guérilla et du terrorisme fait référence à un leader islamiste d'origine syrienne installé en Palestine et tué par la police britannique en 1935, époque où l'Angleterre exerçait dans la région un mandat de la Société des Nations, l'ancêtre de l'ONU.

Né l'année suivante de la mort d'al-Qassam, en 1936, le cheik Ahmed Yassine se voit bien en successeur du disparu. Quadriplégique depuis 1952

à la suite d'un grave accident sportif, il vit cloué à son fauteuil roulant. Mais qu'importe : sous l'égide de ce prédicateur doté, comme son modèle al-Qassam, d'un vrai charisme, le Hamas commence sa gestation dès 1968. C'est dire s'il a pris le temps de se doter de fondations sérieuses avant de se lancer dans la lutte armée.

Qu'est-ce que le Hamas ? Au départ, rien d'autre que la branche de la puissante confrérie des Frères musulmans dans la bande de Gaza. Adeptes d'un travail de masse prolongé au sein de la société civile, les Frères se méfient des projets d'insurrection improvisés. Ils ne sont pas contre le principe du djihad, ni contre le recours au terrorisme, mais s'opposent à leur déclenchement prématuré. Avant de lancer officiellement la guerre sainte, il faut selon eux en créer les conditions religieuses, intellectuelles, matérielles et organisationnelles. Ne pas mettre la charrue activiste avant les bœufs idéologiques autrement dit.

Déployant en matière d'organisation des qualités qui passent fréquemment sous le radar de leurs adversaires, non musulmans en particulier, les Frères sont capables de faire vivre en toute discrétion des réseaux de cellules structurées et disciplinées. Une activité clandestine ou semi-clandestine qui va de pair avec l'encadrement aussi méthodique que possible de leurs coreligionnaires, qu'il s'agit d'enserrer par une multitude d'associations religieuses caritatives ou culturelles groupées autour des mosquées salafistes : celles où l'on prêche le respect littéral du Coran.

Le nuage protecteur de ce lent développement sera le « quiétisme ». Soit l'idée selon laquelle les fondamentalistes de la confrérie se rattacheraient à cet « islamisme modéré » que certains Occidentaux, américains notamment, appellent alors de leurs vœux. Un mouvement religieux conservateur étranger à la lutte armée ou aux pratiques terroristes. Or, ce qui se profile déjà grâce à l'« entrisme » méthodique des Frères, c'est la société musulmane parfaite où toute chose et tout être sera conforme aux préceptes de l'islam.

Le cheik Yassine va déployer son intelligence sur le théâtre d'opérations de la bande de Gaza. Un endroit qu'il conçoit comme le lieu d'affrontement privilégié entre le monde arabo-musulman et l'État hébreu impie, créature de l'Occident.

De confession sunnite, la tendance majoritaire de l'islam, les Frères sont des gens patients. Comme d'autres salafistes, leur formation théologique autorise d'ailleurs le recours à la dissimulation, la *taqiyya*. En cas de besoin, elle la conseille même : avancer masqué n'est-ce pas la meilleure manière de faire progresser la bonne cause avec le minimum de pertes ? Ces islamistes gardent en effet en mémoire la mort violente de leur fondateur, l'Égyptien Hassan al-Banna, assassiné en février 1949 par des hommes de main du pouvoir du Caire, royal et passablement corrompu à l'époque. En 2004 à son tour, Yassine lui-même sera victime d'un assassinat ciblé israélien au missile. Condamné par la justice de l'État hébreu à treize ans de prison pour des projets d'attentats, il avait été libéré à la suite de l'échange de trois otages israéliens contre 1 027 prisonniers palestiniens. Par ses fondements idéologiques, politiques, religieux et historiques, l'État hébreu se montre en effet souvent prêt à récupérer ses nationaux – voire seulement leurs cadavres – quel qu'en soit le coût. Une vérité d'hier que la période 2022-2025 a quelque peu écornée.

Israël, parlons-en. Dès le départ, al-Banna a placé au centre de ses préoccupations l'État juif, fondé en mai 1948 et en guerre immédiate, et bientôt récurrente, avec les pays arabes voisins. Selon lui, l'existence d'Israël constituait non seulement une humiliation insupportable pour le monde arabo-musulman, mais aussi une discontinuité entre les terres dévolues par Dieu aux croyants authentiques. Selon la théologie fériste comme d'ailleurs dans la pratique quotidienne des Frères, la terre avec un grand T demeure en effet un facteur identitaire essentiel. Aucun musulman digne de ce nom ne saurait accepter que celle de Palestine puisse échoir à des infidèles, juifs tout spécialement. Dans cette optique, antisémitisme et

antisionisme se trouvent donc liés du point de vue et religieux, et géopolitique. Al-Banna considérait que la destruction de l'État hébreu, tâche prioritaire des croyants, serait forcément l'œuvre collective de l'islam. Une communauté religieuse capable, sur le long terme, d'imposer ses vues sur le terrain puisqu'elle a Dieu, donc le temps, avec elle.

Les textes de la confrérie ne contiennent pas de véritables développements théoriques à propos des questions de renseignement. Mais dans la pratique, ce domaine est loin d'être étranger à ses adeptes. L'aptitude à la clandestinité dont elle fait preuve depuis sa création en 1928, soit presque un siècle, la prépare d'ailleurs à la collecte et à la synthèse des informations de tout ordre. Parmi les recrues de cheik Yassine, plusieurs futurs dirigeants des brigades Ezzedine al-Qassam. Certains de ces jeunes fanatiques s'assureront plus tard une célébrité morbide à l'image de Yahya Sinouar, leur chef de file, et bientôt leur chef tout court.

On parle de fanatiques, en aucun cas de crétins car Yassine et les têtes du Hamas qu'il a formées font preuve d'une capacité certaine à penser la guerre asymétrique contre Israël. Tandis que l'État hébreu perd la bataille des images sur le front palestinien, les islamistes engrangent grâce à elle de nombreuses sympathies dans le monde arabe, en particulier au Qatar. Sympathies, donc financements. Entre 2000 et 2005, la seconde Intifada leur en apportera beaucoup, ainsi que de nouveaux cadres.

Prêt pour le djihad

Bien structurée désormais, l'organisation est prête pour le djihad. Dans son livre-enquête *Hamas*, paru en octobre 2024, Mohamed Sifaoui, expert des mouvements djihadistes et qui paie cette compétence en vivant depuis plus de dix ans sous protection policière, en a décortiqué les quatre composantes :

– L’aile des « événements spéciaux » (*Djanah al-Ahdath al-Khassa*). Son travail : donner un écho maximal aux moindres manifestations anti-israéliennes à l’intérieur de Gaza de façon à relancer sans cesse la guerre des images.

– L’aile politique dont plusieurs dirigeants, contraints et forcés par la pression israélienne, s’installeront au Qatar à l’image de Khaled Mechaal et Ismaël Haniyeh. Mechaal que le Mossad tentera en vain d’empoisonner en septembre 1997 à Amman, et Haniyeh qu’il éliminera en août 2024 à Téhéran.

– L’aile armée, autrement dit les brigades Ezzedine al-Qassam. Cette branche de l’organisation travaille de concert avec le renseignement proprement militaire, fruit d’une cohorte d’espions-balais affairés à noter le moindre microdétail sur les mouvements de Tsahal, l’armée israélienne. De quoi permettre au Hamas une connaissance assez fine de l’adversaire. Confirmer par exemple la réduction drastique des effectifs militaires israéliens à la frontière de Gaza dans la période de fête religieuse juive du Kippour 2023. Ou encore épier le festival Tribe of Nova, aubaine pour les preneurs d’otages avec ses centaines de jeunes réunis à deux pas de Gaza pour une rave-party géante. Des pacifistes à kidnapper en masse et qu’une série de razzias combinées au choc des détonations et à l’effroi du bain de sang permettra de convoyer très rapidement par la force à moto, en voiture et en véhicules militaires israéliens saisis de l’autre côté de la frontière en zone contrôlée par les diverses organisations djihadistes. Ils iront grossir les rangs des otages, monnaie d’échange pour l’avenir.

– L’aile des « services de sécurité » (*Al Djanah al-Amni*) doit déjouer les tentatives d’infiltration des services israéliens. Ces derniers faisant preuve de professionnalisme et disposant en outre de moyens étatiques consistants, la méthode adoptée pour le contre-espionnage du Hamas sera d’emblée le recours à la cruauté, ainsi que ce sera d’ailleurs plus tard le cas de Daech (voir « Daech »). Les tirs dans le genou et autres mutilations ont

de quoi faire réfléchir les recrues potentielles du Shin Bet, la DGSI israélienne chargée de Gaza, ou de l'Aman, le renseignement militaire. Ajoutez-y les représailles sauvages contre les familles des supposés « agents des Juifs ». Voire des partisans de l'Autorité palestinienne et du Fatah (acronyme renversé de *Harakat al-Tahrir al-Watani al-Filastini*, soit Mouvement de libération nationale palestinien), dirigé par Yasser Arafat jusqu'à sa mort de maladie en 2004.

Le Hamas, qui a gagné les élections à Gaza en janvier 2006, en a profité pour chasser *manu militari* de la région dès juin 2007 ses concurrents palestiniens, dont le Fatah. Mais pas les mouvements qui acceptaient son leadership. Sa manière à lui d'appliquer la vieille doctrine antidémocratique de tous les totalitarismes, qu'ils soient communistes, fascistes, nazis ou autres : se servir des urnes n'est pas interdit, mais dès qu'on a conquis le pouvoir effectif, plus question de se soumettre de nouveau à leur verdict. Il est vrai qu'en Cisjordanie aussi, région plus ou moins sous contrôle de l'Autorité palestinienne, on ne se presse pas d'organiser de nouvelles élections.

Seuls peuvent subsister à Gaza des mouvements comme le Djihad islamique palestinien (*Harakat al Djihad al-Islami fi Filastin*). Une formation encore plus activiste que le Hamas : elle pratique les attentats-suicides depuis son origine en 1979-1980. Encore plus proche des Iraniens aussi : n'a-t-elle pas couvert de son sigle l'assassinat en février 1984 à Paris du général Gholam Ali Oveissi, ancien gouverneur militaire de Téhéran à l'époque du shah (un attentat dont Rafiq Doust, un ancien ministre des Gardiens de la révolution, les pasdarans, revendiquera en 2025 la responsabilité) ? Dotée au surplus de sa propre branche armée, les brigades al-Qods. Ont aussi voix au chapitre, mais sur un mode mineur, les formations marxistes prêtes à faire front commun avec les islamistes radicaux, comme le FPLP (*Jebhah ech-Cha'abiya li-Tahrir Filastin*), le

FDLP (*Jebhah al-Dimuqratiyah li-Tahrir Filastin*), voire le minuscule Parti communiste palestinien.

D’autres groupes encore car Gaza est devenue une pépinière d’activismes. Compte tenu des conditions matérielles pénibles imposées aux Gazaouis par les Israéliens et, dans une certaine mesure, par les Égyptiens, des gangs semi-mafieux prolifèrent parallèlement, trafiquant denrées alimentaires, matériaux de construction, armes, munitions et autres marchandises. Le Hamas se sert parfois de ces groupes pour approvisionner en éléments constitutifs ses ateliers clandestins de fabrication de roquettes et de missiles.

Contre-espionnage par la terreur

Le contre-espionnage par la terreur du Hamas et du Djihad islamique, adepte de méthodes semblables aux siennes, va se révéler suffisamment efficace pour qu’en octobre 2023, les Israéliens, désormais très démunis en sources humaines à Gaza, ne puissent se fier qu’à leurs avions, à leurs drones et à leurs cyberinterceptions. Et là, l’inconvénient du tout technologique se manifeste dans toute sa crudité : aussi bien conduite soit-elle, cette forme d’espionnage ne permet pas de connaître ce qui se trame à l’intérieur de l’entrelacs des tunnels dont le Hamas et les groupes terroristes amis ont truffé le sous-sol de Gaza. On sait à Tel-Aviv que ces tunnels existent, mais étrangement, on essaye de les clôturer que par intermittence. Du coup, ils se développent jour après jour. On peut ranger ces kilomètres de galeries souterraines en deux catégories : les voies d’acheminement d’hommes, de matériel et éventuellement de réunion d’une part. De l’autre, les tunnels d’attaque d’où peuvent surgir à tout moment des groupes de combat dans le dos de Tsahal. Des escouades qui se replieront par la même voie leur embuscade terminée, si possible en rapportant avec elles des otages israéliens.

Comme toutes les armées régulières, Tsahal manque de discernement dans ses opérations de contre-guérilla urbaine. Elle a tendance à se saisir d'un marteau-pilon pour écraser la mouche djihadiste qui vient de la frapper par surprise. Militairement, ça n'apporte qu'un tout petit bénéfice et, médiatiquement, ça fait perdre beaucoup de points à l'heure de la guerre mondiale des images. Restent bien sûr les forces spéciales, réputées pour leur savoir-faire et leur audace. Deux Premiers ministres en ont d'ailleurs porté les armes, Ehud Barak à des postes de terrain, puis de commandement, et Benyamin Netanyahou comme simple soldat au sein de la sayeret Matkal, l'unité la plus prestigieuse de toutes que commandait son frère Yonatan, mort en juin 1976 en menant l'assaut contre des preneurs d'otages juifs sur l'aéroport d'Entebbe, en Ouganda.

Le risque des opérations commando, c'est que des détachements de forces spéciales restent coincés dans Gaza par des mouvements djihadistes de plus en plus puissants, de mieux en mieux formés et donc de plus en plus compétents sur le plan militaire. Or, contrairement aux islamistes, adeptes du martyrologe, Israël tient à la vie de ses soldats. On se souvient par exemple de Gilad Shalit, enlevé en juin 2006 et dont le Hamas finira par obtenir en octobre 2011 du gouvernement Netanyahou cet échange très avantageux : 1 027 détenus palestiniens libérés contre la libération de ce seul Franco-Israélien. Parmi ces prisonniers libérés, Yahya Sinouar. Homme clé du 7 octobre 2023, on peut légitimement se demander s'il a réellement consulté le bureau politique du Hamas en exil avant de déclencher cette opération destructrice de grande ampleur baptisée *Déluge d'al-Aqsa*. Divers indices laissent au contraire penser que, fort des prérogatives des hommes de terrain, il l'a conçue et exécutée avec les membres des états-majors gazaouis conjoints du Hamas, du Djihad islamique et des groupes rassemblés au sein de la « Chambre des opérations » (*Ghourfat al-Amaliyat*).

Bien que sunnite, le Hamas a obtenu, pour *Déluge d'al-Aqsa*, l'accord de principe et le soutien technique des chiites iraniens – par exemple l'entraînement des pilotes des ULM d'assaut en Iran ou en Syrie, loin des regards, ou la formation de militants des brigades Ezzedine al-Qassam au piratage informatique. Et pour cause : l'organisation islamiste palestinienne fondée par cheik Yassine constituait alors l'élément hétérodoxe de ce qu'on a appelé « l'arc chiite » allant de Téhéran au Yémen, à la Syrie, à l'Irak et donc à Gaza.

Rien ne permet cependant d'affirmer que les Iraniens, informés à coup sûr des grandes lignes de *Déluge d'al-Aqsa*, en aient aussi connu les détails. Encore moins que sa date exacte leur ait été communiquée. La même question se pose d'ailleurs pour les exilés de la branche politique du Hamas, dont le poids au sein de l'organisation diminuait chaque jour au profit de Sinouar et de la branche militaire.

UNE PRÉPARATION MAL CONNUE

Les conditions de préparation de la journée du 7 octobre, ainsi que les objectifs qui lui étaient assignés par la « Chambre des opérations », restent en effet mal connus. Avec, comme on l'a dit plus haut, l'aide de techniciens issus des Gardiens de la révolution iraniens, Sinouar et ses partenaires ont planifié la paralysie informatique soudaine de la barrière de sécurité longue de 65 kilomètres et équipée de centaines de caméras, de capteurs sismiques et de radars. Ils ont, de même, programmé l'ouverture de brèches béantes au sein de cette même barrière au moyen d'explosifs, de tirs de roquettes ou d'engins de travaux publics. Le tout avant de déclencher l'assaut initial de 2 000 à 3 000 combattants du Hamas et du Djihad structurés en groupes de choc, bien équipés et revêtus d'uniformes.

La prise massive d'otages figurait à coup sûr dans leur plan. De même que la terreur dans les kibboutzim environnants et la très large diffusion des

vidéos dégoulinantes de sang car à cet égard aussi, rien n'était improvisé. Que ces hommes aient voulu un massacre, y compris un massacre de civils désarmés et d'enfants, n'est donc pas douteux. Qu'ils aient été prêts à donner leur vie pour le perpétrer également.

Sinouar inclus en octobre 2024, les organisateurs du *Déluge d'al-Aqsa* seront éliminés physiquement un à un par les Israéliens. Impossible dans ces conditions d'établir de manière certaine si leurs plans prévoyaient non seulement le pogrome du 7 octobre, fait avéré, mais aussi son intensité. Furent-ils, au contraire, débordés par les milliers de Gazaouis qu'ils avaient lancés à l'attaque, ces jeunes qui leur avaient servi à la fois de bouclier, de masse de manœuvre, de facteurs de perturbation de la riposte israélienne et d'instruments supplémentaires de chaos et de terreur ? Impossible de se prononcer là encore faute de témoignages.

Par ses ramifications en Cisjordanie comme par le *monitoring* des médias israéliens (pour être resté presque vingt-trois ans dans les prisons de l'État hébreu, Sinouar en parlait la langue couramment), la Chambre des opérations constatait aisément à quel point l'attention des dirigeants en place à Tel-Aviv se polarisait sur cette région palestinienne. Plusieurs unités d'élite de Tsahal venaient d'ailleurs d'y être affectées, dégarnissant un peu plus la frontière avec Gaza.

Gageons aussi que les concepteurs de *Déluge d'al-Aqsa* ont pris en compte le manque de réaction adverse face à leurs préparatifs militaires pourtant visibles : entraînements à ciel ouvert, et donc étroitement surveillés, de groupes d'assaut à l'attaque d'infanterie et à la capture de soldats de Tsahal ; exercices de débarquements d'unités de la force navale djihadiste, laquelle disposait de ses commandos de marine et de ses nageurs de combat ; évolutions de binômes montés sur des motos ; d'équipes embarquées sur des pick-up ; séances de tir pour les snipers ; vols d'ULM dont chacun pouvait constater qu'ils étaient susceptibles de passer au-dessus de la barrière de sécurité ; édification au vu et au su de tous d'une

réplique des tours de guet israéliennes de façon à permettre l'ajustement des tirs de drones.

Pour autant, comment auraient-ils pu, sauf à disposer d'agents haut placés en Israël même, savoir que les rapports prémonitoires des *tatzpitanit*, ces jeunes veilleuses des postes de la barrière qui seront les premières victimes du *Déluge d'al-Aqsa*, étaient mis sous le coude par les hautes sphères de l'armée ?

Si les dirigeants à Gaza du Hamas, du Djihad islamique et des autres groupes impliqués dans le pogrome ont décidé d'agir à ce degré de déchaînement, cela signifierait qu'allant contre le conservatisme inhérent à tout appareil, ils ont consenti pour le triomphe de leur cause à une riposte israélienne à la hauteur de l'hécatombe commise. Donc – et devant pareil carnage de la part des islamistes, c'était inévitable – une réponse allant bien au-delà des bombardements et des tirs d'artillerie « classiques », des raids de chars ou des incursions de commandos. En d'autres termes, une contre-attaque aéroterrestre puissante qui ne pourrait qu'aboutir à la destruction des groupes impliqués dans l'opération *Déluge d'al-Aqsa*.

À part un « suicide organisationnel », phénomène rarissime qui n'est en rien dans la tradition frériste, mais qu'on ne saurait écarter d'un revers de main, envisageons l'hypothèse de l'auto-intoxication de dirigeants islamistes victimes, si l'on ose dire, de leur propre fanatisme. Et donc, répétons-le, prêts à sacrifier des appareils si patiemment construits sur l'autel de la victoire contre l'État hébreu. Plausible, cette motivation constituerait tout de même un précédent. Ont-ils cru que le nombre d'otages capturés le 7 octobre leur garantissait une riposte israélienne moins déterminée ? Dans ce cas, ils se seront assurément trompés.

Autre possibilité : un mensonge délibéré des autres acteurs de l'arc chiite, et tout spécialement de ses parrains iraniens. Dans ce cas, les Gardiens de la révolution, fer de lance du régime de Téhéran omniprésents au Proche et au Moyen-Orient, auraient laissé supposer, voire aurait affirmé

au Hamas que *Déluge d'al-Aqsa* ne serait que le coup d'envoi d'une offensive militaire en règle. Une attaque généralisée des forces islamistes avec pour objectif l'écrasement de Tsahal, prélude à la destruction de l'État juif. Cette lutte finale dont même les plus insensés des djihadistes gazaouis savaient qu'ils ne possédaient pas les moyens à eux tout seuls.

À cet égard, des précédents existent bel et bien. Pour ne citer qu'elle, le Moyen-Orient a connu une duperie de cet ordre cinquante ans plus tôt lors de la guerre du Kippour 1973. D'une attaque coordonnée avec les Syriens, le président égyptien Anouar as-Sadate n'espérait qu'un succès partiel suffisant pour entamer des négociations de paix avec Tel-Aviv. Il n'en a pas moins fait gober à son homologue de Damas, Hafez al-Assad, que l'offensive avait pour seul objectif la défaite israélienne générale suivie de la destruction de l'État hébreu. Une duplicité qui a effectivement mené aux accords de paix égypto-israéliens, mais aussi à l'assassinat de Sadate lui-même en octobre 1981 par des militaires membres du groupe Djihad islamique égyptien.

Les Iraniens ont-ils fait des promesses ?

Téhéran n'étant pas du genre à dévoiler ses projets les plus secrets, impossible de dire ce que les Iraniens ont promis en 2023 aux chefs djihadistes de Gaza. Quant à ces chefs eux-mêmes, morts, ils ne risquent pas de faire des révélations. On peut espérer que la commission d'enquête israélienne sur les événements du 7 octobre fournira quelques éléments d'appréciation tangibles. Sans trop y croire toutefois, ne serait-ce que parce que son but officiel ne sera pas d'éclaircir les intentions profondes des chefs djihadistes d'alors, mais de déterminer les erreurs commises par les hauts responsables de l'État hébreu.

En 2023, le succès de *Déluge d'al-Aqsa* fut, à juste titre, interprété comme un échec retentissant de la communauté israélienne du

renseignement. Celle-ci, néanmoins, n'avait pas dit son dernier mot. Elle allait le montrer par une série d'assassinats ciblés de ses adversaires, dont l'affaire des bipeurs et des talkies-walkies du Hezbollah sera la plus spectaculaire (voir « Bipeurs »).

Deux ans et plus de guerre de haute intensité à la suite du pogrome du 7 octobre 2023 ont créé une situation nouvelle : affaiblissement de l'arc chiite sous les coups répétés de l'armée et des services secrets israéliens ; perte de face de l'Iran, incapable d'une action autre que symbolique contre Israël ; réduction au moins provisoire du potentiel Hezbollah libanais. Quant au Hamas, il a perdu le territoire de Gaza qu'il contrôlait, devenu champ de ruines. Comme l'État hébreu, quoique de manière toute différente, on peut dire que le Hamas a à la fois gagné et perdu la guerre qu'il a lui-même déclenchée le 7 octobre.

Pourra-t-il se reconstituer à l'avenir ? Cela dépend de la manière dont la population gazaouie appréciera son bilan. Des capacités de régénération du Hamas lui-même car une structure totalitaire de ce type ne se construit pas en quelques jours ainsi que le démontre d'ailleurs toute son expérience antérieure. Autre facteur essentiel : qu'adviendra-t-il de la Cisjordanie, et le Hamas aura-t-il la possibilité de s'y reconstruire ?

Neuf décennies après la mort d'Ezzedine al-Qassam et plus d'un an après la chute du régime syrien de Bachar al-Assad, la situation dans « l'Orient compliqué » ne semble pas prête à se stabiliser.

Harel Isser (1912-2003)

Fils de rabbin né en 1912 sous le nom de Isser Halpérin, Harel quitte sa Biélorussie natale et arrive en Palestine en 1929. Remarqué par Israël Amir, le chef du Shai, le petit service secret de la Haganah, l'armée juive clandestine, le jeune homme ne tarde pas à prendre la direction du

département Renseignement. Fief de la gauche sioniste, cet organisme quasi policier surveille et espionne les groupes minoritaires qui refusent tout compromis avec la puissance mandataire britannique et multiplient les attentats : l'*Irgoun Zvaï Leoumi* (Organisation militaire nationale, la plus à droite) et les Combattants pour la liberté d'Israël (*Lohamei Herout Israel*, connus sous l'acronyme de Lehi), petit groupe qui mêle des conceptions droitières et gauchistes.

Un mois et demi après la proclamation de l'État d'Israël par David Ben Gourion, sa communauté du renseignement naît le 30 juin 1948. Assisté de Vivian Herzog, Isser Bééri, grand rival d'Harel, va créer le service d'espionnage et de contre-espionnage militaire (*Agaf Hamodin* : acronyme Aman). Harel, lui, mettra sur pied le Shin Bet (*Sherout Ha-Bitachon Ha-Klali*, soit Service de sécurité général), également rattaché à l'armée. Un troisième larron, Boris Gouriel, prend pour sa part le commandement du département politique du ministère des Affaires étrangères chargé du renseignement à l'extérieur.

Le 17 septembre 1948, des inconnus assassinent le comte suédois Folke Bernadotte, représentant de l'ONU. Harel se distingue alors en apportant à Ben Gourion, le Premier ministre, la preuve que c'est le Lehi qui est responsable du crime, et non l'Irgoun comme on le pensait. Sur la base de ces informations, le patron du secteur militaire de Jérusalem, Moshé Dayan, futur commandant en chef puis ministre de la Défense, lance une rafle qui va concerner 200 militants ou sympathisants du Lehi, dont Harel et le Shin Bet achèvent de démanteler le petit appareil politico-militaire.

En septembre 1952, Harel devient officiellement le deuxième directeur du Mossad (*Ha-Mossad le-Modiin ule-Tafkidim Meyuhadim*, soit Institut pour le renseignement et les missions spéciales). Une nomination qui, cumulée avec celle de chef du Shin Bet, fait de lui le patron de la jeune communauté israélienne du renseignement, le *memouneh*, le responsable, celui qui porte la charge. Seul le renseignement militaire, l'Aman, lui

échappe – numériquement parlant, c'est tout de même le plus important des services secrets de l'État hébreu.

Pour le plus grand profit du parti de gauche travailliste du Premier ministre, le Mapaï, Harel surveille, écoute, infiltre et au besoin frappe aussi bien les juifs ultraorthodoxes que l'Irgoun, les militants d'extrême gauche, ceux du Parti communiste israélien ou encore les activistes arabes. En 1956, c'est des mains du Mossad que la CIA recevra le texte du fameux rapport Khrouchtchev au XX^{e} congrès du Parti communiste soviétique. Un premier coup d'éclat.

La France jouant les traits d'union entre Londres et Tel-Aviv, l'alliance privilégiée des services d'Harel avec le SDECE de Pierre Boursicot et la DST de Roger Wybot va voir, cette même année 1956, l'attaque conjointe franco-anglaise sur le canal de Suez coordonnée avec une offensive éclair israélienne. Toutefois, Isser Harel a déjà compris la nécessité de créer un lien fort avec la CIA.

Son coup de maître à la tête du Mossad sera l'enlèvement, le 11 mai 1960 à Buenos Aires, d'Adolf Eichmann, un des principaux artisans de la Solution finale. De son côté, l'Aman pilote Eli Cohen, juif égyptien né au Caire et agent de premier ordre en Syrie. Né en décembre 1924, Cohen appartient à l'unité 131, la section des opérations spéciales du service de renseignement militaire. En 1956, il a quitté l'Égypte et s'installe en Israël et, en août 1959, s'y marie. De type physique arabe et parlant la langue du Coran à la perfection, Cohen ne tarde pas à intéresser de nouveau l'Aman. Son directeur, Chaïm Herzog, l'envoie début 1961 à Damas sous la fausse identité d'un Syro-Libanais de retour au Proche-Orient à l'issue d'années d'émigration en Argentine. Opérant seul, cet agent d'élite fait son chemin dans la capitale syrienne, sympathisant avec des militaires de haut grade. Il va rendre d'inestimables services à l'État d'Israël. Une réussite d'Harel fait pendant à celle de l'Aman : l'infiltration de Wolfgang Lotz, un juif allemand né à Mannheim en 1921 qui débarque en janvier 1961 au Caire.

Cet agent d'abord de l'Aman, puis du Mossad ouvre un cercle équestre, sympathisant avec des personnalités telles que Anouar as-Sadate ou Ali Sabri, le ministre chargé des affaires présidentielles qui vient d'abandonner la direction des services spéciaux, les *moukhabarat* (Renseignements généraux), à Salah al-Nasr. Obsédé par le danger d'un passage massif de savants ex-nazis au service des Égyptiens de Gamal Abdel Nasser, Harel lance contre eux des opérations de plus en plus dures. Meir Amit, patron de l'Aman à partir de 1962, et son adjoint Aharon Yariv, chef du département scientifique du service de renseignement militaire, mettent en cause cette agressivité, disproportionnée avec la réalité du risque, selon eux.

En 1963, le scandale éclate en Suisse. La police fédérale arrête un savant autrichien au service du Mossad, Otto Joklik, ainsi que son officier traitant, Josef Ben-Gal. Les deux hommes ont menacé Heidi Goerke, la fille du Dr Paul Goerke qui travaille effectivement au Caire. Craignant pour son poste, Harel croit alors judicieux de livrer à trois journalistes israéliens des éléments du dossier « Savants allemands en Égypte ». S'ensuit une véritable psychose antiallemande préjudiciable aux relations de sympathie mutuelle que Ben Gourion veut entretenir avec Bonn.

En mars 1963, Harel, disgracié, quitte la direction du Mossad, remplacé par Meir Amit. En 1969, il ébauchera une carrière politique comme député à la Knesset, mais sans aller très loin dans ce domaine.

Honorables correspondants

Dans la terminologie de la DGSE comme dans celle des organismes de renseignement qui l'ont précédée au service secret de la France, un « honorable correspondant » est un citoyen français qui, non membre du service quoique immatriculé dans ses registres, accepte de se rendre utile quand on le lui demande. Le « HC » peut apporter des renseignements ;

colporter une désinformation ; repérer les agents de services étrangers (dans son milieu professionnel par exemple) ; signaler des opérations financières, industrielles ou commerciales téléguidées par des intérêts extérieurs ; repérer des voyageurs (en particulier si ce HC appartient au personnel des compagnies aériennes internationales) ; abriter ou aider un agent en mission ; contribuer à son exfiltration ; conserver du matériel ou en fournir. Homme ou femme, c'est un auxiliaire précieux, voire indispensable.

Parmi les HC légendaires, Paul Gérard-Dubot, que tout le Service appelait « GD », manière de signifier son degré élevé d'appartenance à la famille. Mort à 96 ans en mai 1984, ce journaliste a travaillé pour les services français avant, pendant et même après la Seconde Guerre mondiale. Autre HC célèbre à son époque, le romancier d'espionnage Charles Robert-Dumas, créateur de la collection « Ceux du SR ». Un cas rare de HC au long cours.

Honorables correspondants du SR d'avant la Seconde Guerre mondiale, célèbres pour leur talent de comédiens, l'actrice de cinéma et de théâtre Marie Bell (Marie-Jeanne Bellon) et son compagnon Jean Chevrier. Les artistes voyagent beaucoup, rencontrent beaucoup de gens et recueillent souvent pas mal de confidences utiles. Rappelons qu'un grand dramaturge anglais du XVI^{e} siècle, Christopher Marlowe, était un agent du service secret de la reine Élisabeth I^{re}. Et que, dans le même registre, de forts soupçons pèsent sur son contemporain et rival William Shakespeare.

Beaucoup moins connu du public que Marie Bell, le représentant de la Compagnie des chemins de fer franco-éthiopiens à Addis-Abeba, Michel Pasteau, a, lui, été « tamponné » comme HC en 1928. Un recrutement qu'il a conté en détail à l'auteur avant sa mort en 1989 : souffrant de graves troubles de la mémoire, Pasteau voulait qu'il subsiste une trace de son action, dirigée d'abord contre les Italiens, puis pendant la guerre, contre les Allemands au sein de l'Organisation civile et militaire, la formation de résistance non communiste la plus importante en zone nord.

Ami personnel des généraux Rondot et Lignières, deux des « trois mousquetaires » du service action du SDECE, Gérard de Villiers, père de la série des *SAS*, mettait à profit les quatre déplacements annuels à l'étranger qu'il consacrait à la préparation des aventures de son héros Malko Linge pour recueillir des renseignements. En 1978, lors du raid des légionnaires parachutistes du 2e REP sur Kolwezi destiné à sauver les otages occidentaux, ce HC écrit pour *Paris Match* un reportage qui, expurgé de ses détails « superflus » par Lignières et par le chef de la mission militaire française à Kinshasa, le colonel Yves Gras, sera reconnu comme le meilleur sur le sujet par le président Giscard d'Estaing.

Dans leur *Histoire politique des services secrets français de la Seconde Guerre mondiale à nos jours*, Roger Faligot, Jean Guisnel ainsi que l'auteur du présent dictionnaire ont également révélé que le regretté Philippe de Dieuleveult, animateur très populaire de l'émission d'Antenne 2 *La Chasse aux trésors* disparu en août 1985 au Zaïre, était un HC de la DGSE. Nous évoquions aussi le cas du Dr Xavier Maniguet. Mort dans un crash en mars 2009, ce médecin urgentiste fut impliqué à l'été 1985 dans la préparation du sabotage du *Rainbow Warrior*, le navire de Greenpeace. C'est en effet lui qui barrait le voilier *Ouvéa* transportant les plongeurs et le matériel. Notons à propos de cette affaire très dommageable qu'en l'occurrence, la DGSE a été amenée à monter une opération très hasardeuse faute de HC présents en Nouvelle-Zélande, donc de bons connaisseurs d'un pays qu'on visite très peu en « voyage de noces », surtout en plein hiver austral.

Tous les gens ouverts sur le monde extérieur : journalistes, médecins, explorateurs, artistes, membres d'équipes audiovisuelles, humanitaires, commerciaux, industriels, etc., voire tout simplement amateurs ou amatrices d'aventure, peuvent devenir des HC. Mais attention : dans ces métiers, le HC ne constitue pas la règle, mais l'exception, comme le prétendent

systématiquement les dictatures, sujettes à la paranoïa et enclines aux prises d'otages. Pas de déductions abusives donc.

Le mobile principal des HC : leur patriotisme, parfois assaisonné au goût de l'aventure. En principe, ils opèrent d'ailleurs *gratis pro Deo*, ou plus exactement pour la République laïque et indivisible. Tout au plus rembourse-t-on les frais engagés dans le cadre de leur activité au bénéfice du service.

Comme toute règle, celle-ci suppose des exceptions. C'est ainsi que Jacques Soustelle, futur patron des services secrets pendant la Seconde Guerre mondiale et auparavant, HC au Mexique, où il œuvrait comme ethnologue spécialiste des civilisations précolombiennes, avait exigé et obtenu du SR français « un salaire de général de brigade » ainsi que le confiera sa veuve à Jean-François Deniau, qui préparait son discours de réception à l'Académie française au siège occupé avant lui par Soustelle (voir « Soustelle Jacques »). On peut aussi noter le cas de Jean Violet. Avocat très influent dans les couloirs de l'ONU au temps de la guerre d'Algérie, quand il s'agissait d'éviter des votes défavorables à la France, ce correspondant sera évincé dans les années 1970. Alexandre de Marenches, le directeur général du SDECE, trouvait que Me Violet, très exigeant sur le plan financier, coûtait trop cher au regard des services rendus. L'honorable correspondant, qu'on se le dise, n'est pas lié au service par un contrat lui garantissant des indemnités en cas de licenciement.

Ancien directeur adjoint d'Air France, Pierre Marion, dernier patron du SDECE entre mai 1981 et avril 1982, et premier patron de la DGSE entre avril 1982 et novembre 1982, était jusqu'à plus ample informé le deuxième HC après Soustelle à accéder au poste de directeur général des services de renseignement extérieurs français.

I

Inde jusqu’en 1966

Jusqu’à la Seconde Guerre mondiale, l’Angleterre régnait sur un immense empire. La perle de cet empire était l’Inde – « Les Indes », disait-on alors pour souligner la multiplicité de ce domaine. Reine de Grande-Bretagne et d’Irlande jusqu’à sa mort en 1901, Victoria fut aussi impératrice des Indes durant près de trente ans.

À la toute fin de ce long double règne, Rudyard Kipling, chantre de l’impérialisme britannique, publie son roman *Kim*. Natif de Bombay, ce trentenaire vient de pondre un classique de la littérature d’espionnage. *Kim* narre en effet les aventures d’un jeune agent secret indien orphelin de mère et fils d’un soldat irlandais.

Par le truchement de ce livre exotique à succès, le public anglophone acquiert une vision à la fois très occidentalocentrée et très spiritualiste de la culture indienne du renseignement. Or celle-ci ne vient pas de surgir du néant sous la plume de Kipling. Des lustres avant la parution de *Kim*, la théorie indienne des services secrets remonte en effet à l’*Arthashâstra*. Un classique du III^e^ ou du IV^e^ siècle avant J.-C., soit très approximativement l’époque de *L’Art de la guerre*, le célèbre traité chinois de Sun Zi (voir « Chine avant 1945 »).

Comme *L'Art de la guerre*, l'*Arthashâstra* comporte sa part de mystère. Ce traité de politique, d'économie et de stratégie fut-il une œuvre collective ou le fruit des réflexions d'un seul homme ? Quand parut-il exactement ? La thèse qui en attribue la paternité à Kautilya, ministre de l'empereur Chandragupta Mauryia (fondateur au IV^e^ siècle avant J.-C. de la dynastie régnante sur le Magadha, au sud du Gange), fait de nos jours l'objet de nombreuses critiques.

L'auteur de l'*Arthashâstra*, quel qu'il soit, distingue deux catégories d'espions en fonction de leur champ d'activité : les agents locaux (*samsthah*) et les agents itinérants (*samcarah*). L'agent local se camoufle sous diverses identités de composition que le traité énumère : disciple frauduleux (*kapatika chatra*), solitaire (*udasthita*), tenancier (*grhapatika*), commerçant (*valdehaka*) ou encore ascète (*tapasa*). Ses atouts maîtres : proximité et habitude. Qui se méfierait de figures familières aussi insignifiantes ?

Sous les ordres de l'agent itinérant travaillent les « compagnons d'étude » (*satri*), les « énergiques » (*tiksna*), les « prisonniers » (*rasada*) et les « guérisseuses » (*bhiksuka*). Le texte fait également mention de moines espions et de femmes espions ascètes.

Comme *L'Art de la guerre*, l'*Arthashâstra* se caractérise par une volonté pédagogique de classification et d'ordonnance. Mais contrairement à lui, il évoque explicitement non pas le rôle des femmes en général, mais celui de certaines d'entre elles dans les activités de renseignement.

La mission de ces différents espions, parfois espionnes donc, est d'informer les fonctionnaires à tous les étages de la hiérarchie gouvernementale. Concernant le souverain tout particulièrement, ils doivent le tenir au courant des états d'âme de l'opinion publique. À eux de détecter subversion politique et crime, de contribuer à l'administration de la justice.

MISSIONS À L'ÉTRANGER

À l'extérieur du royaume, l'*Arthashâstra* définit en ces termes le périmètre des ambassadeurs. « L'envoyé doit lier amitié avec les fonctionnaires et officiers de l'ennemi, tels ceux qui disséminent les pamphlets hostiles, ceux qui veillent aux frontières, aux cités et aux régions agricoles. Il doit comparer les bases militaires, le potentiel guerrier et les forteresses du royaume où se déroule leur ambassade avec celui de leur propre pays. » Autant dire que, dans cette optique, les diplomates sont aussi bien des espions. Des agents qui mettent à profit l'immunité qui s'attache à leur statut pour se livrer à des activités de renseignement. Une pratique toujours actuelle, et qui ne date donc pas d'hier.

Dans le renseignement, précise l'*Arthashâstra*, tout est permis ou presque : le mensonge, la fraude, le vol, le chantage, les artifices dits « féminins » – autrement dit le sexpionnage (voir « Sexpionnage »). Mais aussi l'empoisonnement ou le poignard des tueurs – dans le vocabulaire anglais d'aujourd'hui, *thug*, mot d'origine indienne se rapportant aux affidés d'une secte religieuse particulièrement meurtrière, désigne une brute épaisse, un gangster, voire un assassin.

Menacé par des voisins puissants, assure encore l'*Arthashâstra*, un souverain faible ne doit pas hésiter à mener contre eux une « bataille d'intrigues » (*mantra yuddha*) comme partie de la guerre secrète (*kuta yuddha*). Si ses moyens le lui permettent, il a grand intérêt à mettre sur pied un *samsthanamantivasinah*. Autrement dit, un organisme de centralisation, d'analyse et de synthèse des informations fournies par des agents de terrain.

Au nord de l'Inde, à partir du XVI^e^ siècle après J.-C., l'Empire moghol s'accompagna d'une culture turco-mongole du renseignement inspirée par l'islam. Afghan d'origine pachtoune, Farid Khan Suri créa ainsi des réseaux d'espionnage et de contrôle qui permettront l'essor du royaume de Suri entre 1539 et 1556. Considéré comme le troisième empereur de l'Inde, Farid Khan régna sous le nom de Sher Shah Suri.

Si la Grande-Bretagne a dominé si longtemps l'Inde avec si peu de fonctionnaires de l'India Office de Bombay, l'administration coloniale du sous-continent, ou d'agents de l'Indian Intelligence Bureau (IBB), son organisme de police et de renseignement, c'est que la tradition des services secrets, inscrite dans le mental de ses élites dirigeantes, les y prédisposait (voir « MI6 – Secret Intelligence Service »). Ajoutons à ce facteur la conscience, très vive en Angleterre, de l'écart séparant les différentes catégories sociales qui permit à ses agents coloniaux de comprendre, pour mieux la dominer, une société indienne où le fossé entre les classes et les castes était plus profond encore. Là où la gentry britannique était vulnérable, comme l'a démontré dans les années 1930-1950 la pénétration profonde en son sein des cinq taupes soviétiques de Cambridge, l'Inde l'était encore plus (voir « Cinq de Cambridge »).

Même habile, toute forme de domination a cependant une fin, et pas toujours une fin heureuse. Le crépuscule de l'Inde britannique, ensemble démesuré tenu par une administration légère, mais très efficace, le Raj, allait s'avérer particulièrement sanglant.

De l'IIB britannique à l'IB indien

En Europe de nos jours, peu se souviennent encore de la tuerie de masse de Calcutta d'août 1946. Mais en Inde comme au Pakistan, personne n'a oublié ce tragique épisode où les « *goonda* », les éléments marginaux des deux communautés rivales, hindouiste et musulmane, s'affrontèrent dans les rues de la capitale du Bengale occidental. Dix mille morts, dont une majorité de musulmans. Dans ce bain de sang s'évanouissait le rêve de Gandhi : le sous-continent indien unifié sous la bannière d'une puissante formation politique centrale, le parti du Congrès.

Union indienne d'un côté, République islamique du Pakistan de l'autre : la guerre qui s'ensuit accouche de deux États au prix de 400 000 à

500 000 morts et de dizaines de milliers de personnes déplacées. Ni l'un ni l'autre de ces États nouveau-nés et déjà ennemis ne possède de services de renseignement modernes. L'Inde, pour ne citer qu'elle, hérite de l'Indian Intelligence Bureau, le service de renseignement colonial britannique, mais pas de l'intégralité de ses archives. Sir Philip Vickery, patron de l'IIB pendant la Seconde Guerre mondiale, a en effet réuni dès août 1947 ses adjoints à Simla, résidence d'été traditionnelle du haut personnel du Raj, le gouvernement des Indes. Au programme : trois jours de travail acharné. Il s'agit de mettre de côté les documents de l'IIB à expédier à Londres pour conservation et classement, tandis qu'on brûlera la masse des dossiers qui renseignaient, détails à l'appui, la puissance coloniale sur les 565 maharadjahs, rajas et autres nawabs du sous-continent indien. Des pouvoirs locaux qu'elle flattait pour mieux les diviser. Contrairement au système colonial français appuyé sur une administration lourde, et souvent sur des forces armées nombreuses, le *British Rule* sur l'Inde se voulait en effet rentable avant tout : pas trop de fonctionnaires et le moins possible de troupes 100 % anglaises sur place. Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'armée britannique des Indes, au commandement anglais, mais à l'encadrement « indigène » aux échelons inférieurs, moyens et quelquefois supérieurs, venait de démontrer sa solidité. Le drame que Londres n'avait pas prévu, ce sera l'éclatement de cette armée entre Inde et Pakistan.

Vickery n'abandonne d'ailleurs pas le domaine colonial, puisqu'il va prendre la tête du CRO (Commonwealth Relations Office), maintenant ainsi des contacts de travail avec l'IB new-look, un service de renseignement interne purement indien dirigé par un de ses anciens adjoints, Sandjevi Pillai.

Un accord entre ex-colonisateur et ex-colonisé est d'ailleurs intervenu : l'Intelligence Bureau (IB) ne comportera pas de département d'espionnage extérieur, le MI6 anglais rétrocédant à Pillai les renseignements qu'il a collectés et qui concernent l'Inde tandis que l'IB mettra certains de ses

officiers en poste dans les pays étrangers à la disposition du service secret de Sa Majesté. Ainsi l'attaché militaire indien à Pékin dans les années 1950 travaillera-t-il pour les Britanniques autant que pour son pays. Cet attelage MI6-BI durera plus de douze ans avant que l'Inde décide de prendre son indépendance totale en matière de service secret aussi.

Le 30 janvier 1948 cependant, l'assassinat du Mahatma Gandhi par un jeune radical hindou vient ébranler cet édifice à peine construit. Le tueur appartenait à la Rashtriya Swayamsevak Sangh, l'aile armée d'un mouvement nationaliste farouchement opposé à toute concession aux musulmans, l'Hindu Mahasabha. Pillai est limogé en raison du manque de vigilance de l'IB. Lui succède son adjoint Sri B. N. Mullik, parti pour présider quatorze années de suite aux destinées de l'IB.

Tout est à bâtir sur un front très large allant de la ligne de démarcation entre l'Inde et le Pakistan, gelée à la fin du conflit, au Tibet où la présence chinoise se fait de plus en plus envahissante. Au printemps 1951, le Comité de défense des frontières nord et nord-est dit Comité Himmatsinghji – du nom du général et ministre adjoint de la Défense qui la préside – rend ses conclusions. Il propose une nouvelle architecture à venir pour la communauté indienne du renseignement : dissolution de la Military Intelligence héritée des Anglais et jugée peu performante ; intégration de cette MI dans l'IB, représenté au sein de la commission par son directeur adjoint Waryam Singh ; création de postes frontière de sécurité ; réorganisation des branches de Calcutta et de Shillong ; mise sur pied d'un Intelligence Corps, unité militaire d'où un personnel bien entraîné pourra être ventilé dans les diverses agences de sécurité en fonction des besoins.

Le chantier est de taille. Côté Pakistan, au moins possède-t-on des références communes, un certain degré de compréhension de l'adversaire. Côté Chine, en revanche, c'est beaucoup plus épineux. Ne serait-ce que pour le décryptage des communications car, en Inde, les sinophones sont rares. Deux linguistes, le Dr K. N. Katju et K. M. Panikkar, vont donc

monter une école interne d'enseignement des langues étrangères. Le chinois, bien sûr, mais aussi le tibétain, l'arabe, le français, le russe ainsi que divers dialectes de l'Afrique ou de l'Asie du Sud-Est. Les élèves ont préalablement suivi une formation basique à la National Police Academy du mont Abu.

Les deux principaux adjoints de Mullik, G. K. Handoo et surtout Rameshwar Nath Kao, prennent en main le décryptage. Kao, que tout le monde appelle « Ramjee », est lui aussi un ancien policier de l'IIB britannique. Avant l'indépendance, il s'occupait, entre autres missions, d'espionner les conversations de Gandhi. C'est à cette époque que Kao a contracté un dégoût prononcé envers l'hypocrisie et le cynisme du Mahatma, ainsi qu'il le confiera au directeur général du SDECE français, le comte Alexandre de Marenches.

L'assassinat de Gandhi, quoi qu'il en soit, a posé crûment le problème de la sécurité des dirigeants indiens. En particulier celle de Jawaharlal Nehru, Premier ministre de 1947 à 1964. Conscient de la nécessité de structurer la communauté du renseignement indienne, le Pandit Nehru se rend, grande première, dans les locaux de l'IB le 19 mars 1952. Pour lui, c'est l'occasion de préciser les missions à venir du bureau. Dorénavant, l'IB sera habilité à opérer à l'étranger. Il doit, entre autres, y assurer la sécurité des diplomates de l'Union indienne. À l'intérieur du pays lui incombe aussi la protection des principaux dirigeants politiques – le souvenir obsessif de l'assassinat de Gandhi toujours.

À partir de 1953, Handoo va donc prendre en charge la sécurité personnelle de Nehru. Trois ans plus tard, le Premier ministre et Mullik lui confieront, d'un commun accord, la sécurité globale du ministère des Affaires étrangères. Plus tard, en 1958, G. C. Dutt se verra affecté à son tour à la protection rapprochée du Pandit.

La courte euphorie des « non-alignés »

En avril 1955, la conférence de Bandung, en Indonésie, va marquer l'irruption sur la scène mondiale de ce qu'on désignera bientôt comme le mouvement des « pays non alignés ». Outre l'Égypte de Nasser et l'Indonésie de Sukarno, ses deux principaux artisans ont été la Chine du président Mao et l'Inde du Pandit Nehru. Le 11 avril justement, le quadrimoteur Lockheed Super Constellation *Kashmir Princess* s'abîme dans les eaux territoriales indonésiennes cinq heures après son décollage de Hong Kong, alors colonie britannique. Ses 11 passagers sont tués, ainsi que tous les membres de l'équipage, sauf 3.

Affrété par le gouvernement maoïste qui n'en était pas propriétaire, le *Kashmir Princess* devait transporter une partie de la délégation chinoise à Djakarta, la capitale indonésienne. En particulier le Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, Zhou Enlai. Pour avoir opté au dernier moment en faveur d'un vol *via* Kunming, Rangoun et Singapour, le bras droit de Mao a échappé au crash, qui n'affectera que des fonctionnaires communistes de second rang. Aidée par la Royal Navy britannique, appelée au secours, la marine indonésienne repêche les débris du *Kashmir Princess*. Et là, surprise : la catastrophe résulte de l'explosion d'une bombe.

Choqué, Nehru ordonne à l'IB une investigation approfondie sur ce sabotage. Dès le 20 avril, Ramjee Kao arrive à Hong Kong. Interface entre les services chinois dans la colonie britannique et les services anglais eux-mêmes, il suit de près le déroulement de l'enquête. Le 1er juin, Mullik se rend aussi à Hong Kong. Des éléments rassemblés par les enquêteurs de trois pays : Inde, Chine et Grande-Bretagne, il résulte que l'attentat était l'œuvre des Chinois nationalistes de Chiang Kai-shek, réfugiés à Taïwan après leur défaite dans la guerre civile. Zhou Chu, un employé de la Hong Kong Aircraft Engineering Company à Kai Tak, l'aéroport de Hong Kong, a placé moyennant une forte somme l'engin piégé à bord du Super Constellation.

Réussite politique en dépit du drame du *Kashmir Princess*, Bandung offre de nouveaux horizons à l'Inde. En 1960, Ramjee se rend ainsi au Ghana, premier pays d'Afrique noire britannique à accéder à l'indépendance trois ans plus tôt, pour l'aider à bâtir ses services de renseignement. Mais Kwame Nkrumah, le numéro 1 à Accra, se révélant rapidement un dictateur, l'expérience ne sera guère concluante sur le plan démocratique. Dans l'Égypte amie de Nasser, le chef d'antenne de l'IB, Atma Jayaram, épie pour sa part les agents chinois pour le compte de son service, mais aussi celui du MI6. Parmi ses cibles, le vétéran du renseignement maoïste Gao Liang, directeur du bureau local de l'agence Chine nouvelle, que New Delhi vient justement d'expulser pour ingérence dans les affaires intérieures du pays.

Bons au moment de Bandung et de l'émergence des « non-alignés », les rapports sino-indiens sont en effet devenus exécrables à propos du Tibet. Le fruit de cette tension sera la guerre d'octobre 1962. Elle voit la victoire de l'Armée populaire de libération chinoise sur son homologue indienne, insuffisamment renseignée par l'IB sur les plans de l'ennemi maoïste. Plus favorable à New Delhi, la guerre de 1964 avec le Pakistan n'en ouvre pas moins la voie à la construction des bombes A. Indienne d'abord, puis pakistanaise, signe d'une hostilité mutuelle des deux États voisins dont les rapports restent fondés sur la paranoïa. Elle souligne le besoin d'un service de renseignement extérieur de qualité.

C'est à cette conclusion que parvient d'ailleurs Indira Gandhi. En 1966, peu après la courte guerre pakistano-indienne de septembre 1965 favorable à Delhi, elle succède à son père, Jawaharlal Nehru, disparu en 1964, au poste de Premier ministre.

Inde d'Indira Gandhi à Narendra Modi

Dès son arrivée au pouvoir, Indira va renforcer les liens de l'Inde avec l'URSS. Ce, en dépit des avertissements de l'IB. S'il n'obtient pas d'aussi bons résultats avec la guérilla promaoïste des « naxalites » du Bengale occidental, puis avec le Communist Party of India-ML, fondé en 1969, le Bureau s'est infiltré en profondeur au sein du parti communiste pro-Moscou (Pour les « naxalites », voir « Proxys »). Son responsable au Bengale à l'orée des années 1960, Promode Dasgupta, a par exemple été « tamponné » par l'IB dès sa création. Un double jeu que le KGB finit par réaliser. Dès lors, il va s'attacher à rendre imperméables les filières soviétiques de financement du Parti communiste indien. Avec l'accord du secrétaire général du PC, Ajoy Ghosh, la *rezidentoura* de Delhi crée ainsi une entreprise de négoce avec l'URSS. Par ce biais commode, l'argent russe passe dans les caisses des communistes indiens. Le gouvernement Gandhi se montrant peu regardant, ce transfert de fonds se déroule sans heurts.

Tout au long des années 1960, à l'heure de la rupture sino-soviétique, Moscou sera d'autant plus incline à jouer la carte indienne. La première direction principale du KGB, la PGU, étoffe considérablement ses effectifs à Delhi et à Bombay. Du coup, la *rezidentoura* indienne devient la plus étoffée numériquement au monde hors d'URSS et des pays de l'Est. Comme elle dépense des sommes considérables en frais d'achat de supports de presse, de corruption de journalistes, de fonctionnaires et de politiciens, la voilà à même de lancer depuis l'Inde de nombreuses opérations de désinformation d'envergure internationale selon la technique dite de la « boule de billard ». Des journaux indiens d'envergure modeste, mais sous influence, lancent alors diverses rumeurs, reprises si possible dans les médias occidentaux et en tout cas dans les médias de l'Est (voir « Désinformation »). Chargé de la confection du « matériel » nécessaire, le département A du KGB sait grossir certains faits aussi vrais que tragiques de façon à nourrir la propagande. Au Viêtnam, les Américains perpétreraient un génocide digne de l'Holocauste nazi ; ils mèneraient une

guerre bactériologique, déclenchant à dessein épidémie sur épidémie ; les GI éventreraient les femmes enceintes préalablement violées. En Asie, le Pakistan serait leur féal et la Chine maoïste, qui a osé rompre avec l'URSS, leur « complice objectif ». Iouri Modine, qui fut en son temps l'officier traitant à Londres des espions de Cambridge, réalisera ainsi début 1967 divers coups tordus pour discréditer les opposants de droite à Indira Gandhi (voir « Cinq de Cambridge »). Il devra néanmoins encaisser cette claque monumentale : l'atterrissage de Svetlana Allilouïeva, la fille de Staline, à l'aéroport JFK de New York le 21 avril 1967. Une exfiltration de New Delhi menée de main de maître par David Blee, de la station indienne de la CIA.

Tout service secret a besoin de revendiquer auprès des dirigeants politiques des succès éclatants, ne serait-ce que pour obtenir des crédits plus importants. Dans l'espoir de contrebalancer le passage à l'Ouest de Svetlana, humiliant pour Moscou, le KGB affirme au Politburo du Parti communiste soviétique influencer 30 à 40 % des élus au Parlement indien depuis les élections de février 1967, favorables à Indira Gandhi. Ses rapports suggèrent qu'il serait capable d'orienter discrètement la politique de l'Union indienne. La preuve selon lui : en 1969, Mme Gandhi nationalisera quatorze banques.

Par tous les moyens, corruption incluse, la *rezidentoura* de Delhi a accompagné la montée en puissance de Krishna Menon, ministre de la Défense du gouvernement Nehru et animateur de l'aile gauche du parti du Congrès, la formation majoritaire issue de la matrice du mouvement indépendantiste d'avant 1947. Parallèlement, elle travaillait au corps le Parti communiste indien pour qu'une partie de ses cadres rallie le même parti du Congrès aux fins de noyautage et de poussée interne vers la gauche. Sous Indira, un émule de Menon, Parmeshwar Narain Haksar, intègre en outre en 1967 le secrétariat privé de la Première ministre. Devenu jusqu'en 1973 son principal conseiller, c'est lui qui assure les liaisons de la cheffe de

gouvernement avec l'ambassade soviétique, donc la PGU. Lui qui, de concert avec les faux documents produits… à la file indienne par le département A du KGB, contribue à persuader Indira que la CIA ne pense qu'à la renverser, ou pire, à l'assassiner. Faute de réseaux suffisamment implantés en Inde – l'exfiltration de la fille de Staline devait beaucoup à la chance –, rien de concret à cet égard n'a été conçu à Langley, le quartier général de l'Agence centrale de renseignement américaine en Virginie. Mais dans le contexte d'alors, marqué par la multiplication des opérations clandestines de la CIA dans le monde et par l'intervention massive des forces armées des États-Unis au Viêtnam, pareille perspective, même infondée, n'est pas tout à fait absurde (voir « *Covert Actions* »). Les informations fallacieuses « montrant » que la CIA financerait et orchestrerait le séparatisme sikh au Pendjab indien ont aussi leur petit effet sur la Première ministre.

Dès la création du service secret extérieur, la Research and Analysis Wing (R&AW), c'est encore Haksar qui va manœuvrer pour placer le nouvel organisme sous la coupe directe d'Indira Gandhi.

Naissance de la R&AW… et du Bangladesh

À la demande de la Première ministre, les fondements de la R&AW ont été posés par Ramjee Kao, alors le numéro 2 de l'IB. Le nouveau service naît officiellement en septembre 1968 avec un effectif assez réduit eu égard à la taille du pays : 250 fonctionnaires seulement. L'idée, cependant, est de le faire monter rapidement en puissance. Aujourd'hui, ils sont plusieurs dizaines de milliers.

Contre les Pakistanais ennemis principaux, bien sûr. Notamment leur ISI, qui possède bien des longueurs d'avance sur elle en matière de pratique du renseignement (voir « Pakistan »). Mais en interne aussi, puisque la R&AW se voit chargée d'informer le gouvernement sur les mouvements de

l’opinion publique indienne, mission qui fait partiellement de la nouvelle-née une police politique. Comme l’ISI pour le coup, à croire que les gouvernements des deux États ennemis exigent des services secrets intrusifs au service du pouvoir. Une conception très différente de celle des démocraties occidentales.

À l’extérieur, la R&AW ne se contente pas de lancer ses filets au sein de la diaspora indienne et d’y contrer la propagande d’une Chine maoïste en pleine tourmente de la Révolution culturelle. Son attention se porte aussi sur le Bengale oriental. Coupée du reste du Pakistan par plus de 1 000 kilomètres de territoire indien, cette région en est la plus peuplée. À ce titre et pour diverses autres raisons, elle aspire à l’indépendance. C’est justement le programme de la Ligue Awami, la formation nationaliste de gauche du cheik Mujibur Rahman. Autrefois autonomiste, la Ligue s’est radicalisée au point d’exiger la rupture complète avec le Pakistan. Or, aux élections de décembre 1970, elle écrase Jamaat-e-islami, une formation pro-Islamabad et pro-ISI que dirige Maulana Syed Abul Ala Maududi. Le résultat est sans appel : 160 des 162 sièges à pourvoir pour Rahman et la Ligue au Bengale oriental. Le KGB, mais aussi la R&AW, qui ont présenté Maududi comme un protégé de la CIA, revendiqueront auprès de leurs gouvernements respectifs la paternité de la victoire de la Ligue.

Aux yeux du général Yahya Khan, au pouvoir depuis 1969 à Islamabad, la capitale du Pakistan, le verdict des urnes est inacceptable. Tandis que la R&AW, toujours pilotée par Ramjee Kao, commence à verser du sel sur la plaie en infiltrant des agents au Bengale oriental dans l’intention évidente d’aggraver la crise aux dépens d’Islamabad, il lâche la soldatesque contre ses propres coreligionnaires et supposés compatriotes : massacres, viols, tortures, incendies de villages. S’ensuit le développement d’un mouvement de guérilla, les Mukti Bahini, épaulé vaille que vaille par la R&AW, loin d’être le *deus ex machina* de la région, mais qui s’y efforce. En parallèle, une partie des militaires pakistanais originaires du Bengale oriental

franchissent la frontière pour se réfugier en Inde, où l'armée commence aussitôt à les encadrer pour les renvoyer au combat contre les troupes d'Yahya Khan.

Si la répression suit son triste cours au Bengale oriental, Mme Gandhi, elle, a remporté haut la main les élections indiennes de février 1971. Confortée par ce succès, elle signe dès août un traité de paix, d'amitié et de coopération avec l'URSS. Les négociations préalables ont eu lieu dans le plus grand secret. Pour consolider l'alliance qui se dessine, les ventes d'armes soviétiques à l'Inde se font massives. Parallèlement, la R&AW et le KGB s'activent sur le front de la propagande, surfant sur le mouvement de sympathie spontané apparu non seulement dans le tiers-monde, mais aussi dans les pays occidentaux, France et Grande-Bretagne notamment. Dans l'imaginaire médiatique, Mujibur Rahman apparaît souvent comme un leader féru de démocratie, vision un tantinet optimiste au demeurant.

L'image de la Ligue est nettement moins positive dans le monde arabo-musulman, dont la tendance réflexe est de se rendre solidaire de la République islamique du Pakistan. En Chine aussi. Pékin devine en effet la main de Delhi derrière l'insurrection des Mukti Bahini, ce qui ne lui plaît pas du tout.

Fin mars 1971, quand parviennent en France les nouvelles de l'atroce répression pakistanaise au Bengale oriental, Indira Gandhi se souvient opportunément que, dans les années 1930, André Malraux avait vaguement côtoyé son père, le Pandit Nehru. Elle envoie son ambassadeur à Paris, Sri Dwarka Nath Chatterjee, sonder l'écrivain pour le convaincre de participer à une table ronde sur le Bengale. « Les seuls intellectuels qui ont le droit de défendre par la parole les Bengalis sont ceux qui sont prêts à combattre pour eux », proclame imprudemment l'ancien ministre du général de Gaulle dans une lettre à la Première ministre. Indira Gandhi et les médias indiens choisissent à dessein de croire que Malraux irait s'engager en personne dans la lutte armée en souvenir de son rôle lors de la guerre civile d'Espagne.

Prisonnier de sa propre légende, l'écrivain opte pour la fuite en avant. Faisant mine de marcher au canon, il embauche ostensiblement une de ses fidèles, Brigitte Friang, ancienne résistante déportée, pour prendre la tête d'une soi-disant « légion étrangère » en cours d'organisation. Pareille unité ne verra bien entendu jamais le jour : les Mukti Bahini n'ont en effet nul besoin d'un homme de bientôt 70 ans ! Pour la propagande antipakistanaise en revanche, la fausse nouvelle est excellente.

Les Mukti Bahini, parlons-en. Contre l'armée pakistanaise, leur guérilla multiplie les opérations est-bengalies les plus audacieuses. Avec l'appui technique indien, elle a constitué une sorte de commandos de marine. En mai 1971, plusieurs détachements de ces forces spéciales mènent à bien des sabotages d'assez grosse ampleur dans la ville-port de Chittagong et à Chandpur.

Informée de ces développements par le R&AW et le renseignement militaire, Gandhi estime que la situation au Bengale oriental est favorable à l'Union indienne et néfaste à son ennemi, le Pakistan. L'auteur ignore si la Première ministre a consulté l'ambassade soviétique par l'intermédiaire d'Haksar, démarche du domaine du possible. Le fait est qu'en novembre 1971, le IV^{e} corps indien du général Sagat Singh pénètre au Bengale. Surclassés, les militaires pakistanais cèdent du terrain, reculent et pour finir, hissent le drapeau blanc.

Pour Delhi, la troisième guerre indo-pakistanaise débouche sur un nouveau succès. Privé du Bengale oriental, désormais indépendant sous le nom de Bangladesh, le Pakistan semble affaibli comme jamais. À Dacca, le président bangladais, Mujibur Rahman, se rapproche de l'URSS, nationalise une partie de l'économie et jette les bases d'un parti unique. En août 1975, il sera assassiné avec sa famille par un groupe d'officiers hostiles à sa politique – un attentat que l'Inde va attribuer à l'ISI pakistanaise, sans toutefois en apporter la moindre preuve. Le successeur de Rahman, le général Ziaur Rahman, sans lien de parenté avec lui, s'efforcera d'adopter

une ligne plus équilibrée. Mais, preuve que le Bangladesh nouvellement indépendant n'a pas basculé dans la démocratie comme beaucoup l'espéraient en Occident, il sera assassiné à son tour en 1981.

Paris, New Delhi et la bombe A

Ramjee Kao va diriger la R&AW jusqu'en 1977. Féru de technologies modernes, il en développe le département de cryptologie et les services techniques. Il fondera par la suite des structures parallèles comme le Centre de recherches radio, le Centre de recherches aériennes, et garde un œil sur la Special Frontier Force. Celle-ci fait face aux Chinois d'un côté, aux Pakistanais de l'autre. Les officiers de la R&AW seront vite désignés sous le sobriquet de « Kaoboys ».

Un volet essentiel de leur travail sera l'opération *Bouddha souriant*. Soit le nom de code du programme nucléaire indien lancé par Jawaharlal Nehru. Comme Islamabad, New Delhi n'a pas paraphé le traité de non-prolifération de 1968. Son programme nucléaire se veut en effet complètement autonome par rapport aux puissances étrangères à la façon du modèle français conçu par le général de Gaulle.

L'autonomie implique la maîtrise de l'ensemble du cycle du combustible : extraire le minerai d'uranium ; le transformer par raffinage en « yellow cake », un concentré jaune à 75 % d'uranium ; fabriquer soi-même les barres de combustible ; produire soi-même l'eau lourde ; retraiter le combustible irradié ; conditionner les déchets radioactifs.

Autonomie ne veut pas dire autarcie. L'Inde a sollicité le Canada, qui ne risquait pas de nuire à son indépendance. Ottawa aidera en effet les Indiens à construire en 1963 un réacteur de recherche fonctionnant à l'uranium naturel, le Cirus, puis un réacteur cinq fois plus puissant, le Candu. Quant à la France et à l'Allemagne fédérale, elles ont toutes deux contribué à la mise sur pied des premières usines d'eau lourde indiennes.

Le 18 mai 1974, Indira Gandhi en personne assiste au premier essai nucléaire indien à 107 mètres de profondeur dans le sous-sol du Rajasthan. C'est peu dire l'effet produit par la nouvelle à Islamabad. Par la suite, Paris jouera aussi un rôle dans la construction d'un surgénérateur de recherche à Kalpakkam, près de Madras. Parallèlement, la R&AW renseigne le gouvernement sur le programme nucléaire pakistanais de « bombe islamique » et la construction de l'usine d'enrichissement d'uranium de Kahuta, à 40 kilomètres à l'est d'Islamabad.

En février 1973, le comte Alexandre de Marenches, directeur général du SDECE français, reçoit Ramjee Kao. Aidé jusque-là par le MI6 dans l'organisation de son service, le chef de la R&AW vient solliciter la France. Il veut accroître ses capacités de renseignement maritime dans l'océan Indien. Pour acquérir une stature véritablement mondiale et mieux, contrer l'ISI pakistanais, l'Inde a en outre besoin de renseignements sur la CIA. Or, ces renseignements, le KGB, prudent, les lui refuse.

Marenches n'ignorant pas les liens de la R&AW et du gouvernement indien avec les Soviétiques, liens qui ne lui plaisent guère, l'affaire est délicate. Proche des Américains, le comte n'a pas la moindre intention de renseigner les Indiens sur la CIA comme Kao l'espérait. Toutefois, concevant son rôle à la tête du SDECE de manière politico-diplomatique, il s'emploie à nouer des alliances avec les dirigeants des autres services secrets : Safari Club contre les Soviétiques, Midi Club au Maghreb et dans le monde arabe.

C'est dans cette optique qu'en visite à New Delhi en mars 1974, Marenches programme une rencontre entre Ramjee et le général Nematollah Nassiri, ancien chef de la garde du shah d'Iran qui dirige à présent la très redoutée police politique, la Savak (*Sazman-e Ettela'at Va Amniyat-e Keshwar*, soit Service de renseignement et de sécurité de l'État). Si Marenches, dont la mère était américaine, et Kao peuvent s'entretenir

librement en anglais, il faudra un traducteur pour Nassiri, lequel ne parle aucune langue étrangère.

Un projet commun de surveillance radio du golfe arabo-persique prend ainsi forme. La Savak apportera les fonds, le SDECE, quant à lui, formera au renseignement technique les ingénieurs indiens que commande un officier de l'Army Signal Corps. Toujours ambassadeur, Chatterjee assure à titre provisoire les liaisons entre Kao et Marenches avant l'arrivée à Paris en avril 1975 de Bahukutumbi Raman, un cadre francophone de la R&AW. Premier secrétaire d'ambassade chargé des affaires consulaires, ce « Kaoboy » a été briefé par son directeur : interdiction de mener à Paris des opérations de renseignement contre la France. Seuls les Pakistanais et les Chinois constituent des cibles légitimes. Dès la fin 1975, Marenches reçoit en même temps à Paris Kao et Nassiri. L'alliance franco-indo-iranienne naissante ne survivra cependant pas à la chute du shah en 1979 et à la création de la République islamique.

D'autant moins que Pierre Marion, le successeur de Marenches à la tête du SDECE, rebaptisée en avril 1982 DGSE, nouera à l'avenir des liens personnels avec Akhtar Abdur Rahman, le chef de l'ISI ennemi juré de la R&AW. En cause : la construction d'une station d'interceptions électromagnétiques françaises au Pakistan avec partage des résultats avec Islamabad. Rien qui puisse plaire à New Delhi.

Deux nouveaux assassinats au sein du clan Gandhi

Battue aux élections de mars 1977, Indira Gandhi revient au pouvoir en janvier 1980. Son départ du gouvernement a entraîné celui de Ramjee de la R&AW, ainsi que le rappel en URSS de Leonid Chebarchine, *rezident* du KGB en Inde depuis 1975. Remplacé temporairement par K. Sankaran Nair, Ramjee le sera à titre définitif par N. F. Suntook jusqu'en 1983.

Promue à la direction du mouvement des pays non alignés lors de son septième congrès de mars 1983, la fille de Nehru ne prend pas en compte les analyses de Suntook et de son successeur Girish Chandra Saxena. Or, tous deux relativisent le rôle des Américains et des Pakistanais, censés téléguider les revendications de la minorité religieuse sikh à en croire l'ambassade soviétique et le KGB. En juin 1984, la Première ministre envoie des troupes à l'assaut du Temple d'or d'Amritsar, le lieu sacré des sikhs. Une hécatombe ! Pour autant, Mme Gandhi refuse d'écarter les sikhs qui constituent traditionnellement une partie de sa garde personnelle. Un choix qui va lui coûter la vie. Le 31 octobre, deux de ses gardes l'abattent dans le jardin de sa maison.

Réuni en urgence, le parti du Congrès désigne son fils Rajiv pour lui succéder dans la continuité clanique. Sous son règne, Saxena et son successeur, S. E. Soshi, vont s'efforcer d'impulser une politique tous azimuts en matière de renseignements : des liens avec le KGB bien sûr, mais aussi avec la CIA, la Chine ou la DGSE française, héritière du SDECE, même si les liens avec Paris se sont distendus après le départ d'Alexandre de Marenches en 1981.

Une ligne de conduite équilibrée, mais difficile à tenir en janvier 1985, quand éclate le scandale Coormar Narrain, un haut fonctionnaire à la retraite arrêté par l'Intelligence Bureau pour avoir fourni des documents secrets aux Français, aux Allemands de l'Est et aux Polonais. Dix-huit hauts fonctionnaires du cabinet du Premier ministre, des spécialistes de l'aéronautique et des militaires sont arrêtés. Le lieutenant-colonel Alain Bolley, attaché militaire adjoint et représentant en Inde de la DGSE, est prié de boucler ses bagages pour « activités incompatibles avec le statut de membre du corps diplomatique ». En termes plus directs : constitution d'un réseau d'espionnage. Dans le même temps, les ressortissants indiens mis sous les verrous se voient inculpés au titre des lois sur la sécurité économique du pays. Dans ces conditions, personne ne s'étonnera que des

accusations fusent en octobre 1985, quand Indian Airlines, l'une des compagnies aériennes phare en Asie, achète dix-neuf Airbus A 320 de préférence aux Boeing B-757. Certaines de ces rumeurs mettront en cause Rajiv Gandhi, ancien pilote d'un Airbus A 300 d'Indian Airlines.

Cette année-là, les problèmes aéronautiques retiennent plus dramatiquement encore l'attention des médias indiens : le 23 juin, un jet d'Air India s'écrase près de l'Irlande. L'attentat fait 329 victimes. Un autre est évité de peu au départ du Japon. La R&AW et l'IB sont mis en cause pour n'avoir pu prévenir cette double opération attribuée aux séparatistes terroristes du Khalistan téléguidés par l'ISI pakistanais.

Les « Tigres noirs »

La R&AW n'en engage pas moins une énième opération clandestine : la manipulation des Tigres tamouls du Sri Lanka. Cette organisation séparatiste accuse la majorité cinghalaise de la population de génocide. Elle a été officiellement fondée en mai 1976 à partir d'une matrice originellement non violente. Les Tigres tamouls (*Liberation Tigers of Tamil Eelam*) se sont radicalisés sous la férule d'un dirigeant charismatique, Velupillai Prabhakaran dit « Karikalan ». Pour lancer une lutte armée faite d'attentats terroristes et d'actions de guérilla contre le gouvernement central de Colombo (en avril-mai 1993, les Tigres noirs, spécialisés dans les attentats-suicides, assassineront successivement le leader de l'opposition sri lankaise, Lalith Athulathmudali, puis le président du pays, Ranasinghe Premadasa).

En 1986, Prabhakaran et ses troupes éliminent *manu militari* un groupe concurrent, la Tamil Liberation Organisation, présente surtout dans l'est du pays. Avec Delhi, les choses ne tardent pas à se gâter dès 1987, quand Rajiv Gandhi, persuadé que l'Inde est capable de jouer les arbitres entre Cinghalais et Tamouls, envoie une importante force armée d'interposition

au Sri Lanka. Elles s'aggravent en novembre 1988, quand les forces armées indiennes s'opposent à un raid des mercenaires tamouls du LTTE contre le gouvernement des Maldives (Opération *Cactus*).

Bien que le parti du Congrès reste la plus importante formation au Parlement indien, Rajiv perd les législatives de 1989. En pleine campagne pour revenir au pouvoir, il meurt dans un attentat-suicide le 21 mai 1991 à Sriperumbudur, dans l'État méridional du Tamil Nadu. Pour le mettre à mort, Chandralekha Athiral, une femme-tigre, s'est délibérément transformée en bombe humaine. Elle appartenait à la section terroriste des Tigres, les « Tigres noirs », forte de quelque 250 membres.

La R&AW et l'IB se mobilisent pour retrouver les assassins survivants. Interceptés et décryptés, des échanges radio avec le quartier général des Tigres tamouls dans la péninsule de Jaffna, au nord du Sri Lanka, permettent d'établir l'identité des commanditaires de l'attentat : Prabhakaran et les Tigres. C'est le service de renseignement du mouvement séparatiste commandé par Silvershankar Pottu Amman qui a préparé l'opération homicide. Cernés en août 1991 par la police dans une maison du village de Konan Kunte, à 15 kilomètres au sud de Bangalore, deux « Tigres noirs » photographiés trois mois plus tôt sur les lieux de l'attentat contre Rajiv Gandhi se suicident plutôt que de se rendre, conformément à la règle mortifère édictée par Prabhakaran.

Sous Gauri Shankar Bajpai parallèlement, le service secret indien a tenté une concertation avec l'ISI d'Asad Durrani, ponctuée de deux tête-à-tête entre les deux chefs des services adverses. En vain, car l'hostilité demeure, d'autant qu'en Afghanistan, la R&AW appuie l'Alliance du Nord du commandant Massoud, opposée aux extrémistes musulmans et bientôt aux talibans (voir « Afghanistan »).

Sous l'administration Clinton de 1993 à 2001, les États-Unis changent du tout au tout leur politique envers l'Inde. La guerre froide terminée, Washington se rapproche de Delhi, suffisamment pour que des liens

nouveaux se tissent entre la CIA et la R&AW. En 1998, le service de renseignement indien, que dirige alors Arvind Dave, fournit à la CIA un dossier complet sur les camps d'entraînement des « proxys » de l'ISI. Selon elle, une cinquantaine de ces centres seraient installés au Pakistan même, une vingtaine en Afghanistan et une trentaine au Cachemire, région toujours aussi sensible où opèrent notamment le Harakat al-Moudjahidine, responsable de l'enlèvement de plusieurs ressortissants occidentaux, et le Herzb ul-Moujahidine, basé à Islamabad. Deux mouvements forts de plusieurs milliers de combattants soutenus, voire sous-tendus par l'ISI. Les chiffres que la R&AW fournit à la CIA sont certainement excessifs, mais infondés, certainement pas (voir « Proxys »).

L'année suivante, la R&AW et Arvind Dave sont mis en accusation à Delhi pour ne pas avoir prédit à temps une nouvelle offensive de l'ISI et de l'armée pakistanaises, la guerre de Kargil. S'ensuit entre 2000 et 2003 la modernisation de ses services techniques sous la houlette de la National Technical Facilities Organisation, puis le transfert du quartier général dans son nouveau site de Lohdi Road, à New Delhi.

Le service a repris pied au Sri Lanka, où il contribue dans l'ombre à plusieurs scissions entre les Tigres tamouls modérés et les extrémistes. En mars 2004, il encouragera en particulier la défection d'un des meilleurs chefs de guérilla des Tigres, Vinayagamoorthy Muralitharan, *alias* « colonel Karuna », flanqué de plusieurs milliers de ses fidèles. Muralitharan créera ensuite une formation politique, les Tigres de la libération du peuple (*Tamil Makkal Viduthalai Pulikal*), pour négocier avec le gouvernement central. Toujours conduit par Velupillai Prabhakaran, le dernier carré des Tigres trouvera bientôt, comme son chef, une fin tragique en 2009 sous les coups de l'armée sri lankaise.

Malgré ses efforts, la R&AW ne parvient pas à contrer l'influence économique de la Chine de Xi Jinping. Depuis dix ans sous la houlette d'un nationaliste hindou, Narendra Modi, l'Inde est devenue en 2023 le pays le

plus peuplé du monde. Pour cette raison et pour bien d'autres, la donne sino-indienne constitue aujourd'hui un élément clé de la nouvelle configuration mondiale. Quoique limités, leurs conflits militaires frontaliers restent encore récurrents – les affrontements du printemps 2020, par exemple, et même la courte guerre ouverte indo-pakistanaise de mai 2025. Dans ce cadre, la cohabitation, tantôt apaisée, tantôt conflictuelle entre les communautés du renseignement respectives de ces deux grandes puissances amies-rivales-adversaires, est appelée à connaître de nouveaux développements dont on se gardera de prévoir l'issue. Un indice néanmoins : l'Inde, dont le niveau scientifique et technologique est excellent, mise sur un important programme de confection de drones.

Intelligence artificielle et espionnage

L'intelligence artificielle (IA) se veut le moyen de résoudre le problème posé aux services secrets par le passage en un siècle du renseignement rare et difficile à collecter à la surabondance du renseignement générée par l'explosion des données charriées par les technologies de communication. Entre 1900 et 2000, l'humanité est passée du télégraphe à Internet. Autant dire que, pour les services, il ne s'agit plus seulement de dénicher la fameuse aiguille dans sa botte de foin, mais de trouver des dizaines de micro-aiguilles dans des milliers, voire des centaines de milliers de bottes de foin. Le tout dans un espace-temps de plus en plus restreint. Le recours à l'IA a permis à la communauté américaine du renseignement de déterminer – et d'annoncer publiquement, une grande première – en février 2022, que loin d'un simple bluff, la Russie de Poutine allait réellement agresser l'Ukraine. De même la mobilisation spectaculaire des Israéliens pour frapper leurs cibles doit beaucoup à la capacité de l'IA à amalgamer des renseignements en un temps record.

Iran jusqu’en 1979

En 1941, Mohammad Reza Pahlavi succède sur le trône d’Iran à son père, Reza shah, fondateur de la dynastie des Pahlavi. Le nouveau souverain a 22 ans. Dans le contexte de la guerre mondiale, son pays subit la double influence de la Grande-Bretagne et de l’URSS, ennemies de l’Allemagne nazie, mais opposées entre elles.

Après 1945, Moscou, l’appétit aiguisé, pousse à la fondation d’une république kurde et d’une autre en Azerbaïdjan. Le gouvernement central se lance dans une répression sanglante. Elle s’étend aux militants du parti communiste, dit Toudeh (les masses) pour échapper à l’interdiction.

Distingué, diplômé et cultivé, Mohammed Reza peine à contrôler son propre pays. En 1951, le Dr Mohammed Mossadegh, leader du Front national, une coalition de gauche, gagne les législatives. Chef du gouvernement, il nationalise les pétroles, aux mains des sociétés britanniques depuis des lustres. Dans l’espoir de mettre à bas ce gêneur, on le taxe de communisme. Pendant ce temps, le MI6 noue une alliance avec la CIA. En août 1953 intervient le renversement de Mossadegh, première réussite de déstabilisation de régime pour la toute jeune Agence centrale de renseignement américaine (voir « *Covert Actions* »). L’année suivante, un complot de militaires affiliés au Toudeh est découvert. On comprend alors pourquoi les communistes ont si mollement soutenu Mossadegh : détenant leurs propres cartes, ils entendaient jouer leur propre jeu.

Pendant les quatre années suivantes, 3 000 militants du Toudeh, les toudehis, sont arrêtés, quatorze d’entre eux, dont plusieurs dirigeants, meurent sous la torture. En mars 1957, une police politique iranienne voit le jour : la Savak (*Sazman-e Ettela’at Va Amniyat-e Keshwar*, soit Service de renseignement et de sécurité de l’État). Homme fort du pays, le général Teymour Bakhtiar en prend le commandement. C’est le cousin de la reine

Soraya, première épouse du shah : un signe parmi d'autres du fonctionnement clanique du régime.

La Savak comporte neuf départements, la plupart voués à la répression interne. Chargé de la planification et de la direction générale, le premier de ces départements n'abrite lui-même que deux sections capables d'interagir avec le monde extérieur. L'une d'entre elles assure les liaisons avec les services étrangers, dont naturellement la CIA et le MI6, mais aussi le Mossad. De nombreuses opérations israéliennes contre les pays arabes seront d'ailleurs montées depuis le territoire perse. De fait, l'Iran et l'État hébreu travaillent à cette époque de conserve dans le domaine nucléaire tandis que Téhéran exporte son pétrole en Israël. Quant à la France, elle va s'embourber en juillet 1974 dans le consortium Eurodif où, moyennant plus d'un milliard de pétrodollars iraniens, Téhéran bénéficierait de transferts de technologie nucléaire et recevrait 10 % de l'uranium enrichi au Tricastin, dans la Drôme. Parmi les hauts dirigeants tricolores, obnubilés par les questions de financement, nul ne semble s'être avisé que le nucléaire, technologie dite « duale », peut aussi avoir des implications militaires. On se contente donc de déclarations du shah affirmant que la bombe A ne l'intéresse pas. Puisqu'il le dit, voyons…

L'autre section à caractère international s'occupe de la surveillance et du fichage des Iraniens exilés. Le huitième département est consacré au contre-espionnage, soit en l'occurrence la surveillance du personnel des ambassades et des civils étrangers présents dans le pays.

Le résultat de cette vision très introvertie, c'est qu'en tant que service d'espionnage extérieur, la Savak ne vaut pas grand-chose. Rien de très consistant sur le voisin baasiste irakien, en théorie principale menace pourtant. Quant au huitième département, il mettra des décennies à repérer le général Ahmed Mogharrebi, agent soviétique depuis les débuts de la guerre froide sous l'alias « Man ». Et à cause d'une erreur de la *rezidentoura* de Téhéran encore ! Boris Kabanov, son officier traitant du

KGB, avait violé les règles de sécurité en rencontrant trop fréquemment Mogharrebi. Condamné à mort, le général, responsable des achats de matériel militaire aux États-Unis pour l'armée iranienne, sera exécuté en décembre 1977.

En principe, la Savak dépend des Premiers ministres, mais comme ceux-ci ne pèsent pas lourd politiquement, c'est au shah qu'elle rend des comptes. Obsédé par le risque de complots, le souverain s'emploie de son côté à jouer les départements de sa police politique les uns contre les autres.

La Savak, qui systématise la torture, use aussi du chantage aux familles. Le cumul de ces deux méthodes va lui permettre le « retournement » de nombreux toudehis qui passeront à son service soit comme délateurs, soit même comme officiers. En particulier Abbas Shahriâri, un dirigeant que Teymour Bakhtiar a personnellement « retourné ».

Trop ambitieux, Teymour Bakhtiar, qui avait fait de la Savak un État dans l'État, est toutefois écarté en 1961. Lui succède le général Hassan Pâkravân, un fidèle du shah. Peu sensible à l'argent au contraire de son prédécesseur, Pâkravân affectionne moins la torture que lui. Le problème, c'est qu'à force d'écarquiller les yeux en direction du Toudeh, la Savak néglige les éléments radicaux du clergé chiite, la branche de l'islam majoritaire en Iran. Parmi ces radicaux, le plus radical se trouve être Ruhollah Khomeiny. En 1963, l'ayatollah de Qom prend la tête du mouvement de contestation des résultats du référendum qui, par 99 % de « oui » – on a beau détester les communistes, on n'en apprécie pas moins les scores soviétiques ! –, approuve le projet de « Révolution blanche » du shah. Au-delà de diverses mesures de redistribution des terres, de privatisations de biens d'État, ce que les religieux refusent par-dessus tout, c'est le droit de vote des femmes, qu'ils considèrent comme impie.

En juin, le pouvoir frappe. Des militaires envahissent la mosquée de Qom, tuant 18 personnes, dont plusieurs mollahs. Dans sa maison de la même ville sainte, d'autres se saisissent de la personne de Khomeiny et

l’emmènent à Téhéran. En prison, il risque la peine de mort pour insulte envers la monarchie et envers la personne même du shah. Mais se sentant collectivement menacé, le clergé se mobilise. Lors d’une assemblée générale à Qom, Khomeiny est élevé au rang de *Marja-e-taghlid*, la plus haute distinction dans la hiérarchie chiite.

KHOMEINY EXILÉ

Pâkravân croit trouver la solution en militant auprès du shah pour un geste de clémence assorti d’une mesure d’exil. Libéré après trois mois de détention, l’imam quitte l’Iran avec sa famille et part s’installer en Irak dans la ville sainte chiite de Nadjaf. L’Irak abrite justement un autre exilé, Teymour Bakhtiar, protégé du régime baasiste depuis sa brouille avec le shah. C’est désormais un proche de Saddam Hussein, déjà numéro 2 à Bagdad. Or, à l’été 1970, un groupe de la Savak viendra assassiner son fondateur lors d’une partie de chasse au Kurdistan irakien : pas de pitié pour les traîtres à Sa Majesté le shah. Des tueurs commandés par Abbas Shahriâri, l’ancien dirigeant communiste passé à la Savak. Loin d’être resté fidèle à Bakhtiar comme ce dernier le croyait en lui ouvrant les portes de l’Irak, Shahriâri roulait toujours pour la police secrète du shah. Sans doute n’était-il pas prêt à retourner une deuxième fois sa veste.

Par contraste, comme le montrera la suite de l’histoire, les exils ne font que renforcer la stature nationale de Khomeiny. Mais nous n’en sommes pas encore là. Pour l’instant, le shah décide de remplacer Pâkravân, jugé trop modéré, par un général encore plus fidèle que lui, mais aussi beaucoup plus brutal. Nematollah Nassiri structure certes la Savak de façon un peu plus professionnelle, mais, en même temps, il relance la torture, freinée sous son prédécesseur. La terreur aime être uniformisée. Du coup, les dictatures choisissent chacune leur modèle de voiture fétiche pour enlever et faire disparaître résistants et opposants. Les Français se souviennent des

tractions avant Citroën et des manteaux de cuir des policiers nazis. Pour les Iraniens, ce sera la Land Rover ; plus tard, au Brésil, sous la dictature, la Toyota 4 × 4 Bandeirante, et dans l'Argentine des militaires, la Ford Falcon.

Sur le plan international, Alexandre de Marenches, directeur général du SDECE, et Ramjee Kao, patron de la R&AW indienne, esquissent en 1974 avec Nassiri un projet commun de surveillance radio du golfe arabo-persique (voir « Inde d'Indira Gandhi à Narendra Modi »). Mais en Iran même, la Savak doit compter avec le développement des guérillas anti-shah d'inspiration marxiste ou islamo-marxiste.

Le plus important de ces mouvements est l'Organisation des moudjahidine du peuple d'Iran (*Sazman-e Mojahedin-e Khalq-e Iran*). Fondé au moment de la répression de 1963 par trois intellectuels : Hanif Mejad, Saïd Mohsen et Ali Asghar Badi Zadegan, ce noyau clandestin s'élargira à une quinzaine de dirigeants. Son modèle : le Front de libération nationale algérien, qui greffait des méthodes d'organisation et un vocabulaire marxistes-léninistes sur une lutte très largement inspirée par l'islam. Il y aura aussi bientôt l'engouement d'une partie du monde arabo-musulman pour Yasser Arafat et le Fatah palestinien, voire son rival marxiste, le Front populaire de libération de la Palestine de Georges Habache.

En août 1970, la Savak arrête, grâce à un agent double, toute la direction des Mojahedin-e-Khalq, en abrégé MeK, ainsi que les neuf dixièmes des militants. Quinze des seize membres du « noyau central » désigné en 1969, dont les trois fondateurs, seront exécutés. Seul Massoud Radjavi échappe à la capture. Il ne tardera pas à imposer à l'organisation un véritable culte de sa propre personne aux antipodes du projet de départ, très collectif. La résistance aux tortures de la Savak des autres dirigeants et leurs courageuses déclarations devant les tribunaux, « nous sommes les vrais vainqueurs, pas vous, et finalement, de notre sang jailliront des milliers de jeunes qui, arme au poing, détruiront vos palais, votre monarchie, votre

régime fantoche », seront les premiers matériaux de l'édification du culte de la personnalité de Radjavi.

D'inspiration plus marxiste orthodoxe donc plus proche du FPLP palestinien qui tente d'essaimer partout, un autre mouvement se développe lui aussi par des attentats depuis sa création en 1967 : les Fedayine du peuple (*Fedayin-e-Khalq*). Son idéologue, Bijan Djazani, est un ancien militant communiste. Objectif numéro 3 de la Savak pour l'instant, les Fedayine seront, avec le Toudeh, une des deux premières cibles du régime des mollahs dès son instauration.

Le maoïsme aussi fait des émules. En 1976, un groupe d'étudiants de cette obédience envahit le consulat d'Iran à Genève. Leur leader, Khân Bâba Tehrâni, vit en Allemagne sous la surveillance étroite du contre-espionnage local, le Bureau fédéral de défense de la constitution (*Bundesamt für Verfassungsschutz*, BfV). Au titre des « bonnes relations » avec le régime du shah, le BfV a même visité son logement. Bien renseignés, Khân Bâba Tehrâni et ses camarades savent que le consulat est le centre nerveux de la Savak en Europe de l'Ouest. Deux jours d'affilée, ils vont l'occuper, rendant public des documents qui attestent de l'espionnage systématique des Iraniens à l'étranger. Des révélations montrent par exemple comment certains membres du personnel des universités britanniques espionnent moyennant finances leurs étudiants iraniens pour le compte de la Savak.

Les pays occidentaux avaient encore pour le régime de Téhéran les yeux de Chimène. Des yeux qui commencent à s'ouvrir. Ils découvrent un régime de plus en plus brutal qui emprisonne, torture et exécute en guise de riposte aux attentats terroristes des mouvements clandestins d'opposition.

De quoi rappeler aux férus d'histoire, mauvais augure, les mœurs de la Russie des tsars finissante. Le successeur de Nassiri en juin 1978, le général Nasser Moghaddam, ancien patron du renseignement militaire, peut d'autant moins modifier cet état de fait qu'après des années de lutte contre

les guérillas d’extrême gauche, marxo-islamiste comme les moudjahidine du peuple ou pas, la Savak ne parvient toujours pas à réaliser que pour le régime, le danger principal vient des chiites. Un aveuglement surprenant pour la police politique d’un pays musulman à majorité fidèle, répétons-le, à cette tendance de l’islam. Ni les arrestations, ni les sévices, ni les supplices, ni les trahisons, ni les gauchistes « retournés » n’y pourront rien changer. Alexandre de Marenches, fidèle, mais seulement à titre personnel au shah qu’il sait très malade du cancer et incapable de réagir, sera un des rares à expliquer en toute franchise au souverain qu’à l’horloge de l’Histoire, minuit vient de sonner pour lui.

Le Mossad israélien, qui travaille avec la Savak depuis sa création, est parvenu par ses propres moyens à la même conclusion que le patron du SDECE. Pragmatique, l’État hébreu a longtemps joué la carte du shah par souci de stabilité et pour soutenir un contrepoids régional à l’Irak baasiste. À Tel-Aviv, on a encore en tête les violentes diatribes de Khomeiny lors des troubles de 1963 : « Monsieur le Shah, n’écoutez pas Israël, pensez aux conséquences de vos actes. » Le ton était déjà donné.

Iran depuis Khomeiny

La genèse des Gardiens de la révolution remonte à 1978 et à l’exil de Khomeiny en France, à Neauphle-le-Château, en région parisienne. Des discussions avec ses fidèles naît alors l’idée de cette véritable organisation révolutionnaire islamiste capable d’imposer les idées de l’ayatollah à l’Iran dès la prise de pouvoir. Celle-ci intervient en février 1979, quand Khomeiny et son entourage regagnent triomphalement Téhéran à bord d’un Boeing 747 mis à leur disposition par le gouvernement français. Dès mai 1979, le Corps des gardiens de la révolution islamique (*Pasdaran-e Enghelab-e Islami*) naît par décret de l’ayatollah. Les pasdarans n’auront de

comptes à rendre qu'à lui, le Guide de la révolution islamique, puis à ses successeurs à la tête de la théocratie chiite iranienne.

Le 4 novembre, renommés pour l'occasion « étudiants islamiques », les pasdarans prennent d'assaut l'ambassade américaine à Téhéran au cri de « *Mar Bar Amerika !* » (Mort à l'Amérique !). Pour avoir accueilli le shah, contraint à l'exil par la pression des partisans de Khomeiny, les États-Unis sont en effet considérés comme le « Grand Satan » par les nouveaux maîtres du pays.

Commence un long bras de fer entre Téhéran et Washington ponctué par la fin prématurée d'un raid des forces spéciales américaines (opération *Eagle Claw*) ordonné à la mi-avril 1980 par le président Jimmy Carter dans l'espoir de libérer les 52 diplomates pris en otage. Les pasdarans ont mis la main sur des documents de la CIA épargnés faute de temps par les broyeuses de l'ambassade. Parmi eux, la charte de la communauté israélienne du renseignement reconstituée par les services américains. Comme l'Iran nouveau voit dans l'État hébreu en général et dans le Mossad en particulier son ennemi existentiel, les Gardiens de la révolution vont disséquer cette manne documentaire, élément de base dans la lutte contre le « Petit Satan » juif. Après 444 jours de détention, les otages de l'ambassade seront libérés le 20 janvier 1981 en échange de nombreuses concessions américaines négociées dans le dos de l'Administration démocrate de Carter par l'équipe de campagne du candidat républicain à la Maison-Blanche, Ronald Reagan. Et notamment par William Casey, le futur chef de la CIA.

Notons que, dès les premiers jours de la République islamique, les procès publics suivis d'exécutions à la chaîne des fidèles du régime du shah ont déjà changé la donne. Parmi les condamnés mis à mort, trois sur quatre des anciens patrons de la Savak : Hassan Pâkravân, Nematollah Nassiri et Nasser Moghaddam (rappelons que son premier chef, Teymour Bakhtiar, a été assassiné en 1970 sur ordre du shah dans son exil irakien).

Naît dans la foulée une police politique dont le schéma organisationnel aurait été inspiré par Hossein Fardoust, ancien directeur du Bureau spécial de la Savak (mort en prison en 1988, Fardoust ne bénéficiera que d'un sursis en échange de ses propositions). C'est la Savama, *Sâzmân-e Ettelâ'ât Va Amniyat-é Melli-é Iran* (Organisation des renseignements et de la sécurité du peuple iranien). Une structure qui, en matière de répression, de cruauté, d'arbitraire, n'aura rien à envier à la Savak. En matière d'abomination, c'est même pire. Sa mise en place s'accompagne en outre de l'instauration d'un réseau chargé de veiller à la stricte surveillance de la « moralité » religieuse de la population. Le port du voile par les Iraniennes en particulier. La Savama, mais aussi les pasdarans vont leur imposer cette loi d'airain.

Comme on le sait, c'est seulement dans les années 2020 que l'étau commencera à se desserrer – et encore ! – sous une pression populaire ne supportant plus cette forme d'obscurantisme. Dans un pays de très ancienne culture, le régime a en effet maintenu et même développé le niveau d'éducation d'une jeunesse qui se retourne désormais contre lui. La même mésaventure était déjà survenue au dictateur tunisien Zine Ben Ali lors des « Printemps arabes », les jeunes diplômés sans emploi ou sous-employés unissant leurs forces aux couches populaires malmenées par la corruption et l'omniprésence policière. Mais à Téhéran, le régime tiendra bon.

Liquider toute forme d'opposition

Au départ, les cibles sont souvent les mêmes que celles de feu la Savak. Les communistes du parti Toudeh d'abord. En juillet 1982, la Savama, que commande le général Kaveh, arrête coup sur coup les deux chefs de l'appareil toudehi clandestin : Nasser Ali Akbar Nezhad et Hussein Zadeh. En perquisitionnant le sous-sol d'un immeuble de la banlieue, elle découvre un centre de communication bourré de matériels d'émission à ondes courtes

très perfectionnés. De toute évidence, le Toudeh n'a pu se doter d'une telle infrastructure sans l'aide du KGB. Ce que confirmera Vladimir Kouzichkine, un major du service de renseignement russe. En poste une première fois à Téhéran fin 1973 et une deuxième en 1977, Kouzichkine était chargé des « illégaux » du KGB en Iran : des agents maniant à la perfection le farsi et issus soit d'Azerbaïdjan, soit de l'Arménie soviétique. Les Arméniens jouent en effet depuis toujours un rôle particulier dans le dispositif de renseignement de l'URSS (voir « Arméniens au service secret de la cause communiste »). Kouzichkine, pour en revenir au parti Toudeh, assurait simultanément la liaison du KGB avec l'appareil communiste immergé. Désertant cette même année 1982 les services soviétiques, il racontera beaucoup de choses au MI6 britannique qui, belle réussite, est parvenu à le « retourner ». Outre les toudehis, les cibles de prédilection de la Savama sont les Fedayine du peuple, d'extrême gauche marxiste, proches du FPLP palestinien, assez rapidement éliminés, et surtout les moudjahidine du peuple.

Déçus par l'évolution d'un régime qu'ils espéraient conforme à leurs vœux, les MeK se sont de nouveau lancés dans le terrorisme. Contre la République islamique cette fois. En juillet 1981, un de leurs dirigeants, Mohammed Reza Saadati, condamné à mort, est exécuté. Le mois suivant, un attentat à la bombe au siège du Conseil des ministres entraîne la mort du président iranien Mohammed Ali Radjaï, à peine désigné. Le 7 février 1982, une dizaine de dirigeants des moudjahidine dont le numéro 2, Moussa Khiabani, sont abattus. L'escalade antirégime passera ensuite par des détournements d'avions, des attentats aveugles, des voitures piégées, et même l'assassinat du commandant en chef adjoint de l'armée iranienne, le général Ali Chirazi.

Pendant ce temps, le président-guide suprême du mouvement, Massoud Radjavi, arrivé en France en juillet 1981 à bord d'un Boeing détourné, obtient l'asile politique. Il n'aura dès lors de cesse que de perfectionner le

culte de sa propre personnalité. Plus significatif encore : après 1980 et le début de la longue guerre de huit ans entre l'Irak et l'Iran, véritable bain de sang en particulier côté iranien, moins bien équipé, les moudjahidine vont se ranger du côté de Saddam Hussein, agresseur du peuple iranien dont ils se revendiquent pourtant les meilleurs défenseurs !

Expulsé de France en 1986, Radjavi a en effet gagné l'Irak. Créée en 1987, la branche armée des MeK forte de 25 000 à 30 000 combattants lutte alors aux côtés de l'armée du dictateur irakien, en particulier dans le nord de l'Iran. Si cela ne dérange pas outre mesure les puissances occidentales, dont la France, vendeuse de matériel militaire à Saddam Hussein considéré comme un dictateur certes, mais un dictateur « laïc » donc moins dangereux que le pouvoir islamique de Téhéran, il n'est guère surprenant que le régime des mollahs n'ait pas apprécié ce qu'il considérait comme un processus de collaboration avec l'ennemi – hécatombe comparable à celle de 1914-1918, la guerre Iran-Irak a tout de même fait un million et demi de morts, en majorité iraniennes.

Contre le MeK, les pasdarans vont mener une lutte clandestine féroce ponctuée d'assassinats des dirigeants et des cadres des moudjahidine, dont en 1990 à Genève, Kazem Radjavi, frère du chef du mouvement et une de ses têtes en Europe. Elle se poursuivra bien au-delà des années de guerre entre l'Irak et l'Iran. Aux treize attentats simultanés contre des ambassades iraniennes dans le monde de 1994 répondront des exécutions sommaires de membres du MeK perpétrées par les pasdarans en Turquie et dans le nord de l'Irak, à Bagdad. Seul le changement d'attitude des États-Unis à partir de 2002, suivi de l'invasion du pays par les forces armées américaines et britanniques, de l'effondrement du régime baasiste, de la capture, puis de l'exécution de Saddam Hussein mettra fin à cet affrontement souterrain. De sorte qu'aujourd'hui, Téhéran ne considère plus les MeK comme une menace de premier plan.

Gardiens de la révolution

Le Corps des gardiens de la révolution islamique est le fer de lance non seulement du régime des mollahs, mais aussi de l'internationalisation du processus islamiste chiite. Un groupe structuré militaro-religieux. Ses effectifs montent en flèche, avoisinant les 150 000 membres soumis à une discipline de fer. Abbas Agha Zamani, Javed Mansouri puis Mostafa Chamran, ses trois premiers chefs officiels, sont des adeptes du terrorisme. En France, les pasdarans tentent ainsi d'assassiner Chapour Bakhtiar le 18 juillet 1980. Un policier est tué ainsi qu'une voisine, un autre policier sera irrémédiablement infirme. Dernier Premier ministre du shah, Bakhtiar avait demandé à cette époque au Mossad de tuer Khomeiny à Neauphle-le-Château. En vain.

Le chef du groupe venu mettre fin à l'existence de l'ex-Premier ministre se trouve être un chiite libanais, Anis Naccache. Une indication parmi d'autres de l'orientation religieuse-internationaliste des pasdarans. Ancien militant déçu de l'Organisation de libération de la Palestine passé à la République islamique, Naccache, condamné à la réclusion criminelle à perpétuité, sera gracié par le président Mitterrand en juillet 1990 – le délai minimum décent. Ce qui n'empêchera pas un autre groupe de pasdarans de tuer Bakhtiar le 6 août 1991 à Suresnes. D'autres attentats sur notre sol ont eu comme objectif le règlement de la dette Eurodif, conclue sous le shah, mais dont les khomeinistes exigent désormais qu'elle soit versée au nouvel Iran. En 2025, Rafiq Doust, ancien ministre des pasdarans, reconnaîtra publiquement avoir ordonné à l'époque l'assassinat de Bakhtiar et d'autres opposants réfugiés en Europe. Et même avoir embauché comme tueurs à gages des membres de l'organisation basque ETA.

La France, souvent qualifiée de « Petit Satan », se voit ainsi mal remerciée de l'accueil et de la protection policière accordés en 1978 à l'ayatollah sous Giscard d'Estaing. Mais telle est la nouvelle loi du jeu international selon Téhéran. Les Gardiens de la révolution frapperont aussi

bien d’autres opposants à Vienne (assassinat le 13 juillet 1989 d’Abdul Rahman Ghassemlou, le secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d’Iran) ou à Berlin (assassinat le 17 septembre 1992 de son successeur, Sadegh Sharafkandi).

Mostafa Chamran et ses successeurs : Mohsen Rezaee, Yahya Rahim Safavi, puis Mohammed Ali Jafari s’emploient en effet à bâtir et à perfectionner leur organisation. Autodidacte membre de groupes ultranationalistes, Rezaee est en outre l’auteur d’un livre indiquant la manière d’exporter la Révolution islamique iranienne.

Il a pris ses fonctions de commandant en chef des pasdarans à l’hiver 1981, quand son mentor, cité ci-dessus, Rafiq Doust, ancien garde du corps de l’ayatollah Khomeiny et gendre de l’ayatollah Rafsandjani, alors président du Parlement iranien, est monté en puissance. Doust, on le sait, sera bientôt nommé ministre. Rezaee, lui, conservera le poste clé de chef des Pasdaran-e Enghelab-e Islami jusqu’en 1997.

En août 1984, le tribunal révolutionnaire des forces armées recrée par ailleurs un service de renseignement officiel, le ministère de l’Information et de la Sécurité (*Vezarat-e Ettela’at va Amniat-e Keshvar*, Vevak). Un organisme efficace dans le renseignement, mais aussi le repérage des adversaires à abattre, et au sein duquel se fondra la Savama. Pour ce qui est de l’action proprement dite : attentats et assassinats, le Vevak, dont le premier patron jusqu’en 1989 sera Mohammed Reyshahri, a recours aux pasdarans, toujours plus centraux dans le système iranien. Le service de renseignement recrute soit par cooptation, soit par le biais de l’université Iman Mohamed-Bagher d’Ispahan, qu’il contrôle.

Mobilisant plusieurs dizaines de milliers de personnes, le Vevak opère, comme beaucoup de ses vis-à-vis des autres services à partir des représentations diplomatiques iraniennes ainsi que par l’intermédiaire d’Iran Air, qui joue pour l’Iran un rôle comparable à celui d’Aeroflot chez les Soviétiques. Ses agents peuvent aussi être des étudiants ou des employés

de firmes d'import-export – souvenons-nous à cet égard du rôle joué par le « Bazar », les gros commerçants de Téhéran, dans la victoire de Khomeiny en 1979.

Le Parti de Dieu

La plus grande réussite à l'étranger des Gardiens de la révolution à mettre au crédit de leur département extérieur, al-Qods, sera l'édification du Hezbollah, le Parti de Dieu libanais. L'affaire s'amorce en 1975, quand une guerre civile éclate au pays des cèdres.

Les combats fratricides sont menés d'un côté par les chrétiens maronites, hostiles aux ingérences de l'OLP, et de l'autre par les « palestino-progressistes ». Un front de gauche entre le Fatah et les autres mouvements palestiniens, rivaux tous très puissamment armés ; la milice nassérienne des Mourabitoun ; les communistes pro-Moscou du Parti communiste libanais (PCL) et leurs rivaux pro-Pékin de l'OACL (Organisation d'action communiste au Liban), pour l'essentiel composée, comme d'ailleurs le PCL, de militants issus de la minorité grecque orthodoxe ; le Baas syrien ou encore le Parti national social syrien d'orientation pro-Damas notoire.

Les Druzes du Parti socialiste progressiste (PSP) aussi. Prosoviétique, le PSP n'est pas un parti politique au sens occidental, mais une émanation du clan familial des Joumblatt. Au Liban, les clans sous-tendent en effet les représentations politiques des différentes communautés religieuses aussi bien chez les Druzes que chez les maronites ou les musulmans sunnites. La guerre civile, justement, vient détruire l'équilibre traditionnel régi par des règles byzantines entre ces différents pouvoirs.

Cela arrange bien la Syrie de Hafez al-Assad qui, n'ayant jamais admis l'indépendance du Liban, compte laisser s'épuiser les camps en présence suffisamment pour récupérer son « bien » à peu de frais en jouant les

arbitres. Elle ne voit pas d'un mauvais œil l'émergence d'une autre force religieuse et politique à laquelle le système en vigueur jusque-là ne laissait que la portion congrue : les chiites, en nombre dans la population, mais toujours déclassés dans le système politique et, de surcroît, partie la plus pauvre du pays.

En 1973, les chiites se sont dotés, sous la houlette de l'imam Moussa al-Sadr, d'un bras politico-social : le Mouvement des déshérités. Ce *Harakat al-Mahrumin*, son nom arabe, ne remet aucunement en cause le cadre national libanais, qu'il entend reconstruire sur une base plus juste donc plus solide à ses yeux. Pour cette raison, certains fidèles de l'Église chrétienne grecque catholique seront admis dans ses rangs.

L'année suivante naissent les Bataillons de la résistance libanaise, plus explicitement confessionnels sous l'égide d'un avocat chiite, Nabih Berri encore. L'acronyme de leur nom, *Afouadj al-Muqawamah al-Loubnaniyyah*, est Amal, « Espoir » en arabe. Tandis qu'il structure Amal de façon plus efficace que beaucoup d'autres milices rivales, Berri se rapproche des Syriens. Une raison à cela : la dictature de Damas n'est pas sunnite ; elle s'appuie sur la petite communauté alaouite, plus proche des chiites au point de vue religieux, alors que les sunnites considèrent souvent les alaouites, qu'ils appellent les noseïris, comme étrangers à l'islam.

Amal combat l'arme à la main les différents clans maronites. Pour autant, il n'est pas question de dissoudre son originalité chiite au sein du camp « progressiste ». Quand survient la révolution iranienne, les pasdarans d'al-Qods commencent à s'intéresser au chiisme libanais. Il pourrait compléter avantageusement un axe Téhéran-Damas d'ailleurs empreint de méfiance car si les deux capitales ont les mêmes ennemis : Israël et les Américains, voire la France, leurs intérêts ne coïncident pas toujours. Les Syriens font tout pour prolonger la guerre civile, prélude selon eux à l'absorption définitive du Liban. Les Iraniens, pour leur part, veulent transformer le pays des cèdres en un bastion anti-Israël, leur ennemi

principal, alors que Damas n'hésite pas à des formes camouflées d'ententes tacites avec Tel-Aviv. Quant à l'État hébreu lui-même, polarisé sur la présence de l'OLP au Liban, il verra bien venir le danger chiite, mais trop tard.

Le Hezbollah se structure

L'homme qui va présider aux premiers temps du Hezbollah, Ali Akbar Mohtashamipour, est un allié de toujours de Khomeiny. Les deux religieux se sont connus en exil à Nadjaf, une des villes saintes des chiites en Irak. Bien avant la prise de pouvoir, au début des années 1970, Khomeiny a investi Mohtashamipour d'une mission au Moyen-Orient afin d'établir des relations avec les activistes anti-israéliens de la région. Notamment l'OLP dont la Force 17, mélange de service de protection des dirigeants palestiniens, dont Yasser Arafat, d'organisme de renseignement et de département action chargé des attentats terroristes, a assuré la formation aux techniques de combat des jeunes chiites dépêchés par l'entourage de Khomeiny. Créée à la fin de 1970 au sein du Djihad al-Razd, le département de sécurité du Fatah, dont elle s'est autonomisée trois ans plus tard, la Force 17 tire son appellation du numéro de téléphone du quartier général de l'OLP à Beyrouth.

Iraniens ou non, plusieurs centaines de jeunes vont suivre ses stages d'entraînement. Tout en préparant, côté chiite, l'extension de la Révolution islamique, cette alliance favorise la montée en puissance de l'OLP dans l'arène internationale.

En 1982, Khomeiny nomme Mohtashamipour à la fois ambassadeur à Damas et dirigeant des pasdarans pour cette région pionnière. Pourquoi Damas ? Parce qu'à l'époque, la Syrie, profitant des conséquences de la guerre civile, occupe une grande partie du Liban. Il s'agit donc de fonder une nouvelle alliance avec le régime d'Hafez al-Assad. Pour écarter la

menace de l’OLP, Israël vient à son tour d’envahir le sud du Liban en accord avec les milices maronites, à la recherche d’une force capable de contrebalancer l’armée d’Assad. Face à Tsahal, l’armée de l’État hébreu, son homologue syrienne ne fait pas le poids. Tout spécialement dans le domaine aérien pourtant cher au cœur du dictateur, lui-même officier d’aviation.

Baasiste, Assad prône en théorie un État laïc qui s’appuie en réalité sur la minorité religieuse alaouite. Celle-ci, ne rassemblant que 10 à 12 % de la population syrienne, partage avec les chiites l’opposition au sunnisme, tendance majoritaire de l’islam. Réticent de prime abord, le maître de Damas accepte donc la main tendue par Téhéran. Au programme : le développement de formes de luttes anti-israéliennes, comme le terrorisme, moins coûteux que l’affrontement militaire frontal armée contre armée.

La tradition politique libanaise autorise, voire encourage, l’émergence de partis communautaires. Apparaît ainsi un concurrent chiite au Mouvement des déshérités, dont le leader, Moussa al-Sadr, a mystérieusement disparu en 1978 après un séjour en Lybie. Nul autre que le Hezbollah, dont le parrain et dignitaire religieux, Mohamed Fadlallah, a lui aussi connu autrefois Khomeiny en exil en Irak. Selon le modèle iranien qui vient de conduire à l’avènement de la République islamique, le Parti de Dieu libanais s’emploie à restaurer le lien social des quartiers chiites, profondément atteint par des années de guerre civile. Un encadrement des populations fondé sur un réseau d’organismes charitables et même bancaires pratiquant le prêt sans intérêt à des communautés démunies.

Côté jardin, il faut engager la lutte armée contre l’ennemi principal israélien. Ce sera l’œuvre du Djihad islamique, un pavillon de complaisance à ne pas confondre avec son homonyme, le Djihad islamique palestinien de Gaza, favorable à l’Iran lui aussi, mais d’obédience sunnite (voir « Hamas »).

Le fondateur du Djihad islamique libanais travaille en bonne intelligence avec le cheik Fadlallah, mais avec répartition des rôles. Le sien, c'est le terrorisme. Ce chef du Service de sécurité spéciale du Hezbollah (*Djihaz al-Amn al-Khas*) s'appelle Imad Moughnieh. Né en 1958, il a fait le coup de feu très jeune pendant la guerre civile aux côtés du Fatah palestinien. À l'été 1978, il intègre la Force 17. Outre la déception devant l'inefficacité militaire du Fatah face à « l'ennemi sioniste », deux rencontres vont venir réorienter sa trajectoire personnelle. Celle de Fadlallah, qui le persuade que s'il veut lutter en faveur des Libanais pauvres, « la solution, c'est l'islam », précepte de base de la Révolution islamique iranienne. La seconde, celle de Rafiq Doust. Chargé avec son adjoint Mohamed Sadeq des opérations du nouveau régime de Téhéran hors d'Iran, ce gendre de l'ayatollah Rafsandjani a fait lui aussi ses premières armes pendant la guerre civile libanaise. Certain d'avoir trouvé sa voie, Moughnieh saute le pas ainsi que ses deux frères Fouad et Djihad.

Un maître ès terrorisme est né. Le 11 novembre 1982, il sera le chef d'orchestre de l'attentat-suicide à la voiture piégée contre l'immeuble de sept étages à Tyr, au sud du Liban, qui abrite le commandement civil et militaire israélien. Un jeune djihadiste de 16 ans, Ahmed Qassir, conduit la Peugeot bourrée d'explosifs. Résultat : cette déflagration qui va coûter la vie de quelque 70 Israéliens, soldats ou membres du Shin Bet, le contre-espionnage intérieur, et d'une trentaine de Libanais au service de l'occupant.

Outre ces dégâts humains impressionnants, l'attentat, revendiqué par le Djihad islamique, suggère que le terrorisme suicidaire constitue une méthode efficace contre l'État juif. Techniquement, si l'on ose dire, il évite à ses auteurs le souci particulièrement épineux de leur repli et à ses organisateurs, le risque de remontée des filières par l'ennemi : contrairement aux prisonniers, les morts ne risquent pas de parler.

Guerre secrète à Beyrouth

Pourquoi se limiter aux seuls Israéliens ? Le 18 avril 1983, Moughnieh et le Djihaz al-Amn al-Khas réussissent à détruire par la même méthode une grande partie de l'ambassade des États-Unis à Beyrouth : 70 nouveaux morts, dont la quasi-totalité de la station de la CIA au Liban ainsi que le spécialiste des questions moyen-orientales de l'Agence de renseignement américaine, Robert Ames.

Le 23 octobre, c'est coup double : un camion piégé conduit par un autre candidat au martyre, tradition chiite ancestrale, détruit d'abord le cantonnement des marines américains de la force de paix internationale au Liban près de l'aéroport de Beyrouth : 241 soldats tués. Quelques instants après, c'est le tour du PC Drakkar, qui abrite le contingent français : 58 paras morts. Seule incertitude : il sera difficile de déterminer la cause de cet attentat meurtrier, voiture piégée ou mise à feu d'un dispositif installé par les Brigades pour la défense de la révolution (*Saraya al-Difa 'an al-Thawra*), un des services secrets syriens commandés par le frère d'Hafez al-Assad, Rifaat, qui venait d'être chassé de cet immeuble beyrouthin.

Le 4 novembre 1983, Moughnieh frappe une deuxième fois à Tyr : 60 morts dans l'explosion au camion piégé de l'immeuble de la base de l'armée israélienne où s'était réfugié le Shin Bet à la suite du premier carnage. Le 16 mars 1984, le Hezbollah enlève William Buckley, le chef de la station de la CIA de Beyrouth. Torturé des mois entiers, le malheureux mourra après avoir révélé des renseignements précieux que Moughnieh s'empressera de faire parvenir au grand frère iranien.

La cause est entendue. Par son organisation et son mode opératoire, l'attentat fait la démonstration pratique de l'efficacité de la branche armée du Hezbollah. De quoi recruter à tour de bras parmi la communauté chiite libanaise aux dépens de Berri et d'Amal. Quant à Moughnieh, il court toujours. Après un quart de siècle d'attentats réussis par lui et de vaines tentatives d'assassinats ciblés contre lui, il ne trouvera la mort que le

12 février 2008 à Damas dans l'explosion de son véhicule, un SUV Mitsubishi piégé par le Mossad.

Entre-temps, la guerre secrète entre Israël, les Iraniens et leur allié libanais, le Hezbollah, aura fait rage. Le 14 février 1984, un colis piégé à l'ambassadeur d'Iran à Damas, Mohtashamipour, le mutile gravement. Mais sans le tuer, ce qui lui vaut la palme du martyre sans mettre fin pour autant à son action contre l'État hébreu. Le 8 mars 1985, un attentat israélien à la voiture piégée contre le domicile du cheik Fadlallah le laisse indemne, mais cause la mort de 85 personnes, dont Djihad, un des frères d'Imad Moughnieh.

Le Hezbollah traverse alors une phase d'organisation, favorisée par l'accord de Taëf d'octobre 1989 qui, sous le haut patronage syrien, va lui permettre d'entrer au gouvernement libanais tout en conservant le privilège de laisser ses milices sur pied sous prétexte de lutte contre l'envahisseur israélien. Depuis 1983, cette véritable armée porte le titre de Résistance islamique (*Al-Moukawana al-Islamiyya*). L'alliance avec les Syriens d'une part, les Iraniens de l'autre, lui donne les moyens de s'équiper en armement lourd.

Le 16 février 1992, Abbas Hussein Moussaoui, secrétaire général du Parti de Dieu et lui aussi ancien élève de la Force 17, est tué dans sa Mercedes avec sa femme et son fils dans un raid d'hélicoptères israéliens guidés par des drones, technologie nouvelle qui fait irruption dans la guerre secrète.

Lui succède à ce poste de chef politique de l'organisation, Hassan Nasrallah, un jeune trentenaire. Pour Tel-Aviv ce n'est pas forcément une bonne nouvelle tant ce leader, pénétré de l'importance de sa mission, lui voue une haine farouche. Au contraire de Moussaoui, qui, considérant l'hostilité à Israël comme un thème surtout propagandiste, donnait la priorité à l'ancrage du Hezbollah dans la société libanaise, Nasrallah estime

que l’ancrage souhaité ne pourra intervenir qu’une fois l’État hébreu chassé du Liban.

Pour le nouveau secrétaire général, il faut consolider les liens d’association-dépendance entre les pasdarans et le Hezbollah. Ce qui inscrit plus encore le mouvement dans l’orbite de Téhéran, physiquement présent au Liban à travers les fréquentes visites du général Ali Reza Asgari, le chef d’al-Qods. Frapper les juifs partout dans le monde aussi, comme Moughnieh, l’exécuteur des basses œuvres, le fera à deux reprises en Argentine (attentat contre l’ambassade d’Israël à Buenos Aires : 4 Israéliens, 5 juifs argentins et 20 enfants tués le 17 mars 1992 ; 18 juillet 1994, attentat contre l’Association mutuelle israélite argentine : 85 morts et des centaines de blessés).

Les grandes ambitions de Qassem Soleimani

L’externalisation du conflit entre Israël et le Hezbollah, son extension si possible au monde entier, a de quoi satisfaire Téhéran. En 1998, le nouveau chef d’al-Qods, Qassem Soleimani, commence à nouer des liens personnels étroits avec Moughnieh. Plus âgé de cinq ans que le Libanais, cet excellent organisateur, proche du successeur de Khomeiny, Ali Khamenei, s’est rallié dès 1979 à la Révolution islamique avant de payer de sa personne sur le front de la guerre contre l’Irak. Il va passer les deux décennies suivantes à sillonner la région, renforçant sans relâche les liens entre Téhéran et le Hezbollah et entre Téhéran et Damas. Puis, après la prise de pouvoir par les chiites irakiens consécutive à l’intervention américaine de 2003, à la capture et à la mort de Saddam Hussein, avec Bagdad. Infatigable commis voyageur de la Révolution islamique, le général Soleimani est partout, convaincant, discret. Une discrétion qui ne prendra fin que le 3 janvier 2020, quand un drone bourré d’explosifs le tuera dès son arrivée à l’aéroport de Bagdad alors qu’il venait rencontrer le Premier ministre

irakien. Un attentat dont les Américains accepteront la responsabilité, fruit d'un travail commun entre la CIA et le Mossad avec l'approbation de Donald Trump, occupant de la Maison-Blanche pour un premier mandat.

Ismaïl Qaani le remplace au pied levé, mais sans le même charisme. Avant de mourir, Soleimani aura tout de même vu ses « conseils techniques » aux hezbollahis suivis d'effet. On ignore s'ils ont porté sur l'utilisation de vidéos comme arme d'action et de guerre psychologique – images largement diffusées de capture de soldats israéliens, d'embuscades contre Tsahal, de « bavures » attribuables à l'État hébreu. Il n'est toutefois pas interdit de rapprocher ce *modus operandi* de la diffusion massive des prêches de Khomeiny sous forme de cassettes audio qui avaient beaucoup contribué à sa prise de pouvoir.

Sur le plan organisationnel en tout cas, nul doute que Soleimani a largement contribué à la structuration militaire de la Résistance islamique en unités constituées dotées d'états-majors, capables de se munir, au sud face à Israël, d'énormes stocks de roquettes, voire de missiles de fabrication iranienne ; de moyens de communication téléphonique ; de bunkers et de caches d'armes souterrains.

Prise de conscience tardive

Un niveau d'organisation que Tsahal, mal renseignée ou trop sûre d'elle, ne soupçonnait pas. Et dont elle comprendra l'importance dès l'été 2006, lors de son échec relatif, mais réel au moment de sa courte guerre contre le Hezbollah. C'est peut-être de cette prise de conscience tardive de l'importance, de l'organisation et de l'enracinement du Hezbollah au Liban que l'opération des bipeurs et des talkies-walkies réalisée presque vingt ans plus tard prendra sa source (voir « Bipeurs »).

Les événements ultérieurs montreront qu'après le pilonnage militaire du Hamas palestinien, l'assassinat ciblé de Hassan Nasrallah, le 27 septembre

2024, dans un appartement ultraprotégé par les pasdarans à Téhéran, viendra le matraquage du Hezbollah, désormais reconnu à Tel-Aviv pour ce qu'il est : un adversaire de taille.

À cette occasion, la puissance de feu de Tsahal et l'efficacité des services secrets israéliens auront porté des coups sévères au chef-d'œuvre international des Gardiens de la révolution : la constitution de « l'arc chiite » qui incluait la Syrie, le Hezbollah, les Houthis yéménites et le Hamas (voir « Hamas »).

À l'été 2025, la communauté israélienne du renseignement, confortée entre autres par ses succès spectaculaires contre le programme nucléaire iranien, sera toutefois contrainte d'admettre qu'en sens inverse, les services secrets de la République islamique sont parvenus à recruter des agents au sein même de l'État hébreu. Il ne s'agissait certes pas d'espions « haut de gamme » comme les recrues du Mossad en Iran, mais de ce qu'on appelle parfois des « espions-balais », des agents de petite envergure « tamponnés » moyennant finance au sein de couches défavorisées de la société israélienne, comme certains immigrants venus des républiques de l'ex-URSS et mal intégrés. Leurs missions : renseignement militaire basique (repérage d'immeubles officiels ou de zones d'implantation de l'armée) et préparation d'attentats ciblés. Ajoutez à cela des fuites de données personnelles de centaines d'officiers de Tsahal avec noms, responsabilités et adresses. Un coup de « hacking » plutôt réussi et plutôt inquiétant.

Reste la question sans réponse en 2025 : à l'heure où le programme atomique iranien est mal en point mais pas forcément abandonné, dans quelle mesure les pasdarans constituent-ils la puissance principale au sein de la République islamique d'Iran, garants de sa survie dans l'état actuel ou au contraire, facteurs d'une évolution ? Et si oui, laquelle ? Question subsidiaire : leur aptitude éprouvée à la clandestinité leur permettra-t-elle de redémarrer le projet atomique sous la menace d'une nouvelle guerre avec

l’État hébreu ? Seule certitude : les interventions israéliennes tous azimuts ont bouleversé en profondeur la donne au Proche-Orient.

J

Jacquier Paul, général (1910-1995)

Officier de l'armée de l'air, Paul Jacquier rallie les FFL. En mai 1941, son avion est abattu en Crète. Commence une longue captivité de cinq ans, jusqu'à sa libération en mai 1945. Jacquier reprend alors le cours normal de sa carrière militaire. En février 1962, ce gaulliste historique est désigné pour remplacer le général Grossin à la tête du SDECE. Un poste auquel peu de choses le destinent, sinon une fidélité absolue à l'homme du 18 Juin qu'il partage avec son ancien camarade des Forces aériennes françaises libres le général Charles Feuvrier, directeur de la Sécurité militaire, très engagé jusqu'en 1963 dans la lutte anti-OAS (voir « Feuvrier Charles, général »). En janvier 1966, victime des remous consécutifs à l'enlèvement à Paris de l'opposant marocain Mehdi Ben Barka, Jacquier se voit limogé au profit d'Eugène Guibaud. Il « pantoufle » à partir de 1967 comme rédacteur en chef d'une revue technique, poste qu'il quitte en 1970 pour prendre la direction d'une société en Nouvelle-Calédonie. Retraité en 1970, Jacquier meurt en janvier 1995 à Paris.

K

Kang Sheng (1898-1975)

Fils d’un propriétaire terrien du Shandong, sur la côte est de la Chine, ce jeune lettré enseigne dans une école primaire et adhère à la Société d’étude de la doctrine marxiste. Gagnant Shanghai, il intègre le Parti communiste chinois fin 1924 ou début 1925 pour y connaître une rapide montée en puissance. Impliqué dans les conflits sociaux de cette grande ville portuaire, Kang passe ainsi du secrétariat du Syndicat des ouvriers clandestin au secteur étudiant. En mars-avril 1927, il commande un groupe de choc lors du soulèvement communiste que Malraux idéalisera cinq ans plus tard dans *La Condition humaine*. Une insurrection urbaine écrasée dans le sang par Chiang Kai-shek, ses associés du parti nationaliste, le Guomindang, et leurs alliés de la Bande verte, une des deux grandes triades de Shanghai.

Clandestin, et pour tout dire clandestin-né tant il multiplie les habiles couvertures, les déguisements et les planques, Kang devient l’un des deux adjoints de Zhou Enlai au Teke, le service de renseignement, mais aussi d’assassinats ciblés du PCC. En 1931, il échappe au coup de filet qui, après le passage au Guomindang de l’autre bras droit de Zhou, Gu Shunzhang, contraint la direction du Parti à quitter en catastrophe Shanghai pour se

réfugier dans les maquis ruraux du Jiangxi. Une « république soviétique » que dirige Mao Zedong. Ultime chef de l'appareil clandestin du PCC dans la ville-port qui vit en 1921 la naissance du Parti, Kang Sheng émigre en URSS en 1933. Membre à Moscou de la direction de l'Internationale communiste, le Komintern, il apprend les méthodes soviétiques d'espionnage auprès des services secrets de Staline. En novembre 1937, l'avion qui le transporte avec d'autres dirigeants réputés, comme lui, inconditionnels des Soviétiques se pose à Yan'an. Cette cité troglodyte du nord du pays abrite la direction du PCC dont Mao est devenu le chef incontesté.

Censé défendre les positions staliniennes, Kang rallie presque aussitôt le camp maoïste, jetant au passage dans les bras du numéro 1 son ancienne maîtresse à Shanghai, l'actrice de théâtre et de cinéma Jiang Qing. Directeur du Département des affaires sociales (*Zhonggong zhongyang shehuibu*) dès 1938, il entre en concurrence avec Zhou Enlai dans le domaine des services secrets communistes. De 1942 à 1944, Kang prend en main à Yan'an la campagne de rectification du style de travail : une purge sanglante assortie d'une vaste entreprise de lavage des cerveaux au profit de Mao. Après quoi le Grand Timonier, qui n'a aucune envie d'endosser la responsabilité du massacre, l'écarte des postes à responsabilité. Disgracié, Kang Sheng connaît l'hôpital psychiatrique avant de revenir en faveur à partir de 1958. Par le biais de ses réseaux occultes, il sera en sous-main l'artisan du processus de construction de la bombe A chinoise (première explosion : le 16 octobre 1964). L'un des pères aussi de la rupture entre Pékin et Moscou.

Déjà responsable de la disgrâce de Xi Zhongxun, le père de l'actuel président chinois Xi Jinping, il rêve de se tailler de nouveau un domaine au sein des appareils internes du PCC. Et notamment des organes d'espionnage et de répression. À cet effet, quoi de mieux que sa vieille complicité avec Jiang Qing ? Contre leurs rivaux communs, Mme Mao lui demande

d’exhumer ses dossiers secrets. Elle en connaît la teneur et pour cause : à l’arrivée de la jeune actrice à Yan’an en 1938, le patron du Département des affaires sociales savait dans quelles conditions, appréhendée comme communiste par les nationalistes du Guomindang, elle avait accepté de collaborer avec eux. Or, « oubliant » opportunément cet épisode, maître Kang s’est porté garant de la vertu révolutionnaire de son ancienne maîtresse auprès de Mao. Lequel l’a épousée malgré les réticences des autres dirigeants !

Conseiller du Groupe central pour la Révolution culturelle, ce qui fait de lui le numéro 7 dans la hiérarchie du PCC, Kang poursuit son ascension, parallèle à celle de Jiang Qing. Avec l’accord de son mari, l’épouse du président Mao a constitué autour d’elle la « Bande des Quatre » dont Kang sera, dans l’ombre, le cinquième, d’autant plus efficace qu’il a mis la main sur une partie des appareils de sécurité chinois. Ainsi récupère-t-il le Département des liaisons internationales (DLI) du PC. En tant que patron du DLI, la manipulation des petits partis communistes prochinois, les « marxistes-léninistes », lui incombe désormais. Une tentative de constitution d’un Komintern prochinois vouée à l’échec, sauf en Inde avec l’émergence du mouvement des « naxalites » (voir « Proxys »). Une partie du Bureau d’enquêtes du Comité central, le Diaochabu, le service de renseignement du Parti, tombe également dans son escarcelle en dépit des manœuvres de Zhou Enlai, très inquiet de cet homme qu’il connaît trop bien pour s’être souvent opposé à lui. La Révolution culturelle n’en permet pas moins à maître Kang de redevenir le grand inquisiteur qu’il fut à Yan’an lors de la campagne de rectification. Dauphin présumé de Mao à l’heure de la mise au pas par l’armée des gardes rouges, ces adolescents manipulés et fanatiques qui viennent de plonger la Chine dans une anarchie sanglante, le maréchal Lin Biao gêne Jiang Qing autant que Kang Sheng. Or, en septembre 1971, le maréchal, impliqué dans le plan d’assassinat de Mao ourdi par son propre fils jeune officier d’aviation, Lin Liguo, tente de fuir

en URSS avec sa famille. Faute de carburant, leur avion s'écrase au sol en Mongolie : un concurrent de moins ! Atteint d'un cancer du poumon, Kang, fumeur compulsif, se retourne alors soudain contre Jiang Qing, révélant la vérité sur sa capitulation de 1938 devant le Guomindang pour, dit-il, « soulager sa conscience devant le Parti ».

Les Chinois ont surnommé Kang Sheng le Maître des ténèbres, un sobriquet qui en dit long sur la crainte qu'il leur inspire. Son dernier méfait : la mise sur orbite des Khmers rouges au Cambodge. Kang rend son dernier souffle en décembre 1975 à Pékin, peu avant Zhou Enlai, son rival de toujours. À l'ère Deng Xiaoping, qu'il a contribué à purger pendant la Révolution culturelle, le PCC l'exclura de ses rangs à titre posthume. « Il n'était pas un homme, mais un monstre », assénera Hu Yaobang, un des bras droits du nouveau maître du pays, Deng Xiaoping, dans son rapport officiel de novembre 1978. Un monstre qui n'en appartient pas moins à l'histoire de la Chine communiste.

Kompromat

Rien d'autre que la contraction du russe *Komprometirouïouchtni materyal* (quelque chose comme « matériel de compromission »). La compromission, une vieille technique soviétique pour recruter des agents. Elle peut être idéologique, politique, financière, sentimentale, sexuelle ou autre – éventuellement, plusieurs de ces facteurs à la fois. La personne compromise doit ainsi être poussée dans la voie de la trahison. Le mieux (ou le moins mauvais) qui lui reste à faire avant de glisser sur cette pente, c'est d'en avertir les autorités compétentes de son pays, même si c'est douloureux pour l'amour-propre, comme le fit par exemple l'ambassadeur de France à Moscou Maurice Dejean (voir « Sexpionnage »). Si les Russes d'aujourd'hui usent toujours largement du *kompromat*, ils ne sont

naturellement pas les seuls : qui oserait dire que les services secrets constituent des parangons de vertu ? Pour autant, c'est en URSS, puis en Russie que la méthode a été systématisée.

Question pas si subsidiaire que cela : les services soviétiques, puis russes, ont-ils réussi un *kompromat* sur la personne du président américain Donald Trump ? La réponse est aussi incertaine que les méandres de sa politique étrangère…

L

Le Clerc du Tremblay François, dit le « Père Joseph » (1577-1638)

Il a donné au français l'expression « éminence grise ». Né le 4 novembre 1577 à Paris de Jean IV Le Clerc du Tremblay, président aux Requêtes du Parlement, et de Marie Motier de La Fayette, le jeune homme, baron de Maffliers, penche d'abord pour le métier des armes avant d'être admis en février 1598 chez les capucins d'Orléans comme novice. Catholique fervent, voire mystique, il passe en 1609 au service de Charles de Gonzague, duc de Mantoue, dont il soutient le projet de milice chrétienne volant au secours des Slaves des Balkans sous domination ottomane. Le début d'une carrière de diplomate spécialisé dans les négociations discrètes mâtinées de travail de renseignement. « Joseph de Paris », le surnom du capucin, devient le principal collaborateur de Richelieu à partir du début 1624. Ce, bien qu'il déplore la vision pragmatique du cardinal pour ce qui concerne les rapports avec les États protestants, le goût pour les alliances de revers sans principes religieux et l'hostilité au parti dévot que conduit la reine mère, Marie de Médicis. C'est l'homme des missions spéciales, divergeant toutefois de son commanditaire sur un point important : le Père Joseph voudrait ménager l'Espagne

catholique, que Richelieu considère comme l'adversaire numéro 1 du royaume. Le premier cercle de ses agents, Joseph le recrute parmi les « frères des anges », autrement dit les capucins. Ange de Mortagne, son bras droit depuis 1617, Kerver, *alias* « le père Hyacinthe de Paris », et Jacques Faure, *alias* « Léonard de Paris », constituent son cabinet privé dans la capitale. À l'extérieur, l'éminence grise recrute d'autres capucins, comme le père Rudolff en Allemagne. Des religieux membres d'ordres différents aussi : aux Pays-Bas, un frère minime, le père Charles ; en Espagne, le père dominicain Guillaume Courtet, *alias* « Fray Tomas de Santo Domingo » ; en Angleterre, un oratorien, le père Fauster. Sans compter les civils comme François Lasnier, qui surveille le duc de Rohan en Italie ; Louis Le Blanc de Chapteuil qui voyage pour son compte en Suède, Allemagne, Suisse ou Hollande. Pour le compte de Richelieu, c'est aussi lui qui tient à jour la liste des étrangers qui monnaient leurs services à la France. Son influence sur le cardinal atteint son apogée entre 1630 et 1635. Il meurt le 16 décembre 1638 à Rueil.

LSD

Tout part de l'ergot de seigle (*Claviceps purpurea*). Albert Hofmann, un chercheur du groupe pharmaceutique helvétique Sandoz, a réussi avant-guerre la synthèse de ce champignon parasite microscopique. Lui-même allemand, Hoffman baptise cette synthèse dans sa langue maternelle : *Lysergsäurediethylamid*. Le LSD est d'abord conçu comme médicament de traitement de maladies psychologiques, donc comme produit à rendement financier élevé. Par le truchement d'échanges entre Suisses et Allemands, il n'est pas exclu que les nazis aient eu écho de l'état d'avancement de ces recherches, ni qu'ils aient obtenu des échantillons du LSD. Un produit qui, finalement, ne sera d'ailleurs pas commercialisé par Sandoz. C'est le

capitaine Carlo Henze de l'US Medical Corps, attaché à la mission *Alsos*, qui repère Richard Kuhn. Chargée de « tamponner » des scientifiques allemands après l'effondrement du III^{e} Reich, *Alsos* porte le nom grec qui correspond à « Bosquet » en français, donc à « Grove » en anglais. Un jeu de mots du lieutenant-colonel Boris Pash, chef de cette unité. Responsable du projet anglo-américain *Manhattan* de fabrication de la bombe atomique, le supérieur hiérarchique de Pash, le général américain Leslie Groves, avait ordonné la chasse aux experts allemands du nucléaire lors de l'effondrement du III^{e} Reich. Par la suite, le champ d'*Alsos* devait s'élargir tous azimuts.

Kuhn est au courant des travaux de Sandoz sur le LSD. Repeint d'urgence en « démocrate », il émigre aux États-Unis. La guerre froide déclenchant sur ce une paranoïa réciproque, les Américains en viennent à craindre que les Soviétiques utilisent le produit comme un « sérum de vérité » pour faire parler les agents secrets occidentaux. Ou pire encore, comme un outil de manipulation mentale de masse. D'où l'idée de les précéder dans cette voie. En avril 1953, la CIA lance à cette fin le programme MK-Ultra visant à l'utilisation de produits biologiques ou chimiques. L'équipe du directeur de MK-Ultra, Sidney Gottlieb, se livre dès lors à une série d'expérimentations « sauvages ». Elles vont conduire, le 28 novembre, à la mort par autodéfenestration de Frank Olson, un scientifique travaillant pour l'Agence et victime du LSD qu'il a absorbé à son insu dans le verre de Cointreau tendu par un collègue. La CIA n'acceptera la responsabilité de cet épisode dramatique qu'au moment du grand déballage de linge sage des années 1970 consécutif au scandale du Watergate. Entre-temps, le LSD a fait une irruption massive sur le marché des drogues « psychédéliques » au grand désespoir des dirigeants politiques américains…

M

Marenches Alexandre de, comte (1921-1995)

Fils de Charles de Marenches, aide de camp français auprès du général John Pershing, chef du corps expéditionnaire américain en France en 1917-1918, et d'une veuve américaine d'origine, ce jeune homme né à Paris en juin 1921 est élevé dans une ambiance très internationale. En novembre 1939, il s'engage pour la durée de la guerre, participe à la campagne de France, puis s'évade par l'Espagne en 1942 pour gagner Alger. Blessé deux fois pendant les campagnes d'Italie et de France, le comte travaille aux côtés du général Alphonse Juin, chef du corps expéditionnaire français en Italie, qu'il accompagnera après-guerre au Japon et en Corée comme conseiller et traducteur. D'autres périodes de réserve le conduiront à la représentation française à l'OTASE, version asiatique de l'OTAN.

En 1970, Pierre Messmer, ministre gaulliste des Armées, le recommande au président Pompidou comme nouveau directeur général du service. C'est chose faite en novembre. Dès lors, Marenches rend directement compte au président. Une tutelle de fait, puisqu'en théorie, le SDECE dépend toujours des Armées. Son projet : s'imposer aux grands du

renseignement occidental comme un allié indispensable. Sa première initiative : jeter les bases d'un partenariat avec les Américains. Selon lui, le SDECE dispose de la souplesse d'emploi qui manque à la CIA, contrainte par le système médiatico-institutionnel américain. Qu'elle lui abandonne un champ de bataille précis, et le SDECE saura s'y rendre efficace. Une nette rupture intervient donc avec l'ère gaullienne (voir « De Gaulle et les services secrets »).

Après la guerre civile angolaise de 1975 entre le MPLA prosoviétique et les autres mouvements nationalistes angolais, FNLA et UNITA, la poussée russe s'accentue en direction de l'Afrique australe. Objectif : l'Afrique du Sud, isolée par sa politique raciste d'apartheid. Aux ordres d'Ivan de Lignières, chef de son antenne au Zaïre, ex-Congo belge du dictateur Mobutu, le service action du SDECE, le SA, affronte armes à la main le corps expéditionnaire cubain en Angola. Ses alliés : les Sud-Africains de la Military Intelligence du général Joffel van der Westhuizen et la guérilla anticommuniste angolaise de l'UNITA, menée par l'ancien prochinois Jonas Savimbi, qui rencontrera secrètement Marenches à Bagnolet, en région parisienne.

En mai 1978, des rebelles katangais prosoviétiques s'emparent de Kolwezi, menaçant leurs otages occidentaux. Lignières et le SA, premiers sur place, préparent le largage des légionnaires parachutistes du 2e REP. Grâce à des photos satellites fournies par Victor Matsui, le chef d'antenne de la CIA à Kinshasa, l'UNITA élimine discrètement avec les Katangais en fuite. Et quand le président Valéry Giscard d'Estaing ordonne de cesser toute aide à Savimbi, Marenches monte aussitôt des filières parallèles de soutien avec les Marocains et les Saoudiens. Même si le SDECE rend un signalé service à VGE en septembre 1979 : le renversement express de « l'empereur » centrafricain Jean-Bedel Bokassa, la tension croît entre le SDECE et l'Élysée. Giscard voit d'un mauvais œil les relations personnelles que le comte entretient avec certains chefs d'État étrangers

pro-occidentaux : le roi du Maroc Hassan II ou le shah d'Iran. Voire le toujours rebelle angolais Savimbi, dont la stature politique, la détermination et le savoir-faire en matière de guérilla impressionnent le comte, qui lui a rendu visite dans les maquis anglais. Par anticommunisme, les dirigeants saoudiens financent certaines opérations clandestines du SDECE. Dans le même temps, Marenches va sans complexe au contact de Saadoun Shaker, cousin du dictateur irakien Saddam Hussein et directeur d'un de ses services secrets (voir « Moukhabarat – Services secrets arabes »).

La sainte alliance anticommuniste chère au comte s'est concrétisée dès le 1er septembre 1976 par la signature d'un pacte d'échange de renseignement et d'action commune entre services secrets. Outre Marenches, ce « Safari Club », son nom usuel, réunit Ahmed Dlimi, chef de la Direction générale des études et de la documentation, le SDECE marocain ; Nematollah Nassiri, patron de la Savak, la police politique du shah d'Iran (voir « Iran jusqu'en 1979 ») ; Kamal Ali, directeur des Gizaz al-Moukhabarat el-Amma égyptiens ; Kamal Adham puis son neveu Turki ben Fayçal, ses homologues saoudiens. Bien qu'il ait noué des liens avec le comte, le chef de la R&AW indienne, Ramjee Kao, ne se joindra pas au Club (voir « Inde d'Indira Gandhi à Narendra Modi »).

En 1979, le patron du service action, Alain de Marolles, commet l'erreur d'engager sur ordre de l'Élysée le SA dans une tentative manquée de renversement du dictateur libyen Kadhafi à l'insu de Marenches. Furieux, le comte lui retire la direction du SA. Ce qui n'empêche pas le SDECE de déjouer en janvier 1980 une tentative de prise de contrôle de la ville tunisienne de Gafsa conçue par les services secrets de Kadhafi.

Le monde de Marenches bascule en 1981, avec l'arrivée de la gauche au pouvoir. Restez, demande au comte le nouveau président Mitterrand. Pas avec des communistes au gouvernement, mes amis américains de la CIA ne me parleraient plus, répond le comte. Il quitte le SDECE en juin 1981. Mis à part *Dans le secret des princes*, le livre de souvenirs et d'analyses

personnelles qu'il cosignera en 1986 avec Christine Ockrent, ou la préface qu'il donnera en 1994 à Roger Faligot et à l'auteur pour un de leurs ouvrages, on n'en entendra plus parler. Ce monstre sacré de l'espionnage meurt d'une crise cardiaque à Monaco en juin 1995.

Mata Hari (1876-1917)

Margaretha Geertruida Zelle, qui se faisait appeler Mata Hari, fut une nullité en matière de renseignement. Tout le monde savait qu'il s'agissait d'une espionne. En conséquence, tout le monde s'en servait pour intoxiquer les autres services. Dénoncée sans élégance ni même respect pour les règles de la profession par un de ses employeurs, le capitaine Georges Ladoux, chef de la Section de centralisation du renseignement chargée du contre-espionnage militaire, cette demi-mondaine n'en est pas moins devenue un mythe, passablement misogyne d'ailleurs, en tant que symbole sexuel. Quand on parle de sexe, c'est bien connu, ces messieurs frétillent. D'où son succès *post mortem*. Mata Hari n'aurait pas dû se mêler, pour de l'argent, à un conflit qui ne la concernait en rien ; en tant que sujette néerlandaise, elle était neutre. Du moins sut-elle affronter le peloton d'exécution avec beaucoup de courage. Ce qui l'y avait conduit, ce n'étaient pas ses qualités d'agente secrète donc, d'autant que secrète, elle ne l'était guère. C'est un choix, cynique sans doute, du haut état-major français. En cette année 1917, le moral des poilus tendait à faiblir, fléchissement qui se manifestera par les « mutineries » entraînant quelque 100 000 d'entre eux. Épuisés par des années de tranchées, ces braves se nourrissaient de rumeurs. On racontait qu'à l'arrière, les « embusqués » menaient la grande vie, qu'ils draguaient les femmes à tout va. Et mon épouse alors ? Et ma fiancée, et ma sœur, et ma mère ? En leur donnant en pâture une « dame de mœurs légères » avec force publicité, l'état-major montra qu'il veillait au respect de la morale. En

d’autres termes, que les femmes n’avaient qu’à se tenir à l’arrière aussi bien que les hommes au front.

MI6 – Secret Intelligence Service

« Les services secrets constituent le sanctuaire spirituel des classes dirigeantes britanniques », s’amuse John Le Carré dans son roman posthume *Silverview*. Une remarque acide, mais plus profonde qu’il n’y paraît. Car de fait, les élites dirigeantes britanniques ont assimilé de façon précoce l’importance du facteur renseignement dans la conduite des affaires politiques et militaires. Bien plus tôt en vérité que leurs homologues occidentales.

Le premier service de renseignement étatique structuré d’Europe naît d’ailleurs sous le règne d’Élisabeth I^{re} sous le nom de Défense de l’État, aussi dit Défense du Royaume. Une époque où les rois et les grands nobles des pays d’Europe entretenaient certes des réseaux d’espionnage dans les autres cours et les autres entourages. Mais par l’intermédiaire d’hommes de confiance et non au sein d’une entité spécifique anticipant, fût-ce de manière artisanale, nos actuels services secrets. Le « sanctuaire spirituel » était en train de naître.

Comment cela se traduit-il dans les faits ? Aux ordres de Francis Walsingham, Défense de l’État, organisme d’espionnage et d’action au personnel multinational et pas uniquement anglais, va mener avec succès des manœuvres discrètes, mais efficaces, visant l’Invincible Armada espagnole. Le montage du dossier permettant de faire condamner à mort Marie Stuart, rivale potentiellement dangereuse de la Reine Vierge, sera aussi son œuvre. Pas franchement édifiant, mais la personne du détenteur de telle ou telle couronne ne constituait-elle pas en cette époque de monarchies un élément essentiel ? Quant à la morale…

À quoi attribuer cette précocité anglaise dans l'usage du renseignement donc, dans une certaine mesure, dans l'immoralité ? À la situation géostratégique d'un royaume largement dépendant de la mer, donc plus ouvert par nécessité sur le monde extérieur. Au rôle de l'aristocratie normande après la victoire de Guillaume le Conquérant aussi, une élite sociale encore nourrie du savoir-faire de ses ancêtres vikings (voir « Vikings »).

La mise en forme des structures modernes du renseignement britannique n'intervient cependant qu'à l'aube du XX^{e} siècle. En 1909 très exactement, année de fondation du service secret extérieur, le MI6 ou Secret Intelligence Service, ainsi que du service de sécurité et de contre-espionnage intérieur, le MI5. Leurs efforts contre l'Allemagne du Kaiser, danger numéro 1, se joignent à ceux de la Naval Intelligence Division et de son département 25 d'interception et de décryptage des télégrammes et radiogrammes, la Room 40, une création personnelle de Winston Churchill. À son crédit : le décryptage en 1917 du câblogramme Zimmermann qui va précipiter l'entrée des États-Unis dans la Première Guerre mondiale (voir « Câbles sous-marins »).

Créée en 1919, la GC&CS (Government Code et Cipher School) est immédiatement engagée pour sa part dans le combat sans déclaration officielle contre le communisme victorieux à l'Est. Après quelques faux pas en 1939, la communauté britannique du renseignement, où les conflits entre services se veulent un peu moins brutaux qu'ailleurs, assumera de façon remarquable pendant la Seconde Guerre mondiale son rôle de vigie, d'instrument d'espionnage et de vecteur de *deception* de l'Allemagne nazie et de l'empire du Soleil-Levant. En ces circonstances tragiques, Churchill a délimité à sa manière les rôles respectifs du MI5, du MI6, de la GC&CS. Celui, aussi, de son « bébé » le Special Operations Executive (SOE). Un service d'action et de sabotage lié aux mouvements clandestins de

résistance antinazie sur le Vieux Continent. Son homologue en Asie portera, lui, le nom de Force 136.

Sans doute l'efficacité britannique en matière de services secrets atteint-elle alors son zénith. Les temps vont bientôt changer en effet, la Grande-Bretagne se trouvant progressivement réduite après la guerre au format de brillante seconde des États-Unis. Ce, même si les élites de Sa Majesté espéreront longtemps récupérer le leadership au sein de l'alliance anglo-américaine.

La guerre froide

Quelques beaux coups contre le bloc de l'Est pendant la guerre froide. Par exemple le recrutement d'Oleg Penkovsky, taupe de haut vol au sein du GRU, et son « traitement » en 1961-1962 de concert avec la CIA à la veille de la crise des fusées de Cuba (voir « Penkovsky Oleg »). Puis, en 1974, celui d'Oleg Gordievsky, un agent double du MI6 au sein de la première direction principale du KGB exfiltré en 1985 de Moscou par le service britannique *via* la Finlande dans des conditions très difficiles. Des réussites qui ne suffisent cependant pas à contrecarrer la tendance de plus en plus accentuée à l'affaiblissement du poids relatif du MI6 en regard de celui de la CIA.

D'autant qu'un épisode antérieur : la découverte des cinq espions soviétiques recrutés à Cambridge au début des années 1930, le passage à l'Est de deux d'entre eux, Guy Burgess et Donald Maclean, en 1951, et surtout le transfert clandestin par le KGB de Beyrouth à Moscou de Kim Philby, ancien officier de liaison entre la CIA et le MI6 à Washington, en 1963 (voir « Cinq de Cambridge ») a déjà rafraîchi les relations entre les deux agences de renseignement anglaise et américaine. Pour Langley, la supériorité des services secrets de Sa Majesté dans le domaine du renseignement relève désormais du passé, pas de l'avenir.

Un rapport des forces interalliées déséquilibré que le mythe littéraire et cinématographique international de James Bond créé par Ian Fleming du temps de la Seconde Guerre mondiale, assistant personnel de l'amiral Godfrey, le patron de la Naval Intelligence Division, ne parvient pas à remettre d'aplomb. La fiction peut faire rêver. Elle n'empêche pas les réalités interpuissances de peser de tout leur poids.

Signataire dès juin 1947 du pacte UKUSA (pour United Kingdom-USA) de partage des interceptions et des décryptages entre Britanniques et Américains liant les agences spécialisées en COMINT (Communications Intelligence) des deux pays alliés, le Royaume-Uni constitue de fait un partenaire privilégié certes, mais minoritaire au sein de la communauté anglo-saxonne du renseignement d'origine électromagnétique. Au sein de cet ensemble d'abord transatlantique, le Government Communications Headquarters (GCHQ), successeur de la GC&CS, créé en juin 1946, seconde la National Security Agency, elle-même née en novembre 1952 de la fusion des organismes américains de Signal Intelligence des forces armées états-uniennes. Des dispositifs d'interception géants anglo-américains sont bientôt implantés sur le sol même du Royaume-Uni, ainsi que dans un pays autrefois possession de la Couronne, l'Australie.

En s'élargissant ainsi au monde entier, cet ensemble de « grandes oreilles » va donner naissance au système dit à un moment « Échelon » de surveillance numérique planétaire. Le grand public n'apprendra son existence qu'en 2013, au moment des révélations d'Edward Snowden, dissident de la NSA aujourd'hui réfugié en Russie.

Fâcheux exemple de violation du « sanctuaire spirituel » par complaisance politique envers les États-Unis de George W. Bush : la façon dont, en 2003, le gouvernement travailliste de Tony Blair a littéralement tordu le bras de ses propres services secrets afin qu'ils accréditent la fable américaine des « armes de destruction massive » de Saddam Hussein. Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'insistance blairiste est très mal

passée dans les rangs du MI6, dont la fierté professionnelle a toujours été de fournir aux gouvernements de Sa Majesté des éléments d'appréciation objectifs et non des prétextes discutables pour déclencher une guerre – contre l'Irak en l'occurrence au nom d'un projet de « reformatage du Moyen-Orient » dont on peut mesurer aujourd'hui l'inanité. Voire la contre-productivité quand il aboutira à renforcer l'Iran pour des années en abattant son adversaire baasiste irakien.

La seconde accession de Donald Trump à la Maison-Blanche vient en outre bouleverser la donne. Confrontée à ce nouveau pouvoir hostile, la CIA peut snober le MI6 en moindre proportion qu'autrefois, sachant que le service secret anglais conserve, lui, la confiance des dirigeants politiques du Royaume-Uni. La prise de distance entre Washington et Londres, à propos notamment de la guerre d'Ukraine et de l'esquisse d'un rapprochement britannique avec l'Union européenne, ne peut que compliquer les rapports entre la CIA et le Secret Intelligence Service. Avec au centre cette question : quel degré de confiance les Anglais peuvent-ils accorder aux Américains dans ce contexte inédit depuis la Seconde Guerre mondiale, donc quel type de renseignement désormais peuvent-ils partager avec eux ?

Première femme dans l'Histoire à la tête du MI6 depuis octobre 2025, Blaise Metreweli en sait long sur la question. Ancienne étudiante d'anthropologie à Cambridge, cette arabophone née en juillet 1977 et « tamponnée » par le Service à la fin des années 1990 possède une très sérieuse expérience du terrain (« un agent opérationnel incroyablement performant », à en croire Alex Younger, patron du MI6 de 2014 à 2020). Elle lui sera sans nul doute utile pour affronter les turbulences entre communautés britannique et américaine nées du retour de Donald Trump à la Maison-Blanche. Le hasard a voulu que son émergence coïncide avec le décès de Stella Rimington, première femme à prendre la direction du MI5 en 1992.

« *Never complain, never explain* » (Ne vous plaignez jamais, n'expliquez jamais) reste la devise du MI6. Un service tellement secret que, malgré les nombreux récits, reportages, films et émissions, consacrés à ses exploits, le grand public n'en a appris officiellement l'existence qu'en 1992. C'est seulement deux années plus tard que l'Intelligence Services Act précisera un peu les missions respectives du MI6, comme d'ailleurs celles du GCHQ. Soit trois ans après que le Security Service Act a défini celles du British Security Service, l'ancien MI5. De là à dire que les espions de Sa Majesté sont enfin sortis de la clandestinité…

Mossad de 1948 à 1988

Les services secrets israéliens sont ceux d'un État sur le pied de guerre depuis sa fondation en mai 1948 par David Ben Gourion, le leader de la gauche sioniste. Un État qui ne compte aujourd'hui qu'un seul véritable allié : les puissants États-Unis dont il est du coup très dépendant.

Dans les débuts de l'État hébreu, d'autres puissances se sont penchées sur son berceau. L'Union soviétique par exemple. Sensible au collectivisme des kibboutzim et des coopératives moshavim où se formaient à cette époque les élites de la gauche israélienne, Staline reconnaît immédiatement l'État juif, dont la Russie n'a d'ailleurs jamais remis en cause le droit à exister.

Le maître du Kremlin voit l'État hébreu comme un possible facteur de déstabilisation de « l'impérialisme britannique », encore très puissant dans la région. Par ses accents marxistes en outre, le vocabulaire du Premier ministre David Ben Gourion lui plaît. S'avère-t-il que le responsable de l'assassinat en septembre 1948 du délégué de l'ONU en Palestine, le comte Folke Bernadotte, soit le Lehi (*Lohamei Herout Israel*, soit Combattants pour la liberté d'Israël), Ben Gourion n'hésite pas à présenter ce groupe

dissident comme « une organisation ouvrière à aspects fascistes » et une « milice de la bourgeoisie juive ».

Certains juifs rescapés en provenance de Pologne ou de Russie se sentent en dette envers l'URSS, qui a combattu avec succès l'Allemagne nazie. Mais vu de Moscou, l'amitié de l'URSS pour Israël s'appelle noyautage du nouvel État, que les services secrets soviétiques s'emploient donc à truffer d'agents à leur dévotion. Par exemple, Israël Beer, spécialiste des affaires militaires proche de Ben Gourion, ou encore Marcus Klingberg, créateur de l'Institut de recherche en médecine militaire.

De son côté, jusqu'au retour aux affaires du général de Gaulle en 1958, la France de la IV^{e} République a été le troisième grand allié historique d'Israël. Cet État dont la survie tient pour une bonne part à l'efficacité de ses organismes de renseignement. Des quatre services secrets qui ont donné corps à une légende : le KGB soviétique, la CIA, le MI6, le Mossad est le moins étoffé numériquement. Une agence de renseignement braquée sur le monde extérieur. Mais d'une certaine manière, le dos au mur aussi car ses échecs sont de ceux que les Israéliens risquent de ne pas lui pardonner.

Du point de vue du Mossad, service de renseignement extérieur, cet extérieur s'appelle monde arabo-musulman. Si le service secret de l'État hébreu se veut d'envergure planétaire, ce n'est pas dans l'idée de faire d'Israël une puissance de rang mondial, ce que ni sa population ni sa puissance économique ne lui permettent. C'est pour faire triompher sa cause dans un environnement géostratégique hostile.

Son essor initial, la communauté israélienne du renseignement le doit à Isser Harel (voir « Harel Isser »). Ce fils de rabbin venu de Biélorussie fonde d'abord le service de sécurité intérieur le Shin Bet (*Sherout Ha-Bitachon Ha-Klali*, soit Service de sécurité général), tandis que son ennemi intime, Isser Bééri, préside, lui, aux destinées du Renseignement militaire (*Agaf Hamodin*, en abrégé Aman), essentiel dans un pays en butte à l'antagonisme de ses voisins arabes.

Deux agents de très haut vol

Homme lige de Ben Gourion pour le compte duquel il espionne les oppositions de gauche comme de droite de façon assez peu démocratique, Harel devient officiellement en 1952 le deuxième directeur du *Ha-Mossad le-Modiin ou le-Tafkidim Meyouhadim* (Institut pour le renseignement et les missions spéciales), le service secret extérieur. Cumulée avec son maintien à la tête du Shin Bet, cette nomination fait de lui le patron de la jeune communauté israélienne du renseignement.

Dès cette époque, l'« Institut » noue une alliance privilégiée avec le SDECE français, alors apanage des socialistes SFIO, très sensibles au souvenir de la Shoah, et qui voient assez sommairement le président égyptien Gamal Abdel Nasser comme le parrain du FLN algérien mâtiné d'un continuateur moyen-oriental d'Hitler. L'alliance SDECE-Mossad culminera en 1956 avec l'attaque conjointe franco-anglaise sur le canal de Suez jumelée avec une offensive éclair israélienne. Par la suite, ces liens se distendront, on verra pourquoi un peu plus bas.

Le 11 mai 1960 à Buenos Aires, le Mossad réalise son premier coup d'éclat à retentissement mondial : le kidnapping du bourreau nazi Adolf Eichmann. À cette époque, l'Aman, le plus étoffé numériquement des services de renseignement israélien, a déjà recruté Eli Cohen, un juif égyptien né au Caire, avant de l'expédier en Argentine. Objectif : construire à ce parfait arabophone l'identité fictive de Kamel Amine Thaabès, un Libano-Syrien exilé en Amérique du Sud. Nouant une amitié intéressée avec le général Amine al-Hafez, attaché militaire à Buenos Aires, Cohen brûle les étapes sous la pression de la hiérarchie de l'Aman avide de résultats. En janvier 1961, il s'installe à Damas. Et là, s'emploie avec succès à se lier à la nomenklatura locale (la série télé *The Spy*, de Gideon Raff, relate cette infiltration de manière assez sobre, quoique romancée).

En mars 1963, alors que la percée de Cohen donne de grands résultats concernant le renseignement, Harel est limogé par son protecteur Ben

Gourion. En cause : l'activisme compulsif du directeur du Mossad contre les scientifiques allemands au service de l'Égypte, dont il surestime l'efficacité dans la construction de missiles. Son remplaçant, Meir Amit, qui vient tout juste de quitter le commandement de l'Aman, décide que seront versés au Mossad certains des meilleurs agents du renseignement militaire. Dont Cohen, lequel continue à collecter de telles brassées de renseignements qu'il fait un usage intensif de son émetteur radio miniaturisé. Des messages si fréquents et si longs que la Sécurité syrienne du colonel Ahmed al-Souwaidani finit par en repérer l'auteur au hasard d'une interférence des ondes radio de Cohen avec celles de l'ambassade indienne à Damas. Moscou ayant choisi le camp arabe contre Israël, al-Souwaidani sollicite l'aide de techniciens soviétiques du GRU. Détecté par radiogoniométrie, arrêté, torturé, Cohen sera pendu en place publique le 17 mai 1965.

En Égypte, un autre agent de haut vol transféré de l'Aman à l'Institut, Wolfgang Lotz, s'est particulièrement bien introduit dans la haute société cairote. Dirigeant un club hippique très prisé des hauts gradés de l'armée égyptienne, il se fait passer pour un ancien officier de la Wehrmacht : ici, c'est bien vu. Arrêté lui aussi en 1965, Lotz sera condamné à la prison à vie, mais libéré dès 1967. Et pour cause : avec l'accord du Mossad, ce juif allemand travaillait simultanément pour le renseignement extérieur de l'Allemagne fédérale, le Bundesnachrichtendienst. Un service mieux placé pour négocier la vie sauve de son agent pour cause de bonnes relations entre Le Caire et Bonn, la capitale de l'Allemagne de l'Ouest.

Outre l'apport de renseignements de qualité, des infiltrations de ce niveau présentent un deuxième avantage : dans les pays arabes, elles contribuent à fixer l'idée d'un Mossad omniprésent, omnipotent, quasi infaillible. En résulte une paranoïa grandissante qui, en fin de compte, fait le jeu des Israéliens.

Meir Amit s'efforce de professionnaliser l'Institut, de le doter de moyens techniques modernes et de renforcer ses liens avec les services secrets alliés. Une tâche parfois difficile car depuis l'arrivée aux affaires du général de Gaulle et la fin de la guerre d'Algérie, le SDECE a été prié par l'Élysée d'entretenir des rapports moins intimes avec le Mossad et plus amicaux avec les services de renseignement des pays arabes (voir « Moukhabarat – Services secrets arabes »). Par-dessus le marché, le climat se détériore entre Paris et Tel-Aviv après la guerre des Six Jours de 1967, quand de Gaulle prendra des distances supplémentaires avec l'État juif.

Axé sur les États arabes en place, le Mossad tarde à voir poindre ce nouveau danger : l'activisme palestinien. Outre celui du Fatah (acronyme renversé de *Harakat al-Tahrir al-Watani al-Filastini*, soit Mouvement de libération nationale palestinien) de Yasser Arafat, Tel-Aviv doit désormais compter avec le FPLP, Front populaire de libération de la Palestine (*Jebhah ech-Cha'abiya li-Tahrir Filastin*) de Georges Habache. Les scissions des groupes terroristes palestiniens ne cesseront dès lors de se multiplier, certains mouvements se transformant carrément en « proxys » des États arabes rivaux (voir « Proxys »).

Colère de Dieu

Quand Amit passe le relais à Zvi Zamir en 1968 après l'occupation de la Cisjordanie, le problème palestinien ne constitue pas la préoccupation principale de l'Institut. C'est surtout celle du Shin Bet, le renseignement intérieur. Elle le devient toutefois en septembre 1972 avec la prise d'otages des Jeux olympiques de Munich, perpétrée sous le label de Septembre noir (*Ayloul al-Aswad*), le cache-sexe du Fatah : 11 athlètes israéliens et 5 terroristes palestiniens tués. La Première ministre israélienne, Golda Meir, ordonne en effet à la division Césarée, le service action du Mossad, l'opération *Colère de Dieu*. En termes plus crus : l'assassinat méthodique

de responsables palestiniens à l'étranger. Certains de ceux qui figurent sur la liste noire de l'Institut ont été impliqués dans le massacre de Munich, d'autres, non.

Césarée est née de la fusion entre l'unité 188, la division action de l'Aman, et l'unité Mifraz (Le « Golfe » en hébreu) du Mossad, créée en 1955 par Yitzhak Shamir. Nul autre que l'ancien chef opérationnel du Lehi, responsable de l'assassinat du comte Bernadotte qui avait fâché si fort Ben Gourion en 1948. Réagissant en politique, le Premier ministre s'était toutefois rangé à l'avis d'Isser Harel, encore en grâce. Mieux valait intégrer dans les services secrets les rescapés du Lehi et ceux du groupe oppositionnel armé sioniste de droite l'Organisation militaire nationale (*l'Irgoun Zvaï Leumi*) : leur maîtrise de la clandestinité, voire du terrorisme, ferait merveille au profit du nouvel État.

Les cibles palestiniennes à abattre relèveront du *Kidon* (Baïonnette), les exécuteurs de Césarée que commande Michael « Mike » Harari. Des agents et agentes triés sur le volet capables non seulement de tuer de sang-froid, mais aussi de se déplacer avec aisance d'un pays d'Europe à l'autre. Contrainte à laquelle les terroristes palestiniens sont beaucoup moins soumis que lui, le Kidon doit éviter les victimes collatérales, dont la mort ternirait l'image de l'État hébreu à laquelle Golda Meir tient beaucoup pour des raisons diplomatiques.

Une image ternie par le ratage de Lillehammer, petite ville paisible de Norvège. En juillet 1973, les agents du Kidon truffent de balles Ahmed Bouchiki, un modeste serveur marocain marié à une Norvégienne enceinte de ses œuvres. Le Mossad avait confondu le malheureux avec le « prince rouge » Ali Hassan Salameh, considéré à Tel-Aviv comme le principal responsable du massacre de Munich ! Harari guigne le poste de chef du Mossad. Persuadé d'avoir fait abattre la cible numéro 1, il a déjà quitté la Norvège, mais la police arrête six agents du Kidon. Un innocent assassiné

par erreur et des agents israéliens pris la main dans le sac : le scandale international sera énorme.

L'affaire norvégienne met un frein brutal à *Colère de Dieu*. En sept attentats, elle a causé neuf morts de responsables palestiniens, mais pas tous ceux qui figuraient sur la liste noire. Ajoutons-y Kamal Oudwan et Mohammed Youssef al-Nadjar, tous deux dirigeants du Fatah et peut-être de Septembre noir, Kamal Nasser, porte-parole de Yasser Arafat, victimes avec une cinquantaine de membres du FPLP ou du Fatah tués en avril 1973 lors d'un raid nocturne sur Beyrouth. Le futur Premier ministre Ehud Barak a joué un rôle important dans cette opération *Printemps de la jeunesse* minutieusement préparée par le Mossad et l'Aman et exécutée par plusieurs unités des forces spéciales de Tsahal.

Les représailles palestiniennes ont, elles, abouti au décès de cinq Israéliens, dont au moins deux vrais officiers du Mossad spécialisés dans l'infiltration des mouvements palestiniens en Europe : Zadok Ophir et Baruch Cohen. Le problème, c'est que, même s'il dispose de moyens matériels et humains considérables à l'échelle d'Israël en raison de son caractère jugé vital, les ressources du Mossad ne sont pas infinies. Le temps et les agents qu'il a consacrés aux assassinats de *Colère de Dieu*, le service secret de Tel-Aviv n'a pu les consacrer à la surveillance des pays arabes. Or, jugées moins dangereuses du fait de leur défaite de 1967, l'Égypte et la Syrie préparent la revanche dans le plus grand secret.

Un secret que ni le Mossad ni l'Aman ne parviendra à éventer, victimes de leur polarisation sur le danger palestinien d'une part, d'un sentiment de supériorité qui les rend incapables de réaliser ce qui se trame entre Le Caire et Damas sous le couvert d'habiles manœuvres de diversion (voir « Désinformation »). Résultat : l'Aman d'Eliyahou Zeïra affirme à tort que les Arabes n'attaqueront pas, tandis que le Mossad de Zvi Zamir ne sera prévenu qu'au dernier moment par son agent à Londres. Nul autre

qu’Ashraf Marwan, gendre de feu le président égyptien Nasser et conseiller de son successeur, Anouar as-Sadate.

En octobre 1973, la guerre du Kippour débouche sur une victoire militaire israélienne. Mais une victoire si coûteuse en vies juives que Sadate et Hafez al-Assad pourront à juste titre revendiquer le premier succès arabe sur l’État hébreu. Un succès suffisant pour permettre à Sadate de négocier dans le dos d’Assad cette paix avec Israël que la Syrie, elle, va refuser. Les accords de Camp David sont conclus en 1978. L’année suivante, le Mossad, tenace, parvient à assassiner à Beyrouth le « prince rouge » Salameh. À la grande fureur de la CIA, dont ce proche d’Arafat était devenu l’homme de contact avec la direction du Fatah. S’ensuit un sérieux coup de froid entre les deux communautés partenaires du renseignement. Comme pendant la guerre des Six Jours, quand l’aviation israélienne a délibérément tiré sur l’USS *Liberty*, ce navire espion américain en mission de surveillance le long de la côte égyptienne que Tel-Aviv jugeait trop curieux. Et comme plus tard, en novembre 1985, quand le FBI arrêtera pour espionnage Jonathan Pollard, un officier du Naval Intelligence Support Center agent double au service des Israéliens.

La méthode des assassinats ciblés

La suspension de *Colère de Dieu* après l’échec de Lillehammer ne signifie pas la fin de la politique des assassinats ciblés. À parité avec la collecte du renseignement, le véritable cœur de métier de l’Institut, ce mode d’action reste en effet considéré comme une de ses meilleures armes.

Le terrorisme palestinien justifie-t-il le contre-terrorisme israélien ? Dans le cadre du présent dictionnaire, on ne posera pas cette question en termes moraux, assez peu éclairants en matière d’espionnage, mais en termes géopolitiques. Évoquons par exemple à titre de comparaison les années 1957-1962 de guerre clandestine du service action du SDECE

français contre le Front de libération nationale algérien, le FLN. Un mouvement qui a justement servi de modèle au Fatah de Yasser Arafat.

Organisation à caractère national, le Front combinait le terrorisme à peu près ciblé et, beaucoup plus largement, le terrorisme de masse contre les Français – lors de la bataille d'Alger par exemple. Contre les populations algériennes rebelles à son emprise surtout. Celles parmi lesquelles la France levait des troupes supplétives hostiles au FLN comme les harkis. Celles aussi des zones acquises à une fraction indépendantiste rivale, le Mouvement national algérien du leader historique, Messali Hadj. Pour autant, et même si certains membres du FLN sont allés jusqu'à s'entretuer lors de purges internes parfois aiguillonnées par les services français, il serait injuste et inopérant de réduire le mouvement à sa seule dimension terroriste ainsi que le faisait la propagande française de l'époque.

En raison d'un rapport de forces numérique et matériel très défavorable avec l'armée française, l'aile militaire du Front, l'Armée de libération nationale (ALN), livrait une guerre de guérilla asymétrique du faible au fort. Une guerre qu'elle ne pouvait gagner, mais qui contribuait, par sa durée, à saper la volonté adverse. Le FLN menait parallèlement une lutte politique pour le contrôle de la population et même – de façon très intelligente – un combat diplomatique efficace avec le soutien des pays non alignés et des États communistes.

Face au FLN, le directeur général du SDECE Paul Grossin (voir « Grossin Paul, général ») lance, dès 1957, son service action dans une féroce guerre clandestine. Le SA assassine de façon sélective les cadres du Front en France et en Europe ; sabote les bateaux qui acheminent armes et matériels de guerre à l'ALN ; exécute les trafiquants qui fournissent ces armes aux nationalistes. Le tout sans revendication officielle, le SDECE, malin, se débrouillant pour faire attribuer par la presse ces attentats à une organisation d'extrême droite imaginaire, la Main rouge.

À quel moment le général de Gaulle a-t-il décidé de négocier avec le GPRA, émanation du FLN, et avec lui seul ? Aujourd'hui encore, les historiens en débattent. Le fait est qu'une fois de retour aux affaires après son retour de juin 1958, il laisse le SA poursuivre l'action homicide contre le FLN. Mais à présent, sous le contrôle de son homme de confiance pour les affaires secrètes, Jacques Foccart (voir « Foccart Jacques »). En février 1962, alors que le Général a déjà décidé la liquidation de l'Algérie française, Grossin se voit d'ailleurs carrément débarqué au profit d'un gaulliste inconditionnel, Paul Jacquier (voir « Jacquier Paul, général »).

Autant dire que, sous de Gaulle, le pouvoir politique a gardé constamment l'œil sur les assassinats ciblés. Les attentats du SA lui servaient à affaiblir le FLN, élément utile en cours de négociation, mais sans diminuer son désir de conclure un accord avec le GPRA. La chronologie est d'ailleurs parlante : limogeage de Grossin en février 1962, accords d'Évian en mars.

Enjeux différents pour l'État hébreu

Pour en revenir à l'État hébreu, le contexte est bien différent. L'indépendance algérienne, aussi douloureuse sera-t-elle pour les pieds-noirs ou les Algériens opposés au FLN, ne signifiait pas la fin de la France elle-même. La disparition pure et simple, c'est en revanche la hantise des Israéliens. Une défaite qui aboutirait à l'extermination d'une bonne partie de la population de l'État hébreu, marquée à jamais par le souvenir de la Shoah.

Militairement, ce risque semble estompé en 2025 avec la supériorité patente de Tsahal sur les armées arabes et la détention de l'arme atomique par Israël. Aucun État voisin ne possède les moyens de vaincre l'armée israélienne en rase campagne. Pas plus que l'ALN ne les avait de battre l'armée française, même si les propagandistes du régime algérien actuel

entretiennent, par intérêt, le mythe d’une victoire militaire et la mauvaise conscience du personnel politique hexagonal prêt à tout céder au gouvernement d’Alger.

Même à l’heure où l’hypothèse d’armées arabes voisines envahissant l’État hébreu semble de moins en moins fondée, la politique des assassinats ciblés n’a jamais été abandonnée par Tel-Aviv. Ainsi le Mossad et les forces spéciales de Tsahal continueront-ils à frapper les mouvements palestiniens, y compris quand l’OLP se verra contrainte de quitter le Liban en 1982 pour se réfugier en Tunisie.

Cet exil était lui-même la conséquence d’une décision de Menahem Begin, Premier ministre depuis 1977, et de l’arrivée pour la première fois au pouvoir d’une coalition de droite autour du Herout, matrice de l’actuel Likoud. Un parti héritier de l’autre tendance historique du sionisme. Ce sionisme dit « révisionniste » se réclame de Vladimir « Ze’ev » Jabotinsky. Théoricien du « mur de Fer », Jabotinsky se voulait encore plus intraitable avec les Arabes que les sionistes de gauche.

Depuis la guerre civile libanaise de 1975, où l’OLP s’est rangée dans le camp « palestino-progressiste » contre les chrétiens maronites, le Liban vit en plein chaos. Un désordre sanglant qu’aggravent les attentats téléguidés par certains fidèles du général Sharon, dont Meir Dagan, partisan de la méthode forte.

Exécutés par des groupes locaux par définition incontrôlables dès lors qu’on leur fournit armes et explosifs, ces attentats frappent essentiellement les populations civiles. Ils se résument souvent à des crimes aveugles à la voiture piégée, technique que le Mossad, dirigé par Yitzhak Hofi, puis Nahoum Admoni, rejette, mais en vain. Certains de ses officiers prétendront par la suite qu’elle aurait « donné des idées » au Hezbollah, assertion plausible même si, en matière de terrorisme, rien n’est plus difficile que de déterminer l’origine exacte de telle ou telle méthode de tuerie.

Que l'Institut, désormais commandé par le moins belliqueux de tous ses chefs, Ephraïm Halévy, s'oppose à l'intervention au Liban reste en tout cas chose établie. Or, le 3 juin 1982, l'ambassadeur d'Israël en Grande-Bretagne, Shlomo Argov, échappe de peu à un attentat palestinien qui le rendra infirme à vie. Le responsable de cette tentative criminelle n'est pas l'OLP, mais le groupe dissident d'Abou Nidal, ennemi juré de Yasser Arafat. Un mouvement terroriste de plus qui, en août, perpètre un carnage – 6 morts et 22 blessés – rue des Rosiers à Paris.

Le Fatah-Conseil révolutionnaire d'Abou Nidal n'est, à cette époque, rien d'autre qu'un « proxy » de l'Irak (voir « Proxys »). Ancien chef de l'Irgoun, Begin n'en cède pas moins aux pressions du général Ariel Sharon, ministre de la Défense et chef de file des « faucons ». Tsahal envahit partiellement le pays des cèdres. Son objectif : chasser l'OLP du Liban, seul endroit où elle dispose encore d'une force armée autonome par rapport aux gouvernements arabes.

L'offensive de Tsahal aboutit effectivement à ce résultat puisque qu'Arafat en tête, la direction palestinienne doit s'installer à Tunis où son potentiel de nuisance pour Israël, sans être inexistant, s'affaiblit beaucoup. Le problème, c'est que les yeux rivés sur l'OLP, les Israéliens n'ont pas anticipé le développement du Hezbollah, seule force désormais capable de frapper l'État hébreu au Liban, mais aussi les pays occidentaux. On est en train de glisser d'un conflit entre Israël et le nationalisme palestinien vers un antagonisme plus large entre Israël et l'islamisme, dont la montée en puissance du Hamas à Gaza ne sera qu'une des manifestations (voir « Hamas »).

À force de braquer leurs regards sur la seule OLP alors que cette dernière, vieillie, est en perte de vitesse, les Israéliens et leurs services de renseignement vont finir par réduire la question palestinienne aux zigzags de l'organisation d'Arafat, privée désormais de base territoriale.

Mossad de 1988 à 2025

Plus que le Mossad, dont ce n'était d'ailleurs pas la fonction, le Shin Bet va ainsi passer à côté des deux Intifadas, ces « guerres des pierres » qui voient la jeunesse palestinienne se dresser. Ce manque de vigilance conduit les dirigeants de l'État hébreu à se persuader que l'élimination physique de Khalil al-Wazir, *alias* « Abou Djihad », commandant militaire de l'OLP et à ce titre, responsable de l'assassinat de nombreux citoyens israéliens, suffirait à mettre fin à ce soulèvement. En janvier 1988, Abou Djihad a en effet eu le tort de parader – le péché mignon de beaucoup de dirigeants palestiniens à commencer par Arafat – en affirmant, lors d'une interview, avoir personnellement donné l'ordre de l'Intifada.

Son sort est scellé. Dans la nuit du 15 au 16 avril 1988, des soldats des forces spéciales guidées par un groupe d'agents de Césarée, sur site depuis plusieurs jours, débarquent sur une plage de Tunis voisine de la villa de leur cible. Avant de frapper, on a passé un appel téléphonique non traçable à Abou Djihad afin que trois arabophones de l'unité 8200, la force d'interception électromagnétique de Tsahal, puissent identifier depuis Tel-Aviv la voix qui répondait au téléphone. C'était bien la sienne. Techniquement, le coup est réussi : la cible seule a été touchée par les tirs des commandos, et pas ses deux enfants ni son épouse. Il n'en va pas de même sur le plan politique puisque la mort d'Abou Djihad, coûteuse en matière d'image à l'international, ne procure aucun bénéfice, l'Intifada rebondissant bientôt.

Les assassinats ciblés se poursuivent néanmoins. Quatre ans après Abou Djihad, une équipe du Mossad abat Atef Bseiso, successeur du « prince rouge » Ali Hassan Salameh pour les liaisons de l'OLP avec la CIA. « L'Agence était furieuse », racontera à l'auteur Robert Baer, le spécialiste du Moyen-Orient à la CIA qui était venu ce 8 juin 1992 rencontrer Bseiso à Paris. Mais Washington ayant déjà avalé l'affaire Pollard, les rapports entre

Israël et les États-Unis étaient tels que même des « coups » pareils ne prêtaient pas à conséquence.

L'ère Netanyahou

L'affrontement israélo-palestinien peut-il déboucher vers la « solution à deux États » : un État palestinien en paix avec son voisin hébreu ? Arafat puis ses successeurs à la tête de l'OLP s'y résignent, mais sans annoncer franchement la couleur de peur de se voir lynchés par leurs propres partisans. S'ils jouent en permanence un double jeu fait de fausses avancées et de faux reculs, ils ne sont pas les seuls.

Jusqu'à son assassinat en novembre 1995 par des extrémistes religieux juifs, Yitzhak Rabin, Premier ministre travailliste depuis 1992, a bien esquissé quelques pas en direction de la solution à deux États. Mais en se gardant bien lui aussi de trancher ce point délicat. Et pour cause : les travaillistes croient à la coexistence entre deux États, mais pas entre deux États *égaux*. Pour eux, un des deux dominera forcément l'autre, et ce ne peut être qu'Israël.

Pas question du coup de rogner sur la supériorité militaire de Tsahal. Encore moins de toucher aux services secrets. Dans un pays à la modernité reconnue, c'est sur la technologie qu'il convient de mettre l'accent. L'unité 8200 par exemple, cette bande de « geeks » devenue la force de frappe de Tsahal dans le domaine du renseignement numérisé.

Une moitié de solution à deux États : grosso modo, ce sera le point de vue de futurs Premiers ministres travaillistes, comme Ehud Barak (1999-2001) ou Ehud Olmert (2006-2009). Les héritiers du « sionisme révisionniste » sont d'accord avec ces adversaires politiques sur la nécessité de disposer d'une force de frappe numérique. Mais quitte à se fâcher avec les administrations démocrates américaines qu'une telle issue arrangerait pourtant bien, ils ne veulent en aucun cas de la solution à deux États. Sans

le dire publiquement eux aussi, leur duplicité faisant écho à celle d'Arafat et plus tard de son successeur à la tête de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas.

Parmi ces fils spirituels du sionisme révisionniste, Benyamin Netanyahou, « Bibi », Premier ministre une première fois de 1996 à 1999, élu une deuxième fois en 2009 et depuis lors, toujours en poste au prix de compromis avec l'extrême droite religieuse et les ultranationalistes dont il partage une grande partie des idées, mais pas toutes. Poursuivi par la justice pour diverses affaires de corruption, le maintien au pouvoir semble constituer sa seule boussole.

Fils de Banzion Netanyahou, éminent historien et ancien secrétaire particulier de Ze'ev Jabotinsky, Benyamin est aussi le frère d'un héros national, Yonatan Netanyahou, tué le 3 juillet 1976 à Entebbe lors d'un assaut resté fameux pour libérer les otages israéliens du vol Air France entre Paris et Tel-Aviv détenus en Ouganda par le FPLP-Opérations spéciales (voir « Proxys »).

De Banzion, Bibi tire cette hostilité de principe à la solution à deux États qui va le conduire à la saborder chaque fois que possible. Par exemple, en prenant la tête de ces manifestations qui, présentant Yitzhak Rabin comme un traître à l'État juif, contribueront sans nul doute à son assassinat. Ou en opposant un gros dos assez sournois aux pressions américaines quand elles l'engagent à une plus grande modération. En mars 2009, une coalition hétéroclite entre le Likoud, le parti travailliste et des petits partis d'extrême droite lui permet de coiffer sur le poteau la cheffe de Kadima, le parti centriste vainqueur des élections. La DST soupçonnait Tzipi Livni, fille de vétérans de l'Irgoun et agente du Kidon sous couvert d'études en droit à Paris, d'avoir coordonné, en juin 1980, l'assassinat de Yahya al-Meshad, un ingénieur atomiste lié au programme nucléaire non pas iranien, mais irakien. Un passé compromettant sur le plan international dont elle ne pouvait pas se targuer pendant la campagne

électorale, loi du silence oblige. Outre le prestige de son père et de son frère, Bibi entretenait, par contraste, la rumeur, d'ailleurs exacte, de son appartenance passée à l'élite des forces spéciales de Tsahal.

Avec lui, le curseur revient sur la force. Mais paradoxalement, il va devenir le chef de gouvernement de l'État juif le plus méfiant, et bientôt le plus hostile, à la communauté israélienne du renseignement en général, au Mossad en particulier.

Méfiance envers le Mossad

Ses heurts avec Meir Dagan, directeur du service de renseignement de 2002 à 2011 – un bail presque égal à celui d'Isser Harel – sont continuels. Aux antipodes du pacifisme, Dagan n'a jamais récusé la violence. Les assassinats ciblés, il en a dirigé en personne à Gaza, il en a ordonné encore plus au Liban dans les conditions qu'on a vues plus haut. Et d'autres encore en tant que patron de cet Institut qu'il entendait revitaliser à tout prix.

Les morts en 2008 d'Imad Moughnieh, le chef de l'Appareil de sécurité spéciale du Hezbollah, et du général syrien Mohammed Sleiman, l'homme de liaison avec les Iraniens, c'était lui. Lui et son directeur des opérations, Tamir Pardo. Sous leur commandement – Pardo remplacera son chef en janvier 2011 –, le Mossad a mené à bien un plan de liquidation systématique des savants iraniens engagés dans le programme nucléaire de la République islamique. Des attentats perpétrés le plus souvent en Iran même avec comme exécutants de terrain, non pas des Israéliens, mais des membres de minorités ethnico-religieuses opposées au régime des mollahs.

Israéliens cette fois, les vingt-sept membres de l'équipe de Césarée venus assassiner en janvier 2010 Mahmoud al-Mabhouh, le responsable des achats d'armes du Hamas de passage dans un hôtel de Dubaï, sont rentrés sains et saufs à la maison. Le hic, c'est que les caméras vidéo de l'hôtel

avaient capté leur image et que, bien entendu, le Mossad avait usé des passeports de divers pays étrangers – on ne va pas tuer quelqu'un à Dubaï avec des documents d'identité israéliens. De quoi mettre en cause l'efficacité du service, élément de guerre psychologique particulièrement précieux.

Finalement, les assassinats ciblés ont beaucoup retardé le programme nucléaire iranien. Pas seulement eux d'ailleurs. Pourquoi ne pas alterner les vieilles méthodes et les techniques modernes ? Une étroite coopération entre le Mossad, l'unité 8200 et l'Aman côté israélien, la CIA et la NSA côté américain aboutit ainsi à la confection d'une série de virus informatiques. Insérés, comme le célèbre Stuxnet, par des agents humains dans les réseaux informatiques internes du programme nucléaire, ils vont sérieusement endommager les installations atomiques iraniennes.

Assassinats ciblés, sabotages informatiques : Dagan joue sur toute la gamme. Pousser le bouchon plus loin ? Pas question, selon lui. Si le patron du Mossad mène de manière extrême les opérations clandestines les moins modérées de la terre, c'est dans l'espoir d'éviter la guerre ouverte avec l'Iran, issue catastrophique pour Israël à ses yeux. Une manière peut-être d'éviter l'erreur qu'Ariel Sharon, son mentor, a commise en 2002, poussant Menahem Begin dans l'aventure libanaise. L'État hébreu en est sorti meurtri, créant, par-dessus le marché, les conditions favorables au développement du Hezbollah.

Furieux de son limogeage – sans doute espérait-il battre le record de durée d'Isser Harel –, inquiet d'entendre Netanyahou évoquer de manière démagogique un conflit direct avec Téhéran, Dagan va s'engager contre lui lors de la campagne électorale de mars 2015. Ce qui lui reste le plus en travers du gosier, c'est la politique de refus rampant de la solution à deux États pratiquée par Netanyahou : on fait semblant d'être pour devant les Américains et, par-derrière, on la sabote méthodiquement. Alors, il accuse en public le Premier ministre Likoud de vouloir un État digne de

l'« apartheid » – le mot même qu'il emploie –, où les juifs régneraient par la force sur des Arabes réduits au statut d'esclaves, un Israël raciste.

Difficile de clore le bec à l'homme qui a remis dans le sens de la marche le Mossad, service secret que les Israéliens considèrent au même titre que Tsahal comme le garant de leur survie. Politicien roublard, Netanyahou encaisse en se disant qu'à l'avenir, pas maintenant, mais un jour, il faudra qu'il puisse placer à tous les rouages de l'État des hommes entièrement à lui.

La longévité politique de Netanyahou

Réélu et réélu encore, il croit avoir trouvé ce qu'il lui faut en janvier 2016 quand il remplace Pardo par Yossi Cohen. Un ancien directeur des opérations iraniennes du service très efficace. Le 27 novembre 2020, c'est sous sa houlette que le Mossad est enfin parvenu à éliminer Mohsen Fakhrizadeh, l'acteur clé du nucléaire iranien qu'il traquait depuis quatorze ans. Un assassinat ciblé plus spectaculaire encore par la technique employée. Le Mossad avait garé un vieux pick-up bleu dans cette rue de l'est de Téhéran. Comme on n'y voyait personne à bord, les pasdarans des trois véhicules d'accompagnement n'y ont pas prêté attention. Or, le véhicule n'était rien d'autre qu'un concentré de haute technologie à bord duquel un robot bourré de capteurs et actionné à distance par intelligence artificielle manœuvrait un fusil de précision. L'IA a tout pris en charge : le dispositif de reconnaissance facial pour être certain que Fakhrizadeh était bien Fakhrizadeh, le calcul de la trajectoire de son véhicule, l'angle de tir pour ne pas atteindre Mme Fakhrizadeh, qui voyageait au côté de son mari et, pour finir, l'ouverture du feu. Quinze balles de 7,65 mm plus tard, le scientifique iranien était mort et, presque aussitôt, le pick-up explosait pour faire disparaître le maximum de traces.

Après le 7 octobre 2023, Tsahal généralise ce recours à l'intelligence artificielle. D'après *+972 Magazine*, média israélien, un programme informatique du nom d'Hapsora, nourri et actionné par l'IA, aurait amalgamé dans des délais records les informations émanant des divers organismes de renseignement de l'État hébreu pour déterminer des milliers de cibles à frapper à Gaza : 15 000 en trois mois et une semaine selon les chiffres officiels.

Cohen, qui se voyait bien Premier ministre à la place du Premier ministre, n'est plus aux commandes du Mossad à cette date. Trop ambitieux, voire trop vaniteux, il n'a finalement pas fait l'affaire. Quelques mois après son éviction en mai 2021 et son remplacement par David Barnea, Cohen défraiera au surplus la chronique par une série de confidences sur les opérations du service à son époque, dont la télévision israélienne se fera l'écho. Autant qu'on puisse le savoir, c'est à l'ère Barnea que le service secret lancera l'opération à multiples détentes des bipeurs et des talkies-walkies qui, en septembre 2024, va porter un coup terrible au Hezbollah (voir « Bipeurs »).

Le déclenchement de cette opération était-il le fruit du pogrome du 7 octobre 2023 perpétré par le Hamas (voir « Hamas »), un massacre dû aux erreurs de l'Aman, du Shin Bet et de l'unité 8200, incapables à eux trois de comprendre que le groupe terroriste était sur le point de passer à l'action sur une très grande échelle à l'issue d'une préparation minutieuse et à beaucoup d'égard, très peu discrète ? Les *tatzpinaniot* (les guetteuses), ces jeunes femmes de 18 à 21 ans postées dans des blockhaus de la barrière séparant Israël de Gaza, avaient pourtant signalé à de multiples occasions à leur hiérarchie les séances d'entraînement de jeunes Gazaouis armés jusqu'aux dents qui se déroulaient sous leurs yeux. Des gamines : on les avait envoyées aux pelotes, mais ce sont elles qui tuées, violées, prises en otage paieront le prix des fautes de leurs supérieurs. Des membres de l'unité 8200

aussi avaient signalé une activité suspecte du côté de Gaza. Sans plus d'écoute en haut lieu.

Discordes dans l'État hébreu

Comment cette réédition sous d'autres formes du Kippour 1973 a-t-elle été possible ? En Israël, pays de commissions d'enquêtes dont les résultats ne sont pas tous censurés, on en saura plus à l'avenir. Si la responsabilité du Mossad semble moins engagée : on lui avait ordonné de se concentrer sur l'Iran et le Hezbollah, moins sur le Hamas. Celle de l'armée, de l'Aman et du Shin Bet, si. Ils seront d'ailleurs bien obligés de l'admettre.

Celui qui ne veut rien reconnaître, c'est Netanyahou lui-même. En proie à l'obsession d'empêcher la solution à deux États et, poursuivi par la justice, par celle de maintenir à tout prix sa coalition avec les extrémistes religieux et ultranationalistes, Bibi n'avait d'yeux que pour la Cisjordanie, où les colons multipliaient les provocations envers les Palestiniens. Comme des années à la tête du gouvernement lui ont permis de favoriser les chefs civils et militaires « loyaux » aux dépens de leurs homologues « douteux », ses désirs ont été intériorisés par les hiérarchies. De sorte que le franc-parler, traditionnel en Israël, a perdu de sa substance – songez qu'au moment de l'assaut surprise du Hamas, les attaques de Meir Dagan contre le risque d'« apartheid » remontaient à huit ans. Moins d'anticorps, cela veut dire plus d'infection. L'avenir dira si les tentatives de Netanyahou et de son clan pour faire porter le chapeau du désastre aux seuls Shin Bet et Aman réussiront ou non. Demeure cette situation inédite dans l'État hébreu depuis 1948 : la confiance entre l'exécutif et la communauté du renseignement a quasiment disparu. En se conduisant de façon de plus en plus autocratique, Netanyahou contribue beaucoup à cette atmosphère. Fin mars 2025, sa décision soudaine de renvoyer Ronen Bar, le patron du Shin Bet depuis octobre 2021, causera d'autant plus de dégâts que le successeur

désigné de Bar, l’amiral Eli Sharvit, sera lui aussi « remercié » après moins d’un jour d’exercice. Le type de pas de deux que les services de renseignement abhorrent.

Netanyahou ne supportait peut-être pas que le Shin Bet ait ouvert une enquête sur deux de ses plus proches conseillers, soupçonnés de s’être rempli les poches par détournement d’une partie des sommes qu’Israël versait au Qatar, lequel les rétrocédait au Hamas à l’époque où l’État hébreu misait sur les islamistes contre l’autorité palestinienne. Quant à Bar, il assurera deux choses dans une déclaration écrite sous serment à la Cour suprême. Non seulement Netanyahou aurait exigé de lui une loyauté non pas à l’État hébreu, procédure normale, mais à sa personne, mais il voulait que le Shin Bet étende de manière probablement illégale la surveillance des citoyens israéliens liés à l’opposition.

Le Premier ministre fait-il son « petit Trump » ? Si l’administration Biden ne le contrariait qu’à la marge, le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche lui délie en tout cas les mains en Cisjordanie aussi bien qu’à Gaza. Cette entente entre les deux dirigeants apparaît au grand jour en juin 2025, avec une série impressionnante de frappes israéliennes contre le programme atomique et balistique iraniens, suivie de frappes américaines. Spectaculaires, ces coups successifs sont-ils une réussite totale ? La question reste ouverte. Israël revendique l’assassinat de seize experts atomiques iraniens, sans compter les destructions d’installations nucléaires. Pour autant, Netanyahou ne fait pas – c’est un euphémisme – l’unanimité de l’opinion publique à propos de Gaza et des otages du Hamas. En août, plus de 500 retraités de l’appareil sécuritaire de l’État hébreu sortent de leur silence pour tenter de s’opposer à sa politique gazaouie. Parmi ces voix, toujours influentes en Israël, celle de Tamir Pardo, ancien directeur du Mossad responsable de nombreux assassinats ciblés. Mais ces contestataires ne parviendront pas à infléchir la politique gouvernementale sur Gaza. Leur

démarche n’en témoignait pas moins de réelles divisions au sein de la société israélienne.

Moukhabarat – Services secrets arabes

C’est par ce terme générique, équivalent du français « Renseignements généraux » que les pays arabes du Moyen et du Proche-Orient désignent leurs communautés respectives du renseignement.

À l’extérieur, ces services secrets sont très souvent utilisés pour contrer les régimes « frères » voisins. Exemple : dans le cadre de l’impitoyable guerre entre le baasisme irakien et son ennemi idéologique de prédilection, le baasisme syrien, tous deux issus de la mouvance panarabe réputée « laïque », le Moudiraiyat al-Moukhabarat al-Amma, le plus important des services secrets de Saddam Hussein, s’est beaucoup attaché à déstabiliser le régime d’Hafez al-Assad. Dans les années 1970-1980, les organismes de ces deux pays, en guerre froide permanente, se sont ainsi disputé le contrôle et la manipulation des groupes terroristes issus de la matrice palestinienne comme ceux de Waddi Haddad (FPLP-Groupe des opérations spéciales), d’Abou Nidal (Fatah-Conseil révolutionnaire) ou de Mohamed Abou al-Abbas (Front de libération de la Palestine).

Côté moukhabarat, l’itinéraire de Saddam Hussein al-Tikriti paraît révélateur. Suivons-le pas à pas. La révolution de juillet 1958 avec l’extermination de la famille royale irakienne débouche sur une dictature militaire à Bagdad. Procommuniste, le général Abd-al Karim Kassem voue une solide inimitié au président égyptien, le « Raïs » (Guide) Nasser. Et au moins autant aux militants du Baas. Ce prestigieux Parti de la renaissance arabe a été formellement créé à Damas en 1947 par d’anciens étudiants syriens à la Sorbonne : le chrétien Michel Aflak, le musulman sunnite Salah Ad-din Bitar et l’alaouite Zaki al-Arsouzi. Son programme : la construction

d’une nation arabe allant bien au-delà des États existants au Proche et au Moyen-Orient.

En octobre 1959, Saddam Hussein prend la tête d’un groupe baasiste de choc qui tente, en vain, d’assassiner Kassem. Tandis que ce jeune homme de 22 ans parvient à prendre la fuite, le régime se durcit plus encore contre les opposants. Jusqu’en février 1963 où les baasistes, aidés en sous-main par la CIA, exécutent Kassem, s’emparant momentanément des principaux leviers du pouvoir. Leurs milices, la Garde nationale (*Haras al-Kawmi*), conduisent la répression, féroce, contre les communistes, dont l’alignement sur Moscou contrarie le projet nationaliste de la branche irakienne du Baas.

Dans la région, les cartes changent fréquemment de mains. Abd-al Salam Aref, successeur au pouvoir de feu Kassem, n’attend que neuf mois pour se retourner contre le Baas. Retour à la clandestinité : coopté à la direction du baasisme irakien, Saddam Hussein se singularise en créant en son sein l’appareil spécial al-Djihad al-Khas. Un mélange de service de renseignement, d’organe de contre-espionnage interne et de police politique.

Quand il accède à son tour au pouvoir absolu en juillet 1979, Saddam dispose donc d’une certaine expérience. Mais aussi, et c’est essentiel, d’une vision qui se veut essentiellement policière. À ses yeux, les services secrets constituent avant tout un instrument contre les ennemis intérieurs. Dans les préoccupations du nouveau raïs de Bagdad, l’espionnage des pays étrangers vient seulement en deuxième lieu. Une particularité qui ne gêne pas ceux qui, telle la France de Jacques Chirac, auront toujours pour Bagdad les yeux de Chimène. Ces dirigeants occidentaux qui, portant au pinacle la supposée « laïcité » de Saddam et de son régime, voient en eux un bouclier contre la révolution islamique d’Iran. D’où de nombreuses livraisons d’armes à l’Irak, parallèles à celle que fournit de son côté la Russie, autre soutien de Saddam Hussein.

Comme dans tout le monde arabe, l'adversaire officiellement montré du doigt par l'Irak n'est autre qu'Israël. Une vieille tradition : en janvier 1969 déjà, le régime baasiste irakien a organisé la spectaculaire exécution publique des « pendus de Bagdad » : quinze citoyens israéliens mis à mort pour « espionnage sioniste ». Dans le même ordre de spectacle macabre, Eli Cohen a, lui, déjà été pendu à Damas en mai 1965 (voir « Mossad de 1948 à 1988 »). Ce maître espion de l'État d'Israël était parvenu à pénétrer la nomenklatura syrienne en profondeur. Un affront qui ne pouvait lui être pardonné par le numéro 1 d'alors à Damas, Ahmed al-Souwaidani, patron du renseignement militaire (*Al-Moukhabarat al-Askariyya*).

En avril-mai 1980, le « Groupe du martyr Mouhyidine al-Nasser », composé d'indépendantistes du Khouzistan, une province de l'ouest de l'Iran riche en hydrocarbures, prend d'assaut l'ambassade iranienne à Londres. Le Groupe du martyr Mouhyidine al-Nasser n'est en fait qu'un faux drapeau derrière lequel se cachent les services spéciaux de Saddam Hussein (voir « Faux drapeau »). Les jeunes rebelles du Khouzistan sont manipulés par l'équipe de Faouzi al-Naimi, un officier supérieur du quatrième directorat des moukhabarat irakiens chargé des opérations à l'étranger : infiltration, noyautage des milieux opposants en exil, terrorisme. Pour préparer l'opération londonienne, Naimi a travaillé en tandem avec le célèbre terroriste palestinien Abou Nidal, chef du Fatah-Conseil révolutionnaire (*Fatah-Majlis al-Thawri*). Hostile au Fatah officiel de Yasser Arafat dont il s'emploie à assassiner les dirigeants, Abou Nidal apprécie l'asile irakien, qui le protège des représailles d'Abou Iyad, le patron des services spéciaux de l'OLP. Il apprécie également les appointements de Saddam Hussein à son groupe – 150 000 dollars mensuels selon les évaluations des services occidentaux.

Naimi et Abou Nidal savent qu'ils envoient au casse-pipe les indépendantistes du Khouzistan. Et pour cause puisque les moukhabarat de Saddam instrumentalisent ces jeunes contre leur ennemie, la République

islamique d'Iran. Le but de la manip : brouiller un peu plus l'image du régime des mollahs, déjà exécrable en Occident en raison de la prise d'otages des diplomates de l'ambassade américaine par les « étudiants islamiques » de Téhéran à partir du 4 novembre 1979. Énième coup fourré, l'acte terroriste de Londres doit toutefois se dérouler sans que les Iraniens puissent en imputer la responsabilité à Bagdad. Peu importe à cette aune que l'affaire se termine par un bain de sang. Même si les cinq terroristes sur six du Groupe al-Nasser resteront sur le carreau lors du spectaculaire assaut du Special Air Service (SAS) britannique, l'élite des forces spéciales de Sa Majesté, la plupart des otages vont échapper à un sort funeste.

Dans la pratique et jusqu'à la fin de la dictature en 2003 à la suite de l'intervention américaine destinée à « reformater » le Moyen-Orient, le véritable ennemi tel que perçu par Saddam ne sera autre que les Irakiens eux-mêmes. Un peuple à surveiller, à mater, à emprisonner, au besoin à assassiner. En particulier ses composantes chiites et kurdes.

La « main de l'étranger »

À Bagdad, la priorité absolue, quoique non revendiquée officiellement car il faut par principe faire toujours mine de découvrir sans cesse la « main de l'étranger » dans n'importe quelle forme d'opposition, c'est la lutte contre les ennemis de l'intérieur.

Il en va de même à Damas. En février 1968, profitant du désastre militaire arabe dans la guerre des Six Jours avec Israël, une conjuration menée par Hafez al-Assad, chef d'état-major de l'armée de l'air qui a la haute main sur son service de renseignement (*Moukhabarat al-Kuwwa al-Jouiyya*) ; son frère cadet, Rifaat, figure de proue des milices de la branche syrienne du Baas ; leur ami le chef d'état-major de l'armée Mustapha Tlass et Ali Dhadha, le chef du renseignement militaire (*Moukhabarat al-Askariyya* aussi dit G-2) prend le pas sur le tandem constitué par Salah

Djedid, numéro 1 du régime, et le colonel Abd al-Karim Djoundi. Un coordonnateur national des services de renseignement et de sécurité dont la vigilance a été prise en défaut par Eli Cohen, repéré en 1965 seulement alors qu'il avait infiltré la nomenklatura syrienne. Selon la version officielle livrée par les nouveaux dirigeants de Damas, Djoundi, un « frère alaouite » des Assad pourtant, se serait suicidé. Vu les mœurs de ce clan à tir rapide, il est permis d'en douter.

Un clan qui, en novembre 1971, consolide définitivement son pouvoir avec l'aide du chef des Moukhabarat al-Kuwwa al-Jouiyya, le colonel Mohammed al-Khouli, et celle de Nadji Djamil, le patron du Bureau de sécurité de l'État du parti Baas branche syrienne (*Makhtab al-Amn al-Kawmi*). Dès mars 1972, Djamil fait d'ailleurs assassiner dans son exil libanais le colonel Mohammed Oumran, opposant favorable à un nouveau rapprochement avec Nasser (en 1958, Égypte et Syrie avaient uni leur destin au sein de la République arabe unie, la RAU, avant de rompre brutalement en 1961).

Une fois encore dans cette région du monde arabe, les moukhabarat sont au cœur des luttes pour le pouvoir. En outre, aux antipodes du rêve de renaissance arabe d'Aflak, de Zaki al-Arsouzi et de Bitar, la branche irakienne du Baas et son homologue syrienne se livrent une guerre secrète féroce. Ce combat moukhabarat contre moukhabarat trouve son véritable fondement dans les nationalismes respectifs des deux adversaires. Un chauvinisme d'autant plus exacerbé côté syrien que le régime invoque à tout propos le drapeau et la patrie pour faire oublier qu'il s'appuie sur la minorité ethnico-religieuse des alaouites – un peu plus de 10 % de la population. Côté irakien de même, puisque le régime confie les leviers de commande du pays au « clan des Takritis », originaires, comme le dictateur, de la ville de Takrit. Ou mieux encore : aux membres de sa famille. À l'exercice du pouvoir comme au gré des ambitions personnelles, le

baasisme des deux pays rivaux s'est visiblement transformé en clanisme pur et simple.

Pour autant, le régime de Damas ne supporte pas la contradiction idéologique. Le 21 juillet 1980 à Paris, des agents des moukhabarat syriens exécutent d'une balle de 7,65 dans la nuque Salah Bitar, coupable de ne pas reconnaître dans le système Assad l'héritier légitime du Baas dont il fut un des trois pères fondateurs. Et pire, de s'être rapproché des baasistes irakiens de Saddam Hussein.

Les moukhabarat faiseurs de rois, les moukhabarat au centre du pouvoir politique : un pays de la région échappe toutefois à cette malédiction, l'Égypte. Les services secrets et la police y jouent certes un grand rôle, en particulier dans la répression des mouvements islamistes, ennemis intérieurs numéro 1 du régime. Obéissant aux consignes de Nasser, les services secrets ont cependant mis toute leur énergie à satelliser la Syrie au temps de l'éphémère République arabe unie. Un de leurs alliés, ancien chef du 2e bureau syrien puis directeur de la Sûreté de la RAU (*Al-Amn al-Siyassi*), le colonel Abd-al Hamid Sarradj, ira d'ailleurs jusqu'à immigrer en Égypte. Homme de confiance du raïs Nasser, le major Fathi al-Dib a par ailleurs orchestré l'approvisionnement en armes du FLN algérien, transfert contré par le SDECE, la DGSE de l'époque. Dib également chargé du soutien à Ahmed Ben Bella. Du moins jusqu'en octobre 1956, date de l'arraisonnement par les services secrets français du DC-3 qui transportait ce candidat du Caire à la tête du mouvement indépendantiste ainsi que cinq autres chefs de l'insurrection.

Une manière de dire que, sous Nasser, les services de renseignement s'occupaient de ce qui constitue un des cœurs de leur métier : contribuer en sous-main à la politique générale du gouvernement qui les emploie. Celui du Caire n'a d'ailleurs jamais nié son soutien au FLN, dont il s'est au contraire fait un drapeau. S'il a appuyé la fondation de l'OLP, l'Organisation de libération de la Palestine, c'était pour placer en premier

lieu à sa tête un homme de paille de ses moukhabarat, Ahmed Choukeiry, que Yasser Arafat supplantera dès février 1969.

Après la mort de Nasser en septembre 1970, les moukhabarat égyptiens ont servi ses successeurs, Anouar as-Sadate et Hosni Moubarak, un peu de la même manière. Sans prétendre devenir les maîtres du pays, ils sont restés à leur place et, à la suite des accords de paix avec Israël, ont agi sur ordre comme intermédiaires entre le gouvernement égyptien, les autres dirigeants arabes, l'État hébreu, et les Occidentaux dans l'espoir de réduire les tensions récurrentes au Proche et au Moyen-Orient, la zone la plus instable du globe. Un rôle assez classique de service secret, auquel la maîtrise des techniques clandestines permet de maintenir des contacts discrets, et parfois inavouables, aux fins de négociations éventuelles entre États et organisations. Ce destin d'entremetteur, la CIA l'assurera d'ailleurs bientôt, avec le concours des moukhabarat égyptiens et dans une certaine mesure de leurs homologues jordaniens, entre les Israéliens et l'OLP de Yasser Arafat dans le cadre de la préparation des accords de Camp David (septembre 1978) et d'Oslo (septembre 1993). Dans un autre ordre d'idées, aux premiers temps de l'invasion russe de l'Afghanistan, les services égyptiens fourniront à la CIA les armes d'origine soviétique : fusils d'assaut Kalachnikov et missiles antichars dont les États-Unis avaient besoin pour approvisionner les moudjahidine sans que la main américaine semble trop évidente (voir « Afghanistan »).

À propos des Jordaniens mentionnés un peu plus haut, sachons que leurs services secrets (*Dai'irat al-Moukhabarat*), réputés en Occident comme les meilleurs dans le combat contre les réseaux islamistes internationaux, sont restés eux aussi dans les limites de leur rôle d'organismes au service de la monarchie hachémite et non de preneurs de décisions à sa place.

Le modèle des moukhabarat en tant que police politique plus qu'en tant que services secrets rapprochait les régimes arabes autoritaires issus du

baasisme du modèle des pays communistes. Pays dont ils étaient d'ailleurs idéologiquement et géostratégiquement proches, pour ne pas dire des « proxys » (voir « Proxys »). De celui de la Russie post-URSS pareillement, même si avec la chute d'Assad en Syrie, celle de Poutine vient de perdre de l'influence dans la région. Ce modèle pourra-t-il se reproduire à l'avenir ? Cela dépendra des progrès, ou non, de la démocratie au Proche et Moyen Orient dans le contexte nouveau créé dans la deuxième moitié de l'année 2024 : écrasement militaire du Hamas par les Israéliens (voir « Hamas ») ; frappe de leurs services secrets et de leur armée contre le Hezbollah libanais (voir « Bipeurs ») ; recul de l'Iran et de l'arc chiite en général ; fin du régime Assad en Syrie ; prise de pouvoir à Damas de Hayat Tahrir al-Cham (HTC) et de son chef Ahmed al-Charaa, *alias* « Abou Mohammed al-Joulani » dont on pourra vérifier à l'avenir le degré de proxy-mité avec la Turquie. Affaire à suivre donc.

O

Opérations « mouillées » de sang, *Mokrie Diela*

Aux galeries Poutine de Moscou, on fait du neuf avec de l'ancien. Par exemple, quand Iossif Grigoulevitch et Alexandre Korotkov reviennent en tête du hit-parade des monstres sacrés de l'espionnage russe. Ces deux officiers de renseignement furent effectivement des opérationnels clandestins de grande envergure. Sauf qu'il s'agissait au moins autant de tueurs patentés.

Spécialiste des affaires latino-américaines impliqué dans l'assassinat de Trotski, Grigoulevitch parvient à se faire nommer représentant à l'ONU du Costa Rica puis ambassadeur costaricain à Belgrade. Pavel Soudoplatov, l'homme de confiance du NKVD pour les « opérations extérieures », planifie alors l'empoisonnement de Tito : Grigoulevitch mettra à profit une entrevue diplomatique avec le dirigeant « hérétique » pour lui offrir un coffret piégé qui, à peine ouvert, projettera du poison au visage du Yougoslave. Seule la mort de Staline en mars 1953 marque la fin du projet homicide.

Feuilletons à présent le dossier Korotkov. En septembre 1940, ce germanophone opère à Berlin sous couverture diplomatique. Mission :

renouer avec les fondateurs du réseau l'Orchestre rouge, négligés jusque-là par l'INO du NKVD. Après la guerre, Korotkov devient patron des opérations de l'INO en Allemagne, puis directeur adjoint de la même INO devenue PGU.

Cursus honorable sauf qu'en juillet 1938 à Paris, Korotkov a été l'organisateur du guet-apens où Rudolf Klement, le jeune secrétaire allemand de Trotski, s'est vu lardé de coups de poignard dans un appartement du boulevard Saint-Michel, à Paris. Pour retarder l'identification du malheureux par la police, l'homme de main de Korotkov, un Turc, le démembre. Le tronc de Klement sera repêché le 26 août dans la Seine près de Meulan ainsi que ses deux bras. Le tout ficelé dans un double emballage de papier goudronné et de jute, lesté avec un disque d'haltère de dix kilos et un collier de serrage de gros câble. Les deux jambes seront retrouvées trois mois plus tard. Des découvertes macabres qui inspireront Simenon pour *Maigret et le corps sans tête*.

Dix ans après ce crime parisien, en mars 1948 à Prague, Korotkov, décidément infatigable, se transforme en metteur en scène de la « chute accidentelle » de Jan Masaryk. Fils du fondateur de la République tchécoslovaque et ministre social-démocrate des Affaires étrangères, Masaryk est retrouvé mort dans la cour du palais Černin au pied de son appartement de fonction. Déjà sous emprise communiste, la police et la justice pragoises concluent au suicide. À en croire la version officielle, avant de se donner la mort, Masaryk aurait pris soin de se mettre en pyjama, puis se serait jeté par la fenêtre de sa salle de bains à 1,30 mètre du plancher au lieu d'emprunter celle de sa chambre à coucher, à 60 centimètres du sol ! On passe sur d'autres détails, aussi aberrants…

Empoisonnement, meurtre au poignard, chute « accidentelle » : si ces méthodes avaient disparu de la Russie actuelle, les rappeler n'aurait qu'un intérêt historique. Mais puisque le régime de Vladimir Poutine les a remis au goût du jour, penchons-nous de plus près sur leur origine. Le recours au

crime comme méthode de gouvernement coïncide avec le tout début de la dictature bolchevique. Le 20 décembre 1917, le Polonais Félix Dzerjinski, un des plus fanatiques dirigeants du nouveau régime, expose ses vues à Lénine : « Nous n'avons que faire de la "justice" ! Nous sommes à la guerre, sur le front le plus cruel car l'ennemi s'avance masqué, et c'est une lutte à mort ! Je propose, j'exige la création d'un organe qui réglera de manière révolutionnaire, authentiquement bolchevique, leur compte aux contre-révolutionnaires. »

Fondée sur-le-champ, cette structure de guerre civile s'appelle Commission panrusse extraordinaire pour la lutte contre la contre-révolution et le sabotage (*Vserossiiskaïa Tcherzytchaïnaïa Komissia po Borbe s Kontrrevoliutsiei i Sabotajem*). En abrégé, la VTcheka ou VtchK.

En février 1918, cette Tcheka met les points sur les i, déclarant ne pas « voir d'alternative à l'élimination impitoyable de contre-révolutionnaires, d'espions, de spéculateurs, de bandits, de hooligans, de saboteurs et autres parasites sur les lieux mêmes de leurs crimes ». La terreur institutionnalisée. Trois ans plus tard, Lénine crée le « laboratoire des poisons ». Sa mission : élaborer les moyens scientifiques propres à l'assassinat des gêneurs. Discrètement officialisé par Staline en 1938, ce labo très spécial va coordonner ses recherches avec celles du 3e département du service secret de l'Armée rouge. Un organisme chargé de la guerre chimique que commande Yakov Fishman, ex-dirigeant de l'aile gauche du Parti des socialistes révolutionnaires, seuls alliés du parti bolchevique au moment du coup d'État d'octobre 1917, et partisan comme eux de la terreur comme principe politique.

À l'extérieur de l'URSS, les crimes du régime dits *Mokrie Diela* : « Opérations mouillées » (de sang) seront l'œuvre du département des missions spéciales du NKVD, dirigé dix ans de suite par Iakov Serebiansky, et connu pour cette raison des initiés comme le « groupe Iacha ». Pourquoi « missions spéciales » ? Parce qu'en URSS, tout acte criminel est

rituellement désigné par un euphémisme. Les totalitarismes ont de ces pudeurs : ce fut aussi le cas en Allemagne nazie…

Le groupe Iacha

D'abord spécialisé dans le sabotage, le groupe Iacha recrute très vite des assassins. Malgré les apparences, gardons-nous de le confondre avec le *Smert Chponiam* (littéralement « Mort aux espions »), créé pendant la Seconde Guerre mondiale sous les ordres de Viktor Abakoumov. Cher à Ian Fleming, le père de James Bond qui en fera une organisation criminelle multinationale, le SMERCH était en fait un service de contre-espionnage militaire rival du NKVD.

Les experts des *Mokrie Diela* œuvrent contre les Russes blancs en exil et contre les trotskistes. D'autres militants d'extrême gauche indépendants de Moscou aussi, tel Andreu Nin. En 1937, pendant la guerre civile d'Espagne, ce dirigeant du Partido Obrero de Unificación Marxista, le POUM, est enlevé à Barcelone, séquestré, torturé puis assassiné. Alexandre Orlov, chef du NKVD dans la zone contrôlée par les républicains espagnols, ordonne la dissolution du cadavre du malheureux dans un bain d'acide sulfurique. La propagande affirmera que Nin – introuvable et pour cause – serait passé avec armes et bagages dans le camp franquiste !

Cette même année 1937, mais en septembre, c'est le tour d'un officier du service secret de l'Armée rouge en délicatesse avec Moscou, Ignace Poretski, *alias* « Reiss », de devenir la cible d'une opération mouillée. Ce contestataire refuse d'abord la boîte de chocolats empoisonnés offerts par sa « vieille amie » Gertrude Schilbach. Il sera ensuite criblé de balles sur une petite route près de Lausanne par un groupe de tueurs dirigé par Roland Abbiate.

Fait rare pour un simple exécutant d'origine étrangère, Abbiate, aventurier monégasque et ancien *bootlegger* aux États-Unis du temps de la

prohibition, deviendra en URSS un personnage important des services secrets. Sous son nouveau nom de Vladimir Pravdine, il fait partie, avec Grigoulevitch et Korotkov, de ces « sujets d'élite » que Moscou honore toujours en 2025. Détailler les « opérations mouillées » de l'URSS nous conduirait à de très longs développements. Contentons-nous de remarquer que la répression féroce du nationalisme ukrainien en a constitué un volet essentiel. En mai 1938 à Rotterdam, un dirigeant nationaliste, Yevhen Konovalets, se voit ainsi remettre par son compatriote Pavel Soudoplatov, alors étoile montante du département extérieur du NKVD, une boîte de confiserie piégée. Konovalets meurt dans l'explosion. Soudoplatov pilotera ensuite depuis Moscou une des plus célèbres « opérations mouillées » : l'assassinat de Trotski près de Mexico. Le jeune Espagnol Ramòn Mercader del Río assène en août 1940 un coup de pic à glace dans le crâne de l'ancien chef de l'Armée rouge. Le bras droit de Soudoplatov, Leonid Eitingon, supervise sur place l'opération, assisté de sa maîtresse Caridad Mercader del Río, qui n'est autre que la mère de Ramòn.

Vingt ans plus tard, un autre expert en « opérations mouillées », Bogdan Stachinsky, assassine à Munich Lev Rebet, un indépendantiste ukrainien encore. Après avoir tenté en vain de jouer la carte nazie pendant la guerre mondiale, puis pris leurs distances avec les hitlériens, beaucoup de ces nationalistes vivent en effet en Allemagne. Deux années après Rebet, en octobre 1959, un deuxième exilé ukrainien, Stepan Bandera, meurt victime du même Stachinsky. L'arme des deux crimes de Munich : un pistolet à cartouche « spéciale » conçue par le laboratoire des poisons. L'actionne-t-on qu'il projette au visage de la cible une capsule de cyanure. En se brisant, elle dégage du gaz toxique qui ne met que quelques minutes à tuer.

L'ASSASSINAT COMME MÉTHODE DE GOUVERNEMENT

Ajoutons par souci d'équité que le recours au poison n'est pas l'apanage des seuls services soviétiques. Les Occidentaux aussi l'ont l'utilisé. En octobre 1960 à Genève, par exemple, un agent contractuel du SDECE français verse une dose mortelle de thallium dans le Ricard, puis dans le vin de Félix-Roland Moumié. Ce leader en exil de l'Union des populations du Cameroun marxisante mourra quelques jours plus tard dans d'atroces souffrances (voir « De Gaulle et les services secrets »). La différence, c'est que, côté occidental, il s'agit là d'une procédure exceptionnelle. Aux États-Unis, par exemple, les deux commissions d'enquête parlementaires postscandale du Watergate, celle du Sénat (président Frank Church) comme celle de la Chambre des représentants (président Otis Pike) révéleront, parmi les « joyaux de la couronne » de la CIA, ses projets d'empoisonnement visant des leaders adverses, dont Fidel Castro, aussi bien que les expériences sur le LSD (voir « LSD »).

Notons aussi le cas spécifique d'Israël. En guerre larvée permanente et souvent en guerre frontale tout court, l'État hébreu a acquis un savoir-faire certain dans les assassinats ciblés – on en a encore vu un exemple avec l'affaire des bipeurs du Hezbollah libanais (voir « Bipeurs »). Cette efficacité n'empêche pas quelques ratages spectaculaires. En juillet 1973 en Norvège, c'est l'assassinat d'un serveur de café marocain confondu avec Ali Hassan Salameh, le chef du cache-sexe terroriste du Fatah, le groupe Septembre noir. En septembre 1997 à Amman, ce sera la tentative d'empoisonnement de Khaled Mechaal, le chef du bureau politique du Hamas. Deux des tueurs du Mossad se font en effet prendre. Furieux de cette atteinte à la souveraineté de son pays, le roi Hussein de Jordanie contraindra l'État hébreu à fournir l'antidote du produit toxique.

Le pistolet au cyanure du KGB, pour en revenir à lui, reste tout de même assez voyant. S'il s'agit de passer inaperçu, les composés chimiques mortels à injecter ou à insérer en douce dans la nourriture des cibles semblent plus appropriés. Des composés qui disparaissent assez vite de

l’organisme : le décès se présente alors comme le fruit d’une affection « classique ». La fausse crise cardiaque en particulier. Une fois la victime enterrée (ou incinérée comme c’était fréquemment le cas en URSS), toute trace aura disparu eu égard aux moyens d’investigation scientifiques disponibles dans la période stalinienne et à la vigilance de la Tcheka et des divers organismes qui prendront sa suite : GPU, OGPU, NKVD. Tombés en disgrâce, plusieurs hauts dignitaires de l’État soviétique ou de ses services secrets avaient déjà été arrachés à l’affection du Parti par ce moyen expéditif.

Là encore cependant, énumérer toutes les victimes du laboratoire des poisons nous entraînerait trop loin. Sous Khrouchtchev, les dignitaires soviétiques concluent cependant un pacte tacite : à l’avenir, on ne s’entretuera plus au sein de la haute nomenklatura. L’avantage de la formule, c’est qu’on peut dormir sans que les « tchékistes » viennent sonner à votre porte au petit matin, qu’on peut même boire sans craindre l’empoisonnement. L’inconvénient, c’est que l’âge moyen des gouvernants soviétiques ne cesse d’augmenter, faisant d’un régime lui-même vieillissant une dictature de vieillards.

Sous Leonid Brejnev, le KGB enquête sur la corruption galopante dans l’entourage de la fille du maître de l’URSS, Galina, la « clique de Dniepropetrovsk » (Brejnev était d’origine ukrainienne). Ce dossier très délicat, Iouri Andropov le confie à son premier adjoint, le général Semion Tsvigoun. Hélas, Tsvigoun meurt en janvier 1982 soit d’une faiblesse cardiaque, soit, à en croire la rumeur moscovite, d’une balle dans la tête.

Les *Mokrie Diela* seraient-elles de retour ? Certains avaient déjà vu dans l’attentat de mai 1981 à Rome contre la vie du pape Jean-Paul II une « opération mouillée » menée sous le couvert d’une série de paravents : « Loup gris » turcs d’extrême droite, dont le tireur Ali Agça était membre, Mafia turque, services bulgares. Si oui, la piste remontait-elle en dernier ressort à Moscou ? Nulle preuve n’en a été apportée à ce jour… ce qui ne

prouve évidemment rien, mais n'en écarte pas moins les conclusions hâtives.

« Opération mouillée » soviétique : sans plus d'éléments probants, on a dit la même chose de l'attentat de Dallas fatal à John Kennedy, d'autres y voyant plutôt la main de la CIA ou celle de la mafia, nord-américaine cette fois. Les dessous des attentats de Dallas et de Rome restant en grande partie inexpliqués à ce jour, on ne peut donc pas les attribuer d'autorité aux services soviétiques.

L'ère Poutine

En 1991, le système communiste russe finit par sauter. Gorbatchev cède les commandes à Boris Eltsine. Ce dernier, dont l'entourage est gangrené par la corruption, croit trouver la voie du salut dans la privatisation du pays à marche forcée. L'heure des oligarques a sonné. Des nouveaux riches qui se croient tout permis. Sauf qu'au tournant du XXIe siècle, l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine leur impose de nouvelles règles : corruption oui, mais à condition que les *siloviki*, les hommes des appareils de sécurité, en gardent le contrôle tout en encaissant une partie des dividendes. L'État KGB-mafieux est né. Les oligarques devront se soumettre sans discuter à l'autorité poutinienne. Sinon, c'est la mort (voir « Poutine, les "organes de force" et le "mage du Kremlin" »).

Un demi-siècle après la mort de Staline, la terreur revient ainsi à l'ordre du jour. L'Occident commencera à s'en rendre compte à l'occasion d'une longue série de *Mokrie Diela* perpétrées en Angleterre.

La première, documentée par de terribles photographies prises sur son lit de l'University College Hospital de Londres, c'est la lente agonie d'Alexandre Litvinenko. En 1998, ce lieutenant-colonel de l'OuRPo, la Direction de lutte contre le crime organisé, avait affirmé, lors d'une conférence de presse, avoir reçu l'ordre de tuer l'oligarque Boris

Berezovsky, alors au faîte de sa puissance. L'État russe, affirmait Litvinenko, s'était transformé en puissance mafieuse par fusion entre les « organes » et les gangs les plus puissants du pays. Naturalisé britannique, consultant du MI6 sur les questions de criminalité organisée, il est ensuite passé au service de Berezovsky.

Lors d'une « rencontre d'affaires » avec deux compatriotes dans un hôtel londonien, Litvinenko boit du thé au polonium 210, une substance hautement radioactive. Trois semaines plus tard, le 23 novembre 2006, il rend son dernier souffle. De retour à Moscou, ses assassins obtiendront leurs récompenses pour leur « acte patriotique ». En particulier un siège au Parlement russe, la Douma.

En 1994, Roger Faligot et l'auteur du présent ouvrage croyaient discerner, au milieu de la confusion régnant à Moscou, un processus de « montée en puissance » du GRU, le service de renseignement de l'armée russe. Héritier de l'appareil proprement policier du KGB, le FSB va se charger de la mise au pas, voire de la « liquidation », des oligarques trop indépendants, des opposants politiques et des journalistes russes trop bien informés. Le GRU, lui, prend en main une partie des *Mokrie Diela* en dehors de la Russie. Parfois, certaines d'entre elles dans le pays même, comme l'assassinat en août 2023 d'Evgueni Prigojine et de l'état-major du groupe Wagner. Un missile sur leur avion, et c'est terminé.

En mars 2018 à Salisbury, Sergueï Skripal, ancienne taupe du MI6 au sein du GRU échangé en juillet 2010 à Vienne et réfugié en Angleterre, fait l'objet, ainsi que sa fille Ioulia, arrivée la veille de Russie, d'une tentative d'assassinat au *Novitchok* (petit nouveau), un gaz conçu dans les années 1970 pour empêcher toute détection et qui agit soit par inhalation, soit à travers la peau. L'équipe du GRU chargée de la « liquidation du traître » commet cependant une double erreur.

1. Ne pas avoir causé la mort de la cible Skripal, sauvée *in extremis* par les médecins britanniques.

2. Avoir été repérée par des caméras de surveillance. S'ensuit une sérieuse crise avec l'Angleterre, terre d'accueil de beaucoup d'oligarques exilés.

Des doses de Novitchok, produit en quantité bien plus importante que le très sélectif polonium 210 à l'origine du décès de Litvinenko, ont pu disparaître dans la période troublée consécutive à l'effondrement de l'URSS. Un argument avancé par les Russes et par leurs compagnons de route occidentaux. Il ressemble fort à ces « démentis plausibles » concoctés par les services secrets pour dégager la responsabilité du pouvoir qui les commandite (voir « Démenti plausible »).

Au fur et à mesure de l'intensification de la guerre russe contre l'Ukraine, la litanie des « morts accidentelles » d'oligarques ou d'opposants dans un escalier ; des « chutes malencontreuses » d'un balcon ou du pont d'un yacht ; des « crises cardiaques » ; des « noyades fortuites » nourrit jour après jour la chronique des *Mokrie Diela* de l'ère Poutine. Une soixantaine de morts mystérieuses d'oligarques depuis 2022, pour ne citer que ces exemples. Elles ne diffèrent de celles de l'époque stalinienne que par certains raffinements techniques, et encore.

Parfois, on en reste à la balle dans la tête ou dans tout autre endroit vital du corps humain. En août 2019 au Tiergarten, le célèbre jardin du centre de Berlin, Vadim Krasikov exécute par balle un Géorgien issu de la minorité tchétchène, Tornike Kavtarashvili. Condamné par la justice allemande, ce tueur du FSB sera échangé en août 2024 contre des agents occidentaux, en même temps qu'Artem et Anna Doultsev, les *nelegany* du SVR accueillis à Moscou par Vladimir Poutine en personne un bouquet de fleurs à la main avec leurs deux enfants (voir « Agents dormants »).

Dès février de cette même année 2024, Maxime Kouzminov, un pilote russe coupable d'avoir livré l'été précédent son hélicoptère aux Ukrainiens, est retrouvé criblé de balles près d'Alicante, en Espagne. En guise de reconnaissance officielle à peine déguisée, le directeur du SVR, Sergueï

Narichkine, assurera que Kouzminov était déjà « un cadavre moral lorsqu'il a planifié ses crimes ».

Le laboratoire des poisons continue par ailleurs de rendre d'éminents services à la « mère patrie » russe. En novembre 2023, Marianna Boudanova, la femme de Kyrylo Boudanov, le chef du GUR (*Glavnoe Oupravlenie Razvedki*), le renseignement militaire ukrainien, est victime d'un empoisonnement aux métaux lourds – mercure et arsenic en particulier. Elle échappe néanmoins à un destin funeste sans doute plus destiné à son mari qu'à elle – encore que frapper les cibles au travers de leurs proches a toujours été une méthode appréciée des « tchékistes ». Autant dire que les *Mokrie Diela* se portent comme un charme venimeux. En sens inverse toutefois, le SBU ukrainien (*Sloujba bezpeky Oukravyiny*) parvient à éliminer Igor Kirillov lors d'un assassinat commis à Moscou le 17 décembre 2024. Ce général n'était autre que le responsable du programme d'armes chimiques, utilisées fréquemment, mais en quantité limitée par les Russes sur le front ukrainien, et biologiques. Le mode opératoire choisi par SBU était pour le moins inédit : une patinette électrique piégée. Dans le petit monde des services secrets, on se souviendra longtemps de cette première.

Ordre de bataille

Clausewitz a décrit l'incertitude des conflits au travers de cette expression très parlante : le « brouillard de la guerre ». Dans toute confrontation armée, les renseignements militaires doivent tenir à jour l'ordre de bataille (ODB) de l'ennemi. À savoir la composition de ses états-majors ; la disposition géographique de ses unités ; leurs effectifs et leurs moyens matériels ; ses capacités d'armement ; ses capacités logistiques ; l'état de son intendance, de son industrie, de ses stocks ; ses perspectives

d’afflux de renforts, ses axes de progression potentiels ; ses systèmes de communication et de transport ; le moral de ses troupes. L’ODB de ses alliés aussi. Des facteurs auxquels il convient aujourd’hui d’ajouter la dimension sous-marine et spatiale.

L’obtention de l’ODB adverse constitue une part essentielle de tout organisme de renseignement militaire. En effet, l’analyse de cet ODB peut permettre de deviner à l’avance les plans de bataille de l’ennemi. C’est pourquoi ce dernier protège ses secrets par tous les moyens. Il exige le silence maximal de ses troupes, contrôlées par son organisme de sécurité militaire ou sa gendarmerie, voire sa police. Son CE tente de repérer les agents hostiles. Il peut aussi mener des opérations d’intox susceptibles d’implanter dans les cerveaux ennemis un ODB mensonger : fausses unités, faux moyens matériels, faux objectifs, faux axes de percée, faux projets d’alliance. Ce que firent avec brio les services britanniques entre 1939 et 1945.

L’ODB étant par nature en évolution permanente, connaître celui de l’ennemi représente un travail de tous les instants. Précision importante cependant : tenir à jour l’ODB des autres puissances ne veut pas forcément dire qu’on s’apprête à entrer en guerre contre elles. Dans certains cas, c’est au contraire un moyen de maintenir la paix. La leçon vaut d’ailleurs pour les services de renseignement en général.

P

Pakistan

En août 1947, l’Inde britannique accède à l’indépendance. Géante multilingue divisée religieusement, elle éclate sur-le-champ en deux États antagonistes : la République islamique du Pakistan et l’Union indienne. Horreurs, massacres, âpres combats au Cachemire, province du Nord du pays en majeure partie musulmane, mais dont le maharadjah et l’establishment hindouistes ont opté pour le rattachement à l’Union indienne, un tiers seulement de la région passant du côté pakistanais.

À la fin 1948, 400 000 à 500 000 morts et des dizaines de milliers de personnes déplacées plus tard, les combats indo-pakistanais se figent sur une ligne de front qui ne bougera plus guère. Avant cette guerre, aucun État pakistanais n’existait, donc aucun service de renseignement national. C’est la certitude bien ancrée d’un nouveau conflit à venir entre les deux pays qui a mené à l’émergence accélérée de la communauté pakistanaise du renseignement.

Né en janvier 1948 et basé à Islamabad, la capitale du tout nouvel État pakistanais, l’Army’s Directorate for Inter-Services Intelligence monopolise l’espionnage à l’étranger. Signe des temps : l’architecte et cerveau de l’ISI, son premier directeur, n’est autre qu’un vieux colonial britannique né

en 1896 à Melbourne, le général australien Walter Cawthorne. Le général Rizwan Akhtar, son adjoint pakistanais, vient seulement en deuxième rang. Prédominance provisoire de l'ancien colonisateur, il en va de même dans l'armée du jeune État musulman : la commanderont jusqu'en janvier 1951 deux généraux britanniques, Frank Messervy puis Douglas Gracey.

L'armée, justement. Comme son nom l'indique, l'ISI (*Bain al-xidmati Istikbarat*) apparaît dès l'origine comme un service secret militaire où fusionnent les embryons de services de renseignement des trois armes : terre, air, mer. Au niveau tactique, l'espionnage reste l'apanage de la Military Intelligence, tandis que le renseignement intérieur devient le domaine de l'Intelligence Bureau (IB). Ainsi l'IB pakistanais fait-il en quelque sorte pendant à son homonyme l'Intelligence Bureau indien.

Deux différences de taille tout de même.

1. Contrairement à Islamabad, New Delhi ne s'est pas encore dotée d'un service d'espionnage extérieur, l'IB indien en laissant le monopole au MI6 anglais par accord mutuel (voir « Inde jusqu'en 1966 »).
2. Dès l'origine, le Pakistan se présente comme un État beaucoup plus militarisé que l'Inde. Domaine réservé des hommes en uniforme autant que la Military Intelligence proprement dite, l'ISI sera en conséquence dirigé dès ses premiers jours par des officiers de carrière. Soit après Cawthorne : le général Syed Shahid Hamid (1948-1950), puis son camarade le général Riaz Hussein (1950-1951). Ce qui n'empêche pas le service secret nouveau-né de recruter aussi son personnel parmi les fonctionnaires musulmans civils issus de l'Indian Intelligence Bureau, le service de sécurité du Raj, l'ancienne administration britannique des Indes.

Une aile de l'IB pakistanais est mise en place à Dacca, capitale du Bengale oriental, le futur Bangladesh. Rattachée au Pakistan du fait de sa population majoritairement musulmane, cette région en est séparée par des centaines de kilomètres de territoire indien. Ainsi la toute jeune République

islamique du Pakistan se compose-t-elle de deux entités unies par la religion, mais dissociées par la géographie.

Dès l'origine, l'Inde et le Pakistan se vouent une hostilité mutuelle quasi obsessionnelle. À cette aune, la communauté pakistanaise du renseignement se montrera anti-indienne par principe, tandis que, parallèlement, la communauté indienne du renseignement se voudra antipakistanaise dès sa naissance. Une donnée toujours actuelle en 2025. En principe, l'ISI est rattaché au ministère de la Défense et l'IB au ministère de l'Intérieur. Mais signe du statut privilégié du service militaire de renseignement au sein de l'appareil d'État, l'ISI rend directement compte de ses activités et de ses informations au chef de gouvernement. Reste, on le verra, que l'armée a toujours son mot à dire dans la nomination de son directeur. Et quel mot parfois !

Les années Ayoub Khan (1959-1969) et Yahya Khan (1969-1971)

À partir de janvier 1951, le poste de chef d'état-major de l'armée pakistanaise est occupé pour la première fois par un Pakistanais, ami d'avant-guerre de Cawthorne : le général et bientôt maréchal Ayoub Khan. Celui-ci confie à l'ISI des missions d'espionnage intérieur en tous points contraires à la constitution de 1956. La surveillance du Premier ministre pakistanais Feroz Noon pour ne citer que cet exemple. C'est le prélude à l'instauration, le 7 octobre 1959, de la loi martiale. Un régime d'exception dont le président en titre, Syed Iskander Ali Mirza, donne le contrôle à Ayoub Khan. Mal lui en prend puisque, quinze jours plus tard, l'armée arrête Mirza, le démet de ses fonctions et l'expatrie dare-dare à Londres où il mourra en novembre 1969.

Né de la guerre avec l'Inde, le pouvoir militaire pakistanais justifiera dès lors son existence par le risque de guerre avec l'Inde. Encore faut-il se

montrer efficace. Or, à partir de l'été 1965, le plan *Gibraltar*, un programme d'infiltration au Cachemire indien de groupes de guérilleros et de saboteurs formés par l'ISI, aboutit à un fiasco. Islamabad concevait *Gibraltar* comme le détonateur du soulèvement des Cachemiris contre l'Union indienne. Cependant, d'insurrection générale, point. Quant au second volet du plan : un assaut militaire conventionnel en septembre, il dysfonctionne autant que le premier. L'armée pakistanaise subit de lourdes pertes pour des gains territoriaux nuls. Un premier point pour l'Inde. Furieux de ce piètre résultat, Ayoud Khan s'entend répliquer du tac au tac par Riaz Hussein que si l'ISI ne disposait pas du personnel compétent pour le plan *Gibraltar*, c'est parce que les meilleurs éléments de son département de contre-espionnage avaient été affectés à la surveillance policière du pays.

Ce qui fonctionne bien en revanche, c'est la coopération avec les services secrets des États-Unis. L'Inde s'étant rapprochée de l'URSS et du KGB, les Américains ont opté pour la carte pakistanaise en vertu du vieil adage : « Les ennemis de mes ennemis sont mes amis. »

Résultat : certains *Overflights*, les vols de l'avion espion américain U-2, décolleront de Peshawar pour s'en aller violer à très haute altitude l'espace aérien soviétique, dont ils ramènent des photos d'excellente qualité. C'était l'idée le 1er mai 1960, quand Francis Gary Powers décollait du Pakistan, en route pour Plesetsk. On sait dans quelles conditions la DCA russe devait abattre son appareil, la capture de ce pilote de la CIA déclenchant une crise majeure entre le Kremlin et la Maison-Blanche (voir « U-2 »).

En 1969, Yahya Khan supplante Ayoub Khan comme « Administrateur en chef de la loi martiale » – un titre qui en dit long sur le caractère du régime pakistanais. Or, voici que le nouveau maître d'Islamabad décide enfin l'organisation d'élections libres pour la fin de l'année 1970. Puisque c'est la volonté du chef suprême, l'ISI, que commande le général Mohammed Akbar Khan, s'incline. Cela ne l'empêche pas de s'immiscer dans le processus électoral, conformément à une tradition d'ingérence dans

la politique intérieure vieille de vingt ans déjà. Objectif au Bengale oriental : contrer la progression de la Ligue Awami, la formation nationaliste de gauche du cheik Mujibur Rahman, partisane de l'indépendance. Misant sur le facteur religieux, le bureau de Dacca de l'ISI soutient donc le parti Jamaat-e-Islami, dont Akbar Khan et ses adjoints, très optimistes, espèrent qu'il fera jeu égal avec la Ligue Awami.

Moscou, de son côté, a choisi Mujibur Rahman. En conséquence, le département A du KGB chargé de la désinformation lance une série d'opérations présentant Maulana Syed Abul Ala Maududi, le leader du Jamaat-e-Islami, comme une créature de la CIA. C'est aller dans le sens du poil, démarche propice à une manœuvre de désinformation efficace (voir « Désinformation »). En décembre 1970, le verdict des urnes est sans appel, Awami emportant 160 des 162 sièges à pourvoir au Bengale oriental. Un raz-de-marée. S'ensuit une répression épouvantable par l'armée pakistanaise qui fera des dizaines de milliers de victimes.

L'ISI programme parallèlement une série d'infiltrations des milieux dirigeants bengalis, montant même des dossiers d'assassinats ciblés. Mais c'est dans sa véritable mission : percer à jour les plans de l'Union indienne, qui s'est dotée d'un service secret extérieur de qualité, la Research and Analysis Wing, qu'elle excelle. Les rapports qu'Akbar Khan transmet à Yahya Khan prédisent l'intervention armée indienne ordonnée par Indira Gandhi, la Première ministre en place à Delhi depuis 1966. Ils fournissent en outre quantité de détails, signe d'un travail de renseignement bien conduit.

En décembre 1971 de fait, comme anticipé par l'ISI, l'armée indienne s'introduit en force au Bengale oriental. Incapable de s'opposer à cette offensive, soutenue de surcroît par la population bengalie, son homologue pakistanaise subit un deuxième revers plus humiliant encore qu'au Cachemire six ans plus tôt. L'indépendance du nouvel État, le Bangladesh,

est aussitôt proclamée, Mujibur Rahman en devenant le premier président. Un deuxième point pour l'Inde.

Amputé par la force armée de ce qu'il considérait comme son territoire, le Pakistan ne décolère pas. L'ISI a-t-elle été pour quelque chose dans l'assassinat de Rahman en août 1975 par un groupe d'officiers bengalis hostiles à sa politique de rapprochement ouvert avec l'URSS ? Possible, mais pas prouvé. Seule certitude : l'Inde et le Pakistan sont devenus des sortes d'ennemis héréditaires, chacun obsédé par l'autre et ses complots, réels ou fantasmés.

Ali Bhutto, déposé et pendu

Fin décembre 1971, Yahya Khan, déconsidéré par la défaite, se retire du pouvoir. Pour la première fois, il laisse la place à un civil, Zulfikar Ali Bhutto, ancien ministre des Affaires étrangères et leader du Parti du peuple pakistanais, le PPP. D'abord président, Bhutto sera élu Premier ministre en 1973. S'il maintient à la tête de l'ISI le général Ghulam Djilani Khan, en poste depuis juillet 1971, c'est à deux conditions : toujours plus d'ingérences du service dans la politique intérieure pakistanaise, et toujours plus de coopération avec la CIA contre le gouvernement indien d'Indira Gandhi. Fille du dirigeant historique Jawaharlal Nehru, cette maîtresse femme ne cesse en effet de renforcer les liens de son pays avec l'URSS.

Bhutto n'est guère apprécié du Kremlin, Moscou continuant à jouer à fond la carte Gandhi. Pakistan proaméricain même avec des réserves d'un côté, Inde prosoviétique même avec prudence de l'autre : à cette aune, la guerre secrète entre les deux pays ne peut que se durcir. Dans cette optique, l'armée pakistanaise s'est dotée d'une école de combat dans la province du Nord-Ouest, près de Peshawar. C'est là, dans la petite forteresse montagneuse de Cherat, que se forme le Special Service Group (SSG), qui se veut la version locale des célèbres SAS britanniques. Les stagiaires du

SSG apprennent à s'infiltrer parmi les populations des zones géographiques visées, au Béloutchistan frontalier de l'Iran ou dans la province du Pendjab indien. Futur président pakistanais, le capitaine Pervez Mousharraf sera de ceux qui vont suivre la formation du SSG.

Contre l'Inde toujours, l'ISI crée en 1973, sous les ordres du colonel Syed Ali Raza Ali, un Special Operations Bureau (SOB). Chargé du Béloutchistan, ce SOB ne tardera pas à élargir ses compétences à l'Afghanistan, où le renversement de la monarchie cette même année 1973 ouvre la porte à l'influence soviétique. Les Béloutches exilés en Afghanistan commencent d'ailleurs à être travaillés par le KGB, qui opère librement depuis Kaboul.

Contre la jeune république afghane pro-Moscou, l'ISI et le SOB lancent donc, sur ordre de Bhutto, un programme d'entraînement à la guérilla des exilés afghans dont bénéficieront quelques têtes d'affiche de la future guerre contre l'Armée rouge tels Gulbuddin Hekmatyar ou Ahmed Shah Massoud (voir « Afghanistan »). En 1975, Bhutto officialise et étend les activités du petit département politique de l'ISI, signe qu'il attend du service une loyauté totale, y compris dans le domaine électoral. Même chose au sein de la Military Intelligence.

Toujours directeur de l'ISI, le général Djilani conseille alors au Premier ministre de procéder à de nouvelles élections en 1977 afin de conforter son pouvoir. Elles ont lieu le 7 mars, mais avec un résultat si grossièrement flatteur pour le PPP de Bhutto qu'il ne peut qu'engendrer la suspicion : 155 sièges pour les candidats du pouvoir contre 36 seulement pour l'opposition rassemblée sous le drapeau de l'Alliance nationale pakistanaise (PNA). Une opposition qui, hurlant à la tricherie, exige un nouveau vote. Des émeutes s'ensuivent, le nom du Premier ministre est conspué.

« Trouvez-moi les preuves du financement de la PNA par l'étranger, exige Bhutto, hors de lui.

— Il n'en existe aucune », rétorque l'ISI.

Or, son chef roule déjà pour le général Mohammed Zia ul-Haq, le chef d'état-major des armées promu en 1976 par le Premier ministre, mais qui, craignant d'être limogé, a décidé de se dresser contre son ancien protecteur. En juillet 1977, Zia renverse Bhutto, l'emprisonne ainsi que la majeure partie du gouvernement. Comble d'ingratitude et de cruauté, il le fait condamner à mort, et même pendre. En récompense de son habile double jeu au profit de Zia, Djilani va être nommé ministre de la Défense. En 1978, le général Mohammed Riaz, jusque-là responsable du fonctionnement administratif des armées, le remplace à la tête de l'ISI. En juin 1979, ce sera le tour du général Akhtar Abdur Rahman. À partir de décembre 1979, ce pilier du clan de Zia ul-Haq devra faire face à l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS (voir « Afghanistan »).

Contre les Soviétiques

Plus que Bhutto, qui tenait à son image de Premier ministre de gauche, Zia prône le resserrement des liens du Pakistan avec les États-Unis. À partir du moment où l'Armée rouge s'est rendue maîtresse de Kaboul, il ne peut qu'aller dans le sens d'un travail commun entre l'ISI et la CIA. Commun, mais pas dénué d'arrière-pensées. Le choix du Pakistan en faveur des mouvements les plus islamistes de la résistance afghane va s'accentuer à partir d'octobre 1983 quand, prenant prétexte d'une affaire de corruption touchant trois officiers de l'ISI qui s'emplissaient les poches par la revente d'armes aux moudjahidine, Akhtar Abdur Rahman nomme le général Mohamed Youssaf chef de l'Afghanistan Bureau, successeur du Special Operations Bureau. Profondément religieux, Youssaf va faire du combat contre l'agresseur russe une guerre sainte, encourageant les plus intégristes des moudjahidine à mener des opérations de plus en plus audacieuses. Y compris au-delà de l'Amou-Daria, qui marque la frontière de l'URSS. L'objectif ne manque pas d'ambition : jeter, au nom de la foi, les bases d'un

soulèvement antirusse des républiques soviétiques musulmanes. Des éléments infiltrés de la résistance afghane laissent sur place, en guise de signature, des exemplaires du Coran.

Pour Youssaf, les Américains, même alliés temporaires, restent des infidèles. Décidé à faire progresser la cause de l'islam dans le sens où il l'entend, un sens très large, le nouveau patron de l'Afghanistan Bureau ne cessera de soutenir les éléments les plus fondamentalistes de la résistance. Sa préférence, très nette, va au Hezb-e-Islami de Gulbuddin Hekmatyar aux dépens par exemple de l'Alliance du Nord du commandant Massoud, plus modéré. Plus au goût des Français de la DGSE aussi. Quant à la CIA, c'est peu dire qu'elle voit d'un mauvais œil les incursions des moudjahidine sur le sol soviétique qu'encourage Youssaf.

En mars 1987, le général Hamid Gul prend à son tour la tête de l'ISI. Inquiet des risques de confrontation directe du Pakistan avec la Russie, il interdit les coups de main au-delà de l'Amou-Daria et se montre un peu plus circonspect quant au Hezb-e-Islami.

Gul porte par ailleurs beaucoup d'attention aux activités du groupe terroriste al-Zulficar (L'Épée). Créé par Mir Murtaza Bhutto, le fils de l'ancien Premier ministre pendu, al-Zulficar opère d'abord à partir des zones d'Afghanistan tenues par l'Armée rouge. Dès mars 1981, il s'est illustré par le détournement en vol d'un avion de la Pakistan International Airlines qui aboutira à la libération de 54 membres du PPP, le parti du clan Bhutto.

Début 1982, le groupe terroriste hausse la barre. Il tente à deux reprises d'abattre au décollage l'avion de Zia ul-Haq mais, novice dans l'utilisation des missiles soviétiques Sam-7, échoue. À la fin de l'été 1983, al-Zulficar s'installe en Inde, Murtaza Bhutto en tête, et passe sous la coupe directe des services secrets de Delhi. La R&AW entend se servir de ces émigrés pour frapper le Pakistan. Elle leur réserve un centre d'entraînement à la guérilla et au terrorisme, profitant de l'occasion pour les ficher copieusement.

Pour l'ISI, al-Zulficar n'est rien d'autre qu'un « proxy » double (voir « Proxys »). Proxy d'abord du KHAD (*Khedemat-e Etela'at-e Dawlati*), le service de répression et de renseignement communiste afghan que dirige Mohammed Najibullah, lui-même proxy du KGB. Proxy ensuite de la R&AW indienne, trahison nationale encore plus grave.

Autre sujet d'inquiétude à Islamabad, l'explosion gigantesque qui, en avril 1988, détruit le camp d'Ojhri, dans la banlieue nord de Rawalpindi, à 10 kilomètres de la capitale. Là où l'Afghanistan Bureau stockait les énormes quantités de matériel de guerre principalement américaines destinées aux moudjahidine. Plusieurs dizaines de milliers de roquettes et des missiles portatifs sol-air Stinger, dont l'élu démocrate du Texas Charles Wilson avait obtenu du président Reagan qu'ils soient rapidement livrés à la résistance afghane, sont détruits. Des engins très efficaces dont l'ISI revendra en 1992 un lot complet à la Corée du Nord, laquelle en rétrocédera certains exemplaires à l'Iran, bête noire des États-Unis.

L'explosion d'Ojhri, site sensible qui devait être inspecté quelques jours plus tard par une équipe de la CIA, visait-elle à détruire les preuves de la duplicité de l'ISI ? S'agissait-il d'un accident dû à l'entassement excessif d'engins explosifs inflammables ? D'un sabotage et, dans ce cas, qui : le KGB ? Le KHAD afghan ? Le groupe al-Zulficar ? À Islamabad, on évoquera rituellement la piste de la R&AW, et même, pourquoi s'en priver, celle de la CIA. Mais malgré un bilan officiel de 100 morts et de 1 000 blessés, l'enquête se perd dans les sables, signe d'un certain embarras à tout le moins.

Embarras, il y en a d'autres. Par exemple cette corruption massive contrastant avec le projet de guerre sainte du général Youssaf. Des dizaines d'officiers de l'armée ou des services secrets pakistanais s'engraisseront tout au long du conflit afghan par la revente de matériels occidentaux et en premier lieu américains. Sans parler de la transformation de l'ISI en trafiquant d'opium pour remplir les caisses de la République islamique du

Pakistan, mais aussi celles du Hezb-e-Islami de Gulbuddin Hekmatyar (voir « Drogue et services secrets »).

L'accident d'avion du 17 août 1988 qui voit le Hercules C-130 de Zia s'écraser au sol près de Bahawalpur, dans la partie pakistanaise du Pendjab, fournit sur ce d'autres motifs de supputation. Pour quelle raison sont morts les 31 passagers de l'appareil : outre Zia ul-Haq, l'ancien chef de l'ISI Akhtar Abdur devenu le chef d'état-major des armées, huit autres généraux pakistanais, ainsi que l'ambassadeur des États-Unis, Arnold Raphel et l'attaché militaire américain, le général Herbert Wassom. Accident ? Sabotage ?

Zia ul-Haq venait, grande première, de rencontrer Rajiv Gandhi, fils d'Indira Gandhi et Premier ministre indien depuis 1984. A-t-il payé de sa vie un projet de compromis sur le Cachemire ébauché à cette occasion ? L'enquête des experts américains conclura à un accident, celle de leurs homologues pakistanais à un attentat dont aucun instigateur et aucun exécutant ne sera identifié. Des soupçons ont pourtant émergé à propos d'un possible rôle du groupe al-Zulficar en général, et du clan familial des Bhutto en particulier.

Deux mandats pour Benazir Bhutto

En décembre 1988, le PPP, le parti de Benazir Bhutto, gagne les élections à la faveur de la disparition de Zia. On ne s'étonnera pas que la fille d'Ali Bhutto n'aime pas les militaires, et que ces derniers le lui rendent bien.

En mars 1989, l'échec du siège de Jalalabad, par les moudjahidine afghans, opération de type conventionnel conçue par l'ISI et pour laquelle la Première ministre Benazir avait donné son accord, lui donne l'occasion de limoger Hamid Gul (voir « Afghanistan »). Le remplace le général Shamsur Rahman Kallue, un officier sans ambitions politiques dont le

mandat expirera en août 1990, quelques jours après celui de Benazir elle-même. Professionnel du renseignement formé à la Military Intelligence, proaméricain, mais avec modération, Asad Durrani, le successeur de Kallue, s'emploie à mieux structurer l'ISI. Tout en intensifiant les opérations clandestines du service au Cachemire et notamment le soutien au Harkat ul-Moudjahidine (HUM), formé en 1985 et qui fusionnera avec un autre groupe huit ans plus tard pour fonder le Harakat al-Ansar, il esquisse un dialogue avec Gauri Shankar Bajpai, le chef de la R&AW. Mais deux rencontres au sommet dans le plus grand secret ne suffisent pas à rapprocher les points de vue. Une fois de plus, c'est l'hostilité identitaire entre l'Union indienne et la République islamique du Pakistan qui l'emporte. Et avec elle, le soupçon, justifié à maintes reprises, mais qui fait loi même quand il n'y a pas lieu.

Le nouveau Premier ministre, Nawaz Sharif, un islamiste conservateur modéré, voulant retirer à l'ISI une partie de la gestion du dossier afghan, ses rapports avec Durrani, excellents de prime abord, se détériorent. Parmi les points de friction : le soutien quasi exclusif au Hezb-e-Islami dont l'ISI, déçue par sa longue expérience de travail avec Gulbuddin Hekmatyar, n'est plus partisane alors que Sharif l'exige. Pour avoir trop bien défendu le point de vue de son service, Durrani est limogé en mars 1992 sans concertation avec les hautes sphères de l'armée. Son successeur, le général Javed Nasir, se veut musulman de stricte obédience. Sa politique afghane : le retour au soutien des moudjahidine les plus intégristes, dont justement Hekmatyar. Peu importe dans cette optique la méfiance croissante de la CIA envers le Hezb-e-Islami et son chef.

Membre de longue date de la confrérie religieuse Tablighi Jamaat, tolérée dans l'armée comme apolitique, Nasir entend aider les mouvements islamistes partout où c'est possible. C'est lui qui paraphera l'avenant au contrat de vente à la Corée du Nord de Stingers états-uniens détournés par l'ISI, donnant à l'Iran accès à cette technologie du « Grand Satan »

américain. Si le développement du programme de construction de la bombe A fait l'unanimité dans la classe politique pakistanaise, Nasir se montre en outre favorable à la dissémination des technologies nucléaires dans les États du monde arabo-musulman.

Main dans la main avec l'Iran, l'ISI va fournir des armes légères, mais aussi des missiles antichars à la brigade d'al-Qaida infiltrée en Bosnie. Venue combattre les Serbes, des chrétiens orthodoxes, cette unité dite 005 comprend des combattants arabes, mais aussi des Cachemiris, des Bangladais, des Malais, des Indonésiens et des Pakistanais. De quoi déplaire encore plus aux Américains. La CIA est excédée par la revente des Stingers à la Corée du Nord et les transferts de technologies nucléaires *via* les laboratoires du grand savant atomiste pakistanais Abdul Qadir Khan à la dictature communiste de Pyongyang, à la Libye de Kadhafi ou à l'Iran. Par-dessus le marché, elle s'émeut de l'intensification des opérations clandestines de l'ISI au Cachemire et au Pendjab indien, comme de son soutien aux Tigres de la Libération de Tamil Eelam, les séparatistes tamouls du Sri Lanka. Un groupe de guérilla et de terrorisme très organisé, auteur, le 21 mai 1991, de l'attentat-suicide qui a coûté la vie à Rajiv Gandhi, alors en passe de gagner de nouveau les élections.

Autre sujet d'irritation de la CIA à venir en mars 1993, le rôle de l'ISI dans le sanglant attentat anti-indien de Bombay qui coûtera la vie à 257 personnes.

En octobre 1993, bien décidée à éviter les erreurs de « casting » qui ont marqué son mandat précédent, Benazir Bhutto redevient Première ministre. Le nouveau directeur de l'ISI en mai 1993, le général Javed Ashraf Qazi, a eu l'intelligence de nouer de bonnes relations avec Asif Zardari, le mari de Benazir, et de nettoyer son service et en particulier l'Afghanistan Bureau de ses éléments les plus favorables aux fondamentalistes. De renouer aussi avec les Américains, traitant avec distance une délégation du SVR, le tout nouveau service de renseignement extérieur russe, conduite par son

directeur, Evgueni Primakov. Sur les conseils peut-être de son prédécesseur Leonid Chebarchine, ancien *rezident* du KGB en Inde de 1975 à 1977, Primakov espérait construire un axe Moscou-Pékin-Delhi avec l'appui discret d'Islamabad. Il repartira bredouille de sa visite au Pakistan.

Déstabilisation au Cachemire

Pour autant, l'ISI de Qazi poursuit les manœuvres de déstabilisation de l'Inde au Cachemire, quasi existentielles pour le Pakistan, ainsi que les opérations clandestines dans les Balkans. Des Pakistanais et, semble-t-il, quelques volontaires du Harkat ul-Moudjahidine cachemiri, sont venus grossir les rangs des musulmans bosniaques, au combat contre les Serbes. Ce, avec le soutien actif de deux anciens directeurs de l'ISI. Hamid Gul viendra en personne visiter les camps de l'HUM. Quant à Asad Durrani, mis à la retraite sur la foi d'écoutes téléphoniques de l'Intelligence Bureau ordonnées par le clan Bhutto et, désormais, ambassadeur du Pakistan en Allemagne, il anime en sous-main les filières européennes d'acheminement des combattants musulmans étrangers en Bosnie. On peut aussi s'interroger sur le rôle exact d'Hussein Ben Ali, ancien bras droit d'Abou Nidal d'origine bosniaque et longtemps agent des moukhabarat irakiens de Saddam Hussein. Au Kosovo, les officiers de l'ISI en mission maintiennent le contact avec les activistes pakistanais qui combattent les Serbes dans les rangs de l'Armée de libération du Kosowo, l'UÇK (*Ushtria Çlirimtare ë Kosovës*). Il faudra de fortes pressions de la CIA pour que cette aide de l'ISI soit mise en sourdine. L'activisme panmusulman de Qazi ne s'arrête pas là.

Au Caucase et au Daghestan, l'ISI appuie en effet les mouvements indépendantistes antirusses, comme le font d'ailleurs aussi les services saoudiens, iraniens, libyens et turcs. La CIA aussi, mais plus discrètement. Des filières clandestines introduisent au Caucase des volontaires musulmans, arabes principalement. En 1994, parallèlement, l'ISI forme

sous le couvert du HUM des rebelles tchétchènes à la guérilla dans un camp installé sur le territoire afghan. Au menu entre autres, le maniement des Stingers. Fin 1997, époque où Qazi a cédé depuis deux ans la direction du service secret à Nasim Rana, ancien directeur adjoint du contre-espionnage, le nombre de ces élèves un peu particuliers grimpera à plusieurs centaines.

Pour donner des gages à l'ISI dont elle connaît désormais la puissance, Benazir Bhutto n'a pas hésité à faire arrêter son propre frère Murtaza, créateur du mouvement terroriste al-Zulficar, dès son retour au Pakistan par l'entremise de leur mère Nusrat. Interné puis libéré sous caution dans l'attente de son jugement définitif, l'activiste est abattu le 20 septembre 1996 en pleine rue de Karachi ainsi que ses six gardes du corps. Une vengeance probable de l'ISI, plus État dans l'État que jamais. Deux mois plus tard, le 9 novembre, Benazir, dont le mari, Zardari, est accusé de trafic d'influence et de corruption, se voit contrainte de démissionner. Le couple part en exil.

Un taleb, des talibans

Pour la politique extérieure, le départ de Benazir ne change pas fondamentalement la donne. En Afghanistan par exemple, le service secret pakistanais a déjà cessé sous Qazi son appui quasi exclusif au Hezb-e-Islami et à Gulbuddin Hekmatyar. Désormais, Islamabad préfère miser sur le mollah Mohammed Omar, dont les fidèles talibans (étudiants en religion) ont été formés militairement par l'ISI. Or, en cette année 1996, Omar, vainqueur sur le terrain de ses principaux adversaires sauf l'Alliance du Nord du commandant Massoud, accueille chaleureusement Oussama Ben Laden, que l'ISI vient d'autoriser à s'installer en Afghanistan sous réserve qu'il ne s'en prenne pas aux intérêts américains.

De retour aux manettes, Nawaz Sharif désigne justement, en octobre 1998, le nouveau chef de l'ISI, le général Khawaja Ziauddin. Les

deux font la paire mais, s'étant mis à dos la haute hiérarchie militaire, les voilà renversés en octobre 1999 par le coup d'État du général Pervez Mousharraf. Celui-ci nomme un nouveau chef de l'ISI, le général Mahmoud Ahmed. Dès le lendemain des attentats du 11 septembre 2001, la CIA, jusque-là assez passive, tape du poing sur la table. Elle exige qu'Islamabad et l'ISI cessent enfin leur double jeu avec le mollah Omar et surtout avec Ben Laden.

Difficile compte tenu de l'imbrication entre al-Qaida, qui revendique les attentats, les talibans et les services pakistanais où les éléments favorables aux islamistes restent puissants. Histoire de montrer sa « bonne volonté », l'ISI livre du menu fretin d'al-Qaida aux Américains tout en protégeant à sa manière Ben Laden. Sans cette indulgence, le maître terroriste n'aurait certainement pas duré aussi longtemps. Mieux, il n'aurait pas pu chercher refuge sous le nez de l'armée pakistanaise dans son repaire d'Abbottabad où les Navy Seals américains viendront le tuer en mai 2011.

D'un autre côté, Mousharraf a compris la nécessité du soutien des États-Unis : sans cet appui qui date des débuts de la guerre froide, comment le Pakistan, affaibli depuis l'indépendance du Bangladesh, pourrait-il faire le poids face à l'Inde ? Dès octobre 2001, le nouveau maître d'Islamabad s'est séparé de Mahmoud Ahmed au profit du général Ehsan ul-Haq, ancien patron du renseignement militaire. Jugé plus américano-compatible, Ul-Haq se montre en outre fort utile en politique intérieure pour contrer le clan Bhutto, toujours candidat au pouvoir. Sans parler des retombées de l'attentat du 8 mai 2002 à Karachi qui a coûté la vie à onze salariés de la Direction des constructions navales venus au Pakistan dans le cadre de la vente par la France de sous-marins de la classe Agosta. Un crime dû, selon certains spécialistes de la DGSE, à la féroce rivalité entre l'ISI d'une part et de l'autre, l'Intelligence Bureau qui regagnait du terrain à l'ère Mousharraf.

Dissémination nucléaire

Autre scandale encore plus international : les révélations sur le rôle d'Abdul Qadir Khan dans la dissémination nucléaire. En septembre 2003, lors d'une visite de Mousharraf à l'ONU, le directeur de la CIA, George Tenet, lui a mis sous les yeux les preuves accablantes du transfert des technologies nucléaires pakistanaises à la Corée du Nord, l'Iran et la Libye, trois bêtes noires des États-Unis.

Le programme nucléaire pakistanais a commencé en 1973 sous Ali Bhutto, ce dernier parlant de l'existence d'une « bombe hindoue », d'une « bombe chrétienne » et d'une « bombe juive » (Israël) à laquelle il convenait selon lui d'ajouter une « bombe islamique ». Dans ce cadre, Qadir Khan, scientifique de très haute volée, était le père de l'usine d'enrichissement d'uranium de Kahuta. À 40 kilomètres à l'est d'Islamabad, ce centre à l'accès rigoureusement interdit se trouvait, en 1986, sous la protection de canons de DCA et de missiles français Crotale. Avant d'y renoncer sous pression américaine, Paris avait d'ailleurs envisagé de fournir clés en main une usine de retraitement au Pakistan. Ces mêmes États-Unis qui avaient très mal pris la démarche d'un émissaire pakistanais, Nasir Ahmed Vaid. En 1985, ce commerçant originaire de Lahore venait de tenter de se procurer dans une usine du Massachusetts rien de moins que cinquante exemplaires de Krypton, un dispositif de petite dimension aux utilisations civiles rares, mais aux usages atomiques militaires évidents. Signalé au FBI, Vaid avait été mis en examen puis expulsé sans jugement après accord avec l'ISI.

L'ultime tâche à laquelle Ehsan ul-Haq consacrera la fin de son mandat à la tête de l'ISI : convaincre Qadir Khan de porter seul le chapeau de la dissémination sans mettre en cause les responsabilités de la haute hiérarchie militaire dans l'affaire. Si le scientifique joue le jeu de l'ISI, on le condamnera à la prison avant de le mettre aussitôt en résidence surveillée. Après quoi, on fera de lui un héros, l'homme qui a mis le Pakistan sur un pied d'égalité atomique avec l'ennemi indien. Le savant accepte, se

déclarant coupable à la télévision en février 2004, mais demandant le pardon de la Nation. Accordé, bien entendu, puisqu'il retrouvera sa pleine liberté en 2009.

En octobre 2004, le général Ashfaq Parvez Kayani prend les rênes de l'ISI, qu'il gardera trois ans avant de les céder à Nadim Taj, un énième général encore plus proche de Mousharraf, dit-on. Une proximité dont le nouveau chef des services secrets aura grand besoin pour gérer les conséquences de l'assassinat de Benazir Bhutto, le 27 décembre 2007 à Rawalpindi. En pleine campagne électorale, la candidate du PPP à la présidentielle est en effet décédée dans des conditions confuses après une explosion et au moins un coup de feu. Dans sa liste des « suspects habituels », l'ISI pêche bien Baitullah Mehsud, un activiste du Waziristan, mais peu de Pakistanais croient à cette piste.

Le drame ne fait pas les affaires de Mousharraf, contraint à l'exil dès août 2008. Les directeurs de l'ISI se succèdent ensuite : Ahmad Shuja pacha (2008-2012), Zahirul Islam (2012-2014), Rizwan Akhtar (2014-2016), Navid Mukhtar (2016-2018), Asim Munir (2018-2019), Faiz Hamid (2019-2021), Nadim Anjum (2021-2024) et, à partir de septembre 2024, six mois après les élections qui ont reconduit Chebaz Charif, le Premier ministre de centre droit, Asim Malik. Un général de plus. Depuis sa création, le lecteur l'a constaté, seuls des hauts gradés de l'armée ont présidé aux destinées de l'ISI, marque d'une nation où prédominent le facteur religieux, l'hostilité à l'Inde et le facteur militaire.

En mai 2025, entorse sérieuse à la règle de la dissuasion nucléaire qui veut que deux puissances dotées de l'arme atomique ne s'affrontent pas militairement, la courte guerre Inde-Pakistan vient à nouveau raviver la tension entre les deux États. En cause, une fois de plus : les opérations clandestines de l'ISI en soutien aux indépendantistes du Cachemire.

Parcours de sécurité

Qui espionne un pays a tout intérêt à ne pas laisser identifier ses sources, et encore moins à se faire pincer. Avant sa rencontre avec un de ses informateurs, tout officier de renseignement doit donc, dans la mesure du possible, s'assurer qu'il n'est pas « filé » par les services de sécurité locaux. À cette fin, il effectue un interminable parcours de sécurité, arpentant les rues, les allées, les escaliers et changeant plusieurs fois de mode de transport. Soit dans une grande métropole : voiture, marche à pied, bus, taxi, métro ou tramway. Pas forcément dans cet ordre d'ailleurs, et avec la possibilité de revenir à un moyen déjà utilisé : je prends le métro, je marche, je prends de nouveau le métro, je quitte mon wagon au moment où il va démarrer, je ressors dans la rue, je saute dans un taxi, je remarche, etc. Au besoin, je modifie ma silhouette au moyen de vêtements réversibles prévus à cet effet.

Les Russes appellent *Proverka* l'ensemble de ces mesures de précautions. Elles exigent énormément de temps. En voiture, l'officier de renseignement chevronné peut tourner sans mettre son clignotant ou au contraire, le mettre et continuer tout droit, voire obliquer par surprise de l'autre côté. À pied, il alterne les rues très fréquentées et les petites artères quasi désertes ; change fréquemment de direction, revient soudainement sur ses pas ; vérifie en douce si le reflet d'un agent de la sécurité locale ne se reflète pas dans une vitrine de magasin ; emprunte sans crier gare un autre moyen de transport, et ainsi de suite. L'inconvénient d'un tel parcours de sécurité, c'est que, par son illogisme même, il ne peut que confirmer le soupçon que l'officier suivi n'a pas la conscience tranquille. S'il n'avait rien à se reprocher, pourquoi s'imposerait-il donc ces heures d'errance ?

Les espions « légaux » agissant à partir des représentations diplomatiques des grands pays peuvent cependant tabler sur le nombre. En France au temps de l'Union soviétique, par exemple, les officiers sous

couverture diplomatique à Paris étaient légion, et le personnel de la Direction de la surveillance du territoire (DST, ancêtre de l'actuelle DGSI), limité. Les espions du KGB ou du GRU en poste à l'ambassade tiraient profit de cet avantage numérique. Plusieurs voitures quittaient simultanément les locaux diplomatiques : question pour la DST, laquelle est la bonne ? Autre variante, plusieurs officiers exécutaient chacun un parcours de sécurité : question, lequel est le bon ?

À Moscou, cette situation ne pouvait être reproduite par les renseignements des pays occidentaux, soumis à étroite surveillance, parfois même à harcèlement. En effet, l'avantage du nombre jouait largement en faveur du KGB, capable d'affecter des dizaines d'agents à la filature des diplomates étrangers suspects ou non d'appartenir aux services secrets de leur pays. En cas d'expulsion d'officiers de renseignement pour activités contraires à leur statut diplomatique, comme en mai 1983 en France (expulsion de 47 Soviétiques, dont Sergueï Krioutchkov, fils de Vladimir Krioutchkov, le chef du département d'espionnage à l'étranger du KGB), leurs successeurs doivent apprendre à se repérer à travers les rues de la capitale.

Cela prend du temps. Surtout qu'une des tâches prioritaires du nouvel arrivant consiste à identifier et à s'approprier des lieux géographiques favorables à l'interruption d'une filature éventuelle : immeubles à double entrée, configuration de rues propice, sorties de métro, grands magasins. Pour un agent masculin, une des ficelles du métier, c'était autrefois le passage du parcours de sécurité par le rayon vêtements, voire sous-vêtements, pour femmes d'un grand magasin, où la présence d'un agent de surveillance du même sexe attaché à ses pas devenait particulièrement voyante : ce monsieur qui traînait dans les rayons sans but apparent pouvait être vu par le personnel, très largement féminin, comme un obsédé sexuel. De quoi attirer l'attention, pas la sympathie. La féminisation des services

dans les deux sens : celui de l’espionnage, mais aussi du contre-espionnage local rend toutefois cette précaution moins utile aujourd’hui.

Les rencontres physiques des officiers de renseignement avec leurs agents sont d’ailleurs moins courantes, beaucoup d’échanges entre eux empruntant le Net. En conséquence, les filatures deviennent très souvent des cyberfilatures. Les données fondamentales du problème ne changent pas : suivre les agents ennemis à la trace même s’ils usent de parcours de protection numériques, « proxys », brouillons de boîtes à lettres partagés, recours au Darknet, incrustation en profondeur dans des fichiers ou des images et autres. Ce qui change, c’est l’échelle de ces filatures, soumises à une progression géométrique. Du coup, le facteur nombre joue de nouveau dans le domaine du contre-terrorisme comme dans celui du contre-espionnage. Pour analyser la quantité faramineuse de messages émis à toute heure sur la toile, il faut des moyens technologiques archipuissants. Dont l’intelligence artificielle qui, tel Lucky Luke, tire plus vite que son ombre tant son développement est rapide. Nombre et technologie contre nombre et technologie autrement dit. C’est l’éternel combat épée contre cuirasse, artillerie contre fortifications, avions contre DCA, machines à crypter contre engins à décrypter qui se poursuit. Dans l’ombre cette fois.

Passy, André Dewavrin, dit colonel (1911-1998)

André Dewavrin a porté sur les fonts baptismaux trois services de renseignement : le 2^{e} bureau des FFL, le BCRA et le SDECE ; dirigé un autre : la DGER ; et occupé le poste de directeur adjoint d’un sixième : la DGSS. Un parcours exceptionnel.

Polytechnicien, professeur de fortifications à Saint-Cyr, le capitaine Dewavrin rallie les Forces françaises libres dès son retour de l'expédition franco-britannique en Norvège. Sa première rencontre avec le général de Gaulle le 1er juillet 1940 lui laisse une « effroyable impression ». À ce jeune officier de 29 ans, le Général réserve en effet un accueil glacial. Voici face à face deux personnages dont la sensibilité personnelle semble enfouie sous une couche épaisse d'exigence du devoir, mais aussi d'ambition personnelle. Conscient de leur valeur, ni l'un ni l'autre ne se considèrent comme le « cologarithme de zéro », comme on dit à l'X. Sans doute est-ce une des raisons de leur bonne entente future.

Mis à part quelques cours de formation d'officier, Dewavrin ne connaît rien aux questions de renseignement. Tout est donc à construire de ce 2e bureau des FFL dont de Gaulle lui confie ce jour-là la responsabilité. Dewavrin monte son équipe initiale à partir de participants de sa connaissance à l'expédition de Norvège. Tous prennent des pseudonymes tirés des noms de station de la ligne de métro parisienne Étoile-Gare du Nord. Leur première « opération » montre le dénuement dans lequel ils se trouvent : dénicher un annuaire de téléphone de Paris. D'une vingtaine en 1940, leur nombre passera à plus de 500 en 1944, chiffre à mettre en perspective avec les 12 000 de l'OSS américaine.

L'affaire Howard (voir « De Gaulle et les services secrets ») vient percuter ce petit noyau au tout début 1941. Encore sous l'influence de Kenneth Cohen, le chef de la section française du MI6, Passy patauge dans cette tentative britannique de satellisation du gaullisme naissant. Une attitude de novice que l'homme du 18 Juin reproche au jeune officier alors que lui-même a mis plusieurs jours à comprendre la manœuvre des services secrets de Sa Majesté. Au soir du 25 janvier 1941, le chef du 2e bureau FFL note dans son carnet personnel, rendant compte de l'entretien du même jour avec le Général : « Il est toujours terriblement méfiant envers les Anglais et s'imagine qu'ils me "roulent dans la farine" pour nous faire travailler

uniquement pour eux. J'ai défendu la thèse inverse et, après un certain temps, il a accepté mon point de vue. »

Ce n'est que partie remise, de Gaulle persistant dans la défiance. Pour Passy, le problème se pose de manière très différente. Son 2e bureau, qui va commencer très vite à insérer clandestinement une poignée d'agents en France, reste dépendant des services britanniques. Dépendant du point de vue des communications radio que contrôlent la section 8 du MI6 et son chef Richard Gambier-Parry. Dépendant en matière de codes : les Anglais possèdent ceux des Français libres et peuvent donc lire leurs courriers, au chiffrage d'ailleurs faible faute de personnel qualifié. Dépendant enfin pour le transfert d'agents sur le sol français par voie maritime et bientôt aérienne.

La rumeur contre l'homme du secret

Difficile de travailler dans ces conditions. Ajoutez à cela les intrigues dans le petit milieu des Français de Londres en proie au mal de l'exil, qui, Karl Marx *dixit* au siècle précédent, mais la remarque reste toujours valable, « transforme inévitablement un homme en fou ». Passy n'a rien d'un aliéné, mais sa froideur d'iceberg, son sentiment de supériorité intellectuelle – on n'est pas X pour rien – et les fantasmes qui s'attachent toujours à ceux qui travaillent dans le monde du secret lui nuisent beaucoup. Pour les travaillistes britanniques, travaillés au corps par les exilés antigaullistes du cercle Jean-Jaurès de Londres, il jouerait auprès de De Gaulle le même rôle qu'Himmler auprès du Führer. Selon les rumeurs que répand avec ardeur le physicien André Labarthe, vite écarté du Commissariat à l'armement de la France libre, il serait « l'élément 93 » (une plaisanterie sur la base de la classification périodique des éléments de Mendeleïev), un membre du mouvement conspiratif d'extrême droite, la Cagoule. Pas de tentative plus vicieuse pour déconsidérer l'adversaire car ironie de l'histoire : Labarthe travaille, lui, pour le 4e directorat, le service secret de l'Armée rouge !

Un ex-cagoulard, il y en a au moins un au 2e bureau FFL. Mais Maurice Duclos, *alias* « Saint-Jacques », ne camoufle en rien ses affinités extrêmes droitières d'antan, et les options politiques des membres du service de renseignement des FFL restent très variables. Leur point fixe, c'est le gaullisme, ce qui n'ira d'ailleurs pas sans cet esprit de clan très appuyé dont Passy ne se débarrassera jamais totalement.

En janvier 1942, le 2e bureau devient officiellement le Bureau central de renseignement et d'action militaire, le BCRAM. Le « Grand Charles » conserve en effet l'idée de cantonner le service secret au domaine proprement guerrier, le Commissariat à l'Intérieur (CNI), créé en septembre 1941, s'occupant des tâches politiques en direction de la France occupée sous le contrôle étroit du Général. Un projet qui ne tient pas face aux réalités : tandis que le BCRAM s'est doté d'une infrastructure solide qui lui permet, avec toutefois l'aide anglaise donc le contrôle partiel anglais, d'insérer de plus en plus d'agents sur le sol national, le CNI n'en a pas les moyens. Pire, pour les questions matérielles, il doit passer sous les fourches Caudines de Passy.

Pragmatique, le Grand Charles tranche. En juillet 1942, le BCRAM devient BCRA tout court. Une organisation au service du gaullisme dont le rôle ne va aller qu'en grossissant au fur et à mesure que l'homme du 18 Juin comprendra qu'il peut échanger avec les Alliés les renseignements qu'apportent les milliers d'agents des réseaux de la France occupée à Passy et à son équipe contre un peu d'espace supplémentaire pour la France combattante, extension nouvelle-née de la France libre à la Résistance intérieure. Les réseaux opérant sous le label du BCRA totaliseront à la Libération quelque 35 000 agents spécialisés dans le renseignement. Et bientôt l'action car, dans la perspective des combats à mener (guérilla, sabotages), Passy, qui travaille en liaison non seulement avec le MI6, mais aussi avec le SOE, ajoute à son organisation un embryon de service dédié. Ses cadres porteront des noms d'outils : Pelle, Pioche, etc.

Avec Brossolette contre Jean Moulin

Les Alliés ont soigneusement tenu les gaullistes à l'écart des préparatifs de leur débarquement de novembre 1942 en Afrique du Nord. Là-bas émerge une situation confuse. D'abord appui des Américains à l'amiral Darlan, ancien dauphin de Pétain qui se trouvait, par hasard ou pas, à Alger à ce moment. Puis après l'exécution de Darlan le 24 décembre par un jeune résistant idéaliste manipulé à la fois par les gaullistes, les monarchistes et le SOE, soutien au général Giraud, évadé d'un camp de détention allemand pour officiers supérieurs qui devient « commandant en chef civil et militaire ».

Tandis que les Britanniques et les Américains, qui ont la haute main sur les déplacements par avion ou bateau, s'arrangent pour que les émissaires du BCRA ne puissent mettre le pied en Afrique du Nord, de Gaulle se voit soumis au même traitement. Seul sur le terrain, Giraud lance l'armée d'Afrique contre les Allemands et recrée un service de renseignement classique avec les officiers venus de France où ils ont travaillé contre l'occupant au sein de structures parallèles tolérées par une aile de Vichy (voir « De Gaulle et les services secrets »).

Cette vision n'est pas partagée par l'homme du 18 Juin, qui lui préfère de beaucoup l'organisation politico-militaire du BCRA, bien à sa main. Quand il arrive enfin à Alger le 30 mai 1943, le Général sait en outre qu'avec son accord, Jean Moulin a créé le Conseil national de la Résistance (CNR), structure qui comporte non seulement les mouvements clandestins, mais aussi les anciens partis politiques d'avant-guerre. Une initiative qui confère à de Gaulle une estampille démocratique dont il compte bien user dans le bras de fer qui s'annonce avec Giraud.

Embarqué sur un destroyer seulement le 18 juin – les Alliés s'étaient bien gardés de lui trouver une place d'avion –, Passy parvient en Algérie neuf jours plus tard. C'est sur place qu'il apprend l'arrestation de Jean Moulin par les Allemands. Moulin auquel il s'était opposé avec Pierre

Brossolette, le conseiller politique du BCRA, sur la question sensible de la réintroduction des anciens partis. Issu du parti socialiste SFIO, Brossolette, ancien résistant de l'intérieur, a gagné l'Angleterre en avril 1942. Esprit brillant, il a effectué depuis deux missions en France occupée, dont l'une en grande partie commune avec Passy – exemple là encore rare de chef d'un service de renseignement détenteur de grands secrets prenant le risque de s'exposer sur le terrain face à un ennemi aussi impitoyable que les nazis. En février-mars 1943, cette mission *Arquebuse* (Brossolette)-*Brumaire* (Passy) a permis de mieux organiser la zone nord où Brossolette est connu et plutôt bien vu des milieux résistants. Mais en contrecarrant les projets de Moulin, alors en Angleterre, le tandem Arquebuse-Brumaire a largement usé du privilège de l'homme de terrain, susceptible d'adapter les instructions de son chef (ici, le général de Gaulle) aux réalités telles qu'il les perçoit.

Pourquoi cette cacophonie au sein de la France combattante ? Parce que, dès son arrivée en Angleterre l'année précédente, Passy s'est découvert une sorte de compagnonnage intellectuel avec Brossolette, le normalien super doué, caustique, mais aussi son antithèse. Autant Passy, froid comme beaucoup de grandes figures du renseignement, se veut calme et posé, autant Brossolette est sympathique, bouillonnant. Là où les deux hommes se retrouvent, c'est dans des jugements à l'emporte-pièce sur ceux qu'ils jugent d'un calibre inférieur au leur. Sur le courage physique aussi car ils en font preuve tous les deux. Pas plus néanmoins que Moulin, que Brossolette a pris en grippe et qui le lui rend bien. Quand ils ont fini par se rencontrer à Paris au retour d'Angleterre de l'ancien préfet de Chartres, c'était pour échanger des noms d'oiseaux.

Contradiction supplémentaire au sein du BCRA : dans cette querelle, André Manuel, qui a perdu son poste de numéro 2 du service au profit de Brossolette, s'est rangé du côté de Moulin lors de la mission qu'il a lui aussi effectuée en France. Or, quand Arquebuse et Brumaire ont regagné l'Angleterre, le Général s'est bien gardé de les désavouer. Un peu de

concurrence entre ses fidèles ne faisait sans doute pas de mal. Notons au passage qu'une fois que la création du CNR lui a conféré un avantage certain sur Giraud, l'homme du 18 Juin s'est à peu près désintéressé du CNR, vu comme l'instrument du moment rien de plus.

Soustelle à la tête de la DGSS

Giraud, l'homme à écarter. Les deux généraux sont certes associés au sein du Comité français de la libération nationale (CFLN), créé le 9 juin 1943 à Alger. Mais chacun campe sur ses positions. Jusqu'au 9 novembre du moins quand Giraud, « coupable » d'avoir organisé la libération de la Corse sans consultation préalable de De Gaulle, est écarté du CFLN. Comme il reste quand même commandant en chef, le succès gaulliste n'est pas total. Et comme il faut un compromis, fût-il boiteux, Jacques Soustelle prend le 20 novembre à Alger par décision conjointe des deux généraux la tête de la Direction générale des services spéciaux, la DGSS. Celle-ci prolonge le BCRA avec apport des officiers giraudistes de renseignement. Né lui aussi en 1911, Soustelle, ethnologue réputé, s'entend bien avec Passy. Ancien « honorable correspondant » du SR au Mexique avant de rallier la France libre, il a pour ainsi dire un pied dans les deux camps (voir « Soustelle Jacques »).

Moyennant quelques allers-retours à Alger, Passy regagne l'Angleterre. Officiellement, il n'est plus que le numéro 2 de la DGSS, patron du seul BCRAL (pour Londres). Sauf que le BCRAL est, de loin, le secteur le plus important du service dans l'optique du débarquement allié à venir. Et qu'au surplus, Dewavrin devient le directeur technique des services spéciaux (DTSS), ce qui lui confère la haute main, avec l'accord des Britanniques toujours, sur les communications, le cryptage et les opérations aériennes ou maritimes en zone nord.

En mars 1944, il perd son poste de DTSS, mais au profit d'André Pélabon, un autre X proche de lui qui travaillait déjà au BCRA. En fait, c'est pour devenir le chef d'état-major du général Koenig, chargé des relations militaires avec les Alliés. Responsable des contacts avec les Forces françaises de l'intérieur, les FFI, Passy bénéficie d'une vue plongeante de longue date sur la Résistance en France occupée qui échappe à Koenig, lequel n'a bataillé que sur les théâtres d'opérations extérieurs, en particulier à Bir Hakeim.

Comme il s'est plus ou moins réconcilié avec André Manuel après la violente crise de l'année précédente autour de la fondation du CNR par Moulin, Passy peut obtenir, dans l'intérêt de son travail côté FFI, une grande masse d'informations du BCRAL. Sans parler de la confiance du Général, toujours intacte. Avec Manuel, Passy fait en effet partie des quelques hommes qui, en « décryptant » les demandes alliées aux réseaux français, les objectifs assignés aux unités « Sussex » chargées de précéder la progression des troupes américaines et dont le meilleur agent secret de la France libre, Gilbert Renault, *alias* « colonel Rémy », supervise la partie française ou encore aux troupes spéciales, les commandos interalliés Jedburgh, ont permis de localiser grosso modo la zone du débarquement que les Anglo-Américains cachaient à de Gaulle : la Normandie.

C'est pourtant en Bretagne que Passy est parachuté en août 1944, comme commandant en second de la mission interalliée *Aloès* aux objectifs d'ailleurs assez flous. Mais qu'importe : lui qui voulait combattre sur le terrain les armes à la main pourra le faire.

FONDATEUR DU SDECE

Sans doute pressent-il déjà la mission que va lui assigner le Général : penser les services secrets modernes d'après-guerre. Elle le conduit d'abord à une tournée aux États-Unis où, malgré la sympathie apparente de Wild

Bill Donovan, le chef de l'OSS, la réputation de « cagoulard » et de « fasciste » que Dewavrin traîne depuis 1940 continue à le suivre. Ainsi le FBI s'attache-t-il à ses pas. C'est ensuite l'Extrême-Orient où la guerre contre le Japon se poursuivant, il prend conscience de réalités complexes que le BCRA, trop sectaire pour œuvrer sur ce terrain, n'imaginait même pas.

Le 26 octobre 1944, la DGER (Direction générale des études et recherches) a pris la suite de la DGSS, placardisant les giraudistes à l'exception de Paul Paillole, spécialiste reconnu du CE très apprécié des Alliés. Il sera néanmoins chargé de la seule Sécurité militaire, de la protection des armées et non du contre-espionnage (la SM est l'ancêtre de l'actuelle Direction du renseignement et de la sécurité de la défense).

De retour en France en avril 1945, Passy prend la tête de la DGER en remplacement d'un Soustelle en quête de carrière politique. « Purgeant » la centrale de quelque 8 000 membres et d'une centaine d'immeubles superflus, Passy s'attire quelques inimitiés de plus s'ajoutant aux attaques des communistes qui voient en lui, là encore, un « fasciste ». Début 1946, le Service de documentation extérieure et de contre-espionnage, le SDECE, ancêtre de l'actuelle DGSE, naît bien. Mais sous une forme différente de celle qu'il avait imaginée. Comme c'est le Général qui tranche, André Dewavrin s'incline. Le 20 janvier 1946, de Gaulle claquant par surprise la porte du gouvernement provisoire, il démissionne lui aussi, tout à ses projets de remariage.

Quelques mois plus tard, en avril 1946, éclate l'affaire Passy qu'on pourrait tout aussi bien appeler l'affaire de Gaulle. Après examen approfondi des comptes de l'ex-DGER, il apparaît en effet que des sommes se sont évaporées. Flairant la « bonne affaire », le gouvernement tripartite MRP-PCF-SFIO voit dans cette affaire trouble de liquidation d'un service où, d'évidence, des procédures élémentaires de temps de paix n'ont pas été respectées, l'occasion d'impliquer le général de Gaulle. Passy allait

convoler en justes noces ; on le jette aux arrêts de rigueur dans une forteresse de Metz. Tandis qu'il conserve un silence de plomb, Manuel le lâche. L'ancien numéro 2 du BCRA avoue en effet aux enquêteurs que, fin 1944, Passy lui aurait ordonné de constituer trois dépôts d'argent clandestins « pour former un trésor de guerre, en invoquant la raison d'État ».

Ravi de l'aubaine, le président SFIO du Conseil Félix Gouin fait filtrer par la presse de fausses informations laissant entrevoir un plan imaginaire de coup de force gaulliste. Le nouveau directeur général du SDECE, le socialiste et ancien résistant Henri Ribière, accélère l'enquête. Les sommes détournées se compteraient en millions. Passy aurait soustrait de la comptabilité 4,5 millions de francs – plus de 600 000 de nos euros. On parle de financement politique gaulliste occulte. De fait, par le truchement d'un intermédiaire, la DGER a prêté 10 millions de francs (1 300 000 euros) au quotidien *France-Soir* issu du journal clandestin de la Résistance *Défense de la France*.

André Dewavrin se trompait six mois plus tôt quand il croyait le PCF d'accord pour la mise sur pied d'un service secret français puissant : dans *L'Humanité*, le communiste André Wurmser le traite carrément d'escroc. Mécontents de se savoir moins influents en Europe que leurs homologues anglais d'autant que l'OSS vient d'être dissoute par le président Truman, les services américains, réduits à un format de poche, ont, à leur manière, amorcé la pompe. Pas question pour eux que le SDECE nouveau-né « copine » avec le MI6. Même schéma : en tapant sur Passy, déjà copieusement étrillé par la rumeur lors de sa tournée de l'année précédente aux États-Unis, on peut affaiblir de Gaulle. « Il a peut-être fait des erreurs », concède de son côté le Général devant l'ancien résistant déporté Pierre Sudreau, directeur administratif du SDECE venu l'informer – en toute irrégularité procédurale – des résultats de l'enquête interne au service. Pour

autant, il refuse de le lâcher, soulignant qu'on l'a traité « de manière infâme ».

Nouvelle bizarrerie dans cette affaire trouble dont on ne connaîtra jamais le fin mot au vu de la manière dont elle est partie, Passy, qui a pourtant quitté l'armée, est interné… dans une enceinte militaire. « Je ne suis resté que deux mois en forteresse car ma femme est allée voir le général Ély [Paul Ély, directeur de cabinet du ministre des Armées] en disant qu'elle allait tuer Bidault [Georges Bidault, ministre démocrate-chrétien très antigaulliste bien que successeur de Moulin à la tête du Conseil national de la Résistance] si on ne me soignait pas car j'allais mourir, ce qui était vrai », a-t-il expliqué en février 1998 à l'auteur, lors du dernier entretien qu'il accordait à la presse avant sa mort.

Libéré en août 1946, la procédure intentée contre lui ne connaîtra, nouvelle étrangeté, judiciaire cette fois, ni condamnation, ni acquittement, ni non-lieu. L'inculper et le détenir, c'était utile, mais maintenant que l'affaire a éclaboussé de Gaulle, la poursuivre devant les tribunaux n'aurait aucun intérêt. Sans parler de l'obligation de fournir des preuves tangibles.

L'affaire lui collant à la peau, l'ancien chef du BCRA tente bien de se défendre, mais c'est trop tard : la rumeur a fait son œuvre. Ceux qui voudront croire à sa culpabilité continueront d'y croire ; ceux qui le jugent innocent, de même. Triste destin pour une figure éminente de la France libre et de ses services secrets qu'il serait aberrant de réduire à cette sombre affaire comme si tout ce qu'il a accompli auparavant sous le signe de la croix de Lorraine comptait pour du beurre.

« Pantouflant » dans le privé, le colonel Passy ne fera plus parler de lui avant mai 1981, où il appelle publiquement à voter François Mitterrand. Une position propre à déplaire à ses anciens amis gaullistes dont, à vrai dire, il ne se sent plus guère solidaire, effet collatéral de « l'affaire Passy » sans doute.

Auteur de Mémoires en trois tomes, Passy ne publiera pas le quatrième. Grâce à l'opiniâtreté de sa petite-fille, Marie Dewavrin, ses archives personnelles ont été versées en avril 2024 au Service historique de la Défense à Vincennes. Les chercheurs intéressés y retrouveront le reliquat des archives du BCRA, déjà déclassifiées à la demande de la DGSE. Au-delà de leur brouille de 1944, et surtout de celle de 1946 lors de l'affaire, André Manuel portera ce jugement serein sur le rôle de son ancien chef : « Sans lui, il n'y aurait pas eu de BCRA. Il s'est battu contre les Anglais, contre de Gaulle, pour en faire le service qui a finalement permis à la Résistance de survivre et d'être armée. Même si nous avons été loin de pouvoir faire ce que nous voulions. »

Penkovsky Oleg (1919-1963)

Fils d'un Russe blanc, grave handicap en URSS, ce colonel du GRU, le renseignement militaire, fut à coup sûr une des sources les plus précieuses des Occidentaux au sein du monde soviétique. Et ce, à un moment crucial. En 1960, déçu du régime comme tant d'autres, il tente à plusieurs reprises d'entrer en contact avec les Américains à Moscou. En vain, mais cet agent « à l'arrache » est obstiné (voir « *Walk-ins* »). L'année suivante, il approche un « honorable correspondant » du MI6, l'homme d'affaires anglais Greville Wynne, venu à Moscou négocier des contrats. Son recrutement conjoint par le MI6 et la CIA intervient à l'été 1961 au gré de ses déplacements à Londres, puis à Paris pour le compte du Comité d'État pour la coordination de la recherche scientifique, qui pilote l'espionnage technologique russe. Penkovsky regagne Moscou. Les pellicules de documents secrets photographiés dans son appartement grâce à un appareil américain miniaturisé passent dans les mains de Janet Chisholm, la femme du chef de la station moscovite du MI6, à l'intérieur de colis anonymes

comme des boîtes de bonbons pour ses enfants. Peu après, la CIA va jusqu'à créer en son sein une unité spécifique pour l'agent double. La moisson est en effet prodigieuse, donnant aux Occidentaux une idée précise de la puissance nucléaire soviétique, moins considérable qu'on le pensait jusque-là. Un atout inestimable dans cette période de guerre froide. Les « fournitures » de Penkovsky joueront d'ailleurs un rôle majeur lors de la crise des fusées de Cuba d'octobre 1962 (voir « Guerre froide, subversion et services secrets »). À force, les fonctionnaires du KGB chargés d'épier les faits et gestes des diplomates occidentaux en poste à Moscou et de leurs familles finissent par repérer l'étrange manège de Janet Chisholm quand elle recueille les rouleaux de pellicule dans son sac de provisions. Mis sous surveillance en août 1962, Penkovsky est arrêté en octobre. Condamné à mort, il sera exécuté en mai 1963, peut-être brûlé vif dans un four à haute température pour démontrer aux jeunes recrues du KGB les risques encourus par les traîtres à la patrie soviétique.

Polices parallèles

Dans l'imaginaire populaire, ce terme désigne soit une police officielle agissant en dehors du cadre légal, soit une officine privée qui opère à la périphérie des services officiels. Le plus fort, c'est quand les renseignements collectés par ces « polices parallèles » se recoupent. Un défi à la géométrie euclidienne. Mais que le lecteur le sache : il existe des géométries non euclidiennes, comme la géométrie elliptique de Nikolaï Lobatchevski ou la géométrie elliptique de Bernhard Riemann. Si l'auteur peut se risquer à un souvenir personnel : sa prof de maths au lycée évoquait souvent ces deux géométries. Une passionnée de sa matière. L'auteur et ses camarades l'aimaient bien : ils lui ont offert un ouvrage sur les travaux de Nicolas Bourbaki, pseudonyme d'un groupe de chercheurs francophones en

mathématiques alors très en pointe. Des gens de haut niveau. Très, très largement au-dessus de celui, fort modeste, de l'auteur.

Quittons les bancs du lycée pour en revenir à nos moutons : les services secrets. À cet égard, il faut noter que John Wallis (1616-1703), grand mathématicien anglais, mais aussi décrypteur hyperdoué et, à ce titre, adversaire des Rossignol père et fils, ses équivalents français au service de Louis XIII, a tenté, comme tant d'autres, de démontrer l'axiome d'Euclide (voir « Cabinet noir »).

Poutine, les « organes de force » et le « mage du Kremlin »

Né en octobre 1952 à Leningrad, Vladimir Poutine est le petit-fils d'un ancien cuisinier de Lénine, puis de Staline. Le rejeton aussi d'un membre du NKVD, la police politique du régime communiste à l'ère stalinienne, ancêtre du KGB.

Aujourd'hui encore, sa démarche chaloupée témoigne d'une adolescence de loubard. À l'Université nationale de Leningrad, le jeune homme étudie le droit soviétique, qui est à la justice ce que la musique militaire russe est à Prokofiev. Et là, étudiant en quatrième année, il réalise son rêve à l'été 1975 : intégrer le KGB. Rêve puisque à ses yeux, les « tchékistes » – on dit aussi les « kagébistes » ou, tout simplement, les « guébistes » – constituent le sel de la terre soviétique. Le KGB, c'est l'URSS et l'URSS, c'est le KGB. L'un sans l'autre ? N'y pensez même pas.

Après un entraînement de base à l'école de formation 401 de la rue des Énergéticiens, on affecte d'abord l'impétrant à la surveillance des diplomates étrangers en Russie. Bientôt, une maîtrise relative de la langue de Goethe ouvre à « Platov », son pseudonyme de guébiste, les portes de la

prestigieuse PGU (Première direction principale), le saint des saints du KGB. Sauf qu'à l'issue d'un long stage de formation avancée aux techniques d'espionnage à l'Institut du drapeau rouge de Balachikha, à 25 kilomètres de Moscou, la PGU ne voit en lui qu'un officier de valeur très moyenne. Un sérieux handicap puisque la PGU est chargée de l'espionnage à l'extérieur de l'URSS.

Poutine ne sera donc jamais l'égal de Viliam Fisher, *alias* « colonel Abel ». Arrêté par le FBI en juin 1957, cet agent de légende de la PGU devait être échangé en février 1962 sur le célèbre « pont aux espions » de Glienicke, près de Berlin, contre Francis Powers, le pilote de l'avion espion U-2 abattu par la DCA soviétique (voir « U-2 »). De retour en URSS, Fisher passera avec succès les tests de fiabilité du département de contre-espionnage du KGB avant de devenir le patron du département S. Celui des agents clandestins : les *nelegany*, les « illégaux ».

Un officier de qualité moyenne

Au sortir de l'Institut du drapeau rouge, Poutine est, lui, simplement muté à Dresde en 1985-1986 comme petite main de la ligne KR (renseignement politique) du KGB, qui travaille en direction de l'OTAN et de l'Amérique du Sud. À l'abri du rideau de fer, il s'agit d'un emploi protégé, loin d'un destin prestigieux d'agent illégal.

Les illégaux : la crème de la crème de l'espionnage russe. Comme des millions de Soviétiques, l'adolescent Poutine a vibré à la lecture des romans d'espionnage de Julian Semenov. Il s'est identifié à leur héros, clandestin infiltré en Allemagne nazie sous l'identité fictive de Max Otto von Stierlitz. Comme ses compatriotes, il a passé des heures devant sa télé, savourant la série *Dix-sept moments de Printemps*, tirée de l'œuvre de Semenov. Et voilà qu'en dépit de son ardeur, on ne le juge pas digne de faire partie de l'aristocratie des clandestins ! Un demi-siècle plus tard, Poutine se vengera

de cette humiliation passée à l'Institut du drapeau rouge, traînant plus bas que terre le directeur du *Sloujba Vnechnoï Razvedki*, le service de renseignement extérieur russe, héritier direct de la PGU. Sergueï Narichkine n'aurait pas manifesté assez d'enthousiasme envers les plans d'agression contre l'Ukraine : le dictateur le bafoue en public. La séquence est diffusée à la télé : dans la Fédération de Russie, il n'y a qu'un seul maître, et ce maître s'appelle Poutine.

Un maître qui sait se défausser sur ses subordonnés quand la vie ne se plie pas à ses plans. Conçue en dépit du bon sens, l'attaque surprise de février 2022 sur Kiev échoue lamentablement. Furieux, Poutine fait mine de limoger Sergueï Bessada, le spécialiste des affaires ukrainiennes au Service de sécurité fédéral de la Fédération de Russie (*Federal'naïa sluzhba bezopasnosti Rossiyskoy Federatsii*), héritier du KGB. Un vieux routier qu'on ressortira du placard en mars 2025, pour tenter de définir, justement, avec les Américains, le destin de l'Ukraine à Ryad.

À défaut d'avoir intégré leurs rangs, le président-dictateur se répand en éloges publics vibrants envers les *nelegany*, ces héros prêts à tous les sacrifices au service secret de la mère patrie. Témoin l'accueil télévisé qu'il réserve, à Moscou en août 2024, à Artem et Anna Doultsev, libérés d'une prison slovène à la suite d'un mégaéchange d'espions négocié avec l'Ouest. Un bouquet de fleurs à la main, Poutine exprime ce jour-là ses regrets de n'avoir jamais été Stierlitz en vrai.

Regret, en voici un autrement plus vaste : celui de l'URSS. Le deuxième choc pour Platov sera, en novembre 1989, les manifestations des citoyens de Dresde s'en prenant aux locaux de la « sœur cadette » Stasi, voisins de ceux du « grand frère » KGB. Ce sentiment d'impuissance face à la colère populaire, le lieutenant-colonel Poutine le conserve profondément gravé quand il regagne l'URSS en 1990 avec sa femme Ludmila et leurs deux filles. Car il n'est que lieutenant-colonel. Un grade à l'image de son

dossier : au KGB, c'est seulement à partir du grade de colonel « plein » qu'on commence à devenir quelqu'un.

En 1991, l'effondrement de l'URSS lui apparaît, il le dira et l'écrira avec insistance, comme le drame majeur du XX^{e} siècle. Pas un drame : LE drame. Il aurait quitté le KGB à cette époque, mais si oui, c'était pour devenir un de ces « réservistes » qu'on détache provisoirement d'un organisme en pleine restructuration en attendant d'y voir plus clair. Des guébistes prépositionnés dans le monde civil.

Dès octobre 1991, sous Boris Eltsine, un spécialiste du monde arabe, Evgueni Primakov, entame la renaissance de la PGU, d'abord rebaptisée *Tsentralnaïa Slouzba Razvedki* (Agence centrale de renseignement), puis SVR. Les cibles restent les mêmes qu'au temps de l'URSS : les pays occidentaux, et en particulier l'« ennemi principal » américain. À effectifs et à moyens financiers moindres, cette mission exige un plus grand professionnalisme. Pas étonnant au vu d'un dossier administratif sans relief que le lieutenant-colonel Poutine reste confiné au rang de « guébiste de réserve ».

MAKE USSR GREAT AGAIN

Trois forces dominent la Russie nouvelle qui émerge alors des décombres de l'URSS.

Les oligarques d'abord. Une cohorte d'entrepreneurs qui se taillent des empires économiques et financiers par le biais d'un passage au capitalisme tellement brutal, tellement incontrôlé qu'il fallait à coup sûr d'ex-communistes pour le mener à bien – ou plutôt à mal – sans le moindre souci des dégâts humains.

La Mafiya avec un grand M ensuite. Les mafias plus exactement car en Russie comme ailleurs, la pieuvre juxtapose toutes sortes de composantes. Profitant du désordre, elle redéploie ses réseaux, parfois au service des

oligarques moyennant finances, parfois à leurs dépens pour les rançonner. En Russie, la Mafiya revient de très loin. Tout au long du règne communiste, elle a fait preuve d'une incroyable résilience. Jusque dans l'univers concentrationnaire du Goulag, où elle a survécu avec ses hiérarchies, ses rites, ses serments de fidélité, ses luttes de clans. Quand on a résisté à Staline, on pourrait se croire indestructible et s'estimer tout permis. Mais la Mafiya, même si elle a su élargir son spectre en englobant la criminalité en col blanc venue de la nomenklatura ex-soviétique, connaît ses propres limites. D'où l'alliance qu'elle ne tarde pas à nouer avec ce troisième partenaire : les appareils de sécurité issus de la matrice du KGB. Ceux qu'on nomme ici les « organes de force ». Leurs chefs s'appellent les *siloviki* : d'ex-dirigeants guébistes reconvertis dans le sérail du FSK, le nouveau Service fédéral russe de contre-espionnage fils du KGB, qui va donner à son tour naissance en avril 1995 au Service de sécurité fédéral de la Fédération de Russie, FSB (*Federal'naïa sluzhba bezopasnosti Rossiyskoy Federatsii*).

Une police politique aux compétences étendues par la même occasion – premier signe de reconquête – à l'ensemble des républiques de l'ancien espace soviétique. Président, Poutine achèvera le processus en rattachant directement le FSB au Kremlin. L'alliance entre la Mafiya et l'État-KGB progresse dans l'ombre. Pendant ce temps, le guébiste de réserve Poutine se fraie un chemin en politique dans le sillage d'Anatoli Sobtchak, maire de l'ancienne Leningrad, qui a repris son nom traditionnel de Saint-Pétersbourg. En 1996, il « monte » à Moscou pour y être nommé adjoint à la gestion des affaires politiques de Boris Eltsine.

Les anciens collègues guébistes de Platov ne voient qu'avantage au fait que l'un d'entre eux accède à la tête du FSB, qu'il dirigera une année d'affilée. Puis, en août 1999, au poste de Premier ministre. Et là, étrange coïncidence : des attentats attribués aux indépendantistes tchétchènes font plusieurs centaines de morts à Moscou et dans d'autres villes. Certains sont

l'œuvre du FSB, d'autres d'islamistes radicaux souvent manipulés. À la télévision, Poutine assure le mois suivant aux Russes : « S'il le faut, on ira les buter [les terroristes] jusque dans les chiottes. » Ainsi se taille-t-il une réputation de gardien de l'ordre à poigne.

L'ordre dans tous les sens du terme : ordre public, mais aussi ordre occulte né du partenariat entre les organes de force et la Mafiya. En décembre 1999, usé et critiqué de toute part, y compris celle des *siloviki*, Eltsine jette l'éponge. Pour assurer l'intérim de la présidence, son choix se porte sur Poutine. Dès lors, notre ancien guébiste de seconde zone devient le maître du Kremlin. Une situation de pouvoir qu'il conforte par de nombreux crimes, la Russie postsoviétique étant redevenue sous sa houlette ce que la Russie tsariste était déjà selon l'historien français du XIX^e^ siècle Anatole Leroy-Beaulieu : « Une dictature tempérée par l'assassinat. » Bon nombre d'oligarques assez fous pour rêver d'indépendance personnelle en feront les frais en Russie, mais aussi à l'étranger, en Angleterre notamment.

La police politique comme colonne vertébrale de l'État : en 2025, Poutine croit plus que jamais à ce schéma intériorisé depuis sa jeunesse. Pour lui, le destin de la sainte nation russe en butte aux attaques de l'« Occident global » ne tient qu'à sa propre personne, laquelle ne reste juchée au sommet de l'État que par la force, l'État ne tenant à son tour que par le bras puissant des « organes de force ». Donc par leurs crimes (voir « Opérations "mouillées" de sang – *Mokre Diela* »). Par l'étrange complaisance de la nouvelle administration Trump aujourd'hui aussi…, mais c'est une autre affaire (voir « CIA et les présidents américains »).

Tout le monde s'accorde à dater du discours de Munich en 2007 l'apparition publique du raidissement antioccidental de Poutine. Cette radicalisation suivait-elle un plan préétabli sous la houlette des réseaux occultes des ex-guébistes ? Correspondait-elle au contraire à une évolution personnelle ?

Deux thèses opposées

Une première thèse tend à expliquer l'ascension du dictateur comme le résultat presque mécanique des manigances et des coups bas des *siloviki*, dont il ne serait que le mandataire. Pour duper le monde occidental, il aurait suffi à cet ancien du KGB d'appliquer les techniques de manipulation apprises à l'Institut du drapeau rouge. Mais ces techniques, justement, étaient-elles infaillibles ? Le prétendre, c'est attribuer aux officiers du KGB une supériorité de principe sur leurs adversaires de l'Ouest. Or, qu'en était-il exactement ? Les « illégaux » soviétiques, c'est vrai, se montraient souvent meilleurs que ceux des services secrets occidentaux. Ce, pour de multiples causes allant de l'adhésion idéologique au cosmopolitisme qui leur permettait d'infiltrer facilement des sociétés ouvertes, eux qui venaient d'une société particulièrement verrouillée ; à la prise en otage de leurs familles restées en URSS et à la certitude que s'ils flanchaient, leurs proches aussi seraient impitoyablement châtiés.

Viliam Fisher, *alias* « colonel Abel », appartenait à cette race de super agents. Mais tous les illégaux n'étaient pas de la trempe de Fisher, lequel avait d'ailleurs été « balancé » au FBI… par un autre illégal d'origine finlandaise, Reino Häyhänen. La perversité et la mauvaise foi poutiniennes, son art du mensonge, doivent certainement beaucoup aux séances d'entraînement du KGB. Mais il a su utiliser ce capital à ses fins propres pour devenir numéro 1, s'élevant pour ainsi dire au-dessus des *siloviki*, hier ses pairs, aujourd'hui ses seconds. Petit rappel historique : Staline, que ses rivaux prenaient pour un imbécile, s'appuya lui aussi sur l'appareil pour les supplanter et, plus tard, les faire assassiner. Décrivant avec sa suffisance habituelle le Géorgien comme « la plus éminente médiocrité du Parti », Trotski ne voyait en lui que le pâle reflet d'une couche bureaucratique en plein essor. Sauf que Staline est parvenu à s'imposer sans partage pendant un quart de siècle à cette même bureaucratie pour régner en solitaire sur

l’URSS. Le « reflet » avait infiniment plus de consistance que le croyait le prophète déchu de la « révolution permanente ».

La deuxième thèse, celle de la radicalisation de Poutine sous influence intellectuelle de Vladislav Sourkov, doit tout à l’immense talent de Giuliano da Empoli. Dans son roman au succès mondial *Le Mage du Kremlin* (800 000 exemplaires vendus en France), l’essayiste pointe le projecteur sur Sourkov, personnage bien réel, fils d’un général du renseignement militaire russe et lui-même probable agent du GRU à une époque de sa vie. A-t-il forgé clé en main une idéologie nationaliste réactionnaire à l’usage exclusif de Poutine ? Sourkov exerça certes longtemps, et continue peut-être d’exercer aujourd’hui encore une influence sur le dictateur. Ne disposant pas d’un système idéologique clos aussi cohérent que le marxisme-léninisme, Poutine avait besoin d’en bâtir un à sa main et à cet égard, toute contribution était bonne à prendre.

Reste à déterminer si le président-dictateur fut en quelque sorte le « produit » de Sourkov ou au contraire, s’il s’est servi de Sourkov à ses propres fins. Parce que Da Empoli est un formidable romancier, la première vision a séduit les médias et le grand public occidental, avides de comprendre l’ascension au sommet de l’ancien lieutenant-colonel du KGB. Pour autant, le *Mage* reste une interprétation, et non une vérité révélée. Staline, toujours lui, présentait les écrivains et les intellectuels comme des « ingénieurs des âmes » censés construire le mental collectif des Soviétiques comme d’autres des ponts ou des usines. Il n’est pas interdit de penser que Poutine a conçu Sourkov comme son « ingénieur des âmes » personnel, chargé de lui fournir toutes les références, de lui indiquer les « bons » concepts, les « bons » auteurs : Constantin Leontiev, Ivan Kireïevski, Constantin Aksakov, Iouri Samarine, Nikolaï Danilevski ou encore Alexandre Douguine. Le dictateur s’appropriera ainsi sans complexe le renouveau orthodoxe de la période immédiatement postsoviétique.

Alexandre Bortnikov, Nikolaï Patrouchev et les autres sommités *siloviki* ont aidé Poutine à se propulser sur le trône, c'est certain. Mais, loin de se cantonner au rôle d'instrument, il a su s'élever au-dessus des hommes qui l'avaient porté sur le pavois. Dans le même temps, il se construisait un système de référence idéologico-religieuse inspiré notamment, mais pas uniquement, par Sourkov.

Ce système modernise un vieil argumentaire soviétique. Chaque fois que la contestation gagnait les « démocraties populaires », Moscou et le KGB créaient un groupe de personnalités « attachées au socialisme ». Ce groupe appelait alors l'URSS, donc l'Armée rouge, à la rescousse pour écraser les « contre-révolutionnaires », comme ce fut le cas en Hongrie en 1956, puis en Tchécoslovaquie en 1968. Poutine, lui, instrumentalise les minorités russes des anciennes « républiques-sœurs » qui, menacées par une « terrible répression », se tourneraient « spontanément » vers le Kremlin en sollicitant son aide comme, notamment, dans le Donbass. Après quoi l'armée russe, complétant le travail préalable du FSB, du SVR ou du renseignement militaire, le GRU, intervient pour « sauver » les frères menacés. Une méthode pas si originale que ça : c'est pour « secourir » les Allemands des Sudètes « réprimés » qu'Hitler exigea – et obtint à la conférence de 1938 à Munich – le dépeçage de la Tchécoslovaquie. Ce qui étonne plutôt aujourd'hui, c'est la naïveté, ou pire, des présidents américains face à Poutine. Un manipulateur pervers certes, mais aussi un homme d'appareil capable de préparer ses dossiers, et ses effets. Un dictateur réaliste et efficace.

Présidents français et la DGSE (Les)

Le général de Gaulle entretenait des rapports complexes et difficiles avec l'univers du renseignement (voir « De Gaulle et les services secrets »).

À la fin de l'ère gaullienne, le Service de documentation et de contre-espionnage, déjà déstabilisé par les tourmentes de la fin de la guerre d'Algérie, va connaître quelques sérieux trous d'air. Dont l'enlèvement à Paris en 1965 du leader de l'opposition marocaine, Mehdi Ben Barka, qu'on ne retrouvera jamais vivant. Le service arabe et le service 7 (ouverture des bagages et des valises diplomatiques) du SDECE vont se trouver impliqués dans le scandale qui s'ensuit. De manière marginale certes, mais compromis quand même. Un fait dont l'opposition de gauche et celle d'extrême droite s'emparent, dénonçant, avec beaucoup d'excès partisans, une « affaire d'État » alors qu'en réalité, l'enlèvement de Ben Barka contrariait les projets gaulliens en direction du tiers-monde.

Parmi d'autres événements postérieurs de nature à alourdir l'atmosphère, citons l'implication de l'antenne parisienne du SDECE (le service 6 ou « Base Bison ») dans la fabrication, puis la diffusion de montages photos pornographiques mettant en scène l'épouse de l'ancien Premier ministre Georges Pompidou. Cette falsification constituait un des volets de l'affaire Markovĭc, du nom du garde du corps de la star de cinéma Alain Delon dont le cadavre avait été découvert en octobre 1968 dans une décharge publique des Yvelines.

En juin 1969, Pompidou succède à de Gaulle. Sa conviction est déjà faite : il est temps de récurer la « Piscine » (le sobriquet journalistique du SDECE, que ses membres, eux, préfèrent appeler la « Boîte »). Sur le conseil de Pierre Messmer, figure de proue du gaullisme, Pompidou choisit en novembre 1970 Alexandre de Marenches.

Entre le président et le nouveau directeur général, le courant passe dès lors comme rarement entre un chef d'État et le patron de ses services de renseignement. « Soyez un ami, apportez-moi les mauvaises nouvelles. Les bonnes, tout le monde le fait », demande Pompidou. Marenches s'exécute d'autant plus volontiers que l'hôte de l'Élysée le laisse mener le SDECE à sa manière, toute personnelle (voir « Marenches Alexandre de, comte »). La

confiance régnera moins après la mort de Pompidou et l'élection de son successeur, Valéry Giscard D'Estaing. Le nouveau président, certes, se montre admiratif des titres nobiliaires du comte, lui dont la famille a relevé celui, tombé en désuétude, de D'Estaing pour l'accoler à son patronyme. Mais à snob, snob et demi : Marenches ne tarde pas à mépriser VGE, qu'il surnomme avec un dédain tout aristocratique « Monsieur de la Tour Fondue ».

Une politique toute personnelle

Malgré ces rapports contrastés, les deux hommes parviennent à travailler ensemble. Giscard ne met aucun bâton dans les roues de la politique personnelle du patron du SDECE. Ce dernier la mène d'une part avec le service action, son « joujou », que commande Alain de Gaigneron de Marolles, secondé par des hommes de terrain qui vont marquer l'histoire des services secrets français : Philippe Rondot, Ivan de Lignières et Philippe Charrier.

L'autre volet de la politique personnelle du comte, ce sont ses relations personnelles avec des chefs d'État étrangers : le shah d'Iran Mohammad Reza Pahlavi ; le roi du Maroc Hassan II ; la famille royale d'Arabie saoudite qui financera par anticommunisme certaines opérations clandestines du SDECE. En bonne logique, cette « sainte alliance » s'étend aussi à des chefs de services secrets : six patrons successifs de la CIA pendant les onze ans du règne de Marenches à la Piscine ; Ramjee Kao, le chef de la R&AW indienne ; Nematollah Nassiri, le directeur de la Savak iranienne ; Ahmed Dlimi, le patron de la Direction générale des études et de la documentation, les services marocains ; Kamal Ali, le chef des moukhabarat égyptiens ; Kamel Adham puis son neveu Turki ben Fayçal, ses homologues saoudiens.

En mai 1978, Giscard donne le feu vert au largage sur Kolwezi des légionnaires parachutistes du 2e REP. Une opération préparée sur le terrain par Lignières et l'antenne du service action au Congo, alors appelé Zaïre. L'UNITA (*União Nacional para a Independência Total de Angola*), la guérilla anticommuniste angolaise de Jonas Savimbi, aide ensuite le SDECE à liquider les Katangais preneurs d'otages occidentaux. Deux mois plus tard, VGE exige le retrait de l'aide du SDECE à Savimbi, que Marenches considère, lui, comme un des plus grands leaders africains. Que fait le comte ? « Nous le doublerons », dit-il à ses adjoints à propos de Giscard. En septembre 1979, le SA réussit la première phase de l'opération *Barracuda* : le renversement de « l'empereur » de Centrafrique Jean-Bedel Bokassa. Un service rendu à VGE. Mais quand ce dernier court-circuite Marenches en ordonnant à son insu à Marolles de renverser le colonel libyen Kadhafi, le directeur général du SDECE se fâche et mute le chef du SA pour insubordination. S'il s'arroge le droit de désobéir au président, Marenches n'admet pas qu'un de ses subordonnés lui fasse faux bond.

Les relations entre VGE et lui s'achèvent sur une note amère en 1981 lors d'une entrevue entre le président candidat à sa réélection, battu d'avance, mais qui ne le sait pas du fait que son entourage lui cache les mauvais sondages, et le patron du SDECE mieux renseigné et qui, de son propre aveu à l'auteur, jubile.

Embrouilles avec les socialistes

Le 10 mai 1981, de fait, François Mitterrand est élu. Commence alors une période confuse entre les socialistes, qui, s'imaginant le SDECE à l'aune de leurs fantasmes, voient en lui soit une force militante d'extrême droite, soit une police politique que le nouveau pouvoir d'union de la gauche pourrait retourner contre ses adversaires. Bien entendu, le service n'est ni l'une ni l'autre. Fatigué par onze ans à sa tête et ulcéré par la

ferveur messianique qui embrase la gauche dans le style « les Français ont franchi la frontière qui sépare l'ombre de la lumière » (Jack Lang *dixit*), Marenches refuse l'offre présidentielle de conserver son poste.

Qui mettre à sa place ? Le ministre de la Défense, Charles Hernu, avance le nom de Pierre Marion. Hormis une courte période d'honorable correspondant du SDECE, cet ancien chef d'escale d'Air France au Japon n'a pourtant aucune expérience en matière de services secrets. Du coup, il en rajoute dans un style cassant : propos antimilitaristes dans une maison où les hommes en uniforme sont encore majoritaires ; têtes coupées à titre d'exemple ; réorganisation selon les méthodes des grandes entreprises publiques à ce détail près qu'Air France n'a rien à voir avec un service de renseignement, et le SDECE, rien à voir avec une compagnie aérienne.

Mitterrand lui-même juge le personnage plutôt encombrant. Sans surprise aussi, la greffe Marion ne prend pas boulevard Mortier. Mis à part un réel courage physique lors d'un face-à-face avec Rifaat al-Assad, frère du dictateur syrien Hafez al-Assad et chef d'un des services secrets syriens coupable de plusieurs assassinats sur le sol français, Marion n'est guère apprécié de son propre personnel. En avril 1982, il n'en porte pas moins sur les fonts baptismaux la Direction générale de la sécurité extérieure, l'actuelle DGSE, avant d'être remercié dès décembre.

Un changement de sigle ne signifie pas toujours un changement de fond. Après avoir juré à Marion que jamais il ne mettrait un militaire à la tête des services, Mitterrand mange bientôt son chapeau. Plus question d'Air France, mais de Marine nationale : l'amiral Pierre Lacoste entre en effet dans la Piscine. Il aura à y remettre en ordre de marche un service perturbé sous peu par quelques échecs. Par exemple cet attentat manqué à la Jeep piégée dans la nuit du 6 au 7 novembre 1983 contre l'ambassade d'Iran, parrain du Hezbollah auquel on attribuait, quinze jours auparavant, la mort de 58 de nos paras dans un attentat-suicide contre le PC Drakkar de Beyrouth.

En juillet 1985, son sens de la discipline de vieux soldat aidant, Lacoste accepte, à contrecœur, l'ordre du ministre de la Défense, Charles Hernu, de monter l'opération *Satanic*. Un ordre avalisé par François Mitterrand en personne, même s'il affirmera par la suite n'avoir jamais été informé du projet d'attentat. Contre Greenpeace, cible de l'ire ministérielle et présidentielle, l'amiral avait proposé des mini-actions silencieuses dont le service avait l'habitude, pas ce sabotage surdimensionné du *Rainbow Warrior*, imbécile et, puisqu'il y aura mort d'homme, le photographe Fernando Pereira, criminel. Mais Hernu voulait son coup d'éclat. Il l'aura, *Satanic* tournant au désastre avec l'arrestation de deux officiers du SA, le commandant Alain Mafart et la capitaine Dominique Prieur, par la police néo-zélandaise.

Qui pour porter le chapeau ? Lacoste, ce serait commode. Le hic, c'est que l'amiral refuse de jouer les fusibles tandis qu'une poignée d'enquêteurs révèle peu à peu dans la presse les dessous de ce ratage : Roger Faligot, Pascal Krop et Jacques-Marie Bourget d'abord, puis Bernard Veillet-Lavallée, Jacques Derogy, Jean-Marie Pontaut, et enfin Bertrand Le Gendre, Edwy Plenel et Georges Marion.

Dans un premier temps, le pouvoir croit que les personnels de la DGSE, furieux, vont tourner leur agressivité contre la presse. Or, les gens de la Piscine n'en veulent pas aux journalistes, qui ne font que leur métier d'appuyer là où ça fait mal, mais au pouvoir qui, pour se dédouaner, traite ses propres agents secrets comme de la piétaille. Hernu finit par démissionner tandis que le fossé, déjà existant depuis mai 1981, mais qui était en train de se résorber, se creuse à nouveau entre les socialistes et le service. Nommé en septembre 1985, le remplaçant de Lacoste, le général René Imbot, croit faire preuve d'autorité en proclamant *urbi et orbi* qu'il va couper « les branches pourries ». Une expression malheureuse qui donne au personnel de la Piscine l'impression d'une chasse aux sorcières.

La plaie ouverte par l'affaire Greenpeace entre les socialistes et la Piscine tarde à se refermer. Mitterrand ordonne-t-il à la DGSE par l'intermédiaire de Pierre Joxe, le ministre de la Défense, l'ordre d'exfiltrer du Liban le général chrétien Michel Aoun qui, depuis octobre 1990, vit reclus à l'ambassade de France à Beyrouth assiégée par les Syriens ? Un refus poli, mais catégorique, lui est opposé par le directeur général, Claude Silberzahn. Motif : la DGSE craint un nouveau coup foireux à la Greenpeace. « Occupez-vous de cette exfiltration », ordonne Joxe au colonel Philippe Rondot. Connaisseur hors pair des arcanes moyen-orientaux, le colonel se rend donc à Beyrouth. Habitué au travail en solo, il monte de main de maître l'opération-bricolage avec les gendarmes de la protection de l'ambassade et des commandos de marine qui viendront récupérer Aoun en catimini sur une plage voisine de Beyrouth.

La nouvelle « Piscine »

Encore cet épisode prend-il place à une époque où la présidence et le gouvernement sont de la même couleur, rose socialiste. Car autant le dire tout de suite : les époques de cohabitation Mitterrand-Chirac (mars 1986 à mai 1988), Mitterrand-Balladur (1993-1995) puis Chirac-Jospin (juin 1997-mai 2002) constituent de mauvaises cuvées pour les services secrets français. Dans de telles périodes, quelle est en effet leur autorité de référence : le président de la République, avec qui ils n'ont pas de liens de subordination officiels directs, ou le gouvernement, dont ils dépendent administrativement ? Depuis l'affaire Ben Barka, le SDECE et désormais la DGSE sont en effet placés sous l'autorité théorique du ministère de la Défense alors qu'en fait, ils constituent un des éléments clés de la politique étrangère du pays. Une bizarrerie française que les autres pays se gardent bien d'imiter, mais qui présente du moins l'avantage pour la centrale d'un

budget notable. Le rattachement aux armées la dote en effet d'une puissance tutélaire respectée.

Aux directeurs généraux successifs de la DGSE : le général François Mermet (décembre 1987-mars 1989) puis le préfet Claude Silberzahn (mars 1989-juin 1993), la tâche difficile de gérer tant bien que mal les deux premières cohabitations jusqu'à l'élection de Jacques Chirac à l'Élysée en 1995. Ajoutons au tableau cette quasi-cohabitation socialo-socialiste entre Mitterrand et Michel Rocard (1988-1991). Bien que l'Élysée se soit ingénié pendant ses trois années à Matignon à réduire ses prérogatives, Rocard, travailleur aussi acharné qu'il était mauvais manœuvrier politique, réussira cette performance : devenir le deuxième chef de gouvernement socialiste de notre histoire à s'intéresser au travail des services secrets après… Léon Blum sous le Front populaire !

La nomination de Jean-Claude Cousseran, un diplomate arabisant, marque parallèlement l'entrée en force du Quai d'Orsay dans la Piscine. Elle est d'autant plus logique qu'en 1992, après la guerre du Golfe, la Direction du renseignement militaire (DRM) a été créée par Pierre Joxe. Pour le renseignement « civil », on a donc moins besoin de militaires, même s'ils restent très nombreux au sein de la DGSE. Surtout, intégrer des diplomates, c'est souligner le rôle du service dans la politique extérieure du pays. En d'autres termes, se rapprocher de ce que le colonel Passy, qui fut entre autres le fondateur du SDECE en 1946, préconisait dès la Libération : un service secret œuvrant au côté des Affaires étrangères et à leur profit (voir « Passy, André Dewavrin, dit colonel »).

Dans la vieille tradition des hommes politiques français qui privilégient les impressions de leurs amis vivant à l'étranger, voire de leurs amis étrangers, le président Chirac ne se fie guère aux analyses de ses propres services secrets. Ne dit-il pas à son entourage qu'ils ne servent à rien, qu'ils sont « nuls » ? Comme marque de confiance, on a connu mieux. En outre, Chirac en veut particulièrement au Bureau des enquêtes protégées de la

DGSE, qui avait demandé au poste de Tokyo une enquête approfondie sur un banquier nippon de ses amis. Alors que la Piscine entendait lui suggérer la prudence dans ses relations personnelles, le président, marqué par l'affaire Markovĭc qu'il avait vécu aux premières loges comme secrétaire d'État au Budget dans l'entourage proche de Georges Pompidou, voit dans cette enquête un complot dirigé contre sa propre personne.

Nicolas Sarkozy, qui lui succède en 2007, appréhende les choses sous un jour bien différent, quoique tout aussi personnel. Convaincu des vertus de l'hyperprésidence, le nouvel hôte de l'Élysée estime qu'il doit tout contrôler, le boulevard Mortier ne faisant pas exception. Ainsi crée-t-il dès juillet 2008 un poste de coordinateur rattaché à l'Élysée qu'il confie à un diplomate de terrain, Bernard Bajolet. Une révolution copernicienne : pour la première fois, la présidence de la République assume la responsabilité des services secrets. Des organismes dont il va augmenter sensiblement les moyens matériels – 900 postes nouveaux créés entre 2008 et 2012. Jusque-là, la Piscine du boulevard Mortier était considérée comme quelque chose de pas très propre. Elle apparaît désormais comme un des moyens de la politique étrangère de la France. Dès octobre 2008, c'est un haut fonctionnaire, ancien commissaire de la Marine nationale, qui en prend les rênes. Érard Corbin de Mangoux était directeur des services départementaux des Hauts-de-Seine quand Sarkozy en présidait le conseil général.

Sous Hollande et sous Macron

François Hollande puis Emmanuel Macron poursuivront dans la même veine : plus de confiance envers la DGSE et plus de moyens pour elle. Les attentats islamistes parisiens de janvier puis de novembre 2015 vont, sur ce, mettre tragiquement en évidence la nécessité d'une lutte où devront s'associer la section antiterroriste de la DGSE et la Direction générale de la

sécurité intérieure. Deux maisons souvent opposées dans le passé, notamment quand la Direction de la surveillance du territoire, matrice de la DGSI, prenait plaisir à tailler des croupières au SDECE, comme pendant l'affaire « Farewell » (nom de code de Vladimir Vetrov, un officier du KGB « tamponné » par la DST) au début de la première mandature de François Mitterrand (voir « Farewell, Vladimir Vetrov, dit »).

Autre conséquence : le coordonnateur du renseignement et la DGSE sont priés par l'Élysée de s'impliquer à titre principal dans le combat antidjihadiste. Une sorte de recul sous Hollande par rapport à l'ère Sarkozy alors qu'il incombe à la Piscine, en tant que service de renseignement, de « couvrir » le monde entier et pas seulement sa partie arabo-musulmane.

Le président socialiste affirme d'ailleurs publiquement mener la lutte « contre le terrorisme » sans aucune précision – fâcheux oubli – sur l'identité des terroristes et leurs motivations idéologiques. Une définition plutôt vague qui rappelle la *Global War on Terror* de George W. Bush dix ans plus tôt (voir « CIA et les présidents américains »).

L'opinion publique, c'est vrai, reste traumatisée par la multiplication des attentats. En poste à la tête de la Piscine depuis avril 2013, l'ancien coordonnateur national du renseignement Bernard Bajolet, excellent connaisseur du Moyen-Orient, défend autant que possible le point de vue de son service. Sans doute aura-t-il quelque mal à faire avaler à la DGSE, et en particulier à son service action, l'incroyable hâblerie du président Hollande, exhibant devant deux journalistes du *Monde* des fiches d'objectif, histoire de bien montrer qu'il détient le pouvoir d'ordonner des assassinats ciblés. Un manque de respect envers les membres du SA, qui auront éventuellement pour mission de tuer tel ou tel individu dangereux pour la France. Les risques physiques et même moraux de telles éliminations, ils acceptent de les prendre au service de la République. Pas pour devenir les faire-valoir de l'hôte de l'Élysée. À croire que ressurgit le mépris de la

« piétaille » qui s'était déjà manifesté trente ans plus tôt au moment de l'affaire Greenpeace.

Emmanuel Macron, qui succède à Hollande en 2017, n'a pas le même problème de passif des socialistes avec la Piscine. Dès juin, dans la continuité de ses promesses électorales, il accorde lui aussi une sorte de priorité au combat antidjihadiste. Naît ainsi le Centre national de contre-terrorisme tandis qu'un ancien directeur de la DST, Pierre de Bousquet de Florian, devient le coordinateur national non plus du seul renseignement, mais du renseignement et de la lutte contre le terrorisme.

En juillet 2018, le Premier ministre Édouard Philippe donnera une orientation plus précise à ce combat. En lançant le « Plan d'action contre le terrorisme », il conforte explicitement la DGSI, que dirige l'ancien (et futur) préfet de police, Laurent Nuñez, dans son rôle de « chef de file opérationnel de la lutte antiterroriste sur le sol national ».

En juin 2017, Bernard Émié, énarque en poste à l'ambassade de France à Alger depuis trois ans et fin connaisseur lui aussi du monde arabe, a remplacé Bajolet boulevard Mortier. Soucieux d'éviter que les forces spéciales de l'armée, très actives au Sahel, ne phagocytent le service action de la DGSE comme elles en manifestent déjà l'intention, il n'aura de cesse d'insister sur la tradition clandestine de la Piscine issue du BCRA, les services secrets du général de Gaulle.

L'affaire Benalla de l'été 2018 vient perturber cette réorganisation. Non pas qu'elle concerne le travail des services secrets, mais le fonctionnement de l'appareil d'État. S'ensuit une certaine confusion passablement néfaste. Après avoir dirigé depuis octobre 2018 la DGSI (le contre-espionnage et le contre-terrorisme intérieurs), le préfet Nicolas Lerner, ancien condisciple d'Emmanuel Macron à l'ENA, prend finalement en main en janvier 2024 les destinées de la DGSE. Un cas rarissime en Occident et dans les pays démocratiques. Seuls avant lui Dick White en Angleterre et le juge William Webster aux États-Unis pouvaient se targuer d'avoir dirigé le contre-

espionnage intérieur de leur pays (MI5 pour White et FBI pour Webster) avant de prendre la tête du renseignement extérieur (MI6 et CIA).

Lerner restructure la DGSE en répartissant son service de recherche du renseignement en sept centres de mission par zones géographiques ou par thèmes. Proche du président, il en obtient l'augmentation des crédits et du personnel, qui se situe aujourd'hui autour de 7 500 fonctionnaires, dont 29 % de femmes. Parmi les priorités induites par la conjoncture internationale, le nouveau directeur général doit prendre en compte la poussée russe en Afrique, laquelle se traduit par une perte d'influence de la France sur le Continent noir. La fermeture de la plupart des bases militaires tricolores signe en effet la vraie fin de la Françafrique. Sans le support matériel direct de l'armée, il va falloir s'habituer à un travail différent, plus difficile encore.

Autre secteur prioritaire avec le soutien présidentiel : l'Ukraine où la DGSE est présente dès les lendemains de la nouvelle agression russe de février 2022, mais où la nouvelle politique américaine de Donald Trump rebat les cartes dans un sens très défavorable à Kiev. Le Liban aussi. Un pays où la DGSE a toujours été présente, et où l'après 7 octobre 2023 et la poussée de l'armée, mais aussi des services secrets israéliens bouleverse la donne (voir « Bipeurs »).

Si les relations personnelles entre Nicolas Lerner et Emmanuel Macron sont bonnes, le boulevard Mortier aborde cette nouvelle page dans un contexte politique national marqué par l'affaiblissement de l'Élysée dans un contexte international marqué par l'affaiblissement de la France elle-même. Pour la DGSE du boulevard Mortier, qui prépare déjà le déménagement de son site à Vincennes à l'horizon 2030-2031, la vie n'a jamais été un long fleuve tranquille…

Proxys

La vieille tactique des paravents, des faux-nez ou, si l'on préfère, des cache-sexes, passe par la manipulation d'États de taille réduite ou le dévoiement de mouvements politiques. Un stratagème qui peut conduire à ce qu'on nomme aujourd'hui des « proxys » au crime en lieu et place de leurs commanditaires étatiques. Il s'agit alors de terrorisme par transfert de signatures.

À l'époque de l'URSS, les communistes, prodigues en étiquettes, taxaient rituellement tout régime opposé à leur mainmise de « valet de l'impérialisme ». Une façon de jeter dans le même sac des pseudopodes à la botte de Washington, de Londres ou de Paris et des gouvernements qui, même dépendants de l'aide occidentale face à la poussée communiste, disposaient d'une certaine autonomie, voire d'un réel appui parmi leur peuple.

Du point de vue de Moscou ou de Pékin, cette schématisation binaire « fantoches » pro-Ouest contre « patriotes » inféodés à l'Est avait sa logique : démontrer par Marx plus B l'impossibilité d'un moyen terme entre le « monde socialiste » et « l'univers capitaliste ». Il se trouve justement que les partis communistes du monde entier pouvaient, à bon droit, être considérés comme des satellites de Moscou. Des vassaux même, car leur suzerain, aisément identifiable, n'était autre que l'URSS.

Dans les années 1965-1975, sous l'égide de Kang Sheng, le maître espion de Mao, la Chine populaire tente à son tour d'impulser une nouvelle Internationale. Ses proxys à elle : les groupes dits « marxistes-léninistes » pour se différencier des communistes pro-Moscou. Des formations qui dépassent rarement le stade du groupuscule. Une exception de taille cependant : en Inde, les « ml » acquièrent une réelle envergure sous la forme des « naxalites » du Communist Party of India -ml, fondé en 1969. Apparues deux ans plus tôt au Bengale occidental, ces guérillas rurales reproduisent le schéma maoïste de « guerre révolutionnaire prolongée ». Elles bénéficient du soutien de Pékin, mais un appui critique dont témoigne

le procès-verbal d'une réunion de travail que se procurera le service de renseignement indien, la R&AW (voir « Inde d'Indira Gandhi à Narendra Modi »). Cette rencontre rassemble à Pékin Charu Mazumdar, le numéro 1 naxalite et Zhou Enlai, le Premier ministre de la République populaire de Chine. Également présent, Kang Sheng, le patron de l'espionnage maoïste, reproche aux « ml » bengalis… leur dévotion envers Mao, trop béate pour devenir efficace ! Après la mort de Mazumdar, en juillet 1972, le mouvement s'éparpillera en plusieurs branches dont celle qui, en 2004, va fonder le CPI-M (Communist Party of India-Maoist).

« Guerre révolutionnaire prolongée », c'était également la ligne suivie au Pérou jusqu'aux années 2000 par le Sentier lumineux (*Sendero luminoso*). À cette différence près que ce groupe mao-fondamentaliste créé en 1980 et responsable d'environ 30 000 morts était violemment… anti-Deng Xiaoping ! Peu suspect de manipulation par Pékin donc. Autre catégorie : les faux proxys, les proxys en trompe-l'œil. Le meilleur exemple : l'Irish Republican Army, en lutte durant des décennies contre la présence britannique en Irlande du Nord. Tout au long de sa trajectoire – elle a été créée en 1916 –, l'IRA tenta de nouer des alliances avec les forces le plus diverses opposées à Londres : les Soviétiques aussi bien que les nazis. Le but de ces tentatives, toujours le même : se procurer des armes, mais sans jamais aliéner l'indépendance politique de l'organisation. Malgré l'appui matériel fourni par la Libye de Kadhafi : des missiles embarqués nuitamment en novembre 1987 dans le port de Tripoli à bord d'un cargo à équipage irlandais, l'*Eksund*, l'IRA ne s'est jamais soumise aux exigences du dictateur libyen. Elle acceptait ses armes, pas ses ordres. Trop sourcilleuse, trop imprévisible pour être manipulée, elle n'était donc pas un proxy.

La tactique du paravent

Historiquement parlant, la tactique du paravent est particulièrement usitée en matière de terrorisme à caractère international. Prenez le cas de Jeune Bosnie (*Mlada Bosna*), responsable de l'assassinat de l'archiduc héritier autrichien François-Ferdinand, le 28 juin 1914 à Sarajevo, crime qui va enclencher le mécanisme infernal conduisant à la Première Guerre mondiale. Groupuscule extrémiste panserbe, Jeune Bosnie agit de concert avec la Main noire (*Crna Ruka*), une organisation terroriste manipulée par le service secret du 2e bureau de l'état-major de Belgrade aux ordres du colonel Dragutin « Apis » Dimitrijević. Par ce jeu de miroirs, Dimitrijević escompte frapper l'Autriche-Hongrie tout en dégageant la responsabilité de l'État serbe. Mais comme on le sait, cette manœuvre n'aboutira qu'à une déflagration planétaire. L'exemple extrême de l'efficacité meurtrière en matière de proxy.

Ainsi que les autres puissances, la France a, elle aussi, usé de faux-nez. Dans les années 1960 en Afrique, c'étaient les mercenaires au service du séparatiste katangais Moïse Tshombé, ou du chef de l'insurrection indépendantiste biafraise contre le Nigeria, le colonel Ojukwu. Des soldats de fortune comme le célèbre Bob Denard. Mais aussi des « soldats perdus » de l'Algérie française et de l'OAS, dont le gouvernement n'était pas fâché de se débarrasser en les recyclant dans le cadre de sa politique étrangère.

Autre exemple encore postérieur : le Front de libération de l'enclave de Cabinda (*Frente de Libertação do Enclave de Cabinda*). Créé en 1975 à partir d'un mouvement indépendantiste apparu dès 1963, ce proxy conçu pour faire échec au gouvernement prosoviétique d'Angola dans les zones pétrolifères est actionné par deux Français liés au SDECE, Jean Dacosta, un ancien sous-officier parachutiste français lusophone de mère cap-verdienne, et Michel Lambinet, *alias* « Monsieur Charles », un journaliste et agent d'influence.

L'Orient compliqué du terrorisme international

Commode dans la mesure où il occulte la responsabilité des États, le stratagème des paravents s'est généralisé dans les années 1970 au Moyen-Orient au travers des groupes terroristes manipulés dans l'ombre par les Libyens, les Irakiens, les Syriens. Et soutenus, mais avec une certaine prudence, par le KGB et ses « petites sœurs » d'Allemagne de l'Est, de Hongrie, de Roumanie et de Tchécoslovaquie.

L'OLP adopte comme cache-sexe Septembre noir (*Ayloul al-Aswad*). Une émanation du Fatah sous le commandement d'Ali Hassan Salameh, ancien dirigeant de la garde prétorienne de Yasser Arafat, la Force 17. Outre les crimes commis sous le pavillon de Septembre noir comme, en septembre 1972, la sanglante prise d'otages des Jeux olympiques de Munich, les attentats moyen-orientaux foisonnants seront revendiqués sous des labels de circonstance, comme le Groupe du martyr Mouhyidine al-Nasser (voir « Moukhabarat – Services secrets arabes »). C'est sous le nom de « Bras de la révolution arabe » qu'opère par exemple, à Vienne en décembre 1975, le groupe terroriste mené par le Vénézuélien Ilitch Ramírez Sánchez dit « Carlos », auteur de la prise d'otages de onze ministres des pays de l'OPEP.

Plus stables dans le temps car entièrement professionnalisés, certains groupes terroristes, tel le Fatah-Conseil révolutionnaire (*Fatah-Majlis al-Thawri*) d'Abou Nidal, dissident du Fatah financé et abrité par les moukhabarat irakiens de Barzan al-Tikriti, puis par la Syrie et la Libye. Ou le FPLP-Groupe des opérations spéciales du chirurgien-dentiste Waddi Haddad, employeur de Carlos et financé au départ par le banquier nazi suisse François Genoud. Un FPLP-GOS qui va changer d'allégeance étatique au fil des événements. Malgré ce plus petit commun multiple : l'hostilité viscérale à l'État d'Israël, l'idéologie passe en effet souvent au second plan.

Comprendre les tenants et les aboutissants de la nébuleuse terroriste, savoir qui en tirait les fils, qui en encaissait les bénéfices, demeure de ce

fait un véritable travail de Sisyphe. *Quid* des baasistes irakiens de Saddam Hussein ? *Quid* de leurs frères ennemis les baasistes syriens de Hafez-al Assad ? Des agents secrets de la Jamahiriya libyenne de Kadhafi ? Des pasdarans, les barbouzes de la République islamique d'Iran ? Des Égyptiens ? Sans parler de l'Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie (*Ermenistan'in Kurtulusu için Ermeni Gizli Ordusu*), compagne de route du FPLP-Groupe des opérations spéciales ; des Forces armées révolutionnaires libanaises, autre proxy du FPLP, composé, lui, de chrétiens maronites du pays du cèdre ; du Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes, émanation du Hezbollah en Europe et auteur d'une quinzaine d'attentats meurtriers à Paris en 1985-1986 ; du Fatah al-Intifada syro-manipulé comme d'ailleurs le FPLP-Commandement général dont le chef militaire et fils du fondateur, Djihad Djibril, sera victime bien plus tard, en mai 2002 d'un attentat sous faux pavillon du Mossad (voir « Faux drapeau »).

Que dire encore de la *Saïka* (l'Éclair), puissamment armée et en principe palestinienne, alors que son état-major était composé d'officiers syriens et qu'une moitié de ses effectifs se composait de bidasses syriens soumis à leurs obligations militaires ; du Front de libération de la Palestine et de l'Organisation arabe du 15 mai, deux groupes irako-manipulés à base d'anciens du FPLP-Opérations spéciales ; de l'Organisation de la lutte armée arabe ; du Mouvement de l'unité révolutionnaire arabe ; du Front populaire de libération de la Turquie ou de l'Armée rouge japonaise (*Rengo Sekigun*), tous proxys du FPLP-GOS. Du Mouvement d'action islamique, cache-sexe des Iraniens pour le terrorisme contre l'Irak ; du Front populaire de lutte palestinienne, un pseudopode du Bureau libyen des opérations extérieures (*Mathaba al-Tauriya al-Almiya*).

Dans cette jungle inextricable, seuls les Israéliens parvenaient à se repérer – et encore ! Dans un pareil contexte, nul besoin pour les services secrets manipulateurs de mettre sur pied quelque démenti plausible (voir

« Démenti plausible »). Pas de pavillon national, pas de complications interétatiques, pas d'accusations précises. Mais des morts innocentes, beaucoup.

Doit-on considérer comme des « proxys » les groupes allemands d'extrême gauche, comme la RAF dite « Bande à Baader » (*Rote Armee Fraktion*), les Revolutionäre Zellen, le Bewegung 2. Juni ? D'abord indépendantes, ces organisations ont fini par devenir des mercenaires du terrorisme international *via* le FPLP-Opérations spéciales de Waddi Haddad. Et en même temps, des protégés des services hongrois et surtout de la Stasi. Les Soviétiques, eux, préféraient miser sur leurs nombreux informateurs au sein du FPLP officiel de Georges Habache (*Jebhah ech-Cha'abiya li-Tahrir Filastin*) et de sa scission encore plus clairement pro-Moscou depuis février 1969, le FDLP (*Jebhah al-Dimuqratiyah li-Tahrir Filastin*) de Nayef Hawatmeh.

Le chef de la Stasi, Erich Mielke, va assurer l'hébergement de la RAF derrière le rideau de fer. Jusqu'à l'effondrement du régime est-allemand du moins. Après quoi, la police secrète est-allemande, soucieuse de sauver ses propres meubles, les « balancera » au contre-espionnage de l'Allemagne fédérale, le BfV.

Nouvelle donne

Il n'est pas rare, en effet, de voir les services secrets lâcher en cours de route leurs proxys, devenus encombrants. D'autres se montrent plus constants. C'est le cas de l'ISI, le renseignement pakistanais qui, dans sa lutte acharnée contre l'Union indienne, s'est toujours tenu en arrière-plan des séparatistes sikhs du Khalistan ou des insurgés musulmans du Cachemire : d'abord le Jammu Kashmir Liberation Front puis le Parti des guerriers de la foi (*Hizbul Mujahideen*). D'autres formations de la nébuleuse islamiste anti-indienne encore, dont les noms, mais pas les

méthodes, changent à chaque fois que les Américains les placent sur leur liste des organisations terroristes (voir « Pakistan »). Inconnu jusque-là, un de ces groupes, Kashmir Resistance, s'est encore illustré en avril 2025 par le massacre de 26 touristes. D'où un énième regain de tension entre l'Inde et le Pakistan qui déclenchera, le mois suivant, la courte guerre conventionnelle entre ces deux États dotés de l'arme nucléaire. Un dangereux précédent !

Dans cette énumération, on n'oubliera pas les talibans afghans, épaulés par l'ISI au moment de leur première prise de pouvoir au milieu des années 1990. La pression américaine après le 11 septembre 2001 contraindra certes le Pakistan à prendre quelques distances avec ces fondamentalistes. Mais en toute ambiguïté. Cette ambiguïté qui caractérise d'ailleurs depuis des lustres les rapports entre Islamabad et Washington. Bons pendant la guerre froide, ils sont devenus méfiants quand l'essor panislamiste a commencé à inquiéter les Américains (voir « Afghanistan »).

Au Maghreb, le combat de l'ombre des services de renseignement algériens et marocains, sans être aussi féroce que la guerre secrète entre baasistes irakiens et baasistes syriens, se veut acharné. Lui aussi se mène à coups de proxys.

Combats de l'ombre au Maghreb

En 1975, les Marocains de la Direction générale des études et de la documentation, que dirige son fondateur, le colonel Ahmed Dlimi, mis en cause dix ans plus tôt à Paris dans l'enlèvement du leader de l'opposition Mehdi Ben Barka, entament la manipulation d'un réseau d'opposants au régime algérien du colonel Houari Boumediène. Dirigés par un ingénieur chimiste kabyle, Mouloud Kaouane, *alias* « colonel Ben Ali », les Soldats de l'opposition algérienne (SOA) recrutent une poignée de mercenaires pour monter des attentats en Algérie. Parmi eux, André-Noël Cherid, un

rescapé de l'OAS, et Jay Sablonsky, un Américain qui se dit proche de la CIA. Les deux hommes arrivent à Alger en décembre 1975. Mission : « réveiller » des cellules « dormantes » d'opposants kabyles au FLN. Objectifs : les locaux du quotidien *El Moudjahid* ainsi que ceux des quatre tribunaux militaires algériens. En cas de réussite, on envisageait même l'assassinat de Boumediène, révélera Cherid à l'auteur.

En janvier 1976, les SOA passent à l'action. Le groupe qui vise le tribunal d'Oran dépose sa bombe au mauvais moment. Pris et torturé, son chef, Smaïl Mohammed Medjeber, parle. Sablonsky et Cherid sont appréhendés au moment où ils s'apprêtaient à fuir le pays. De ses « interrogatoires » par la Sécurité militaire algérienne, Noël Cherid, qui ne sera libéré qu'à la Noël 1986, va conserver de graves séquelles. Auparavant, il avait travaillé comme homme de main pour un « proxy », espagnol cette fois. Petite cellule de contre-terrorisme, l'Organisation anti-ETA (OATE) a assassiné plusieurs « Etarras » sur le sol français. Ancien des commandos « Delta » de l'OAS, le frère de Cherid, Jean-Pierre, en était le chef. Son commanditaire : le Servicio de Información Naval (SIN) espagnol. Le SIN entendait venger la mort de l'amiral Luis Carrero Blanco, dauphin de Franco assassiné par l'ETA en décembre 1973.

Transformé par de nouveaux commanditaires : successivement le Servicio central de documentaciòn de la presidencia del gobierno (SECED), le Centro superior de informaciòn de la defensa (CESID) et pour finir le Mando unificado para la lucha antiterrorista (MULC), le Groupe antiterroriste de libération intensifie la « guerre sale » contre l'ETA. Or, le 18 mars 1984, Jean-Pierre Cherid saute à Biarritz dans sa voiture bourrée d'explosifs. Les services espagnols se sont sans doute débarrassés d'un homme qui en savait trop.

De son côté, la Direction centrale de la sécurité militaire algérienne de Kasdi Merbah, décidée à frapper l'ennemi marocain par tous les moyens, sous-tend depuis les années 1970 le Front Polisario (*Jabhat al-Sha' biya li-*

Tahrir al-Saqiyah al-Hamra'wa-Wadi al-Dhabad soit Front pour la libération de Saguía al-Hamra et du Río de Oro). Arme d'Alger contre Rabat, ce mouvement indépendantiste du Sahara occidental dispose depuis 1976 d'un gouvernement de la République arabe sahraouie démocratique abrité par l'Algérie à Tindouf. On sait d'ailleurs dans quelles conditions la reconnaissance par le gouvernement français de l'appartenance du Sahara occidental au Royaume du Maroc provoquera en 2025 une grave crise entre Paris et Alger.

Tombés en disgrâce, les deux dirigeants des services algérien et marocain engagés dans ces coups bas intermaghrébins vont connaître des morts aussi étranges que violentes. En janvier 1983, Ahmed Dlimi succombe à un « accident de la circulation » dans lequel beaucoup, dans la planète des services de renseignement, verront une liquidation physique déguisée (selon certaines sources, il était impliqué au côté du colonel Kadhafi dans un complot contre la monarchie chérifienne). Dix ans plus tard, en août 1993, Kasdi Merbah, fondateur d'un parti d'opposition, est assassiné près d'Alger. Attribué officiellement aux islamistes, le crime pourrait bien avoir été organisé par son ancien service.

ProxIran

Proche du régime iranien, dit par facilité « des mollahs » alors qu'il est aujourd'hui surtout celui des Gardiens de la révolution, le Hezbollah libanais partage avec lui le même islam chiite. Les liens entre ces deux formations coreligionnaires se nouent au travers des Gardiens de la révolution (*Sepah e-Pasdaran*). Cette puissante organisation politique, militaire et conspirative de la République islamique dispose d'un appareil de renseignement très efficace (voir « Iran depuis Khomeiny »). Elle ne recule jamais devant le recours au terrorisme soit par ses propres moyens, soit au travers d'alliés idéologiques.

Pour les Gardiens de la révolution, dialoguer avec le Hamas quand cette organisation islamiste sunnite contrôlait la bande de Gaza, c'était jouer sur un autre registre que le travail avec le Hezbollah dans la lutte contre Israël ; que les manœuvres avec les Houthis du Yémen, ces frères chiites de tendance zaydite frontaliers de l'Arabie saoudite et en guerre ouverte contre elle. Ou encore que le soutien à la dictature baasiste syrienne de Bachar al-Assad.

Longtemps, le proxy damascène de l'Iran a eu ses sous-proxys. Par exemple, le FPLP-Commandement général d'Ahmed Djibril et de son fils Mohamed Djibril, tué en mai 2002 lors d'un attentat à la voiture piégée probablement attribuable au Mossad. Ou encore le Fatah-Conseil révolutionnaire d'Abou Moussa. Dans une certaine mesure aussi le PKK (Partiya Kerkerên Kurdistan) d'Abdullah Öcalan, voire l'Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie de Hagop Hagopian (voir « Turquie de 1945 à l'ère Erdoğan »). Sans les troupes de choc du Hezbollah libanais, trop occupé sur le front israélien, sans les Gardiens de la révolution repliés sur ordre dès les premiers jours de l'offensive rebelle et sans les Russes, mobilisés contre l'Ukraine, la dictature syrienne s'est effondrée en décembre 2024 dans les conditions rapides qu'on sait.

Va-t-on vers un changement de partenariat, avec le nouveau régime syrien « proxy » de la Turquie ? Cela dépend de la capacité de son chef, Ahmed al-Charaa, à réintroduire un peu d'unité dans un pays dévasté par la guerre civile et les haines interconfessionnelles. Mais aussi de la capacité d'Erdoğan à maintenir son propre régime, aujourd'hui proche de la dictature à Ankara. En y ajoutant le régime au pouvoir à Bagdad depuis l'intervention militaire américaine du début des années 2000 contre Saddam Hussein, l'association Iran-Syrie-Hezbollah-Houthis constituait, jusqu'à la chute et à la fuite de Bachar al-Assad, ce qu'on appelait « l'arc chiite ».

Un ensemble assez divers. Le Hezbollah par exemple, durement touché depuis l'été 2024 par les services secrets israéliens (voir « Bipeurs ») n'est

pas uniquement un groupe paramilitaire plus puissant que l'armée libanaise. C'est aussi un parti politico-religieux et une structure d'encadrement des chiites libanais au travers d'une myriade d'associations humanitaires constituées en réseau. Associé au gouvernement de Beyrouth, puissamment représenté au Parlement, le Hezbollah défend ses intérêts propres, qui ne coïncident pas toujours à 100 % avec ceux de Téhéran. Même affaibli par les frappes israéliennes, le mouvement libanais continue à posséder une double nature dont le terme « proxy » ne rend qu'imparfaitement compte.

Russie proxys

Evgueni Prigojine, le fondateur du groupe Wagner, a commencé comme un « proxy » intérieur de Vladimir Poutine. Il était la tête d'un conglomérat associant divers intérêts commerciaux privés, la milice Wagner et une série d'usines à trolls en guerre hybride désinformationnelle permanente contre l'Occident.

Depuis 2017, Prigojine avait étendu ses activités en Afrique. De quoi le faire passer au stade de « proxy » extérieur du régime poutinien. Wagner ne faisait que ressortir du placard un vieil anticolonialisme lui-même repris de thèmes soviétiques anciens sur le Continent noir. Pour s'être dressé contre son maître dans des conditions assez confuses, Prigojine a dû céder les leviers de commande du groupe Wagner. Lui-même sera abattu avec tout son état-major en août 2023 : une opération « mouillée » de plus à porter au crédit de l'équipe du général Andreï Averianov au GRU (voir « Opérations "mouillées" de sang, *Mokrie Diela* »).

L'Africa Corps, nouveau nom du groupe Wagner repris en main, poursuit aujourd'hui ses activités en Afrique : mercenariat, pillage des ressources des pays avec l'accord des juntes militaires locales sous couleur de « lutte antiterroriste », déstabilisation, propagande. Sa présence la plus forte se situe aujourd'hui au Mali (1 500 mercenaires), sans efficacité

d’ailleurs contre les groupes djihadistes et/ou les rebelles touareg. Mais, en affichant une dépendance si étroite du Kremlin qu’on ne peut même plus parler de « proxy », mais carrément de bras armé de Moscou.

Tactique du passé, le recours aux « proxys » sera très probablement aussi une tactique du futur. Nucléaires ou pas, les États savent en effet qu’avec les moyens de destruction d’aujourd’hui, la guerre frontale interétatique reste un projet de plus en plus coûteux. L’analysant comme un recours ultime, ils lui préfèrent soit des conflits indirects par forces interposées – dont les proxys –, soit des formes d’agression moins compromettantes n’appelant pas une riposte militaire immédiate et massive comme la cyberguerre. Dans la mesure du possible du moins car si les démocraties sont hostiles à la guerre, les régimes autoritaires, voire illibéraux le sont moins, même s’ils doivent tenir compte eux aussi de leurs opinions publiques.

R

Renseignement médical

L’espionnage médical n’est pas – heureusement ! – une spécialité reconnue par la faculté. Il n’empêche : les services secrets en sont très friands. En cas d’impossibilité d’approcher la personne visée, il convient d’opérer à distance, avec le lot d’extrapolations erronées qui vont avec. Ainsi en juin 1941, un agent de l’Abwehr, le renseignement militaire du III^{e} Reich, bien introduit dans la haute société de Washington, fait-il parvenir ce message à sa centrale : « Des sources autorisées confirment que Roosevelt est atteint d’urémie et que la fréquente pose de sondes creuses provoque chez lui de sérieux troubles de la conscience. Les annonces faites périodiquement au sujet de ses maux de gorge sont seulement destinées à camoufler son véritable état. »

Fait à partir de bavardages mondains et de ragots colportés par des praticiens jaloux de ne pas être accrédités à la Maison-Blanche, le renseignement confond en réalité les sondes nasales posées sur le président américain en raison de sa sinusite et d’autres sondes… plus intimes. Les toubibs de l’Abwehr en déduiront que la supposée incapacité de Roosevelt allait probablement se traduire par une maladie de sang. Mais le président américain survivra presque quatre ans à ce pronostic pessimiste.

Dans le cas de Georges Pompidou, le recueil d’un échantillon d’urine présidentielle réalisé dans des conditions inconnues par des agents du MI6 a permis au gouvernement de Sa Majesté d’apprendre avant les autres la nature de la maladie dont souffrait le successeur du général de Gaulle. Le président français était atteint de la maladie de Waldenström, une forme rare de cancer hématologique mal connue à l’époque du corps médical. On sait par ailleurs comment le cancer qui allait emporter le président Mitterrand fut soigneusement caché aux Français sous prétexte de raison d’État.

Aujourd’hui, les services de sécurité des chefs d’État ou de gouvernement, parfaitement au courant du risque d’« espionnage urinaire », veillent au grain. Des mesures appliquées plus strictement encore dans le cas de Vladimir Poutine. Depuis le début de sa guerre d’agression contre l’Ukraine, le président russe a fait l’objet d’innombrables diagnostics à distance sans qu’aucun n’aboutisse à un résultat concluant.

Résistance – réseaux de renseignement de la

Entre 1939 et 1945, les mouvements et réseaux de la Résistance ont proliféré dans toute l’Europe occupée par les nazis. Dans nombre de cas, la valeur pratique des réseaux de renseignement de la Résistance s’est avérée plus grande que celle des groupements armés. En France au premier chef, appelée à devenir le théâtre des deux grands débarquements alliés, Normandie puis Provence. Un pays sous la botte nazie où l’efficacité des maquisards FFI n’égala jamais celle des agents des structures spécialisées dans le renseignement.

Par « mouvements », on s’accorde à désigner d’assez grosses structures clandestines « généralistes » jouant sur une large palette de formes d’action

à caractère plus ou moins politique : propagande contre l'occupant et ses collaborateurs locaux, tracts, presse clandestine, planque et évacuation des résistants ou des juifs, noyautages des administrations, manifestations publiques surtout en 1944. Mais aussi constitution de groupes armés et sabotages. Par leur caractère lui aussi « généraliste », on peut rattacher les syndicats clandestins à cette famille.

Par « réseaux », l'usage désigne des structures plus limitées numériquement, mais réservées à un type précis de mission. Ainsi se justifie la présence dans ce dictionnaire des réseaux de renseignement proprement dit.

Ces réseaux de renseignement strictement militaire ou de renseignement politico-militaire agissent pour le compte de la résistance de tel ou tel pays occupé. Pour autant, ils gagnent en efficacité par leurs liens avec soit les services secrets alliés (MI6, SOE, Military Intelligence ou Naval Intelligence britanniques ; OSS, Office of Naval Intelligence et G-2 américains ; INO du NKVD ou GRU soviétiques), soit les services secrets de leur propre pays, en exil le plus souvent à Londres.

Les réseaux polonais, par exemple, sont en cheville avec la 2e section de l'état-major. Basée à l'hôtel Rubens de Londres sous les ordres du colonel Leon Mitkiewicz et de son adjoint opérationnel Stanisław Gano, la 2e section chapeaute un SR Marine et un SR Terre, ainsi qu'une station d'écoute et d'émission des messages radio. Les réseaux polonais en France sont désignés sous le nom d'*Ekspozytura Francja* (Délégation exposée en France).

Faute d'un gouvernement représentatif en exil reconnu d'emblée par les Alliés, comme celui du général polonais Władysław Sikorski, mais aussi de l'existence de « l'État français » vichyssois, longtemps ménagé par un président Roosevelt très antigaulliste, les organes de renseignement tricolores, eux, ont d'abord agi en ordre dispersé. Jusqu'au débarquement allié en Afrique du Nord de novembre 1942 et à sa conséquence : l'invasion

par les Allemands de la zone autrefois « non occupée », les services de nature militaire issus du SR d'avant-guerre poursuivaient, sous forme désormais clandestine, leur action contre l'occupant. Ce, avec une (relative) complicité de certains éléments de Vichy, en particulier le général Weygand, ministre de la Défense avant d'être nommé proconsul de Vichy en Afrique du Nord dès octobre 1940. Par ces services, il faut entendre respectivement le SR Guerre clandestin – SR Kléber à dater de décembre 1942 – (général Louis Rivet, lieutenant-colonel Émile Delor, puis commandant Gustave Bertrand) ; le contre-espionnage clandestin dissimulé derrière la façade d'une entreprise fictive, le « Bureau des travaux ruraux » (commandant Paul Paillole) ; le SR Air clandestin (colonel Georges Ronin), le SR Marine clandestin (lieutenant de vaisseau Henri Trautmann). Sans oublier l'équipe trinationale des décrypteurs du « PC Cadix », le castelet des Fouzes, animée pour le compte du SR Guerre clandestin par Gustave Bertrand : des décrypteurs polonais (nom de code E 300), français et républicains espagnols. Citons encore le Groupement des contrôles radioélectriques, le GCR, créé en août 1940. Une unité rattachée aux PTT et chargée d'écouter toute source d'émission repérée sur les ondes, qu'elle soit autorisée ou illégale, civile ou militaire, nationale ou internationale afin de transmettre des synthèses aux départements ministériels vichyssois À la demande du MI6, les chefs du GCR : le commandant Paul Labat et le directeur technique, le capitaine Gabriel Romon transmettent pour déchiffrement à l'équipe de Bertrand les messages cryptés par la fameuse machine allemande Enigma.

Même s'il sert dans une certaine mesure de paravent aux activités du SR Guerre clandestin, comme des Travaux ruraux (TR) et si certains résistants authentiques opèrent en son sein, impossible en revanche d'accorder le qualificatif de résistant au Service des menées antinationales (colonel Guy d'Alès) et à ses antennes dans les différentes régions militaires, les Bureaux des menées antinationales (BMA). Les membres des BMA s'en prennent

aux communistes même après l'entrée du PCF dans la Résistance (510 arrestations), comme aux gaullistes (près de 400). Entre pétainisme et Résistance, ils naviguent en eaux troubles, ce qui n'empêche pas leur dissolution à la demande des Allemands en août 1942.

Reste une part d'ombre que l'auteur, malgré ses efforts, n'est pas parvenu à éclaircir. Faire fonctionner des organisations clandestines comme le SR Kléber ou les Travaux ruraux nécessitait d'autant plus de moyens financiers qu'elles comportaient une part non négligeable d'agents à plein temps P2 (581 pour le SR Kléber et ses sous-réseaux jusqu'en 1944, 342 pour les TR). Or, l'argent, s'il n'a pas d'odeur, vient toujours de quelque part. Après le départ du général Weygand pour l'Afrique du Nord, qui, à Vichy, s'est donc occupé de leur allouer les budgets nécessaires ? Par quels méandres administratifs ? Mystère d'autant plus épais que ces personnes auraient eu intérêt à se manifester à la Libération, ne serait-ce que pour atténuer le fardeau de leur appartenance à l'« État français ».

Les services gaullistes

Pour les services gaullistes par contraste, nulle ambiguïté : dès leur naissance en juillet 1940, ils sont résistants. Quant à leur budget, il est fourni par la France libre, laquelle emprunte à la Grande-Bretagne les fonds nécessaires à leur action. Toutes sommes que de Gaulle, qui abhorrait les dettes, remboursera intégralement à la Libération, quand, après de longs bras de fer avec les Alliés, il sera à la tête du Gouvernement provisoire de la République française.

L'architecte de ces organismes bâtis de toute pièce sera André Dewavrin, *alias* « colonel Passy », polytechnicien et officier de carrière, d'abord assisté d'un petit industriel du textile, André Manuel, puis d'un conseiller politique et numéro 3, Pierre Brossolette, figure incontestée de la

Résistance intérieure, puis de la France libre (voir « Passy, André Dewavrin, dit colonel »).

Les services à croix de Lorraine porteront successivement les noms de 2e bureau, puis de Bureau central de renseignement et d'action militaire, et enfin de Bureau central de renseignement et d'action (BCRA) tout court. Outre cette question de principe : leur totale indépendance, et même leur hostilité envers Vichy, les services gaullistes tranchent par leur type de recrutement : beaucoup de leurs agents, loin d'être des militaires de carrière, proviennent de la société civile. De leur aptitude à l'action aussi : elle culminera à l'été 1944 (sabotages, plasticages, formation des maquisards).

À partir du moment où le général de Gaulle et le général Henri Giraud, évadé d'Allemagne dans des conditions très spectaculaires, se retrouvent, en 1943 à Alger, dans une cohabitation conflictuelle, leurs visions respectives du rôle des services de renseignement se heurtent. Des services dont l'importance ne fait que croître aux yeux des Alliés dans la mesure où ces derniers, après l'Afrique du Nord, ont décidé de débarquer en France. Pas en Hollande où l'infiltration allemande (opération *Pôle Nord*) a quasiment détruit les réseaux néerlandais du SOE ; pas en Belgique, malgré une Résistance très active ; et pas en Norvège où les clandestins auront pourtant à leur actif plusieurs destructions successives des stocks allemands d'eau lourde (l'oxyde de deutérium), indispensables à la confection éventuelle d'une bombe atomique par le IIIe Reich.

Giraud a fait ses classes d'officier au sein de l'armée immédiatement post-affaire Dreyfus où le militaire et le politique ne devaient en aucun cas interférer. Il se voit en commandant en chef d'une armée qui reprend le combat, alors que de Gaulle, plus jeune de dix ans, se considère, lui, comme le chef d'un proto-État à reconstruire. Les services ? Des organismes au service de l'état-major pour Giraud, un instrument à la disposition du

pouvoir politique selon de Gaulle (voir « De Gaulle et les services secrets »).

Puisqu'il faut bien composer, le 20 novembre 1943 à Alger, une décision conjointe des deux généraux confie à l'ethnologue Jacques Soustelle la tête de la Direction générale des services spéciaux, la DGSS, censée marier ces deux cultures radicalement différentes : celle du « vieux SR » et celle du BCRA. Ses directeurs adjoints seront Louis Rivet, d'ailleurs vite écarté, et surtout Passy, responsable de la branche londonienne, le BCRAL, particulièrement importante dans l'optique d'un débarquement allié dans le nord de la France ou, comme ce sera le cas, en Normandie.

Les réseaux de renseignement à l'œuvre en France occupée ne dépendent pas tous de ces services français. Certains sont liés au Special Operations Executive créé en 1940 par Winston Churchill. D'autres, du MI6. Sans oublier les réseaux, beaucoup moins nombreux, qui opèrent pour l'OSS américaine. Quant aux Mouvements unis de résistance, créés fin 1942 sous l'égide notamment de Jean Moulin, ils disposent, depuis la fin 1943, d'un service de renseignement autonome dirigé par Jean Gemähling, le SR Kasanga, fort de 635 agents homologués.

Parlons chiffres en effet. D'après l'évaluation de l'auteur, quelque 55 000 résistants français ou étrangers se sont engagés entre 1940 et 1945 au sein des réseaux clandestins de renseignement à l'œuvre en France contre l'occupant avec homologation officielle à la clé après la Libération.

Cinquante-cinq mille hommes et femmes aux états de service homologués après la guerre comme agents occasionnels (PO), comme agents conservant une activité professionnelle en marge de leur travail clandestin (P1) ou comme permanents dotés de moyens d'existence par leur organisation (P2).

Environ 35 000 d'entre eux seront homologués au titre de la soixantaine de réseaux opérant sous le label du BCRA. Les trente-cinq réseaux du SOE

homologués officiellement par la France regrouperont, eux, un peu moins de 14 000 agents. Plus élitistes, les treize réseaux MI6 totaliseront 5 000 membres. Sachons en outre qu'à l'image du SR Kléber, de l'Alliance, de Mithridate ou même de « Gilbert », l'organisation du colonel Groussard dirigée depuis la Suisse, certains réseaux ont zappé en cours de guerre de la tutelle du MI6 à celle du BCRA à la suite de divers accords franco-britanniques. Quant aux onze réseaux dépendant des services secrets américains et, pour cette raison, entrés dans la lutte plus tard, ils ne mobiliseront, eux, que 1 300 agents.

Cinquante-cinq mille, le chiffre peut apparaître faible. Or, face à un appareil de répression nazie de plus en plus brutal, mais de plus en plus efficace contre les patriotes aussi, il correspond à un effort considérable. Ces résultats au service de la cause française et de la cause alliée en général doivent être considérés comme tout à fait remarquables. Faire fonctionner des réseaux clandestins dans les conditions de la France occupée relevait en vérité de l'exploit. D'autant plus impressionnant qu'il fut, en grande majorité, le fait de non-professionnels du renseignement agissant sans formation préalable.

Et on ne parle pas de ces autres non-professionnels : les 35 000 Français des réseaux d'exfiltration de France des soldats et pilotes alliés, autre type de structures spécialisées liées soit au BCRA, soit au MI9 britannique, soit, d'ailleurs en moins grande quantité, au Military Intelligence X américain. Dont un peu moins de 2 000 de façon si active et permanente qu'ils bénéficient aujourd'hui de dossiers individuels au Service historique de la Défense de Vincennes. Or, grâce à eux, quelque 5 000 soldats de Sa Majesté en cavale pourront échapper aux radars des Allemands et de Vichy. Sans oublier les centaines de soldats polonais rescapés du petit corps expéditionnaire envoyé en France par Varsovie en 1940, et dont certains s'engageront dans les réseaux de renseignement. Ni les 4 000 pilotes alliés recueillis, abrités et exfiltrés.

RYaN – opération

Quand un patron de la police politique et des services secrets soviétiques baptise ses propres délires « analyse marxiste de la situation mondiale », l'humanité se trouve à deux doigts du désastre nucléaire. C'est encore pire quand ce patron, Iouri Andropov, maître suprême de l'URSS en novembre 1982, privilégie l'hypothèse stratégique *RYaN* : une frappe imminente de l'OTAN contre la Russie (voir « Andropov Iouri »).

RYaN est l'acronyme russe pour *Raketno-Yadernoïe-Napadenie*, soit « attaque par missile nucléaire ». Dès mai 1981, Andropov a détaillé ce concept devant un aréopage d'officiers supérieurs du KGB. Depuis l'entrée de Ronald Reagan à la Maison-Blanche en janvier dernier, explique-t-il, les États-Unis préparent pour demain une guerre atomique contre l'URSS. À vous de montrer qu'une telle agression est imminente et d'en déterminer la date et l'heure de manière suffisamment précise pour que nous puissions prendre les devants.

D'où Andropov tire-t-il cette certitude d'airain ? Du sentiment bien ancré, et d'ailleurs justifié, de l'infériorité soviétique dans le nucléaire. Et à parts égales, d'une appréciation sans nuance de Reagan vu comme un boutefeu nucléaire alors qu'au contraire, il a la bombe atomique en horreur. Dès novembre 1981, la PGU diffuse la consigne à ses *rezidentouras* des États-Unis, d'Europe occidentale et du Japon. Les espions soviétiques doivent se mettre à l'heure de *RYaN*. Rien ne doit leur échapper.

Sous le titre *Mission opérationnelle permanente pour découvrir les préparatifs de l'OTAN en vue d'une attaque de missiles nucléaire visant l'URSS*, un document énumère les vingt indices à suivre de près. Certaines surveillances sont praticables par des agents légaux. Comptabiliser le nombre de véhicules garés sur les parkings des bâtiments officiels par exemple : si leur quantité augmentait brusquement, cela pourrait signifier quelque chose. Patrouiller près des routes qui mènent aux sites nucléaires

afin d’observer toute augmentation du trafic routier ou aérien. Vérifier si les hôpitaux n’accroissent pas de manière soudaine leurs capacités d’accueil.

D’autres indices subissent une sérieuse distorsion idéologique. Épier les décideurs occidentaux d’accord. Mais ces décideurs, qui sont-ils ? Les membres du gouvernement, les hauts fonctionnaires ou les chefs des armées bien sûr. Quand la liste s’étend à la banque, à la haute finance et aux Églises, dont on ne voit pas très bien quel rôle direct elles pourraient jouer dans le déclenchement d’un assaut nucléaire surprise, l’absurdité règne en maîtresse. C’est le lot des dévots qui ne croient qu’en la doctrine marxiste-léniniste selon laquelle les « grands capitalistes » décideraient de tout à l’Ouest.

Comme des chiens de chasse, les guébistes seront évalués au prorata de ce qu’ils apporteront à leurs supérieurs. Les plus vigilants verront des alertes rouges partout ; on les récompensera. Les moins dynamiques, ou les plus professionnels, seront sommés de fournir des preuves sous peine de sanction. N’importe quelles preuves, des preuves quoi… Cette consigne générale s’applique aussi à Oleg Gordievsky, en stand-by à Moscou avant de rejoindre son futur poste à la *rezidentoura* de Londres comme adjoint au chef de la ligne PR (renseignement politique). Sauf que Gordievsky n’est pas seulement un officier de la PGU : c’est aussi, et surtout, une taupe au service secret de Sa Majesté Élisabeth II…

RYaN, dont Gordievsky les a tenus au courant, représente aux yeux des Anglais un risque majeur. C’est en particulier le sentiment de leur Première ministre, Margaret Thatcher. La Dame de fer s’emploie donc à livrer à Reagan quelques morceaux choisis des fournitures Gordievsky. Mais comme elle refuse de lui révéler la source des renseignements du MI6 concernant l’opération *RYaN*, le président américain ne lui accorde de prime abord qu’une attention limitée.

Entre le 2 et le 11 novembre 1983, l’OTAN mobilise une petite partie de ses forces armées pour la simulation d’un conflit Est-Ouest allant jusqu’au

feu nucléaire. Cette simulation doit mettre le point final aux manœuvres annuelles de l'OTAN *Autumn Forge 1983*. Elle est baptisée *Able Archer* (l'Archer compétent). Comme toute manœuvre militaire, *Able Archer* s'organise autour d'un thème. Les troupes du pacte de Varsovie dites « Force orange » s'introduisent en Yougoslavie, puis attaquent la Finlande, la Norvège et la Grèce. Les armées de l'OTAN, dites « Force bleue » réduites, puisqu'il s'agit d'un simple exercice, à 40 000 soldats américains ou européens, ripostent en utilisant des armes chimiques. Puis, la situation sur le terrain s'envenimant, des têtes nucléaires.

L'objectif consiste surtout à tester la viabilité des systèmes interalliés de commandement, de communications et de cryptage. Aucune arme nucléaire ne sera déployée, mais Moscou, en proie au syndrome *RYaN*, va confondre *Able Archer* avec la répétition générale d'une frappe atomique surprise. Le 5 novembre, alors que la manœuvre otanienne bat son plein, la *rezidentoura* de Londres reçoit des instructions précises. Elle doit surveiller les lieux du pouvoir britannique, à commencer par la résidence officielle de Margaret Thatcher, et vérifier que les membres du gouvernement, de la haute administration et du haut commandement des armées n'évacuent pas leurs familles de la capitale, signe d'un déclenchement prochain de *RYaN*.

Pour anticiper ce soi-disant assaut surprise, l'URSS commence à mobiliser ses forces. Soixante-dix missiles SS-20, ces projectiles chargés de têtes nucléaires sont pointés en direction de l'Europe occidentale. Les missiles balistiques intercontinentaux visent, eux, « l'ennemi principal » américain. En parallèle, on fait appel aux forces aériennes russes, en URSS comme dans les pays satellites. Leurs aéronefs sont munis de têtes nucléaires. Pour échapper aux repérages américains, les sous-marins lance-missiles atomiques croisent en eaux profondes. Ils peuvent atteindre les États-Unis.

Les préparatifs de « frappe préventive » sont maintenant achevés. Entre URSS paranoïaque et Occident inconscient de la manière dont *Able Archer*

est perçu à Moscou, le risque de déflagration s'accroît de joue en jour. Chemine-t-on vers la collision ? Presque. Un reste de sagesse l'ayant tout de même emporté chez Andropov et les membres du Politburo, *Able Archer* se termine sans tragédie à la date prévue du 11 novembre. Mais l'humanité a eu chaud. Tout cela à cause d'un mauvais usage des services de renseignement, dont la fonction est d'informer les sommets de l'État de façon objective, pas de se laisser désinformer par eux. En principe, du moins…

S

Service action

Le service (ou la division) action constitue le bras armé d'un service de renseignement. Il est chargé des opérations clandestines, certaines musclées, voire des homicides. Selon les époques, ce service est plus ou moins militarisé. Assez ouvertement en période de guerre déclarée, de façon plus discrète en période normale. Pour ne citer que cet exemple, c'est pour cette raison que, pendant la guerre d'Algérie, le service action du SDECE français a joué un rôle important dans la lutte clandestine contre le FLN (voir « De Gaulle et les services secrets »).

Dans les guerres hybrides d'aujourd'hui, le travail d'un service action évolue, sans perdre de son importance pour autant. En Russie à l'ère Poutine, les assassinats sont surtout perpétrés à l'extérieur par le service de renseignement de l'armée, le GRU, soit par des groupes mafieux associés. À l'intérieur du pays, ils sont en général l'œuvre du FSB, héritier direct de l'aile police politique du KGB. Et là encore, peuvent être sous-traités par des mafieux (voir « Opérations "mouillées" de sang – *Mokre Diela* »). L'objectif : créer le maximum de confusion. Une manière de sauvegarder les apparences, tout en laissant le citoyen russe décrypter lui-même ce secret de polichinelle. Là-bas, nul ne doute que l'ordre de descendre l'avion

d’Evgueni Prigojine, l’ex-homme de confiance de Poutine devenu homme à abattre, est venu du Kremlin.

En France, un conflit oppose depuis des années le Commandement des opérations spéciales et la DGSE. Le COS, organisme militaire opérant en uniforme, estime qu’il n’y a pas besoin de la division action de la DGSE. Selon lui, les forces spéciales sont parfaitement capables de remplir son rôle, la suppression de la division action permettant en outre de mettre fin à certains doubles emplois. La DGSE rétorque qu’en ces temps de guerre hybride, sa division action reste irremplaçable. C’est pourquoi son directeur Bernard Émié valorisait à dessein l’exemple du BCRA quand il déclarait au *Figaro* en juin 2020 : « L’ADN de la DGSE reste l’action secrète et la lutte clandestine. » Une manière de suggérer que l’action clandestine, point fort de ce service secret de la France libre, demeurerait aujourd’hui encore l’essence même de la DGSE. Son successeur en décembre 2023, Nicolas Lerner, persiste dans la même voie.

Boulevard Mortier, au siège de la centrale, l’accent est mis sur cette filiation. En 2010, l’archiviste du service, elle-même historienne, ouvre à l’intérieur des locaux une salle d’exposition qui met en valeur le BCRA grâce à des objets, des photos et des documents. À destination des personnels civils de la centrale, un insigne spécial est créé. Comportant les deux sigles BCRA et DGSE, il s’inspire de celui de l’ordre de la Libération dont il reprend la première partie de la devise *Patriam Servando* (sur les 1 038 compagnons de la Libération, 174 appartenaient au BCRA ce qui fait tout de même un pourcentage élevé).

Autre exemple de cette mise en valeur : la prise d’armes annuelle de décembre 2024 au siège de la centrale a été suivie de la remise par Marie Dewavrin, la petite-fille du colonel Passy, chef du BCRA, de divers objets et souvenirs ayant appartenu à son grand-père, dont l’appareil Minox et la bague contenant une capsule de cyanure qu’il portait en 1943 lors de la mission *Arquebuse* en France occupée (voir « Passy, André Dewavrin, dit

colonel »). La mémoire de gens qui n'avaient pas froid aux yeux : pris par les nazis, Pierre Brossolette, conseiller et ami de Passy, se jettera par la fenêtre du 82, avenue Foch en février 1944 pour ne pas prendre le risque de trahir ses camarades sous la torture.

Dans ce débat sur l'utilité ou non d'une division action, l'auteur du présent livre se permet, une fois n'est pas coutume, de soumettre au lecteur un argument personnel. Cet argument va plutôt en faveur des thèses de la DGSE dont il n'est pourtant ni l'obligé, ni le porte-parole, ni le porte-plume, ni le publicitaire, ni le compagnon de route, et encore moins l'agent. Ce service de renseignement est certes plus civil qu'avant, mais il comporte tout de même encore un tiers de militaires. Assez pour que le débat vole plus haut que le thème : qui aime l'armée et les uniformes et qui ne les aime pas.

En voici les termes. La particularité du BCRA, largement animé par des cadres issus de la société civile de l'époque, c'est que nous avions affaire à un service à caractère subversif et que, justement, la subversion représente un élément constitutif de tout service de renseignement. Subversion, le mot fait un peu peur, mais prenons-le pour ce qu'il signifie. Le BCRA ne travaillait pas à subvertir un État démocratique, mais à en rétablir un sur les ruines de Vichy. Subversion dans les modes opératoires à l'étranger : le caractère d'organisme indépendant de l'armée de la DGSE le permet. Par contraste, les militaires français d'aujourd'hui ne sont pas versés dans l'action subversive, et d'une certaine manière c'est tant mieux. L'exemple de la guerre d'Algérie montre en effet que quand des officiers se mêlent de subversion, la théorisent même, ils risquent de tourner leurs armes contre le gouvernement légalement désigné, comme ce fut le cas de certains d'entre eux, putschistes puis engagés dans l'OAS notamment. L'armée française d'aujourd'hui est plus respectueuse de la démocratie et du respect des droits des gens qu'elle ne le fut jamais : on ne s'en plaindra certainement pas. Pourvu qu'elle soit contrôlée par le pouvoir politique légitime de façon à

respecter le fonctionnement démocratique du pays, et c'est aussi le cas aujourd'hui, la DGSE semble mieux à même que l'armée de maîtriser le degré de subversion indispensable à son rôle dans l'arène internationale.

Sexpionnage

Au-delà des anecdotes tirées de l'Antiquité ou de la Bible, où placer le curseur pour appréhender de façon mature l'importance du rôle des affaires sexuelles dans les activités de renseignement ?

Tâche difficile tant les stéréotypes encombrent notre champ de vision. Celui de Mata Hari en premier lieu. Qu'elle fût une grande courtisane, chacun en est convaincu. Mais une grande espionne, certainement pas ! Dans la réalité et non dans les fantasmes, la valeur des renseignements que cette aventurière recueillait sur l'oreiller ne dépassait pas le zéro pointé. Si elle mourut dans les fossés de Vincennes sous les balles du peloton d'exécution, c'était pour maintenir le moral des poilus (voir « Mata Hari »). Rendons-lui cette justice que face à la mort, elle se montra courageuse.

Pour en revenir à l'essentiel, surtout ne pas confondre le travail des agentes, trop souvent inconnues, des services de renseignement avec leur vie sentimentale et sexuelle. En 1914-1918 et en 1940-1945 dans les réseaux de la Résistance comme dans l'entre-deux-guerres et encore aujourd'hui dans la guerre secrète moderne, les femmes opèrent parfois différemment des hommes, mais tout aussi efficacement qu'eux. Cela dépend de leurs motivations, de leur courage, de leur sang-froid, de leur savoir-faire, toutes données personnelles par essence. Pas forcément de l'usage qu'elles font de leur anatomie.

Les services, il est vrai, mettent parfois à profit le charme féminin. Mais sans que cela exige automatiquement d'elles le don de leur corps. Dans les démocraties du moins. Car dans les régimes autoritaires ou totalitaires où

toute personne appartient à l'État comme un bien matériel, il en va autrement. Obsédés par la pureté des femmes allemandes, les nazis, pour ne citer qu'eux, encourageaient certaines étrangères à se prostituer pour obtenir des renseignements. Tandis que le « sang allemand » restait préservé, ces agentes mercenaires tiraient de leur collaboration – c'est bien le mot, et même souvent collaboration horizontale – des avantages matériels importants. En même temps, en France comme dans les autres pays occupés, les Allemands veillaient au « contrôle » des bordels fréquentés par leurs officiers, tel le célèbre One Two Two du 122, rue de Provence à Paris. Contrôle du point de vue sanitaire, mais aussi sous l'angle du renseignement. La section III-f du contre-espionnage du service secret militaire du III^{e} Reich, l'Abwehr, était chargée de cette tâche. À elle de veiller à ce que les cadres de la Wehrmacht ne se laissent pas aller « sur l'oreiller », à des révélations utiles à l'ennemi, c'est-à-dire à la Résistance ou aux Alliés.

En sens inverse, certains clandestins des groupes de résistance utilisaient les bordels, avec la complicité fréquemment agissante des mères maquerelles et des filles. Non comme lieux de plaisir cette fois encore que peut-être, mais comme planques et comme « boîtes à lettres » pour les messages. Gilbert Grandval, un des chefs du mouvement Ceux de la Résistance, l'a d'ailleurs reconnu sans fausse pudeur après la guerre. Pourquoi, en effet, les prostituées se montreraient-elles plus mauvaises patriotes que les autres ? Souvenons-nous de *Boule de Suif*. Dans la nouvelle de Guy de Maupassant située pendant la guerre de 1870, cette « fille de mauvaises mœurs » refuse de coucher avec un officier prussien par dégoût instinctif de l'envahisseur. Seule la pression de ses compagnons de voyage, bons bourgeois soucieux avant tout de poursuivre leur périple, la contraindra à le faire. N'en déduisez d'ailleurs pas, dans la veine populiste, que les classes aisées seraient toujours prêtes à trahir et les classes populaires, jamais.

« Moineaux », « alouettes » et « corbeaux »

Pragmatiques, glacés, les communistes considéraient, eux, la sexualité comme une pratique militante comme les autres avec ses avantages et ses inconvénients. Le sexe comme fonctionnalité ainsi que l'indique cet épisode narré en 1984 à l'auteur par Guy Serbat, un ancien responsable des Francs-tireurs et partisans, l'aile armée de la résistance communiste en zone sud.

Voici l'histoire. Une agente de liaison – dans le jargon on disait une « femme de liaison » – est recrutée pour un des cadres du Service B, l'organisme de renseignement des FTP. « Tu lui laveras son linge, tu lui repasseras ses chemises, tu lui repriseras ses chaussettes. Et pour le reste, tu vois ce que je veux dire… » La jeune femme voit très bien en effet : par une sorte d'hygiène sexuelle préventive, le Parti lui ordonne de devenir la maîtresse de son supérieur hiérarchique. Comme ça, le camarade responsable ne sera pas tenté d'aller satisfaire ses besoins ailleurs. Pas de risque d'infiltration ennemie, pas de risque de maladies vénériennes non plus : fonctionnalité avant tout. Écœurée, la militante tire sa révérence. D'autres ont accepté de rendre à la cause ce « service » dont on a du mal à discerner en quoi il relève du matérialisme historique.

Avant-garde de tous les services secrets communistes de par le monde, les services soviétiques ont franchi de leur côté un pas dans l'utilitarisme sexuel. C'est la méthode des « hirondelles » et autres « moineaux ». Son principe : harponner de « gros poissons » masculins et les faire passer de la chambre à coucher à la chambre aux révélations forcées sous la menace du chantage. On devine la chanson : si vous n'êtes pas complaisant, nous vous ferons un procès public pour relations sexuelles avec une femme mariée. Autre version, car bien entendu, les ébats ont été photographiés et filmés au travers de glaces sans tain : nous ferons parvenir ces images à votre épouse.

Les Russes appellent *kompromat* le montage minutieux d'un dossier de chantage ciblant une personne, un groupe de personnes ou une organisation.

Toutes les compromissions ne sont pas de nature sexuelle, mais beaucoup tout de même (voir « *Kompromat* »). Plusieurs diplomates de haut niveau à Moscou sont tombés dans ce sex-panneau vieux, sinon comme le monde, en tout cas vieux comme la photo. Par exemple l'ambassadeur de France Maurice Dejean (« Alors Dejean, on couche », aurait lancé ironiquement le général de Gaulle à l'adresse de cet ancien Français libre qui avait eu l'excellent réflexe d'informer le Quai d'Orsay qu'en raison de ses frasques, il était soumis à chantage par les Russes). Ou encore son collègue britannique sir Geoffrey Harrison.

Le film *Red Sparrow* (Moineau rouge), avec Jennifer Lawrence dans le rôle-titre, illustre la persistance à l'époque postsoviétique de cette méthode éprouvée de chantage. Les écoles du sexpionnage qui vient du froid, hier soviétique et aujourd'hui russe, ressemblent, justement, à celle du film de Francis Lawrence, sorti sur les grands écrans en 2018. Un demi-siècle plus tôt, dans les années 1960, le principal de ces instituts de beauté d'un genre assez spécial était implanté près de Kazan, à Verkhonoïe. Le plus souvent recrutés par la pression, de jolis minois des deux sexes y étaient soumis à un conditionnement intense. Les jeunes hommes devaient pouvoir faire l'amour à tout moment, fût-ce à des femmes délibérément laides et sales. Les filles, à des messieurs, dont tous n'étaient pas des modèles d'esthétique ou de propreté.

Du sexe répétitif sur commande. Car ici, tout était surveillé, apprécié, codifié et noté, donnant souvent lieu à de sèches réprimandes. Et pas question d'échapper à cet « amour-là » : il fallait le faire devant l'ensemble de ses condisciples garçons ou filles censés en prendre de la graine. Même les chambres étaient équipées de caméras. Ce n'était plus l'œil de Moscou, mais l'œil de Verkhonoïe.

Précisons ce point en réponse à une question souvent posée à l'auteur après la sortie de son livre *Les Femmes de l'ombre* : les Soviétiques n'ont pas inventé de nouvelles techniques sexuelles car, dans ce domaine, tout

semble avoir été expérimenté de longue date. Ici, la « technique » résidait dans le fait de se montrer capable de l'acte sexuel sur commande à n'importe quel moment, fût-ce dans les conditions les plus dégradantes et avec les partenaires les plus repoussants.

L'homosexualité étant considérée comme un crime contre la société en URSS, et comme un crime contre la mère patrie dans l'actuelle Russie, les « corbeaux » – sobriquet collectif des homosexuels à Verkhonoïe – n'étaient pas trop difficiles à recruter : la peur du Goulag suffisait. Ces sex-agents étaient soumis aux mêmes contraintes que leurs camarades hétéros : les relations sexuelles à tout moment et avec n'importe qui. En prime, la plupart des autres pensionnaires de l'établissement les méprisaient comme des « pédés » et des « anormaux ».

Très utiles pourtant, ces agents du deuxième type avant la révolution des mœurs des années 1960 en Occident. Dans une société victorienne très fermée, l'homosexualité a beaucoup compté dans le recrutement, au milieu des années 1930, des cinq espions de Cambridge. Et en 1961, peu avant l'émergence du « Swinging London » qui verra la libéralisation accélérée des mœurs, le KGB peut encore recruter par chantage homosexuel John Vassall, un fonctionnaire de l'Amirauté britannique. Le « corbeau » artisan de cette réussite sortant tout droit de Verkhonoïe, la direction du centre a dû être félicitée pour la qualité de ses élèves. Vassall, lui, écopera de dix-huit années de détention.

De quoi donner en apparence raison aux philippiques contre les homos tous agents potentiels de l'ennemi, chères à John Edgar Hoover, le patron du FBI. À cette nuance près que Hoover appartenait, comme d'ailleurs l'ancien chef de la DST Roger Wybot, à cette espèce assez surprenante des homosexuels homophobes.

L'affaire Profumo

Cette même année 1961, lors d'une garden-party d'été, John Profumo, 46 ans, le secrétaire d'État conservateur à la défense britannique, tombe raide dingue de Christine Keeler, âgée de 19 ans seulement. Leur liaison ne cessera que dix-huit mois plus tard. Passionnée du côté de Profumo, elle l'est moins de celui de Keeler. Cette prostituée appartient en effet à l'équipe de « *party girls* » du souteneur Stephen Ward, un ostéopathe bien introduit dans la haute société à laquelle il fournit souvent des filles rien moins que farouches.

Cette liaison, choquante eu égard à une pudibonderie britannique encore prégnante, ne dépasserait pas le stade d'affaire de mœurs si Ward n'entretenait des rapports amicaux avec Evgueni Ivanov, adjoint de l'attaché militaire soviétique et responsable du GRU à Londres, et que Keeler était *aussi* la maîtresse de ce même Ivanov ! Encore moins par-dessus le marché si Ward, très mouche du coche, ne s'était piqué fin 1962, au plus fort de cette crise des fusées de Cuba, de jouer les intermédiaires entre le ministère anglais des Affaires étrangères et Ivanov !

Un enchevêtrement entre ébats sexuels et services secrets que n'aurait même pas imaginé Georges Feydeau car en décembre, un énième amant jaloux de Keeler vient tirer cinq coups de feu sur la maison du proxénète où la jeune femme s'était réfugiée. La rumeur ne tarde pas à courir Fleet Street, la rue londonienne des grands quotidiens anglais : Profumo serait l'amant de cette scandaleuse.

De fait, le scandale remplit bientôt les colonnes de la presse people. Retournant le couteau dans la plaie, le leader de l'opposition travailliste, Harold Wilson, exige un débat aux Communes : « Il ne s'agit pas de fouiller dans la vie privée de M. Profumo. Mais le pays doit être assuré qu'aucune atteinte n'a été portée à sa sécurité nationale. » Autrement dit, que le ministre n'a pas fait des confidences sur l'oreiller à miss Keeler. Le 22 mars 1963, lors du débat au Parlement, Profumo croit s'en tirer par le mensonge, jurant aux élus que jamais au grand jamais il n'a entretenu le moindre

« contact inapproprié » avec miss Keeler. Grosse erreur car la pression médiatique, loin de se relâcher, s'accentue. À telle enseigne que le secrétaire à la Défense, forcé d'admettre qu'il a menti devant les Communes, donne sa démission le 4 juin.

Du 22 au 31 juin a lieu le procès pour proxénétisme de Stephen Ward. Et voilà qu'on le retrouve mort à son domicile. Empoisonnement par overdose de barbituriques, conclut l'enquête officielle. Élimination d'un témoin gênant par les services secrets, tranchent les sceptiques. Suicide ou accident, ça fait toujours vendre de la copie, conclut la presse à scandale.

Vedette médiatique, Keeler pose nue sur une chaise à l'envers dont le dossier cache son sexe, ses bras croisés lui camouflant les seins. En décembre 1963, elle comparaît devant le tribunal, écopant de neuf mois de détention pour parjure. Dépassée par sa propre légende de femme fatale et oubliée de tous, cette septuagénaire mourra en décembre 2017 à l'ombre d'un doute.

Sauf révélations côté russe, difficile en effet de définir aujourd'hui les rôles exacts de Ward et d'Ivanov dans cette affaire plutôt branquignolesque. S'agissait-il d'un *kompromat* visant le secrétaire à la Défense ? Si oui, il aura pris des proportions trop vastes pour être exploité utilement par le GRU, ce dernier n'ayant aucun motif de pousser Profumo à la démission s'il estimait le « tenir ». L'affaire résultait-elle d'un enchaînement de circonstances impossible à prévoir ? Dans ce cas, quel fut le rôle du MI5 ? Car le British Security Service – son nom officiel – était parfaitement au courant des activités d'Ivanov, mais aussi de Ward, qu'après une rencontre avec un de ses officiers, il avait jugé peu dangereux pour la sécurité nationale.

Dès la fin mars 1963, le directeur du contre-espionnage de Sa Majesté, Roger Hollis, assurait pour protéger son service à Henry Brooke, son ministre de tutelle, que, dans le cas visé, le rôle du contre-espionnage se limitait aux contacts en Angleterre de l'officier soviétique de renseignement

Ivanov. Sans vocation à s'étendre aux intrigues sexuelles de Keeler et à celles des autres « *party girls* » de Ward. Sous-entendu : ces affaires de fesses regardaient la brigade mondaine, pas le MI5. En tout cas, les officiers du contre-espionnage et leur directeur ne sont pas sortis grandis de l'affaire Profumo.

Les « Roméos » de Markus Wolf

L'imagination en matière de sexpionnage venant à cette époque de l'Est, Markus Wolf – « Micha » pour ses mentors soviétiques –, patron de l'Administration générale du renseignement (HvA, soit *Hauptverwaltung Aufklärung*), le département extérieur de la Stasi, va peaufiner la technique des agents play-boys. D'autres l'ont certes mise en pratique, et pas seulement dans les films de James Bond. On pense en particulier au Serbe Dusan « Duško » Popov, un des principaux vecteurs de la désinformation stratégique anglaise des nazis. Ce jeune séducteur opérait sous l'alias « Tricycle » parce que, dit-on, c'était un amateur de parties à trois. Avec deux femmes dans son cas car une autre agente de désinformation des Allemands, la Péruvienne Elvira Concepción Josefina de la Fuente Chaudoir, s'avouait bisexuelle même si cela pouvait choquer certains officiers du MI5 chargés de son contrôle. Mais ces deux agents doubles au service des Britanniques ne collectaient pas leurs renseignements par le sexe, qui restait pour eux une affaire privée.

Pendant la guerre froide, la HvA de Micha Wolf va au contraire industrialiser le mode sexuel de recrutement. Le fruit d'une analyse lucide du fonctionnement des sociétés « capitalistes » en général et de leurs bureaucraties administratives en particulier. Si les femmes n'y jouent alors qu'un rôle hiérarchique mineur : assistantes, secrétaires ou archivistes, par exemple, elles se trouvent bien placées pour collecter en douce les renseignements convoités par les Allemands de l'Est. Une assistante ou une

secrétaire n’en sait-elle pas long sur son propre patron ? Une archiviste sur les documents confidentiels, voire secrets ?

Petite ville rhénane de 300 000 habitants qui sert de capitale à l’Allemagne de l’Ouest entre 1949 et la réunification de 1990, Bonn compte à cette époque quelque 20 000 secrétaires employées par les divers ministères et administrations centrales. Désignés par la HvA comme ses « Roméos », les camarades-dragueurs de Micha ne manquent pas de victimes potentielles. Leurs cibles prioritaires : les esseulées, les mal-aimées, les mal dans leur peau. Autant de détresses, donc de faiblesses potentielles à exploiter.

Les « Roméos » agissent sous différentes identités bidon : compatriotes de l’Est réfugiés à l’Ouest ou faux citoyens de la République fédérale. Quelquefois aussi de soi-disant agents des services secrets de petits pays démocratiques (Danemark, par exemple) auxquels l’Allemagne fédérale refuse l’accès à certains renseignements vitaux pour eux. À eux d’approcher de façon « fortuite » les femmes cibles repérées à l’avance par la HvA. Ou dans quelques cas, de s’abattre sur leurs proies personnelles, déterminées au hasard de rencontres féminines que ces agents multiplient sur ordre de leurs chefs.

Une fois ces filles d’Ève séduites, à eux, encore, de leur demander, par petites touches, quelques menus services « entre amoureux » : photocopier un document confidentiel, renseigner sur l’agenda les habitudes de leur patron, espionner une réunion interne. En tête des prétextes invoqués pour justifier un tel comportement : la soi-disant résurgence du nazisme en République fédérale, habile manière de jouer sur le sentiment de culpabilité allemand d’après Seconde Guerre mondiale.

Si la cible cède aux instances de « l’homme de sa vie » sans informer ses supérieurs de son comportement bizarre ou sans aviser la DGSI ouest-allemande, l’Office fédéral de protection de la constitution (BfV, pour *Bundesamt für Verfassungsschutz*), on peut parier qu’une fois sur cette

pente, arrêter lui sera impossible. Elle devient alors une « collaboratrice non officielle » de la HvA, immatriculée auprès de sa maison mère, la Stasi.

Avec un souci glaçant de la précision, certains « Roméos » rédigeront à destination de leurs supérieurs des rapports décrivant leur type de relations sexuelles avec la « cible ». L'affiliation de la « collaboratrice non officielle » acquise, le « Roméo » doit stabiliser leur liaison, voire la concrétiser par un mariage en bonne et due forme. Et mieux : par la naissance d'un ou plusieurs enfants. Soit autant de chaînes de nature à inféoder la victime à la HvA : dénonce-t-on facilement le père de ses enfants à la police ?

En cas d'arrestation, tant pis pour les « collaboratrices non officielles ». Pensons à Eleonor Heinz. « Dis-moi que tu m'aimes encore ! » hurle la malheureuse le matin du 13 octobre 1967 à son époux-agent secret, tandis qu'ils passent tous deux devant un tribunal de République fédérale pour espionnage dans le cadre d'une opération interservices HvA-KGB. Le mari reste muet et pour cause : s'il l'a poussée six années durant sur le chemin de la trahison, ce n'était pas par amour, mais sur ordre de ses supérieurs de l'Est. Le soir même, Eleonor, désespérée, se pend dans sa cellule.

Parlons statistiques. Dans les années 1990, 110 « collaboratrices non officielles » de la Stasi seront inculpées dans l'Allemagne réunifiée d'après la très rigoureuse administration du pasteur Joachim Gauck, commissaire de l'organisme fédéral chargé des archives de l'ex-Stasi et futur président de la République fédérale. Ces agentes ont été recrutées par des « Roméos » est-allemands dans la proportion de 70 %. Sauf dans quelques cas spécifiques comme les opérations conjointes avec le KGB, service secret non allemand donc étranger, leurs séducteurs seront rarement inquiétés par la Justice. En tant qu'agents de la HvA, ces messieurs œuvraient en effet pour le compte d'un État, certes dictatorial, la République « démocratique » allemande, mais reconnu par la communauté internationale. Sous peine de contrarier le

processus de réconciliation des deux Allemagne, on ne pourra donc pas les accuser de trahison. Mais leurs victimes, si.

SEXPIONNAGE À LA CHINOISE

La HvA s'est montrée digne du titre de championne d'Europe du sexpionnage. D'autres services secrets de pays communistes ont appliqué la méthode, mais à leur manière. À cet égard, un cas est resté célèbre en France, celui de Shi Peipu. Au printemps 1970, ce danseur d'opéra chinois parvient enfin à harponner un diplomate français, Bernard Boursicot, qu'il connaît depuis sept ans. Habitué des séjours parisiens en tant qu'artiste, Shi travaille sous les ordres du Diaochabu, le service de renseignement du Comité central du parti communiste.

Comment réalise-t-il cet « exploit » à une époque où la Révolution culturelle réduit au maximum les contacts de la Chine avec le reste du monde : en faisant croire à Boursicot qu'il serait une femme et même, plus tard, qu'il aurait un enfant de lui. De soi-disant « contacts sexuels » ont suffi à persuader le diplomate. Au titre d'une gymnastique traditionnelle permettant de rentrer ses parties à l'intérieur du corps, Shi créait l'illusion d'une féminité accentuée il est vrai par un visage et un corps androgyne. Quand les deux amants se rencontraient, c'était avec la peur d'être découverts dans un contexte paranoïaque et xénophobe. D'où la brièveté de leurs « rapports sexuels ». Peur du côté du dupé français, car Shi Peipu, lui, n'avait rien à craindre du Diaochabu tant qu'il suivait les consignes de ses deux officiers traitants, Kang Gesung et Peng Zhe, rattachés à une section spéciale chargée de la compromission des étrangers vivant à Pékin.

Jusqu'en 1981, Kang Gesung sera le traitant de Boursicot. Il agitera sans cesse la menace de ne plus revoir Shi Peipu et presque pire, de ne pas revoir le soi-disant fils du couple. Le 30 juin 1983, la DST, ancêtre de l'actuelle DGSI, arrête Boursicot. Bientôt, c'est le tour de Shi, coqueluche

de certains milieux sinophiles de la capitale. La presse française se passionne pour cette affaire avec au centre cette interrogation qui fait couler beaucoup d'encre : Shi est-il un homme ou une femme ? La réponse est somme toute décevante. Elle n'en indique pas moins une originalité dans le sexpionnage, qu'on pourrait appeler en l'occurrence « pseudo-sexpionnage ».

Le présent article montre en tout cas que la facette sexualisée de la planète du renseignement reste toujours d'actualité. Tant qu'il y aura des hommes et des femmes, il y aura des espions et des espionnes, pourrait-on conclure sans trop prendre de risque.

Soustelle Jacques (1912-1990)

Rarissime tout de même dans les pays démocratiques, voici le cas d'un ancien chef de service secret inquiété par les autorités légales de son pays pour liens avec le terrorisme et association de comploteurs. Ethnologue, sous-directeur du musée de l'Homme, spécialiste reconnu des civilisations précolombiennes, le cœur de ce Cévenol né à Montpellier penche d'emblée à gauche. Une propension qu'il manifeste avant la guerre par son adhésion au Comité de vigilance des intellectuels antifascistes – elle lui vaudra d'être catalogué plus tard par la CIA comme un extrémiste trotskisant. Pour l'heure, Soustelle, en mission pour le musée de l'Homme, gagne le Mexique. Là-bas, il a accepté d'être un « honorable correspondant » du Service de renseignement, le SR. En principe, un « HC » opère *gratis pro Deo* (voir « Honorables correspondants »). Mais Soustelle, né dans une famille pauvre, sera toujours avide d'argent. Le SR lui verse donc, sa veuve *dixit*, « un salaire de général de brigade ». À Mexico, il produira des analyses, dont l'une au moins, son *Rapport sur la propagande allemande et la propagande française au Mexique* du 17 décembre 1939, figure encore

aujourd'hui dans les archives du Service historique de la Défense à Vincennes.

Rallié à la France libre, Soustelle gagne Londres en octobre 1940. Directeur du service d'information du Comité national français que préside le général de Gaulle, rien ne le prédispose à un rôle de patron de service secret. En 1984, il assurera d'ailleurs à l'auteur n'avoir eu précédemment d'autre expérience du renseignement qu'une formation de base très courte lors de son service militaire. Or, voilà que ce néophyte prend, le 20 novembre 1943 à Alger, le gouvernail de la toute nouvelle Direction générale des services spéciaux. Cette surprenante nomination résulte d'un compromis entre les giraudistes et les gaullistes (voir « De Gaulle et les services secrets »). Le 26 octobre 1944, Soustelle prend la direction de la Direction générale des études et recherches, qui fait suite à la DGSS. En avril 1945, il rétrocède la DGER au colonel Passy (voir « Passy, André Dewavrin, dit colonel »). Quittant le monde du renseignement, l'ethnologue joue par la suite un rôle politique important entre 1947 et 1951 comme secrétaire général du RPF, le mouvement de masse gaulliste. À cette époque, sa prudence lui vaut déjà le sobriquet de « Gros-Matou ». Gouverneur général de l'Algérie en 1955-1956, ce libéral progressiste se durcit contre toute attente dans la lutte anti-FLN au point de devenir un des hérauts les plus connus de l'Algérie française. Ministre de l'Information de 1959 à 1960, il rompt avec le gaullisme sur la question algérienne et émigre en Italie en décembre 1961. En mai de l'année suivante, on le retrouve, au côté notamment de l'ancien résistant et ministre des Affaires étrangères Georges Bidault ou du colonel Antoine Argoud, membre d'un hypothétique Conseil national de la Résistance très éloigné du CNR créé naguère par Jean Moulin. Les accointances étroites de ce comité avec l'OAS, dont il constitue en fait la façade politique, lui vaudront d'ailleurs l'appellation de CNR-OAS. Soucieux de ménager ses arrières, Soustelle n'approuve les projets d'attentats contre de Gaulle qu'en tête-à-tête, jamais

lors des réunions plénières du comité. En 1965, quand le vent a définitivement tourné en défaveur de l'OAS, plus « Gros-Matou » que jamais, il prévient les services de sécurité d'un projet d'attentat à l'explosif contre le général de Gaulle venu se recueillir devant la tombe de Georges Clemenceau. Les bombes sont désamorcées à temps. Plusieurs activistes tombent par suite entre les mains de la police, ce qui vaudra dans ce milieu à Soustelle le qualificatif de « balance ».

De retour en France au titre des lois d'amnistie, il renoue avec la politique. Député du Rhône en mars 1973, académicien français en 1983 eu égard à son œuvre écrite sur l'Amérique latine précolombienne, Gros-Matou a mis son nom et sa réputation au service de l'apartheid sud-africain, « justifié » selon lui par des considérations ethnologiques. Il meurt en août 1990 à Paris.

T

Totalitarisme et services secrets

La toute-puissance de la police politique constitue à l'évidence un trait fondamental des régimes totalitaires. Un trait, mais pas le seul. Dans ces systèmes politiques, la tendance est à l'intégration des services de renseignement extérieurs au sein de la police politique, déjà omnipotente pourtant.

Cette intégration complète n'a été réalisée que dans la dernière année d'un III[e] Reich, de plus en plus vulnérable, donc de plus en plus radical. En février 1944, par décret signé d'Hitler, le service de renseignement militaire, l'Abwehr, se voit en effet absorbé par le service secret de la SS, le SD (*Sicherheitsdienst*). Sous le nom d'Amt Mil, il devient un simple département du Service central de la sécurité du Reich (RSHA pour *Reichssicherheitshauptamt*), créé en 1939. Architecture tentaculaire typique du totalitarisme, le RSHA chapeaute non seulement le SD-Ausland (renseignement à l'étranger) et Inland (renseignement intérieur), mais aussi la police politique, la Gestapo ; la police criminelle, la Kripo ; ou encore l'Amt II, qui épie les oppositions au régime.

Même dans l'URSS stalinienne, un tel processus d'absorption ne sera jamais mené jusqu'au bout. Aux mains de Beria, le renseignement extérieur,

l'INO, constitue un département du ministère de l'Intérieur, le NKVD. Mais le renseignement militaire, le GRU, continue d'œuvrer dans un champ qui dépasse le seul cadre des armées en lutte puisqu'il dirige plusieurs réseaux aussi importants pour la cause soviétique que les Trois Rouges en Suisse. Le GRU est parfois sommé de se plier à la tutelle du NKVD, comme pour la chasse aux secrets atomiques anglo-américains. Mais jamais complètement asservi du fait que Staline doit ménager l'Armée rouge qui chapeaute le GRU, d'une part. Et de l'autre, parce qu'il ne veut en aucun cas laisser trop le champ libre à Beria, dont il se méfie tout en en appréciant l'efficacité. Pour ces raisons, le dictateur crée en mars 1942 un service de contre-espionnage militaire spécifique : le SMERCH – pour *Smert Chponiam* « Mort aux espions » – qu'il confie à Viktor Abakoumov dans une logique d'affaiblissement du poids du NKVD et de Beria au sein de l'appareil d'État. Le SMERCH dépend d'ailleurs du Commissariat du peuple à la Défense et non de celui à l'Intérieur. On sait que son nom inspirera Ian Fleming, le père de James Bond.

Le même schéma « diviser pour régner » sera celui de Mao. Pendant la Seconde Guerre mondiale, le Grand Timonier met ainsi en concurrence, pour ne pas dire en état de rivalité constante, le Département des affaires sociales (*Zhonggong zhongyang shehuibu*) de Kang Sheng et les réseaux de Zhou Enlai (voir « Chine avant 1945 » et « Chine de 1945 à 2012 »). Une concurrence aggravée par la nomination comme directeur adjoint du Shehuibu de Li Kenong, un excellent professionnel proche de Zhou Enlai.

De nos jours, Xi Jinping se garde lui aussi de mettre tous ses œufs dans le même panier. S'il tient personnellement d'une main très ferme la constellation des services chinois, il n'a jamais cherché à la concentrer tout entière dans une structure unique. Son rôle de président de la Commission centrale des affaires militaires du Parti l'oblige d'ailleurs à ménager l'Armée populaire de libération, pilier du régime. Et donc le service de renseignement de cette même APL, le Qingbaobu.

Un degré d'intégration maximal a cependant été atteint sous la dictature cambodgienne des Khmers rouges. L'Angkar padeval, nom du superparti communiste de Pol Pot, veille aux moindres aspects de la vie quotidienne du peuple martyr. Ta Mok – le « Vieux » en cambodgien – *alias* « TA 15 » sera la personnalité la plus puissante de l'appareil de répression génocidaire. C'est en effet lui qui a inspiré et structuré la police politique du régime, le Nokorbal. Capturé le 6 mars 1999, et jeté dans une prison militaire de Phnom Penh, Ta Mok meurt le 12 juillet 2006, sans jamais avoir été jugé.

Autour de Kim Jung Un, la Corée du Nord semble elle aussi connaître un processus d'intégration police politique-services de renseignement très avancé. Issue de la seule dynastie communiste au pouvoir dans le monde – elle a déjà sévi sous trois générations successives –, Kim bénéficie à cet égard d'une forme de « légitimité » très spécifique. Ni Staline ni Mao n'ont propulsé leurs héritiers au pouvoir suprême.

Turquie de 1926 à 1939

La Turquie de Mustapha Kemal s'est faite contre les vainqueurs de la Grande Guerre. En particulier les Français, principaux soutiens de la Grèce dont les troupes, bien décidées à annexer la zone côtière de l'Anatolie, ont débarqué en mai 1919 à Smyrne (Izmir pour les Turcs). Le traité de Sèvres d'août 1920 met officiellement fin aux hostilités avec l'ex-Empire ottoman. Ce texte, Kemal l'a rejeté par avance. Dès juillet 1919, il a en effet réuni un premier congrès national turc à Erzouroum. Suivra, en septembre, un second à Sivas. Au programme : indépendance de la Turquie dans ses frontières nationales. En avril 1920, la Grande Assemblée nationale de Turquie se déclare représentative. Elle désigne Mustapha Kemal comme président du pays. Défenseur du détroit des Dardanelles contre les Alliés, ce

général, bien que lié aux Jeunes-Turcs du Comité union et progrès au pouvoir depuis 1909, n'a pas prêté directement la main au génocide arménien de 1915-1916. Pour autant, il ne voue pas un amour débordant envers la cause de l'Arménie, considérée comme un danger pour l'unité nationale turque et l'indépendance de la Turquie, essentielles à ses yeux.

En bordure de la Syrie, en Cilicie, les kémalistes mènent la vie dure aux troupes françaises du Levant. Leurs groupes d'irréguliers, les tchétés, qu'encadrent des officiers de l'armée turque, tendent des embuscades, attaquent des convois, sabotent des voies ferrées. En janvier 1920, ils fusillent le sous-lieutenant de Lonlay, chef du poste d'El-Hammam. En février, l'évacuation de la ville de Marache tourne au drame. La colonne française, que retardaient près de deux mille Arméniens qui espéraient échapper aux Turcs, a dû retraiter dans des conditions épouvantables.

Cet affrontement, le premier d'une telle ampleur, entre troupes françaises et nationalistes turcs, en appelle d'autres. En avril, la situation s'est encore dégradée : les avant-postes français de Mersine attaqués, un train blindé impuissant alors qu'il tentait d'atteindre Bozanti assiégé. Bombardée par l'artillerie turque, la place ne tenait que par une garnison forte de 12 officiers, 750 sous-officiers et hommes de troupe. Fin mai 1920, son chef, le commandant Mesnil, tente en vain de briser l'encerclement. Saignée à blanc (près de 400 hommes manquants), la troupe doit déposer les armes. Avant que les unités régulières du vainqueur turc, le commandant Senane, soient parvenues à contrôler la situation, des dizaines de blessés supplémentaires seront massacrés par les tchétés.

Comme l'écrira en 1931 dans sa courte *Histoire des troupes du Levant* le futur général de Gaulle, commandant des 2^{e} et 3^{e} bureaux à l'état-major des troupes françaises en Syrie et au Liban entre 1929 et 1931 : « Ainsi l'installation française en Syrie courait les plus grands risques par suite d'une hostilité dont elle n'était pas responsable. »

La propagande kémaliste parle en effet de libérer Damas et d'unir les musulmans, arabes comme turcs, contre les Français. Or, le 25 avril, la Société des Nations (SDN), ancêtre de l'ONU, a officialisé les mandats français sur la Syrie et anglais sur la Palestine et l'Irak. Une trêve franco-turque intervient sur ce du 30 mai au 19 juin 1920.

Après les victoires militaires des Turcs contre les Grecs, notamment lors des deux batailles décisives d'Inönü en janvier, puis mars 1921, et de Doumloupinar en août 1922, Lausanne abrite une négociation internationale pour fixer les frontières de la Turquie avec la Bulgarie, la Grèce, la Syrie et l'Irak. En interceptant et en décryptant les télégrammes de la délégation turque, les « grandes oreilles » anglaises du *Government Code & Cipher School* avantagent la diplomatie britannique, particulièrement intéressée par l'Irak. Le traité de Lausanne du 24 juillet 1923 rétablit la situation au profit des Turcs, vainqueurs sur le terrain.

Le 29 octobre 1923, la République est proclamée avec comme capitale Ankara, en Anatolie. Et comme président Mustapha Kemal, surnommé le « Victorieux » (*Ghazi*) et bientôt *Atatürk*, le « Père des Turcs ».

En janvier 1926, il crée un service de renseignement national centralisé en parallèle du renseignement militaire déjà existant, la Direction de l'État-Major général (*Erkân-t Harbiye-i Umûmiye Riyaseti*). Au grand dam des Français, le premier instructeur de ce service sera leur bête noire de la Grande Guerre, le colonel Walter Nicolai. Autrement dit l'ex-chef du renseignement impérial allemand, le Nachrichtenbüro, familièrement désigné comme le IIIb (pour « deuxième département aux ordres du troisième chef d'état-major général adjoint »). Son pays vaincu, Nicolai vend son savoir-faire au plus offrant, se faisant une joie d'épauler l'ex-allié ottoman. Même si une brouille entre employeur et employé intervient à propos des émoluments de l'ancien chef du IIIb, le Service de sécurité nationale (*Milli Emniyet Hizmeti* soit MEH, mais pour des raisons de

prononciation en turc, on le désignera couramment comme le MAH), porte indéniablement l'empreinte de Nicolai.

Le MAH est placé sous la coupe du Premier ministre, Mustapha Ismet. En souvenir de la victoire d'Inönü, dont il fut le principal artisan, ce fidèle compagnon du Ghazi porte désormais le nom d'Ismet Inönü. Le service commence modestement avec des moyens matériels limités : une poignée de cadres issus le plus souvent de l'armée ottomane et des informateurs, dont certains travaillaient jusque-là pour les Français. Son chef jusqu'en 1941 sera le colonel Şükrü Âli Ögel. Sur les conseils de Nicolai, Ögel organise le MAH en quatre branches : renseignement, contre-espionnage, propagande et logistique. Sur le plan géographique interne, le MAH couvre huit régions différentes. À l'étranger, onze pays : le royaume d'Arabie saoudite après sa fondation en 1932, la Bulgarie, l'Égypte, la France, la Grèce, l'Iran, l'Irak, l'Italie, l'URSS, la Syrie et la Yougoslavie. Cinq de ces pays sont particulièrement dans le viseur : la Bulgarie qui, bien que signataire des accords d'après-guerre, vise un renforcement territorial aux dépens de la Turquie ; l'Italie, dont les visées régionales sont patentes depuis le XIX^e^ siècle ; la Grèce, toujours dangereuse depuis son indépendance acquise en 1830 ; la Russie soviétique et ses visées expansionnistes ; la France, installée en Syrie et au Liban, un État qu'elle a porté sur les fonts baptismaux. À Paris, le gendre de Mustapha Kemal, Tahsin Rüştü Baç, centralise dans cette optique le travail de renseignement du MAH.

Les Arméniens comme cible

Autre sujet de préoccupation pour le jeune service secret : l'activité des Arméniens. C'est l'opération *Némésis*, préparée à Boston, à Erevan, mais aussi à Istanbul par la Fédération révolutionnaire arménienne (*Dachnaktsoutioun*). Elle débouche sur l'exécution des principaux

dirigeants Jeunes-Turcs responsables du génocide. Tombent successivement à partir de décembre 1921 Talaat pacha à Berlin ; Saïd Halim à Rome ; Behaeddine Chakir à Berlin ; Djemal pacha à Tbilissi. Un autre bourreau, Enver pacha, mourra, lui, au combat contre les bolcheviques en 1922 en Ouzbékistan.

La Dachnaktsoutioun, de tendance socialiste modérée, bénéficie de larges sympathies en France. Pour autant, les officiers français en poste au Levant considèrent comme très indisciplinée la Légion arménienne qu'ils ont contribué à lever pendant la Grande Guerre contre les Ottomans. Et pour cause : si les recrues arméniennes sont tout à fait d'accord pour en découdre avec les Turcs, c'est plus en souvenir du génocide des leurs que par souci de défendre les intérêts tricolores.

Pour le nouveau pouvoir turc, la question arménienne constitue d'ailleurs un souci permanent. Şükrü lui consacre une part notable de son temps. Sur ce sujet, un soi-disant « Comité d'amitié turco-arménienne » basé à Paris fournit par ailleurs des renseignements hors MAH à Inönü. Il faut aussi surveiller les partisans d'un retour à l'ancien régime ottoman, actifs eux aussi dans la capitale française. Le service les soupçonne d'être entretenus par le MI6 britannique, jamais prêt à insulter l'avenir.

Comme informateurs, le MAH rémunère le plus souvent des agents non turcs, mais originaires du Levant : des Arméniens, des Kurdes, des Grecs. Parfois, des Russes blancs exilés. Spécialiste de la Turquie, Tancrède Josseran a identifié pour sa part un chargé de cours à l'École des langues orientales, Adnan Bey, comme honorable correspondant du service à Paris. Et découvert, en épluchant les archives du SR français, que nos propres services secrets interceptaient et décryptaient les courriers à la centrale du service basée à Ankara.

La vigilance du MAH s'étend aux Bulgares. Le service a repéré leur travail de renseignement militaire, basique, mais soutenu, dans les régions qu'ils convoitent. Il considère la VMRO (Organisation révolutionnaire

intérieure macédonienne) comme un « proxy » de Sofia. Créée en 1899 à Salonique en complément de l'Organisation indépendantiste extérieure, alors vieille de six ans, la VMRO s'était manifestée avant la Première Guerre mondiale par des attentats. Ses affidés, les *comitadjis* (pour membres du comité), sont tout prêts à récidiver. Leur dirigeant suprême à partir de 1928, Ivan Mikhaïlov, va transformer l'organisation en composé original mais précurseur de force terroriste et de groupe mafieux louant ses hommes de main au plus offrant.

Même si le jeune État yougoslave, possession ottomane d'antan, ne fait plus partie de l'étranger proche de la Turquie, le MAH sera bientôt amené à s'intéresser au soutien « technique » de la VMRO à l'organisation terroriste croate antiserbe d'Ante Pavelitch, l'Oustacha. Celle-ci bénéficie de l'aide des services secrets hongrois, et surtout des services italiens de Mussolini. Les oustachis sont entraînés au terrorisme dans des camps situés soit en Lombardie, soit sur la côte adriatique. En octobre 1934, deux d'entre eux assassineront à Marseille le roi Alexandre I^{er} de Yougoslavie, ainsi que le ministre français des Affaires étrangères, Louis Barthou. L'émotion soulevée conduira la Société des Nations, matrice de l'ONU, à condamner le terrorisme.

Envers Paris, la méfiance turque subsiste malgré une certaine détente. Ankara veut récupérer ce que les Français appellent le sandjak d'Alexandrette et les Turcs, le Hatay. Une région côtière incluse dans le mandat français de la SDN en Syrie. Sous d'autres noms, la Turquie ressuscite les tchétés d'autrefois, lesquels affrontent des groupes francs similaires chrétiens ou kurdes manipulés, eux, par les services français. Sur la base de renseignements précis montrant que Paris tient peu au sandjak, Celal Tewfif, le consul turc et directeur du MAH à Antakya (Antioche pour les Français), milite toutefois pour un accord à l'amiable. Le 23 juin 1939, dix mois après la mort d'Atatürk et moins de trois avant le début de la Seconde Guerre mondiale, le Hatay est, de fait, rétrocédé à la Turquie.

Turquie dans la Seconde Guerre mondiale

Dans le conflit planétaire qui commence, Ankara se veut neutre. C'est en particulier la volonté d'Ismet Inönü. Successeur de Mustapha Kemal à la présidence du pays, il sait qu'Hitler accorde une certaine crédibilité à l'armée turque, alliée de son homologue allemande pendant la Grande Guerre. Mais n'ignore pas que, militairement parlant, c'est une force de second ordre en comparaison de l'Armée rouge, de l'armée italienne et bien entendu de l'armée britannique. Plus tard, de la Wehrmacht. Une modestie que lui confirment les rapports de l'Erkân-t Harbiye-i Umûmiye Riyaseti, le renseignement militaire kémaliste.

En 1939, Ankara s'est rapprochée de Londres et de Paris ainsi qu'en témoigne l'accord de rétrocession du Hatay à la Turquie. Mais la France s'effondre en mai-juin 1940. Entre les camps opposés dans la région : Grande-Bretagne et Grèce contre l'Italie d'abord, cartes rebattues dès 1941 avec l'entrée en guerre dans les Balkans de l'Allemagne, puis de l'URSS, Ankara doit composer. Le MAH joue dès lors un subtil jeu d'équilibre entre Vichy et la France libre, alliée de l'Angleterre. Un exemple parmi d'autres : le restaurant Carpati d'Ankara abrite des conciliabules entre le grand arabisant Pierre Rondot, créateur du 2e bureau libanais et père de Philippe Rondot, figure emblématique quoique discrète des services de renseignement français jusqu'à sa mort en 2017 ; le colonel Henri Verdier, de la France libre ; le colonel Neuhauser, du Centre de renseignement interbalkanique ; le diplomate Étienne Manac'h, représentant de la France libre en Turquie ; son homologue soviétique Vladimir Vinogradov et Mgr Angelo Roncalli, futur pape Jean XXIII particulièrement bien renseigné en tant que proche de l'ambassadeur allemand catholique et ancien chancelier Franz von Papen. Un responsable de la police convoque alors Manac'h : « Von Papen et les diplomates allemands se plaignent de vos activités. » Après quoi, il ajoute d'un ton presque amical : « De Gaulle,

c’est comme notre Atatürk. Il veut reconquérir le pays. Il a raison, mais je vous en prie, soyez prudents. Méfiez-vous. Marchez sur la neige sans laisser de traces. »

Une manière d’indiquer qu’on souhaite la victoire des Alliés, mais qu’officiellement, on reste en bons termes avec Berlin. De même qu’on continue les bonnes relations avec Moscou parce qu’on n’a aucune envie de voir l’Armée rouge pointer le museau de ses canons dans la région. Ajoutez à cela, mais en sens inverse, les pressions de la Grande-Bretagne en faveur d’un engagement militaire turc contre l’Axe. Début 1943, elles se manifesteront lors d’une rencontre discrète à Adana, près de la frontière syrienne, entre Winston Churchill, Ismet Inönü et leurs entourages respectifs. Puis après la capitulation de l’Italie, avec les démonstrations de force antiallemandes dans les îles grecques, que le Vieux Lion tient autant que le président turc à maintenir hors de la future zone d’influence soviétique dans les Balkans.

Autre épisode ambigu : l’affaire « Cicéron ». C’est le nom de code au Sicherheitsdienst nazi d’Elyesa Bazna, un Kosovar d’origine turque qui vend ses services secrets au plus offrant, les Allemands en particulier. Fin octobre 1943, il se rend à l’ambassade du III^{e} Reich à Ankara, boulevard Atatürk, proposer à Ludwig Moyzisch, attaché commercial et représentant local du SD, le service secret SS, des clichés de documents secrets de Hughe Knatchbull-Hugessen, l’ambassadeur de Grande-Bretagne. Valet de chambre de sir Hughe, Bazna prétend pouvoir ouvrir le coffre du diplomate et en photographier le contenu. Du moins est-ce grosso modo la version que donneront après-guerre tant Moyzisch que Walter Schellenberg, le chef du SD. Elle nourrira le scénario de *L’Affaire Cicéron*, le film hollywoodien de Joseph Mankiewicz avec un James Mason beaucoup plus séduisant que le vrai Bazna en valet de chambre espion, et, côté charme toujours, Danielle Darrieux en comtesse.

Du cinéma qui laisse de côté l'explication la plus plausible de l'affaire : Bazna téléguidé par le MAH qui, soucieux de maintenir le fragile équilibre turc entre les protagonistes de la guerre mondiale, fournissait indirectement à Berlin par son intermédiaire de vrais documents britanniques sur l'ouverture prochaine d'un second front anglo-américain en Europe.

Cela aurait bigrement intéressé Kim Philby, l'initiateur du cercle des cinq espions soviétiques de Cambridge (voir « Cinq de Cambridge »). En février 1944, le MI6 l'envoie à Istanbul réceptionner Erich Maria Vermehren, assistant de Paul Leverkuehn, le chef de la KO-Nebenstelle, la sous-station locale de l'Abwehr, le renseignement militaire du III^{e} Reich, et son épouse, la comtesse von Plettenberg. Mission dont Philby s'exécute à la perfection, quitte à noter les références de tous les amis de ce couple d'opposants au régime nazi. Dûment transmises à Moscou, elles permettront d'interner, voire de liquider, quantité de résistants catholiques allemands après la prise de Berlin par l'Armée rouge.

Schellenberg et Naci Perkel, successeur du colonel Şükrü Âli Ögel à la tête du MAH, continuent pendant ce temps-là d'entretenir d'assez bonnes relations d'intérêt mutuel. Qui vont durer jusqu'en février 1945 quand Ankara, sentant le vent de la victoire souffler définitivement en faveur des Alliés, sortira de sa neutralité pour déclarer la guerre à l'Axe.

Le double jeu postkémaliste a été bénéfique pour la Turquie. Dans la guerre froide, c'est sans hésiter qu'elle se rangera dans le camp occidental. Quant à Philby, après être revenu une deuxième fois à Istanbul en septembre 1945 livrer aux Russes le colonel Konstantin Volkov, *rezident* en Turquie de l'INO, le département espionnage à l'étranger du NKVD, il prendra en février 1947 le commandement de la station du MI6 en Turquie. Avec fourniture de nouveaux renseignements à Moscou bien entendu…

Turquie de 1945 à l'ère Erdoğan

Après la Seconde Guerre mondiale, Ismet Inönü s'efforce d'asseoir la Turquie sur trois piliers : la laïcité, l'armée et un régime autoritaire, dont il desserrera toutefois l'étreinte par petites touches. Ajoutons-y ce quatrième pylône : l'hostilité à l'URSS. En 1952, la Turquie adhère à l'OTAN. Elle va y œuvrer en partenaire actif, envoyant notamment un bataillon combattre sur le front coréen les Nord-Coréens et les Chinois.

Dans la même veine antisoviétique en 1953, l'armée turque se dote d'une Organisation de contre-guérilla. Celle-ci dépend du Département de guerre spéciale de l'État-Major général et non des services de renseignement – à l'époque, encore le MAH. Il s'agit de « réseaux enterrés » de type *Stay behind* conçus en principe pour frapper dans le dos l'Armée rouge en cas d'invasion du pays par l'URSS (voir « Gladio – réseaux *Stay behind* »).

L'Organisation de contre-guérilla comprend un département d'administration ; un groupe de formation aux techniques de guerre psychologique et d'interrogatoire ; une unité spéciale engagée dès 1984, on le verra à un peu plus loin, dans les opérations clandestines contre les marxistes-léninistes kurdes du PKK ; un groupe de coordination dit « 3e bureau », et une section consacrée au travail clandestin contre les Grecs à Chypre. Futur ministre de la Défense, Necip Torumtay commandera deux fois ce dispositif : de 1974 à 1978, puis de 1985 à 1987.

L'armée se vit en gardienne de l'héritage de Mustapha Kemal, garante ultime de la légitimité historique turque. En foi de quoi elle va s'autoriser plusieurs coups d'État militaires. Dont celui de 1960 où le Département de guerre spéciale et son Organisation de contre-guérilla, rompue à la clandestinité, joueront un rôle clé. Premier ministre élu en 1950, Adnan Menderes a eu le malheur d'avaliser dix ans plus tard les accords sur l'indépendance de Chypre. Ils mettaient fin à la guerre de guérilla, de terrorisme et de contre-terrorisme à laquelle se livraient l'EOKA (*Ethnikí Orgánosis Kyprion Agonistón*) du colonel Georgios Grivas, appuyée par la

majorité grecque de la population de l'île, et le TMT (*Türk Mukavemet Teşkilati*) de Rauf Denktaş, soutenu par la minorité turque et, en sous-main, par le Département de guerre spéciale. Vue des casernes turques, cette reconnaissance officielle équivalait à une capitulation devant la Grèce.

Non contente de renverser Menderes en mai 1960, l'armée turque lui intente un procès biaisé avant de le pendre en septembre 1961. Inönü accepte alors de le remplacer comme Premier ministre. L'ancien bras droit de Mustapha Kemal reconduit l'accord « Trident » de mai 1958, qui instaurait une étroite coopération entre la Savak du shah d'Iran, le Mossad israélien et le MAH turc. C'est toutefois le successeur d'Inönü, Souleiman Demirel qui, en mars 1965, crée le nouveau service secret d'Ankara, l'Organisation nationale de renseignement, le MIT (*Milli Istihbarat Teşkilati*).

UN NOUVEAU SERVICE SECRET : LE MIT

Son premier directeur, Avni Kantan, et son successeur, Fuat Doğu, s'emploient à consolider les liens du MIT avec les services américains. La CIA, bien sûr, qui installe une station étoffée à Ankara (sa future patronne à partir de mars 2018, Gina Haspel, première femme aux commandes de l'Agence, a dirigé en son temps cette station sous la couverture de deuxième secrétaire à l'ambassade des États-Unis). Mais aussi la National Security Agency, les « grandes oreilles » de l'Oncle Sam qui vont implanter dans le pays quatre stations d'écoute et d'interception, toutes braquées en direction de l'URSS.

En mars 1971, un « gouvernement au-dessus des partis » composé de militaires de haut rang s'empare du pouvoir. Limogé, Doğu cède son poste à Nurettin Ersin. Dans cette période agitée, un groupe d'extrême gauche, le Parti de libération du peuple de Turquie, THKP-C (*Türkiye Halk Kurtuluş Partis ve Ctephesi*) multiplie les attentats. Le THKP-C s'en prend aux

intérêts US et britanniques. Ainsi kidnappe-t-il quatre ingénieurs américains de la base d'interception de la NSA de Belbaşi, près d'Ankara. Pour les retrouver, une chasse à l'homme est lancée dans tout le pays, épisode qui inspirera à Jean-Patrick Manchette son roman noir *Nada*, adapté en 1973 sous le même titre au grand écran par Claude Chabrol. Les quatre otages sont libérés ; les ravisseurs, condamnés à mort. Dans l'espoir d'obtenir leur grâce, le THKP-C enlève alors Ephraïm Elrom, le consul général d'Israël à Istanbul présenté comme un membre du Mossad, puis trois militaires anglais. Peine perdue : les preneurs d'otages seront tous pendus.

En juillet 1974, l'armée turque, guidée par la section clandestine antigrecque du Département de guerre spéciale, envahit le nord-est de Chypre à majorité musulmane turque. Un coup de force réalisé à la faveur de l'éviction de l'archevêque orthodoxe Makários III par la junte des colonels d'Athènes, en bout de course et qui se voit contrainte d'abandonner le pouvoir.

La Maison-Blanche apprécie fort peu ce bras de fer entre la Grèce et la Turquie, deux membres de l'OTAN. Ses relations se tendent avec le gouvernement turc de Bülent Ecevit. Dès 1975, les bases de la NSA opérant sur le sol turc : Sinop sur la mer Noire ; Diyarbakir dans l'Est près de la frontière soviétique et qui s'est spécialisée dans la surveillance des missiles russes, Belbasi et Kargaburum, près de la mer de Marmara, sont fermées en signe de mécontentement. Le général Adnan Ersöz prend les commandes du MIT en juin 1978. Ancien attaché militaire à Washington, il obtient des États-Unis la réouverture des bases de la NSA, d'intérêt antisoviétique mutuel après tout.

Ankara tient cependant à son indépendance. En avril 1979 s'ouvre le procès de Sabahattin Savasman, un ancien responsable du MIT accusé d'espionnage au profit… de la CIA. Il écope de dix-sept ans de prison. Parallèlement, le torchon s'est mis à brûler entre la Savak iranienne et le MIT, qui l'accuse de menées occultes auprès des « ethnies de l'Anatolie de

l’Est ». Autant dire que l’accord Trident qui unissait Téhéran, Ankara et Tel-Aviv depuis vingt ans est menacé. La hiérarchie du MIT estime d’ailleurs le régime du shah très fragile. Sans doute écoute-t-elle attentivement ses représentants en Iran au contraire de la direction du Mossad, incapable, elle, de réaliser à quel point le shah est devenu impopulaire dans son propre pays.

En novembre 1979, le général Ersöz, dont on estime sans doute qu’il a pu tirer tout ce qu’il y avait à tirer de Washington, abandonne le commandement du MIT à Bülent Türker, habitué d’un poste qu’il a déjà occupé à deux reprises : de juillet 1973 à février 1974, puis de septembre à novembre 1974. Türker va conserver cette responsabilité jusqu’en septembre 1981, chevauchant ainsi sans coup férir la période qui verra le retour au pouvoir des hommes en kaki.

Le pouvoir, les militaires d’Ankara ne pensent qu’à le récupérer. Et pour cause : ne sont-ils pas, eux *dixit*, les seuls héritiers légitimes de Mustapha Kemal ? Et de taxer de mollesse le gouvernement Demirel, pourtant lié, comme d’ailleurs certains secteurs du MIT, au groupe d’extrême droite des Loups gris. Le regain du terrorisme gauchiste va leur fournir un argument de choix.

En 1978, la Devrimci Sol (Gauche révolutionnaire) relance en effet une campagne d’attentats contre le gouvernement turc, mais aussi contre l’OTAN. La Devrimci Sol n’est autre que la branche armée de Devrimci Yol (Voie révolutionnaire), un groupe marxiste-léniniste lui-même issu du THKP-C dont le fondateur, Mahir Çayan, a été abattu par les forces de sécurité le 30 mars 1972.

Dans le but affiché de mettre fin au terrorisme, l’armée prend de nouveau le pouvoir en septembre 1980. Elle impose la loi martiale : Demirel est emprisonné et Ecevit, écarté de toute action politique pour dix ans. L’homme fort du nouveau régime, le général Kenan Evren, entend construire un dispositif sécuritaire global dont le MIT, fort de ses

4 000 fonctionnaires, constituerait un des éléments principaux. À cet égard, le service secret, dont Burhanettin Bigali tiendra fermement les commandes de septembre 1981 à août 1986, dispose d'un Département de surveillance des « activités destructrices » lui-même scindé en deux divisions : l'une spécialisée dans la lutte contre le communisme, et l'autre, dans la répression du séparatisme.

C'est dans ce dernier domaine, justement, qu'un problème déjà ancien ressurgit pendant la longue période de gouvernement militaire de 1980 à 1985.

OBJECTIF : PKK

Dès les années 1990, les policiers de la Direction de la surveillance du territoire, ancêtre de l'actuelle DGSI, constatent que les officiers du MIT en poste dans la capitale française nourrissent deux obsessions.

La première, c'est la Devrimci Sol (DS). Une organisation dont l'activité terroriste va atteindre son apogée au début des années 1990, causant beaucoup de souci au général Teoman Koman, patron du MIT quatre ans d'affilée entre août 1988 et août 1992. En septembre 1990, la Devrimci Sol assassine en effet son ancien adjoint Hiram Abas, qui venait de prendre sa retraite. En avril 1991, elle abat le général Memdouh Ounluturk, ancien directeur du centre d'interrogatoire de l'armée, site où on ne distribuait assurément pas que des friandises. En octobre de la même année, non contente d'une attaque à la roquette contre le consulat des États-Unis à Istanbul, la DS tue Adnan Ersöz, pourtant retraité depuis des années.

À partir de 1993 toutefois, le groupe va connaître une série de scissions et de sous-scissions propres à l'affaiblir considérablement. Le dernier acte terroriste spectaculaire attribuable à cette mouvance sera, en septembre 1994, l'assassinat à Ankara de l'ancien ministre de la Justice Mehmet Topaç.

En août 1988, la DS, alors unifiée, avait conclu un pacte d'alliance avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (en kurde : *Partiya Karkêren Kurdistan*). Cet accord lui permettait d'entraîner ses membres au sein des camps du PKK implantés dans la plaine de la Bekaa, au Liban, avec le concours d'officiers des moukhabarat syriens et des Gardiens iraniens de la révolution. La fermeture de ces camps en avril 1992 constituera une des causes du déclin et de l'éclatement de la DS, mais pas du PKK. Loin du stade groupusculaire, celui-ci constitue en effet une force sérieuse, appuyée par une force militaire qui ne l'est pas moins. Sa branche armée, l'Armée de libération populaire du Kurdistan (*Artêşa Rizgariya Gelê Kurdistan*, soit ARGK), mobilise en effet bientôt quelque 20 000 combattants armés et entraînés capables d'affronter l'armée turque, pourtant l'une des meilleures de l'OTAN.

L'auteur du présent ouvrage possède une petite expérience personnelle du PKK. En 1992, venu interviewer à la demande d'un magazine japonais un représentant à Paris de l'ERNK (*Eniya Rizgariya Netawa Kurdistan*), l'organisation front du parti en Europe, il s'entend déclarer d'emblée : « Le peuple kurde a décidé de se placer sous la direction du PKK et de son grand leader Abdullah Öcalan. » Or, aucun peuple ne se soumet ainsi de lui-même à une direction autoproclamée, tout ralliement exigeant en effet un travail prolongé d'organisation, mais aussi de conditionnement. En réalité, le PKK ne reculait déjà pas devant les pressions, le chantage et la violence. Pour se financer, il pratiquait entre autres l'extorsion de fonds baptisée « impôt révolutionnaire ». Les justices française mais allemande aussi avaient, du reste, intenté diverses procédures contre certains de ses dirigeants. À partir de la vallée de la Bekaa, au Liban, le PKK aurait aussi trempé dans le trafic de drogue.

Depuis, soyons juste, il semble que le mouvement ait beaucoup évolué sur la notion du « confédéralisme kurdo-turc », mais aussi sur le statut des femmes, dont beaucoup participent à l'égal des hommes aux activités

militaires de l’organisation. Et même, paraît-il, de l’écologie. Dont acte. Pour autant, le PKK ne cessera d’être, et continue de rester au centre des préoccupations des gouvernements turcs en général, et du MIT en particulier.

Fondé en 1978 par Abdullah Öcalan, étudiant en sciences politiques à Ankara tenté un temps par l’islamisme avant de jeter son dévolu sur le marxisme, le PKK a émigré à partir de 1980, comme d’ailleurs son chef, à Damas et dans la plaine libanaise de la Bekaa alors sous occupation syrienne. En 1986, déjà engagé depuis deux ans dans la guérilla et le terrorisme, il se dote de l’ARGK. Ses affrontements avec l’armée et les services de sécurité turcs, dont le MIT, feront jusqu’à aujourd’hui plusieurs dizaines de milliers de victimes.

Dans les années 1980, l’alliance du PKK avec l’Armée secrète arménienne de libération de l’Arménie (*Ermenistan’in Kurtukuşu için Ermeni Gizli Ordusu*), ennemie jurée de la Turquie en souvenir du génocide de 1915-1916, cause un souci supplémentaire au MIT. Et ce n’est pas le seul : le soutien syrien et iranien aux partisans d’Öcalan dit « Apo » (l’oncle en kurde) contrarie beaucoup Ankara. Assez pour que l’alliance Trident de 1958, invalide côté iranien depuis la chute du shah et la fin de la Savak, persiste avec les Israéliens : MIT et Mossad n’ont-ils pas les mêmes ennemis ? Au début des années 1990, des officiers du service secret turc ont ainsi interrogé des militants du PKK et de l’AGRK capturés par Tsahal au Liban.

On sait les Kurdes nombreux en Iran, en Irak et même en Syrie. Or, après que les militaires turcs ont esquissé un pas vers un début d’autonomie des Kurdes de Turquie, Tansu Çiller, première femme chef du gouvernement d’Ankara entre 1993 et 1996, durcit le ton. Les chefs du MIT, Teoman Koman, puis, à partir d’août 1992 et jusqu’en février 1998, Sönmez Köksal, reçoivent l’ordre de frapper encore plus fort. Ankara accentue parallèlement sa pression sur Damas, menaçant de déclarer la

guerre si la dictature Assad continuait son soutien à l'irrédentisme kurde. Une pression si puissante qu'en octobre 1998, Apo Öcalan et l'état-major du PKK en exil sont expulsés de leur base arrière syrienne.

Fin de cavale pour Abdullah Öcalan

Ce qui s'ensuit sera le fruit de la coopération entre le MIT et son vieil allié, le Mossad, mais aussi de la CIA. La cavale désespérée d'Öcalan le mène à Athènes, à Moscou, à Rome. À chaque fois, il doit décamper en catastrophe. Réfugié au Kenya, Nairobi le livre finalement au MIT en février 1999. Ramené en Turquie, enfermé sous très forte garde dans l'île-prison d'Imrali, en mer de Marmara, le leader du PKK y est jugé. Plaidant coupable car, affirme-t-il, le recours à la lutte armée n'était pas la bonne solution, Apo, condamné à mort en première instance, voit sa peine commuée en détention à perpétuité en 2002. Sans doute a-t-on estimé en haut lieu qu'Öcalan vivant constituait une carte plus utile qu'Öcalan mort revêtu de la palme du martyre.

En tout cas, le prestige du leader emprisonné croît auprès d'une partie notable de ses compatriotes du Kurdistan turc. En Allemagne et même en France, le PKK organise des démonstrations imposantes où le portrait d'Apo, moustachu façon Staline, est brandi par de très jeunes Kurdes, garçons ou filles au comportement impeccable : ni dégradations ni chapardages dans les magasins comme c'est souvent le cas à Paris lors des manifestations d'extrême gauche. Le culte presque quasi messianique du chef est là, avec ce qu'il comporte de déplaisant. De ferveur aussi. Partout où il est présent, au Moyen-Orient comme dans l'émigration en Europe, le PKK table sur la personnalité de son fondateur. Öcalan n'est pas le Nelson Mandela kurde, loin de là. Mais à condition d'éviter qu'il sombre dans l'oubli, on peut se servir de lui comme un symbole.

ERDOĞAN AUX COMMANDES

Qu'en pense Recep Tayyip Erdoğan, Premier ministre de 2003 à 2014 avant de devenir le président de la République turque ? Fondateur en 2001 de l'AKP (Parti de la justice et du développement), une formation que les Américains, toujours sensibles au facteur religieux, qualifient avec empathie de « parti islamiste modéré », ce fin politique nourrit un vaste projet aux antipodes d'une grande partie de l'héritage de Mustapha Kemal. Non seulement Erdoğan entend-il réintroduire en force l'islam au sein de la société et de l'État turcs à rebours de la laïcité qui prévaut depuis près d'un siècle, mais il veut inscrire géostratégiquement son pays dans la lignée de feu l'Empire ottoman. En d'autres termes : à défaut de récupérer les parties européennes de l'empire disparues, mettre sous influence turque ses régions arabes, Irak, Liban et Syrie notamment.

Pareille ambition implique des distances avec les Américains pour mener une politique internationale active, l'établissement de rapports stables avec l'Iran et la Russie, l'affaiblissement de la dictature damascène des Assad. Une manière de se préparer, dans l'avenir, au rôle d'arbitre dans l'arène internationale.

À partir de la fin 2010, les « printemps arabes » vont permettre à Erdoğan de progresser dans cette voie. En Syrie, la guerre civile ébranle Bachar al-Assad. Pour préserver son régime, déjà sauvé en 2015 par les atermoiements de Barack Obama suivi par François Hollande, le dictateur n'a bientôt d'autre solution que de se mettre entièrement sous la coupe des Gardiens de la révolution. Ne constituent-ils pas par leur combativité et leur fanatisme le meilleur de ses troupes au sol ? La coupe ensuite des Russes, dont l'appui aérien se traduit par des bombardements aveugles contre les populations civiles. La survie de Bachar tient désormais à l'existence de « l'arc chiite » passant par Téhéran, Bagdad et le Hezbollah libanais avec une sympathie certaine de Moscou.

Dans cette configuration, l'entente déjà ancienne d'Ankara avec Tel-Aviv pourrait sembler indispensable. À cette différence près qu'Erdoğan ne peut mener à bien ses projets sans le soutien de l'opinion publique musulmane, en particulier celle des pays arabes. Or, dès 2010, l'arraisonnement par les forces spéciales israéliennes du *Mavi Marmara,* un bateau affrété par une association turque dans l'espoir de briser un premier blocus de Gaza par l'État hébreu, est venu tendre les relations entre les deux capitales. Furieux, Erdoğan ordonne à Hakan Fidan, qui vient d'accéder à la direction du MIT, la fin de l'accord Trident avec le Mossad. Pire même selon les Israéliens : le MIT aurait fourni aux Iraniens, toujours friands, certains renseignements sur les services secrets de l'État juif.

En Syrie, le régime semble tenir bon face aux différentes oppositions armées, qui vont des islamistes à la plus modérée Armée syrienne libre (*Al-Djaïs as-Süri al hurr*) et aux Forces démocratiques syriennes (FDS), principalement composées de combattants et combattantes kurdes proches du PKK. Afin d'attendre que le fruit vienne à mûrir, le MIT maintient à bout de bras l'ANS, l'Armée nationale syrienne (*Al-Djaïs al-Watani as-Süri*). Créée en 2017, l'ANS regroupe plusieurs formations, dont Hayat Tahrir al-Cham, l'organisation islamiste d'Ahmed al-Charaa, *alias* « Abou Mohammed al-Joulani », elle-même issue d'un rameau d'al-Qaida.

En janvier 2018, l'armée turque, pénétrant sur le sol syrien sans que Damas ose riposter, dégage une zone d'une trentaine de kilomètres de profondeur limitrophe de la Turquie, la poche d'Idlib. Avec l'appui logistique d'Ankara, un sanctuaire se constitue ainsi dans le Nord-Ouest syrien. La prise de la ville d'Afrin fait émerger une administration ANS sous contrôle de l'armée turque et du MIT. La livre turque y a cours légal, ce qui en dit long sur cette région d'où ont été opportunément chassées les Unités de défense du peuple (*Yekî Neyên Xweparastina Gel*). Autrement dit : la branche armée syrienne du PKK, très efficace contre l'armée du régime, ce qui n'a pas l'heur de plaire à la Turquie.

Parfaitement maîtrisée, l'opération clandestine d'Idlib met Bachar al-Assad dans l'embarras : tenter de réduire l'enclave le plongerait dans une guerre contre la Turquie dont il n'a pas les moyens. Erdoğan lui propose-t-il de négocier le statut de la poche ? Le dictateur refuse catégoriquement, persuadé, à l'instar de son clan, que le pillage de la Syrie pourrait durer éternellement. Les conseils de prudence des Russes et des Iraniens ne parviennent pas à le faire changer d'avis. On sait aujourd'hui qu'au début 2024, il a délibérément saboté l'amorce de discussion proposée par les Américains.

De son côté, Ankara joue sur le facteur temps. Tandis que l'armée turque fournit armes et instructeurs à l'ANS et à HTC par le biais du Département de guerre spéciale, le MIT maintient le contact avec toutes les parties présentes dans la région. Les Américains bien entendu, d'autant que la Turquie reste membre de l'OTAN. Les Israéliens aussi car, même si Trident n'est plus, on n'est pas fâché à mort pour autant. Les Iraniens. L'Irak, dont il vaut mieux s'attirer la neutralité. L'Égypte, qui regarde il est vrai la chose, assez lointaine pour elle, avec un certain détachement. La Jordanie, dont le service de renseignement Dai'irat al-Moukhabarat al-Amma, bien qu'axé principalement sur la politique intérieure, veille avec beaucoup d'efficacité à la sécurité d'un royaume limitrophe de la Syrie au sud. Et même les moukhabarat de Damas parce que ce n'est pas la peine d'entrer en guerre clandestine avec eux.

Le feu mijote doucement sur la cuisinière. Patient, le MIT couve ses protégés de l'ANS et au sein de cette fraction armée, son chouchou HTC dans l'attente de la situation enfin propice. Pendant ce temps, il continue son combat clandestin sur d'autres fronts. En France, un de ses agents, Omer Güney, est parvenu à se faire embaucher comme chauffeur de trois dirigeantes du PKK : Sakine Cansiz, *alias* « Sara », cofondatrice du parti et sa représentante en Europe, Fidan Doğan et Leyla Söylemez. Dans la nuit

du 9 au 10 janvier 2013, il les abat. Arrêté, Güney mourra en décembre 2016 à Fresnes sans avoir été jugé.

Affaiblir méthodiquement le PKK : la mission exige d'autant plus de patience que les Forces démocratiques syriennes combattent de manière énergique les islamistes de Daech. En particulier les Unités de protection du peuple, où les combattants kurdes sont souvent des combattantes. S'en prendre aux FDS risquerait de braquer les Américains, qui comptent en partie sur elles pour réduire la menace de l'État islamique (voir « Daech »). Mais Ankara en reste persuadé : quand ils n'en auront plus besoin, les Occidentaux lâcheront les Kurdes.

Coup d'État manqué

Le MIT est aussi mobilisé sur le front intérieur. Certains militaires préparent en effet de façon plutôt maladroite un énième coup de force en liaison avec la confrérie Gülen, obsession du pouvoir dirigée depuis les États-Unis par son fondateur, Fethullah Gülen. Du fait que Hakan Fidan, qui dirige le MIT depuis mars 2015, conservera son poste jusqu'en juin 2023, on peut déduire qu'en l'occurrence, il a clairement choisi le côté du vainqueur. Sans doute est-ce en partie grâce à la qualité de ses renseignements que la tentative de putsch militaire échoue en juillet 2016. Un fiasco qui débouche sur une vaste purge au sein de l'armée et de l'administration, signant la fin pratique du kémalisme tout en confortant le règne d'Erdoğan. Dans l'arène internationale, celui-ci acquiert par ailleurs, de concert avec l'Arabie saoudite, un statut d'intermédiaire privilégié dans plusieurs conflits, notamment entre Kiev et Moscou à propos de l'exportation du blé ukrainien. S'il agace Washington, force est pour les Américains, attachés à l'OTAN jusqu'à la deuxième émergence de Trump, de constater qu'Erdoğan se comporte en partenaire loyal en interdisant aux Russes le franchissement des Dardanelles alors que les Ukrainiens, sans

marine, réussissent l'exploit de chasser leurs agresseurs de la mer Noire par l'usage notamment de cette innovation : les drones navals.

Toujours président depuis 2014, président très autoritaire certes, mais président quand même élu et réélu, Erdoğan voit la fin 2024 et le début 2025 récompenser sa patience opérationnelle de près de dix ans. Ainsi que le dirigeant turc l'escomptait sans doute, la résistance acharnée de l'Ukraine à l'invasion russe contraint Vladimir Poutine à replier ses troupes de Syrie, abandonnant son vassal Assad. Livré à lui-même, le régime ne tarde pas à s'effondrer. Le dictateur file à Moscou. Ali Mamlouk, son tsar des moukhabarat aussi. Premier sunnite à exercer ce commandement, Mamlouk venait, il est vrai, des services de renseignement de l'armée de l'air, enfants chéris du clan Assad.

En décembre 2024, Ibrahim Kalin arrive à Damas. Patron du MIT depuis juin de l'année précédente, il vient vérifier si la mise en place du nouveau pouvoir, celui d'Ahmed al-Charaa, le poulain, se fait conformément aux vœux d'Erdoğan, le parrain. Il en repart satisfait. Même contentement chez Hakan Fidan, son prédécesseur à la tête du MIT désormais ministre des Affaires étrangères. Une belle revanche sur le passé. Il y a un peu plus d'un siècle, la Syrie appartenait à l'Empire ottoman. Un ensemble que le président turc, remontant le cours du passé, voudrait voir renaître, fût-ce sous d'autres formes.

Le PKK va-t-il rendre les armes ?

En janvier 2025, HTC annonce son autodissolution. Al-Charaa et ses mentors turcs doivent en effet stabiliser un État syrien satellite d'Ankara tout en réduisant à la portion congrue l'adversaire kurde. Ankara commence la mise en chantier de deux bases aériennes sur le sol syrien, projet qui contrarie beaucoup Tel-Aviv. D'où une série de matraquages aériens « préventifs » contre les installations militaires existantes en Syrie afin

qu’elles ne puissent pas être retournées contre l’État hébreu. Le face-à-face syrien entre la Turquie et Israël n’en est probablement qu’à ses débuts. À l’avenir, son intensité, voire sa dangerosité, dépendra dans une large mesure du maintien ou non des dirigeants actuellement en place à Ankara comme à Tel-Aviv. Reste qu’il se sera aggravé dès l’été 2025 avec les frappes de Tsahal contre les positions syriennes, « justifiées » par la défense de la minorité druze. Des mesures préventives en forme d’avertissement indirect à la Turquie.

Pour atteindre ses propres objectifs, al-Chaara doit, de son côté, empêcher la reprise de la guerre civile. Les événements de mars 2025 : révolte armée de partisans d’Assad dans la partie alaouite du littoral méditerranéen suivie d’une répression sanglante avec nettoyage confessionnel à laquelle s’associeront des islamistes radicaux ne vont pas vraiment dans ce sens. Et ce n’était qu’un début ! Restaurer l’ordre ne sera pas une mince affaire. D’autant qu’Ankara voudrait que le nouveau régime, une fois consolidé, tourne ses armes contre les Forces démocratiques syriennes – en fait, contre le PKK.

Affaibli, ce dernier est loin de disparaître. En Syrie, mais aussi au nord de l’Irak, où s’est établi son état-major opérationnel, le mouvement dispose en effet toujours d’une force combattante importante, disciplinée, entraînée et motivée. Or, négocié sans doute de longue date avec Abdullah Öcalan, un coup de théâtre va intervenir fin février 2025. Dans un message de sa prison d’Imrali, le fondateur du PKK appelle ses militants à cesser la guerre contre la Turquie et annonce la dissolution pure et simple du parti : « Il n’y a pas, il ne peut y avoir d’autre voie que la démocratie […]. Pour l’intégration à l’État et à la société, réunissez-vous en congrès et annoncez votre décision. » À l’appui de cette déclaration, une photo où le leader apparaît vieilli – il a 75 ans – mais apparemment lucide au milieu de cadres du Parti de l’égalité et de la démocratie des peuples, une formation politique de gauche prokurde.

Après un quart de siècle d'isolement sous les verrous, Öcalan a-t-il fini par accepter la loi d'Erdoğan par découragement et lassitude personnelle ? Se voit-il à présent sincèrement en faiseur de paix ? Difficile à dire. D'autres questions affluent en effet. Après cet appel, conservera-t-il son prestige auprès des militants ? Son autorité surtout : les jeunes générations indépendantistes kurdes se plieront-elles en bloc aux consignes de ce chef vénéré sans doute, mais absent du terrain depuis si longtemps ? Des questions qui ne trouveront sans doute de réponse qu'à l'aune du maintien au pouvoir, ou non, d'un Erdoğan de plus en plus dictatorial. Le fait est, néanmoins, qu'en juillet 2025, des cérémonies très médiatisées ont eu lieu au Kurdistan irakien, des militants du PKK en uniforme militaire brûlant des armes sous l'œil de la presse internationale. Une démonstration préparée par des contacts d'Ibrahim Kalin avec les Kurdes d'Irak et le gouvernement de Bagdad, et approuvée par le président turc.

U

U-2

Cet avion espion des années 1950-1960 marque le virage vers le tout-technologique de la communauté américaine du renseignement, à rebours déjà du tout-opérations clandestines (voir « *Covert Actions* »). D'un modernisme saisissant pour son époque, c'est à la fois le fruit d'une grande crainte et celui d'une inquiétante constatation. Immense crainte après la nouvelle de la première explosion atomique russe en septembre 1949 : celle d'une guerre nucléaire entre l'Est et l'Ouest. Et cette constatation : on ne sait rien de ce qui se trame derrière le rideau de fer. Ni la CIA du nouveau leader du monde libre, les États-Unis, ni le MI6 de son désormais brillant second, le Royaume-Uni, n'ont en effet de renseignements fiables sur les capacités militaires effectives de l'URSS. Dans le domaine nucléaire en particulier.

Une faillite de ses services secrets qui irrite le président des États-Unis, le général Dwight Eisenhower. Ancien commandant en chef interallié face à l'Allemagne nazie, Ike se souvient de cette époque où les reconnaissances aériennes apportaient, heure après heure, leur moisson de détails sur l'ennemi. Et médite déjà son grand projet : conclure avec la France et l'Angleterre, mais surtout avec l'URSS poststalinienne, un pacte

d’ouverture mutuelle des cieux aux patrouilles de reconnaissance des autres pays. Un point de vue qui anticipe sur les négociations de limitation nucléaire et de contrôle mutuel START des années 1969-1979. Dans cette attente, le président aimerait en savoir plus sur la Russie. Justement, James Killian, éminent directeur du MIT (Massachusetts Institute of Technology) et non moins éminent membre du conseil de sécurité présidentiel, fait en 1954 la connaissance d’Edwin Land. Selon cet expert en technologies de pointe, inventeur du système de photographie instantanée, si les États-Unis sont capables de construire un avion volant à plusieurs dizaines de milliers de mètres d’altitude, concevoir un dispositif de prises de vues adéquat n’aura rien d’impossible.

Killian et Land s’ouvrent de cette possibilité à Allen Dulles, le patron de la CIA (voir « Dulles Allen »). Serait-ce le moyen d’éclairer enfin ce trou noir du renseignement américain qu’est l’URSS ? Pour Eisenhower, homme de décision rapide, la réponse est oui. Pour autant, il ne se fait aucune illusion : « Un jour ou l’autre, un de ces engins se fera prendre et nous aurons à gérer un sacré orage. » Dulles confie la réalisation du projet à son adjoint, l’économiste et professeur intermittent au MIT, Richard Bissell. Sous le nom de code *Aquatone*, l’appareil va être développé en un temps record par le constructeur aéronautique Lockheed. Et bonne surprise, pour 3 millions de dollars de moins que le budget initial.

Un condensé de technologies au service de l’IMINT (*Imagery Intelligence*, soit Renseignement par l’image). Moitié planeur à moteur auxiliaire, moitié réacteur monté sur une cellule de planeur, l’U-2, un appareil de 12 mètres de long pour une envergure de 25, peut voler à plus de 25 000 mètres d’altitude. Soit bien au-dessus du plafond de tous les missiles de DCA et de tous les chasseurs alors disponibles dans le monde.

Première expérimentation en août 1955. Avec sa vitesse de croisière de 970 kilomètres à l’heure et son autonomie de près de 5 500, les performances de l’U-2 dépassent très largement celles des RB-47, ces

premiers bombardiers à réaction qui, vulnérables aux radars et à la chasse, n'ont réussi que de trop brèves incursions sur le territoire soviétique. Muni d'un dispositif spécial, le *driftsight*, le tableau de bord de l'U-2 permet au pilote de visualiser avec précision la zone à espionner.

Dès son premier survol du territoire soviétique en juillet 1956 au-dessus de la région de Leningrad, les caméras photographiques embarquées de l'appareil fournies par la firme Hycon Manufacturing rapportent des clichés pris à 15 000 mètres d'altitude. Surclassée, la chasse soviétique s'est montrée incapable d'approcher l'avion fantôme. La résolution des photos est prodigieuse pour l'époque. Qualité analogue pour les clichés du lendemain au-dessus de la région de Moscou. Bluffé par les photos qu'Edwin Land lui met sous les yeux, Ike donne l'ordre de poursuivre. Furieux de ne pouvoir l'atteindre, les Russes surnommeront l'avion espion la « dame noire », les U-2 étant revêtus d'une peinture bleu foncé qui les rend très peu visibles à très haute altitude.

Bientôt par-dessus le marché, l'image ne sera plus le seul procédé d'espionnage à son bord. Il y aura aussi les interceptions électromagnétiques des appareils que la National Security Agency, partenaire du projet, va installer au titre de l'Elint (*Electronic Intelligence*). De juillet 1956 à août 1960, en cinquante-cinq *Overflights* (nom de code des vols U-2) au-dessus des pays du bloc de l'Est dont la moitié au-dessus de la Russie, l'Agence va en apprendre dix fois plus que tout ce qu'elle savait jusque-là. Et ce, sans autre incident que celui, mortel c'est vrai, survenu en avril 1957 à un pilote d'essai de Lockheed, Robert Sieker.

Par sentiment d'appartenance à une même communauté anglo-saxonne du renseignement déjà concrétisée par un partenariat dans le domaine des « grandes oreilles », le pacte UKUSA, mais aussi parce qu'on a besoin de pouvoir décoller de certaines de leurs bases, les pilotes britanniques sont associés à ces missions. Pour camoufler son véritable usage, on fait filtrer le bruit que l'U-2, appareil à usage météorologique, serait destiné au National

Advisory Committee to Aeronautics, l'ancêtre de l'actuelle NASA. Si des U-2 météo existent bel et bien, ce n'est ici rien d'autre que du camouflage. Le National Photographic Interpretation Center de la CIA, que commande Arthur « Art » Lundahl, jubile. Sauf qu'en septembre 1959 à Camp David, la rencontre au sommet Eisenhower-Khrouchtchev débouche sur la suspension des *Overflights*. Un geste de bonne volonté du numéro 1 américain envers son homologue soviétique, très agressif à ce sujet.

OVERFLIGHTS INTERDITS APRÈS LE 1ER MAI

Un site de missiles soviétiques voisin de Plesetsk, aux alentours d'Arkhangelsk, pas très loin du cercle polaire arctique donc, a déjà été survolé le 9 avril lors d'un *Overflight* précédent. Ces premiers clichés s'avérant trop flous, l'Agence bataille ferme avec la Maison-Blanche pour arracher l'autorisation d'un nouveau survol. Jouant sur la crainte majeure d'Ike : une frappe nucléaire russe en traître, Dulles et Bissell, directeur des opérations clandestines de la CIA depuis janvier 1959, plaident en faveur de la reprise des *Overflights*, unique source de renseignements fiables sur les missiles balistiques intercontinentaux adverses.

Aucun espionnage U-2 passé le 1er mai. N'allez pas compromettre la nouvelle rencontre au sommet du président avec Khrouchtchev prévue à la mi-mai, objecte l'équipe d'Eisenhower.

La CIA en déduit que, le 1er mai 1960, l'affaire semble encore autorisée dernier carat. En foi de quoi, ce jour de fête du Travail, sacré en URSS, Francis Gary Powers décolle de Peshawar, au Pakistan, direction la Norvège. À bord de son avion espion, ce jeune pilote américain de 31 ans fait route vers Plesetsk. Comme autrefois les résistants en Europe occupée par les nazis, il porte sur lui une capsule de poison. Pas question de trahir les secrets de la « dame noire », laquelle est censée se désintégrer en cas de choc.

Il se trouve que Khrouchtchev a moins besoin de la rencontre programmée avec Eisenhower et que, depuis 1956, la DCA russe a fait des progrès. La preuve : un missile abat l'U-2 (une autre version veut que l'appareil ait été déstabilisé par le passage en vitesse subsonique d'un Soukhoï Su 9, mais que dans le cadre d'une énième *dezinformatsia*, les Soviétiques aient fait courir la rumeur du tir de missiles destinée à accréditer l'idée de leur supériorité dans le domaine antiaérien). Powers, en tout cas, n'a pas voulu s'empoisonner. Déclenchant son siège éjectable, il survit, démentant les experts de la CIA, qui jugeaient la chose impossible à une altitude aussi élevée. Le voilà captif des Russes.

Khrouchtchev qui n'attendait que ça saute sur l'incident pour annuler la rencontre quadripartite au sommet Angleterre-France-URSS-USA. Il présente son pays en victime de l'espionnage américain, fait patent, mais aussi en victime innocente, version plus contestable.

Un échec bien fâcheux. Fâcheux au premier chef pour son Francis Powers. Condamné à dix ans d'emprisonnement après un procès propagandiste à grand spectacle de douze semaines à Moscou, le pilote ne retrouvera la liberté qu'en février 1962, lors de son échange avec Viliam Fisher dit « colonel Rudolf Abel ». Une grande première de troc entre la CIA et le KGB sur le bientôt célèbre pont Glienicke qui enjambe la rivière Havel sur le lac du Wannsee, entre Potsdam et Berlin-Ouest.

Fâcheux pour la détente, remise à une date ultérieure car le projet de contrôle aérien mutuel entre puissances nucléaires cher à Ike est tombé au sol en même temps que l'U-2. Fâcheux, enfin et surtout, pour le président américain Eisenhower. Le bouillant candidat démocrate à la Maison-Blanche, John Kennedy, accuse en effet le président républicain en place d'avoir laissé se développer un *missile gap* qui donnerait, assure-t-il, l'avantage balistique à Moscou. Eisenhower aurait pu tirer profit de ce mauvais procès en exhibant publiquement les clichés qui montrent les emplacements de sites nucléaires soviétiques, dangereux, mais pas autant

que JFK le prétend. Sauf que, par goût militaire du secret, Ike s'en est abstenu. De quoi lier les mains de son vice-président et candidat républicain à la présidence, Richard Nixon, contraint de subir sans riposte les rafales d'attaques du clan Kennedy qu'il sait fallacieuses. JFK n'a d'ailleurs pas d'excuse puisque informé du véritable rapport de forces balistiques entre USA et URSS lors de deux briefings successifs d'Allen Dulles à la demande d'Ike, il continue à marteler ce qu'il sait n'être que des contre-vérités.

Cuba : la revanche de la « dame noire »

Une fois à la Maison-Blanche, le jeune président autorise d'ailleurs… la reprise des *Overflights*. Et voici qu'en mai 1962, Khrouchtchev prend la décision d'installer à Cuba des missiles balistiques à moyenne portée munis de têtes nucléaires et capables d'atteindre le sol américain ! En août, quatre-vingt-six navires appareillent des ports d'URSS direction les Caraïbes. En principe, la NSA dispose de bâtiments spécialement configurés pour les *intercepts*, plus faciles à pratiquer sur les étendues maritimes où les ondes portent loin. Mais sur la zone caraïbe, elle n'aligne que l'USS *Oxford*, un bateau démodé.

Comme John McCone, le successeur de Dulles à la tête de la CIA fait son voyage de noces en Europe, l'interlocuteur de la Maison-Blanche pour la CIA se trouve être son adjoint Marshall Carter. Un général auquel Kennedy ordonne sans ambages : « Fourrez ça dans une boîte et clouez-là bien. » Une manière toute présidentielle de signifier qu'on a assez d'ennuis comme ça avec cet autre U-2 qui vient de se faire prendre en pleine violation de l'espace aérien soviétique. Comme s'il accréditait la certitude soviétique de son propre manque de carrure, le président américain ne tient en effet guère à savoir. N'en déduisez pas qu'en ignorant ainsi le danger nucléaire, Kennedy se désintéresserait de Cuba. Au contraire, il passe une

partie de son temps à prendre des nouvelles du plan *Mangouste* visant à déstabiliser le régime castriste, voire à assassiner le Líder Maxímo (voir « *Covert Actions* »).

Le 29 août 1962, une « dame noire » survole Cuba. Dès le lendemain, un analyste du National Photographic Interpretation Center repère un site de fusées soviétiques dites SAM (Surface to Air Missile, soit missile sol-air) du type SA-2, le même modèle que celui qui aurait abattu l'U-2 de Gary Powers deux ans et demi plus tôt. Le 11 septembre pourtant, JFK ordonne l'arrêt des vols U-2 sur Cuba. Quarante-cinq jours de tranquillité pour les Russes, qui vont débarquer les premiers missiles dans le port cubain de Mariel sans regard américain indiscret. Tout début octobre, l'île compte déjà 99 têtes nucléaires !

McCone multiplie toutefois les avertissements. Le 20 septembre 1962, il expédie un nouveau câble crypté à ses adjoints depuis la vieille Europe. Réexaminez la situation, les exhorte-t-il. Les faits ne tardent pas à lui donner raison. Dans un rapport vieux d'une semaine, un analyste de la CIA déniche cette info : des remorques tractées portant de longs cylindres d'une vingtaine de mètres camouflés par des bâches ont été aperçues sur les routes de Cuba.

De retour le 4 octobre, McCone exige la reprise des vols U-2. On la lui refuse. Dix jours plus tard, cédant à ses instances, la Maison-Blanche accepte enfin de faire redécoller les « dames noires ». L'U-2 du major Richard Heyser survole Cuba. Le lendemain 15 octobre, les experts du National Photographic Interpretation Center de la CIA, Arthur Lundhal en tête, découvrent la forêt de missiles pointés vers les États-Unis ! Des fusées porteuses d'une charge d'une mégatonne qui peuvent atteindre le sol nord-américain…

Le lendemain, tandis que McCone enterre son gendre mort d'un accident de la route, les téléphones crépitent. À Fort Meade, le major général Gordon Blake, patron de la NSA depuis juillet dernier, active une

« cellule de crise ». Une cryptanalyste émérite, Juanita Moody, interprète avec son équipe les données de l'USS *Oxford*. Conclusion sans appel là encore : les bateaux russes chargés de matériel sont bel et bien en route.

Le 16 et les jours suivants, JFK et ses conseillers se penchent sur les plus parlantes des 968 photos prises par l'U-2 du major Heyser. Quelle stratégie adopter ? Le lendemain matin, McCone propose celle du blocus, bien préférable à un coup de force. Le 23, après bien des discussions et des revirements, c'est McCone qui emporte le morceau, fermement soutenu par le secrétaire d'État à la Défense, Robert McNamara. Quatre jours plus tard, le patron de la CIA, homme de sang-froid, sera encore le premier à avancer la proposition qui va dénouer la crise : le retrait des missiles américains en Turquie, d'ailleurs démodés, en échange de celui des missiles russes à Cuba. La CIA, ridiculisée en avril 1961 par l'échec de l'invasion de Cuba lancée par Allen Dulles, son directeur de l'époque, reprend du poil de la bête. Ses informations, ainsi que celles, considérables, fournies par la NSA, assistée par son équivalent britannique le GCHQ, ont pesé lourd dans la balance.

La communauté américaine du renseignement sort grandie de l'épreuve au moins autant que la Maison-Blanche. Il y a eu des ratés, certes. Pour le forcer à coopérer avec les autres agences, la CIA a par exemple « cafté » le renseignement naval, qui gardait sous le coude des informations importantes sur les mouvements des navires russes. Mais il n'empêche : la preuve est faite qu'une fermeté raisonnée nourrie d'informations fiables recueillies par une combinaison de moyens techniques et de sources humaines a fait reculer l'URSS. Un événement d'autant plus remarquable que les services ont dû travailler pendant toute la crise à flux tendu, dans l'urgence et dans l'angoisse. Assurément, il s'agit d'un tournant dans la guerre froide. Un sentiment d'ailleurs partagé côté russe aussi. À Moscou, l'étoile de Khrouchtchev commence à pâlir.

La découverte salvatrice des projets de Khrouchtchev et de Castro constituera l'ultime service rendu par l'U-2. Déjà dépassé, il sera remplacé par les SR-71 Blackbird. Ces appareils de deuxième génération volent à plus de 35 000 mètres d'altitude et à trois fois et demie la vitesse du son, d'où leur invulnérabilité face à la DCA adverse. Surtout, un nouveau moyen d'espionnage technologique, l'imagerie satellitaire, se trouve alors en plein développement (voir « *Corona* et la naissance du renseignement satellitaire »). Il n'empêche : aujourd'hui encore, la NASA maintient certains des U-2 en service. Rebaptisés ER-2, les U-2 sont mis à profit pour leur aptitude au vol à très haute altitude pour repérer les traces de radioactivité. On reste donc, en somme, dans le domaine nucléaire…

V

Vikings

Dès leur enfance, les Vikings sont abreuvés d’une mythologie qui, comme le note Jean Deuve, historien de référence sur la pratique du renseignement chez ces hommes du Nord, renferme « tous les ingrédients de l’espionnage, du sabotage ou du contre-espionnage ». De surcroît, ils « excellent à planifier leurs coups de main de façon à obtenir l’effet de surprise maximum ». Les Vikings associent en effet le renseignement stratégique (puissance financière et économique des zones où mener des raids, mais aussi état des forces militaires locales, rivalités entre féodaux, conflits ancestraux, luttes interreligieuses) avec l’espionnage tactique (où et quand aborder en fonction des rivages et des marées ; comment gagner au plus vite les lieux à razzier – villes, villages et souvent monastères richement dotés en objets de valeur : ciboires, calices, chandeliers, encensoirs en or ou en argent ; comment se replier jusqu’au point de rembarquement).

Peuples de navigateurs très en avance sur les techniques de construction navale et d’orientation en mer, ils mettent à profit leurs multiples cabotages commerciaux pour combiner l’espionnage économique (localisation des richesses et de l’or, voire des régions à coloniser comme la Normandie, la

Sicile ou encore l'Ukraine avec la fondation de Kiev) avec l'espionnage militaire (repérage des endroits à razzier, passage au crible des défenses locales). Le tout aux fins d'opérations de type commando (débarquement-assaut-razzia-repli) menées le plus souvent, mais pas toujours, avec des effectifs réduits à bord de leurs bateaux de guerre, les *langskips*, ou de transport.

Pas de meilleure carte de visite que la férocité au combat des Vikings. D'où ces prestations militaires rémunérées qui leur procurent certaines exclusivités économiques assorties d'un pouvoir d'influence – ce sera longtemps le cas avec la garde rapprochée des empereurs de Byzance. Un procédé encore usité par les services secrets à l'ère contemporaine. Par les Français du SDECE puis de la DGSE au temps de la Françafrique ; par les Anglais du MI6, des forces spéciales et des firmes militaires privées qui leur sont associées ; par les États-Uniens, notamment en Amérique latine ; par les Israéliens. Ou plus récemment au Sahel, par le groupe mercenaire russe Wagner, rebaptisé Africa Corps depuis l'assassinat de son fondateur, Evgueni Prigojine, par le GRU.

Notons que Jean Deuve (1918-2008) ne fut pas seulement un historien du renseignement, mais un praticien aussi. Officier de la Force 136, il opère au Laos pendant la Seconde Guerre mondiale, pays dont il dirigera les services secrets de 1946 à 1948. En 1976, il sera directeur de renseignement du SDECE.

W

Walk-ins

Il existe deux sortes d'agents doubles : ceux qui ont été « tamponnés » par un service secret à l'issue de longs travaux d'approche, et ceux qui, au contraire, se proposent volontairement à lui. Ces agents « à l'arrache », les Anglo-Américains les désignent sous le nom de *Walks-in*. De Hans-Thilo Schmidt, l'Allemand du service du chiffre qui s'offre dès 1931 au SR français, à Igor Gouzenko, le chiffreur du GRU au Canada qui choisit l'Ouest en 1945, révélant l'ampleur de l'espionnage soviétique en Amérique du Nord, jusqu'à Vladimir Vetrov, l'officier du KGB « autorecruté » par la DST en 1979, ou à Aldrich Ames, officier du contre-espionnage de la CIA qui s'est vendu aux Soviétiques en 1985, la liste des *Walks-ins* est interminable. Leurs motivations, très disparates, mais intenses.

Le plus malin dans tous les sens du terme de ces volontaires d'un type spécial fut à coup sûr Anatoli Golitsyne : dès son premier interrogatoire par la CIA, cet officier du KGB prend soin d'annoncer que les autres *Walks-ins* soviétiques qui proposeraient leurs services à l'Agence après sa propre défection seraient en bloc… de faux *Walks-ins* ! Une manière originale d'éliminer la concurrence. Or, ce discours sera gobé comme un œuf par

James Angleton, le chef du CE de la CIA, totalement paranoïaque du jour où (enfin), il s'était rendu compte que Kim Philby, son vieil ami du MI6 en poste à Washington au début des années 1950, travaillait de longue date comme « collaborateur secret » des services russes, premier en date des cinq taupes rouges de Cambridge (voir « Cinq de Cambridge »). Iouri Nosenko, qui s'était offert à la CIA en mai 1962, fera les frais des méthodes anticoncurrentielles de Golitsyne comme de la parano d'Angleton : classé « faux *Walk-in* », séquestré par l'Agence, interrogé, contre-interrogé, le malheureux connaît un véritable calvaire jusqu'en 1969, date où les Américains finissent par admettre qu'il était un véritable transfuge, lui donnent la nationalité états-unienne et lui versent 80 000 dollars, somme rondelette à l'époque, en guise de réparation pour les mauvais traitements subis.

Comme en témoigne le sort tragique des dizaines de membres des services secrets de l'Est volontaires pour les services occidentaux, changer de camp reste en effet un choix à risques. Découverts, ils étaient exécutés par l'Est, l'Ouest se contentant de les juger légalement et de les emprisonner. Pour prémunir leurs officiers de la tentation du « walkinisme », les services des pays communistes font circuler en interne des rumeurs démoralisantes. Ainsi sait-on qu'au sein de l'INO, puis de la PGU à quel point Konstantin Volkov a dû se repentir d'avoir tenté de passer au MI6 en 1945 quand il était en poste à Istanbul. Plus effrayant encore, le bruit courra qu'Oleg Penkovsky, agent double du MI6 et de la CIA démasqué en octobre 1962 et condamné à mort pour trahison en mai 1963, a été brûlé vif dans un four.

En présence d'un *Walk-in*, les deux premières questions qui se posent au service de renseignement auquel il s'adresse sont les suivantes :

1. Jusqu'à quel point ce volontaire-là est-il sincère et fiable ?
2. S'agit-il au contraire d'un agent d'intoxication des adversaires dont il convient de rejeter l'offre comme ce fut le cas dans un premier temps

pour le KGB concernant Philip Agee, ou par la CIA concernant Oleg Penkovsky (voir « Agee Philip » et « Penkovsky Oleg ») ?

3. Jusqu'à quand pourra-t-on tirer de lui des renseignements utiles ? La tendance naturelle de celui qui vient de changer de camp le porte en effet à exagérer son importance, ne serait-ce que pour susciter, maintenir et même accroître l'intérêt des officiers traitants de son nouvel employeur. Cet intérêt semble-t-il décroître ? Le *Walk-in* risque alors d'affabuler, désignant de fausses cibles au hasard, créant de fausses pistes, bref innovant sur des bases de plus en plus floues dans l'espoir de rester au centre du jeu. C'est à cet instant qu'il devient franchement dangereux, se transformant pour sa propre cause en l'agent d'intox qu'il n'était pas au départ.

Dans ces conditions, mieux vaut que le service secret bénéficiaire des renseignements d'un *Walk-in* prévoie pour lui un accompagnement psychologique sérieux. Il n'y a pas d'amour, mais des preuves d'amour : la meilleure preuve d'amour qu'on puisse donner à un *Walk-in*, c'est d'accorder à sa réinsertion toute l'attention qu'elle mérite.

Y

« Yellow cake »

« Si c’est possible, c’est probable ! » : cette ritournelle consternante sera, en 2002, celle du patron de la CIA, George Tenet. Sommé par l’entourage « néoconservateur » du président George W. Bush de prouver, n’importe comment et à n’importe quel prix, l’existence d’armes de destruction massive dans l’Irak de Saddam Hussein, Tenet aurait pu objecter que telle ne pouvait être la mission du directeur de l’Agence centrale de renseignement des États-Unis, organisme censé renseigner de façon objective la Maison-Blanche et non ramassis de courtisans pratiquant le mensonge sur ordre supérieur. Or, pour sauver sa tête, il fait oublier ce péché originel : avoir été mis à la tête de Langley par Bill Clinton. De crainte d’un limogeage pur et simple, Tenet livre donc à George W. des rapports mal documentés, mais qui vont tous dans le sens obligatoire indiqué par la Maison-Blanche. S’il parvient à conserver son lien de proximité avec le président républicain, c’est ce prix : la renonciation complète à ce que doit être un service de renseignement.

Résultat : l’Agence consent des efforts considérables pour démontrer l’existence de ce qui n’existe pas. En l’occurrence, l’achat par les Irakiens au Niger de 500 tonnes de « yellow cake », un composé de couleur jaune à

75 % d'uranium. Seul un bidonneur connu qui opère en marge des services secrets, l'Italien Rocco Martino, accrédite cette invention. Le 18 janvier 2003, dans son discours sur l'état de l'Union, George Bush n'en affirme pas moins – sans complexe et pour cause, sans preuve – que « le gouvernement britannique a appris que Saddam Hussein a cherché récemment à se procurer des quantités significatives d'uranium en Afrique ». Sur ordre de l'équipe du Premier ministre Tony Blair, le MI6 a en effet accepté à contrecœur ce que la DGSE française refusait : donner du crédit au bouteillon du « yellow cake ». Une torsion de bras contraire, là encore, à la tradition séculaire du renseignement britannique. Le patron du MI6, Richard Dearlove, l'appréciera d'ailleurs très peu : réduit en principe au silence, il fera discrètement savoir son mécontentement.

Aux États-Unis comme en Angleterre toutefois, l'esprit critique n'est pas mort. Le 6 juillet 2003, Joseph Wilson, ex-ambassadeur au Gabon et ancien du Conseil national de sécurité sous Clinton, s'exprime dans le *New York Times*. Chargé l'année précédente d'enquêter en Afrique, il confie en effet au quotidien ses « gros doutes » sur le soi-disant marché irako-nigérien de « yellow cake ». Afin de discréditer cet empêcheur d'attaquer l'Irak en rond, les porte-couteaux de l'équipe Bush lancent une série de *fake news*. Emportés par leur zèle destructif, ils iront jusqu'à balancer à un journaliste du *Washington Post*, Robert Novak, le nom de Valerie Plame-Wilson, épouse de l'ambassadeur et elle-même officier de la CIA experte en contre-prolifération nucléaire. Il se trouve qu'aux États-Unis, dévoiler l'identité d'un officier de renseignement constitue un délit très grave. À plus forte raison encore s'il s'agit, comme la jeune femme, d'un officier *non-official cover* (NOC), une classification top secret interne à l'Agence. Si Valerie se sait réduite au silence du fait de ses obligations de confidentialité, Joseph Wilson se lance dans une croisade pour la vérité.

L'affaire va aller jusqu'aux tribunaux. Le 13 juillet 2006, Joseph et Valerie portent en effet plainte contre Karl Rove, le *spin doctor* de la

Maison-Blanche, contre le vice-président Dick Cheney, contre Lewis « Scooter » Libby, le secrétaire général de la vice-présidence et un peu plus tard, contre Richard Armitage, un fonctionnaire du Département d'État, pour avoir révélé le nom d'un officier NOC, réduisant en outre à néant sa vie privée.

À l'issue d'interminables péripéties juridiques, politiques et médiatiques, le couple Wilson va être débouté de toutes ses actions par arrêt de la Cour suprême du 21 juin 2009. Mais à cette date, six ans après les faits, le mari et la femme sont déjà vengés par le succès de leurs deux livres sur l'affaire. Celui de Valerie, *Fair Game : My Life as a Spy, My Betrayal by the White House*, sera porté à l'écran en novembre 2010 par Doug Liman avec Naomi Watts dans le rôle de l'officier trahi. Quant aux « armes de destruction massive » de Saddam Hussein et au soi-disant achat des 500 tonnes de « yellow cake » au Niger, autant en emporte le vent : aujourd'hui, personne n'y croit plus…

Yu Zhensan (1939-2013)

Le destin de cet ancien patron du Waishiju, le Bureau des affaires étrangères du Guoanbu (le service de renseignement de Deng Xiaoping), constitue encore aujourd'hui un secret d'État en Chine populaire. De son vrai nom Yu Zhengqiang, c'était le fils biologique d'un dignitaire communiste, Yu Qiwei, ancien mari de Jiang Qing, la future femme de Mao Zedong. Et le fils adoptif de Kang Sheng, le maître espion de Mao, lui-même ancien amant de Jiang Qing. Or, en 1986, Yu Zhensan est passé à l'Ouest !

Un destin proprement incroyable et, somme toute, très chinois. Retour en arrière : en 1931, Jiang Qing n'est encore que Yunhe (Grue des nuages) quand elle rencontre Yu Qiwei, chef du département de propagande du Parti

communiste chinois à Qingdao, dans son Shandong natal. C'est Yu Shan, la sœur de Yu, artiste de renom, qui l'a présentée à son frère. Les deux jeunes gens tombent amoureux l'un de l'autre. Mais voici que Yu Qiwei est arrêté par une des polices secrètes nationalistes. Connaîtra-t-il le destin tragique réservé aux clandestins communistes ? Non car son oncle Yu Dawei, dirigeant important du Guomindang, lui sauve la mise par solidarité familiale.

Après l'arrestation de Yu Qiwei, Yunhe, désemparée, gagne Shanghai pour y embrasser une carrière d'actrice de cinéma et de théâtre, puis devenir la maîtresse de Kang Sheng, dernier responsable jusqu'en 1933 du Teke, le service secret communiste dans la grande ville-port. En novembre 1937, Kang Sheng, de retour d'URSS, arrive par avion à Yan'an, la ville troglodyte où Mao et la direction du Parti communiste chinois se sont installés après la Longue Marche. En août 1938, il fonde le Département des affaires sociales (*Zhonggong zhongyang shehuibu*), le service secret maoïste (voir « Kang Sheng »).

Dès l'arrivée à Yan'an de Jiang Qing, le nouveau nom de Yunhe, maître Kang, fin manœuvrier, s'emploie à la jeter dans les bras de Mao. Mentant effrontément au Grand Timonier, l'ancien chef du Teke met sous le coude un dossier accablant pour la jeune femme. Arrêtée à Shanghai par le Guomindang, elle a trahi la cause communiste.

Malgré les réticences des autres dirigeants, Mao l'épouse. Présent lui aussi à Yan'an, Yu Qiwei s'efface par esprit de parti. Malgré tout, Jiang Qing reste attachée à son ancien mari, qui semble bien avoir été le seul amour de sa vie. Sur ces entrefaites, Yu conclut un deuxième mariage avec Fan Jin, une agente des réseaux de renseignement de Zhou Enlai, rival de Kang pour le contrôle des services secrets communistes. Or, en 1958, Jiang Qing demande à Kang Sheng d'adopter, selon la coutume chinoise, les deux fils de Yu Qiwei, lequel vient de mourir d'une crise cardiaque, et de Fan Jin.

L’un de ces enfants n’est autre que Yu Zhensan. Pendant ce temps, ministre de la Défense à Taïwan, son grand-oncle Yu Dawei voit son propre fils, Yu Yang-Ho, épouser la fille de Chiang Ching-kuo, président de la République de Chine et seul fils biologique de Chiang Kai-shek. Yu Zhensan est donc apparenté d’un côté au clan Chiang Kai-shek, et de l’autre au clan de Mao, ancien amant de sa tante Yu Shan et époux officiel de Jiang Qing, ancienne maîtresse de son père adoptif Kang Sheng…

Avec un tel pedigree, le jeune homme ne tarde pas à intégrer la police politique, le ministère de la Sécurité publique. Puis, dès la création par Deng Xiaoping en 1983, le nouveau service d’espionnage international chinois, le ministère de la Sécurité d’État, le Guoanbu (voir « Chine de 1949 à 2012 »). Comme indiqué plus haut, il en devient un des principaux responsables, chargé notamment des contacts discrets avec la CIA au motif, entre autres, d’une certaine connaissance de l’anglais.

Rejeton de la haute nomenklatura communiste chinoise, sans doute Zhensan en perçoit-il les innombrables vices. Recruté de son plein gré comme agent double par l’Agence américaine de renseignement, il se comporte au sein du Guoanbu avec une audace inimaginable, jouant avec le feu, photographiant les documents les plus secrets du service, fouillant même le bureau de son supérieur hiérarchique qu’il surnomme, en toute amabilité, la « Pute pékinoise ». Une nonchalance très dangereuse. En particulier quand Zhensan révèle aux Américains la présence depuis trente ans sur leur sol d’une « taupe » chinoise au sein de la CIA, Larry Wu-Tai Chin, que le FBI arrêtera en novembre 1985 à grand renfort de publicité avec photo dans la presse menottes au poignet (opération *Eagle Claw*). Après quoi le fils adoptif de Kang Sheng, le maître espion de Mao, n’a plus qu’à faire défection et à passer aux États-Unis *via* Hong Kong ainsi que Roger Faligot et l’auteur du présent livre le révéleront en France en 1987, premiers à établir la généalogie complexe de ce personnage déconcertant. Bénéficiaire du programme de protection des témoins du FBI, qui lui a

attribué le pseudonyme de « Planesman », consultant de la CIA pour les affaires chinoises, Yu Zhensan meurt en 2013 sous un faux nom que l’auteur avoue ignorer.

Bibliographie

Une préférence de principe est donnée aux ouvrages en français, qu'il s'agisse de textes originaux ou de traductions d'une langue étrangère.
Quand les ouvrages ne sont pas disponibles en français, c'est leur édition originale qui est référencée. Dans certains cas où le texte français est incomplet, l'édition originale est citée en parallèle de l'édition française.

ABURISH, Saïd K., *Nasser: The Last Arab*, Londres, Duckworth, 2005.

ACKERMAN, Galia et COURTOIS, Stéphane (dir.), *Le Livre noir de Vladimir Poutine*, Paris, Perrin/Robert Laffont, 2022.

ACCOCE, Pierre et POUGET, Daniel, *Le Réseau Caraman*, Paris, Fayard, 1972.

ACCOCE, Pierre et QUET, Pierre, *La guerre a été gagnée en Suisse 1939-1945*, Paris, Librairie académique Perrin, 1966.

ADAMS, James, *Secret Armies: The Full Story of the SAS, Delta Force and Spetsnaz*, Londres, Pan Books Ltd, 1989.

—, *The Next World War: Computers are the Weapons and the Front Line is Everywhere*, New York, Simon & Schuster, 1998.

AEBERHARDT, Chloé, *Les espionnes racontent*, Paris, Robert Laffont, 2017.

AGEE, Philip et WOLF, Louis, *Dirty Work: The CIA in Western Europe*, Secaycus, Lyle Stuart inc., 1978.

AKHAR, Jamna Das, *Pak Espionage in India*, Delhi, Oriental Publishers, 1971.

AKHMEDOV, Ismail, *In and Out of Stalin's GRU*, Londres, Arms et Armour Press, 1984.

AKKERMAN, Nadine, *Invisible Agents: Women and Espionage in Seventeenth-Century*, Oxford, Oxford University Press, 2018.

ALCORN, Robert Hayden, *Pas de fanfare pour les espions*, Paris, Robert Laffont, 1963.

ALDRICH, Richard, « OSS, CIA and the European Unity: The American Committee on United Europe », *Diplomacy et Statecraft*, vol. 8, mars 1997, n° 1, Londres, Frank Cass, 1997.

—, *The Hidden Hand: Britain, America and the Cold War Secret Intelligence*, Londres, John Murray, 2002.

ALEM, Jean-Pierre, *L'Espionnage à travers les siècles*, Paris, Stock, 1977.

ALEXANDROV, Victor, *L'Affaire Toukhatchevsky*, Paris, Robert Laffont, 1962.

—, « L'agent double le plus célèbre du monde parle », interview d'Otto John dans *Espionnage*, n° 3, septembre 1970.

—, « Otto John a-t-il trahi ? », *Espionnage*, n° 4, octobre 1970.

ALLAIN-DUPRÉ, Patrice et DUHARD, Nathalie, *Les Armes secrètes de la décision*, Paris, Gualino, 1997.

ALLARD, Paul, *Les Espions de la paix*, Paris, Baudinière, 1937.

ALLIOT, David, *La Carlingue. La Gestapo française du 93, rue Lauriston*, Paris, Tallandier, 2024.

ALLISON, Graham et ZELIKOW, Philip, *Essence of Decision: Explaining the Cuban Missile Crisis*, New York, Addison Wesley Longman Inc., 1999.

AMBROSE, Stephen E., *Les Services secrets d'Eisenhower*, Paris, Guy Le Prat, 1982.

Amicale des réseaux action de la France combattante, *Les Réseaux action de la France combattante*, Paris, distribution France-Empire, 1986.

AMMOUN, Denise, *Histoire du Liban contemporain*, tome 1, *1860-1943*, Paris, Fayard, 1997 ; tome 2, *1943-1990*, Paris, Fayard, 2004.

ANDERS, Karl, *Tueurs de Moscou. L'affaire Stachynski*, Paris, NEL, 1968.

ANDREW, Christopher, *The Defence of the Realm: The Authorized History of MI 5*, Londres, Penguin Books, 2010.

ANDREW, Christopher et GORDIEVSKI, Oleg, *Le KGB dans le monde 1917-1990*, Paris, Fayard, 1990.

ANDREW, Christopher et MITHROKHIN, Vasili, *The Mitrokhin Archives: The KGB in Europe and the West*, Londres, Allen Lane the Penguin Press, 1990.

—, *Le KGB contre l'Ouest 1917-1991*, Paris, Fayard, 2000.

—, *Mitrokhin Archives II*, Londres, Penguin Books, 2006.

—, *Le KGB à l'assaut du tiers-monde. Agression. Corruption. Subversion 1945-1991*, Paris, Fayard, 2008.

ANTIER, Chantal, *Louise de Bettignies. Espionne et héroïne de la Grande Guerre*, Paris, Tallandier, 2013.

ARAFAT, Yasser, *La Question palestinienne. Entretiens avec Nadia Benjelloun-Ollivier*, Paris, Fayard, 1991.

ARGŒUVES, Hélène d', *Louise de Bettignies*, Paris, Plon, 1937.

ARMAND, Israël, *Les Vérités cachées de l'affaire Dreyfus*, Paris, Albin Michel, 2000.

ARSENIJEVIC, Drago, *Genève appelle Moscou. Le mystère Roessler. La plus grande énigme de la guerre secrète contre Hitler*, Paris, JC Lattès, 1981.

ASHER, Michel, *Lawrence: The Uncrowned King of Arabia*, New York, The Overlook Press, 1998.

Association Amicale « Alliance », *Mémorial de l'Alliance*, Paris-Malakoff, Imprimerie Durassié et Cie, 1948.

AUGRIS, Étienne, *Philippe Rondot maître espion*, Paris, Novice/Nouveau Monde, 2022.

AYACHE, Georges, *Joe Kennedy. Le pouvoir et la malédiction*, Paris, Perrin, 2018.

—, *Les Douze Piliers d'Israël*, Paris, Perrin, 2019.

AZIZ, Philippe, *Entebbe. Le début de la riposte*, Genève, Famot, 1978.

BACH, André, *Le Colonel Mendras et les relations militaires franco-soviétiques (1932-1935)*, mémoire de maîtrise d'histoire sous la direction de Jean-Baptiste Duroselle, Paris, 1981.

BAER, Robert, *La Chute de la CIA*, Paris, JC Lattès, 2002.

—, *Or noir et Maison-Blanche. Comment l'Amérique a vendu son âme pour le pétrole saoudien*, Paris, JC Lattès, 2003.

BAMFORD, James, *The Puzzle Palace: Inside the National Security Agency, America's Most Secret Intelligence Organization*, New York, Penguin Books, 1982.

BANKIER, David (dir.), *Les Services secrets et la Shoah*, Paris, Nouveau Monde, 2007.

BAOUZ, Karim, *Plongée au cœur de la filière djihadiste. Enquête sur les filières du terrorisme français*, Paris, First Document, 2016.

BARDANNE, Jean, *Mademoiselle Doktor contre la France*, Paris, La Baudinière, 1933.

—, *Documents secrets et faux passeports*, Paris, La Baudinière, 1938.

—, *Espionnes du Reich*, Paris, Siboney, 1947.

—, *Le Colonel Nicolaï espion de génie. Le véritable organisateur de la révolution bolchevique et de l'hitlérisme, son succédané*, Paris, Siboney, 1947.

BARNARD, Niël, *Négociations secrètes avec Mandela. Mémoires d'un patron de l'espionnage*, Paris, Balland, 2016.

BARON, Xavier, *Aux origines du drame syrien*, Paris, Tallandier, 2013.

BARR, James, *Setting the Desert on Fire: T.E. Lawrence and Britain's Secret War in Arabia*, Londres, Bloomsbury, 2006.

BARRÉ, Jean-Luc, *De Gaulle, une vie. L'homme de personne 1890-1944*, Paris, Grasset, 2023.

BARRON, John, *KGB: The Secret Work of Soviet Secret Agents*, New York, Bantam, 1974.

—, *KGB: The Hidden Hand*, Londres, Hodder & Stoughton, 1984.

BARROS, James et GREGOR, Richard, *Double Deception: Stalin, Hitler and the Invasion of Russia*, Delkab, Northern Illinois University Press, 1995.

BAR-ZOHAR, Michel, *Shimon Peres: The Biography*, New York, Random House, 2007.

—, *J'ai risqué ma vie. Isser Harel, le n° 1 des services secrets israéliens*, Paris, J'ai lu, 2013.

BAR-ZOHAR, Michel et HABER, Eitan, *Le Prince rouge. Comment les services secrets israéliens ont traqué et abattu Ali Hassan Salameh, le cerveau de Septembre noir qui mit sur pied le massacre des Jeux olympiques*, Paris, Fayard, 1984.

BASS, Thomas A., *Agent Z.21. Le meilleur ennemi des Américains, Saigon 1946-1975*, Paris, Tallandier, 2010.

BAT, Jean-Pierre, FORCADE, Olivier et MARY, Sylvain (dir.), *Jacques Foccart : archives ouvertes (1958-1974). La politique, l'Afrique et le monde*, Paris, Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2017.

BAUD, Jacques, *Encyclopédie du renseignement et des services secrets*, Panazol, Lavauzelle, 2002.

—, *Encyclopédie des terrorismes et violences organisées*, Panazol, Lavauzelle, 2009.

—, *Guerres secrètes en Ukraine*, Paris, Max Milo, 2025.

BAUDOU, Jacques, *Agents secrets face à l'Allemagne nazie*, textes choisis et présentés, Paris, Omnibus, 2005.

BAUER, Alain, *L'Encyclopédie des espions et des espionnes. Dans l'ombre des légendes*, Paris, Gründ, 2021.

BAUSARRO, Thomas, *L'Antiterrorisme français. Une histoire internationale*, Paris, Nouveau Monde, 2024.

BAUWENS, J. (dir.), *Dossier 1939-1945, Abwehr contre Londres*, Bruxelles, Pierre de Méyère éditeur, date non spécifiée.

BAYLEY, Clinton, *Jordan's Palestinians Challenge, 1948-1983: A Political History*, Boulder et Londres, Westview Press, 1984.

BAYNAC, Jacques, *Les Secrets de l'affaire Jean Moulin*, Paris, Seuil, 1998.

—, *Présumé Jean Moulin*, Paris, Grasset, 2006.

BEARDEN, Milton et RISEN, James, *CIA-KGB. Le dernier combat, un ancien officier supérieur de la CIA parle*, Paris, Albin Michel, 2004.

BÉDARIDA, François, *Churchill*, Paris, Fayard, 1999.

BEESLY, Patrick, *Very Special Intelligence*, avec un avant-propos de feu le comte Mountbatten de Birmanie, New York, Ballantine Books, 1981.

BELLET, Guy de, *Mata Hari*, Paris, collection La vie amoureuse, 1952.

BELLIARD, Jean-René, *Hezbollah-Israël. Une guerre sans limites*, Paris, Nouveau Monde, 2025.

BELOT, Robert et KARPMAN, Gilbert, *L'Affaire suisse. La Résistance a-t-elle trahi de Gaulle ?*, Paris, Armand Colin, 2009.

BEN GOURION, David, *Israël, années de lutte*, Paris, Flammarion, 1964.

BENHALLA, Fouad, *La Guerre radiophonique*, Paris, Revue politique et parlementaire/PUF, 1983.

BENOIST, Pierre, *Le Père Joseph. L'éminence grise de Richelieu*, Paris, Perrin, 2007.

BERGIER, Jacques, *Agents secrets contre armes secrètes*, Paris, Club des Amis du livre, 1964.

—, *L'Espionnage industriel*, Paris, Hachette, 1969.

—, *L'Espionnage scientifique*, Paris, Hachette, 1971.

BERIA, Sergo, *Beria, mon père. Au cœur du pouvoir stalinien*, préface, traduction et notes de Françoise Thom, Paris, Plon/Criterion, 1999.

BERLIÈRE, Jean-Marc, *Polices des temps noirs. France 1939-1945*, Paris, Perrin, 2018.

BERLIOZ, Curlet, Jacques, *FBI. Histoire d'un empire*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2005.

BERNARD, Henri, *Un géant de la Résistance, Walthère Dewé*, Bruxelles, la Renaissance du livre, 1971.

BERNERT, Philippe, *Roger Wybot et la bataille pour la DST*, Paris, Presses de la Cité, 1975.

—, *SDECE Service 7. L'extraordinaire histoire du colonel Leroy-Finville et de ses clandestins*, Paris, Presses de la Cité, 1980.

BERNIKOW, Louise, *Abel*, New York, Trident Press, 1970.

BERNIS, Colonel, *Essai sur le renseignement à la guerre*, préface du général Weygand, Paris, Berger-Levrault, 1933.

BERNSTEIN, Carl et WOODWARD, Bob, *All the President's Men*, New York, Simon & Schuster, 1974.

BERTHILLOT, Émilie, *Les Espions de Sa Majesté. Une histoire de l'espionnage britannique*, Paris, Ellipses, 2021.

BERTRAND, Gustave, *Enigma ou la plus grande énigme de la guerre*, Paris, Plon, 1977.

BINDER, Henri, *Espionnage et contre-espionnage à Bruxelles 1914-1918*, préface de Gaston-Denys Périer, sous-directeur bibliothécaire du ministère des Colonies de Belgique, Paris, Payot, 1935.

BINOT, Jean-Marc, *Héroïnes de la Grande Guerre*, Paris, Fayard, 2010.

BINOT, Jean-Marc et BOYER, Bernard, *Nom de code : Brutus. Histoire d'un réseau de la France libre*, Paris, Fayard, 2007.

BITTMAN, Ladislav, *The Deception Game: Czechoslovak Intelligence in Soviet Political Warfare*, New York, Syracuse University Research

Corporation, 1972.

—, *The KGB and Soviet Disinformation: An Insider's View*, Washington, Pergamon-Brasseys International Defense Publishers, 1985.

BLACK, Ian et BENNY, Morris, *Israel's Secret Wars*, Londres, Hamish Hamilton, 1991.

BLAKE, George, *Une vie d'espion. Mémoires*, Paris, Stock, 1990.

BLOCH, Gilbert, « La contribution française à la reconstitution et au décryptement de l'*Enigma* militaire allemande en 1931-1932 », *Revue historique des armées*, n° 161, décembre 1985.

—, « L'autre "Ultra". "Magic" : les décryptements américains pendant la Seconde Guerre mondiale », *Renseignement et opérations spéciales* n° 1, Paris, L'Harmattan, 1999.

—, *Renseignement et intoxication durant la Seconde Guerre mondiale, l'exemple du débarquement*, Paris, L'Harmattan, 1999.

BLUCHE, François, *Richelieu*, Paris, Perrin, 2003.

BLUM, William, *The CIA: A Forgotten History*, Londres, Zed Press, 1988.

BOISSAN, Yves-Tristan et ROMON, François, *Une histoire des transmissions françaises de 1867 à nos jours*, Paris, Nouveau Monde, 2025.

BOOT, Max, *Invisible Armies: An Epic History of Guerilla Warfare from Ancient Times to the Present*, New York, Londres, Liveright Publishing Corporation, 2012.

BOUCARD, Robert, *Les Dessous de l'espionnage anglais*, Paris, Éditions de France, 1934.

—, *La Guerre des renseignements*, Paris, Éditions de France, 1939.

BOURGEOIS, Guillaume, « Vie et mort de Henri Robinson », *Communisme*, n° 40-41, Paris, L'Âge d'homme, 1995.

—, « À Berlin, le chef de l'Orchestre rouge meurt sous la hache des nazis », *Historia*, n° 618, juin 1998.

—, *La Légende de l'Orchestre rouge*, dossier présenté en vue de l'obtention de l'habilitation à diriger des recherches en histoire contemporaine, Paris, université de Paris Sorbonne, 2013.

—, *La Véritable Histoire de l'Orchestre rouge*, Paris, Nouveau Monde, 2015.

BOWER, Tom, *The Red Web (MI6 et the KGB Master Coup)*, Londres, Aurum Press, 1989.

—, *Klaus Barbie. Itinéraire d'un bourreau ordinaire*, Paris, Calmann-Lévy, 1994.

BOYER, Régis, *Les Vikings. Histoire et civilisation*, Paris, Plon, 1992.

BOYLE, Andrew, *Un climat de trahison*, Paris, JC Lattès, 1980.

BRAGANCE, Anne, *Mata Hari*, Paris, Belfond, 1995.

BRANCA, Éric, *L'Ami américain. Washington contre de Gaulle 1940-1969*, Paris, Perrin, 2017.

—, *L'Aigle et le Léopard. Les liaisons dangereuses entre l'Angleterre et le III^e Reich*, Paris, Perrin, 2023.

BRAUN, Otto, *A Komintern Agent in China 1932-1939*, Stanford, Stanford University Press, 1984.

BREDIN, Jean-Denis, *L'Affaire*, Paris, Julliard, 1983.

BREITMAN, Richard, *Secrets officiels. Ce que les nazis planifiaient. Ce que les Alliés savaient*, Paris, Tallandier, coll. « Texto », 2014.

BROOKS RICHARDS, Francis, *Flottilles secrètes. Les liaisons clandestines en France et en Afrique du Nord 1940-1944*, Le Touvet, Éditions

Pierre-Marcel Vrac, 2001.

BROSSAT, Alain, *Agents de Moscou*, Paris, Gallimard, 1988.

BROSSAT, Ian, et PÉRONNET, Valérie, *L'Espion et l'Enfant*, Paris, Flammarion, 2016.

BROZZU-GENTILE, Jean-François, *L'Affaire Gladio. Les réseaux secrets américains au cœur du terrorisme en Europe*, Paris, Albin Michel, 1994.

BRUNAUX, Jean-Louis, *Alésia, 27 septembre 52 avant J.-C.*, Paris, Gallimard, 2012.

BUCHBENDER, Ortwin et HAUSCHILD, Reinhard, *Radio Humanité. Les émetteurs allemands clandestins 1940*, Paris, France-Empire, 1986.

BUCHHEIT, Gert, *Der Deutsche Geheimdienst*, Munich, List, 1966.

—, *Secrets des services secrets*, Paris, Artaud, 1974.

BUDIANSKY, Stephen, *Code Warriors, NSA's Code Breakers and the Secret Intelligence War against the Soviet Union*, New York, Alfred A. Knopf, 2016.

BUISSON, Jean-Christophe, *Mihailović. Héros trahi par les Alliés 1893-1946*, Paris, Perrin, 1999 ; réédition Perrin, coll. « Tempus », 2011.

BUISSON, Marie-Laure, *Espionnes. Six agents secrets d'exception*, Paris, Presses de la Cité, 2024.

Bulletin d'études et d'informations politiques internationales, *L'Espionnage soviétique en France de 1945 à 1955*, Paris, BEIPI, supplément n° 1/15, mai 1955.

BURCKETT, Elinor, *The Iron Lady of the Middle East Golda Meir*, Londres, Gibson Square, 2008.

BYRON, John et PACK, Robert, *The Claws of the Dragon: Kang Sheng and the Evil Genius Behind Mao and His Legacy on Terror in*

People's China, New York, Simon & Schuster, 1992.

CAIRNCROSS, John, *The Enigma Spy. The Story of the Man who Changed the Course of World War II*, Londres, Century, 1997.

CALIC, Édouard, *Himmler et l'empire SS*, Paris, Stock, 1966 (réédition Nouveau Monde, 2009).

—, *Heydrich. L'homme clé du III^e Reich*, Paris, Robert Laffont, 1985 (réédition Nouveau Monde, 2011).

CALVI, Fabrizio, *OSS. La guerre secrète en France*, Paris, Hachette, 1990.

CALVI, Fabrizio et CARR-BROWN, David, *FBI. L'histoire du bureau par ceux qui l'ont fait*, Paris, Fayard, 2009.

CALVI, Fabrizio et LAURENT, Frédéric, *France États-Unis. 20 ans de coups tordus*, Paris, Albin Michel, 2004.

CALVI, Fabrizio et PFISTER, Thierry, *L'Œil de Washington*, Paris, Albin Michel, 1997.

CALVI, Fabrizio et SCHMIDT, Olivier, *Intelligences secrètes. Annales de l'espionnage*, Paris, Hachette, 1988.

CAMPBELL, Duncan, *Phonetappers and the Security State*, Londres, New Statesman, 1981.

—, *Surveillance électronique planétaire*, Paris, Allia, 2001.

CAPRIOLI, Louis, CLAIR, Jean-François et GUÉRIN, Michel, *La DST sur le front de la guerre contre le terrorisme*, Paris, Mareuil Éditions, 2024.

CARCOPINO, Jérôme, *Alésia et les ruses de César*, Paris, Flammarion, 1958.

CAREW, Anthony, *Labour under the Marshall Plan*, Detroit, Wayne State University Press, 1987.

CAROZ, Yaacov, *Moukhabarat. Les services secrets arabes*, Paris, Stanké, 1978.

CARRÉ, Olivier, *Septembre noir. Refus arabe de la résistance palestinienne*, Bruxelles, Complexe, 1980.

—, *Le Nationalisme arabe*, Paris, Fayard, 1993.

CARTER, Miranda, *Gentleman espion. Les doubles vies d'Anthony Blunt*, Paris, Payot, 2006.

CASEY, William, *The Secret War against Hitler*, Londres, Sydney, New York, Tokyo, Toronto, Simon & Schuster, 1989.

CAVE-BROWN, Anthony, *La Guerre secrète. Le rempart des mensonges*, tome 1, *Origine des moyens spéciaux et premières victoires alliées*, tome 2, *Le Jour J et la fin du III^e^ Reich*, Paris, Pygmalion/Gérard Watelet, 1981.

—, *C: The Secret Life of Sir Stewart Menzies, Spymaster to Winston Churchill*, Londres, Macmillan, 1987.

—, *Philby père et fils. La trahison dans le sang*, Paris, Gérard Watelet, 1997.

CÉCILE, Jean-Jacques, *Du Golfe au Kosovo. Renseignement, action spéciale et nouvel ordre mondial*, Panazol, Lavauzelle, 2000.

CHALIAND, Gérard (dir.), *La Persuasion de masse, guerre psychologique, guerre médiatique*, Paris, Robert Laffont, 1992.

CHALIAND, Gérard et BLIN, Arnaud (dir.), *Histoire du terrorisme, de l'Antiquité à al-Qaida*, Paris, Bayard, 2004.

—, *Histoire du terrorisme de l'Antiquité à Daech*, Paris, Fayard, 2015.

CHAPMAN, Eddie, *Ma fantastique histoire*, Paris, Tallandier, coll. « Texto », 2011.

CHASSIN, général L. M., *Bélisaire généralissime byzantin (504-565)*, Paris, Payot, 1957.

CHAUVY, Gérard, *L'Abwehr 1939-1945. Les services secrets allemands en France*, Paris, Perrin, 2023.

CHEVASSUS-AU-LOUIS, Nicolas, *Pourquoi Hitler n'a pas eu la bombe atomique*, Paris, Economica, 2011.

CHOATE, Pat, *Agents of Influence*, New York, Alfred A. Knopf, 1990.

CHRISTOPHE, Francis, *Birmanie. La dictature du pavot*, Paris, Philippe Picquier, 1998.

CIPRIANI, Antonio et GIANNI, Cipriani, *Sovranità limitata*, Roma, Edizioni Associate, 1991.

CISZEC, Walter J., *L'Espion du Vatican*, Mulhouse, Salvator, 1967.

CLAIR, Jean-François, GUÉRIN, Michel et NART, Raymond, *La DST sur le front de la guerre froide*, Paris, Mareuil Éditions, 2022.

COINTET, Michèle, *De Gaulle et Giraud. L'affrontement*, Paris, Perrin, 2005.

—, *Marie-Madeleine Fourcade. Un chef de la Résistance*, Paris, Perrin, 2006.

COLAS, Philippe, *Mata Hari. Sa véritable histoire*, Paris, Plon, 2003.

COLBY, William, *Trente ans de CIA*, Paris, Presses de la Renaissance, 1978.

—, *Vietnam. Histoire secrète d'une guerre perdue*, Paris, Perrin, 1992.

COLEMAN, Peter, *The Liberal Conspiracy: The Congress for Cultural Freedom and the Struggle for the Mind of Postwar Europe*, Londres, Collier Macmillan Publishers, 1989.

COLON, David, *La Guerre de l'information. Les États à la conquête de nos esprits*, Paris, Tallandier, 2023 (réédition en version complétée

2025).

COLONIAU, V., *L'Espionnage du point de vue du droit international*, Paris, Rousseau, 1889.

COMEY, James, *Mensonges et vérités. Une loyauté à toute épreuve. L'ex-patron du FBI parle*, Paris, Flammarion, 2018.

Communist Forgeries: Hearing before the Subcommittee to Investigate the Administration of the Internal Security Act and Other Internal Security Laws of the Committee on the Judiciary United States Senate, testimony of Richard Helms, Assistant Director, Central Intelligence Agency, June 2, 1961, Washington, US Government Printing Office, 1962.

COOKRIDGE, E.H., *La Vérité sur Philby. L'agent double du siècle*, Paris, Fayard, 1968.

—, *George Blake. Double Agent*, Londres, Hodder Paperbacks, 1970.

COPELAND, Miles, *The Game Player: Confessions of the CIA's original political operative*, Londres, Aurum Press, 1989.

COPPOLANI, Antoine, *Richard Nixon*, Paris, Fayard, 2013.

CORDIER, Daniel, *Jean Moulin. L'inconnu du Panthéon*, tome 1, *Une ambition pour la République, juin 1899-juin 1936*, Paris, JC Lattès, 1989 ; tome 2, *Le choix d'un destin. Juin 1936-novembre 1940* ; Paris, JC Lattès, 1989 ; tome 3, *De Gaulle capitale de la Résistance novembre 1940-décembre 1941*, Paris, JC Lattès, 1993.

—, *Jean Moulin. La République des catacombes*, Paris, Gallimard, 1999.

CORSON, William et CROWLEY, Robert T., *The New KGB: Engine of Soviet Power*, New York, William Morrow, 1986.

CORSON, William, TRENTO, Susan B. et TRENTO, Joseph J., *Veuves. Des taupes soviétiques au cœur des services secrets américains*, Paris,

Belfond, 1989.

COSTELLO, John et TSAREV, Oleg, *Deadly Illusions: The KGB Secrets the British Government doesn't Want you to Read*, Londres, Random House, 1993.

COURTOIS, Stéphane, *Le PCF dans la guerre. De Gaulle, la Résistance, Staline…*, Paris, Ramsay, 1980.

CRÉMIEUX-BRILHAC, Jean-Louis, *La France libre. De l'appel du 18 juin à la Libération*, Paris, Gallimard, 1996.

CROZIER, Brian, *The Man who Lost China: The First Full Biography of Chiang Kai-shek*, New York, Charles Scribners' Son, 1976.

CROZIER, Joseph, *Mes missions secrètes 1915-1918*, Paris, Payot, 1933.

CRUSOÉ (pseudonyme de Jacques Lemaigre-Dubreuil), *Vissicitudes d'une victoire*, Paris, Éditions de l'âme française, 1946.

Cryptographic Mathematics of Enigma, document du Center for Cryptographic History, Fort Meade, Maryland, National Security Agency, non daté.

DALLIN, David J., *Soviet Espionage*, Newhaven, Yale University Press, 1955.

DAN, Ben, *L'espion qui venait d'Israël*, Paris, Fayard, 1967.

—, *Poker d'espions à Tel-Aviv et au Caire*, Paris, J'ai lu, 1970.

DAN, Uri, *Mossad, 50 ans de guerre secrète*, Paris, Presses de la Cité, 1995.

DANINOS, Frank, *CIA. Une histoire politique 1947 à nos jours*, Paris, Tallandier, 2007 ; réédition Tallandier, coll. « Texto », 2011.

DANIS, Jean, *Les Espions de l'armée de l'air française*, tomes 1 et 2 (1935-1940) et tome 3 (1943-1945), Chemillé-sur-Indrois, Éditions Hughes de Chivré, 2011.

DAOUD, Abou et DU JONCHAY, Gilles, *Palestine. De Jérusalem à Munich*, Paris, Anne Carrière, 1999.

DAUDET, Léon, *La Vermine du monde. Roman de l'espionnage allemand*, Paris, Fayard, 1916.

DAVID, François, *La Naissance de la CIA. L'aigle et le vautour 1945-1961*, Paris, Nouveau Monde, 2016.

DAY, Peter, *Klop Ustinov. Le plus ingénieux des espions britanniques*, Paris, Noir sur Blanc, 2017.

DEACON, Richard, *The Silent War: A History of Western Naval Intelligence*, Londres, Sphere Books Ltd, 1980.

—, *« C »: A Biography of sir Maurice Oldfield, Head of the MI6*, Londres, Futura, 1985.

DEAKIN, F.W. et STORRY, G.R., *Le Cas Sorge. L'enquête la plus complète sur l'espion n° 1 de la dernière guerre*, Paris, Robert Laffont, 1967.

DEBRUN, colonel Henri, « Les services spéciaux militaires français de 1935 à 1945 », 1935-1945 (1re partie) – mai 1940-novembre 1942 (2e partie) – novembre 1942-mai 1945 (3e partie), *Mémoires et Vérité. Un siècle de renseignement militaire français*, hors-série n° 6, octobre 2017.

DÉBUCHY, Victor, *L'Étrange histoire des armes secrètes allemandes*, Paris, France-Empire, 1978.

DEDERICHS, Mario S., *Heydrich. Le visage du mal*, Paris, Tallandier, coll. « Texto », 2016.

DELANNOY, Christian, *SAVAK*, Paris, Stock, 1990.

DELESSE, Claude, *NSA: National Security Agency. L'histoire de la plus secrète des agences de renseignement*, Paris, Tallandier, 2016.

DELHEZ, Jean-Claude, *La France espionne le monde (1914-1919). Les exploits des briseurs de code*, Paris, Economica, 2014.

DELMER, Sefton, *Opération radio noire. Black Boomerang*, Paris, Stock, 1963.

DEMAZIÈRE, Albert (dir.), *Les Grands Espions de la Seconde Guerre mondiale*, Genève, YRB, 1974.

DÉNÉCÉ, Éric (dir.), *Renseignement et espionnage pendant la Seconde Guerre mondiale*, tome 4, préface du préfet Bernard Squarcini, Paris, Ellipses, 2024.

DÉNÉCÉ, Éric et BRUN, Patrice (dir.), *Renseignement et espionnage pendant l'Antiquité et le Moyen Âge*, tome 1, préface du général François Mermet, Paris, Ellipses, 2019.

DÉNÉCÉ, Éric et ELKAÏM, David, *Les Services secrets israéliens. Aman, Mossad et Shin Beth. Les meilleurs services du monde ?*, Paris, Tallandier, 2014.

DÉNÉCÉ, Éric et LÉTHENET, Benoît (dir.), *Renseignement et espionnage de la Renaissance à la Révolution*, tome 2, préface du préfet Yves Bonnet, Paris, Ellipses, 2019.

—, *Renseignement et espionnage du Premier empire à l'affaire Dreyfus*, tome 3, préface du général Michel Masson, Paris, Ellipses, 2021.

DENOËL, Yvonnick, *Les Espions du Vatican*, Paris, Nouveau Monde, 2021.

DEPRAERTERE, Hans et DIERICKX, Jenny, *La Guerre froide en Belgique. La répression envers le PCB et le FI*, Anvers, EPO, 1986.

DEROGY, Jacques et CARMEL, Hesi, *Le Siècle d'Israël. Les secrets d'une épopée 1895-1995*, Paris, Fayard, 1994.

D'ESTE, Carlo, *Churchill, seigneur de guerre*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2019.

DESTREMAU, Christian, *Opération Garbo. Le dernier secret du jour J*, Paris, Perrin, 2004.

—, *Ce que savaient les Alliés*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2005.

—, *Ian Fleming. Les vies secrètes du créateur de James Bond*, Paris, Perrin, 2020.

DETIENNE, Marcel et VERNANT, Jean-Pierre, *Les Ruses de l'intelligence. La métis des Grecs*, Paris, Flammarion, 1974.

DEUVE, Jean, « Le renseignement militaire chez les Normands 900-1135 », dans *« Il n'est point de secrets que le temps ne révèle ». Études sur l'histoire du renseignement*, Centre d'études d'histoire de la Défense, Paris, Lavauzelle, 1998.

—, « La tradition et la pratique du renseignement chez les Vikings », *Renseignement et opérations spéciales*, n° 1, Paris, L'Harmattan, 1999.

—, *Les Services secrets normands au Moyen Âge*, Condé-sur-Noireau, Éditions Charles Corlet, 2015.

DIACONO, Lucien, *alias* « Pauline », ancien opérateur radio du Special Operations Executive britannique, interview dans la revue des *Réservistes du Chiffre*, n° 25, années 1997-1998.

DIB, Fathi al-, *Abdel Nasser et la Révolution algérienne*, Paris, L'Harmattan, 1985.

DIELT, Wilhelm, *Espionnes*, Paris, Nouveau Monde, 2008.

Direction générale des Études et des Recherches, Direction des Services de documentation, 3e bureau, *Synthèse de l'organisation des services spéciaux allemands et de leurs activités en France (1940-1944)*, Paris, 1944. Archives de l'auteur.

DOBSON, Christopher et RONALD, Payne, *The Carlos Complex*, Londres, Coronet, 1977.

—, *The Dictionnary of Espionage*, Londres, Harrap, 1984.

DOISE, Jean, *Un secret bien gardé. Histoire militaire de l'affaire Dreyfus*, Paris, Seuil, 1994.

DORRIL, Stephen, *MI6. Fifty Years of Special Operations*, Fourthestate, Londres, 2000.

DOSHI, Rush, *The Long Game. China Grand Strategy to Displace American Order*, New York, Oxford University Press, 2021.

DREYFUS, Paul, *Le Guet-Apens de Caluire*, Paris, Stock, 1999.

DROIT, Emmanuel, *Les Polices politiques du bloc de l'Est*, Paris, Gallimard, 2019.

DUBOIS, Christophe et PELLETIER, Éric, *Où sont passés nos espions ? Petits et grands secrets du renseignement français*, Paris, Albin Michel, 2017.

DULLES, Allen, *Les Grandes Histoires d'espionnage*, Paris, Stock, 1969.

DUMONT, Jean (dir.), *Histoire secrète de la Gestapo*, 4 tomes, textes d'André Brissaud, Fabrice Laroche, Jean Mabire, Jean François d'Orcival, Genève, Éditions de Crémille, 1971.

DUNLOP, Richard, *Donovan America's Spy*, Chicago, New-York, San Francisco, Rand McNally & Company, 1982.

DUPRÉ, Jérôme, *Renseignement et entreprises. Intelligence économique, espionnage industriel et sécurité juridique*, Panazol, Lavauzelle, 2002.

DURANDIN, Guy, *L'Information, la désinformation et la réalité*, Paris, PUF, 1993.

DZIAK, John J., *Chekisty. A History of the KGB*, New York, Ivy Books, 1988.

EISENBERG, Dennis, DAN, Uri et LANDAU, Eli, *Mossad. Israeli's Secret Intelligence Service*, Londres, Gorgi Books, 1980.

EITAN, Rafi, *J'ai capturé Eichmann. Mémoires d'un maître espion du Mossad*, Paris, Nouveau Monde, 2023.

ELTCHANINOV, Michel, *Dans la tête de Vladimir Poutine*, Arles, Actes Sud, 2015.

ENDERLIN, Charles, *Shamir*, Olivier Orban, 1991.

ENNO, Stephan, *Espions allemands en Irlande 1939-1945*, Paris, Éditions de Trévise, 1984.

ENZENSBERGER, Hans Magnus, *Hammerstein ou l'intransigeance. Une histoire allemande*, Paris, Gallimard, 2010.

EPPLER, John W., *L'Espion de Rommel*, Paris, Presses de la Cité, 1966.

ESCARNOT, Jean-Manuel et Hériot, Franck, *Vous aimez la vie, j'aime la mort ! Enquête sur la dérive de Mohammed Merah*, Paris, Jacob-Duvernet, 2012.

ESCLAIBE, lieutenant-colonel d', *Le Plan de déception*, Paris, École supérieure de Guerre, Section de recherches et d'études, années 1949-1950, 3e promotion.

ESCOTT, Beryl E., *Les héroïnes du SOE. Les femmes des services secrets britanniques dans la Résistance*, Versailles, Omblage, 2018.

ETIENNE, Genovefa et MONIQUET, Claude, *Histoire de l'espionnage mondial. Les services secrets de Ramsès II à nos jours*, Paris, Éditions Luc Pire/Éditions du Félin, 1997.

—, *Histoire de l'espionnage mondial*, vol. 1, Paris, Éditions du Félin, 2023.

FALIGOT, Roger, *Guerre spéciale en Europe. Le laboratoire irlandais*, Paris, Flammarion, 1980.

—, *Les Services spéciaux de Sa Majesté*, Paris, Temps actuels, 1982.

—, *Britain's Military Strategy in Ireland. The Kitson Experiment*, Londres, Zed Press/Brandon Book Publishers, Kerry, 1983.

—, *Markus espion allemand*, Paris, Temps Actuels, 1984.

—, *L'Empire invisible. Les mafias chinoises*, Arles, Philippe Picquier, 1996.

—, *Naisho. Enquête au cœur des services secrets japonais*, Paris, La Découverte, 1997.

—, « Les taupes soviétiques au cœur du programme Manhattan », *Historia*, n° 644, août 2000.

—, *Paris nid d'espions. Les services de l'ombre dans la ville lumière*, Paris, Parigramme, 2009.

—, *Tricontinentale, quand Che Guevara, Ben Barka, Cabral, Castro et Hô Chi Minh préparaient la révolution mondiale (1964-1968)*, Paris, La Découverte, 2013.

—, *Les Services secrets chinois de Mao à Xi Jinping*, Paris, Nouveau Monde poche, 2015.

—, *Les Services secrets chinois de Mao au Covid-19*, Paris, Nouveau Monde poche, 2022.

FALIGOT, Roger et KAUFFER, Rémi, *Au cœur de l'État l'espionnage*, Paris, Autrement, 1983.

—, *Service B. Le réseau d'espionnage le plus secret de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Fayard, 1985.

—, *Kang Sheng et les services secrets chinois 1927-1987*, Paris, Robert Laffont, 1987.

—, *Les Résistants. De la guerre de l'ombre aux allées du pouvoir*, Paris, Fayard, 1989.

—, « Esquisse d'un portrait de Markus Wolf », *Communisme*, n° 24-25, 4e trimestre 1989/1er trimestre 1990.

—, *Le Croissant et la Croix gammée*, Paris, Albin Michel, 1990.

—, *As-tu Cremet ?*, Paris, Fayard, 1991.

—, *Éminences grises*, Paris, Fayard, 1992.

—, *Histoire mondiale du renseignement*, tome 1, *1870-1939*, préface du colonel Paul Paillole, président de l'Amicale des anciens des services spéciaux de la défense nationale, Paris, Robert Laffont, 1993.

—, *Histoire mondiale du renseignement*, tome 2, *Les Maîtres espions*, de Paris, préface d'Alexandre de Marenches, ancien directeur général du SDECE, Paris, Robert Laffont, 1994.

—, *L'Hermine rouge de Shanghai*, Rennes, Les Portes du large, 2005.

—, *Kang Sheng. Le maître espion de Mao*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2014.

FALIGOT, Roger et KROP, Pascal, *DST police secrète*, Paris, Flammarion, 1999.

FALIGOT, Roger, GUISNEL, Jean et KAUFFER, Rémi, *Histoire politique des services secrets français de la Seconde Guerre mondiale à nos jours*, Paris, La Découverte, 2012 (réédition en poche en 2013).

FARAGO, Ladislas, *La Guerre des grands espions. Un jeu de renards*, Paris, Stock, 1971.

Fédération nationale Libre Résistance, *Bref historique des Réseaux FFC Réseaux Buckmaster*, mars 2014.

FEKLISSOV, Alexandre et KOSTINE, Sergueï, *Confession d'un agent soviétique*, Paris, Le Rocher, 1999.

FELFE, Heinz, *Im Dienst des Gegners*, Hambourg, Rasch und Roehing Verlag, 1989.

FENBY, Jonathan, *Generalissimo Chiang Kai-shek and the China he Lost*, Londres, Simon & Schuster, 2003.

FERMOR, Patrick Leigh, *Enlever un général. Coup d'éclat en Crète occupée*, Bruxelles, Nevicata, 2016.

FERRAGU, Gilles, *Histoire du terrorisme*, Paris, Perrin, 2014 ; réédition Perrin, coll. « Tempus », 2019.

FERRIS, John, *Behind the Enigma: The Authorized History of GCHQ. Britain's Secret Cyber-Intelligence Agency*, Londres, Oxford, New York, New Delhi, Sydney, Bloomsbrury Publishing, 2021.

FIALKA, John F., *War by Others Means. Economic Espionage in America*, New York, W.W. Norton et Company, 1997.

FLOWER, Ben, *Serving Secretly*, Londres, John Murray, 1987.

FOLLOROU, Jacques, *La Guerre secrète des espions*, Paris, Plon, 2020.

FOOT, Michael R. D, *SOE in France: An Account of the Work of the British Special Operations Executive in France 1940-1945*, Londres, Her Majesty's Stationery Office, 1966.

—, *Des Anglais dans la Résistance. Le service secret britannique d'action SOE en France 1940-1944*, avant-propos de Jean-Louis Crémieux-Brilhac, Paris, Tallandier, 2008.

FORCADE, Olivier, *La République secrète. Histoire des services spéciaux français de 1918 à 1939*, Paris, Nouveau Monde, 2008.

FORGET, Philippe et POLYCARPE, Gilles, *Le Réseau et l'infini. Essai d'anthropologie philosophique et stratégique*, Paris, Economica,

1997.

FOUCRIER, Jean-Charles, *La Guerre des scientifiques 1939-1945*, Paris, Perrin, 2019.

FOURCADE, Marie-Madeleine, *L'Arche de Noé*, Paris, Fayard, 1968.

FOX, capitaine, *La Guerre germano-russe*, notice n° 1 *du 22 juin au 6 décembre 1941*, notice n° 2 *du 6 décembre 1941 au 25 avril 1942*, Aix-en-Provence, École spéciale militaire, École spéciale militaire de l'infanterie, janvier et mai 1942. Archives de l'auteur.

FREEMANTLE, Brian, *Le KGB. Le plus secret des services secrets*, Paris, Plon, 1986.

FRENAY, Henri, *La nuit finira. Mémoires de Résistance 1940-1945*, Paris, Opera Mundi-Robert Laffont, 1973.

—, *L'Énigme Jean Moulin*, Paris, Robert Laffont, 1977 (réédition en 1990).

French Radio Intelligence and Cryptographic Organizations, Mc457 Mcc Box 1344, NARA.

FROMKIN, David, *A Peace to End All Peace. The Fall of the Ottoman Empire and the Creation of the Modern Middle East*, New York, Henry Holt and Company LLC, 1989.

FRY, Helen, *MI 9: A History of the Secret Service for Escape and Evasion in World War Two*, New Haven-Londres, Yale University Press, 2020.

GAAFAR, Hussein, *Condor. L'espion égyptien de Rommel*, Paris, Nouveau Monde, 2009.

GADOULET, Jean-Marc et PELLOLI, Matthieu, *Agent secret. Un espion français dévoile son quotidien*, Paris, Robert Laffont, 2016.

GALLAND, Franck, *Guerre et eau. L'eau, enjeu stratégique des conflits modernes*, Paris, Robert Laffont, 2021.

GALLO, Max, *Cinquième colonne 1930-1940*, Paris, Plon, 1975.

GANIER-RAYMOND, Philippe, *Le Réseau étranglé*, Paris, Fayard, coll. « La guerre secrète », 1967.

GARDER, Michel, *La Guerre secrète des services spéciaux français 1935-1945*, Paris, Plon, 1967.

GATARD, Marie, *La Source MAD. Services secrets : une Française de l'ombre et un officier de l'armée allemande unis contre le nazisme*, Paris, Michalon, 2017.

GATTEGNO, Hervé, *Un cadavre sur la route de l'Élysée. Les derniers secrets de l'affaire Markovic*, Paris, Flammarion, 2024.

—, *Deux bombes sous le Rainbow Warrior. Les derniers secrets de l'affaire qui aurait pu couler Mitterrand*, Paris, Flammarion, 2025.

GAUJAC, Paul, *Les Forces spéciales de la Libération*, Paris, Histoire et Collections, 1999.

GAULLE, Charles de, « Histoire des troupes du Levant » (en collaboration avec le commandant Yvon, de l'état-major des troupes du Levant) dans *Le Fil de l'épée et autres écrits*, Paris, Omnibus/Plon, 1990.

GAYRAUD, Jean-François, *La Mafia et la Maison-Blanche. Un secret si bien gardé de Roosevelt à nos jours*, Paris, Plon, 2023.

GAYRAUD, Jean-François et SÉNAT, David, *Le Terrorisme*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 2002.

GEHLEN, Reinhard, *L'Organisation Gehlen. Mémoires*, Neuilly-sur-Seine, Éditions Saint-Clair, 1975.

GELIN, Jacques, *L'Affaire Jean Moulin. Trahison ou complot ?*, Paris, Gallimard, 2013.

GENÊT, Stéphane, *Les Espions des lumières. Actions secrètes et espionnage militaire sous Louis XV*, Paris, Nouveau Monde, 2013.

GENÈVE, Pierre, *La Main rouge*, Paris, Nord-Sud, 1960.

GIRARD, Patrick, *De Gaulle. Le mystère de Dakar*, Paris, Calmann-Lévy, 2010.

GIRAUD, Guilhem, *Confidences d'un agent du renseignement français*, Paris, Robert Laffont, 2022.

GIRAUD, général Henri, *Un seul but la victoire. Alger 1942-1944*, Paris, Julliard/Sequana, 1949.

GIRAUD, Henri-Christian, *De Gaulle et les communistes*, tome 1, *L'alliance juin 1941-mai 1943*, Paris, Albin Michel, 1988 ; tome 2, *Le piège mai 1943-janvier 1946*, Paris, Albin Michel, 1989.

—, *De Gaulle et les communistes*, tome 1, *L'histoire secrète juin 1941-octobre 1944*, Paris, Perrin, 2020.

GIVIERGE, général Marcel, *Cours de cryptographie*, Paris, Berger-Levrault, 1936.

GODSON, Roy S., *Dirty Tricks or Trump Cards: US Covert Action and Counterintelligence*, Washington, Brassey's Intelligence and National Security Library, 1989.

GOLDENSOHN, Leon, *Les Entretiens de Nuremberg présentés par Robert Gallately*, Paris, Flammarion, 2005.

GOLIAKOV, S. et PONIZOVSKI, V., *Le Vrai Sorge*, Paris, Fayard, 1967.

GOMEZ CARILLO, E., *Le Mystère de la vie et de la mort de Mata Hari*, Paris, Eugène Fasquelle, 1925.

GORDON LIDDY, G., *L'homme qui en voulait*, Paris, Julliard, 1984.

GORODETSKY, Gabriel, *Le Grand Jeu des dupes. Staline et l'invasion allemande*, Paris, Les Belles Lettres, 2000 ; réédition Perrin, coll. « Tempus », 2011.

GOSHA, Christopher, *Vietnam. Un État né de la guerre 1945-1954*, Paris, Armand Colin, 2011.

GOUREVITCH, Anatoli, *Un certain Monsieur Kent*, Paris, Grasset, 1995.

GOWERS, Andrew et WALKER, Tony, *Behind the Myth: Yasser Arafat and the Palestinian Revolution*, Londres, Georgi Books, 1991.

GRAMONT, Sanche de, *La Guerre secrète*, Paris, Club des amis du livre, 1963.

GREENWALD, Glenn, *Nulle part où se cacher. L'affaire Snowden par celui qui l'a dévoilée au monde*, Paris, JC Lattès, 2014.

GREILSAMER, Ilan, *La Nouvelle Histoire d'Israël*, Paris, Gallimard, 1998.

GREMION, Pierre, *L'Intelligence de l'anticommunisme. Le Congrès pour la liberté de la culture à Paris 1950-1975*, Paris, Fayard, 1995.

GRENARD, Fabrice, *La Traque des résistants*, Paris, Tallandier/Ministère des Armées, 2019.

GRIMES, Sandra et VERTEFEUILLE, Jeanne, *Circle of Treason: A CIA Account of Traitor Aldrich Ames and the Men He Betrayed*, Annapolis, Naval Institute, 2012.

GROUSSARD, Georges A., *Service secret 1940-1945*, Paris, La Table ronde, 1964.

GUÉRIN, Alain, *Le Général gris*, Paris, Julliard, 1967.

GUÉRIN, Alain et CHATEL, Nicole, *Camarade Sorge*, Paris, Julliard, 1965.

GUÉRIN, Michel, *Dictionnaire renseigné de l'espionnage de Sun Tzu à James Bond*, Paris, Mareuil Éditions, 2020.

—, *Walk-ins. Ces grands espions de l'histoire qui ont fait défection*, Paris, Mareuil Éditions, 2024.

GUEVORKIAN, Natalia, TIMAKOVA, Natacha et KOLESNIKOV, Andreï, *Première personne. Conversations avec Vladimir Poutine*, Paris, So Lonely, 2016.

GUIDÈRE, Mathieu, *Terreur. La nouvelle ère des Twin Towers à Charlie*, Paris, Autrement, 2015.

GUISNEL, Jean, *La Citadelle endormie. Faillite de l'espionnage américain*, Paris, Fayard, 2002.

—, *Histoire secrète de la DGSE*, Paris, Robert Laffont, 2019.

GUISNEL, Jean et KORN-BRZOZA, David, *Au service secret de la France. Les maîtres de l'espionnage se livrent enfin…*, Paris, La Martinière, 2014.

GUISNEL, Jean et VIOLET, Bernard, *Services secrets. Le pouvoir et les services de renseignement sous Mitterrand*, Paris, La Découverte, 1988.

HABACHE, Georges, *Les révolutionnaires ne meurent jamais. Conversations avec Georges Malbrunot*, Paris, Fayard, 2008.

HÀ BINH Nhuõng, *Magnificent Camouflage: Stories of Secret Agents in the Saigon Administration*, Hanoï, Thé Giói, 2008.

HADLEY, Katryn et MALYE, François, *Dans le secret des archives britanniques. L'histoire de France vue par les Britanniques 1940-1941*, Paris, Calmann-Lévy, 2012 ; réédition Tallandier, coll. « Texto », 2020.

HAFFNER, Sebastian, *Churchill. Un guerrier en politique*, Paris, Éditions Alvik, 2002.

HAGEN, Walter, *Le Front secret*, Paris, Les Îles d'or, 1950.

HALÉVY, Ephraïm, *Mémoires d'un homme de l'ombre. Les coulisses de la politique internationale au Moyen-Orient par l'ex-directeur du Mossad*, Paris, Albin Michel, 2006.

HAMILTON, Nigel, *FDR at War 1941-1942: The Mantle of Command*, Mariner Books, Boston, 2015.

HAMMERSCHMIDT, Peter, *Klaus Barbie, nom de code : Adler*, Paris, Les Arènes, 2016.

HANDEL, Michael I., *Leaders and Intelligence*, Londres, Frank Cassel, 1989.

HARDING, Luke, *Le Dossier Snowden. Les services secrets au cœur d'un scandale planétaire*, Paris, Belin, 2015.

—, *Collusion. Comment la Russie a fait élire Trump à la Maison-Blanche*, Paris, Flammarion, 2018.

HART, Stephen et MANN, Chris, *Manuel du résistant. Guide pratique à l'usage du maquis en territoire occupé*, Paris, Hors Collection, 2022.

HARTER, Hélène, *Eisenhower. Le chef de guerre devenu président*, Paris, Tallandier/Ministère des Armées, 2024.

HAUKELID, capitaine Knut, *L'Épopée de l'eau lourde*, Paris, Éditions de l'Élan, 1948.

HEIBERT, Helmuth, *Hitler parle à ses généraux*, Paris, Perrin, 2013.

HELLER, Michel et NEKRICH, Aleksandr, *L'Utopie au pouvoir. L'URSS de 1917 à nos jours*, Paris, Calmann-Lévy, 1982.

HELM, Sarah, *Vera Atkins. Une femme de l'ombre. La Résistance anglaise en France*, Paris, Seuil, 2010.

HEMMING, Henry, *Nom de code M*, Paris, Mareuil Éditions, 2018.

—, *Our Man in New York: The British Plot to Bring America into the Second World War*, Londres, Hachette UK Company, 2019.

HENKINE, Cyrille, *L'Espionnage soviétique. Le cas Rudolf Abel*, Paris, Fayard, 1981.

HERMANUS, Merry, *L'Orchestre rouge. Les derniers secrets*, Paris, Jourdan, 2020.

HERSH, Seymour, *Dommages collatéraux. La face obscure de la « guerre contre le terrorisme »*, Paris, Denoël, 2006.

HEYMAN, Florence, *Un juif pour l'islam*, Paris, Stock, 2005.

HILTON, Stanley E., *Hitler Secret's War in South America 1939-1945*, Lousiana State University, 1981.

HOFFMAN, David E., *L'espion qui valait des milliards. L'histoire vraie d'Alexandre Tolkatchev*, Genève, Éditions des Syrtes, 2023.

HOFFMAN, Tod, *The Spy Within (Larry Chin and China's Penetration of the CIA)*, Hanover, New Hampshire, Steerforth Press, 2008.

HOFFMANN, Peter, *The History of the German Resistance 1933-1945*, Cambridge, The MIT Press, 1977.

HÖHNE, Heinz, *Canaris. La véritable histoire du chef des renseignements militaires du III^e Reich*, Paris, Balland, 1981.

HOLT, Taddeus, *The Deceivers: Allied Military Deception in the Second World War*, Londres, Phoenix, 2005.

HONINGMANN, Barbara, *L'Agent recruteur*, Paris, Denoël, 2008.

HOPKIRK, Peter, *Le Grand Jeu. Officiers et espions en Asie centrale*, préface d'Olivier Weber, Bruxelles, Éditions Nevicata, 2011.

HORTS, Stéphanie des, *Cynthia*, Paris, Albin Michel, 2023.

HOWE, Russell Warren, *Mata Hari innocente !*, préface du général André Bach, Paris, L'Archipel, 2007.

HOXHA, Enver, *Les Menées anglo-américaines en Albanie. Souvenirs de la lutte de libération nationale*, Tirana, Éditions 8 Nëntori, 1982.

HUCHTHAUSEN, Peter A. et SHELDON-DUPLAIX, Alexandre, *Guerre froide et espionnage naval*, Paris, Nouveau Monde, 2009.

HUNT, Linda, *L'Affaire Paperclip. La récupération des scientifiques nazis par les Américains 1945-1990*, Paris, Stock, 1995.

HYDE, Montgomery H., *The Atom Bomb Spies*, New York, Ballantine Books, 1981.

INFIELD, Glenn B., *Otto Skorzeny. Chef des commandos de Hitler*, Paris, Pygmalion, 2009.

INGERSOLL, Ralph, *Ultra Secret*, Paris, La Jeune Parque, 1947.

INKELES, Alex, *L'Opinion publique en Russie soviétique*, Paris, Les Îles d'or, 1956.

INQUIMBERT, Anne-Aurore, *Les Équipes Jedburghs (juin 1944-décembre 1944). Le rôle des services spéciaux alliés dans le contrôle de la Résistance intérieure française*, Panazol, Lavauzelle, 2006.

Introduction History and Guide to Translations ; Venona Historical Monograph # 1, # 2, # 3, # 4, # 5 et # 6, documentation préparée par Robert Louis Benson, Fort George G. Meade, Maryland Center for Cryptologic History, National Security Agency, non daté.

IRWIN, Will, *Les Jedburghs. L'histoire secrète des Forces spéciales alliées en 1944*, Paris, Perrin, 2008.

IZAMBARD, Antoine et RENAUD, Franck, *Trahisons à la DGSE. Révélations sur le vrai Bureau des légendes*, Paris, Stock, 2022.

JACKSON, Julian, *De Gaulle. Une certaine idée de la France*, Paris, Seuil, 2019.

JACQUIN, Henri, *La Guerre secrète en Indochine*, Paris, Olivier Orban, 1979.

JACUB, Jay, *Spies and Saboters: Anglo-American Collaboration and Rivalty in Human Intelligence Collection and Special Operations 1940-1945*, Londres, Macmillan-St Martin's Press, 1999.

JAMET, Fabienne, *One Two Two. 122, rue de Provence*, Paris, Olivier Orban, 1975.

JAUVERT, Vincent, *Dictionnaire amoureux de l'espionnage*, Paris, Plon, 2023.

—, *À la solde de Moscou. Politiques, journalistes, hauts fonctionnaires… Révélations sur ces Français qui espionnaient pour l'Est*, Paris, Seuil, 2024 (réédition en poche 2025).

JEFFERY, Keith, *MI 6: The History of the Secret Intelligence Service 1909-1949*, Londres, Bloomsbury, 2011.

JEVAKHOFF, Alexandre, *De Gaulle et la Russie*, Paris, Perrin, 2022.

JOHNSON, Thomas R. et HATCH, David A., *NSA and the Cuban Missile Crisis*, document NSA, mai 1998.

JUDT, Tony, *Post War: A History of Europe since 1945*, Londres, Vintage, 2010.

KAHN, David, *La Guerre des codes secrets*, Paris, InterÉditions, 1980.

KALUGIN, Oleg et MONTAIGNE, Fen, *Spymaster: The Highest Ranking KGB Officer Ever to Break his Silence*, Londres, Smith Gryphon, Ltd, 1995.

KAPELIOUK, Amnon, *Arafat l'irréductible*, préface de Nelson Mandela, Paris, Fayard, 2004.

KARPMAN, Gilbert, *Cryptologie. Une histoire des écritures secrètes des origines à nos jours*, Panazol, Lavauzelle, 2006.

KASPI, André, *Watergate 1972-1974*, Bruxelles, Complexe, 1983.

KAUFFER, Rémi, « Qui a volé le secret de la bombe ? », *Historia spécial*, n° 44, *Révélations des archives soviétiques*, novembre-décembre 1996.

—, « Irving Brown, l'ami américain de Force ouvrière », *Historia*, n° 612, décembre 1997.

—, « Les silences du colonel Passy », *Figaro Magazine*, 26 décembre 1998.

—, *L'Arme de la désinformation. Les multinationales américaines en guerre contre l'Europe*, Paris, Grasset, 1999.

—, « Le réseau Prosper "vendu" par les Anglais », interview de Jacques Bureau, *Historia*, n° 632, août 1999.

—, « Le drame des Rosenberg », *Historia*, n° 644, août 2000.

—, *OAS. Histoire d'une guerre franco-française*, Paris, Seuil, 2002.

—, *La Saga des hachémites. La tragédie du Moyen-Orient 1900-1999*, Paris, Stock, 2009 ; réédition Perrin, coll. « Tempus », 2012.

—, « Philby père et fils. Les faux amis de la Gentry », *Historia spécial*, n° 122, *Les Grands traîtres de l'Histoire*, novembre 2009.

—, « Les Rosenberg, bel et bien coupables ! », *Historia spécial*, n° 8, *Les Grands espions du XX^e^ siècle*, novembre-décembre 2012.

—, « Les dessous du piège tendu par le MI 5 à de Gaulle », *Historia*, n° 793, janvier 2013.

—, *Le Siècle des quatre empereurs. Sun Yat-sen, Chiang Kai-shek, Mao Zedong, Deng Xiaoping*, Paris, Perrin, 2014.

—, « Les Rosenberg, bel et bien coupables ! » dans *Les Traîtres et autres Judas de l'Histoire*, Paris, Belin-*Le Point*, 2014.

—, « Au cœur de l'opération Manhattan », *Le Point*, 17 décembre 2015.

—, *Histoire mondiale des services secrets de l'Antiquité à nos jours*, Paris, Perrin, 2015 ; réédition Perrin, coll. « Tempus », 2017.

—, *Les Maîtres de l'espionnage*, Paris, Perrin, 2017 ; réédition Perrin, coll. « Tempus », 2020.

—, *Les Femmes de l'ombre. L'histoire occultée des espionnes*, Paris, Perrin, 2019 ; réédition Perrin, coll. « Tempus », 2022.

—, *Les Espions de Cambridge*, Paris, Perrin, 2022 ; réédition Perrin, coll. « Tempus », 2025.

KEEGAN, John, *Winston Churchill. Une vie*, Paris, Les Belles Lettres, 2018.

KENNEDY, Paul, *Le Grand Tournant. Pourquoi les Alliés ont gagné la guerre 1943-1945*, Paris, Perrin, 2012.

KEPEL, Gilles, *Le Prophète et le Pharaon. Aux sources des mouvements islamistes*, Paris, Seuil, 1993.

—, *Jihad. Expansion et déclin de l'islamisme*, Paris, Gallimard, 2000.

—, *Le Bouleversement du monde*, Paris, Plon, 2024.

KEPEL, Gilles et JARDIN, Antoine, *Terreur dans l'Hexagone, Genèse du Djihad français*, Paris, Gallimard, 2015.

KERJEAN, Éric, *Canaris. Le maître espion de Hitler*, Paris, Perrin, 2012.

KERRAND, Emmanuel, *Colonel Rémy. Héros de la Résistance : contre-enquête sur un agent pas si secret*, Ceyzérieu, Éditions Champ Vallon, 2020.

KERSAUDY, François, *L'Affaire Cicéron*, Paris, Perrin, 2005 ; réédition Perrin, coll. « Tempus », 2009.

—, *De Gaulle et Roosevelt. Le duel au sommet*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2006.

—, *Winston Churchill*, Paris, Tallandier, 2015.

—, *Churchill stratège passionné*, Paris, Perrin/Tallandier, 2016.

KERSAUDY, François et KADARI, Yannis, *Tous les secrets du III^e Reich*, Paris, Perrin, 2017.

KERVELLA, André, *Le Réseau Jade. L'Intelligence Service au cœur de la Résistance française*, Paris, Nouveau Monde, 2021.

KFIR, Moti et RAM, Oren, *Sylvia. Une vie au cœur du Mossad*, Paris, Nouveau Monde, 2013.

KHALIL, Samir al-, *Republic of Fear: The Inside Story of Saddam Hussein Iraq*, Londres, Hutchinson Radius, 1989.

KIESSLING, Hein, *Histoire des services secrets pakistanais. L'ISI de 1948 à nos jours*, Paris, Nouveau Monde, 2016.

KIM, Hyun Hee, *Dans la fosse aux tigres*, Paris, Presses de la Cité, 1993.

KIRCHER, François, *Les Trente-Six Stratagèmes. Traité secret de stratégie chinoise*, Paris, JC Lattès, 1991.

KIRST, Hans Helmut, *Sorge. L'espion du siècle*, Paris, Robert Laffont, 1960.

KITSON, Simon, *Vichy et la chasse aux nazis 1940-1942. Complexités de la politique de collaboration*, Paris, Autrement, 2005.

KLARE, Michael T. et KORNBLUH, Peter (dir.), *Low Intensity Warfar: Counterinsurgency, Proinsurgency and Terrorism in the Eighties*, New York, Pantheon Books, 1995.

KLEVNIUK, Oleg, *Staline*, Paris, Belin/Humensis, 2017.

KNIGHTLEY, Philip, interview en trois volets de Kim Philby dans le *Sunday Times*, volet 1 : « How I Got Away », 20 mars 1988, volet 2 : « How the Russians Recruited Me », 27 mars 1988, volet 3 : « That Bloody Man Burgess », 3 avril 1988.

KOCH-KENT, Henri, *Vu et entendu*, vol. 2 : « Années d'exil 1940-1946 », Luxembourg, Chez l'auteur, 1986.

—, *Putsch au Luxembourg*, Chez l'auteur, sans date.

KOEHN, Barbara, *La Résistance allemande contre Hitler 1933-1945*, Paris, PUF, 2003.

KOHLER, Pierre, *L'Ennemi invisible. Le bioterrorisme*, Paris, Balland, 2002.

KOSTINE, Sergueï et RAYNAUD, Éric, *Adieu Farewell*, Paris, Robert Laffont, 2009.

KOTEK, Joël, *La Jeune Garde. La jeunesse entre KGB et CIA 1917-1989*, Paris, Seuil, 1998.

KOZOVOÏ, Andreï, *Les Services secrets russes des tsars à Poutine*, Paris, Tallandier, 2010.

—, *La Chute de l'Union soviétique 1982-1991*, Paris, Tallandier, 2011.

—, *Brejnev l'antihéros*, Paris, Perrin, 2021.

KRAMER, Rita, *Flames in the Field: The Story of Four Agents in Occupied France*, Penguin Books, 1995.

KRASNOV, Vladislav, *Soviet Defectors:The KGB Wanted List*, Stanford, Hoover Institution, 1985.

KREMER, J.V., *Le Livre noir de l'espionnage*, Paris, Fleuve noir, 1955.

KRIEGER, Wolfgang, *Services secrets. Une histoire des pharaons à la CIA*, Paris, CNRS Éditions, 2010.

KROP, Pascal, *Les Secrets de l'espionnage français de 1870 à nos jours*, Paris, JC Lattès, 1993.

KUPFERMAN, Fred, *Mata Hari. Songes et mensonges*, Bruxelles, Complexe, 2005.

KUZICHKIN, Vladimir, *Inside the KGB: My life in Soviet Espionage*, New York, Pantheon Books, 1990.

LABÉVIÈRE, Richard, *Oussama Ben Laden ou le Meurtre du père. États-Unis, Arabie saoudite, Pakistan*, Lausanne, PM Favre, 2001.

—, *Vérités et mythologies du 11 septembre*, Paris, Nouveau Monde, 2011.

La CIA et la torture. Le rapport de la Commission sénatoriale américaine sur les méthodes de détention et d'interrogatoire de la CIA, préface de John R. MacArthur et Scott Norton, avant-propos de Dianne Fenstein, présidente de la Commission, Paris, Les Arènes, 2015.

LACOSTE, amiral Pierre, *Un amiral au secret*, Paris, Flammarion, 1997.

LACOURBE, Roland, *Nazisme et Seconde Guerre mondiale dans le cinéma d'espionnage*, préface d'Alain Decaux, Paris, Henri Veyrier, 1983.

LADOUX, commandant Georges, *Les Chasseurs d'espions (comment j'ai arrêté Mata Hari)*, Paris, Éditions du Masque, 1932.

—, *Mes souvenirs (contre-espionnage), recueillis et mis au point par Marcel Berger*, Paris, Éditions de France, 1937.

LAHAIE, Olivier, *Guerre des services spéciaux en Afrique du Nord 1941-1944*, Paris, Histoire et Collections, 2015.

LAMBLIN, Simone et TAUDIÈRE, Isabelle, *Benazir Bhutto. Fille de l'Orient*, autobiographie traduite de l'anglais Paris, Éditions Héloïse

d’Ormesson, 2008.

LANGER, William L., *Le Jeu américain à Vichy*, Paris, Plon, 1948.

LARTÉGUY, Jean, *Un million de dollars le Viet. La Seconde Guerre d’Indochine*, Paris, Solar, 1965.

LARTÉGUY, Jean et MALOUBIER, Bob, *Triple jeu. L’espion Déricourt*, Paris, Robert Laffont, 1992.

LASTOURS, Sophie de, *La France gagne la guerre des codes secrets 1914-1918*, préface de l’amiral Pierre Lacoste, Paris, Tallandier, 1998.

LAURENS, Henry, *La Question de Palestine*, tome 1, *L’invention de la Terre sainte*, Paris, Fayard, 1999 ; tome 2, *Une mission sacrée de civilisation*, Paris, Fayard, 2002 ; tome 3, *L’accomplissement des prophéties*, Paris, Fayard, 2007.

LAURENT, Boris, *Histoire de l’armée russe des tsars à Poutine*, Paris, Nouveau Monde, 2025.

LAURENT, Sébastien, *Politiques de l’ombre. État, renseignement et surveillance en France*, Paris, Fayard, 2009.

LAVERDET, Raymond, *Mémoires d’un ancien parachutiste de la France libre*, inédit, archives de l’auteur.

LEBLANC, Michel, *La Brigade des ménagères*, Paris, France-Empire, 1972.

LE CARRÉ, John, *Le Tunnel aux pigeons. Histoires de ma vie*, Paris, Seuil, 2016.

LECOMTE, Bernard, *KGB*, Paris, Perrin, 2020.

LEFÉBURE, Antoine, *L’Affaire Snowden. Comment les États-Unis espionnent le monde*, Paris, La Découverte, 2014.

—, *Conversations secrètes sous l’Occupation*, Paris, Tallandier, 2018.

LEFÈVRE, Éric, *La Division Brandebourg*, Paris, Presses de la Cité, 1984.

LEGLU, Dominique, *La Menace. Bioterrorisme : la guerre à venir*, Paris, Robert Laffont, 2002.

LEHNING, Hervé, *La Bible des codes secrets*, Paris, Flammarion, 2019.

LENTZ, Thierry, *Nouvelle histoire du Premier Empire*, tome 1, *Napoléon et la conquête de l'Europe 1804-1814*, Paris, Fayard, 2002.

—, *Nouvelle histoire du Premier Empire*, tome 2, *L'effondrement du système napoléonien 1810-1814*, Paris, Fayard, 2007.

—, *Napoléon. Dictionnaire historique*, Paris, Perrin, 2020.

LEONHARD, Wolfgang, *Un enfant perdu de la révolution*, Paris, France-Empire, 1983.

LE PAGE, Jean-Marc, *Les Services secrets en Indochine*, Paris, Nouveau Monde, 2012 (réédition en poche, 2024).

LE PAUTREMAT, Pascal, *Les Guerriers de la République. Forces spéciales et services de sécurité français 1970-2009*, Paris, Choiseul, 2009.

LERT, Frédéric, *Les Ailes de la CIA*, Paris, Histoire et Collections, 1998.

LE SOMMER, Régis, *Assad*, Paris, La Martinière, 2018.

LEVÊQUE, Maurice, *Le Pétrole et la Guerre*, Paris, Nouvelles éditions Debresse, 1958.

LEVERGEOIS, Pierre, *J'ai choisi la DST. Souvenirs d'un inspecteur*, Paris, Flammarion, 1978.

LEVISSE-TOUZÉ, Christine, *L'Afrique du Nord dans la guerre*, Paris, Albin Michel, 1998.

LEVISSE-TOUZÉ, Christine et VEILLON, Dominique, *Jean Moulin, artiste, préfet, résistant*, Paris, Tallandier, Ministère de la Défense/DMPA,

2013.

LEWIS, Bernard, *Les Assassins. Terrorisme et politique dans l'islam médiéval*, présentation de Maxime Rodinson, Paris, Berger-Levrault, 1982.

LEWIS, David, *Sexpionnage. Les dossiers roses du KGB*, Paris, Presses de la Cité, 1977.

L'HERMINIER, commandant, *Casabianca 27 novembre 1942-13 septembre 1943*, Paris, France-Empire, non daté.

LHUILLIER, Jean-François, *L'Homme de Tripoli. Mémoires d'agent secret. Le récit inédit du chef de poste de la DGSE*, Paris, Mareuil Éditions, 2024.

LINDEPERG, Sylvie, *Nuremberg. La bataille des images*, Paris, Payot, 2021.

Listening to the Rumrunners, document du Center for Cryptographic History, Fort Meade, Maryland, National Security Agency, Fort Meade, sans date.

LOFTUS, John, *L'Affreux secret. Quand les Américains recrutaient des espions nazis de Gehlen à Klaus Barbie*, Paris, Plon, 1982.

LOKHOVA, Svetlana, *The Spy who Changed History: The Untold Story of how the Soviet Union Won the Race for America's Top Secrets*, Londres, William Collins, 2019.

LONGERICH, Peter, *Himmler*, Paris, Éditions Héloïse d'Ormesson, 2010.

LOPEZ, Antoine, *Confession d'un espion*, Paris, Fayard, 2000.

LOPEZ, Jean (dir.), *L'Armée française. Deux siècles d'engagement*, Paris, Perrin/*Guerres & Histoire*, 2022.

—, *L'Armée rouge. Innovatrice, libératrice, prédatrice*, Paris, Perrin/*Guerres & Histoire*, 2023.

—, *La Wehrmacht. La fin d'un mythe*, Paris, Perrin/*Guerres & Histoire*, 2023.

LOPEZ, Jean, AUBIN, Nicolas et BIHAN, Benoist, *Les Opérations de la Seconde Guerre mondiale en 100 cartes*, Paris, Perrin, 2024.

LOPEZ, Jean et OTKHMEZURI, Lasha, *Joukov. L'homme qui a vaincu Hitler*, Paris, Perrin, 2013.

—, *Barbarossa. 1941. La guerre absolue*, Paris, Passés/composés, 2019.

—, *Les Maréchaux de Staline*, Paris, Perrin, 2021.

LOTZ, Wolfgang, *Mémoires d'un maître-espion du Mossad. L'espion au champagne*, Paris, Nouveau Monde, 2014.

LOUSTAUNAU-LACAU, Georges, *Mémoires d'un Français rebelle*, Paris, Robert Laffont, 1948.

LUKACS, John, *Churchill. Londres. Mai 1940*, Paris, Odile Jacob, 2002.

MACINTYRE, Ben, *L'Opération Mincemeat*, Bruxelles, Ixelles Éditions, 2011.

—, *Les Espions du débarquement*, Bruxelles, Ixelles Éditions, 2012.

—, *L'Agent Zigzag*, Paris, Buchet-Chastel, 2013.

—, *Kim Philby. L'espion qui trahissait ses amis*, préface de John Le Carré, Ixelles, Ixelles Éditions, 2014.

—, *Agent Sonya. La plus grande espionne de la Russie soviétique*, Paris, De Fallois, 2020.

—, *Colditz. La forteresse d'Hitler*, Paris, Alisio, 2023.

—, *Rogue Heroes*, Paris, Alisio, 2024.

—, *The Siege: The Remarquable Story of the Greatest SAS Hostage Drama*, Londres, Viking, 2024.

MACLEAN, Fitzroy, *Disputed Barricade*, Londres, Jonathan Cape, 1957.

—, *Ils étaient neuf espions…*, Paris, Tallandier, 1978.

—, *Dangereusement à l'Est (1936-1945)*, Paris, Viviane Hamy, 2015.

MADER, Julius, *Les généraux espions d'Hitler déposent…*, Paris, Le Cercle du Nouveau Livre/Librairie Jules Tallandier, 1970.

MAFART, Alain et GUISNEL, Jean, *Carnets secrets d'un nageur de combat. Du Rainbow Warrior aux glaces de l'Arctique*, Paris, Albin Michel, 1999.

MAJOR, John, *The Oppenheimer Story*, New York, Stein et Day, 1971.

MALOUBIER, Bob, *Les Coups tordus de Churchill*, Paris, Calmann-Lévy, 2010.

—, *Espion de Churchill*, Paris, Tallandier, 2011.

—, *Les Secrets du jour J. Opération Fortitude – Churchill mystifie Hitler*, Paris, la Boétie, 2014.

—, *La Vie secrète de sir Dansey maître espion*, Paris, Albin Michel, 2015.

MANCHESTER, William, *Churchill*, Paris, Robert Laffont, vol. 1, 1985, vol. 2, 1990.

MANGO, Andrew, *Atatürk*, Londres, John Murray Publishing, 1999.

MARANGÉ, Céline, *Le Communisme vietnamien*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012.

MARCHETTI, Victor et MARKS, John D., *La CIA et le Culte du renseignement*, Paris, Robert Laffont, 1974.

MARION, Pierre, *La Mission impossible*, Paris, Calmann-Lévy, 1991.

MARIOTTI, Antoine, *L'Agence. Histoires secrètes de la CIA*, Paris, Tallandier, 2024.

MARNACH, Léo, Note de synthèse sur l'Orchestre rouge, établie en 1945 pour les services français par le luxembourgeois Leo Marnach, ancien secrétaire d'Oscar Reile à la section III-f (contre-espionnage) de l'Abwehr, archives de l'auteur.

MARNHAM, Patrick, *War in the Shadows: Resistance, Deception and Betrayal in Occupied France*, Londres, Oneworld Publications, 2020.

MARRIOTT, major Rex, *A Short History of Enemy Subversive Activity in Iraq, 1935-1941*, Iraq-Bagdad Defence Security Office, CICI, S.410/1, 11 avril 1945.

MARSHALL, Bruce, *Le Lapin blanc*, préface de Gilberte Pierre-Brossolette, Paris, Gallimard, 1953.

MARTELLI, George, *L'homme qui a sauvé Londres. L'histoire de Michel Hollard. Croix de guerre. D.S.O.*, Paris, Julliard, 1960.

MARTIN, Brian G., *The Shanghai Green Gang: Politics, and Organized Crime 1919-1937*, Berkeley et San Francisco, University of California, 1996.

MARTIN, David C., *KGB contre CIA*, Paris, Presses de la Renaissance, 1981.

Mata-Hari. Le dossier secret du conseil de Guerre, introduction du général Bach, Triel-sur-Seine, Italiques, 2003.

MATTHEWS, Owen, *Richard Sorge. Un parfait espion. Le maître agent de Staline*, Paris, Perrin, 2020.

MCINTOSH, Elisabeth P., *Sisterhood of Spies: Women of the OSS*, Annapolis, Naval Institute Press, 1998.

MCKAY, Sinclair, *The Secret Life of Bletchley Park: The WWII Codebreaking Center and the Men and Women who Worked There*, Londres, Aurum Press, 2010.

—, *Les Casseurs de code de la Seconde Guerre mondiale*, Ixelles, Ixelles Éditions, 2012.

McKenna, Marthe, « Les espions que j'ai connus », dans *Romans d'espionnage de la Grande Guerre*, édition établie et présentée par François Rivière, Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 2014.

McMillan, Priscilla J., *The Ruin of J. Robert Oppenheimer and the Birth of the Modern Arms Race*, New York, Penguin Books, 2005.

Medrala, Jean, *Les Réseaux de renseignement franco-polonais 1940-1944*, Paris, L'Harmattan, 2005.

Medvedev, Jaurès, *Andropov au pouvoir*, Paris, Flammarion, 1983.

Meir, Golda, *Ma vie*, Paris, Robert Laffont, 1975.

Meissner, Otto, *Dr Sorge. L'espion de Tokyo*, Paris, Presses de la Cité, 1954.

Melandri, Pierre, *Les États-Unis face à l'unification de l'Europe 1945-1954*, Paris, Éditions A. Pedone, 1980.

Melman, Yossi, *The Master Terrorist:The True Story of Abu Nidal*, New York, Adama Books, 1986.

Melnik, Constantin, *De Gaulle, les services secrets et l'Algérie*, Paris, Nouveau Monde, 2010.

Melton, George E., *From Versailles to Mers El-Kébir: The Promise of Anglo-French Naval Cooperation, 1919-1940*, Annapolis, Naval Institute Press, 2015.

Ménage, Gilles, *L'Œil du pouvoir. Face au terrorisme moyen-oriental 1981-1986*, Paris, Fayard, 2001.

Mennevée, Robert, *L'Espionnage international en temps de paix*, tomes 1 et 2, Paris, Chez l'auteur, 1929.

MERCIER-BERNARDET, Fabienne (dir.), *1939-1945. La Guerre des intelligences*, Paris, Lavauzelle, 2002.

MERVEILLEUX DU VIGNAUX, Sophie, *Désinformation et services spéciaux*, Monaco, Le Rocher, 2007.

MESSMER, Pierre, *Après tant de batailles… Mémoires*, Paris, Albin Michel, 1992.

MIANNAY, Patrice, *Dictionnaire des agents doubles dans la Résistance*, Paris, Le Cherche-Midi, 2005.

MICHAL, Bernard, *Les Grandes Énigmes de la résistance en Belgique*, Genève, Éditions de Crémille, 1972.

MICHEL, lieutenant-colonel David, *Guerre secrète en Indochine. Les maquis autochtones face au Viêt-minh 1950-1955*, Panazol, Lavauzelle, 2002.

MILES, Milton E., *A Different Kind of War: The Unknow Story of the US Navy Guerilla Forces in World War II China*, New York, Doubleday, 1967.

MILLER, Nathan, *Spying for America: The Hidden History of US Intelligence*, New York, Dell Publishing, 1989.

MILTON, Giles, *Roulette russe, la guerre secrète des espions anglais contre le bolchevisme*, Paris, Noir sur Blanc, 2015.

—, *Les Saboteurs de l'ombre. La guerre secrète de Churchill contre Hitler*, Paris, Noir sur Blanc, 2018.

—, *Berlin année zéro. La première bataille de la guerre froide*, Paris, Noir sur Blanc, 2022.

MINASSIAN, Gaïdz, *Guerre et terrorisme arméniens*, Paris, PUF, 2002.

MIR, James, *Un agent de l'intelligence Service belge (Mémoires d'un condamné à mort 1914-1918)*, Paris, les Œuvres représentatives,

1926.

MIRMONT, Franck, *La Guerre d'Indochine vue par la CIA*, Paris, Nimrod/Movie Planet, 2015.

MISCAMBLE, C.S.C. et WILSON, D., *George F. Kennan and the Making of American Foreign Policy, 1947-1950*, Princeton, Princeton University Press, 1992.

Missions dangereuses et services secrets. Agents, soldats et espions durant la Seconde Guerre mondiale, 2 vol., Paris, Bruxelles, Genève, Zurich, Montréal, Sélection du Reader's Digest, 1974.

MITRANI, Thérèse « Denise », *Service d'évasion*, Paris, Continents, 1946.

MOAHRA, Dior, *Les Sentinelles*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2017.

MODINE, Youri Ivanovitch, *Mes camarades de Cambridge. J'étais l'officier traitant de Philby, Burgess, Maclean, Blunt, Cairncross*, Paris, Robert Laffont, 1994.

MOHMMSEN, Theodor, *Histoire romaine*, tome 1, *Des commencements de Rome jusqu'aux guerres civiles*, Paris, Robert Laffont, 1985 ; tome 2, *Fondation de la monarchie militaire. Les provinces sous l'Empire*, Paris, Robert Laffont, 1985.

MOISY, Claude, *Nixon et le Watergate*, Paris, Hachette, 1994.

MOLLARET, Henri Hubert, *L'Arme biologique*, Paris, Plon, 2002.

MONTAGU, Ewen, *L'homme qui n'existait pas*, Paris, Nouveau Monde, 2021.

MONTARRAS, Alain, « Le renseignement sous Napoléon » dans *Il n'est point de secrets que le temps ne révèle. Études sur l'histoire du renseignement*, Centre d'études d'histoire de la Défense, Paris, Lavauzelle, 1998.

MONTETY, Étienne de, *Honoré d'Estienne d'Orves*, Paris, Perrin, 2001.

MOOREHEAD, Alan, *La Double Vie de Fuchs, Pontecorvo et Nunn May. Les espions atomiques*, Paris, Calmann-Lévy, 1953.

MOREL, Camille, *Les Câbles sous-marins*, Paris, CNRS Éditions, 2023.

MORGAN, Ted, *A Covert Life: Jay Lovestone, Communist, Anticommunist*, New York, Random House, 1999.

MORRIS, Benny, *Israel's Border Wars 1949-1956: Arab Infiltration, Israeli Retaliation, and the Countdown to the Suez War*, Oxford, Clarenton Press, 1993.

MOUTOUH, Hughes et POIROT, Jérôme (dir.), *Dictionnaire du renseignement*, Paris, Perrin, 2018.

MUELLER, Michael et SCHMIDT-EENBOOM, Erich, *Histoire des services secrets allemands*, préface de Roger Faligot, Paris, Nouveau Monde, 2009.

MULLER, Nathan, *Spying for America: The Hidden History of US Intelligence*, New York, Dell Publishing, 1989.

MULLIK, B.N., *The Chinese Betrayal*, Delhi, Allied Publishers Private, 1971.

—, *My Years with Nehru. 1948-1964*, Delhi, Allied Publishers Private, 1972.

MURAWIEC, Laurent, *La Guerre d'après*, Paris, Albin Michel, 2003.

MURPHY, David E., *Ce que savait Staline. L'énigme de l'opération Barbarossa*, Paris, Stock, 2006.

MURPHY, David E., KONDRASHEV, Sergueï A et BAILEY, George, *Battleground Berlin. CIA vs KGB in the Cold War*, Newhaven et Londres, Yale University Press, 1997.

Musée de l’Ordre de la Libération, *Les Agents secrets du Général. Les compagnons de la Libération dans la lutte clandestine 1940-1944*, Paris, Éditions Hermann/Musée de l’Ordre de la Libération, 2022.

MUSELIER, vice-amiral, *De Gaulle contre le gaullisme*, Paris, Le Chêne, 1946.

MUTAWI, Samir A., *Jordan in the 1967 War*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987.

NAHAVANDI, Houchang et BOMATI, Yves, *Mohammad Reza Pahlavi. Le dernier shah 1919-1980*, Paris, Perrin, 2013.

NART, Raymond et DEBAIN, Jacky, *L’Affaire Farewell vue de l’intérieur*, Paris, Nouveau Monde, 2013.

NAVARRE, Henri et un groupe d’anciens membres du SR, *Le Service de renseignements 1871-1944*, Paris, Plon, 1978.

NEY, Jean-Paul, *Pourquoi ils font le Djihad. Enquête sur la #générationmerah*, Monaco, Le Rocher, 2015.

NICOSIA, Francis R., *The Third Reich and the Palestine Question*, Austin, University of Texas Press, 1985.

NIXON, Richard, *La Vraie Guerre*, Paris, Albin Michel, 1980.

NORD, Pierre, *Mes camarades sont morts*, tome 1, *La guerre du renseignement*, Paris, Librairie des Champs-Élysées, 1947 ; tome 2, *Contre-espionnage et intoxication*, Paris, Librairie des Champs-Élysées, 1947.

—, *L’Intoxication arme absolue dans la guerre subversive*, Paris, Fayard, 1971.

NORD, Pierre et BERGIER, Jacques, *L’Actuelle Guerre secrète*, Paris, Planète, 1967.

NOSEK, Roland, *Un espion à Paris* (interrogatoire du SS Nosek présenté et annoté par Olivier Pigoreau), Paris, Histoire et Collections, 2014.

NOTIN, Jean-Christophe, *La Guerre de l'ombre des Français en Afghanistan*, Paris, Fayard, 2011.

—, *Mathilde Carré alias « La Chatte ». De la Résistance à la collaboration (et retour)*, Paris, Seuil, 2022.

—, *DGSE. La fabrique des agents secrets*, Paris, Tallandier, 2024.

NOUSCHI, André, *La France et le Pétrole*, Paris, Éditions Picard, 2001.

NOUZILLE, Vincent, *L'Espionne. Virginia Hall, une Américaine dans la guerre*, Paris, Fayard, 2007.

—, *Des secrets bien gardés. Les dossiers de la Maison-Blanche et de la CIA sur la France et ses présidents 1958-1981*, Paris, Fayard, 2009.

—, *Les Tueurs de la République. Assassinats et opérations spéciales des services secrets*, Paris, Fayard, 2015.

—, *Erreurs fatales. Comment nos présidents ont failli face au terrorisme*, Paris, Fayard, 2016.

OHLER, Norman, *Les Infiltrés. L'histoire des amants qui défièrent Hitler*, Paris, Payot, 2020.

O'NEIL, Robet, *L'Opérateur*, Paris, Nimrod, 2017.

O'SULLIVAN, Dònal, *Dealing with the Devil: Anglo-Soviet Cooperation during the Second World War*, New York, Peter Lang, 2010.

OUGARTCHINSKA, Roumania et PRIORE, Rosario, *Pour la peau de Kadhafi. Guerres, secrets, mensonges. L'autre histoire (1969-2011)*, Paris, Fayard, 2013.

PAECHT, Arthur (dir.), *Échelon, mythe ou réalité ?*, Assemblée nationale, Paris, 2000.

PAGE, Bruce, KNIGHTLEY, Philip et LEICHT, David, *Philby. L'Intelligence Service aux mains d'un agent soviétique*, Paris, Robert Laffont, 1968.

PAHLAVI, Christian et Pierre, *Le Pont de la victoire*, Paris, Perrin, 2023.

PAILLOLE, Paul, *Services spéciaux (1939-1945)*, Paris, Robert Laffont/Opera Mundi, 1975.

—, *Notre espion chez Hitler*, Paris, Robert Laffont, 1985 (réédition Nouveau Monde avec une préface du colonel Frédéric Guelton, mais sans cahier photo).

—, *L'Homme des services secrets. Entretiens avec Alain-Gilles Minella*, préface de l'amiral Lacoste, Paris, Julliard, 1995.

PAINE, Lauran, *The CIA at Work*, Londres, Robert Hale, 1977.

—, *Britain's Intelligence Service*, Londres, Robert Hale, 1980.

PAN Ling, *In Search of Old Shanghai*, Joint Publishing Co., Hong Kong, 1983.

—, *Old Shanghai: Gangsters in Paradise*, Heiseman Asie, Hong Kong, 1984.

PAQUET, Philippe, *Madame Chiang Kai-shek. Un siècle d'histoire de la Chine*, Paris, Gallimard, 2010.

PARSSINEN, Terry, *La Conspiration oubliée. L'histoire secrète du complot de 1938 contre Hitler*, Paris, Robert Laffont, 2004.

PASCO, Xavier, *La Ruée vers l'espace. Nouveaux enjeux géopolitiques. La guerre du ciel est déclarée*, Paris, Tallandier, 2024.

PASSY, colonel, Carnets personnels inédits, novembre 1945 à mars 1946.

—, *Souvenirs*, tome 1, *2e Bureau, Londres*, Monte Carlo, Solar, 1946.

—, *Mémoires du chef des services secrets de la France libre*, préface et notes de Jean-Louis Crémieux-Brilhac, Paris, Odile Jacob, 2000.

PASTOR PETIT, D., *Espionaje : la Segunda Guerra mundial y España*, Barcelone, Plaza y Janes Editores SA, 1990.

PATERSON, Michael, *Paroles de combattants. La guerre secrète*, Bruxelles, Éditions Luc Pire, 2008.

PATTI, Archimedes L.A., *Why Vietnam ? Prelude to America's Albatros*, Berkeley, Los Angeles, Londres, University of California Press, 1980.

PAULÈS, Xavier, *L'Opium. Une passion chinoise (1750-1950)*, Paris, Payot, 2011.

PAVLIOUKOV, Alexeï, *Le Fonctionnaire de la Grande Terreur. Nikolaï Iejov*, Paris, Gallimard, 2017.

PÉAN, Pierre, *La Menace*, Paris, Fayard, 1987.

—, *L'Homme de l'ombre. Éléments d'enquête autour de Jacques Foccart, l'homme le plus mystérieux et le plus puissant de la V^e^ République*, Paris, Fayard, 1990.

—, *L'Extrémiste. François Genoud de Hitler à Carlos*, Paris, Fayard, 1996.

—, *Vies et morts de Jean Moulin*, Paris, Fayard, 2002.

PÉAN, Pierre et DUCASTEL, Laurent, *Jean Moulin. L'ultime mystère*, Paris, Albin Michel, 2015.

PEIS, Günter, *Alfred Naujocks. L'homme qui déclencha la guerre*, Paris, Artaud, 1961.

PENKOVSKY, Oleg, *The Penkovsky Papers: The Russian Who Spied for the West*, Londres, Doubleday et Cie, 1965.

PERCY, Anthony, *MiSdefending the Realm: How MI5'Incompetence Enabled Communist Subversion of Britain's Institutions during the Nazi-Soviet Pact*, Buckingham, The University of Buckingham Press, 2017.

PERRAULT, Gilles, *Le Secret du jour J*, Paris, Fayard, 1964.

—, *L'Orchestre rouge*, Paris, Fayard, 1989.

—, *Le Secret du Roi*, tome 1, *Le secret du Roi*, Paris, Fayard, 1992 ; tome 2, *L'ombre de la Bastille*, Paris, Fayard, 1993 ; tome 3, *La revanche américaine*, Paris, Fayard, 1996.

—, *Checkpoint Charlie*, Paris, Fayard, 2008.

PERRIER, Guy, *Pierre Brossolette. Le visionnaire de la Résistance*, Paris Hachette littératures, 1998.

—, *Le Colonel Passy et les services secrets de la France libre*, Paris, Hachette littératures, 1999.

—, *Rémy. L'agent secret n° 1 de la France libre*, Paris, Perrin, 2001.

PERROUD, Héléna, *Un Russe nommé Poutine*, Monaco, Le Rocher, 2018.

PHILBY, Kim, *Ma guerre silencieuse*, Paris, Robert Laffont, 1968 (réédition Nouveau Monde, 2024).

PICQ, capitaine Eugène, *Dans les griffes des rouges*, Paris, Éditions du SPES, 1928.

PIEKALKIEWICZ, Janusz, *Les Services secrets d'Israël*, Paris, le Livre de poche, 1980.

PIGOREAU, Olivier, *Nom de code Atlas. L'espion français qui trompa Hitler*, Paris, Nouveau Monde, 2011.

PIKETTY, Guillaume, *Pierre Brossolette. Un héros de la Résistance*, Paris, Odile Jacob, 1998.

—, *Français, libre. Pierre de Chevigné*, Paris, Tallandier, 2022.

PINCHER, Chapman, *Inside Story*, Londres, Sidgwick & Jackson, 1978.

—, *Too Secret, Too Long: The Great Betrayal of Britain's Crucial Secrets and the Cover-Up*, Londres, Sidgwick & Jackson, 1984.

—, *The Secret Offensive, Active Measures: A Saga of Deception, Desinformation, Subversion, Terrorisme, Sabotage and Assassination*, Londres, Sidgwick & Jackson, 1985.

PIQUET-WICKS, Éric, *Quatre dans l'ombre*, Paris, Gallimard, 1957.

POIROT, Jérôme, *Renseignement et espionnage au-delà des légendes*, Paris, Plon, 2020.

POMONTI, Jean-Claude, *Un Vietnamien bien tranquille. L'extraordinaire histoire de l'espion qui défia l'Amérique*, Paris, Les Équateurs, 2006.

PONS, Frédéric, *Poutine*, Paris, Calmann-Lévy, 2014.

PORCH, Douglas, *The French Secret Service: From the Dreyfus Affair to the Gulf War*, Oxford New York, Oxford University Press, 1995.

PORETSKI, Élisabeth K, *Les Nôtres*, préface de Jorge Semprun, Paris, Denoël, 1969.

POWERS, Francis Gary, *J'étais pilote espion*, Paris, Calmann-Lévy, 1970.

PRADOS, John, *Les Guerres secrètes de la CIA. La démocratie clandestine*, Paris, Éditions du Toucan, 2008.

—, *La Guerre du Vietnam 1945-1955*, Paris, Perrin, 2011.

—, *Histoire de la CIA. Les fantômes de Langley*, Paris, Perrin, 2019.

PRANGE, Gordon W., *At Dawn We Slept: The Untold Story of Pearl Harbor*, New York, Penguin Books, 1982.

PRAZAN, Michaël, *Une histoire du terrorisme*, Paris, Flammarion, 2012.

PRIEUR, Dominique et PONTAUT, Jean-Marie, *Agent secrète*, Paris, Fayard, 1995.

PUGH, Marshall, *Commander Crabb*, Paris, les Éditions du Temps, 1957.

QIAO, Liang et WANG, Xiangsui, *La Guerre hors limites*, Paris, Rivages, 2003.

QUÉMÉNER, Jean-Marie, *Bachar al-Assad en lettres de sang*, Paris, Plon, 2017.

RADÓ, Sándor, *Sous le pseudonyme « Dora ». Pour la première fois le chef d'un réseau soviétique de renseignement parle*, Paris, Julliard, 1972.

RAINA, Asoka, *Inside RAW*, New Delhi, Vikas Publishing House PVT Ltd, 1981.

RANKIN, Nicolas, *A Genius for Deception: How Cunning Helped the British Win Two World Wars*, Oxford, Oxford University Press, 2008.

RATHMAL, Andrew, *Secret War in the Middle East: The Covert Struggle for Syria, 1949-1961*, Londres, IB Tauris Publishers, 1995.

RAUFER, Xavier, *La Nébuleuse. Le terrorisme au Moyen-Orient*, Paris, Fayard, 1987.

RAWNSLEY, Gary D., *Radio Diplomacy and Propaganda: The BBC and the VOA in International Politics, 1956-1964*, New York, St Martin's Press, 1996.

RAZAVI, Emmanuel et MONTALI, Jean-Marie, *La Pieuvre de Téhéran. Enquête sur les réseaux d'espionnage et d'influence de l'Iran en France et dans le monde*, Paris, Éditions du Cerf, 2025.

RAZOUX, Pierre, *La Guerre israélo-arabe d'octobre 1973. Une nouvelle donne militaire au Proche-Orient*, Paris, Economica, 1999.

READ, Anthony et FISHER, David, *Opération Lucy. Le réseau d'espionnage le plus secret de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Fayard, 1980.

—, *Colonel Z: The Life and Times of a Master of Spies*, Londres, Hodder & Stoughton, 1984.

REID, major P.R., *Colditz: The Full Story*, Londres, Pan Books, 2002.

REILLY, Sydney G. et Mme P. Reilly, *La Vie aventureuse de Sydney Reilly*, Paris, Éditions de la nouvelle pensée critique, 1931.

RÉMY, *Le Livre du courage et de la peur*, Monte-Carlo, Raoul Solar, 1946.

—, *Comment meurt un réseau*, Monte-Carlo, Raoul Solar, 1947.

—, *Une affaire de trahison*, Monte-Carlo, Raoul Solar, 1947.

—, *Les Mains jointes*, Monte-Carlo, Raoul Solar, 1948.

—, *Réseaux d'ombres*, Paris, France-Empire, 1952.

—, *Missions secrètes*, tome 1, *Sur mer comme sur terre*, Genève, Idégraf, 1976 ; tome 2, *Combats dans l'ombre*, Genève, Idégraf, 1976.

—, *Mémoires d'un agent secret de la France libre*, Paris, France-Empire, tome 1, 1983, tome 2, 1984.

RICHARD, Marthe, *Espions de guerre et de paix (1920-1923)*, Paris, les Éditions de France, 1938.

RICHELSON, Jeffrey T., *A Century of Spies: Intelligence in the Twentieth Century*, Oxford New York, Oxford University Press, 1995.

RICHINGS, M. G., *Le Service secret de la Couronne d'Angleterre depuis le Moyen Âge jusqu'à nos jours*, Paris, Payot, 1933.

RICHOU-BIHET, Madeleine, manuscrit original de souvenirs relu par le général Henri Navarre et le commandant de vaisseau Henri Traumann et déposé à l'Amicale des anciens des services spéciaux de la Défense nationale.

RICKS, Thomas E., *Fiasco: The American Military Adventures in Irak*, Londres, Penguin Books, 2006.

RID, Thomas, *Actives Measures: The Secret History of Disinformation and Political Warfare*, Londres, Profile Books Ltd, 2020.

RIEBLING, Mark, *Le Vatican des espions. La guerre secrète de Pie XII contre Hitler*, Paris, Tallandier, 2016.

RIMINGTON, Stella, *Open Secret: The Autobiography of the Former Director General of MI 5*, Londres, Hutchison, 2001.

RIOLS, Noreen, *Ma vie dans les services secrets 1943-1945*, Paris, Calmann-Lévy, 2014.

RISEN, James, *État de guerre. Histoire secrète de la CIA et de l'administration Bush*, Paris, Albin Michel, 2006.

RIVET, Louis, *Carnets du chef des services secrets du Front populaire à Vichy*, présentés par Olivier Forcade et Sébastien Laurent, Paris, Nouveau Monde, 2011.

ROBERTS, Andrew, *Churchill*, Paris, Perrin, 2022.

ROBIEN, Beata de, *La Fille du tsar rouge. La malédiction de Svetlana*, Paris, Albin Michel, 2016.

ROMON, François, *Une page méconnue de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale : les résistants du Groupement des contrôles radioélectriques (GCR) 1940-1944*, récit reconstitué à partir des archives de la famille du commandant Gabriel Romon.

ROSS, Nicolas, *De Koutiepov à Miller. Le combat des Russes blancs (1930-1940)*, Genève, Éditions des Syrtes, 2017.

—, *Entre Hitler et Staline. Russes blancs et soviétiques pendant la Seconde Guerre mondiale*, Genève, Éditions des Syrtes, 2021.

—, *Au cœur de la guerre froide. Les combats de l'émigration russe de 1945 à 1990*, Genève, Éditions des Syrtes, 2023.

ROUCY-ROCHEGONDE, Laure de, *La Guerre à l'ère de l'intelligence artificielle. Quand les machines prennent les armes*, Paris, PUF, 2024.

ROUSSEL, Éric, *Charles de Gaulle*, Paris, Gallimard, 2002.

—, *Pierre Brossolette*, Paris, Fayard/Perrin, 2011.

ROSSÉ, Christian, *Guerre secrète en Suisse 1939-1945*, Paris, Nouveau Monde, 2015.

ROY, Philippe, « La diplomatie secrète de Louis XIV au moment du second siège de Vienne (1680-1684) », *Revue historique des armées*, n° 1, 1976.

RUCKER, Laurent, *Staline, Israël et les Juifs*, Paris, PUF, 2001.

RUDOLPH, Luc, *Policiers rebelles. Une résistance oubliée : la Police parisienne*, Paris, LBM Éditions, 2014.

—, *Policiers contre policiers. Une résistance oubliée la police 1940-45*, Paris, SPE Militaria, 2015.

—, *5 000 policiers en résistance. Répertoire de la Résistance policière (1940-1945)*, Neuvic-sur-l'Isle, Les Livres de l'Îlot, 2024.

RUFFIN, Raymond, *Résistance PTT*, Paris, Presses de la Cité, 1983.

—, *Les Espionnes du XX^e siècle*, Paris, France-Empire, 2000.

SAUL, David, *SBS-Silent Warriors: The Authorised Wartime History of the Special Boat Service from the Special SBS Archives*, Londres,

William Collins, 2022.

SAUNDERS, Frances Stonor, *Qui mène la danse ? La CIA et la Guerre froide culturelle*, Paris, Denoël, 1999.

SAUVAGE, Léo, *L'Énigme Nixon : comment en est-on arrivé là ?*, Bruxelles, Éditions Elsevier Séquoïa, 1975.

SAYERS, Michel et KAHN, Albert A., *La Grande Conspiration contre la Russie. La guerre secrète contre la Russie soviétique*, Paris, Éditions Hier et Aujourd'hui, 1947.

SAYIGH, Yezid, *Armed Struggle and the Search for State: The Palestinian National Movement, 1949-1993*, Oxford, Clarenton Press, 1997.

SCAHILL, Jeremy, *Dirty Wars*, Québec, Lux Éditeur, 2013.

SCHATTNER Marius et SCHILLO, Frédérique, *La guerre du Kippour n'aura pas lieu. Comment Israël s'est fait surprendre*, Bruxelles, André Versaille Éditeur, 2013.

SCHELLENBERG, Walter, *Le chef du contre-espionnage nazi parle*, Paris, Julliard, 1957. Réédition revue et commentée par Clément Tibère, Paris, Perrin, 2019.

SCHULTZ, Richard H. et GODSON, Roy, *Dezinformatsia. Mesures actives de la stratégie soviétique*, Paris, Anthropos, 1986.

SCHWEIZER, Peter, *Friendly Spies*, New York, The Atlantic Monthly Press, 1993.

SEALE, Patrick, *The Struggle for Syria: A study of Post-War Arab Politics, 1945-1958*, Londres, I.B. Tauris et Cie Ltd, 1965.

—, *Abu Nidal: A Gun for Hire. The Secret Life of The World's Most Notorious Arab Terrorist*, New York, Random Books, 1992.

SEALE, Patrick et MCCONVILLE, Maureen, *Asad, the Struggle for the Middle East*, Londres, I.B. Tauris et Cie Ltd, 1988.

SEBAG-MONTEFIORE, Hugh, *Enigma the Battle for the Code*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 2000.

SEILER, Richard, *La Tragédie du réseau Prosper*, Paris, Pygmalion, 2003.

SEIPEL, Hubert, *Poutine. Une vision du pouvoir*, Paris, les Syrtes, 2016.

Selected Committee on Intelligence United States Senate, *An Assessment of the Aldrich H. Ames Espionage Case and it's Implications for US Intelligence*, Washington, U.S. Government Printing Office, 1994.

SENGER, Harro von, *The Book of Stratagems: Tactics for Triumph and Survival*, New York, Penguin Books USA inc., 1993.

SERGUEIEW, Lily, *Seule face à l'Abwehr*, Paris, Fayard, 1966.

SERVENT, Pierre, *Les Présidents et la Guerre 1958-2017. Une enquête inédite au cœur de la Défense*, Paris, Perrin, 2017.

—, *Les Sept Vies d'Adrien Conus*, Paris, Perrin, 2022.

SERVICE, Robert, *Staline*, Paris, Perrin, 2013 ; réédition Perrin, coll. « Tempus », 2017.

SEURIN, Thibaut, *L'Affaire Greenpeace dans la presse nationale*, mémoire de master d'histoire contemporaine, Bordeaux, université Michel-de-Montaigne, 2011-2012.

SHELDON, Rose Mary, *Renseignement et espionnage dans la Rome antique*, Paris, Les Belles Lettres, 2009 ; réédition Tallandier, coll. « Texto », 2019.

SHIRMAN, Léon, *L'Affaire Mata Hari*, Paris, Tallandier, 1994.

SHULTZ, Richard H., *The Secret War against Hanoi: Kennedy's and Johnson's Use of Spies, Saboteurs and Covert Warriors in North Vietnam*, New York, HarperCollins, 1999.

SIEDENTOPF, Monika, *Parachutées en terre ennemie*, Paris, Perrin, 2008.

SIFAOUI, Mohamed, *Histoire secrète de l'Algérie indépendante. L'État-DRS*, Paris, Nouveau Monde, 2012.

—, *Hamas. Plongée au cœur du groupe terroriste*, Monaco, Le Rocher, 2024.

SILBERZAHN, Claude et GUISNEL, Jean, *Au cœur du secret. 1 500 jours aux commandes de la DGSE 1989-1993*, Paris, Fayard, 1995.

SIMPSON, Christopher, *Blowback: America's Recruitment of Nazis and its Effects on the Cold War*, Londres, George Weidenfeld & Nicholson Ltd, 1988.

SINGER, Kurt, *Espions et traîtres de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Arthaud, 1946.

SINGH, Simon, *Histoire des codes secrets de l'Égypte des pharaons à l'ordinateur quantique*, Paris, JC Lattès, 1999.

SLOVO, Joe, *The Unfinished Autobiography*, Londres, Hodder & Stoughton, 1996.

SMALL, Melvin, *The Presidency of Richard Nixon*, Lawrence, University of Kansas Press, 1999.

SMITH, Bradley F., *The Shadow Warriors: OSS and the Origins of the CIA*, New York, Basic Books, Inc. Publishers, 1983.

SMITH, I.C., *Inside: A Top G-Man Exposes Spies, Lies and Bureaucratic Bungling Inside the FBI*, Nashville, Nelson Current, 2004.

SMITH, Joseph Burkholder, *Portrait of a Cold Warrior: Second Thoughts of a Top CIA Agent*, New York, Ballantine Books, 1976.

SNEPP, Frank, *Sauve qui peut*, Paris, Balland, 1979.

SNOWDEN, Edward, *Mémoires vives. L'homme qui a tout risqué pour dénoncer la surveillance globale*, Paris, Seuil, 2019.

SOLDATOV, Andreï et BOROGAN, Irina, *Les Héritiers du KGB. Enquête sur les nouveaux boyards*, Paris, François Bourin Éditeur, 2011.

—, *Exilés, émigrés et agents russes. Une histoire chaotique*, Paris, Gallimard, 2023.

SORGE, Richard, *The Confession of Richard Sorge*, doc. CIA, février 2006.

SOUDOPLATOV, Pavel et Anatoli, avec SCHECTER, Jerrold et Leona, *Missions spéciales. Mémoires du maître-espion soviétique Pavel Soudoplatov*, préface de Robert Conquest, Paris, Seuil, 1994.

SOULIER, Dominique, *Le Plan Sussex. Résistance en France occupée 1943-1945*, Paris, Histoire et Collections, 2013.

SOUSTELLE, Jacques, *Envers et contre tout*, tome 1, *De Londres à Alger (1940-1942)*, Paris, Robert Laffont Sources, 1947.

SOUTOU, Georges-Henri, *La Guerre de cinquante ans. Les relations Est-Ouest 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001.

—, *La Guerre froide de la France 1941-1990*, Paris, Tallandier, 2018.

—, *La Grande Rupture 1989-2024*, Paris, Tallandier, 2024.

STAFFORD, David, *Churchill and Secret Service*, Londres, Murray, 1997.

STEAD, Philip John, *Le 2e bureau sous l'Occupation*, Paris, Fayard, 1966.

STEINACHER, Gerald, *Les Nazis en fuite. Croix-Rouge, Vatican, CIA*, Paris, Perrin, 2015.

STEPHENSON, William, *A Man Called Intrepid: The Secret War*, New York, Londres, Harcourt Brace Jovanovich, 1976.

STEVEN, Stewart, *Le Grand Piège. Comment, au temps de la guerre froide et des grands procès en Europe de l'Est, les services secrets américains ont manipulé Staline et ses agents*, Paris, Robert Laffont, 1974.

STEWART, Alsop et BRADEN, Thomas, *OSS. L'Amérique et l'espionnage*, Paris, Fayard, 1967.

STOCKWELL, John, *In Search of Ennemies: A CIA Story*, Londres, Andre Deutsch Ltd, 1978.

STONE, Oliver, *Conversations avec Poutine*, Paris, Albin Michel, 2017.

SUC, Matthieu, *Les Espions de la terreur*, Paris, HarperCollins, 2018.

SUETTINGER, Robert, *The International Liaison Department of the Chinese Communist Party*, Intelligence Report, rédigé en décembre 1971 pour le compte du Special Research Staff de la CIA.

SUVOROV, Viktor, *Spetsnaz: The Story of the Soviet SAS*, Londres, Graften Books, 1989.

SYMONDS, Craig L., *Histoire navale de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Perrin/Ministère des Armées, 2020.

TALBOT, David, *The Devil's Chessboard: Allen Dulles, the CIA and the Rise of America's Secret Government*, Londres, William Collins, 2016.

TAYLOR, Jay, *The Generalissimo: Chiang Kai-shek and the Struggle for Modern China*, Massachusetts Londres-Cambridge, The Belknap Press/Harvard University Press, 2009.

TCHIKOV, Vladimir et KERN, Gary, *Comment Staline a volé la bombe atomique aux Américains*, Paris, Robert Laffont, 1996.

The Intelligence War in 1941: A 50 th Anniversary Perspective, An Intelligence Monograph, CIA, Office of Training and Education,

Center for Study of Intelligence, mars 1992.

THEOHARIS, Athan G. et COX, John Stuart, *The Boss: J. Edgar Hoover and the American Inquisition*, Londres, Virgin Publishing Ltd, 1993.

THOM, Françoise, *Beria. Le Janus du Kremlin*, Paris, Éditions du Cerf, 2013.

THOMAS, Gordon, *Enquête sur les manipulations mentales. Les méthodes de la CIA et des terroristes*, Paris, Albin Michel, 1989.

—, *Le Livre noir de la CIA. Les archives dévoilées*, Paris, Nouveau Monde, 2007.

TICKELL, Jerrard, *Odette agent S-23*, préface de Pierre Clostermann, Paris, collection Audace, 1949.

TODD, Ann, *OSS Operation Black Mail: One Woman's Covert War against the Imperial Japanese Army*, Annapolis, Naval Institute Press, 2017.

TOMLINSON, Richard, *Plus permis de tuer. L'ancien agent secret britannique révèle le harcèlement et les mensonges du MI6*, Lausanne, Pierre-Marcel Favre, 2002.

TORRENT, Régine, *La France américaine. Controverses de la Libération*, Bruxelles, Éditions Racine, 2004.

TREPPER, Leopold et ROTMAN, Patrick, *Le Grand Jeu. Mémoires du chef de l'Orchestre rouge*, Paris, Albin Michel, 1975.

TULLY, Andrew, *Central Intelligence Agency. L'histoire révélée du contre-espionnage américain*, Paris, Stock, 1962.

TURING, Dermot, *Enigma ou comment les Alliés ont réussi à casser le code nazi*, préface de Bernard Émié, directeur général de la Sécurité extérieure, Paris, Nouveau Monde/Ministère des Armées, 2019.

UDEKEM D'ACOZ, Marie-Pierre d', *Andrée De Jongh. Une vie de résistante*, Bruxelles, Éditions Racine, 2016.

ULLMANN, Bernard, *Jacques Soustelle. Le mal aimé*, Paris, Plon, 1995.

VADER, John, *Nous n'avons pas joué. L'effondrement du réseau Prosper*, présentation de Charles Le Brun, Lectoure, Le Capucin, 2002.

VADILLO, Florent et PAPAEMMANUEL, Alexandre, *Les Espions de l'Élysée. Le président et les services de renseignement*, Paris, Tallandier, 2019.

VAKSBERG, Arkadi, *Staline et les juifs*, Paris, Robert Laffont, 2003.

—, *Le Laboratoire des poisons de Lénine à Poutine*, Paris, Buchet-Chastel, 2007.

VALENTINE, Douglas, *The Phoenix Program*, New York, William Morrow, 1990.

VALTIN, Jan, *Sans patrie ni frontières (Out of the Night)*, Paris, Dominique Wapler, 1947.

VAN DOORSLAER, Rudi et VERHOEYEN, Étienne, *L'Assassinat de Julien Lahaut. Une histoire de l'anticommunisme en Belgique*, Anvers, EPO, 1987.

VAREILLES, Thierry, *Encyclopédie du terrorisme international*, Paris, L'Harmattan, 2001.

VILLATOUX, Marie-Catherine et Paul, *Guerres secrètes. Renseignement et opérations spéciales de la Grande Guerre à l'Afghanistan*, Saint-Pierre-du-Perray, 2021.

VILLEMAREST, Pierre de et KIRACOFF, Clifford A., *GRU. Le plus secret des services soviétiques*, Paris, Stock, 1988.

—, *Le Coup d'État de Markus Wolf. La guerre des deux Allemagnes 1945-1991*, Paris, Stock, 1991.

VIOLET, Bernard, *L'Affaire Nut. Mort d'un agent secret*, Paris, Carrère/Christian Chalmin, 1986.

—, *Carlos. Les réseaux secrets du terrorisme international*, Paris, Seuil, 1996.

VITKINE, Antoine, *Triades. La mafia chinoise à la conquête du monde*, Paris, Tallandier, 2024.

VLADIMIROV, Piotr (Piotr Vlassov, dit), *The Vladimirov Diaries*, New York, Doubleday, 1969.

VOGEL, Steve, *Betrayal in Berlin: The True Story of Cold War's Most Audacious Espionage Operation*, Ney York, HarperCollins, 2019.

VOLKER, Berghahn, *America and the Intellectuel Cold Ward in Europe: Shepard Stone between Philanthropy, Academy and Diplomacy*, Princeton and Oxford, Princeton University Press, 2001.

VOLKMAN, Ernest et BAGGETT, Blaine, *Les Opérations extraordinaires des services secrets américains*, Paris, Olivier Orban, 1990.

VOLKOV, Vladimir, *La Désinformation arme de guerre. Textes de base présentés par Vladimir Volkoff*, Lausanne, L'Âge d'homme, 1986.

WAAGENAR, Sam, *Mata Hari*, Paris, Fayard, 1965.

WADLER, Joyce, *Liaison: The Gripping Real Story of the Diplomat Spy and the Chinese Opera Star Whose Affaire Inspired « Mr Butterfly »*, New York, Bantam Books, 1993.

WAKEMAN Jr, Frederic, *Spymaster: Dai Li and the Chinese Secret Service*, Berkeley, University of California Press, 2003.

WALTON, Calfer, *Spies: The Epic Intelligence War Between East and West*, Londres, Abacus, 2023.

WASSERSTEIN, Bernard, *Secret War in Shanghai: Treachery, Subversion et Collaboration in the Second World War*, Londres, Profile Books, 1998.

WATERS, Pat et GILLERS, Stephen (dir.), *Investigating the FBI*, New York, Doubleday and Company Inc., 1973.

WEINER, Tim, *Des cendres en héritage. L'histoire de la CIA*, Paris, De Fallois, 2009.

WERNER, Ruth, *Sonjas Rapport*, Berlin, Verlag Neues Leben, 1977.

WEST, Nigel, *MI 5. 1945-1972: A Matter of Trust. The Explosive Account of 27 years of Spies against the UK*, Londres, Coronet Books, 1982.

—, *MI6: British Intelligence Service Operations 1909-45*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1983.

—, *G.C.H.Q: The Secret Wireless War 1900-1986*, Londres, Coronets Books, Hodder & Stoughton, 1987.

—, *Molehunt: The Full Story of the Soviet Spy in MI 5*, Londres, Coronet Books, 1987.

—, *The Friends: Britain's Post-War Secret Intelligence Operations*, Londres, Coronet Books, 1988.

—, *The Story of SOE: Britain's Wartime Sabotage Organisation*, Londres, A John Curtis Book, Hodder & Stoughton, 1992.

—, *Counterfeit Spies*, St Ermin's Press Book, 1998.

—, *Venona: The Greatest Secret of the Cold War*, Londres, HarperCollins, 1999.

WEST, Nigel et TSAREV, Oleg, *The Crown Jewels: The British Secrets Exposed by the KGB Archives*, Londres, HarperCollins, 1999.

WIGHTON, Charles et PEIS, Günter, *Les Espions de Hitler*, Paris, Fayard, 1965.

WILLOUGHBY, Charles A., *La Conspiration de Shanghai*, Paris, Plon, 1953.

WINTHERBOTHAM, F.W., *The Ultra Secret*, New York, Dell Publishing, 1974.

WISE, David, *L'État espion*, Paris, Temps actuels, 1982.

—, *La Stratégie du soupçon. Enquête sur la paranoïa au sein de la CIA*, Paris, Plon, 1994.

WISE, David et ROSS, Thomas H., *Le Gouvernement secret des USA*, Paris, Fayard, 1965.

WITTLIN, Thaddeus, *Beria. Vie et mort du chef de la police secrète soviétique*, Paris, Bruxelles, Elsevier, 1972.

WOLF, Markus, *Die Troika*, Berlin, Weimar, Aufbau-Verlag, 1989.

—, *L'Œil de Berlin. Entretiens de Maurice Najman avec le patron des services secrets est-allemands*, Paris, Balland, 1992.

—, *L'Homme sans visage. Mémoires du plus grand maître-espion communiste*, Paris, Plon, 1998.

WOLTON, Thierry, *Le KGB en France*, Paris, Grasset, 1986.

—, *Le Grand Recrutement*, Paris, Grasset, 1993.

WOODWARD, Bob, *Veil: The Secret Wars of the CIA 1981-1987*, New York, Simon & Schuster, 1987.

—, *Bush s'en va-t-en guerre*, Paris, Denoël, 2003.

—, *Mensonges d'État. Comment Bush a perdu la guerre*, Paris, Denoël, 2007.

—, *Les Guerres d'Obama*, Paris, Denoël, 2010.

WRIGHT, Peter et GREENGLASS, Paul, *Spycatcher: The Candid Autobiography of a Senior Intelligence Officer*, New York, Dell Publishing, 1987.

YAKOVLEV, Nikolaï, *La CIA contre l'URSS*, Moscou, Éditions du Progrès, 1983.

YARDLEY, Herbert O., *The Chinese Black Chamber: An Adventure in Espionage*, introduction de James Bamford, Boston, Houghton Mifflin Company, 1983.

YOUSAF, Mohamed et ADKIN, Mark, *The Bear Trap: Afghanistan's Untold Story*, Londres, Leo Cooper, 1992.

YU, Maochun, *OSS in China: Prelude to Cold War*, Annapolis, Naval Institute Press, 1996.

ZELLER, Guillaume, *Violette Szabo. Résistante et agent secret de Sa Majesté*, Paris, Tallandier, 2022.

ZOLLING, Hermann et HÖHNE, Heinz, *Le Réseau Gehlen. Les services secrets allemands dans les pays de l'Est*, Paris, Calmann-Lévy, 1973.

ZUBELDIA, Océane, *Histoire des drones*, Paris, Perrin, 2012.

Table analytique des notices

Activisme et terrorisme

Afghanistan. Daech. Faux drapeau. Hamas. Inde d’Indira Gandhi à Narendra Modi. Iran depuis Khomeiny. Moukhabarat – Services secrets arabes. Pakistan. Proxys. Turquie de 1926 à 1939. Turquie dans la Seconde Guerre mondiale. Turquie de 1945 à l’ère Erdoğan.

Agents doubles

Agee Philip (1935-2008). Ames Aldrich (1941-). Câbles sous-marins. Chine avant 1945. Cinq de Cambridge (Les). Dansey Claude Edward Marjoribanks (1876-1947). Farewell, Vladimir Vetrov, dit (1932-1985). Penkovsky Oleg (1919-1963). *Walk-ins*. Yu Zhensan (1939-2013).

Assassinats

Bipeurs. *Covert Actions*. Inde jusqu’en 1966. Inde d’Indira Gandhi à Narendra Modi. Iran jusqu’en 1979. Iran depuis Khomeiny. Mossad de 1948 à 1988. Mossad de 1988 à 2025. Moukhabarat – Services secrets arabes. Opérations « mouillées » de sang, *Mokrie Diela*. Proxys. Turquie de 1926 à 1939. Turquie dans la Seconde Guerre mondiale. Turquie de 1945 à l’ère Erdoğan.

Coups tordus

Afghanistan. Cheval de Troie. *Covert Actions*. Dansey Claude Edward Marjoribanks (1876-1947). De Gaulle et les services secrets. Dulles Allen (1893-1969). Faux drapeau. Inde d'Indira Gandhi à Narendra Modi. *Kompromat*. Pakistan. Proxys. Sexpionnage.

Désinformation

Arméniens au service secret de la cause communiste. Désinformation. Guerre froide, subversion et services secrets. Inde d'Indira Gandhi à Narendra Modi. *Kompromat*. Proxys. Totalitarisme et services secrets.

Femmes

Affaire Dreyfus. Atkins Vera (1908-2000). Femmes et espionnage. Fourcade Marie-Madeleine (1909-1989). Mata Hari (1876-1917). MI6 – Secret Intelligence Service. Sexpionnage.

Histoire

Byzance. César, Auguste et les services secrets de Rome. Cheval de Troie. Chine avant 1945. Femmes et espionnage. Inde jusqu'en 1966. Le Clerc du Tremblay François, dit le « Père Joseph » (1577-1638). MI6 – Secret Intelligence Service. Turquie de 1926 à 1939. Vikings.

Littérature

Cheval de Troie. Chine avant 1945. CIA et les présidents américains (La). De Gaulle et les services secrets. Foccart Jacques (1913-1997). Honorables correspondants. Inde jusqu'en 1966. MI6 – Secret Intelligence Service. Poutine, les « organes de force » et le « mage du Kremlin ».

Nucléaire

Inde d'Indira Gandhi à Narendra Modi. Iran jusqu'en 1979. Iran depuis Khomeiny. Kang Sheng (1898-1975). Mossad de 1988 à 2025. Pakistan. *RYaN* – opération. « Yellow cake ».

Pratiques et méthodes

Agents dormants. Agents noirs. Appartement conspiratif. Attachés militaires. Cabinet noir. Câbles sous-marins. Contre-espionnage (CE) et contre-terrorisme (CT). Démenti plausible. Drogue et services secrets. Faux drapeau. Honorables correspondants. Intelligence artificielle et espionnage. *Kompromat*. Ordre de bataille. Parcours de sécurité. Polices parallèles. Renseignement médical. Sexpionnage. *Walk-ins*.

Rapports avec le pouvoir politique

– France :

Affaire Dreyfus. Beyer Georges (1905-1976). De Gaulle et les services secrets. Feuvrier Charles, général (1915-1997). Foccart Jacques (1913-1997). Grossin Paul, général (1901-1990). Jacquier Paul, général (1910-1995). Marenches Alexandre de, comte (1921-1995). Passy, André Dewavrin, dit colonel (1911-1998). Présidents français et la DGSE (Les). Renseignement médical. Résistance – réseaux de renseignement de la. Soustelle Jacques (1912-1990).

– Étranger :

Andropov Iouri (1914-1984). Brown Irving (1911-1989). Chine avant 1945. Chine de 1945 à 2012. Chine de 2012 à 2025. CIA et les débuts de l'Union européenne (La). CIA et les présidents américains (La). Dansey Claude Edward Marjoribanks (1876-1947). Dulles Allen (1893-1969). Front uni – Département du travail de. Gladio – réseaux *Stay behind*. Guerre froide, subversion et services secrets. Harel Isser (1912-2003). Inde jusqu'en 1966. Inde d'Indira Gandhi à Narendra Modi. Iran jusqu'en 1979. Iran depuis Khomeiny. Kang Sheng (1898-1975). MI6 – Secret Intelligence Service. Mossad de 1948 à 1988. Mossad de 1988 à 2025. Moukhabarat – Services secrets arabes. Pakistan. Poutine, les « organes de force » et le

« mage du Kremlin ». Turquie de 1926 à 1939. Turquie dans la Seconde Guerre mondiale. Turquie de 1945 à l'ère Erdoğan. Yu Zhensan (1939-2013).

Technologie

Al-Kindi, Abou Youssouf Ya'qub ibn Ishaq. Bipeurs. Câbles sous-marins. Chalutiers espions. *Corona* et la naissance du renseignement satellitaire. Intelligence artificielle et espionnage. Mossad de 1988 à 2025. U-2.

Théâtre et cinéma

Atkins Vera (1908-2000). CIA et les présidents américains (La). *Corona* et la naissance du renseignement satellitaire. *Covert Actions*. Drogue et services secrets. Farewell, Vladimir Vetrov, dit (1932-1985). Femmes et espionnage. Fourcade Marie-Madeleine (1909-1989). Front uni – Département du travail de. Honorables correspondants. Kang Sheng (1898-1975). MI6 – Secret Intelligence Service. Poutine, les « organes de force » et le « mage du Kremlin ». Présidents français et la DGSE (Les). Sexpionnage. Turquie dans la Seconde Guerre mondiale. Yu Zhensan (1939-2013).

Suivez toute l’actualité des Éditions Perrin sur
www.editions-perrin.fr

PERRIN

Nous suivre sur

This file was downloaded from Z-Library project

Your gateway to knowledge and culture. Accessible for everyone.

z-library.sk z-lib.gs z-lib.fm go-to-library.sk

Official Telegram channel

Z-Access

https://wikipedia.org/wiki/Z-Library